HISTOIRE

DES

ROUMAINS

ET DE LA

ROMANITÉ ORIENTALE

PAR

N. IORGA

PUBLIÉE PAR

L'ACADÉMIE ROUMAINE

VOL. X

LES RÉALISATEURS DE L'UNITÉ NATIONALE

SUIVI D'UN TABLEAU CHRONOLOGIQUE DES ÉVÉNEMENTS DES TROIS RÈGNES (1866—1940)

BUCAREST

1945

www.dacoromanica.ro

HISTOIRE

DES

ROUMAINS

ET DE LA

ROMANITÉ ORIENTALE

PAR

N. IORGA

PUBLIÉE PAR

L'ACADÉMIE ROUMAINE

VOL. X

LES RÉALISATEURS DE L'UNITÉ NATIONALE

SUIVI D'UN TABLEAU CHRONOLOGIQUE DES ÉVÉNEMENTS DES TROIS RÈGNES (1866—1940)
PAR N. A. CONSTANTINESCU

BUCAREST

1945

www.dacoromanica.ro

N. Iorga

www.dacoromanica.ro

VOLUME X

LES RÉALISATEURS DE L'UNITÉ NATIONALE

www.dacoromanica.ro

LIVRE PREMIER

L'EFFORT POUR L'INDÉPENDANCE

www.dacoromanica.ro

CHAPITRE I

LE CONFLIT AVEC LES PUISSANCES GARANTES

En février 1866, les consuls, qui voulaient se donner des airs de surveillants et de conseillers prêts aux remontrances, furent surpris, malgré toutes leurs prévisions répétées, par le coup d'État contre Alexandre Jean I-er, que les Puissances considéraient alors comme le seul pouvant gouverner cette Roumanie d'où leur étaient venus tant de soucis. Alors que, devant la proclamation rédigée dans un style gonflé jusqu'au ridicule, le public de Bucarest, qui plus d'une fois —par ses marchands et ses corporations —s'était incliné devant le premier prince de la Roumanie unie, et maintenant restait impassible devant le violent changement, accompli par des hommes sans autre popularité que celle du club « rouge », on voyait s'installer une « lieutenance » avec le général Golescu, qu'on avait presque oublié pendant les dernières années, le colonel Haralambie, qui ne s'était jamais distingué en rien, et, comme représentant de la Moldavie, Lascar Catargiu, un étranger à Bucarest. Les ministres étaient Jean Ghica aux Affaires étrangères et à la présidence, Démètre Ghika à l'Intérieur, l'habile financier Pierre Mavrogheni (qui sera plus tard le chargé d'affaires de Michel Sturdza dans le pays) aux Finances et, aux Travaux publics, Démètre A. Sturdza, qui, représentant Lascar Catargiu dans la régence, avait aidé au complot contre son parent. Le ministère devait être complété par Constantin A. Rosetti, aux Cultes, Jean Cantacuzène, à la Justice, secrétaire de la « lieutenance » et chef des conspirateurs, Leca, à la Guerre, —tandis que Salomon, prêt

www.dacoromanica.ro

à un mouvement armé, donnait sa démission [1]. Les représentants des Puissances protectrices s'intéressèrent, avec un empressement qui leur fait honneur, au sort de celui qui était tombé. Pendant que, dans les Corps législatifs, on acclamait Philippe I-er [2], et qu'on enlevait brutalement le blason d'Alexandre I-er, le foulant aux pieds, le consul de France Tillos, sans attendre la décision du Gouvernement provisoire, alla chercher Cuza dans le lieu de son premier emprisonnement. Il trouva le prince fermement décidé à ne pas revenir sur l'acte d'abdication, demandant seulement qu'on lui laisse la route libre pour recourir à l'hospitalité d'un pays étranger quelconque [3].

Au général Haralambie, à qui, en recevant ces lignes, le sang dut monter à la figure, Cuza, « l'arrêté », écrivait ceci: « Vous savez que le principe proclamé par les Corps de l'État a été et demeure mon but; car, suivant leur opinion, un prince étranger peut seul assurer l'avenir de la Roumanie; je crois inutile d'ajouter que si, en ma qualité de souverain de Roumanie, j'ai toujours travaillé pour la réalisation de ce vœu, de même, comme prince roumain, je ne manquerai pas un instant de faire, en ce sens, tout ce qui dépendra de moi... Vive la Roumanie » [4].

On ne permit pas aux autres consuls de voir le prisonnier [5]. Eder reçut la même réponse, pleine d'un sentiment de dignité supérieure et d'un incomparable esprit de sacrifice. « Ce que veulent ces messieurs » disait-il, « un prince étranger, je le veux moi aussi. Je l'ai toujours voulu. Et j'ai travaillé dans ce but, mais avec plus d'intelligence qu'on ne le fait maintenant. J'ai cru qu'il fallait attendre le moment propice » [6]. Il ajouta seulement que, par ce qu'on vient d'ac-

[1] Henry, *L'abdication du prince Cuza*, p. 175, n° 48.
[2] Pour sa candidature en 1857, *ibid.*, p. 181 et suiv.
[3] *Ibid.*, pp. 174—175, 176—177.
[4] D. A. Sturdza, *Charles I-er*, I, p. 2.
[5] Henry, ouvr. cité, pp. 174—175.
[6] *Ibid.*, pp. 178—179.

www.dacoromanica.ro

Fig. 1. — Le Comte Philippe de Flandre.

Fig. 2. — Le general Haralamb.

www.dacoromanica.ro

complir, une voie est ouverte vers le commissaire turc et vers la «caïmacamie» des derniers temps[1]. Le 14/26 du même mois partait, au-delà de la frontière, à l'insu de tous, et gardée par des soldats, la voiture de celui qui ne devait jamais plus fouler le sol de la patrie qu'il avait créée[2].

Aux si belles paroles de celui qui était ainsi chassé, on répondit par l'acte du 4 mars, qui présentait aux agents de l'étranger, pour qu'ils le communiquent à qui ils le jugeraient nécessaire, ce règne fini, comme une série d'abus, de violations de la justce, de dilapidations, le rendant responsable d'avoir compromis tous les partis, toutes les personnalités, en arrivant «à humilier et à déshonorer la nation aux yeux de l'Europe», sans rien mentionner des grandes choses qui avaient été réalisées. On leur faisait aussi connaître l'espoir du pays que lui soit accordé enfin ce prince étranger désiré dès le début[3]. Jean Ghica s'adressait séparément à Gladstone, avec les arguments économiques qu'il croyait utiles[4].

Dès le 24 février, le comte de Flandre avertissait par télégramme qu'il n'acceptait pas la couronne arrachée à celui qui y avait droit et, pour qu'on ne parle plus de lui, il partait pour un long voyage en Italie[5]. Le ministre des Affaires étrangères de Belgique communiquait du reste à Paris que le prince — qui n'avait pas été averti officiellement ! — s'était montré très peu flatté qu'on ait pensé à lui pour succéder au prince Cuza[6].

Du reste, de tous côtés, on se montrait disposé à faire réunir l'assemblée prévue par le Traité de Paris, afin de résoudre la question rouverte par les auteurs de l'attentat[7].

---

[1] Tillos réapparut pour déclarer qu'il reconnaissait Cuza pour maître légitime du *pays ; ibid.*, p. 179.

[2] Napoléon refusa de le recevoir... ; *ibid.*, p. 247, n° 141.

[3] *Ibid.*, p. 3 et suiv. Et dans « *Treizeci de ani de Domnie a lui Carol I* », I, à cette date.

[4] *Charles I-er*, p. 32 et suiv.

[5] Henry, ouvr. cité, p. 185, n° 61. Notification du ministre des Affaires étrangères belge, dans D. A. Sturdza, *Charles I-er*, I, p. 3.

[6] Henry, ouvr. cité, n° 63. Cf. aussi *ibid.*, p. 186, n° 63.

[7] *Ibid.*, p. 184, n° 58; p. 186 et suiv.

www.dacoromanica.ro

Il avait été question d'abord de se réunir à Constantinople, mais on préféra ne pas fixer le lieu [1]. En cas de troubles, on parlait aussi de faire intervenir les troupes turques, accompagnées par des commissaires des Puissances [2]. Flatté de l'élection, qu'il aurait acceptée, d'un parent du prince consort Albert, Clarendon, malgré cette intervention, se montrait particulièrement favorable au pays qu'il continuait d'appeler « les Principautés » [3]. Il était, naturellement, peu disposé à admettre comme prince étranger le Duc de Leuchtenberg, « un prince italien », ou même le duc de Cobourg [4].

D'un côté, la Turquie demandait avec insistance qu'on applique les clauses de 1859, avec son intervention, au moins diplomatique à Bucarest, de l'autre, Clarendon se rappelait, tout en prévoyant l'opposition de la Russie, le projet français de céder les Principautés à l'Autriche, en échange de Venise qui serait rattachée à la nouvelle Italie [5]. Selon la proposition d'Étienne Catargiu, combattu par Emmanuel Costachi, on envoyait à la Porte un mémoire moldave demandant la séparation des deux Principautés [6].

Aussitôt pour parer à ce danger, on avait envoyé comme représentatants simultanément de la Lieutenance princière et des Assemblées, Emmanuel Costachi, Costaforu et Alexandre Golescu, à Constantinople, Basile Boerescu, Steege et un troisième à Paris [7], ayant aussi la mission de se pré-

---

[1] *Ibid.*, p. 187, n° 66.

[2] *Ibid.*

[3] *Ibid.*, pp. 188—189; p. 190, n° 69; pp. 191—192. On n'admettait pas les passeports délivrés sous le nom de Philippe I-er; *ibid.*, pp. 188—189, 190, n° 69.

[4] *Ibid.*, p. 192.

[5] *Ibid.*, p. 197, n° 77. Cf. Riker, p. 507 et suiv. Plus récemment, Srbik, *La convenzione secreta tra l'Austria et la Francia del 12 giugno 1866*, dans *Rivista storica italiana*, 31 dec. 1938, p. 1 et suiv.

[6] Riker, *The making of Roumania*, p. 502; Henry, ouvr. cité, p. 218 et suiv.

[7] *Charles I-er*, p. 9 et suiv. Ils avaient eu aussi la mission de se réunir officiellement à Bruxelles pour offrir le trône à Philippe de Flandre. Ce qui fut fait, après le refus du prince, — qui fut gardé secret pour les Roumains — le 16—28 mars; *ibid.*, p. 54. La réponse du ministre belge Rogier; *ibid.*, p.

www.dacoromanica.ro

senter devant la Conférence. On leur adjoignit ensuite Jean Brătianu, et, comme remplaçant éventuel, Scarlat Fălcoianu [1].

Mais alors surgit la menace du conflit armé entre la Prusse et l'Autriche et de l'entrée en guerre de l'Italie [2]. Ainsi l'Autriche n'osa pas appuyer les Turcs dans leur volonté de rompre l'Union. Pour gagner Napoléon, le gouvernement de Vienne alla si loin qu'il admit aussi *la proclamation de l'Indépendance roumaine, sous un prince étranger, qui ne serait cependant ni Italien, ni Russe* [3]. *Le projet de se charger de l'annexion des Principautés était maintenant rejeté d'une manière absolue* [4], bien que la France entendit le réserver pour d'autres circonstances [5] et, naturellement, l'Italie soutenait le projet [6], alors que Clarendon estimait que François-Joseph avait assez de population semi-barbare pour ne pas y ajouter encore « quatre millions de sauvages » [7]. Mais le tsar écrivait un rapport sur cette question « inadmissible

56. Le rapport des envoyés; *ibid.*, p. 61 et suiv. Le roi les avait reçus, *mentionnant la visite qu'il avait faite dans le pays. Rogier proposait maintenant le duc de Saxe-Cobourg ; ibid.*, p. 64.

[1] *Ibid.*, pp. 11—12, 16—17. Le rapport de Paris de Boerescu et Steege, sur l'accueil plein de réserve qu'ils avaient eu à Vienne; *ibid.*, pp. 36—38 et suiv. Sur l'entrevue avec Drouyn de Lhuys; *ibid.*, p. 40 et suiv. Jean Ghica s'adressait aussi à Bălăceanu, l'agent de la Roumanie à Paris, se plaignant de l'attitude de Tillos; *ibid.*, pp. 38—40.

[2] Henry, ouvr. cité, p. 204.

[3] *Ibid.*

[4] *Ibid.*, pp. 205, 206—207. On revint cependant à l'idée de la séparation; *ibid.*, p. 208, n° 94. Drouyn de Lhuys désirant le jeune Brâncoveanu comme régent; *ibid.*, p. 208, n° 93; p. 209, n° 96.

[5] *Ibid.*, pp. 217, 220—221, 231—232, 254—255, 281, n° 170. Une fois Aali déclara qu'il valait mieux donner les Principautés à l'Autriche; *ibid.*, p. 299. Drouyn de Lhuys était satisfait que l'Angleterre ne s'opposerait pas. Cf. aussi *ibid.*, pp. 223—224.

[6] *Ibid.*, pp. 231—232; p. 238, n° 131. Celui qui était chargé de cette négociation à Vienne était l'écrivain Massimo d'Azeglio.

[7] *Ibid.*, p. 255, n° 50. Apponyi qualifiait très sévèrement le geste de l'Italie nationaliste. Des négociations entre l'Italie et la Prusse d'un côté, et l'opposition russe de l'autre; *Ibid.*, pp. 257—258. D'autres renseignements pour l'échange de vues entre les Cabinets, dans Riker, ouvr. cité, p. 510 et suiv.

www.dacoromanica.ro

jusqu'à la guerre »[1], et les cercles panslavistes qui le savaient, se mirent en mouvement[2].

Au commencement de mars, tout le monde était d'accord pour réunir la Conférence à Paris; la Russie seule, qui avait proposé Constantinople, était considérée comme voulant soutenir la Porte pour l'annulation de l'Union[3]. Les discussions[4] commencèrent le 10 du mois[5]. Les Autrichiens se réjouirent que toutes les Puissances fussent maintenant d'accord pour la séparation[6]. Drouyn de Lhuys ne parlerait donc au début que pour la forme, de l'ancienne idée française[7]. De fait, il revint à la première politique envers les vœux des Roumains[8]. Clarendon qui demandait seulement une nouvelle information sur place, se rallia au même point de vue et on lui répondit à Paris qu'il existait aussi un Parlement dont l'attitude serait décisive[9].

La seconde séance de la Conférence (18 mars)[10] traitait du principe de l'intégrité de l'Empire Ottoman. Mais l'Angleterre passa d'abord du côté de l'Autriche, contre le prince étranger, soutenu seulement par les représentants de l'Italie et de la Prusse[11]: il fallait un vote dans l'Assemblée existante ou dans un nouveau Divan *ad hoc*, dont il fut question dans la décision qui fut prise, pour pouvoir abandonner son point

---

[1] (Sic) = sous peine de guerre.
[2] Henry, ouvr. cité, p. 242, n° 136.
[3] *Ibid.*, p. 228.
[4] Voir aussi Riker, ouvr. cité, p. 513 et suiv.
[5] Henry, ouvr. cité, p. 235 et suiv.
[6] *Ibid.*, p. 244, n° 139.
[7] *Ibid.*, pp. 236—237. Il était pour Brâncoveanu comme nous l'avons dit, et il pensait que les Anglais proposeraient Jean Ghica; *ibid.* Les Turcs préféraient Ştirbei; *ibid.*, p. 249, n° 145. Comme candidats étrangers, Amédée de Savoie et un Murat; *ibid.*, p. 290.
[8] *Ibid.*, p. 236, n° 127.
[9] *Ibid.*, pp. 248—249. Les protocoles, dans *Charles I-er*, p. 12 et suiv.
[10] *Ibid.*, p. 22 et suiv; cf. Riker, ouvr. cité, p. 521 et suiv. La troisième le 31; *Charles I-er*, p. 524 et suiv. La 4-e, le 4 avril, *ibid.*
[11] *Ibid.*, p. 252 et suiv. L'Angleterre pensait à cette nouvelle consultation des populations; *ibid.*, p. 31.

www.dacoromanica.ro

de vue [1]. *Mais les représentants de la Prusse, de l'Italie, de la France et même celui de la Russie, devaient reconnaître le désir des Roumains d'avoir « le prince étranger »*, même si le moment n'était pas venu de leur donner satisfaction [2]. Le plénipotentiaire russe insistait sur le fait que la Moldavie ne veut pas de l'Union [3].

Les envoyés du gouvernement de Bucarest qui avaient demandé à être écoutés pendant la Conférence, invoquant les précédents du Congrès, ne furent pas admis, mais Drouyn de Lhuys leur permit de présenter des mémoires, les assurant qu'ils pourraient être consultés, mais pas en séance [4]. Un peu plus tard, un rapprochement se produisit — au moins en apparence — entre Clarendon et le Ministère français [5]. Et l'ambassadeur d'Autriche à Paris en arrivait à se demander: « Que faut-il faire envers quatre millions d'habitants qui ne voient leur salut que dans l'élection d'un prince étranger, qui rejettent avec opiniâtreté toute autre solution et qui savent bien qu'ils finiront par vaincre une Europe divisée et préoccupée par d'autres intérêts? » [6]. De l'autre côté, Musurùs assurait qu'« un peloton de Turcs » pouvait imposer n'importe quoi aux Roumains, et son collègue russe à Londres croyait qu'il suffisait de « cinquante piastres » pour que n'importe quel boyard soit élu prince [7].

Pendant que la diplomatie européenne présentait un nouveau cas de faillite, le Gouvernement provisoire qui avait tenté une démarche auprès du roi des Belges [8], payait les

[1] *Ibid.* Cf. Henry, ouvr. cité, p. 253. Cf. *ibid.*, p. 255 et suiv. Talleyrand, maintenant ambassadeur à Pétersbourg, appuyait le droit des Roumains d'une façon intelligente et énergique. Cf. aussi *ibid.*, p. 258, n° 152.

[2] *Charles I-er*, p. 27. La question fut donc « réservée ».

[3] *Ibid.*

[4] *Ibid.*, pp. 40—41. Son mémoire est du 3/15 avril; *ibid.*, p. 93 et suiv.

[5] Henry, ouvr. cité, pp. 201—203, 265 et suiv, 268—269.

[6] *Ibid.*, pp. 262, 290 et suiv.

[7] *Ibid.*, p. 269. Drouyn en arrivait à l'idée du provisorat pour quatre ou cinq ans d'un « hospodar », jusqu'à ce que les vœux des Roumains puissent être exaucés; *ibid.*, p. 301, n° 196.

[8] Riker, ouvr. cité, p. 523, note I.

www.dacoromanica.ro

péchés de ceux qui avaient participé au renversement du prince de l'Union, assurant un calme parfait dans le pays, et désarmant ainsi les ennemis qui n'attendaient que des troubles pour motiver une intervention, autant que cette intervention pouvait être possible dans l'état actuel de l'Europe, si près d'une nouvelle et immense guerre. Comme les Corps Législatifs roumains montraient très peu de sens des réalités, votant contre les Anglais du Chemin de Fer, contre les Français de la désastreuse concession militaire Godillot, des annulations, qui devaient provoquer le mécontentement à Londres et à Paris, on procéda, pendant ce même mois de mars, à la dissolution des élus de Cuza, qui ne paraissaient pas assez sûrs au nouveau gouvernement. En effet, ils entendaient conserver, après le prolongement de la session, « en tant que Convention Nationale », le pouvoir suprême et ne voulaient pas permettre à la Lieutenance qui était sortie d'un complot, le droit « de s'adresser à la nation » [1]. On avait en perspective l'élection d'une Constituante qui devrait tenir compte des « principes proclamés pendant cette journée mémorable » (11 février) et qui était appelée à constituer une des plus belles pages de l'histoire de la Roumanie [2].

Au début, c'étaient les représentants de l'ancienne classe dominante qui s'étaient imposés. Jean Brătianu, suspecté de vouloir se faire attribuer le pouvoir suprême par la force du club, se trouvait, ainsi que nous l'avons vu, en Occident, chargé de rechercher le « prince étranger ». Rosetti qui voulait dominer la situation, avec les « quarante mille » membres d'une future garde nationale, ne réussit pas à imposer sa politique, invariablement révolutionnaire, dans le sens de celle de 1848.

Mais dans ces circonstances, compliquées par le mécontentement de la plupart des officiers, le plus grand mérite de cette attitude tranquille, qui pouvait être si difficilement

[1] *Charles I-er*, p. 55. Le Sénat fut seulement déclaré « fermé ».

[2] La discussion de cet acte dans la Conférence du 19/31; *ibid.*, p. 57 et suiv. Ghica voyait dans le discrédit de l'Assemblée un motif de refus opposé par le Comte de Flandre; *ibid.*, p. 112.

www.dacoromanica.ro

maintenue,—revient toujours à la nation roumaine elle-même. Les officiers, en effet, étaient indignés de l'acte de brigandage accompli au palais, et les régiments de ligne et de lanciers de Bucarest restaient fidèles à Florescu, peu capable d'un nouveau coup, et à Solomon qui avait prouvé qu'il pouvait en tenter un. La nation roumaine montra que, presque dénuée de direction, minée par l'habile propagande russe, tentée par tous les moyens et si peu sûre de l'avenir le plus proche, elle savait cependant se dominer.

La récompense ne pouvait pas tarder. Pendant la quatrième séance de la Conférence, le 19/31 mars, Drouyn de Lhuys pouvait dire, admettant aussi l'idée d'un prince étranger: «l'Union est plus qu'un vœu exprimé solennellement; c'est une réalité qui est entrée dans les actes diplomatiques de même que dans les faits... C'est un fait qui s'impose à tous aussi longtemps qu'une manifestation contraire ne se sera pas produite spontanément au sein de l'Assemblée [1].

L'attitude de Jean Brătianu, strictement liée à l'intérêt du pays, devait peser lourdement dans la balance.

Celui qui, autorisé par le télégramme du 12/24 mars, signé J. Ghica, de solliciter à Paris toute proposition de candidature quelle qu'elle soit[2], (il présenta sa démission de membre de la délégation pour pouvoir travailler seul)[3], et avait la mission de donner au pays un prince d'une dynastie étrangère,

[1] *Ibid.*, p. 59. Changement en faveur des Roumains, de l'attitude anglaise; *ibid.*, pp. 66—67, 69. Pour l'attitude d'Aali-Pacha, voir le rapport des délégués à Constantinople; *ibid.*, p. 73 et suiv. Aali parle dans des termes choisis du lien avec la Porte qui est l'« ancre » de sauvetage contre la Russie, et il oppose l'exemple de la Grèce, libre, mais anarchique; il se présentait comme « roumain». Observation bénigne de Jean Ghica; *ibid.*, pp. 122—123. D'autres rapports de Golescu; *ibid.*, p. 143 et suiv.

[2] «Nous sommes décidés et désireux de soutenir tout candidat qu'elle (la France) proposera et nous garantissons le succès»; *ibid.*, p. 40. Et de fait, ne pouvant déchiffrer ce qui se cachait à propos du premier candidat proposé, il déclarait accepter même cet inconnu; *ibid.*, p. 40.

[3] *Ibid.*, pp. 45—46. Il télégraphiait que l'Angleterre aussi acceptait le prince étranger, qui serait un Hohenzollern (14/26 mars); *ibid.*, p. 46. Évidemment, c'était encore une illusion.

www.dacoromanica.ro

n'était plus depuis longtemps l'homme de 1848, ainsi que le personnifiait, et continuera jusqu'au bout à être Rosetti, son bon ami et compagnon de combat. Un changement profond s'était produit dans cet homme qui vivait modestement, au milieu d'une famille heureuse, bénie de nombreux enfants, dans sa vigne, sur sa petite terre de Florica, près de Pitești. Les réalités nationales l'avaient rappelé à lui-même.

En effet, au moment de l'avénement d'Alexandre-Jean Ier il avait présenté un mémoire [1], appuyé sur cette connaissance de l'histoire qu'il cherchait à s'approprier de plus en plus, et il avait posé, devant le nouveau prince roumain, tout un programme d'action qui serait exécuté au profit des paysans par « un gouvernement national et libéral ». « Le vote du 24 janvier », écrivait-il, sans appuyer sur le prince étranger, « a ouvert une ère d'affermissement, d'agrandissement et de bonheur national » [2]. Il montrait que le premier devoir est de lutter contre les « boïars » qui considéraient encore avec haine le nouvel état de chose. À leur place, il faudrait établir des forces prises aux « sources vives de la nation ». Ainsi demandait-il qu'on inaugure sans hésitation « l'ordre nouveau » et était tout disposé à y contribuer. Un peu plus tard, il exposait, dans le journal « Le Roumain », sa conviction qu'« Alexandre-Jean Ier... deviendrait pour nous tous le symbole de l'union, non seulement des Principautés, mais des hommes aussi [3]. Il allait jusqu'à dire que demander le prince étranger, — comme le faisaient ses adversaires, — « semblerait aujourd'hui une demande factieuse » [4]. Il ne lui fallait pas ce monarque, « que les boïars feraient sortir d'une petite boîte », et qui ne serait pas capable, au moment de la guerre entre Français et Autrichiens, d'armer le pays, ce qui était le premier devoir. Jean Brătianu combattait aussi ceux qui prétendaient que l'enthousiasme du 24 janvier [5] avait

[1] C. I. Brătianu, *Scrieri*, p. 182 et suiv.
[2] *Ibid.*, p. 187.
[3] *Ibid.*, p. 193.
[4] *Ibid.*, p. 194.
[5] *Ibid.*, p. 137 et suiv.

www.dacoromanica.ro

faibli. L'ancien conspirateur de Paris était ensuite convaincu que « l'émancipation des nations est une fatalité liée à Napoléon III [1]. Pendant longtemps il n'intervint pas, bien que député, dans les petites questions courantes, se bornant à combattre, en 1861, l'idée d'une colonisation par laquelle on se préparait à être « des parias des Allemands qui prétendent dominer du Rhin jusqu'à la Mer Noire » [2]. Ce qui ne l'empêchait pas d'approuver la lutte de l'organisation qu'il dénommait maintenant « parti national » pour un autre programme de réalisations que celui des gouvernements passagers nommés par Cuza [3]. Dans les difficultés du temps, il voyait aussi, en 1862, l'incapacité de la nation de collaborer avec celui qu'elle avait élu, au lieu de laisser en tout, la décision, au pouvoir de l'État [4]. Il glorifiait cette décision de la nation, même jusque dans la grande manifestation guerrière de l'Amérique dans sa guerre de Sécession [5]. Combattant Kogălniceanu en 1863, il était cependant au niveau de n'importe quel orateur de parti [6]. Et, lorsqu'on discuta la question paysanne, il chercha, comme un véritable historien, un conseil dans les documents des différentes époques, sans pouvoir cependant arriver à une formule personnelle [7].

En 1865, seuls les problèmes de l'enseignement préoccupaient celui qui, cependant, ne s'était pas encore libéré des clubs, qui, seuls, retenaient ses amis. L'image du vieux prédicateur transylvain Georges Lazăr surgissait devant lui et il glorifiait toute la pléiade des écrivains de la nouvelle époque [8]. Il défendait l'heureuse idée que l'État ne doit pas empêcher, au moins dans ce domaine, l'initiative individuelle féconde;

[1] *Ibid.*, p. 223.
[2] *Ibid.*, p. 250.
[3] *Ibid.*, p. 251 et suiv.
[4] *Ibid.*, pp. 261—265.
[5] *Ibid.*, pp. 266—270.
[6] Il dévoilait qu'en 1859, Kogălniceanu aurait demandé aux Valaques d'accepter « un vieux boïar » comme prince de l'Union; *ibid.*, pp. 297—298. Dès 1864, il parle constamment du parti « libéral »; *ibid.*, p. 363.
[7] *Ibid.*, p. 315 et suiv. Mais il traitait Kogălniceanu d'« ultra-socialiste ». Cf. aussi les lettres adressées à celui-ci; *ibid.*, p. 347 et suiv.
[8] *Ibid.*, p. 386.

www.dacoromanica.ro

il décrivait avec verve la situation malheureuse du professeur, fonctionnaire imposé, surveillé et censuré [1]: « un simple instructeur, auquel on a confié un certain nombre d'écoliers pour leur enseigner telle ou telle chose selon un programme déjà fixé ». « Dans un pareil système, nos Lazares d'aujourd'hui, — car je crois qu'il y en a — peuvent-ils y avoir un rôle ? ». Et s'adressant au directeur de l'enseignement, il disait: « Croyez-vous vraiment que Lazare, avec sa tête hirsute et couverte de poussière, sans autre recommandation que son bâton noueux, serait arrivé aujourd'hui, non pas jusqu'à une chaire, mais même jusqu'à l'antichambre par laquelle il faut qu'on passe, c'est-à-dire chez le ministre pour y arriver [2] ? ». Pendant les derniers temps, les préoccupations les plus hautes cédèrent devant la polémique journalière contre les maîtres du jour.

D'où encore une autre attitude: le voyage en Occident [3] pour renverser le prince que jadis il avait défendu et était prêt à appuyer. Là, il prépara la brochure par laquelle les Roumains s'adressaient à la Conférence exposant leurs droits à l'autonomie de nouveau menacée. Dans cette brochure, après une présentation magistrale de la situation politique dans les Principautés, il accusait Cuza de ne pas être resté fidèle à son mandat, et d'être indigne de sa haute mission, ce qui a amené « l'abdication imposée par la Nation ». Il expliquait la proclamation du comte de Flandre malgré la conviction qu'on avait qu'il ne pourrait pas accepter, par la nécessité de fixer une bonne base dès le début [4], — l'Union sous un prince étranger — à laquelle les Roumains, en tant que nation autonome, ne pourraient pas renoncer. Il cherchait à prouver ensuite que l'acte de février n'avait pas été

[1] *Ibid.*, p. 389.

[2] *Ibid.*, p. 390.

[3] *Din Corespondența familiei Ioan C. Brătianu*, I, p. 55 et suiv. De Paris il écrivait le 21 janvier (ancien style): « nos meilleurs amis nous donnent à l'Autriche »; *ibid.*, p. 67. Son attitude devant le « triomphe » de la chute de Cuza; *ibid.*, pp. 72—73.

[4] Le 3/15 février 1869 (voir plus loin), il prouvera qu'on savait depuis des années que Philippe de Flandre ne pouvait accepter.

www.dacoromanica.ro

exécuté « sous l'influence d'une puissance quelconque », *ce qui signifiait la Russie.*

La nation n'accepte pas la tutelle collective qui remplaçait l'ancien protectorat, et contre elle, on ne pourrait pas avoir recours à la force. En général, la monarchie héréditaire est une garantie d'ordre et de stabilité. En ce qui concerne l'État roumain, sa consolidation ne peut être qu'utile à tous les États européens et on n'oublie pas non plus ce qui pourrait en découler pour l'économie nationale allemande, dirigée vers l'Orient. L'Autriche, séparant sa politique de celle de la Turquie, aurait l'occasion « de s'attacher les Roumains et les Slaves ». Pour être reconnaissants à la Russie, les Roumains doivent gagner un équilibre définitif dans le sens que tour à tour les souverains du grand Empire ont indiqué et on n'oublie pas la façon dont la question roumaine a été vue par Kissélev. La Turquie pourrait aussi penser aux preuves de sympathie que depuis 1821 lui ont données les cinq millions de Roumains qui ne veulent pas rompre leur lien avec cet autre Empire auquel ils donnent une protection précieuse sur le Danube [1].

C'est dans cet état d'esprit [2] que se présenta Jean Brătianu le 18/30 mars, à Düsseldorf, où se trouvait rassemblée la famille des Hohenzollern de Sigmaringen, — mais dès le 14/26 Bălăceanu demandait par télégramme la permission de mettre en avant le nom de Charles de Hohenzollern [3]. Il se déclarait chargé par le Gouvernement provisoire, — bien que Jean Ghica ait réservé ce droit à Bălăceanu [4], après avoir

[1] *Ibid.*, pp. 402—414. On ne peut pas croire ce que rapportait le consul Eder: que le parti rouge n'ayant pu imposer comme prince Nicolas Golescu, pensait faire de Jean Brătianu un président pour cinq ans; *ibid.*, p. 305.

[2] Brătianu avait visité, à Nice, en février, l'ancien prince Ştirbei; Georges B. Ştirbei, *Feuilles d'automne et feuilles d'hiver*, I, Paris 1916, p. 254, note 1.

[3] « M'autorisez-vous de (*sic*) nommer Charles de Hohenzollern ? Celà nous présenterait sous un aspect très favorable aux yeux de Napoléon III »; *ibid.*, p. 46. Boerescu et Steege s'attribuaient aussi la mission de chercher le nouveau prince; *ibid.*, p. 64.

[4] Brătianu n'est pas mentionné dans le journal du Conseil des Ministres, mais seulement Bălăceanu, Steege, Fălcoianu et Boerescu; *ibid.*, pp. 82—84.

www.dacoromanica.ro

eu l'assurance que Philippe de Flandre renonçait, et qu'en même temps il proclamait devant la nation « Charles-Louis » [1] de Hohenzollern, — d'offrir le trône de Roumanie à Charles, second fils du prince Charles-Antoine, — qui avait abandonné sa qualité de prince-régnant près du Rhin pour aider à la formation de la grande patrie allemande, et de la princesse Joséphine, fille du grand-duc de Bade et de la parente de Napoléon III, Stéphanie de Beauharnais, qui resta française jusqu'au bout; le premier fils, Léopold, aurait été considéré comme héritier possible par Cuza lui-même, dans sa lettre du I-er octobre 1865 à Napoléon [2]. Charles-Antoine lui-même descendait de la famille Murat.

Au moment où il venait sur le Rhin chercher le prince étranger, Brătianu avait non seulement l'acquiescement, mais l'indication de Napoléon [3], qui avait conservé les rapports les plus étroits avec sa cousine fixée en Allemagne, mais qui se sentait si bien en France où elle était une figure bien connue. Les enfants de la princesse Joséphine étaient suivis par cette amie d'enfance de l'Empereur des Français, Hortense Cornu, qui avait aidé le prétendant dans sa carrière et qui exerça à plusieurs reprises une puissante influence sur son orientation [4]. Né le 20 avril 1839, le prince Charles avait d'abord été élevé par une gouvernante française et, après plusieurs années d'études sous la direction d'un précepteur allemand, avait été confié à un précepteur français. Il vint aussi à Dresde, où la femme de l'héritier du trône,

---

Ce n'est que le 10/22 avril que Brătianu sera admis de nouveau par Jean Ghica, comme membre de la délégation et avec mission de remettre des lettres à « Charles-Louis » et à son père; *Ibid.*, p. 123. Il se réunira ensuite avec les autres délégués.

[1] Pour Golescu qui annonçait naïvement cette action, à Aali il était question du « Duc » de Hohenzollern; *ibid.*, pp. 85—87. Plus tard seulement, une proclamation du Conseil des Ministres parlait de Charles Ier fils du prince « Charles-Antoine-Joachim » (Joachim est le nom de Murat; 2/14 avril).

[2] *Ibid.*, p. 80 (30 mars) ancien style.

[3] Voir Georges B. Ştirbei; ouvr. cité, p. 346 (lettre de Bucarest).

[4] Sur elle, les deux récentes publications de M. Marcel Emerit (voir plus loin).

www.dacoromanica.ro

la princesse Charlotte, une suédoise, était sa parente. Pendant son enfance il avait visité aussi la Suisse et, jeune officier prussien, était allé à Paris où il reçut un excellent accueil à la cour impériale. Il y avait fait la connaissance d'Anne Murat et avait été conquis par la grâce de cette élégante compagne de l'Impératrice Eugénie, qui participait aux chasses de la société la plus brillante de l'Europe. Un mariage aurait pu être conclu si ce fils d'un général et président du conseil prussien n'avait été trop lié à l'idée nationale de son peuple allemand pour passer aussi facilement d'une armée à l'autre. Inconsolable de la rupture des liens auxquels il tenait tant, il avait suivi les troupes allemandes dans la guerre du Danemark, où à Düppel, à Fredericia, il chercha la mort [1].

Les rapports avec le monde latin de ce jeune homme d'un esprit profondément réfléchi, d'une accoutumance au travail méthodique, malgré les impulsions de son âge, étaient encore plus étendus, et dépassaient le fait d'une visite en Italie du Nord. Sa sœur Stéphanie avait épousé le roi de Portugal, Dom Pedro, fils d'un prince de Saxe-Cobourg, Ferdinand, et ce mariage si heureux fut rompu, trop tôt, par la mort; Léopold, frère aîné de Charles, était allé à Lisbonne pour son mariage avec la princesse Antonia, sœur du roi, qui lui-même mourut très jeune, et ainsi, un autre esprit que celui de la combattive Allemagne, qui était partie pour gagner son unité politique par les armes, s'introduisit dans la maison de l'homme sévère qu'était le prince Charles-Antoine. Destiné à vivre dans ce monde germanique, sous le drapeau duquel il était soldat, Charles de Hohenzollern, regardé à Berlin, — exceptant le prince héritier Frédéric-Guillaume, — avec un certain sentiment de supériorité par des parents si éloignés comme ceux de la famille royale, avait visité le Portugal d'un caractère si différent, et entrepris ensuite un voyage dans le midi de la France, et de là, dans la co-

[1] Lindenberg, *Tagebuch des Königs Karl von Rumänien als Ordonanz-Offizier des Kronprinzen Friedrich-Wilhelm von Preussen im Feldzug 1864; Aus dem Leben König Karls von Rumänien*, introduction; Emerit, *Lettres de M-me Cornu*. Cf. le même, *Madame Cornu et Napoléon III*, Paris, 1937.

www.dacoromanica.ro

lonie française de l'Afrique du Nord jusqu'au bord du désert. Après des études à l'Université de Bonn, et un nouveau stage d'officier, il fit, en 1863, ce nouveau voyage en France qui semblait lui ouvrir une autre carrière. Presque deux ans s'étaient écoulés depuis sa participation à la guerre du Danemark lorsque l'hôte brun venu de l'Orient européen vint à la fin de mars lui ouvrir les horizons pour lesquels du reste il était préparé par ses voyages [1], comme par son éducation princière.

La famille du prince Charles-Antoine avait été avertie sans nul doute. Brătianu n'oublia pas de dire que Napoléon approuvait le projet, et ceci bien qu'à Dusseldorf on s'attendit à la guerre contre l'Autriche. L'empereur des Français, qui ne devait se décider qu'un mois plus tard entre les deux puissances germaniques — commençant des négociations avec l'Autriche pour un traité secret, qui lui donnerait Venise afin de la transmettre à l'Italie [2], — n'avait aucun intérêt à ce qu'un prince prussien soit établi d'une façon quelconque à Bucarest où il avait soutenu, plus ou moins ouvertement, d'autres candidatures, en dehors du projet, abandonné maintenant, de donner à François-Joseph le pays à la formation duquel il avait contribué, malgré sa politique toujours hésitante [3]. Mais il avait dit nettement à Jean Bălăceanu, envoyé officiellement à Paris, que l'élection doit être faite en hâte — après le refus du comte de Flandre — au profit d'un autre prince étranger, qui ne peut être que le fils de Charles-Antoine de Hohenzollern [4].

On parla aussi au prince de la vassalité de la Roumanie, qui pourrait le blesser, et on ajouta qu'on irait vers l'indépendance,

[1] Surtout Lindenberg, *König Karl von Rumänien*, Berlin 1906, et *Als König Karl am Steuer sass*, Berlin 1914.

[2] Srbik, loc. cit.

[3] G. Brătianu, *Napoléon III et les nationalités*, Paris 1934.

[4] Henry, ouvr. cité, pp. 306—307 (mais voyez aussi d'autres explications sur Bălăceanu, mari d'une Piémontaise et ancien aide de camp de Bem; *ibid.*). On avait envoyé à la Porte une délégation qui ne fut pas reçue par Aali-Pacha; elle était composée de Costaforu et de Manolachi Costachi; *ibid.*, p. 273, n° 167.

www.dacoromanica.ro

pour laquelle on ne pourrait pas combattre pour l'instant, les liens avec la Porte en étant plutôt une garantie [1]. Avant de donner une réponse, — ce qui n'empêcha pas ce négociateur pressé de télégraphier à Bucarest dès le troisième jour que le prince a accepté sans conditions et qu'il s'est mis en rapport avec Napoléon ! [2] — Charles-Antoine demanda au roi de Prusse, considéré comme chef de la Maison, s'il pouvait accepter pour « l'un de ses fils » la situation offerte. Il voyait certaines difficultés, mais aussi les ressources du pays, et on lui avait fait savoir que jadis, dans ces régions, il y avait eu « des provinces de haute civilisation ». Et on n'oubliait pas non plus, grâce à une personne établie à Bonn, de demander à Paris ce que croit « la France officielle », ce qui montre que la France « non officielle » de M-me Cornu en avait parlé depuis longtemps [3].

Le Berlin de Guillaume Ier et de Bismarck, — qui jadis était prêt à accepter le partage des Principautés entre la Russie et l'Autriche [4], — fut très réservé, mais l'héritier du trône, le futur roi et empereur Frédéric, se montra inquiet à l'idée que peut-être la France napoléonienne, qui cherchait à obtenir des territoires par la voie diplomatique et par des échanges de services, pourrait demander, à un certain moment, « une cession territoriale » [5].

Mais Brătianu faisait de la candidature de Hohenzollern le même cas que de celle du comte de Flandre. Avertissant Bucarest que le prince qu'il vient de voir n'a pas répondu par un refus, mais paraît plutôt disposé à accepter, le Gouvernement provisoire annonçait, par des affiches, qu'on avait proposé la candidature à « Charles Ier » [6]. Quelques jours plus tard, arrivé dans le pays, le négociateur de cette proposition télégraphiait [au candidat] qu'un plébiscite de « cinq

[1] *Aus dem Leben*, I, p. 4.
[2] *Ibid.*, p. 64.
[3] *Ibid.*, p. 7.
[4] Riker, ouvr. cité, p. 513; note 2. Les autres membres de la Maison étaient contre.
[5] *Ibid.*
[6] *Aus dem Leben*, I, pp. 7—8.

www.dacoromanica.ro

millions de Roumains » avait consacré un acte sur lequel il n'avait encore pris aucune décision.

Jusque là le roi de Prusse faisait savoir que l'acceptation de son jeune parent dépendait de la disposition de la Turquie et de la Russie à admettre, dans la conférence, le prince étranger contre lequel elles s'étaient déclarées [1]. Charles-Antoine répondit, au télégramme qu'il avait reçu, que cette nouvelle l'avait rempli d'une « vive émotion », mais que la décision appartenait au roi. Le prince Charles lui-même ne pouvait parler publiquement d'une autre façon, mais il déclara à son frère qu'il irait à Bucarest, même si la conférence en décidait autrement. C'était sans doute, étant données les habitudes de cette maison, un acte d'une extraordinaire hardiesse.

L'opposition de Guillaume Ier continuait cependant et les adversaires de cette candidature lui fournissaient assez d'arguments à l'appui. Même la communication de Napoléon, influencé par sa conseillère [2], communication faite par l'ambassadeur à Berlin qu'il approuvait l'acceptation, ne put décider celui qui pensait aussi aux difficultés qui pouvaient en résulter dans l'avenir pour la Prusse. Mais Charles-Antoine rappelait que, sans créer de difficultés pour leur pays d'origine, d'autres ont fait de pareilles tentatives qui en effet, ne se sont pas bien terminées: Otto de Bavière en Grèce, Maximilien d'Autriche au Mexique [3].

Enfin, Bismarck [4] qui calculait les avantages que pourrait avoir pour lui la présence sur le Danube d'un Hohenzollern, au moment où il devait frapper le coup contre l'Autriche [5], communiquait, mais secrètement, à celui qui se sen-

[1] *Ibid.*, pp. 8—9.

[2] *Ibid.*, pp. 25—26.

[3] *Ibid.*, pp. 11—15. L'ambassadeur de Turquie avait cherché à le voir; *ibid.*, p. 16.

[4] Jean Ghica pensait pouvoir s'adresser directement à lui; *Charles Ier*, pp. 124—125. Du reste aussi à Drouyn de Lhuys; *ibid.*, pp. 125—126. Et aux autres ministres des Puissances.

[5] Voir la façon brutale dont Bismarck reproduit sa conversation avec le prince Charles, dans Riker, ouvr. cité, p. 536, note 3.

www.dacoromanica.ro

Fig. 3. Lascare Catargiu.

www.dacoromanica.ro

tait maintenant, en fait, Charles Ier: « Allez tout droit dans ce pays au gouvernement duquel vous êtes appelé » [1]. Il recommandait au prince de demander un congé à l'étranger, pour ce voyage à Paris dont parlait Madame Cornu: on ne doit pas craindre l'Autriche, le seul appui de la Turquie, car il l'occupera, lui. Napoléon lui promettait la possibilité de trouver un vaisseau à Marseille. Pour les Russes, il suffirait d'un télégramme au tzar et le projet d'un mariage russe [2].

Mais la conférence décida par cinq voix contre trois l'Union sous un prince indigène; un régent serait élu dans le pays et, si la nouvelle Assemblée voulait la séparation, on la lui accorderait. Napoléon ne recommandait pas, comme Bismarck, un fait accompli, bien qu'il eût désiré avoir à Bucarest le prince; mais le roi de Prusse aussi voyait bien que, s'il était question du vote d'une Assemblée roumaine, ce vote ne pouvait que confirmer le résultat du plébiscite antérieur.

La Russie fera que la conférence soit réunie à nouveau le 24 avril [3], mais une tentative révolutionnaire préparée par les agents russes n'avait pas réussi à Jassy, et le Gouvernement provisoire, représenté par Lascar Catargiu, avait prouvé qu'il pouvait aller, pour conserver l'Union, jusqu'à la répression sanglante contre toute résistance. Ceux qui avaient protesté contre l'apaisement relativement humain du mouvement bucarestois de 1865 montraient, — maintenant que la responsabilité pesait sur leurs épaules, qu'ils ne tenaient compte d'aucun autre point de vue que celui de la sécurité du pays.

Le signal des troubles de rue à Jassy fut donné par la publication de l'appel adressé à Charles Ier, ce qui signifiait ravir tout espoir de séparatisme, et de gouvernement indigène au prétendant. De même qu'à Bucarest contre « Philippe Ier », s'était élevée l'accusation qu'il n'était pas « chrétien » et que, par conséquent, la religion du pays était me-

[1] *Aus dem Leben*, I, p. 16 et suiv.
[2] *Ibid.*, pp. 20—21.
[3] Riker, ouvr. cité, p. 539 et suiv.

www.dacoromanica.ro

nacée [1], de même contre cet autre « non chrétien » se produisit un mouvement du clergé, ayant à sa tête le métropolite encore jeune, Calinic Miclescu, homme cultivé, élevé d'une façon occidentale, qui cependant s'était laissé prendre à une politique où il y avait aussi, plus d'une fois, le souvenir de l'attitude de son oncle Sofronius, et de l'aversion contre un régime qui, sous le prince Cuza, avait eu dès le commencement, le défaut de pratiquer d'une façon décidée, l'anticléricalisme [2]. Dans l'intention d'affronter tout pour empêcher les choses établies à Bucarest, sans aucune participation de la Moldavie, depuis que l'Assemblée avait été dissoute, il se réunit donc à Nicolas Rosetti Roznovanu, le boïar encore jeune portant le nom du tzar, auquel, de toute évidence, on avait parlé de la possibilité d'un prince moldave [3].

Ils trouvèrent plusieurs adhérents aussi, parmi des personnes honnêtes et cultivées, qui s'étaient arrêtées aux frontières d'un patriotisme local, qui n'avait pas disparu en même temps que la démonétisation de Nicolas Istrati. Sans doute, il ne faut pas voir une foule quelconque dans le groupe décidé à combattre, même ouvertement, contre les régiments valaques qu'on avait réunis exprès à Jassy, groupe qui sortit de la cour de la Métropolie (le 2/15 avril). Après avoir résisté à une charge de cavalerie, la foule, armée seulement de pieux tirés de haies et de pierres, fut attaquée par l'infanterie qui, après avoir été insultée et frappée pendant longtemps, tira. Il y eut beaucoup de blessés et même des morts, le métropolite lui-même ayant reçu une égratignure au bras [4],

[1] Henry, ouvr. cité, p. 243.

[2] N. Dobrescu, *Istoria Ist. Bisericii*, II.

[3] Il était le président du Comité électoral libéral conservateur; Henry, ouvr. cité, p. 311, n° 206. Au groupe s'était ajouté un Boldur Lățescu, deux Ceaur Aslan, dont l'un était colonel; *ibid.*, pp. 312—313. On accusa aussi Constantin Moruzi, frère d'Alexandre, élevé comme lui à Pétersbourg, dans la compagnie du tzar, puis aussi le fils de Constantin et Alexandre Bals, « attaché à l'ambassade russe de Paris »; *ibid.*, p. 314, n° 207; p. 344.

[4] Le soldat qui l'avait blessé s'était défendu contre les assauts d'un prêtre. *Ibid.*, p. 316. Le métropolite, arrêté et traduit en jugement, fut grâcié par Charles Ier à son arrivée.

www.dacoromanica.ro

mais la rumeur publique parlait de charrettes pleines de morts qu'on transportait dans la nuit. Un colonel Cornescu commandait la répression, aidé par les conspirateurs du mois de février, Costescu et Pilat. Lascar Catargiu était à Jassy avec Démètre A. Sturdza, le préfet étant un valaque, Étienne Golescu, et même avec Nicolas Golescu et avec l'ancien auxiliaire de Cuza, — organisateur du service médical et de l'enseignement de la médecine dans le pays, — le docteur Charles Davila, et une feuille de protestation le nommait « le chien de Jassy » [1]. Il est cependant sûr qu'on avait tiré même contre la troupe, car il y eut deux morts parmi les soldats [2].

Gortchakov répondit aussitôt par une protestation violente contre la suspicion qu'une influence russe s'y serait mêlée [3], bien que la Russie n'eut pas pris d'autres mesures. Mais le chef de la mission militaire française, le colonel Lamy, assurait que la multitude était composée de Russes, vieux croyants, de Lipovans, unis à quelques Grecs ordinairement russophiles et à des Juifs, surtout étrangers, qui, à cause de la décadence des affaires à Jassy, étaient contre l'Union [4]; et le consul de France, Tirrol, juge de la même façon la qualité des révolutionnaires improvisés [5].

A part un certain nombre d'arrestations, contre lesquelles se dressa Gortchakov, le mouvement séparatiste de Jassy n'eut pas de suite.

A Bucarest, il n'y eut qu'une seule tentative d'exciter l'opinion publique contre le prince étranger: celle d'Eliad. Il faisait paraître, avec le concours de quelques amis restés autour de lui, le journal la « Légalité », représentant, ainsi qu'il le prétendait, « les opinions et les convictions de ceux

[1] *Ibid.*, et p. 219.
[2] *Ibid.*, p. 315, n° 209.
[3] *Ibid.*, pp. 313—314.
[4] Il donne le chiffre des soldats morts, des seize blessés, contre quinze morts et vingt cinq blessés chez les autres; *ibid.*, pp. 314—315. Soixante-dix blessés et vingt morts d'après le consul de France; *ibid.*, p. 316. Cf. *ibid.*, p. 361 et suiv.
[5] *Ibid.*, pp. 315—316. On avait vainement fait sonner les cloches comme dans les anciens mouvements pour rassembler le monde.

www.dacoromanica.ro

qui avaient adopté et soutenu la Constitution de 1848 »[1]. Cet essai resta totalement sans écho. En ce qui concerne les anciens princes, Barbe Ştirbei, qui se montrait enchanté en 1862 à l'idée d'appeler le duc de Leuchtenberg[2], avait écrit à Bucarest pour qu'on s'empressât d'élire le prince étranger, afin que la Roumanie « échappât au sort de la Pologne »[3]. Il s'empressera de revenir dans le pays pour appuyer les commencements si difficiles du nouveau règne. Sur la recommandation d'un des consuls, son fils Georges alla à Berlin porter, avec les autres délégués, à Charles Ier, le résultat du plébiscite[4].

Une lettre de lui donne un jugement exact sur les personnes entre les mains desquelles se trouvait alors la situation[5]. Fidèle à ses souvenirs de 1848, Brătianu crut devoir parler de la candidature des Hohenzollern devant le peuple, sur le Champ de la Liberté où, vingt ans auparavant, sa voix avait résonné[6]. Il aurait même présenté à la nation le fils de prince, Démètre Ghica, dont le discours suivit[7].

Le prince Charles pensait, dès le début, à l'indépendance du pays qui l'appelait, et il l'entendait d'après la méthode prussienne et sa formation militaire: par les armes[8]. Davila

[1] *Scrisori din exil*, p. 624, n° CCI.

[2] G. Ştirbey, ouvr. cité, p. 279.

[3] *Ibid.*, p. 254.

[4] En échange, le jeune Brâncoveanu ne renonçait pas à ses projets de règne et il venait avec des informations au consulat d'Autriche; Henry, ouvr. cité, pp. 325—326, 328, 365—367. Mais Georges Ştirbey aussi fréquentait le consulat; *ibid.*, pp. 326—327. Et il assurait, à Paris, à Metternich, l'ambassadeur d'Autriche — mais pour le tromper — qu'il n'était question que « d'une intrigue de Bismarck » dans cette candidature prussienne; *ibid.*, p. 373, n° 266. La réponse tardive de Kisselef, à qui on s'était adressé, est dans le même sens; *ibid.*, pp. 280—281.

[5] Georges Ştirbey, *Feuilles d'automne et feuilles d'hiver*. I. Paris 1916, pp. 282—283. Suit la lettre par laquelle Jean Ghica confiait la mission pour Berlin à Georges Ştirbei. [Le texte roumain donne ici 31 lignes du livre de G. Ştirbei qu'on n'a pu trouver, dans ces circonstances, pour reproduire le texte français. Note éd.]

[6] Voy. aussi Henry, ouvr. cité, p. 327.

[7] *Ibid.*, p. 349.

[8] *Aus dem Leben*, I, p. 4.

www.dacoromanica.ro

lui faisait entrevoir, dans un avenir encore lointain, la carte des provinces habitées par les Roumains avec tout ce qu'elle pouvait signifier de promesses; et bien que, dans les Mémoires de Charles Ier rédigés en allemand et revus par une dame prusienne, Mite Kremnitz, ces projets soient qualifiés d' « aventureux » [1], ils n'ont pas pu rester sans influence sur celui qui prévoyait la guerre imminente entre son pays d'origine et l'Autriche, qui était destinée à être rapidement vaincue et peut-être même détruite [2].

La guerre austro-prussienne était seulement une question de jours. On aurait vainement demandé au roi de Prusse plus que la promesse qu'il ne s'opposerait pas au fait accompli, bien que, au dernier moment, on essaya d'empêcher ce voyage, après que la conférence de Paris eût annulé le plébiscite roumain [3]. La décision des parents et de la famille resta inébranlable: le prince dut accepter la dangereuse mission à laquelle il était appelé; du reste, l'idée des missions à accomplir était dans l'esprit même du temps. Plus tard, Jean Brătianu cita, à la Chambre des Députés, provoquant des applaudissements enthousiastes, les paroles par lesquelles la mère si aimée du prince avait approuvé sa décision: « Je préfère que mon fils soit chassé du trône par les armées étrangères qu'élevé sur un trône par les armées étrangères » [4].

On abandonna l'idée d'un voyage par mer jusqu'à Brăila qui aurait demandé trois semaines; il ne pouvait pas y en avoir d'autre, malgré le grand danger, que celui par l'Autriche, alors que les sentiments autrichiens étaient ceux qu'exprime, d'une façon brutale, le consul de Bucarest, Eden: « Deux régiments autrichiens suffiraient pour conquérir la Moldo-Valachie, mais une seule décharge d'un canon pour chasser le prince de Hohenzollern, qui se trouve sous la direction

[1] *Ibid.*, p. 26.

[2] Comme mesure de précaution, Davila avait été délégué pour se rendre compte de l'état de santé physique du futur prince; *ibid.*, p. 27.

[3] *Ibid.*, p. 28.

[4] I. C. Brătianu, loc. cit., p. 415.

www.dacoromanica.ro

de MM. Brătianu et Rosetti, avec toutes ses bandes roumaines... Il est incroyable comme ces pays sont déchus, désorganisés et sans force »[1].

De Suisse, par laquelle il passa pour faire perdre sa trace, et où il trouva le passeport procuré par un ami, le prince, — dont le voyage avait déjà été éventé par l'indiscrétion des hommages télégraphiques du pays parmi lesquels un de Severin même où il devait descendre[2], — envoya les dépêches par lesquelles il annonçait à Napoléon, au tzar et au Sultan qu'il prend possession du pays. Elles n'étaient pas faites pour apaiser les choses; par suite d'orgueil le nouveau prince se trompait de ton. Tandis qu'il parlait à l'empereur des Français de leur sang commun, lui rappelant cependant ses aventures de prétendant[3], il mentionnait à Alexandre II « les deux nations », la russe et la sienne, entre lesquelles il y aurait eu une « entente » historique non sans ajouter que « sous leur ombre, la Roumanie s'est agrandie »[4]. Enfin, il rappelait à Abdul-Aziz, dont l'autorité était reconnue, mais sur la base « des traités séculaires » que le prince « avait l'intention de respecter », rendant même ces liens plus étroits, les « deux États »[5]. A François-Joseph, on donnerait, en chemin, des « assurances »[6]. Puis, le prétendu Karl Hettingen, citoyen suisse, passager de seconde classe vers Odessa, paré d'une paire de besicles bleues improvisées, traversa les provinces autrichiennes de Salzbourg à Bazias, où, comme il

[1] Henry, ouvr. cité, p. 308, n° 202.

[2] *Aus dem Leben*, I, pp. 29—30.

[3] Voy. la circulaire, favorable au prince, de Drouyn de Lhuys; Henry, ouvr. cité, pp. 318—319.

[4] Comparer l'effet, *ibid.*, pp. 394—395.

[5] *Aus dem Leben*, I, pp. 35—37. De Berlin on répondit à l'ambassadeur ottoman par le moyen du sous-secrétaire des Affaires étrangères qu'on ne savait rien de toute cette affaire et que le prince n'accepterait pas; Henry, ouvr. cité, p. 317, n° 210. Mais Aali Pacha savait que Bismarck était dans le complot, *ibid.*, pp. 317—318, n° 211. Sur les informations envoyées par les ambassadeurs ottomans de Londres et de Paris, *ibid.*, p. 320, n° 214; pp. 324—325. Sur l'intention de l'Autriche d'unir sa protestation à celle de la Turquie; *ibid.*, p. 321, n° 216; pp. 322—324.

[6] Voy. aussi *ibid.*, p. 345, 355, n° 243.

www.dacoromanica.ro

devait attendre le bateau à vapeur, il vit, pour la première fois, des paysans roumains et assista à l'office dans une église orthodoxe, puis à Sévérin, sans avoir été reconnu, dans le chaos que devaient produire les préparatifs enfiévrés de la guerre qui se déchaînait. Dans la ville frontière roumaine, sous les yeux du capitaine du vaisseau autrichien, tout interloqué par cette surprise, Brătianu, arrivé à la hâte de Paris, l'attendant avec une pittoresque voiture de « surugii » (postillons), le saluait comme le prince arrivé enfin, heureusement, dans son pays [1].

Le gouvernement français, cachant son jeu [2], jusqu'à la malhonnêteté patente [3], avait remplacé Tillos par le chargé d'affaires Adolphe d'Avril [4], qui avait été à Bucarest douze ans auparavant, un connaisseur des langues slaves qui a publié aussi des travaux dans ce domaine, et qui s'apparentait aux Roumains par son mariage avec la sœur de l'écrivain Alexandre Odobescu. Bien que dans l'atmosphère empoisonnée de ce moment, celui-ci put croire, un moment, qu'on en arriverait tout de même au « hospodar temporaire ou lieutenant princier » qui d'après l'opinion de Georges Ştirbei aussi, pouvait être Lascar Catargiu [5], le nouveau venu de-

[1] *Aus dem Leben*, I, p. 37 et suiv.

[2] Voy. par ex. Henry, ouvr. cité, p. 351 et suiv.

[3] Napoléon lui-même assurant le jeune Nicolas Bibescu, aide de camp du maréchal Randon, qu'il ne sait rien de cette candidature prussienne ; Henry, ouvr. cité, pp. 372—373. Il aurait été, disait Bibescu à Eden, pour le provisorat de trois ou quatre ans. Voy. aussi les certitudes de Drouyn de Lhuys ; *ibid.*, p. 374, n° 267. Sur l'opinion correspondante de Aali, *ibid.*, p. 375, n° 270. M-me Cornu était intervenue directement auprès de lui pour Charles ; *ibid.*, p. 377, n° 270. Drouyn avertissait Jean Ghica de l'insuccès de l'élection auprès de la conférence ; *ibid.*, p. 381, n° 284. Et Fouad proposait qu'on envoie à Bucarest un caimacam ; *ibid.*, pp. 386—387. Cf. aussi G. Brătianu, dans *Rev. Ist. Rom.*, II, (1932), p. 113 et suiv.

[4] *Ibid.*, pp. 325—329. Son premier rapport, *ibid.*, pp. 329—330. Voy. aussi *ibid.*, pp. 345, 355, n° 243.

[5] *Ibid.*, pp. 354—355. Cf. aussi *ibid.*, p. 358, n° 247—248. Mais, aussitôt, il est gagné à la solution roumaine ; *ibid.*, pp. 369—370, 374, n° 268. Cf. aussi le n° suiv. Gortchakov était aussi pour cette solution ; *ibid.*, p. 357, n° 245. Et il dénonçait « l'officier français » (Davila), qui aurait donné à Jassy l'ordre de tirer.

www.dacoromanica.ro

vait avoir, dès le début, l'appui du consul de France, et ceci, au moment où Eden continuait sa campagne contre lui [1], assurant même qu'on préparait une « contre révolution » [2]. Le consul de Russie Offenburg connaissait maintenant le projet d'un mariage de Charles en Russie et il précisait qu'il s'agissait d'une Leuchtenberg [3]. On intervenait du reste aussi auprès de la Porte pour arriver à une entente [4].

En ce qui concerne la base locale, elle était certainement, assez faible, malgré certaines démonstrations populaires, spontanées à Craiova, à Pitești et à Bucarest où Charles Ier, accompagné de Nicolas Golescu et de Brătianu, et salué en route par Jean Ghica et Démètre Ghica, avait fait son entrée le 10/22 mai. La lutte continuait entre les Blancs et les Rouges qui se groupèrent séparément. Le ministre de la guerre — un homme compromis qui prétendait disposer de 40.000 hommes et de 100 canons avec lesquels il pourrait s'opposer à une armée turque — dut faire un appel, qui ne réussit pas, à des engagements volontaires et distribuer des fusils à la Garde nationale. L'armée elle-même était partagée entre d'un côté les officiers loyaux envers Cuza, Florescu, Solomon, qui fut arrêté et sa troupe divisée [5], et Slăniceanu et, de l'autre côté, les conspirateurs récompensés pour l'acte de trahison; on parla de la possibilité de répéter contre le Gouvernement provisoire lui-même le coup militaire de février [6]. La mise en jugement de Nicolas Crețulescu, seul, ne fut arrêtée que par l'intervention menaçante du colonel, frère de l'ancien premier ministre, lui aussi l'un des conjurés, mais tout le ministère de 1865 fut mis en accusation. Les clubs demandaient qu'on fasse la même chose avec tous les ministres de Cuza, au moment où il fallait la décision de Haralambie pour empêcher une entrée triomphale, voulue par C. A.

[1] Voy. aussi sur les rapports de l'agent d'Autriche à Jassy, Haas, avec Roznovanu, *ibid.*, pp. 379—380.
[2] *Ibid.*, pp. 332—333.
[3] *Ibid.*, pp. 349, 359—360.
[4] *Ibid.*, p. 334, n° 232—233. Voy. aussi *ibid.*, pp. 334—335, 350—351.
[5] Riker, ouvr. cité, p. 541, note 4.
[6] Voy. aussi Henry, ouvr. cité, p. 304.

www.dacoromanica.ro

Rosetti, de Jean Brătianu. Il était question de détruire toute l'œuvre législative du régime qui était tombé et que seul Boliac défendait dans son journal la « Trompette des Carpathes » [1].

Mais la nouvelle Assemblée contenait plusieurs conservateurs, boïars et professeurs valaques, les Cantacuzène, deux Şuţu, Grégoire et Constantin, puis Arghiropol, un Lahovary, Eliad, Tell, Constantin Brăiloiu, Siméon Marcovici, le jurisconsulte Aristide Pascal, le vieux Transylvain Laurian, mais aussi les chefs des libéraux, avec Magheru, les Racoviţă, parents des Golescu, avec un Racotă, lié à la révolution de 1848, un Pierre Opran et, de Moldavie, à peine quelques boïars comme Ghica de Comăneşti, certains des hommes de la révolution, comme Jean et Nicolas Ionescu, et beaucoup de jeunes dont il sera question plus loin: Jean Strat, Georges Mârzescu, fils de prêtre, professeur, Nicolas Voinov, avocat. Après des discussions, dans lesquelles Tell penchait pour Eliad, qui s'en tenait au prince indigène pour cinq ans, comme en 1848, mentionnant aussi Cuza pour avoir créé la fonderie de canons, et un Jean Leca, invoquant son « ancêtre » de gloire douteuse de 1600, s'opposait au conflit avec « l'Europe » et, après Nicolas Ionescu, un autre jurisconsulte, Démètre Tacu, se déclarait contre le prince étranger, combattu par le fidèle Jean Strat. Mais les partis se réunirent le 10 mai de l'ancien style pour la proclamation enthousiaste du prince qui était sorti du plébiscite avec une si grande majorité [2]. Pour paraître se soumettre aux Puissances, les Roumains avaient accordé au prince Charles-Antoine la naturalisation, avant que son fils eût prêté serment [3].

Le 10/22 mai, l'élu, qui s'imposa par un haut sens de sa dignité [4], paraissant revêtu de l'habit avec les décorations de sa maison, prêtait serment sur les lois du pays, en attendant une constitution improvisée sur la base de la constitution belge qui ne fut terminée, malgré la rapidité de la tra-

[1] *Ibid.*, p. 336 et suiv., 366—367.
[2] *Ibid.*, pp. 371—372.
[3] *Ibid.*, p. 387, n° 255.
[4] *Ibid.*, p. 393, n° 305.

www.dacoromanica.ro

duction, qu'au mois du juin. Il crut devoir parler aussi de sa décision d'être non seulement « un bon citoyen », respectant les lois suivant l'exemple de ses ancêtres, mais d'être « s'il le faut, aussi soldat », car « Dieu seul peut savoir ce que réserve l'avenir de notre patrie » [1]. La note belliqueuse ne manqua pas dans l'adresse de la Chambre [2].

Aussitôt, le 24 nouveau style, Aali-Pacha annonça que la Porte se voyait forcée de recourir à la mesure extrême de l'occupation militaire [3]. Mais, comme particulier, il observait que, si le prince était passé par Constantinople, c'eût été autre chose [4], et Charles Ier s'excusait télégraphiquement de ne l'avoir pas fait [5]. Mais aucun appui ne vint de la part des ambassadeurs, ni des gouvernements d'une façon directe, préoccupés comme ils étaient par la prochaine déclaration de guerre dans l'Europe centrale. Napoléon avait posé une apostille d'approbation décidée sur la note de son ministre adressée à l'ambassadeur de la Porte [6]. Du reste, on faisait observer que la Porte ne pouvait pas intervenir sans l'approbation des Puissances garantes. Pendant ce temps, on essayait de provoquer des révoltes des garde-frontières comme sous Cuza, à Calafat, à Brăila et à Cerneți [7].

Alors, pendant qu'une nouvelle réunion de la conférence de Paris (25 mai du nouveau style) refusait de reconnaître Charles Ier, pendant que Costaforu et Boerescu envoyés d'abord à Paris donnaient des explications à Pétersbourg [8]

---

[1] Ll, cc.

[2] Dans « *Aus dem Leben* », I, p. 53, et dans les grandes collections de Sturdza, « *Treizeci de ani de Domnie* » et « *Charles Ier* ». Là aussi, sa proclamation dans laquelle ne manquait pas les noms d'Étienne le Grand et de Michel le Brave, avec le désir de lier le prince, dès le début, au passé guerrier du pays.

[3] Henry, ouvr. cité, p. 391.

[4] *Ibid.*, p. 392, n° 304; p. 393, n° 306.

[5] *Ibid.*, p. 393, n° 308.

[6] *Ibid.*, p. 411, n° 330.

[7] *Ibid.*, p. 404, n° 318; Iorga, *Corr. dipl.*, n° 16. Des soldats roumains tirent cependant contre une barque turque; *ibid.*, p. 412, n° 330.

[8] *Ibid.*, pp. 407—408. On toucha aussi à la question du mariage; cf. aussi Henry, ouvr. cité, p. 411, n° 330; p. 418, n° 338.

www.dacoromanica.ro

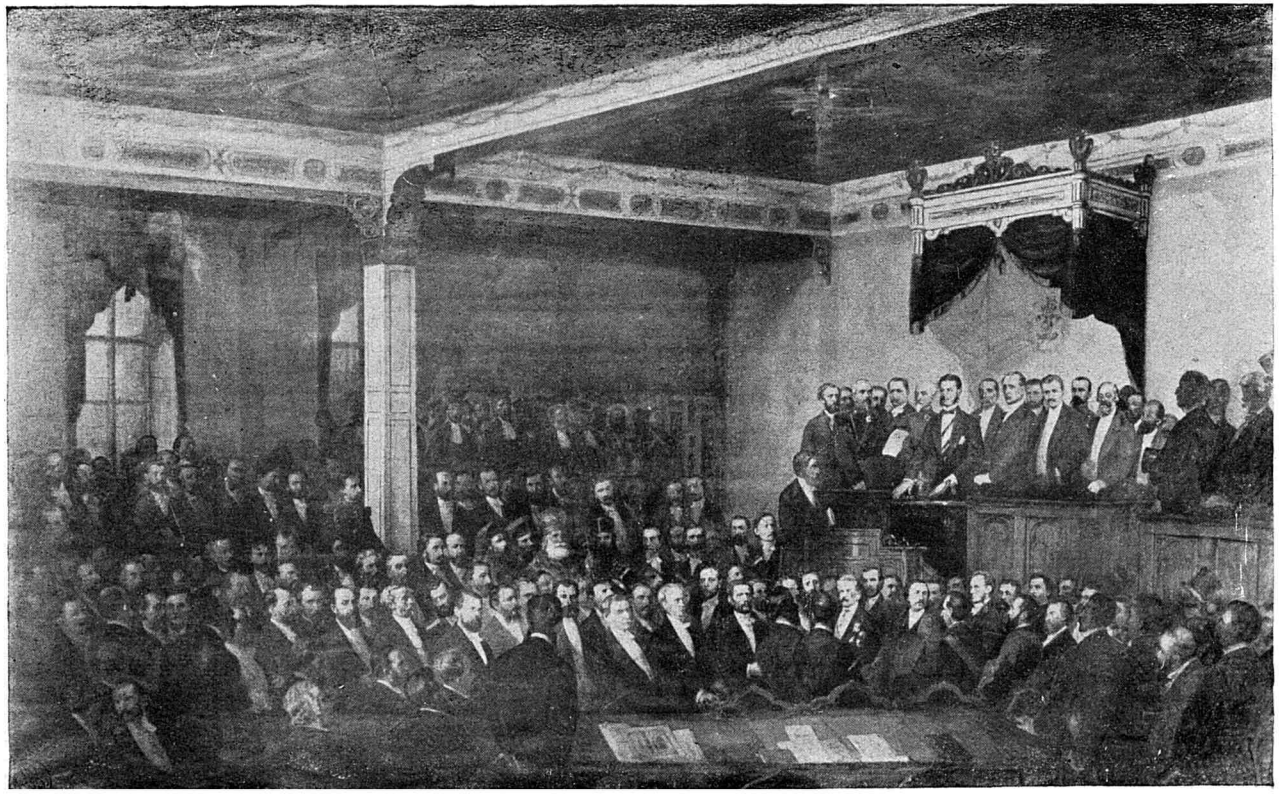


Fig. 4. — Charles Ier à l'ouverture du premier Parlement.

www.dacoromanica.ro

et que Démètre Ghica allait à Vienne [1], Jean Ghica s'offrait à gagner, allant lui-même à Constantinople, la reconnaissance de Charles Ier, par une visite immédiate du prince au Sultan [2] et une augmentation du tribut. La chute de Fouad facilita sa tâche [3]. Des mesures militaires furent prises par le nouveau prince qui alla à Giurgiu, à Oltenița, impressionnant les Turcs, qui n'avaient aucune force militaire importante [4] à leur disposition [5]. Démètre Brătianu allait à Belgrade pour une entente avec le hardi prince Michel qui avait une armée toujours prête à combattre [6], et on lui répondait par la mission de Cristici [7]. Les Autrichiens craignaient une attaque des Roumains en Transylvanie, ce qui contribua à les apaiser [8], — le général Türr, au nom de l'émigration magyare, avait réapparu [9], — et, de fait, on prenait sur la frontière transylvaine des mesures de défense sérieuses [10].

Les prétentions des Turcs en arrivèrent aux conditions incroyables que communiquait, le 9 juillet du nouveau style, Démètre A. Sturdza: le prince doit être élu, conclure une alliance, réfréner la presse, disposer des troupes sur le Pruth en vue d'une invasion russe possible, accepter des troupes turques à Ismaïl et à Calafat, défendre aux réfugiés hongrois d'attaquer l'Autriche et prêter à Constantinople un serment devant le Sultan [11], sans compter la limitation de l'armée, l'interdiction des relations avec l'étranger, une nouvelle solution de la question des Lieux Saints, la renonciation à la

[1] *Ibid.*, pp. 421—422.
[2] *Ibid.*, p. 404 et suiv.
[3] *Ibid.*, p. 408 et suiv.
[4] Pour la valeur des troupes de Roustchouk, Riker, ouvr. cité, p. 153, note 6.
[5] Henry, ouvr. cité, p. 418, n° 339.
[6] *Ibid.*, p. 421, n° 340; 426—427. Voy. aussi *Aus dem Leben*, I, pp. 69, 75, 89; Cretzianu, *Dimitrie Brătianu*, pp. 256—257. D. Brătianu passa aussi à Paris; *ibid.*, ouvr. cité, p. 258 et suiv.
[7] Autre déclaration favorable des Serbes; *Charles I-er*, p. 147.
[8] *Ibid.*, pp. 428—429, 430—431, 433, 436, n° 363.
[9] Voy. *Aus dem Leben*, I, p. 89. Ensuite, un général Eber; *ibid.*, pp. 94—95.
[10] Riker, ouvr. cité, p. 558 et note 1.
[11] Henry, ouvr. cité, pp. 435—436, n° 363.

www.dacoromanica.ro

monnaie et au droit d'avoir un ordre [1], avec un firman d'investiture et la reconnaissance que la Roumanie fait « partie intégrante de l'Empire » [2]. En échange, le Sultan qui intervint personnellement promettait une succession dynastique [3]. Jean Ghica conseillé par de Moustier, alors prêt à toute diminution du prestige de la Roumanie [4] commit l'erreur de donner, avant de partir, une approbation presque totale de cette diminution manifeste et profonde de la situation du pays. Sa politique « phanariote » se plaçait ainsi beaucoup plus bas que la fière politique de Cuza. L'ambassadeur de France à Constantinople se rendait compte que ces concessions étaient contraires au serment fait à la Constitution, [5]— car, à cette occasion, le prince avait mentionné « les anciens traités séculaires qui lient la Roumanie à la Porte, qui nous a aidés dans les temps difficiles et de laquelle nous avons toujours eu un appui », de sorte qu'ils doivent être observés — et Aali faisait remarquer que le prince roumain non reconnu parlait autrement dans son télégramme adressé au Sultan [6].

Napoléon lui-même intervenait en septembre et octobre d'une façon presque menaçante [7] *pour qu'on fasse des concessions quant à la dignité et aux intérêts de la Roumanie* [8].

Enfin, Charles Ier accepta la formule humiliante de « la partie intégrante », demandant seulement qu'on ajoute « dans les limites fixées par les capitulations et le traité de Paris »; pour le reste, on demandera un vote des Chambres. Il implorait l'empereur des Français de lui faire épargner cette humilia-

[1] *Ibid.*, p. 437, note.
[2] *Aus dem Leben*, I, pp. 127—128.
[3] Henry, ouvr. cité, p. 437, n° 366.
[4] Mais sous la forme : « Le principe européen de l'intégrité de l'Empire »; *ibid.*, p. 453, note 1. Cf. *ibid.*, p. 454, n° 397. Mais Aali voulait une autre forme : « On peut être assuré que je respecterai fidèlement ses droits de suzeraineté sur les Principautés qui font partie intégrante de l'Empire Ottoman »; *ibid.*, p. 454, n° 399.
[5] *Ibid.*, pp. 443—444.
[6] *Ibid.*, pp. 446—447. La missive adressée à la reine Victoria n'a pas été publiée; *Aus dem Leben*, I, p. 60.
[7] Henry, ouvr. cité, p. 456, n° 405.
[8] *Ibid.*, p. 454, n° 398.

www.dacoromanica.ro

tion [1]. La Prusse victorieuse, qui s'attendait maintenant à une guerre contre Napoléon, ne fit pas un seul geste [2] pour aider celui qui avait été envoyé sur le Danube avec une mission expresse, ne serait-ce que par une menace, cette victoire au commencement douteuse et, en tout cas, très difficile, contre l'Autriche, que Napoléon, malgré le traité conclu avec cette Puissance, n'avait pas osé soutenir [3]. Et, à la fin de mai, Bismarck avait recommandé d'apporter aide à une révolte éventuelle des Hongrois, avec lesquels la Prusse négociait dans ce but, tout en soulevant les Roumains de Transylvanie [4]. Malgré les efforts, à Paris, de Jean Brătianu [5], on ne put obtenir que cela; Georges Ştirbei fut chargé de porter à Constantinople cet agrément [6]. *Sans l'acte de février contre Cuza, personne à Constantinople n'aurait osé poser de pareilles conditions.*

Le nouveau ministère roumain du mois de mai contenait, avec Brătianu, Rosetti, Jean Ghica, Démètre A. Sturdza, Démètre Ghica, Jean Cantacuzène, Mavrogheni, le fils de prince Jean Ghica (à la Guerre), qui cèda sa place à Haralambie, et Lascare Catargiu comme Président du Conseil [7]. Il obtint des Chambres [8] un important emprunt, mais on refusa le projet, qui sera réalisé seulement par Jean Brătianu, en 1877, de recourir au papier monnaie [9]. Mais l'élaboration

[1] *Ibid.*, pp. 454—456.

[2] L'ambassadeur de Prusse à Constantinople avait cru devoir prendre un congé au mois de juin; *Aus dem Leben*, I, p. 143.

[3] Pour la situation gênante où s'était placé le représentant de la Prusse à la conférence, von Goltz; Riker, ouvr. cité, pp. 548—549.

[4] *Aus dem Leben*, I, pp. 64—65. Un émissaire prussien, von Pfuel, est envoyé par lui à Bucarest via Belgrade; *ibid.*, pp. 69—70. Pour ces intrigues, *ibid.*, pp. 71—72.

[5] Henry, ouvr. cité, p. 456 n° 406. Il demandait au prince une attitude plus décidée envers les Turcs; *ibid.*, p. 124.

[6] *Ibid.*, p. 449. Les Turcs voulaient avoir aussi un agent à Bucarest. Voy. aussi *ibid.*, p. 452, n° 391. Cf. aussi *ibid.*, p. 456, n° 405.

[7] A ce moment, arrivaient à Düsseldorf, avec l'acte du plébiscite, Georges Ştirbei, Costaforu, Boerescu et Steege; *Aus dem Leben*, I, pp. 57—58. On a vu que deux d'entre eux avaient dû aller d'abord à Pétersbourg. Cf. *ibid.*, p. 64.

[8] Le président de l'Assemblée des Députés était Emmanuel Costachi.

[9] *Aus dem Leben*, I, pp. 68—69, 70; Riker, ouvr. cité, pp. 554—555.

www.dacoromanica.ro

ultérieure de la Constitution amena des luttes acharnées autour de la question juive, qui donna aux Moldaves le prétexte de créer sur cette base « la fraction libre et indépendante ». À peine le prince, qui employa toute son autorité, put-il obtenir le droit de veto que la gauche voulait refuser, — le premier des nombreux conflits avec une Constitution qui, inapplicable dans une pareille société, en arriva à créer un état permanent de falsification. Rosetti s'était déclaré contre l'institution du Sénat.

Mais Catargiu dut se retirer, et aussi à cause des négociations avec la Porte, Jean Ghica prit sa place, sans les chefs du parti rouge avec lesquels il n'avait jamais eu de liens étroits, mais avec Georges Ştirbei et Strat. Pour gagner les Moldaves, le prince fit un voyage à Jassy [1]; il sut apaiser aussi le conflit entre les deux camps des officiers, refusant, bien qu'il approuvât le sentiment du groupe loyal, de se soumettre, à « une pression morale » et de ressusciter ainsi le passé, lui qui était venu « pour créer un avenir ».

Maintenant, après un échange de lettres entre le vizir et le prince, on put faire le voyage à Constantinople. Avant de l'entreprendre, le prince — ayant maintenant de son côté Barbe Ştirbei avec ses trois fils, Georges, Alexandre et Démètre, les Bibescu, Nicolas et Georges, — avait rassemblé pour les consulter, les chefs des libéraux, de même que Démètre Ghica et Costaforu [2], et il entraînait avec lui tous les partis, se faisant accompagner, non seulement par les officiers, parmi lesquels un Prussien, mais aussi par Démètre Ghica, Dem. Brătianu, le général Ghica, Boerescu et Costaforu.

Ceci bien que Mehmed Rouchdi n'eût pas oublié de parler « à son Altesse Sérénissime, le prince Charles de Hohenzollern, etc. », auquel on accorde maintenant « le rang et les prérogatives princières », des « populations moldo-valaques », auxquelles on a donné une nouvelle preuve de haute bien-

[1] *Aus dem Leben*, I, p. 137 et suiv.
[2] *Ibid.*, p. 125. Visite à Florica de Brătianu; *ibid.*, p. 131.

www.dacoromanica.ro

veillance comme « à une partie importante de l'Empire » [1], pour lui rappeler aussi, dans la réponse, « les populations roumaines » et le territoire roumain [2].

Après avoir passé le Danube à Giurgiu, sur le bateau la « Roumanie », Charles Ier se rendit à Constantinople, sur une corvette envoyée par le Sultan, qu'il trouva à Varna. Il fut reçu aussi comme « prince prussien », bien que n'étant pas informé il exagérait ce point [3], tandis que Cuza avait été reçu comme prince de son pays. On copia le cérémonial antérieur, le prince étant logé au palais des Eaux Douces et reçu par le Sultan dans sa chambre d'audience. L'ancien prince n'avait pas été invité à s'asseoir sur la chaise qui fut offerte à son successeur, et celui-ci la refusa, prenant place sur le canapé à côté du suzerain. La question du firman, qu'Alexandre Ier avait déjà reçu depuis longtemps dans le pays, fut résolue en ce sens que le papier fut aussitôt passé par le prince à son ministre des Affaires étrangères, qui était présent. Pour le distinguer de Cuza, ennemi des moines grecs, Charles Ier reçut des honneurs au Patriarcat œcuménique.

Il y eut aussi une seconde audience chez le Sultan, pour la remise des décorations et on lui offrit cette fois, comme membre de la maison de Prusse, une revue militaire qui précéda l'audience de départ. Mais il partait toujours comme chef des « Principautés Unies », obtenant, au dernier moment seulement, le droit de frapper monnaie et de créer « une médaille militaire » [4]. C'est en vain que se séparant de Midhat Pacha, gouverneur du Danube, il parlait à Roustchouc de sa

[1] On demandait l'emblème de la vassalité sur les monnaies; mais pour les traités et les conventions, on demandait l'avis des Principautés; *ibid.*, p. 133 et suiv.

[2] Pour les traités et les conventions, on réservait les droits fixés au pays par des actes antérieurs et on ajoutait qu'il conserve le droit de conclure « des arrangements particuliers et locaux avec les Puissances étrangères ». On renonce cependant à la création d'un ordre roumain. Le tribut devait être fixé ensuite.

[3] *Ibid.*, p. 146.

[4] Voy. *Charles I-er*, I, pp. 338—339.

www.dacoromanica.ro

frontière avec l'Empire. Dès avant le voyage, on avait dû réduire l'armée de 7.000 hommes, œuvre de Florescu, que son nouveau chef, pensant à la refaire, en écartant la mission militaire française, jugeait certainement avec trop de sévérité [1]. Le prince roumain attendait, après toutes les concessions qu'il avait pu faire, dans sa situation et tenant compte de son origine, que Napoléon, auquel il avait écrit directement, l'aide aussi à réaliser un emprunt, dont la nécessité était imposée également par une mauvaise récolte, qui menaçait le pays, surtout la Moldavie, de famine [2].

La liquidation du passé pour les relations extérieures était terminée. Ce qui commençait maintenant, c'était la tentative démesurément difficile de s'entendre avec les intérêts des partis et des clans du passé.

[1] *Aus dem Leben*, I, pp. 98, 119—120, Pour les premières mesures prises par Cuza pour l'améliorer, voy. aussi *Expunere de îmbunătăţirile cele mai însemnate introduse în armata Principatelor-Unite de la 24 Ianuarie 1859—1 Iunie 1859*, Bucarest, 1861 (écoles militaires, réunion des dorobantz avec l'armée, bourses pour des officiers à Metz et à Saumur, missions au Maroc, création du train militaire et des ateliers de l'arsenal, de l'imprimerie et de lithographie, de l'administration et de l'intendance, de la « table générale d'entretien »).

[2] *Aus dem Leben*, I, pp. 99—100. Cf. le refus de Napoléon jusqu'au moment où le prince s'entendra avec la Porte ; *ibid.*, pp. 115, 120.

www.dacoromanica.ro

Fig. 5. — Charles Ier.

www.dacoromanica.ro

CHAPITRE II

LA FAILLITE DES CLUBS

Après quelques mois de règne, environ une demi-année, Charles Ier, qui apprenait à peine le roumain, avec le vénérable professeur Laurian, — dont les théories latinisantes lui paraissaient, à juste titre, absurdes, — avait parcouru la plus grande partie du pays, montrant un grand sens pour ses beautés naturelles et une profonde compréhension pour les monuments de son passé: à Târgoviște, à Argeș, dans les couvents de Valachie, dans ceux de Moldavie, à Jassy. Il était arrivé à connaître d'une façon étonnamment sérieuse les hommes politiques qui ne lui avaient pas vainement donné le trône; mais il se trompait beaucoup s'il pensait pouvoir les gagner et les grouper dans un esprit de collaboration honnête, autour de lui.

Le rapport qu'on avait présenté au prince, le 10 mai de l'ancien style, contenait les mêmes accusations sévères contre le régime passé, qui aurait provoqué « une gangrène assassine »; il rappelait les économies faites par le gouvernement provisoire, *la condamnation de la loi rurale*, œuvre hâtive et suivie de tout un chaos de règlements, provoquant « des inimitiés de partis », — on voulait dire de classes, — « l'abandon de l'agriculture », les abus avec « le travail volontaire » et non plus imposé; de sorte qu'on dut en venir à une nouvelle loi; on glorifiait la garde nationale que le prince trouva insoumise à son premier appel, de sorte qu'il fallut la contraindre à se rassembler. Le nouveau gouvernement était fier d'avoir enfin accordé la liberté à la presse, « cette puissante égide contre la tyrannie, cette arme noble

www.dacoromanica.ro

contre les abus et l'arbitraire »; on faisait l'éloge de l'armée pour l'acte du 11 février, prenant soin de noter largement, comme pour un militaire de carrière, tout ce qu'on avait fait en si peu de temps pour l'améliorer. On promettait à l'Église, qui avait été considérée comme esclave par Cuza, ce que n'avaient pas fait les « mauvais souverains et despotes », la restitution des terres « sécularisées » en trop grande quantité et d'une façon trop brutale, contre la volonté « des ancêtres », en versant aussi des larmes sur les pauvres moines grecs auxquels on avait arraché la nourriture, tandis que l'ancien prince lui-même, couvert d'injures, aurait gagné quelque chose de ce qui était dû au clergé. On ouvrait même une porte vers le dédommagement des Lieux Saints. Le mémoire décrivait l'état appauvri et peu hygiénique des écoles, menaçant de destitution une partie des professeurs, et en même temps on promettait une réforme de caractère pratique, avec tout un programme de mesures où ne manquaient ni la musique, ni les conférences. Le rapport définissait la société « philologique » dont sortira l'Académie Roumaine, avec une participation des Roumains non libres, séparés au point de vue politique depuis des siècles, un « Dictionnaire biographique et bibliographique » devant aider à la connaissance du passé. Il présentait comme défectueuse l'organisation de l'agriculture et des travaux de voies ferrées vers Giurgiu et sur la ligne du Sireth et apportait des chiffres pour montrer l'état déplorable des finances, cette partie ayant probablement été rédigée par Mavrogheni. On ne peut pas dire qu'on avait épargné la moindre des critiques ni qu'on avait oublié la moindre des promesses. Seulement la réalisation de ce programme aurait demandé d'autres temps, d'autres moyens et surtout d'autres hommes.

Pour le moment, après des négociations entamées avec différents financiers de l'étranger, Bălăceanu conclut, avec la maison Offenheim de Paris, un emprunt que le gouvernement désapprouvait et que le prince trouvait inacceptable [1].

[1] Pour 18 millions et demi, on paierait en vingt-trois ans 32 millions; *Aus dem Leben*, I, p. 15. Cf. *ibid.*, pp. 152—154.

www.dacoromanica.ro

En même temps, les élections pour la nouvelle Assemblée prenaient le caractère passionné qu'on pouvait prévoir aussi, d'après les conflits antérieurs, entre les libéraux et leurs adversaires. Charles Ier croyait que son intervention pour la liberté absolue du vote correspondait à l'état matériel et moral du corps électoral, avec la conscience de l'administration que n'avait pas pu changer les quelques mois de règne « occidental ». Pendant que le prince voyageait sur le Danube jusqu'à l'embouchure de Chilia, les élections se faisaient dans une atmosphère de guerre civile. Jean Brătianu allait montrer au palais, en novembre, que, dans le vote du Parlement, « un tiers des députés sont partisans de Cuza et séparatistes, un second tiers, gouvernementaux et un autre tiers, libéraux » [1].

On essaya d'apaiser les inimitiés par le ton d'un message où, montrant ce qu'on avait fait pour consolider la situation internationale du pays depuis ce « 11 février », que le prince était forcé de mentionner comme point de départ d'un mouvement de régénération; on appelait tout le monde à une union solidaire, oubliant « les intérêts personnels », hérités du passé, qui peuvent mettre en danger l'avenir même du pays. En dehors de cela, on cherchait la justification d'un emprunt qui pouvait être si facilement critiqué. La réponse de la Chambre, présidée par Lascare Catargiu, et du Sénat, dont le président était le métropolite, comprenait la paraphrase au contenu d'une haute inspiration morale; mais la réalité devait être la même que celle qui avait empêché Cuza de gouverner avant le Statut, et même sous ce régime.

Les vacances de Noël arrivèrent sans qu'on eût voté ni le budget, ni l'emprunt.

Appelé par le prince, Brătianu montrait que, devant les complications qui pouvaient sortir de la révolte de l'île de Crête contre le Sultan, — que les Turcs n'arrivaient pas à apaiser, — on ne pouvait pas continuer à maintenir ces Assemblées, ni même le gouvernement, si débile, de Jean Ghica, « lié d'une façon trop timide aux formes constitutionnelles ». Le révolutionnaire de jadis s'était converti à la réalité qui

[1] *Ibid.*, p. 159.

www.dacoromanica.ro

demandait un gouvernement fort. Jean Ghica, incapable d'abandonner ses principes « anglais », démissionna. C'était plus facile d'accepter la démission de l'homme qui avait abdiqué devant la Porte, que de lui trouver un successeur. Il fut donc invité à rester.

Les discours de nouvel an de Charles Ier, qui se maintenaient dans le même cercle d'exhortation bienveillante, n'avaient rien de la sévérité ni de la précision de ceux d'un de ses prédécesseurs qui, décidé à abandonner à tout moment le pouvoir, n'avait pas le souci si lourd de créer une dynastie.

Mais, dès le mois de janvier 1867, on arrivait au moins à faire voter l'emprunt pour lequel insistait Bălăceanu; seulement le général Haralambie céda la place au général Gheorghiu qui avait été formé en Prusse. Mais l'agitation continuait. Une « société des Amis de la Constitution » s'était formée et, à la réunion du 30 janvier de l'ancien style, sous la présidence de Rosetti, de nouveaux libéraux parlaient, comme: Jean Marcovici, Siméon Mihăiescu, qui devait passer par la prison des dilapidateurs, Basile Alexandrescu-Urechia, un Moldave, ancien élève de l'Académie Michel, boursier en Espagne et auteur fécond de différents travaux, qui ne manifestait pas un talent distingué. Jean Brătianu y développa tout un programme d'avenir, dans lequel il passait par dessus l'idée du parti: « Aucun homme, aucun parti ne peut dire que ce qui a été obtenu est son œuvre, car c'est seulement l'œuvre de la nation entière, avec l'aide de cette volonté puissante qui est celle de Dieu » [1]. C'est un puissant appel à tous pour servir les besoins du pays tels qu'ils avaient été exposés dans l'acte du 10 mai 1866 [2]. Brătianu se défendait de l'accusation qu'il aurait quelque chose de commun avec le socialisme ou le communisme. Après quelques semaines, le 21 février / 5 mars, un vote, non motivé, de l'Assemblée renversait Jean Ghica à une majorité de trois votes.

---

[1] *Din scrierile lui I. C. Brătianu*, I, p. 420.

[2] De nouveau surgissait pour lui, lorsqu'il parlait de l'enseignement, l'image de Georges Lazăr.

www.dacoromanica.ro

Jean Brătianu était prêt à prendre le pouvoir, mais il rencontra l'opposition décidée de Lascare Catargiu et de Démètre Ghica, et même d'Emmanuel Costachi. De ces nouvelles difficultés, serait sorti le ministère de Golescu, bien que le prince déclarait ouvertement sa sympathie pour Brătianu. Mais la mission retomba sur quelqu'un qui depuis longtemps se tenait éloigné de la politique, dont la direction avait été désapprouvée par cet homme honnête, cultivé et clairvoyant qu'était Constantin A. Crețulescu, et nous avons déjà signalé ses opinions sur la nécessité de changer le ressort psychologique d'une classe dominante déchue, opinion manifestée sous le régne de Cuza qu'il avait servi avec un dévoûment modeste, abandonnant sans aucun regret le pouvoir avec lequel, dans de pareilles conditions, il croyait ne rien pouvoir faire. Dénué non seulement de toute passion politique, mais aussi de tout intérêt de parti, il s'associa, suivant le désir du prince, Démètre Ghica aux Cultes, de même que Jean Brătianu à l'Intérieur, Étienne Golescu, qui depuis longtemps n'était plus dans la circulation, comme ministre des Affaires étrangères, et un jeune Moldave, originaire de Botoșani, Alexandre Văsescu et conserva le général Gherghel qui travailla avec les officiers allemands envoyés de Berlin (capitaine Krenski), à la guerre [1]. Kogălniceanu, l'homme du coup d'État, honni pendant la Constituante, réapparaissait pour demander un ministère de gauche [2]. Avec de grandes économies sur le programme, ce ministère portait le sceau de la pensée prudente de Crețulescu, qui, même après les grandes promesses du mois de mai 1866, déclarait ouvertement qu'il apporterait le moins de projets de loi possible.

Avec ces Assemblées, Jean Brătianu faisait voter aussi la concession anglaise pour la ligne de Giurgiu et liquidait, avec des dédommagements qui causèrent une certaine satisfaction à Paris, le contrat onéreux pour des fournitures mi-

[1] Il dut se retirer après des instances venues de Paris, précisément à cause de ce concours ; *Aus dem Leben*, I, p. 198.

[2] *Ibid.*, p. 184. Le discours du 10 mai 1867 au prince ; *ibid.*, p. 199.

www.dacoromanica.ro

litaires accordées à Godillot. Dans son adresse aux préfets, il affirmait le principe d'autorité, écartant, lui aussi, l'optimisme qui se contentait des lois seules: « Les meilleures institutions périclitteraient aussitôt, comme un jardin qui, en dépit de la maîtrise de celui qui l'a créé, devient bien vite un terrain stérile, si on ne trouve pas de cultivateurs pour le travailler sans cesse avec intelligence et même avec amour ». Il lui semblait indispensable que dans l'âme de tous pénètre ce « sentiment du devoir », dont on avait souvent parlé sous le règne honni du prédécesseur. Il désirait que, dans les districts et les communes, une véritable autonomie s'établisse [1].

Mais, devant penser aussi aux Moldaves qui s'inquiétaient par la lente prise de possession de leur ancienne patrie, à cause du nombre sans cesse croissant des Juifs, pour la plupart récemment arrivés, l'ancien adorateur de la religion internationale de la franc-maçonnerie révolutionnaire avait pris, dès le mois d'avril, des mesures contre l'infiltration des « vagabonds » favorisée par la suppression des passeports dont étaient si fiers, dans leur idéologie, les hommes du 11 février, selon leur rapport adressé au nouveau prince. Un voyageur français, *Desjardins*, archéologue qui faisait des fouilles en Dobroudja, vint constater des persécutions antisémites qui n'existaient pas [2]. Il voyagea en Moldavie et en rapporta son travail « Les juifs de Moldavie », paru au cours de cette même année de 1867. Effrayé par les « haillons » et les « immondices » qu'il avait vus, il écrivait avec la plus absolue impartialité des lignes comme celles-ci:

« Ce n'est pas leur religion seule qui les distingue des autres hommes, — c'est même, comme on le verra, la moindre chose aux yeux des Roumains; et j'affirme que le motif religieux n'a aucune part dans les mesures prises par le gouvernement... (p. 6). Ce n'est pas en tant que Juifs, suivant les pratiques mosaïstes, qu'ils ont été inquiétés, mais bien

[1] *Din scrierile lui I. C. Brătianu*, pp. 425—428, le 16 juin (ancien style).

[2] *Aus dem Leben*, I, p. 199. Cf. Iorga, *Istoria Evreilor în țările noastre*, dans *Mem. Ac. Rom.*, 2-ème série, XXXVI.

www.dacoromanica.ro

comme formant un peuple en contact journalier avec un autre peuple, sans jamais se confondre avec lui, ni même s'en rapprocher, ayant d'autres mœurs, une autre langue, d'autres habits, accaparant tout le petit commerce par son industrie, tout l'argent par son habileté et son économie; *un peuple étranger dans le pays dont il absorbe la substance, formant un État dans l'État...* (p. 7). Les gouvernements antérieurs se faisant les complices de la dérogation complaisante, livraient le sol national à ces mendiants corrupteurs, qui achetaient ainsi une patrie provisoire et conquéraient un refuge...» C'est ainsi que «les tribus d'Israël se mirent en marche vers la Terre promise de l'usure, où l'on entre toujours la bourse à la main. C'est donc dans ces dernières circonstances que l'augmentation des Juifs étrangers prit des proportions effrayantes (atteignant 400.000 âmes) pour la concurrence impuissante et la vie matérielle même des premiers occupants, des vrais habitants Roumains...(p. 10). Ils ne veulent pas envoyer leurs enfants aux écoles nationales, et allèguent la religion et la tyrannie qu'il y aurait à imposer à ces enfants une autre langue que leur jargon allemand. Ils ont donc des écoles à eux dans toutes les villes...(p. 11). Ils se refusent absolument à envoyer leurs malades dans les hôpitaux des communes ou de l'État, et ils ont partout leurs hôpitaux à eux [1]...Échappant à l'inscription civile [2], à l'impôt, à l'école, à l'hôpital, les Israélites nés dans le pays mettent toute leur habileté à se soustraire à la conscription militaire...(p. 12). Enfin, il faut dire que ceux qui, malgré tous les artifices, ne peuvent éluder la loi, font de détestables soldats...Ce peuple ne veut ni servir, ni s'instruire, ni cultiver, ni payer; il ne participe à aucune charge, ne fait aucun sacrifice, ne se soumet pas même aux lois de police, aux règlements d'hygiène; et avec ses huit cent mille bras, ne saisit ni la charrue, ni la pioche, ni le fusil,— mais l'argent!».

«Tout le petit commerce est entre leurs mains: le lait, la viande, les fruits, l'eau-de-vie surtout, *l'eau-de-vie dont ils*

[1] Ces hôpitaux sont taxés plus bas de «foyers de pestilence».
[2] Inscription dans les régistres de l'état civil.

www.dacoromanica.ro

ne boivent pas et qu'ils frelatent avec le vitriol, trompant le Roumain, empoisonnant du même coup la ville et la campagne. Le Juif est tailleur, mégissier, ferblantier, bottier, horloger; il fait ces mille commerces...(p. 13). Avant la loi rurale de 1864... les Juifs ne pouvaient prendre de terres à ferme; mais depuis lors, et en vertu d'un décret de tolérance rendu pendant la suspension des Chambres, ils furent autorisés à faire des contrats...ils devinrent ainsi de véritables entrepreneurs de culture sans être jamais des cultivateurs... Mais son [1] commerce par excellence, son élément, son besoin premier, le champ illimité de ses rêves de puissance à venir, l'espoir caressé de ses vengeances secrètes contre le chrétien c'est la petite banque, la petite semaine, l'usure florissante où l'État n'a point sauvegardé l'emprunteur par des banques nationales et le taux légal. Ici point d'intérêt fixe... J'ai vu prêter à 5% par mois! J'ai su que tel gros propriétaire, homme sûr et empruntant sur hypothèque, payait 22% par an; un autre, 34» (p. 14). Ils s'adonnent aussi aux spéculations malhonnêtes sur les bons ruraux à l'étranger. «Je pourrais citer tel Juif renégat... agent occulte de Puissances hostiles au pays et qui contribue à déprécier à Berlin, à Francfort et à Paris ces valeurs qui sont excellentes» (p. 16) [2].

Les conservateurs moldaves dénonçaient les abus de l'administration dans cette question des «vagabonds», seulement pour amener la démission de Brătianu [3]. Napoléon lui-même demandait que cessent enfin ces persécutions dont on parle, ces «mesures aussi contraires à l'humanité qu'à la civilisation»: il était sous l'influence du puissant chef de l'«Alliance israélite», Crémieux, qui publiera une conversation avec l'Empereur sur ce sujet. Des voix anglaises s'y joignaient. On répondit à Napoléon que ces mesures «n'ont rien d'excep-

[1] Celui du peuple juif.

[2] Cf. Iorga, *Problema evreiască la Cameră*, Vălenii-d-Munte, 1910, résumé du livre de Desjardins, et *Aus dem Leben*, I, pp. 257—258.

[3] *Ibid.*, pp. 199—200.

www.dacoromanica.ro

tionnel et rentrent dans le droit commun »; on promit de faire une enquête et de punir les fonctionnaires ayant commis des abus. Mais Brătianu lui-même se défendait, faisant paraître dans le Moniteur toutes les mesures qu'on avait prises dès 1804 contre l'invasion juive en Moldavie. En même temps, il était présenté à Paris comme un mazzinien impénitent. Et le ministre de l'Instruction, Victor Duruy, ancien précepteur dans une famille de boïars en Roumanie, accusait Brătianu d'être révolutionnaire. Bucarest verra aussi paraître, pour des recherches, le philanthrope juif Moïse Montefiori.

C'est en vain que le prince défendait le peuple roumain, « le plus tolérant de tous les peuples chrétiens ». Il appuya avec énergie le ministre innocent qui avait présenté sa démission. On l'accusa aussi d'organiser les bandes bulgares qui passaient le Danube pour provoquer la révolution contre le régime turc. Brătianu quitta le pouvoir à la fin de juillet et Crețulescu ne consentit pas à conserver le pouvoir sans sa collaboration.

L'ancien président du Conseil était sorti pour toujours de la circulation. Brătianu sera exclu pendant quelque temps par la volonté de l'étranger comme « mangeur de juifs », comme rouge révolutionnaire [1], par une France de plus en plus sujette aux suspicions, qui voyait aussi en lui celui qui avait établi un nouveau règne qui montrait de plus en plus qu'il se dirigeait vers la Prusse. Il était présenté aux Turcs, ainsi que nous l'avons dit, comme le protecteur permanent de ces agitations bulgares; à la Russie comme un dangereux homme de gauche. Rosetti, en fait inutile pour autre chose que l'ancienne phraséologie libérale, était maintenant presque détaché de l'homme d'action, qui avait été son ami. Jean Ghica s'occupait de problèmes d'économie politique et il s'attachait à des idées de conservatisme progressif. Quant à Kogălniceanu, il était impossible comme adversaire du parlementarisme et comme ami de Cuza.

Pour le moment le prince, qui voulait Brătianu sans les libéraux — et Brătianu était demandé par les marchands de

[1] *Ibid.*, p. 213.

www.dacoromanica.ro

Bucarest, ainsi que par ceux de province, et même par des adresses [1] de Moldaves —avait les libéraux sans Brătianu. Ceci lui avait été recommandé également par Bozianu qui avait été, lui aussi, président du Conseil. La mission de former le ministère de parti que ne désirait pas Charles Ier, avec des hommes moins combattifs, dut être confiée à Étienne Golescu, un des plus faibles parmi les hommes de 1848. Conservant Démètre Brătianu et le général Adrian, gagnant pour les Finances Steege, qui était sympathique au prince à cause de son origine saxonne de Transylvanie [2], il s'adjoignit des hommes sans réputation comme un Teriachiu (aux Affaires étrangères) [3], puis un Démètre Gusti, de Jassy, où il fut maire, littérateur médiocre, connu jadis comme auteur d'une volumineuse Rhétorique pour les écoles, un Arion (à la Justice) qui, devant partir, pour des nominations qui déplurent à ses collègues, fut remplacé par le « Phanariote » Arghiropoulos. Comme Steege n'arrivait pas à trouver des fonds, il dut s'en aller aussi; mais ce ministère était tout aussi désagréable à Napoléon qui, allant à Salzbourg pour discuter avec François-Joseph une cession éventuelle des Principautés à l'Autriche, devenue Autriche-Hongrie, trouvait l'occasion de critiquer les rouges, —« un certain parti », —qui prépare des mouvements parmi les « coreligionnaires » de Transylvanie [4].

Démètre Ghica et Kogălniceanu dénonçaient la faiblesse d'un ministère incapable d'action, sauf le contrat avec Offenheim et le consortium polonais Sapieha, pour une voie ferrée jusqu'à Roman, faite sous l'impulsion de Mavrogheni [5]. Jean Brătianu, bien accueilli par le père du prince, mais revenu sans succès de Paris, demandait la dissolution des Assemblées, et le Prince qui lui avait conservé toute sa sympathie et toute

[1] *Ibid.*, pp. 217—218.

[2] Sa femme était Moldave.

[3] C'était un bon plaisant, qui disait jadis à quelqu'un qui était venu pour une audience un peu gris: « Moi, je suis Teriachiu, toi, tu es un teriachiu (buveur d'opium); fais-moi le plaisir de sortir aussitôt ».

[4] *Aus dem Leben*, I, pp. 221—222.

[5] *Ibid.*, pp. 226—227. Pour cela, et d'autres concessions, il y eut une session extraordinaire des Chambres en octobre.

www.dacoromanica.ro

sa confiance, le nommait aux Finances, qui étaient dans un état désespéré [1]. On décida donc — Teriachiu partant seul pour toujours — la dissolution, par les libéraux, d'une Chambre libérale en grande partie, à la place de laquelle Brătianu en voulait une autre d'un rouge plus homogène. On présentait comme justification le refus opposé par la Chambre au droit du prince de choisir ses ministres, et les discussions sur la question même de l'Union.

Sous la menace des Moldaves partisans de Cuza, — l'ancien prince avait demandé la permission de revenir pour affaires, et le ministère la lui avait refusée, — avec des mécontentements comme celui de Démètre A. Sturdza, qui cependant continuait à se déclarer libéral [2], et de tant d'autres qui prétendaient que la dissolution n'est pas « constitutionnelle » (!), on procéda aux élections. Jean Brătianu est maintenant ministre de l'Intérieur, et alors que son frère obtient une mission en Occident, il n'y a qu'une seule nomination nouvelle de ministre, celle de l'ingénieur moldave Panait Donici, aux Travaux Publics. Brătianu, surtout à la Chambre, sut s'assurer la majorité, qui lui était nécessaire pour la première tentative de suprématie ministérielle dont il évitait la responsabilité, conservant à la présidence le fantôme de Golescu. Ce nouveau ministère ne pourra cependant pas durer. Pas même une année: cette fois, il sera renversé par la Prusse, à la suite d'une injonction à laquelle le prince, abandonné depuis longtemps par Napoléon, de plus en plus affaibli, ne chercha pas à s'opposer; et par la tentation de trouver une autre base dans la nouvelle Autriche-Hongrie.

Il nous reste à montrer par quels changements en rapport avec les grandes Puissances occidentales, on était arrivé à cette solution par dessus les dernières convulsions du vieux système libéral, solution qui sera suivie pendant ces quelques mois, au bout desquels Jean Brătianu sortira complètement brisé et pour longtemps.

[1] Dès 1866, Barbe Ştirbei avait recommandé d'éviter les emprunts étrangers qui ne peuvent être qu'onéreux, et avait proposé, en échange, de vendre les biens de l'État et des couvents; Gh. Ştirbei, loc. cit., pp. 290—291.

[2] *Ibid.*, pp. 230—231.

www.dacoromanica.ro

CHAPITRE III

PERSONNAGES ET COURANTS NOUVEAUX DANS LA CULTURE ET LA POLITIQUE ROUMAINES.

Après que la Porte eut obtenu cette satisfaction de simple prestige qu'elle poursuivait et que les Roumains n'avaient pas pu découvrir dès le début et après que, par une note identique, les Puissances garantes eurent reconnu le nouvel état de choses [1], les Turcs, retenus par les difficultés continuelles de la révolte de Crète et contraints par le prince de Serbie, Michel, de retirer leur garnison de Belgrade, — promettant de le faire aussi pour les autres forteresses, — n'eurent plus aucune préoccupation du côté roumain. Quand le Sultan Abdul-Aziz, qui avait eu le courage de quitter ses États pour visiter l'exposition de Paris, parut, à son retour, à Roustchouk, il fut charmé de voir, alors que Michel n'avait pris aucune note de son passage, que Charles Ier accourait le saluer. Il parla affectueusement à celui qui paraissait beaucoup plus un voisin qu'un vassal et il l'accompagna jusqu'à sa voiture [2].

Une tentative de la part des Grecs, par un Ypsilanti venu exprès à Bucarest, pour préparer une guerre générale chrétienne contre l'Empire Ottoman, ne fut pas bien accueillie par le prince roumain, si peu sûr de sa propre situation et au début d'une œuvre difficile d'organisation militaire et financière [3]. Mais il chargea Bălăceanu de faire des sondages, apportant

[1] G. Ştirbei, ouvr. cité, p. 293 et suiv.
[2] *Aus dem Leben*, I, pp. 204—205 (juillet 1867).
[3] *Ibid.*, p. 161, 168.

www.dacoromanica.ro

une lettre au roi Georges, pour savoir si on ne pourrait pas conclure « une ligue des États chrétiens du Danube et de la Peninsule balkanique » [1]. L'envoyé devait porter aussi au président du Conseil grec, Trikoupis, ces propositions: une action officielle, au lieu des tentatives individuelles, pour empêcher toute immixtion séduisante des grandes Puissances [2]. On ne sait rien de plus à ce sujet.

En ce qui concerne les Serbes, ils étaient décidés à en finir une fois pour toutes par les armes. « Quiconque ne se rallie pas à cela, a peu de valeur pour la Serbie », écrivait-on de Belgrade. Tell l'avait du reste vu pendant l'été de 1863, lorsqu il fit, sans aucune mission à remplir, un voyage au-delà du Danube: «Les Serbes, écrivait-il à Kogălniceanu, sont des homme comme il faut, et pas des girouettes comme nous. Ils travaillent et ne parlent pas comme nous le faisons, nous. Ils ont 74 bataillons de garde-nationaux qui s'exercent chaque jeudi et chaque dimanche, avec beaucoup de plaisir et d'enthousiasme. Et ils ont aujourd'hui 23 batteries, environ 70.000 fusils rayés, des projectiles correspondant aux besoins des armes; et cependant ils travaillent sans cesse à fabriquer d'autres canons et d'autres fusils. Ces 74 bataillons servent non seulement à la défense du pays, mais sont prêts à sortir au-delà des frontières quand la nécessité le demandera, laissant à leur place la seconde classe de garde pour la défense du pays. Leur prince est aimé par toute la nation, car il correspond à tous ses désirs. L'instruction publique avance parallèlement à l'armement, et on ne sait pas en Serbie ce que c'est que le luxe. Le but des Serbes n'est pas seulement l'indépendance, mais l'union avec la Bulgarie, la Bosnie, le Monténégro, l'Herzégovine et les provinces serbes d'Autriche. Et en dehors de tout cela, un désir général de s'allier avec nous » [3]. Le Gouvernement provisoire avait essayé, — par dessus ce qu'avait établi Cuza [4] en envoyant le général

[1] *Ibid.*, p. 171.
[2] *Ibid.*, p. 178.
[3] *Rev. Ist.*, III, p. 146.
[4] Iorga, *Corr. dipl.* I, n° 5, 6.

www.dacoromanica.ro

Herkt pour étudier l'artillerie, — de créer de nouveaux rapports de simple voisinage, en y ajoutant aussi des fournitures de sel de Valachie pour la Serbie [1]. C'est justement alors, au moment de la menace turque contre la Roumanie, que l'agent serbe à Constantinople, Ristici, déclara que toute action contre la Roumanie provoquerait « de l'agitation » dans son pays [2]. L'agent à Belgrade, après un Mănescu, le Tchèque Prochaska, proposait formellement, pendant ce mois d'octobre, alors que Charles Ier allait à Constantinople se réconcilier avec les Turcs, « une confédération gréco-serbo-roumaine », car entre les Serbes et les Grecs il y avait déjà une entente [3].

Mais ce n'est qu'en janvier 1867 qu'allait à Belgrade un homme de notoriété, Jean A. Cantacuzène, pour développer des relations qui promettaient tant. Reçu « sans solennité » en Serbie, il alla aussi à Cétigné où le prince Nikita, jeune chevalier poète, était tout préparé à l'Union yougoslave [4], désirant, lui aussi, une guerre contre les Turcs, suivant une coutume tant de fois séculaire [5]. Il apporta une lettre dans laquelle le prince de Roumanie parlait de « la brave nation monténégrine qui a su donner, en toutes circonstances, l'exemple du patriotisme et du dévoûment », et on lui répondit par l'affirmation « de la concorde qui doit exister entre les princes de l'Orient pour atteindre le but qu'ils se sont fixé » [6].

A son passage sur le Danube, le prince Michel Obrenovitch, allant à Constantinople, avait été salué à Roustchouk par le général Golescu. Aussitôt après, le ministre serbe Garachanin parlait à Cantacuzène des « liens d'étroite communauté qui doivent exister entre les nations chrétiennes de l'Orient », et du « devoir de la Roumanie de ne pas séparer ses intérêts de ceux des nations chrétiennes de l'Orient » [7].

[1] *Ibid.*, n° 18.
[2] *Ibid.*, n° 33.
[3] *Ibid.*, n° 27.
[4] *Ibid.*
[5] *Ibid.*, n° 33.
[6] *Aus dem Leben*, I, pp. 204—205. L'opinion de la princesse Darinca, veuve du prince Danilo, sur Charles Ier, *ibid.*, pp. 177—178.
[7] *Ibid.*

www.dacoromanica.ro

Michel se montrait impatient, en avril, d'autant plus qu'on n'avait pas pu mener à bonne fin la question des garnisons turques. Cantacuzène le soutenait: si la Roumanie ne saisit pas cette occasion, le prince serbe agira seul, avec le Monténégro et même avec la Bulgarie, pour créer le grand État slave au-delà du Danube [1].

À ce moment, en avril, le prince serbe parut à Bucarest avec le président du Conseil, Marinovitch, et avec le ministre des Affaires étrangères, Blasnavatz, mais non sans le pacha de Belgrade (!). Il fut reçu avec les témoignages de l'amitié la plus sincère et déclara à Charles Ier que « la Roumanie et la Serbie ont le même intérêt à se détacher du lien de vassalité avec la Turquie » et qu'une alliance entre les deux pays s'impose. On lui répondit que, pour cela, la Roumanie doit d'abord se constituer une armée [2]. Mais, dans le message de ce même mois, était mentionnée la visite « du prince aimé d'une des nations voisines avec laquelle, depuis des siècles, nous vivons dans une fraternité ininterrompue » [3]. Puis, en juin, l'envoyé monténégrin, Stanco Radonitch, cousin du prince, venait à Bucarest apporter à Charles Ier l'Ordre de son pays [4]. À cette occasion Charles Ier, en remerciant, parle de « cette amitié qui lui est chère », déclarant qu'« il est heureux de resserrer les liens qui existent entre les deux pays » et, ensuite, au banquet, des « sympathies les plus chaleureuses pour la brave nation monténégrine », par lesquelles il entend répondre à « l'intérêt très vif pour la Roumanie », du prince, « son bon frère et sincère ami » [5].

Mais on n'alla pas plus loin. Pour les Yougoslaves mêmes, ces relations étaient en rapport surtout avec la crise des forteresses, et elles s'arrêtèrent aussitôt que cette question fut résolue. Ce n'est qu'en janvier 1868 que le consul serbe, Magazinovitch, présenta un projet de traité entre les deux

[1] Iorga, *Corr. dipl.*, I, n° 36.
[2] *Aus dem Leben*, I, pp. 188, 192.
[3] *Treizeci de ani*, I, p. 136.
[4] *Ibid.*, n° 41; *Aus dem Leben*, I, pp. 204—205.
[5] *Treizeci de ani*, pp. 138—139.

www.dacoromanica.ro

pays qui se lièrent par une « union intime » et pour conserver « leur autonomie » [1].

Mais cet appui, pour un nouveau chapitre de la question d'Orient, disparut aussitôt à cause du sauvage assassinat de Michel, à Toptchider. Une puissante manifestation de sympathie dans toutes les classes de la société roumaine signifia non seulement un hommage pour les grandes qualités et la valeur politique de la victime princière, mais aussi la preuve que les rapports avec la Serbie entraient dans la conscience même de la nation roumaine. Le ministre serbe, Petronievitch, répondit de cette façon à ces preuves: « La manifestation de compassion pour le malheur de notre pays de la part de nos amis séculaires et constants, nous donne de sérieuses garanties qu'entre ces deux nations se développera de plus en plus une solidarité qui, sans doute, est la condition pour arriver au but des deux nations: celui d'être érigées de façon légitime à côté des autres nations, plus avancées et développées ». L'Assemblée serbe, s'adressant à celle de Bucarest qui avait présenté des condoléances, déclara qu' « elle voyait dans cette manifestation de sympathie une nouvelle preuve de l'intérêt et de l'amour fraternel que toujours la Roumanie a portés à notre nation » qui, de son côté, « est animée des sentiments d'une parfaite réciprocité et est agréablement touchée d'avoir, dans son voisinage immédiat, la nation avec laquelle elle peut partager de cœur la joie et la douleur ». Celui qui fut proclamé prince serbe, le neveu de Michel, Milan, était le fils d'Efrem Obrenovitch, ancien officier en Roumanie, et de Marie, fille de Costin Catargiu, l'amie du prince Cuza, et la mère de ses fils adoptifs. Un général Catargiu s'établira plus tard à côté du jeune prince.

---

[1] *Aus dem Leben*, I, pp. 240—241; *Charles Ier*, p. 409. Pour le traité de janvier 1868, ouvert aussi à la Grèce et au Monténégro, voy. aussi Albert Mousset, dans *Gazette de Prague*, IV, n° 60; Iorga, *Cor. dipl.*, n° 163, 166. Charles Ier ratifiant ce traité le considère seulement comme « platonique »; *Aus dem Leben*, I, p. 243. Voy. *ibid.*, p. 244. Les Turcs désapprouvaient les armements serbes. Voy. aussi *ibid.*, pp. 254—255. Cf. aussi *Cor. dipl.*, I, n° 69, 72.

www.dacoromanica.ro

En ce qui concerne les Puissances, les relations du prince avec la Prusse conservèrent un caractère strictement familial, bien que Guillaume Ier allât jusqu'à féliciter son modeste parent, devenu chef d'État, pour la décision qu'il avait prise en 1866, et pour le résultat, dépassant les espérances, auquel il était arrivé. Charles Ier montre, dans ses mémoires, sa satisfaction que le roi de Prusse soit intervenu « auprès d'une cour voisine », ce qui signifiait la Russie amie, dont la dynastie était apparentée à celle de la Prusse, pour un mariage avec une princesse encore enfant, cette grande-duchesse Marie, fille d'Alexandre II qui, épousant ensuite le duc d'Edimbourg, fils de la reine Victoria, sera la mère de Marie, reine de Roumanie. À cette occasion Bismarck, comme du reste le père du prince, recommandait les meilleures relations avec la Russie [1]. On prépara donc, dès ce moment, une mission à Pétersbourg [2].

On essaya tout ce qui était possible pour satisfaire le tzar, la diplomatie russe n'ayant en vue que deux questions, après qu'eut cessé une action sans résultat contre l'Union et le prince étranger: la défense de l'orthodoxie et l'éloignement du pouvoir des éléments de gauche. Dans ce sens, Alexandre II écrivait au prince appartenant à une dynastie avec laquelle existaient des rapports si anciens et si étroits [3]. Quand le tzar se rendit dans le sud de ses États, il fut question d'envoyer, pour le saluer, le général Golescu et ensuite l'officier Dunca et le fidèle Filipescu [4]. En mars 1868, l'évêque russophile Melchisedec et Jean Cantacuzène allèrent aussi à Pétersbourg pour la question des Lieux Saints [5], mais avec tout un programme dans lequel il était question de faire disparaître les capitulations humiliantes, — contre lesquelles Boerescu publia, à Paris, un travail en français, — la révision des patentes, des anciennes dettes du temps de l'occupation russe et d'une convention postale. Tout pouvait être réglé;

[1] *Aus dem Leben*, I, p. 239.
[2] *Ibid.*, p. 240.
[3] *Ibid.*, p. 240 et suiv.
[4] *Corr. dipl.*, n° 43.
[5] *Aus dem Leben*, pp. 255—256; *Corr. dipl.*, n° 68.

www.dacoromanica.ro

mais, pour les biens des Lieux Saints, on ne pouvait pas discuter, disait-on, avec un « métropolite non canonique » [1]. La chaleureuse lettre adressée en mars par Alexandre II appuyait sur les liens de religion, qui sont plus fortes que n'importe quels autres [2]. Par opposition aux observations françaises, Bismarck, dans une lettre au prince, appuya l'idée des bons rapports avec la Russie [3].

Le premier souverain qui écrivit au prince encore en danger, en 1866, fut Victor Emmanuel. De là naquit un projet que Charles Ier dévoile discrètement, dans ses Mémoires, mais sur lequel on a des explications complètes dans une lettre adressée par lui, en novembre 1867, à Démètre Brătianu. Il fit demander pour lui la main de la princesse Marguerite de Savoie qui fut plus tard la belle reine d'Italie. Dès le mois d'avril, le pape consulté lui écrivait qu'il espérait un mariage catholique. En automne, le ministre des Affaires étrangères donna à Brătianu une missive pour le secrétaire d'État, le cardinal Antonelli. « S'il réussit », disait-on à l'émissaire, « alors le pays devra la plus vive reconnaissance aux frères Brătianu, car ils auront donné à la Roumanie le prince et la princesse, et auront assuré ainsi pour toujours la dynastie ». En même temps, ayant appris le projet de mariage qui finit par l'union, en 1868, de la princesse avec son cousin Humbert, on demandait de Bucarest une intervention aussi auprès de la mère de Marguerite, la duchesse de Gênes, pour l'empêcher [4].

---

[1] *Aus dem Leben*, pp. 242—243, 348.

[2] *Ibid.*, p. 255. Suit une lettre de Gortchakov; *ibid.*, pp. 255—256. Cf. aussi *ibid.*, pp. 256—257.

[3] Cretzianu, ouvr. cité, pp. 248—249. Cela dura jusqu'à l'invitation à Bucarest d'Ignatiev qui la refusa; *ibid.*, p. 259. M-me Cornu croyait qu'il fallait combattre l'idée d'une nouvelle « promesse de l'Autriche à la Roumanie »; *ibid.*, pp. 249—250. Elle parlait aussi du bruit, né à Paris, de préparatifs pour la proclamation de l'indépendance roumaine; *ibid.* À ce sujet, le plan royal, et Charles-Antoine, qui le tenait de Napoléon; *ibid.*, pp. 259—261. L'attitude de lord Stanley; *ibid.*, pp. 262—263.

[4] *Aus dem Leben*, p. 253, le 24 février/7 mars 1868; Cretzianu, ouvr. cité, pp. 261—262.

www.dacoromanica.ro

Nous avons vu les phases par lesquelles avait passé l'attitude de Napoléon, malade, affaibli, et arrivant à s'embrouiller dans ses propres calculs. L'impression qu'on obtint pour ce moment, de même qu'on l'avait eue sous Cuza, est que, exagérant les erreurs des gouvernements roumains dans la question juive et celle des agitations révolutionnaires, dans celle des sympathies pour la Prusse et la Russie même, on cherchait à Paris un prétexte pour rompre les liens de protection et gagner la possibilité de transformer les « Principautés », une fois encore, en objet d'échange dans les combinaisons internationales. On le vit dans cette rencontre de l'empereur des Français avec François-Joseph à Salzbourg, en août 1867. Et on connaît, par des tractations faites, l'offre à l'Autriche-Hongrie de transporter sa frontière sur le Danube [1]. Dans une conversation de celui qui conduisait alors, avec des pouvoirs illimités, la nouvelle politique de la monarchie, orientée maintenant vers Budapest, Andrassy, parlait de cette façon à Georges Ştirbei, peu de temps après cette entrevue qui n'eut pas de résultats: « Vous savez qu'il a été question des provinces danubiennes dans l'entrevue des Empereurs à Salzbourg, en août dernier. L'empereur Napoléon est venu nous offrir les Principautés. J'ai répondu à l'Empereur Napoléon: « Sire, vous nous offrez quelque chose qui ne nous appartient pas, et que nous ne pourrions pas garder. L'empereur François-Joseph ne pourrait pas accepter ce présent » [2].

Lorsque, en mai 1868, Démètre Brătianu alla à Turin présenter des félicitations à celle qui était maintenant la fiancée d'un autre, il chercha à voir le prince Napoléon et entendit de sa bouche les mêmes reproches: que « le trône est ébranlé », que « la désorganisation est à son comble », qu' « il y a un mécontentement général » et des propos comme celui-ci: s'il n'y a pas de prétendants indigènes, des Ghica, des Surdza. Le prince français était dès lors invité par certains Hongrois à s'asseoir sur le trône de Mathias Corvin.

[1] Cf. aussi Iorga, *Partea lui Napoleon al III-lea în Unirea Principatelor.*
[2] G. Ştirbei, ouvr. cité, pp. 261—262.

www.dacoromanica.ro

Le prince Napoléon craignait l'influence russe à Bucarest. De son côté, Victor-Emmanuel, recevant l'envoyé roumain, qualifiait de cette façon la politique française: « Oh! la France est très méchante! Parce que les choses vont mal chez elle, elle crée des difficultés aux autres » [1]. Au mois de juin suivant, le même prince Napoléon était accueilli solennellement à Bucarest; mais il regardait avec son habituel masque de mépris ceux qui étaient venus acclamer celui qu'on avait désiré jadis comme prince étranger du pays. Les mêmes accusations furent entendues par l'envoyé roumain à Paris, de la part de Moustier qui était maintenant ministre des Affaires étrangères. Napoléon le reçut, mais seulement pour lui dire que la Roumanie pourrait arriver, avec le temps, à l'indépendance qu'elle désirait [2].

Le prince Napoléon recommanda doublement les liens avec la monarchie voisine, et surtout avec les 15.000.000 de Hongrois que Brătianu sut réduire aux 5.000.000 à peine de Magyars de race [3]. Charles Ier était du reste heureux de voir que, par suite des lettres de mission qu'il avait envoyées à Vienne, François-Joseph répondait avec une amabilité qui, avec le temps, deviendra une amabilité personnelle, sincère et durable. Bientôt, après des déceptions de la part de tous ceux auxquels il avait désiré se lier, il vit donc, dans l'Austro-Hongrie nouvelle, et dans son grand ministre, Andrassy, un appui permanent de sa politique.

Mais, tantt que les Rouges restaient au pouvoir, ce détachement du passé ne pouvait pas s'accomplir.

Pour amener un changement, il fallait l'apparition d'une nouvelle génération formée dans d'autres circonstances.

La direction des études pour la jeunesse devait être, elle aussi, autre que celle du Paris de l'époque décadente du

---

[1] *Ibid.*, p. 265.

[2] *Ibid.*, pp. 275—276. Mais, d'après des informations venues du Consul de Russie, Offenberg, l'accusation que Brătianu arme les bandes bulgares; *ibid.*, pp. 277, 279.

[3] *Ibid.*, pp. 264, 272—273.

www.dacoromanica.ro

règne jadis glorieux de Napoléon III. Alors que, pour l'armée, on continuait à envoyer les jeunes officiers en France, et parmi eux les boursiers de la flotille qu'on commençait à former, certaines familles envoyaient, d'elles-mêmes, à cause de liens plus anciens, leurs fils en Allemagne, dans une Allemagne décidément nationaliste, allant jusqu'à l'esprit de sacrifice total, mais strictement disciplinée et sans rien de l'idéologie révolutionnaire de 1848. Cet état d'esprit, importé des universités allemandes qui avaient un puissant penchant vers le conservatisme des junker intellectuels de préparation universitaire, devait bientôt être ressenti dans la vie publique roumaine.

Jean Carp avait conduit lui-même à Vienne, — en 1845, donc avant les études à Berlin imposées à Kogălniceanu qui avait désiré particulièrement aller à Paris, — ses fils Nicolas et Pierre. Le second, né en 1837, du mariage de Jean avec la fille du boïar Georges Radu, qui avait formé des projets constitutionnels, alla encore très jeune à Berlin. De nouveau, le père voulut accompagner le fils, on choisit cependant, pour rester dans le domaine de la culture française dominante, ce qu'on appelait le « Französisches Gymnasium » de la capitale de la Prusse, où l'on conservait les traditions des émigrés calvinistes du XVII-e siècle, qui avaient donné à l'Allemagne tant d'hommes d'une haute valeur comme le pasteur de la colonie qui entrait en rapports avec Kogălniceanu. Puis suivirent, après une initiation d'une distinction extraordinaire, des études universitaires à Bonn, en 1858.

En même temps, à Heidelberg, se trouvaient, depuis 1848, les fils du boïar Ghica de Comăneşti, conduits par le Transylvain Pierre Suciu, — qui sera, pendant de longues années, professeur de droit romain à Jassy, — et avec lui, s'il n'y avait pas le père, il y avait comme compagnons, la mère des jeunes gens et les sœurs, qui revinrent bientôt dans le pays [1]. Ces jeunes gens rapportèrent de cette éducation allemande la coutume de remplir l'administration de leurs vas-

[1] Ionaşcu, *Material documentar privitor la istoria Seminariului din Buzău*, Bucarest, 1937.

www.dacoromanica.ro

tes domaines, — conçus à la façon féodale, — de fonctionnaires allemands, particulièrement sévères et jusqu'à la cruauté, envers les « barbares » paysans du pays [1]. Les jeunes Ghica étaient qualifiés de « princes », et Carp lui-même était appelé « Von Carp » par ses collègues et ses professeurs.

De temps en temps, l'étudiant de Bonn rencontrait à Berlin d'autres représentants de la jeune pensée allemande de cette époque qui conservait à la France qu'ils avaient fêtée dans la personne du prince Napoléon, lorsqu'il voyageait vers Vienne et Budapest, puis aussi vers Bucarest, des sentiments de reconnaissance: tels le futur ministre formé aux études économiques, Jean Strat, Grégoire Lahovary qui entra, lui aussi, aussitôt dans la vie politique, Nicolas Racovitză, un Balș de Moldavie, un Démètre Giani qui fera, lui aussi, une grande carrière politique, et enfin Jacob et Léon, fils de Constantin Negruzzi qui, gouvernemental comme toujours, avait suivi le conseil de Michel Sturdza de ne pas envoyer ses descendants dans ce Paris corrupteur des idées politiques [2]. A Vienne, étudiait, au même moment, après quelque temps passé au lycée roumain de Brașov, le fils unique de Jean Maiorescu, celui-ci étroitement lié à l'esprit allemand, par son activité d'émissaire révolutionnaire auprès de la diète de Francfort, et du monde autrichien, par la fonction officielle qu'il avait eue dans la capitale de l'Autriche. Le fils Titu-Liviu Maiorescu, né à Craiova en 1840, établi par une faveur spéciale, en 1856, au Theresianum, où se formaient les membres de l'aristocratie et même quelques descendants de princes étrangers, se laissa dominer par le même esprit d'autorité, par le même orgueil de classe privilégiée, auquel, pendant des études tout aussi exceptionnelles que celles de Carp, s'ajoutait une curiosité infinie pour toutes les idées, même les plus hardies et les plus absurdes. Chez lui aussi dominait ce fier individualisme, cette confiance en

[1] Nous avons fait imprimer dans *Rev. Ist.*, le résumé des plaintes de ces paysans.

[2] Voy. l'excellent travail de Mr. C. Gane, *P. P. Carp și locul său în Istoria politică a țării* », I, Bucarest, 1936, pp. 652—653.

www.dacoromanica.ro

lui, cet esprit dominateur et cette foi dans une mission à accomplir.

En 1862, Carp revint dans le pays, s'établissant à Jassy où jusque là dominait l'esprit qu'avait amené, comme professeur à la nouvelle université créée par Cuza, sur la base de l'Académie Michel, Siméon Bărnuțiu: un esprit de romanité stricte, étroite, fanatique, ayant toutes les qualités d'une religion et portant tous les fruits d'un dévoûment honnête et profond. Elevés dans l'idée de cette latinité traditionnelle, les élèves de ce vrai symbole du Romain antique, sévère dans ses mœurs, imposant par la dignité de sa tenue, sérieux dans la préparation d'une prédication qui dura de longues années, ne pouvaient pas être favorables au prince étranger ni à ce libéralisme, que celui-ci avait hérité de son père et dont il aimait à se vanter, convaincu qu'il correspondait aux exigences du nouveau milieu. Charles Ier était pour Bărnuțiu pire qu'un usurpateur: à son avis il interrompait les traditions de gouvernement par les princes indigènes appartenant à la race de provenance romaine. Il est dommage que nous n'ayons pas ses notes ou au moins des documents psychologiques de la part de ces adhérents de la doctrine contenue dans ses bibles qu'ils imprimèrent ensuite [1], conservant l'orthographe latine établie par les Transylvains. Mais toute la vie de ces hommes sert à expliquer l'attitude d'un groupement qui, au début, n'était pas politique dans le sens de parti, et son attitude à l'égard des problèmes qui se posèrent après la chute de Cuza.

Les jeunes gens revenus de l'étranger entreprirent une série de conférences contre cet esprit. Carp participa aussi à ces conférences, dont l'inspirateur et l'ordonnateur était Maiorescu, qui avait fait des études universitaires à Berlin et à Giessen. Après une conférence à Bucarest contre le socialisme, il était passé ensuite à Paris pour une licence en droit, nécessaire à sa carrière d'avocat, à cause de l'identité des codes français et roumain. Il fit imprimer son premier

[1] *Dreptul natural privat și public* et *Dreptul ginților natural și positiv*, etc. Cf. G. Bogdan-Duică, dans *Mem. Ac. Rom.*, 3-ème série, section littéraire, 1933.

www.dacoromanica.ro

travail, rédigé en allemand, « Quelque chose de philosophique dans une forme généralement compréhensible », et nous avons la preuve que cet opuscule a été lu avec un grand intérêt aussi dans les cercles les mieux initiés dans ce domaine, en Allemagne (1861). Revenu dans le pays, il fit d'abord à Bucarest des conférences publiques, bientôt très remarquées, sur l'esthétique. Mais bien qu'il fût entré en rapports avec l'Université bucarestoise à laquelle, dans la perpétuelle agitation des luttes politiques, manquait totalement une direction idéologique, il dut essayer, malgré ses grandes qualités d'orateur élégant, correct et logique, mais sans la spontanéité ni la sincérité de Carp, de faire une carrière de magistrat, ayant été nommé suppléant au tribunal d'Ilfov, puis procureur. Une place de professeur lui fut cependant offerte à Jassy, l'année même de l'arrivée de Carp — avec qui il fut lié par une amitié durable, — ainsi que la direction du lycée où avait régné jadis, grâce à Laurian, le même esprit romain que Maiorescu combattit dès le début comme anachronique, tout en soutenant la langue latine comme moyen de former les caractères [1], dénonçant même ce latinisme comme dangereux; il ajoutait des leçons d'histoire, comprise d'une autre façon que jusqu'alors, à l'Université. Il est bien naturel qu'il eût demandé qu'on lui donnât un cours de philosophie; en 1862 il l'obtint. Passant par la direction de l'École Normale, où il introduisit l'esprit de la nouvelle pédagogie allemande, il se vit élevé à la situation de recteur de la haute École de Jassy, malgré le souvenir des mérites et du prestige du vieux Transylvain, qui partit très malade, pour terminer sa vie en route vers son village natal. Evincé par des intrigues et mis en jugement, il regagnera plus tard cette place.

En 1865, une société se formait, « La Jeunesse », où se rencontraient, avec Carp, les frères Negruzzi, puis le frère de la princesse Hélène, Théodore Rosetti, lui aussi de for-

[1] *Pentru ce limba latină este chiar în privința educațiunii morale studiul fundamental în gimnasiu*, dans *Anuarul gimnasiului și internatului din Iași pe anul scolastic 1862—1863*. Suivit un essai de fixer les règles d'une ortohgraphe phonétique (*ibid.*, 1863—1864).

www.dacoromanica.ro

Fig. 6. — Pierre Carp.

www.dacoromanica.ro

mation allemande, et un ancien étudiant à Paris, le fils du traducteur de la Henriade, cet esprit vif de Basile Pogor, homme de talent qui essaya aussi des vers. Beaucoup d'autres s'y rallièrent ensuite: des professeurs comme Melic, d'origine arménienne, Paicu le philologue, Brandia (Brânză), historien, Jean Caragiani, Macédonien [1]. De ce milieu, sortit en mars 1867, une nouvelle publication à laquelle fut donné le titre, imité des publications allemandes: de « Causeries Littéraires » [2].

En même temps, commençait une lutte politique contre les idées courantes à Jassy, qui étaient prêchées sous une forme à la Bărnuțiu, — forme notée à Bucarest comme « cuziste » et « séparatiste », — par plusieurs journaux éphémères appartenant à des jeunes: la « Tribune du Peuple », la « Justice », l' « Origine ». Son organe était la « Gazette de Jassy », qui n'oubliait pas de proclamer encore un programme «moldave», dont le défenseur était au fond aussi Kogălniceanu; sa tendance était nettement antilibérale et ennemie de l'idée que l'État dépasse la Nation. Comme dans l'ancienne prédication de Constantin Crețulescu, on combat l'idée même du parti qui était déchu jusqu'à la seule poursuite des ambitions individuelles. Les hommes de mérite devaient entourer la dynastie pendant une période de cessation des luttes jusqu'à ce que la nouvelle ère donne de nouveaux partis. Mais, en même temps, l'esprit de Carp peut se reconnaître dans la défense « des principes sociaux les plus sacrés », parmi lesquels surtout celui de la propriété, considérée comme blessée par la réforme hâtive de Cuza. Et on prenait la défense des Juifs qui devaient être préparés à être des collaborateurs ainsi que le demande le progrès de la civilisation [3].

---

[1] Iorga, *Ist. lit. mod.*, I, p. 66. Pour le passé de Maiorescu, voy. *Titu Maiorescu, Insemnări zilnice*, éd. I. Rădulescu-Pogoneanu, I, Bucarest, 1937; M. Dragomirescu, dans *Enciclopedia Română* de Diaconovici; S. Mehedinți, *Titu Maiorescu*; Iorga, loc. cit., pp. 66—71.

[2] Iorga, loc. cit.

[3] *Ibid.*, pp. 64—65.

www.dacoromanica.ro

Elu dans la nouvelle Chambre, Carp, qui avait été pendant plus d'un an le secrétaire de l'agence de Paris, dut proclamer ses idées du haut de la tribune parlementaire.

En février 1868, commença donc la lutte entre les deux conceptions. Premièrement sur la question des bandes bulgares, Brătianu étant considéré, comme nous l'avons dit, comme leur protecteur et leur auxiliaire.

Une vieille association révolutionnaire internationale, qui comprenait aussi des Garibaldiens et des fauteurs de projets, comme Marc Antonio Canini [1], avait amené sous Cuza, au début de 1866, Rosetti et Nicolas Jipa, dans un « comité » bucarestois, avec Caneda, Serurie, etc. Ce comité entretenait des rapports, qui ne peuvent pas être expliqués suffisamment, avec quelques révolutionnaires bulgares auxquels on substitua ensuite la personnalité conquérante de Georges Racovski, l'apôtre de l'Union des Slaves du Sud qui publiait, en roumain et en bulgare, le journal l' « Avenir », jusqu 'à ce qu'i passât, en 1867, en Russie. A côté de lui, il y avait le chef des haïduks Panaiot Hitov qui passa en 1867 même, avec sa bande, à Sistov. Racovski mourut à Bucarest en 1868; mais les bandes de Démètre Asenov et Étienne Caradcha tentèrent, en partant de Roumanie, une invasion pendant cette même année [2].

L'interpellation de Carp sur cette question, dont la présentation n'était pas à l'avantage du pays, coïncida avec les observations de Moustier, ministre des Affaires étrangères de France, ancien adversaire des Roumains, qui accusa Brătianu aussi d'avoir une attitude hypocrite envers la France; il employa un tel ton dans la note qu'il envoya à Bucarest qu'elle dut être refusée par le prince personnellement, à qui on présenta des excuses, la Russie elle-même protestant contre cette intervention. Une circulaire envoyée aux consuls démentait toute conspiration de la part du gouvernement rou-

[1] V. Marco Antonio, *Vingt années d'exil*, Paris, 1869.

[2] P. Constantinescu, *Rolul României în epoca de regenerare a Bulgariei*, Jassy, p. 44 et suiv.; de même, dans les *Archives* de Jassy, XXXI; Ilie Bărbulescu, *ibid.*, XXVIII, pp. 93—97; Mincev, dans *Gazeta Cărților*, 1939. Cf. *Aus dem Leben*, I, pp. 279—281.

www.dacoromanica.ro

main. Fouad aussi dénonçait l'action des bandes, mais on lui répondit d'une façon tout à fait décidée; il en arrivait à dire que plutôt que d'avoir tous ces ennuis, mieux vaudrait que la Roumanie fût indépendante. Le prince croyait que des prétendants indigènes travaillaient à Paris pour faire cesser les bons rapports avec Napoléon [1]. Tout d'abord, dans son début au Parlement qu'il devait dominer plus d'une fois, Carp se présenta comme parlant seulement en son nom, et non pas au nom de l'opposition conservatrice, qui se forma bientôt sans avoir cependant une organisation sérieuse. C'était une attaque contre les agitations russes dans les Balkans, au moment même où, de Berlin, on conseillait au prince, plus d'une fois, de chercher de bonnes relations avec l'empire voisin [2]. Mais en même temps, Carp désapprouvait les liens avec la Serbie, auxquels, comme nous l'avons vu, le prince tenait beaucoup, sans en faire cependant, comme il eût peut-être été souhaitable, la base principale de sa politique. Les rapports avec la France, que l'orateur préférait, étaient cependant appréciés suivant la nouvelle méthode « socialiste », au seul point de vue de l'opportunité, et ceux avec la Prusse étaient conditionnés, comme si on avait connu les conseils de Berlin d'abandonner toute solidarité avec la Russie dans la question d'Orient.

D'un autre côté, comme un contrepoids à cet humanitarisme, la fraction de Jassy présenta le projet qui défendait *l'établissement des Juifs dans les villages* et demandait, comme condition de leur installation dans les villes, le consentement formel des communes. *On leur interdit le droit d'affermer des terres, des vignes, des cabarets, des auberges, des fabriques d'alcool, des moulins, des forêts et de conclure des contrats avec l'État; leur commerce était soumis à un certificat communal de corporation; on leur interdit aussi la vente des aliments et des boissons aux chrétiens.* Ces mesures devaient avoir un effet rétroactif.

[1] *Ibid.*, pp. 245—246, 247.
[2] *Ibid.*, p. 239.

www.dacoromanica.ro

Bien que Brătianu s'y fût opposé violemment, l'effet fut un assaut encore plus furieux en Occident contre la Roumanie [1]. Enfin, le prince lui-même fit un voyage en Moldavie; il alla à Jassy comme parrain de Roznovanu (!). Ce voyage fut suivi d'un voyage de Brătianu à Bacău, centre de l'anti-sémitisme, où il fut insulté comme ami des Juifs [2], ce qui ne l'empêcha pas d'y amener des troupes et de faire dissoudre la Garde nationale locale [3].

Offenheim et son consortium, conduit par Strousberg qui était, en fait, un aventurier, ayant travaillé également en Russie, furent eux aussi, bien qu'évidemment soutenus par le prince, l'objet de cette antipathie contre les étrangers, Strousberg lui-même étant juif [4]. Les contrats conclus avec celui-ci furent acceptés cependant en masse, au milieu d'un grand scandale.

Quelques jours après, pendant ce mois tumultueux d'avril, Étienne Golescu, ministre sans autorité, qui proposait cependant au prince des mariages en Suède, au Danemark, en Bavière, était remplacé par son frère le général; Brătianu acceptait ensuite l'intérim des Finances, le président du Conseil avait pris les Affaires étrangères.

La seconde attaque contre Brătianu fut, conformément au programme de Jassy, en rapport avec la question juive; ceci bien que, — dans le message de large perspective et de grande confiance en la nouvelle Assemblée élue sans troubles, — le prince lui-même eût montré qu'aucune haine religieuse digne du Moyen-Âge ne se cachât dans les mesures de préservation économique qu'il approuvait à cause de leur

[1] *Ibid.*, pp. 258. Cf. aussi *ibid.*, pp. 261—262, 266.

[2] *Ibid.*, pp. 265—266.

[3] Une lettre du prince Charles-Antoine à Auerbach, pour donner des explications, au journal juif de Vienne, le si influent *Neue Freie Presse*, fut publiée par celui-ci; *ibid.*, pp. 268—269. Le prince croyait que cet état de choses pourrait mener à un nouveau projet, comme celui de Salzbourg; pp. 269—270.

[4] *Aus dem Leben*, I, pp. 243—244, 248, 254. Cf. les Mémoires de Strousberg, *Dr. Strousberg und sein Wirken, von ihm selbst geschildert*, Berlin, 1876, p. 337 et suiv.

www.dacoromanica.ro

nécessité [1]. Carp attaquait une administration mal habile, soumise aux suggestions de ce que l'orateur taxait de simple « plèbe », à laquelle il ne faudrait pas accorder un dangereux « suffrage universel ».

La réponse de Brătianu montrait de nouveau son désir d'échapper aux conceptions trop étroites de son propre parti: «J'ai cherché de toute ma force morale, et je chercherai tant que j'aurai un reste d'âme, à réunir autour du trône tous les partis, tous les éléments, tout ce qui vit en Roumanie ». Il repoussa le reproche qu'il aurait inventé une question juive, inexistante jusqu'au moment où il arriva au pouvoir, en rappelant les discussions violentes au moment de l'élaboration de la Constitution et les troubles de rue, (alors que la grande synagogue de Bucarest avait été détruite), choses qui ont empêché la réalisation du vœu libéral d'accorder le droit de cité à tous les non-chrétiens du pays. Il était d'avis qu'on aurait pu créer des catégories de vrais anciens indigènes et d'intellectuels formés dans le pays. Il chercha à expliquer que l'existence des privilèges de classe serait la cause du peu de penchant des paysans pour s'élever jusqu'à la bourgeoisie, qui en arriva à être ainsi étrangère. «Ces avantages ont fait que la Roumanie soit inondée d'étrangers et de vagabonds », — il conservait ce terme, — « qui ont trouvé dans notre pays un commerce et une industrie, monopoles assurés entre leurs mains ». En opposition à l'ancienne opinion de Crețulescu, il accordait une importance certaine à l'assimilation des éléments chrétiens de cette invasion, mais exposait, conformément à la vérité, de quelle façon s'était accru en Moldavie l'élément juif. Le souci de leurs propres intérêts — de la part des aborigènes — n'a rien à faire avec les haines religieuses qui sont étrangères au peuple roumain. Il est question seulement d'une défense économique qui est naturelle. « Aujourd'hui, aucune nation, en face d'une souffrance économique, ne consulte l'opinion d'une autre nation, mais elle s'occupe seulement de ses intérêts nationaux ». Il

[1] L'adresse du Sénat montre, elle aussi, qu'il ne peut pas être question de persécution religieuse.

www.dacoromanica.ro

ne manquait pas non plus la réponse à l'insulte que Carp avait adressée à la « plèbe », qui n'est que « cette partie de la nation qui n'a pas eu le bonheur d'être riche comme lui (Carp), parce qu'elle a été clouée à son travail ». Il jette, avec raison, à la figure de la classe des boïars moldaves, que c'est elle qui a appelé pour son profit les cabaretiers juifs qui exploitent les villages, ces cabaretiers qu'Alecsandri présentera dans son drame « Les sangsues des villages », car, « comme elles, ils se sont ıellement attachés à notre terre qu'on ne peut jamais les en détacher ». Il faisait observer à Carp que, lorsqu'il était secrétaire à Paris, il combattit le gouvernement de son pays. En ce qui concerne l'interpellation elle-même, il relevait combien sont sévères, en France et en Angleterre, les mesures concernant l'établissement des étrangers. Ce fut sans doute un des plus beaux discours de cet homme, encore dans la force de l'âge, qui pouvait répondre avec autorité au défi d'un jeune qui se présentait comme l'innovateur du style européen, dans la politique arriérée de son pays [1].

Contre toutes les pressions venues de l'étranger, le prince maintint Jean Brătianu auquel il donnait, après la démission d'Adrian, le ministère de la Guerre, chargé de la réorganisation de l'armée (août) [2]. Il dut défendre le projet militaire élaboré par le prince contre l'attaque, au Sénat, — qui dut être dissous, — de Brăiloiu qui croyait avoir découvert dans la nouvelle armée un moyen de tyranniser le pays, et contre la proposition du colonel Bibescu et de Panaite Casimir de dispenser du service actif tous les élèves des hautes écoles, ou d'un colonel Locusteanu, d'étendre cette exemption à tous ceux qui ont des moyens matériels. Avec de chaleureux accents, il observait qu'au paysan aussi, on cause un grand dommage, quand on lui prend le fils qui l'aide dans son

[1] *Din scrierile lui Ion C. Brătianu*, pp. 443—446. Le président de la Chambre était un antisémite moldave, le docteur Anastase Fătu. Mais le métropolite étant président du Sénat, le vice-président était Costaforu, qui n'était pas libéral, et Creţulescu.

[2] *Ibid.*, pp. 471—473.

www.dacoromanica.ro

pénible travail quotidien. Et il disait: « Je ne veux pas l'oppression des classes qui ont eu le malheur de ne pas pouvoir faire d'études ». Et il apportait l'exemple plein d'enseignement de la Prusse, ainsi que celui des sociétés antiques [1].

La visite du prince Napoléon, du reste en opposition continuelle avec son cousin plus heureux, parut apporter un moment de concorde au milieu de ces perpétuelles accusations, trop peu fondées, qui s'abattaient depuis des mois sur la Roumanie, à cause de la place que Brătianu y occupait. On lui avait aussi parlé de cette question juive et des rapports, suspects à Paris, avec la Russie [2]. Mais, après le départ précipité de cet hôte trop peu aimable, qui cependant proposait au prince ces mariages en Suède, au Danemark, en Bavière, s'élevèrent des récriminations turques, également pour le traitement des Juifs, mais surtout pour les attitudes d'indépendance, en rapport avec des bruits qui couraient partout. On demandait la démission de Brătianu, ou même une commission européenne d'enquête, désirée aussi par la France, mais que la Prusse rejeta [3]. Après que cette émotion eut cessé, par l'envoi à Constantinople de l'ancien agent Alexandre Golescu [4], la campagne contre la Roumanie sur l'autre thème continua.

Comme Nicolas Golescu n'était pas en Roumanie, le ministre qui rencontra tant d'inimitiés, fit aussi l'intérim des Affaires étrangères. Comme ministre des Finances, il défendit, contre l'orateur facile et bavard qu'était le professeur Nicolas Ionescu, l'œuvre des chemins de fer [5]. Les relations du

[1] *Ibid.*, pp. 465—470.
[2] *Aus dem Leben*, I, pp. 274—275, 278.
[3] *Ibid.*, pp. 293—294, 297—298.
[4] *Ibid.*, pp. 281—283, 286, 288.
[5] *Ibid.*, p. 289. Le bruit absurde d'une intervention armée des Turcs en Roumanie impressionne Brătianu ; *ibid.*, p. 291. La garde turque sur le Danube ; *ibid.*, p. 294. Une lettre apaisante d'Aali ; *ibid.*, p. 292, note 1. La réponse de Nicolas Golescu, *ibid.*, p. 297. Cf. aussi *ibid.*, pp. 302—303, visite du prince à Roustchouk. Mais il se plaint qu'on donne des numéros d'ordre à la corres-

www.dacoromanica.ro

prince avec son ministre étaient si intimes qu'il alla passer à Florica, sur la terre de son ministre, une période de convalescence [1].

C'est là que se forma l'idée de ce ministère de coalition que Brătianu avait déclaré désirer depuis si longtemps. Démètre Ghica et Kogălniceanu devaient y entrer [2]. A ce moment-là, un magistrat, le Moldave Eraclide, prenait à la Justice la place de l'insuffisant Arion [3].

Mais on n'arriva pas à l'unité tant désirée par le prince lui-même et de tous côtés, de Berlin, par le consul de Prusse, de Vienne, par l'ambassadeur italien Pepoli, son oncle, on demandait le renvoi de Brătianu et celui-ci non seulement consentait à se retirer, mais encore offrait à son successeur l'appui des majorités.

Donc, le lendemain après un message à caractère presque exclusivement économique, le ministère démissionna, mais pas pour faire place à un ministère composé des conservateurs qui n'étaient pas encore organisés. Démètre Ghica et Kogălniceanu avaient des collaborateurs libéraux, comme Boierescu, Al. Golescu (aux Finances) et le professeur d'histoire Creţescu, qui avait transformé, lui aussi, le manuel de Duruy; à la Guerre, pour la forme, — le prince s'étant réservé, avec l'aide de Krenski, l'officier prussien à peine arrivé, d'accomplir la réforme de l'armée, — Kogălniceanu installa son ami personnel, le colonel Duca.

En politique extérieure on commença par affirmer les liens avec la Turquie et l'assurer d'une neutralité parfaite. L'activité intérieure du ministère démissionné fut violemment attaquée dans le parlement, mais Brătianu tint à observer une attitude de conciliation. Il rejeta l'idée qu'il aurait quitté le pouvoir sur les exigences « des consuls ». Il écarta les accusations portées contre lui dans le « Livre rouge » autrichien,

---

pondance ottomane avec lui, comme s'il était un fonctionnaire de l'empire; cf. *ibid.*, p. 307. Lettre aimable du Sultan; *ibid.*, p. 317. Cf. pour Strousberg et Hans Fürstenberg, *Carl Fürstenberg*, Berlin, p. 65 et suiv.

[1] *Din scrierile*, p. 473 et suiv.

[2] *Aus dem Leben*, I, pp. 300—301.

[3] *Ibid.*, pp. 301—302.

www.dacoromanica.ro

comme contraires à la vérité, et il attaqua directement la politique personnelle du ministre tout puissant, Beust. Il nia avoir une entente avec ces Roumains de la Monarchie, dont le développement et les tendances doivent être analysées avant de passer à la nouvelle direction, favorable à l'Autriche-Hongrie, de la politique roumaine. Et il présentait, pour montrer de quelle façon il entendait les liens avec la Monarchie, cette belle comparaison qui a été souvent citée: « Lorsque j'ai une sœur qui est mariée, je n'ai pas le droit de me mêler de son ménage, je n'ai pas le droit de faire le moindre pas qui puisse provoquer les suspicions de son mari, ou le soupçon que je cherche à introduire la mésintelligence et la discorde dans leur maison. Mais, messieurs, si l'époux, mon beau-frère, allait jusqu'à la maltraiter brutalement, s'il la traitait comme une esclave, bien qu'il sache qu'elle est d'un sang noble, si je voyais qu'il lève le couteau sur elle, n'aurais-je pas le droit de crier et de l'empêcher de perpétrer ce crime? Eh bien, messieurs, je suis allé avec une prudence qui confinait à la lâcheté parce que j'étouffais ce cri dans nos cœurs »[1]. Il répondait avec le même succès à l'accusation qu'il aurait appuyé les Bulgares, montrant combien il avait insisté pour les retenir et combien avaient été énergiques les mesures prises pour empêcher leur invasion au-delà du Danube. Mais il affirmait qu'on ne pouvait pas lui demander de « faire pendre et massacrer des hommes »[2].

[1] *Din scrierile*, pp. 511—512. Dans une assemblée électorale, il constate que la disparition de la Principauté transylvaine est comme une menace pour la Roumanie; *ibid.*, p.p 523, 525.

[2] *Ibid.*, p. 517. Et, dans son discours électoral, il affirmait sa solidarité avec les chrétiens des Balkans et la communauté orthodoxe; *ibid.*, pp. 524—525.

www.dacoromanica.ro

CHAPITRE IV

LA QUESTION ROUMAINE ET L'AMITIÉ AUSTRO-HONGROISE

Le nouveau ministère avait une mission bien définie: écarter l'atmosphère d'inimitié à l'égard de la Roumanie et la rapprocher de la Monarchie dualiste.

Un tel rapprochement avait du reste été tenté par le prince personnellement, dès le mois de mars 1867, quand il envoya à Vienne Georges Ştirbei qui, il en était sûr, serait bien accueilli, pour négocier la convention d'extradition, celles: du commerce, des chemins de fer et consulaire, de même que pour l'autre point de son programme: la nomination d'un agent diplomatique [1]. Mais en 1868, Vienne était convaincue qu'en dépit des dénégations de Brătianu, le gouvernement roumain poursuivait le fantôme de *l'État de tous « les Roumains »*, de « la couronne de la grande Roumanie » [2], et Eder, le consul de Bucarest, faisait un rapport dans le même sens.

Mais ceci soulevait la question des Roumains non libres, et le développement de leur vie après 1850 doit précéder la présentation des efforts pour inaugurer une nouvelle politique extérieure qui, si elle ne devait pas entrer totalement dans la sphère d'influence de la Russie, au moment où, par le secours donné aux Bulgares, elle voulait, sous la pression

[1] D'après *Auswärtige Angelegenheiten, Correspondenzen des kaiserlich-königlichen Ministerium des Äussern (Nov. 1866—Dec. 1867)*, Vienne 1868. Cf. aussi Iorga, *Corr. dipl.*, préface.

[2] *Ausw. Ang.*, pp. 65—66, n° 84; pp. 67, 70; cf. *ibid.*, III (juillet-nov. 1868), pp. 9, 29; Iorga, *Corr. dipl.*, loc. cit.

www.dacoromanica.ro

de l'ambitieux Ignatiev, rouvrir la question d'Orient, devait cependant éclaircir les rapports avec Vienne, ainsi que Bismarck le recommandait avec insistance, mais aussi avec la Budapest d'Andrássy, vers laquelle s'était dirigé également le prince Napoléon.

Les rapports des Transylvains avec les pays libres, qui étaient arrivés, pendant la guerre de Crimée, sous la domination des armées d'occupation, seront pendant longtemps presque interrompus [1]. Pour donner à ces Roumains, qui avaient montré leur fidélité envers la Monarchie, une nouvelle formation déterminée par les exigences de la géographie et des droits de toutes les nations, Vienne n'avait que des formules dictées par ses propres intérêts. Avec la domination magyare, qui devait reparaître en 1867, on croyait en avoir terminé, bien que les Szekler eussent été encore favorisés, mais Şaguna, parlant au nom de sa nation, n'entendait pas qu'on lui substituât, pour le motif du germanisme, si puissant en ce moment à Vienne, un primat saxon [2].

Ses Roumains à lui [les orthodoxes], représentant « un tiers de la population de la Transylvanie », se plaignaient qu'on leur ait interdit les métiers, qu'on ait empiété sur leurs champs, qu' étant pauvres, ils se voient exclus de la participation au droit électoral, que leurs prêtres vivent difficilement, qu'on leur refuse l'instruction et le progrès matériel, que seule leur Église n'ait pas eu à se féliciter des bienfaits impériaux. Ce n'est pas pour cela que sont tombés, parmi les orthodoxes seulement, 3.188 hommes et 440 femmes, sans parler de 8 prêtres. Ce n'est pas pour cela que *des centaines d'églises ont été détruites ou démolies*, ce n'est pas pour cela que tant de fortunes ont péri. Ils demandaient en échange la réfection « de l'archaïque métropolie d'Alba-Julia », qui

[1] Voy. le volume précédent. Cf. aussi quelque chose dans: Friedenfels, *Joseph Bedeus von Scharberg*, II, Vienne, 1885.

[2] Voy. aussi *Die Rechte der romanischen Nation gegen die Angriffe der Sachsen, vertheidigt von einem Rumänen.* Vienne, 1850.

www.dacoromanica.ro

aurait existé, selon son opinion, dès l'introduction du christianisme, à l'avantage de ces orthodoxes [1].

Lorsque, pendant cette même année 1850, les évêques furent appelés à Vienne pour un conseil, Şaguna demanda qu'on permît la réunion d'un synode contenant deux professeurs de théologie, quarante protopopes, et des laïques en nombre égal [2]. Cela lui fut refusé avec l'observation cependant qu'il ne serait pas question de la nation que de fait l'évêque voulait organiser ainsi, mais seulement de l'école et de l'Église, et encore vaudrait-il mieux, pour des motifs d'économie, que le nombre des délégués fût diminué de moitié; ce qui fut fait. Et à cette occasion, celui qui avait vaincu par ses insistances, de même que par son prestige, témoignait de son grand contentement d'avoir regagné ce « synode, pour lequel si longtemps et trop longtemps ont soupiré nos parents, nos grands pères et nos ancêtres ». La convocation permettait aussi aux prêtres qui n'y prendraient pas part, de soumettre leurs vœux par des mémoires. La joie dut cependant être bientôt diminuée lorsque l'arrogant gouverneur empêcha l'élection de ces laïques dans des assemblées qui osaient toucher aussi à la politique; car « ceci ne pouvait être toléré dans aucun État bien ordonné » [3]; on ne pou-

[1] Puşcariu, ouvr. cité, pp. 46—55. On défendait les garde-frontières dont il était question — de nouveau leur disparition était mise en cause, — de l'accusation de ne pas avoir assez soutenu l'empereur en 1848. Or, certaines compagnies du second régiment, amenées comme prisonnières à Pest pour « refus d'obéissance », n'avaient pas voulu servir la révolution magyare, pas même lorsqu'on les avait menacées, d'être décimées; tout le récit dans *Arhiva Someşană*, 1938. Et on rappelait, contre l'assertion qu'ils auraient été lâches, ce qu'ont fait leurs précédesseurs en 1789, et en 1813—1814, mentionnant aussi la part qu'ils ont eue au combat de Brescia. Il y eut aussi des Roumains dans le régiment de Charles-Ferdinand et dans le bataillon de grenadiers d'Urik, qui « se sont acquis une gloire éternelle dans les campagnes de l'année 1849 »; *ibid.* C'était le moment où Wohlgemuth refusait à Şaguna jusqu'au titre d'évêque des Roumains; *ibid.*, pp. 55—57.

[2] *Ibid.*, pp. 58—59, 60—61.

[3] *Ibid.*, p. 62, n° 30. Un synode pour les uniates avait été demandé et admis en principe en 1845—1846; Friedenfels, ouvr. cité, I, p. 403 et suiv. (La lutte des professeurs et des chanoines de Blaj avec l'évêque Leményi, pp. 408—409; cf. aussi les articles dans *Cultura creştină*, en 1938—1939).

www.dacoromanica.ro

vait admettre que les délégués nommés par le chef de l'Église. Şaguna montra que ce n'est que les habitants de Braşov seuls, des trois paroisses, qui avaient la faveur d'élire et qu'on fera enquête chez le protopope Petric si ont été mis en discussion, chez eux, les points défendus par le gouvernement [1].

Nous avons déjà montré que ce synode de mars avait été tenu sous la surveillance offensante de cet Arménien, qui connaissait le roumain, Jean von Karabetz, que Şaguna intitule, dans une lettre à Laurian [2], « mutus regius ». D'un autre côté le patriarche serbe cherchait à apparaître comme chef au milieu de la conférence [3]. Ce synode donc, présentait à l'empereur, à côté des questions concernant l'Église, qui devait être nommée dorénavant non pas uniate, mais orthodoxe, des demandes concernant l'école, l'admission des Roumains dans les écoles supérieures et à l'Académie militaire de Vienne et, comme point principal de politique, *la reconnaissance de la nation roumaine* [4].

La conférence fut ajournée trois fois, et Şaguna en rendait responsable le patriarche de Carlovitz, qui n'avait pas travaillé d'accord avec les autres prélats orthodoxes. Quant à l'état de son diocèse, il écrivait ainsi: « Mon diocèse, grâce à Dieu, ne court aucun danger, même, ce qui est plus, il regagne ses droits, perdus à l'époque des persécutions de trois cents ans, et il reste comme une forêt et comme une citadelle qui ne craint pas les ennemis [5].

Cependant, en août, Bach appela les chefs de l'orthodoxie à Vienne pour le mois d'octobre et Şaguna présenta, non seulement les vœux les plus anciens, concernant son Église et sa nation, mais aussi celui de pouvoir convoquer le con-

[1] Puşcariu, ouvr. cité, pp. 62—64.

[2] *Conv. Lit.*, XXXIII, n° 7.

[3] Puşcariu, ouvr. cité, pp. 61—69. Il convoque aussi l'évêque d'Arad Gherasim Ratz, qui se croyait dominé par la hiérarchie serbe; *ibid.*, p. 69, n° 35. Şaguna essaya d'imposer, à la mort du prélat, l'archimandrite du monastère de Hopovo, Patrice Popescu; *ibid.*, pp. 98—100. Mais il combat contre tout « prophète menteur » et ses « conseils pourris ».

[4] *Ibid.*, pp. 64—68.

[5] Il demandait que le patriarche appelle les évêques à Vienne, en août; *ibid.*, pp. 70—71.

www.dacoromanica.ro

sistoire, de fonder des écoles de théologie et des séminaires, de créer des écoles, de pouvoir entretenir des relations sous le rapport dogmatique avec le patriarche de Constantinople, ainsi que les vœux relatifs au respect des fêtes roumaines dans les localités où la nation est majoritaire, à la préservation des élèves roumains, fréquentant des écoles étrangères d'influence religieuse différente; au respect, dans les mariages mixtes, de la religion de la fiancée, à l'acceptation d'agents de l'Église roumaine à Vienne [1]. C'était un vrai projet de constitution roumaine sous le vêtement de l'orthodoxie.

Mais Vienne avait d'autres intentions. Leményi, traître envers la dynastie, suspecté d'avoir mal administré les biens de son Église, cet ennemi permanent de l'élite roumaine parmi les uniates, et qui s'était rendu coupable d'avoir permis au primat de Hongrie de se mêler aux affaires de son Église, fut amené à abandonner, dans son refuge autrichien — car il était interné dans un monastère catholique — son siège et, à sa place, fut élu un prélat originaire d'Abrud, noble, ayant des propriétés dans les mines d'or, Alexandre Sterca-Şuluţiu de Cărpeniş (né en 1794), ancien protopope, puis vicaire à Bistra et à Şimlău (septembre-novembre). La consécration fut faite avec pompe en juillet 1851, à Orade, où était évêque, — portant le titre de baron, après la longue vacance qui avait suivi la mort, en 1839, de Samuel Vulcan, — Basile Erdelyi, qui avait été jadis chargé de faire une enquête sur le procès entre les professeurs de Blaj et l'évêque. Şuluţiu aussi était un noble, comme le sera son successeur, Joseph Szilagyi.

Une conférence à Vienne, en novembre de l'année précédente, avec la participation d'Erdelyi et du primat de Hongrie, restaurait, au profit des uniates, la métropolie d'Alba-Julia, que Şaguna avait demandée en vain pour lui-même.

On y ajouta, à côté du siège d'Orade, les évêchés suffragants de Gherla et de Lugoj. Mais ce n'est qu'en novembre 1853, probablement sur des insistances magyares de laisser traîner les choses, que Pie IX consacra ce détachement de l'évêché roumain de la dépendance de l'Église métropolitaine

[1] *Ibid.*, p. 72 et suiv.

www.dacoromanica.ro

d'Esztergom, lui ajoutant ces deux évêchés, dont celui de Lugoj, qui était sous la hiérarchie serbe. Il fallut encore deux ans pour avoir l'installation solennelle. Le résultat avait été obtenu grâce aux efforts faits à Vienne, à l'occasion même de l'élection épiscopale, par une délégation dont faisaient partie Cipariu, Laurian, Maiorescu et Bărnuțiu, l'ancien ennemi, lorsqu'il était prêtre à Blaj, de l'évêque précédent [1].

Après une assemblée orthodoxe qui n'eut pas de résultat, en 1850, Şaguna fut invité par le gouvernement, en 1852, à aller au concile de Carlovitz, pour l'élection de l'évêque d'Arad, en compagnie de ceux de Timişoara, Vârşetz et Buda. Mais le patriarche, comme représentant de la nation serbe, refusa de l'accepter parce qu'il se présentait comme chef d'une Église roumaine. Et on opposait aussi le même argument au vieil évêque de Boucovine, Eugène Hacman; le commissaire impérial lui-même fut enfin gagné à ce point de vue. Le patriarche déclarait que « l'Empereur est maître de son corps, mais pas de sa conscience », et qu'il « ne consacrera jamais des évêques que Sa Majesté nommerait sans son assentiment à lui » [2]. Une nouvelle et difficile lutte commençait ainsi.

Mais en 1854, le Consistoire n'avait pas encore été formé, et le gouvernement invitait Şaguna à présenter un projet dans ce sens [3]. Pendant cette année et la suivante, l'évêque demandait cependant, comme condition première et indispensable, de fixer les rapports entre l'État et son Église, qui reviendrait à son ancienne forme historique de métropolie. Il se plaignait que l'Église rivale cherche, non sans l'assentiment de Vienne, à lui arracher ses fidèles. En 1855, il pré-

[1] *Ibid.*, pp. 71 (renvoi au *Magazinul Istoric*, III, qui est erroné) 76, note 1. Lorsque Şuluțiu se trouvait à Vienne, comme candidat, il montrait à Şaguna que si celui-ci pouvait passer à l'Union, ce serait lui qu'on nommerait métropolite d'Alba-Julia, *ibid.*, p. 75. Laurian avait rêvé, en 1848, d'une union de l'Église roumaine avec les deux évêques du Banat, l'un d'Arad, l'autre d'Orade, un évêque à Maramureş, deux en Transylvanie, à côté de celui de Cernăuți; Friedenfels, ouvr, cité, II, p. 42, note. Cf. aussi la lettre de Jean Maiorescu adressée à Şuluțiu, dans la revue *Arhiva someşană*, 1939, n° 1.

[2] Puşcariu, ouvr. cité, p. 100 et suiv.

[3] *Ibid.*, p. 116 et suiv.

www.dacoromanica.ro

sentait de nouveau tout un programme d'organisation qu'on négligea [1], à cause de l'inimitié permanente du ministre Thun [2], et malgré l'intervention amicale du gouverneur de Transylvanie, Schwarzenberg [3]. Ce n'est qu'en 1860, lorsqu'au sud des Carpathes, l'Autriche, abandonnant les territoires qu'elle avait espéré pouvoir annexer, avait dû aussi admettre douloureusement la nouvelle formation unie des Principautés, que Şaguna s'adressa de nouveau à l'Empereur pour ce qu'il appelait « les droits » de son Église, humiliée et méprisée. Il pensait maintenant à un organisme plus large que celui des uniates, contenant aussi le diocèse de Boucovine, et celui qu'on fonderait dans le Banat; et, dans ce but, il s'adjoignit, pour l'intervention auprès de l'Empereur, André Mocioni et le baron Nicolas Petrino, un parent des Hurmuzachi.

Alors, pour que le mécontentement de la majorité des Roumains de Transylvanie ne gagne pas ceux des Principautés-Unies, pris d'un grand enthousiasme national, François-Joseph, qui venait d'être battu en Italie, — qu'il perdit pour la plus grande partie, — appela à Vienne aussi Hacman et l'évêque de Dalmatie, déclarant qu'il n'était pas opposé à remplir les désirs manifestés depuis longtemps par son fidèle conseiller, mais qu'il lui fallait tout de même une décision venant de l'Église. Un grand synode transylvain, comprenant aussi des laïcs, avait consacré l'autonomie enfin obtenue [4].

Dans le Sénat international autrichien, créé pendant cette année, qu'on nommait « le Conseil impérial renforcé » *(verstärkt)* en mai, on rencontre Şaguna avec ses associés, André Mocioni et Nicolas Petrino. Le premier s'occupe des droits de la langue, de la représentation de son Église à Vienne, de ses revenus, demandant aussi une sorte de diète d'Église et une conférence de tous les Roumains de la Monarchie, mais sans s'occuper de la situation très discutée de la Boucovine, ni de ce que l'on appelait le fonds religionnaire qui comprenait les biens de l'Église roumaine en Boucovine.

[1] *Ibid.*, p. 122 et suiv.
[2] *Ibid.*, pp. 65—67.
[3] *Ibid.*, p. 155 et suiv.
[4] Voy. le Compte rendu imprimé des séances de ce mémorable synode.

www.dacoromanica.ro

Même l'évêque, cependant si respecté dans les cercles viennois, ne réussit pas complètement: cette fois encore, on ne créa pas la métropolie qu'il avait désirée. Ceci bien qu'il eût pu être aidé par des personnes aussi influentes à Vienne que ce fils de Hagi-Constantin Pop, le marchand de Vienne, devenu maintenant le baron B. Popp, directeur de la Banque nationale autrichienne, et par le riche banquier d'origine macédonienne, Sina [1]. A d'autres résistances, qu'on peut chercher aussi dans les cercles catholiques et serbes — alors que Şuluţiu, dans la joie de son triomphe, appelait à l'Union, au nom de l'ancienne Rome, tous les Roumains sujets de l'Autriche et même ceux des Principautés et de Macédoine, et Şaguna était invité par le même ministre des Cultes, Thun, à penser à certains liens qu'il pourrait avoir avec le Siège pontifical — s'ajouta la vanité de Hacman qui voulait, lui aussi, être métropolite, fût-ce même avec un seul suffragant, aussi loin que celui de Zara, en Dalmatie.

Désirant conserver tout le pouvoir entre ses mains, l'évêque de Boucovine ne cherchait pas même à assimiler son diocèse à celui de Transylvanie dans sa formation intérieure, lui donnant une base nationale et populaire, avec un synode [2]. Şaguna intervint alors auprès de Georges Hurmuzachi — il n'avait pas pu trouver son frère Eudoxe, l'historien — dans les formes les plus aimables à l'égard de « son frère » de Cernăuţi, et ce correspondant laïque de l'évêque de Sibiu assura qu'on ne laisserait pas non plus, en Boucovine, se perdre « l'autonomie reconnue de l'Église roumaine », ajoutant: « nous, les chrétiens *laïcs* de Boucovine, nous n'avons perdu et ne perdrons jamais conscience de la dignité de notre

[1] Puşcariu, ouvr. cité, p. 189, n° 14.

[2] Les débats ont été publiés dans la brochure *Dorinţile ale clerului drept credincios a Bucovinei*. Şaguna lui opposa son point de vue dans son journal *Le Télégraphe roumain* et dans une publication spéciale. Voy. aussi Puşcariu, ouvr. cité, p. 188, n° 13. Plus tard, Hacman, qui avait donné à l'empereur, sur son fonds religionnaire, plus d'un million pour l'Église apostolique de Jérusalem, contribua avec trois florins (!) pour l'Église métropolitaine orthodoxe de Sibiiu; *ibid.*, p. 80, note 2. L'évêque Gherasim Ratz d'Arad voulait, lui aussi, une métropolie séparée pour lui; *ibid.*, pp. 76—77.

www.dacoromanica.ro

Église ». Il se plaignait que Hacman, uni à l'archimandrite Théophile Bendela, refusât toute admission des laïcs, entendant se borner aux prêtres et à quelques professeurs de théologie pour son synode. Dans la proposition faite par cet autre évêque, on demandait aussi deux évêques suffragants dans la Boucovine même (!) — bien que la Boucovine soit large comme trois districts —, et l'élection du métropolite futur, sans doute dans un synode mixte, mais sur une liste de trois noms, l'Empereur devant désigner celui qui lui serait agréable; le synode lui-même devait être réuni à Vienne, sous la garde d'un commissaire impérial. Cette proposition fut lue en *allemand* à un synode formé uniquement de prêtres, et ceux qui refusèrent d'y apposer leur signature furent insultés dans cette assemblée même. C'est en vain que Georges Hurmuzachi exprimait clairement, en février 1861, le désir des Roumains de Boucovine de former un seul corps ecclésiastique et national avec les Transylvains: « Je sais seulement ceci, moi, mes frères et mes amis: il n'y a pas d'autre espoir ni d'autre salut pour l'Église de notre Boucovine, que la soumission de notre évêché à une métropolie roumaine orthodoxe qui, d'après notre opinion, peut être seulement en Transylvanie, et dont le siège peut être occupé seulement par votre Sainteté pour le bien et le salut de l'Église roumaine orthodoxe » [1].

Şaguna découvrit facilement le motif de cette action séparatiste, pareille à celle de quelques Moldaves après l'union politique de 1859. Les chefs de l'Église boucovinienne « restent bornés à ces connaissances qu'ils ont entendues et apprises dans des écoles de religion étrangère... Le clergé de Boucovine est élevé sous un gouvernement absolutiste... il ne lit pas nos journaux, il ne vit pas dans et avec son élément national, mais passe son temps dans et avec l'élément étranger ».

La tentative de changer les convictions de l'évêque de Cernăuți fut vaine: il déclara ouvertement qu'il se croyait obligé « de fondre et de renforcer le lien d'amour et de fraternité

[1] *Ibid.*, pp. 184—185.

www.dacoromanica.ro

entre les Slaves », — ce qui signifiait les Ruthènes — « et les Roumains orthodoxes »[1]. En échange, André Mocioni déclara, au commencement de l'année 1862, qu'après la mort du patriarche serbe Rayatchitch, qui avait été un ennemi, le moment était venu de procéder à l'exigence d'une métropolie orthodoxe pour *tous les Roumains*. Mettant en mouvement ses amis de Lugoj, il proposa de former une députation pour travailler à Vienne avec le concours d'Eudoxe Hurmuzachi, — si bien vu dans cette capitale où il était employé à la traduction des lois en roumain, — en même temps qu'il rassemblait hâtivement des documents concernant les Roumains, dans les archives impériales, et à côté de Petrino et de son gendre Vasilco, une députation qui comprenait trois Transylvains, trois Banatiens, trois membres de l'évêché d'Arad et aussi du Bihor, et des Boucoviniens[2].

Şaguna appela pour une « consultation » l'évêque d'Arad et un certain nombre de représentants des diocèses de Timişoara et de Vârşeţ. *On aboutit à la décision de se séparer des Serbes*, en ne participant pas à l'élection du nouveau patriarche. Renonçant aux Boucoviniens, Şaguna proposa à Mocioni de conduire une députation de onze personnes, qui demanderait le rétablissement de la métropolie par « un congrès d'ecclésiastiques roumains de tous les diocèses où se trouvent des Roumains », pour faire toutes les formes de la séparation nationale[3]. Pour le moment, comme il croyait qu'il valait mieux que les députations des différentes régions viennent tour à tour, et parmi ces régions il comptait aussi le district d'Orade[4], Mocioni, plus radical et encore plus décidé, était d'avis que « lorsque nous, Roumains du Banat, d'Arad, du Bihor et de la Boucovine, nous nous réunirons,

[1] *Ibid.*, pp. 187—188.

[2] *Ibid.*, pp. 189—191. On cherchait à donner à Timişoara, pleine de Roumains, une direction intellectuelle.

[3] *Ibid.*, pp. 193—195.

[4] *Ibid.*, pp. 194—195. Cf. aussi Aurel E. Peteanu, *Din galeria marilor dispăruţi ai Banatului. I. Alexandru de Mocsonyi*, Lugoj, 1934.

www.dacoromanica.ro

nous formerons une seule députation et nous nous mettrons sous la direction de l'évêque d'Arad »[1]. Şaguna céda[2].

Sur cette base, Mocioni prépara son action, appelant à lui ces « représentants de toutes les régions habitées par des Roumains », sans oublier les garde-frontières comme facteurs distincts[3].

L'adresse de cette députation fut faite sur la base des décisions du synode de 1860. Mais, cette fois encore, on prévoyait, pour le futur congrès de quarante prêtres et soixante laïcs, la participation de la Boucovine. Car les Hurmuzachi avaient réalisé le miracle de vaincre Hacman, bien que celui-ci eût conservé ses réserves et continué à suivre son but égoïste. En effet, l'acte est signé, non seulement par l'évêque d'Arad, Procopius Ivacicovici, mais aussi par l'archimandrite et le vicaire général de la Boucovine, Bendela, par Eudoxe de Hurmuzachi[4], par Nicolas de Buchental, et par Nicolas Vasilco, pour cette Boucovine; et c'est seulement ensuite que viennent les délégués des régions extérieures: les deux Mocioni, le magnat influent Emmanuel Gojdu, comme « plénipotentiaire de plusieurs communes du comté de Crasna », le fonctionnaire fiscal de Lugoj, Philippe Pascu, l'autre envoyé de cette même ville, Constantin Codrea, marchand, le jeune avocat, Vincent Babeş, qui signait « secrétaire césaro-royal de la Cour », pour « les communes du comté d'Orade », Grégoire Popovici, notaire à Arad, le protopope de Braşov, Jean Popazu, dont la sœur était la femme de Jean Maiorescu, Demètre Moldovanu, lui aussi conseiller impérial, Nicolas Popea, protosyncelle et intime de Şaguna, Şerban qui signait « Servian » Popoviciu, autre conseiller impérial retraité[5]. *On arriva si loin dans cette grande oeuvre nationale, digne d'être placée à côté de l'Union des Principautés*, que, par le moyen d'André Mocioni, Şuluţiu lui-même, mé-

[1] Puşcariu, ouvr. cité, p. 195, n° 21.

[2] N° suivant.

[3] Furent élus pour la députation: Antoine, frère de Mocsonyi, Udrea de Lugoj et Radulovici de Biserica Albă; *ibid.*, pp. 198—199.

[4] Ses rapports avec lui; *ibid.*, pp. 205—207.

[5] *Ibid.*, pp. 200—205.

www.dacoromanica.ro

tropolite uniate, jadis un adversaire, mit à la disposition des Roumains orthodoxes des documents à l'appui de la cause que défendait Şaguna [1].

Du reste, dès 1850, Démètre Sturdza, qui était à cette époque simple étudiant à Bonn, proposait dans la « Feuille pour la Raison, le Cœur et la Littérature » une société panroumaine de culture et de développement de la langue littéraire, dans laquelle entreraient Cipariu, le chanoine Alexi, Florian Aaron, Bariţ, Laurian, Jean Maiorescu, Pumnul, André Şandor, le docteur Alexandre Hurmuzachi et, du côté des Roumains libres, seulement Săulescu, avec le docteur Théodore Stamate de Jassy, et recommandait que l'assemblée, pour les discussions sur la langue, soit réunie dans la résidence uniate de Blaj, soumise à l'influence de Cipariu [2].

Lorsque la nouvelle constitution autrichienne, prévoyant des diétes provinciales, eut été décrétée, les deux Églises roumaines craignirent que la Transylvanie fût de nouveau réunie à la Hongrie, ainsi que le désirait le commissaire impérial de la province, Kemeny, — et Şaguna préparait déjà une grande députation pour aller protester à Vienne. On admit seulement une délégation restreinte et, dans ce but, l'évêque de Sibiiu tendit la main à Şuluţiu, qui, allant chez l'empereur en compagnie d'un Popescu et de nombreux orthodoxes, venait demander aussi un chancelier roumain [3]. La réponse de l'empereur remplit cependant d'amertume son inébranlable fidèle.

Sur la base de ces mécontentements se tint, en janvier 1861, « le congrès national roumain », dirigé par le Comité national roumain, avec soixante notables, tous revêtus du costume roumain et portant des drapeaux. Şuluţiu commença par rejeter l'idée de l'Union avec les pays libres, dans une « Daco-Roumanie ». Mais on arriva à la déclaration que, tout en approuvant l'action des métropolites, les Roumains déclaraient dans les cadres de la Monarchie leur existence comme

[1] *Ibid.*, p. 207, n° 30.

[2] Iorga, dans *Prinos Sturdza*, p. 78, note 1.

[3] Á l'Assemblée convoquée à Alba-Julia, furent invités huit Roumains à côté de vingt-quatre Hongrois et huit Saxons.

www.dacoromanica.ro

nation politique indépendante. La protestation se dressait contre l'injustice qu'on leur faisait dans la répartition des fonctions, contre le manque d'une représentation suffisante à Vienne [1], contre le fait qu'on ne les reconnaîssait pas comme nation, contre le régime électoral censitaire qui leur était défavorable. On parla même d'un congrès général roumain. Lançant l'anathème contre quiconque romprait ce lien national par-dessus les confessions, on refusait la participation à la diète de Hongrie.

En février cependant, la conférence transylvaine pour les élections à la diète impériale passa par-dessus ces réclamations roumaines.

Ceci bien que, dans un grand discours prononcé en roumain [2], Şuluţiu ait présenté, d'une façon historique, le droit des Roumains, déclarant qu'il n'acceptait pas l'union avec la Hongrie, que l'Empereur lui-même ne voulait pas admettre, démontrant que les lois de 1848, dont les Hongrois étaient si fiers comme étant des lois libérales, ne concernent que les individus et non pas la nation, et qu'on demande aux Roumains un cens trop élevé; *la nation roumaine doit être la quatrième reconnue* [3].

Vienne répondit à cet appui en donnant aux Roumains une meilleure place dans les fonctions, et les nouveaux dignitaires parurent portant le bonnet de Michel-le-Brave [4]. Le roumain devint langue officielle dans les districts de Năsăud et de Făgăraş, où on nomma préfet le fervent nationaliste, Jean Codru Drăguşanu, l'auteur des belles lettres du « Pèlerin transylvain » [5]. Et l'Assemblée de Cluj de toutes les nations transylvaines admit le droit de la langue roumaine, et recommanda que les autres assemblées y consentissent elles aussi. Du côté roumain, on demanda l'entrée des prê-

[1] Voy. Mester Miklós, *Az autonom Erdély és a Román nemzetiségi követelések az 1863—1864-évi Nagyszebeni gyülésen*, Budapest 1936. Cf. le résumé de M-elle Olga Fosztó, dans *Rev. Ist.* de 1939.

[2] Mester, ouvr. cité, pp. 85—113.

[3] Les Saxons admettaient l'Union.

[4] Voy. des images dans *Arhiva Someşană* de 1938.

[5] La deuxième édition revue par C. Onciu, Vălenii-de-Munte.

www.dacoromanica.ro

Fig. 7. — La métropolite Alex. Sterca Şuluţiu.

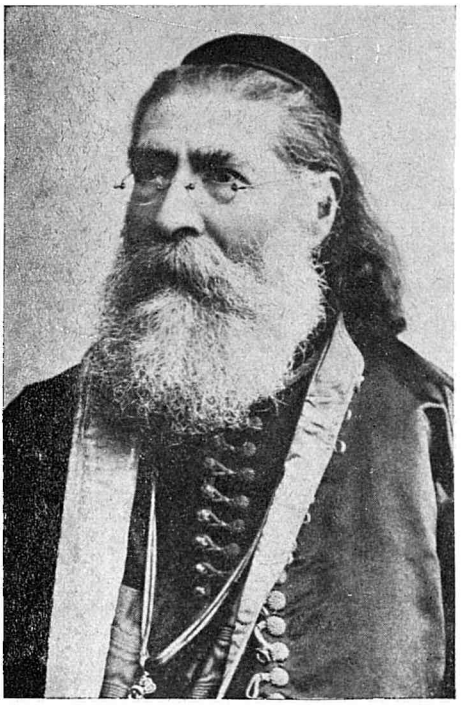


Fig. 8. — Nicolas Popea, évéque de Caransebeş.

www.dacoromanica.ro

tres dans la nouvelle vie politique. Une résistance saxonne se produisit aussitôt, et Şaguna lui-même se trouva devant le baron Salmen. Dans la diète locale prévue pour le mois de novembre pour organiser le pays, les Saxons s'opposeront, de la même façon inébranlable, aux vœux des Roumains.

Dans cette diète de 1863, pour laquelle avaient voté les Roumains âgés de vingt-quatre ans et ayant un cens de huit florins, de sorte qu'ils avaient le même nombre de vingt-six députés que les Hongrois, contre trente-deux pour les Saxons, — ce qui força les Hongrois à s'abstenir — on demanda l'égalité parfaite. Şaguna était maintenant en opposition avec les trois membres roumains du gouvernement de Transylvanie qui déniaient certains droits à l'empereur parce qu'il était « le roi non encore couronné », et il agissait de façon qu'une délégation aille à Vienne porter le programme intégral.

Bien que le Congrès roumain se fût réuni de nouveau en avril, il ne put obtenir plus que cela, par cette députation à Vienne. Il n'y eut aucun changement au cours de la longue diète transylvaine qui dura deux ans [1]. La lutte devait être transportée sur un autre terrain.

L'apaisement confessionnel — autant qu'on l'avait, car Şaguna suspectait Şuluţiu d'aider « les machinations des Jésuites » contre la métropolie de Sibiu [2] — *entre les deux Églises, celle favorisée et celle qui était encore en lutte pour ses droits, — avait été fait, en 1861, au nom de la culture nationale commune.* Comme en 1848, pour affirmer l'existence politique de la nation, les deux chefs d'Église se réunirent pour demander qu'on leur permît la convocation d'une assemblée, sans différence de confession, qui établirait les conditions d'une « *Association transylvaine* pour la littérature roumaine et la culture du peuple roumain ». Cette fois aussi, il avait fallu vaincre la résistance opiniâtre du gouvernement. On avait

[1] Détails dans Mester, ouvr. cité.

[2] Puşcariu, ouvr. cité, p. 207, n° 31. Il aurait désiré que, de même qu'eux, orthodoxes, cherchent à se détacher des Serbes, les uniates fussent plus autonomes envers les catholiques; *Conv. Lit.*, XXXIII, n° 7. Cf. aussi le journal de Şaguna, dans Ilar. Puşcariu, *Documente pentru limbă şi istorie*, I.

www.dacoromanica.ro

établi, pour les membres, une contribution si minime que tout le peuple pouvait participer à cette grande œuvre nationale.

La première séance, riche en dons, ceux des évêques en tête, fut tenue en novembre du nouveau style de cette année, et le président en fut Şaguna, comme le plus lettré des deux prélats, et comme principal facteur d'initiative, Cipariu vice-président. Et on répondait au geste prôné en 1850 par le jeune Sturdza par le fait que, à côté des Transylvains des Principautés, Bărnuțiu, Florian Aaron, Bojinca, Laurian, Jean Maiorescu, Papiu Ilarian, Pumnul, le docteur Alexandre Théodori de Roman, Pierre Suciu, qui était maintenant à Jassy, Fontaninu, professeur à Craiova, et du Boucovinien Eudoxe Hurmuzachi, on élira les patrons dans le pays libre: Scarlat Rosetti, le disciple reconnaissant de Georges Lazăr, le riche Brâncoveanu et, comme archéologue, Mavros, en dehors des deux prélats érudits qui étaient les frères Scriban [1]. Les orthodoxes collaborèrent aussi avec les uniates dans l'Association pour les écoles de ce Maramureș si opprimé par l'étranger.

Şuluțiu affirmait que si « le sort ou les ennemis, — car certainement ce n'est pas Dieu — ont voulu que les Roumains fussent divisés en deux confessions, toutefois ils sont une chair, un sang, un corps, une nation roumaine. Dans notre cœur, comme dans le cœur de toutes les nations, pour leur propre intérêt, logent l'impulsion et le sens si naturel qui demandent que nous aimions nos frères roumains des Principautés danubiennes ou de toute autre région du monde et que nous leur souhaitions tout le bien et tout le bonheur possibles » [2].

La question de la métropolie que Şaguna continuait à considérer comme comprenant les Boucoviniens, traîna jusqu'en 1864 [3]. On arrivait de nouveau, peu à peu, à l'idée des évêchés suffragants: à Arad et en Boucovine, ceux qui

[1] Voy. *Actele privitoare la urzirea şi înfiinţarea Asociaţiunii*, Sibiu, 1862; Bariţiu, *Părţi alese din istoria Transilvaniei*, III; Iorga, dans *Prinos D. A. Sturdza*.

[2] *Protocolul şedinţelor conferinţei uaţionale româneşti dela Sibin*, p. 63.

[3] Puşcariu, ouvr. cité, p. 208 et suiv.

www.dacoromanica.ro

existaient, à Caransebeş, Timişoara et Cluj, qui devaient être créés [1]. On craignait que la future métropole, qui devait être fondée, ne s'arrête pas aux frontières de la Transylvanie [2]; aussi on maintenait le point concernant la Boucovine. Au congrès [de Carlowitz] pour l'élection du nouveau patriarche, les représentants roumains, élus seulement où il était nécessaire de faire une démonstration contre la minorité serbe, déclarèrent, André Mocioni et Babeş en tête, qu'ils ne pouvaient pas participer à un travail ne concernant pas leur nation [3]. Babeş l'annonça par un discours calme mais décidé. Quant à Şaguna, il justifia son absence par les devoirs qu'il devait remplir dans son diocèse [4]. Hacman était cependant présent et, dans sa situation, que Babeş qualifie de «ridicule», il demandait de nouveau, en dépit de la protestation de ceux qui réclamaient la réunion préalable d'un synode contenant aussi des laïcs, et l'Union avec la Transylvanie (août-septembre) [5], par un mémoire érudit et étendu, aussi long qu'un livre, sa métropolie séparée, fût-ce même sans aucun suffragant. Il déclarait que son Église ne pouvait se confondre avec aucune Église nationale serbe ou roumaine, étant donné le caractère ethnique de ses fidèles!

Ainsi, de l'esprit étroit de cet homme sans horizon, et sans compréhension de sa vraie mission, ne résulta, par la décision impériale du 24 décembre, à la veille du Noël catholique de cette année de lutte dramatique pour le droit roumain, 1864, que la création d'une «métropole indépendante, coordonnée avec celle des Serbes», que «l'Église épiscopale de Transylvanie soit élevée à la dignité métropolitaine», et cette situation était confiée à Şaguna. L'acte autographe de l'empereur fut rédigé en allemand et en roumain [6].

---

[1] *Ibid.*, p. 213.
[2] *Ibid.*, pp. 218—221.
[3] *Ibid.*, p. 222 et suiv.
[4] *Ibid.*, p. 248 et suiv.
[5] *Ibid.*, p. 295 et suiv.
[6] *Ibid.*, p. 305 et suiv. Pour l'élection, voir Eusebiu Roşca, *Monografia Mitropoliei ort. rom. a Ardealului, începând de la repausarea Arhiep. Mitropolit Andrei, baron de Şaguna*, Sibiu, 1937, p. 21 et suiv.

www.dacoromanica.ro

Lorsque, — à cause de cette situation « coordonnée », — on demanda aux Roumains de participer au congrès de Carlovitz en 1865, Şăguna fut d'avis qu'une députation aille d'abord à Vienne pour remercier l'Empereur, ce qui fut fait. Lorsqu'enfin il parut au congrès, tenant des séances séparées avec les délégués roumains pour fixer les conditions de la séparation, on vit aussitôt combien peu amicale était l'attitude des Serbes pour le partage des fonds et des couvents (ceux de Hodoş, Bezdin, Saint-Georges, Mesiciu, laissant aux Serbes trois autres).

Pour la place d'évêque à Caransebeş, Popazu, qui avait fait des études à Vienne, se présenta, ainsi que Popea, qui était tout aussi bien préparé, et le protosyncelle Miron Roman, né dans le Bihor, qui avait fait ses études seulement à Orade et à Arad; le premier, Popazu, fut élu.

Cette organisation définitive de la forme de l'Église, la seule qui fut possible, en dépit du projet de former un duché, un Banat des Roumains soumis à l'empereur d'Autriche, était établi, à la veille du moment où les Roumains du Sud et de l'est des Carpathes devaient obtenir, au prix de tous les sacrifices, la dynastie et l'indépendance de fait.

Mais l'acte de cession de François-Joseph effectué par les conseils de Déak et d'Andrássy pour refaire le royaume de Hongrie, qui était « coordonné à l'Empire autrichien », abandonna aux Hongrois, qui menaçaient de révolution, toutes les nations à l'est de la Leitha; ceci posait la question des Roumains sur un autre plan: celui de leur participation forcée aux diètes de Budapest.

Après la chute du régime Schmerling, — cette nouvelle tentative de refaire la Monarchie, qui paraissait en pleine décomposition, — on convoqua une diète transylvaine sur la base fixée par la révolution de 1848, dont « la loi d'Union » devait être seulement « révisée ».

Aussitôt se forma une opposition roumaine, avec Bariţ Murăşan et Popp, président de la Cour de Cassation; mais Şaguna n'était plus disposé à soutenir des mouvements conduits par d'autres, avec lesquels il devait collaborer sur une

www.dacoromanica.ro

autre ligne que celle, si lente, des chancelleries et des amitiés, qui l'avait mené, dans la question de l'Église nationale, jusqu'au but.

Dans cette diète, que les Roumains considéraient comme « illégale », — en tenant compte du grand procès constitutionnel qui avait fait s'effondrer les bases médiévales, celles de la prédominance « des nations de l'ancien régime », — les Roumains étaient représentés par les deux évêques qui crurent pouvoir participer aux séances, bien qu'ils aient prévu que les débats seraient fanatiques et intolérants, à cause de la présence des fonctionnaires de toutes catégories du régime absolutiste, par quelques intellectuels nommés, et à peine par une douzaine de membres élus. En général, il y avait un monde auquel le métropolite orthodoxe, maintenant d'âge mûr, n'était pas habitué: à côté d'Antoine Mocioni et de Babeş, de Gojdu, Joseph Hodoş, Elie Măcelariu, Aloise Vlad, Sigismond Pap [1], se trouvaient Jean Ardulian, Alexandre Lazăr, Jean Puşcariu, Popp de Grid, Siméon et Jean Balomiri, Tincu, Tulbaş, Joseph Hossu, Petcu, puis Jean Boer, Ioanovici, des avocats comme Jean Raţiu et Aurel Maniu, Alexandre Bohăţel, et d'autres. Les Hongrois demandaient purement et simplement le retour à la situation qu'ils avaient créée par leur révolution, alors que les Roumains proposaient la réunion d'une autre diète avec des membres élus sur une base moderne.

Après le vote d'union de la Transylvanie à la Hongrie, l'Empereur, qui n'osa pas le rejeter, ajourna la diète, permettant cependant aux députés de Cluj de prendre part aux séances de l'assemblée de Budapest.

Pour le moment, jusqu'à l'organisation du dualisme, la jeunesse roumaine prenait part aux débats de cette diète hongroise. Au nombre de dix-neuf représentants seulement,

[1] À eux s'ajoutèrent: Vincent Bogdan, Basile Buteanu, Justin Maniu, Mihalyi de Apşa, Georges Popa, Jean Popovici Deseanu, Borlea. En 1868, quatre Mocioni et Medan, Varga, Siméon et Grégoire Popa, Alexandre Roman, Végsö, Faur, Démètre Ionescu, qui se constituèrent en « club central » avec les autres nationalités; I. Puşcariu, *Notiţe*, pp. 122—123. Là, on se perdait entre Slaves.

www.dacoromanica.ro

dans une Assemblée de trois cent quatre-vingt sept membres, ils s'organisèrent en une « conférence », un « club » sans solidarité et sans influence. Le milieu hongrois, la familiarité expansive de leurs collègues magyars les avaient sans cesse influencés. Là se forma aussi l'idée de l'État « fédéraliste », qui donna son nom à l'organe de presse roumain paru à Budapest, la « Fédération ». Au milieu des rires et des insultes, on passait d'une concession à l'autre, s'éloignant de la seule base nationale: Gojdu déclarait que « sur le globe, il n'y a pas de meilleur Roumain ni de meilleur patriote magyar que lui », et, « si le Magyar périt aujourd'hui, demain le Roumain périra aussi ». Seul Joseph Hodoș déclarait ne pas admettre la Constitution de 1848, mais vouloir une Transylvanie « entière » et « indépendante » jusqu'à la Tisza.

Le conventicule roumain du mois d'août 1866, avant l'établissement du dualisme, avait compté parmi ses membres, Şaguna qui insistait pour qu'on le laissât travailler, lui seul, par ses propres méthodes.

Mais Bariț se réunit au jeune Rațiu pour rédiger un mémorandum qui ne pouvait donner aucun résultat, étant donné le manque de passé et de prestige, de valeur représentative de Rațiu qui le présenta seul. On lui répondit: « que Sa Majesté n'a pas voulu disposer quelque chose sur la base de cette pétition ». À une autre pétition présentée au nom de 1.493 « électeurs roumains », on répondit par une simple note élogieuse pour leur fidélité, ajoutant que « les demandes des Roumains seront prises en considération ».

Ainsi la guerre, perdue par l'Empereur en 1866, l'avait amené jusqu'à la dernière limite des concessions envers les Hongrois, très satisfait de trouver, au moins parmi eux, des personnes disposées à le servir, après la disparition du caractère unitaire de la Monarchie.

Şaguna, qui pouvait craindre pour le sort de son Église, envers laquelle devaient être prises certaines décisions, cela sous un nouveau régime, et qui dut affronter une nouvelle attaque de Şuluțiu — qui déclarait que son rival s'était montré in-

www.dacoromanica.ro

fidèle envers sa nation [1] — croyait que, du moment que l'Empereur a accepté une nouvelle forme constitutionnelle, il faut combattre dans ses cadres, bons ou mauvais. La majorité en décida cependant autrement; une résolution formelle fut prise dans ce sens à la conférence de Miercurea, en 1869. Le métropolite n'avait pas d'autre ressource que de travailler au milieu de sa seule Église, lui confiant du reste, dans le synode de 1868, le sort de cette création due à son intelligence et à son énergie [2]. Il s'appuyait dans ces assemblées sur le « Statut Organique » qu'il avait élaboré et qui ne fut accepté par l'Empereur, avec des modifications, qu'en 1869, devant fonctionner en 1870 avec tout un système d'élections populaires, d'où sortait le métropolite lui-même, avec un « Sénat » pour l'Église, l'enseignement et les fondations, avec un congrès annuel de quatre-vingt-dix membres, employant et cultivant la langue roumaine, le métropolite paraissant comme un vrai président de république au milieu des élus de son État. Pendant ce temps, les députés qui se faisaient photographier en groupe, portant des costumes de parade, avec des brandebourgs qui rivalisaient avec ceux des Hongrois, continuaient à Budapest, ordinairement, des discussions de métaphysique politique à chaque loi qui ne les concernait pas au point de vue national, et ils employaient les traditions inébranlables de l'école juridique hongroise. Et lorsque Elie Măcelariu voulut commencer à parler en roumain, — car les autres se contentaient d'affirmer théoriquement ce droit, — il fut rappelé à l'ordre par les cris de la majorité de l'Assemblée, et on obtint un ordre impérial pour qu'une telle chose ne se répète plus. C'est en vain que l'orateur s'écria, cette fois en hongrois, que, d'après son opinion « sans l'emploi de la langue maternelle, la patrie et la nationalité ne sont qu'une illusion », et au moment où arrivait l'ordre impérial: « Oui, mais le souvenir de ce droit n'en est pas éliminé du cœur de la nation roumaine ». A la discussion de la loi de séparation avec les Serbes, le ministre Eötvös

[1] Puşcariu, ouvr. cité.

[2] Lupaş, *Mitropolitul Andrei Şaguna*, 2-ème éd., p. 284 et suiv.

www.dacoromanica.ro

trouva l'occasion de détacher de la métropolie roumaine non seulement les Grecs de Braşov et de Budapest, mais aussi tout le groupe macédonien, d'une si grande valeur pour la nation, qui vivait dans la capitale de la Hongrie [1].

Les députés essayèrent seulement des définitions qui n'englobaient pas les Roumains dans cette « nation magyare » qui, d'après la conception de Deak [2], devait comprendre tous les citoyens vivant sous la couronne de Saint-Étienne et, sur ce point, l'esprit minutieux de Babeş se rapprochait de la morgue aristocratique de Gojdu. À l'encontre d'Aloys Vlad, qui se faisait appeler, avec un orgueil de noble, « de Săliște », seul Alexandre Mocioni eut le courage de se lever contre la notion acceptée par la totalité des députés hongrois en ce qui concerne le sens du mot nation: « Je crois, d'après ma modeste opinion, qu'il est incorrect que la totalité de cette nation » — politique — « porte le nom génétique d'une nation qui se trouve en minorité ». Et Hodoş faisait observer, quand on opposa aux Roumains la situation sans droits nationaux pour les Hongrois catholiques qui se trouvent en Moldavie, que ces derniers sont des colons d'une époque récente, tandis que les Roumains de Transylvanie sont d'anciens indigènes sur leurs terres. Alors qu'on rappelait aux Roumains, et comme un péché, leur revendication de droits sur le Champ de la Liberté, Alexandre Roman, défendant Şuluţiu, qui était menacé d'être remplacé à la veille de sa mort, par un coadjuteur, à cause de son attitude radicale, évoquait les milliers de Roumains tombés alors pour le souverain. Lorsqu'on ajouta au dossier des péchés roumains le nom de Horea, parmi les députés roumains quelqu'un se trouva pour dire que: « Horea a combattu pour la justice... si vous voulez des exemples de cruauté, allez les chercher dans votre nation, et ne les mettez pas sur le dos des autres ».

Lorsqu'il fut question de certains projets d'une importance capitale pour les Roumains, on entendit la même voix que ne pouvait rendre muette aucune considération d'oppor-

[1] I. Puşcariu, *Notiţe*, pp. 121—122, 147 et suiv.

[2] Négociations avec les députés roumains, *ibid.*, pp. 110—113, 127—128, note 2.

www.dacoromanica.ro

tunité, et aucune influence de milieu. Ainsi lorsqu'on traita de l'enseignement, Hodoș déclara qu' « il n'est pas nécessaire d'apprendre la langue magyare, mais la langue de la nation qui est là en majorité ». À l'occasion de la présentation de cette loi des nationalités, promise et depuis longtemps retardée, les Roumains s'en tinrent à leur proposition de 1866: « En Hongrie, les habitants magyars constituent la nation magyare, les habitants roumains la nation roumaine, les habitants slovaques la nation slovaque, les habitants serbes la nation serbe, les habitants allemands la nation allemande, et les habitants ruthènes la nation ruthène ». L'historien Hunfalvy-Hundsdorfer se permit de comparer ces anciens habitants, détenteurs d'une culture populaire originale, et qui ont donné à l'État magyar tant de personnalités dirigeantes, aux Peaux Rouges, qui ont dû s'incliner devant la civilisation anglaise ou accepter d'être détruits.

Au cours de cette même diète du couronnement, Elie Măcelariu enfin s'exprima ainsi: « Nous ne sommes pas venus ici pour gagner notre pain, comme on le croit dans certains hauts cercles, mais pour prouver aux nations soeurs que nous ne voulons perdre aucune occasion de vivre avec elles dans une entente paisible et bonne ».

Pour soutenir la lutte, le journal qui aurait réuni tous ces représentants si peu nombreux de la nation, faisait défaut. D'un côté, on faisait imprimer à Budapest même, dès 1860, la « Concorde », d'un autre côté un Boucovinien, Basile Grigorovița, faisait paraître à Vienne « l'Abeille ». Un journaliste de conviction et de talent n'avait pas encore surgi et, en Transylvanie, Șaguna devait se faire soutenir, contre Barit maintenant vieilli et aigri, devenu injuste envers le grand prélat, par le si jeune, mais assez hardi, Christea.

À Budapest, les journaux roumains furent du reste plus énergiques que les députés, et ils allèrent jusqu'à les sommer, en 1868, de déposer un mandat qui ne pouvait servir à rien, ce que Jean Rațiu fit tout de suite [1]. Il faut signaler aussi

[1] I. Pușcariu, *Notițe*, p. 13. On cherchait des rapports avec les autres personnalités.

www.dacoromanica.ro

que, dans cette lutte à laquelle les Roumains de Braşov, malgré leur culture et leur fortune, n'avaient pas participé, la direction était passée d'un côté aux descendants des anciens nobles roumains, qui avaient donné à la Hongrie les Hunyadi, de l'autre à quelques éléments bourgeois du Banat, mais surtout aux âmes fortes, pleines du désir de la lutte et de la fierté de leur race, qu'avait données la branche macédonienne de la nation: Şaguna, les Mocioni, Gojdu, — ce Gojdu inébranlable et plein de crainte de Dieu, large dans les dons qu'il distribuait de sa fortune acquise par le travail, parlant encore son dialecte macédonien. Il était l'ami de Déak, et disait ouvertement que celui-ci «un diac», c'est-à-dire en roumain, un secrétaire, est un Macédonien aussi, dont le vrai nom de famille est «Pescar» (Pêcheur) [1]. *Qu'il est grand le rôle que peut jouer dans un pays la noblesse historique et une bourgeoisie entreprenante et riche!*

L'absence d'une bourgeoisie roumaine était ressentie aussi en Boucovine, de nouveau menacée, n'ayant pas un chef de clergé capable de jouer le rôle de défenseur de la nation. En 1859, les Polonais, après avoir donné à Hacman un secrétaire qui, écarté pendant quelque temps, sur l'insistance des éléments nationaux, fut repris ensuite, obtinrent l'annexion de cette petite province roumaine à la Galicie [2]. Mais ensuite, les efforts de Petrino aboutirent à détacher ce duché qui de fait était un «voévodat» roumain. Cependant, les efforts faits par le groupe de boïars auquel était confiée toute la lutte ne réussirent pas à obtenir, sous la forme d'un synode mixte, la diète roumaine qu'on avait désirée. La Cour intervint, avec énergie, pour l'évêque, en 1866. Le lycée gréco-oriental de Cernăuți, créé en 1860, le lycée de Suceava, ainsi que de nombreuses écoles de village, roumaines, dûes à

[1] *Enciclopedia Română*, de Diaconovici, II, p. 589. Et sa femme était du même monde roumain des Balkans: Anastasie Pometa; la deuxième Mélanie Dumcea; sa mère Poynar de Kiraly-Drocz. D'autres Macédoniens à Budapest: Dera, Dona, Guda, Lyka, Muciu, Adsemovsky, Balo, Horvath, Mandry, Pamperi; I. Puşcariu, *Notiţe*, pp. 155, 159—160, 165 et suiv.

[2] Voy. aussi Iorga, *Ist. lit. mod.*, I, p. 49 et suiv.

www.dacoromanica.ro

Hacman, furent assujettis aussitôt à un provisorat allemand. Après la suppression dès 1851, du journal « La Boucovine », les Roumains boucoviniens, privés de leur journal, — organe aussi de l'église, — conservaient des rapports avec ceux de de Budapest et de Vienne.

Cependant, on répondit à « l'Association transylvaine » par la « Bibliothèque roumaine » créée par Zota en 1862 [1], par le cercle de lecture des frères Hurmuzachi. L'esprit éveillé dans l'école de Pumnul (mort en janvier 1867) bien que timide et gauche, sec et froid comme fils de paysan transylvain, remplissait cependant ce que ne pouvait donner aucune autre classe que celle de cette noble aristocratie dans laquelle entraient, à côté de Démètre Petrino et Jean Zota, des descendants de petits boïars moldaves, Nicolas Grigorcea, Jean Lupu, Eugénie Stârcea, Costin et d'autres, comme Alexandre Popovici et Logoteti.

Ainsi fut fondée la « Société pour la Culture et la Littérature de la nation roumaine en Bucovine », qui fut inaugurée en 1863, par Georges Hurmuzachi. Et, en 1865, commença à paraître, avec l'orthographe bizarre du mentor transylvain qu'était Pumnul, sa « Feuille ». On inaugura, ce qu'on ne rencontre pas en Transylvanie, des représentations théâtrales roumaines, faisant venir le grand acteur de la Moldavie, Mathieu Millo; mais l'évêque défendit à ses prêtres d'y assister [2]. On conservait ainsi des liens avec toute la nation.

[1] Bogdan-Duică, *Bucovina*, p. 182 et suiv.

[2] D'après I. Nistor, *Ist. Bisericii din Bucovina*, 1916, appuyé sur *Kulturhist. u. ethnographische Skizzen über die Romänen der Bucovina ;* C. Moratiu, *Părți din istoria Românilor bucovineni*, Cernăuți 1893; *Foaia soțietății ;* Iorga, *Histoire des Roumains de Boucovine à partir de l'annexion autrichienne*, et 2-ème édition de la traduction de Liliane Iorga, *Românii din Bucovina*, Bucarest, 1938.

www.dacoromanica.ro

CHAPITRE V

MISE À L'ÉPREUVE DE L'AMITIÉ AUSTRO-HONGROISE EN ROUMANIE

Les épisodes du mouvement national de Transylvanie et de Boucovine n'avaient pas pu rester sans écho dans la Roumanie libre.

En 1859, et même en 1866, quand on croyait que l'armée roumaine pourrait tenter un coup en Transylvanie où l'attendait la passion populaire, l'idée de l'unité de la nation sur laquelle s'était appuyée la propagande des hommes de 1848 dut être de nouveau très vive. À Vienne, on craignait en effet cette intervention et Cuza dit, à un certain moment, son opinion sur l'avenir autrichien [1]. Tel Bulgare assurait avoir vu une carte de « l'Empire de Dacie allant jusqu'en Macédoine avec tous les pays slaves d'au-delà du Danube » [2]. Nous avons vu que, dès le début, on avait présenté à Charles Ier, lorsqu'il était encore dans son pays natal, la carte possible d'une Roumanie plus large. Et, avant d'appeler le ministère désiré par Andrassy pour amener la réconciliation, Charles Ier avait reçu Vincent Babeș qui avait perdu son poste de juge à Budapest [3], mais Babeș n'a jamais raconté ce dont il avait discuté avec le prince de Roumanie. Nous avons vu sur quel ton libre Brătianu demandait le droit d'intervention des Roumains de la Principauté pour les au-

[1] Henry, ouvr. cité, p. 8, note 2. Les négociations avec Beust, dès les années précédentes, ont été notées dans un livre anglais commandé par Vienne dont malheureusement nous n'avons pas pu retrouver le titre.

[2] P. Constantinescu, ouvr. cité.

[3] I. Puşcariu, *Notiţe*, p. 120.

www.dacoromanica.ro

tres, s'ils sont blessés ou lésés dans leurs droits vitaux. Le prince lui-même, encouragé à se rapprocher de l'Autriche-Hongrie par son oncle, époux d'une Hohenzollern, le marquis Pepoli, qui était ambassadeur d'Italie à Vienne, lui parlait ainsi, en décembre 1869, des difficultés qu'il rencontrait sur le chemin: « Il ne dépend pas de moi d'écarter les sympathies naturelles qui existent entre les populations de même langue, d'un côté et de l'autre des montagnes. J'ai donc le droit d'attendre que le gouvernement de Hongrie, de son côté, fasse tout ce qui est juste et propice pour que deviennent sans objet les doléances de deux à trois millions de Roumains qui habitent en Transylvanie et dans le Banat. Ne considérez pas ce désir que je présente comme une prétention d'immixtion politique, j'insiste sur ce point, seulement, comme une condition principale, pour renforcer la bonne entente entre mon gouvernement et celui du royaume voisin. En tant que chef d'un gouvernement sorti d'un plébiscite, j'ai le droit de tenir compte de l'opinion publique, dans la mesure où elle a raison; une politique d'apaisement, franche et sincère, du gouvernement hongrois envers ses sujets non magyars serait pour moi le meilleur appui sur la voie que je suis prêt à suivre » [1].

Un esprit général panroumain s'était sans doute produit au moment ou l'Allemagne et l'Italie procédaient à la réalisation de leur unité nationale. Il était puissamment nourri, en disarmonie de la politique officielle, qui se butera à cet empêchement moral irréductible, par toute une littérature. Et cette littérature — en dépit de « l'européisme » rationaliste apporté d'Allemagne par les jeunes Moldaves, — d'une Allemagne où la pensée, fatiguée par la métaphysique et trop influencée par le pessimisme de Schopenhauer, n'appuyait pas la politique de Bismarck, que certains, lorsqu'il partait en lutte contre l'Autriche, auraient voulu « pendre » — s'inspirait, dans une nouvelle ondée de romantisme actif, du passé de la nation plein de suggestion pour l'unité nationale.

[1] *Aus dem Leben*, I, p. 318.

www.dacoromanica.ro

Laurian et Jean Maiorescu, celui-ci depuis 1864, étaient encore à la tête de l'enseignement roumain [1]. Papiu Ilarian, l'auteur de « L'histoire des Roumains de la Dacie Supérieure » (parue à Vienne en 1852) avait publié, en 1861, son ouvrage historique « L'Indépendance constitutionnelle de la Transylvanie »; et il éditait ses chroniques et documents étrangers qu'il avait rassemblés pendant plusieurs années, dans son « Trésor », dont le troisième volume parut en 1865. La collection n'était pas seulement d'un grand secours pour les hommes de science; les sources étaient accompagnées de traduction pour être à la disposition de tout lecteur cultivé. Ceci montrait la nécessité, pour le temps présent, de connaître le passé. Pensant à « la patrie », mais aussi au « grand édifice de la nationalité roumaine », en appelant à « ses amis de tous les pays roumains », Papiu Ilarian non seulement préparait une vaste reproduction de textes que les circonstances ne lui ont pas permis de mener à bonne fin, mais se réservait d'y ajouter des « dissertations historiques », correspondant à sa formation universitaire en Allemagne — où le prince Charles-Antoine [2] lui avait permis de travailler dans les archives — et en Italie, comme à ses études de droit aussi. Il était prêt à accepter toute collaboration et, de fait, il en eut, par des communications — celles d'Alexandre Hurmuzachi, d'Alexandre Odobescu et d'Étienne Greceanu — les traducteurs des documents étant trouvés dans la Roumanie libre. En choisissant les textes à imprimer, il cherchait ce qui pourrait fortifier l'âme des contemporains en ressuscitant les grandes figures d'un Étienne le Grand sans doute, mais aussi de Michel le Brave, et en rassemblant avec piété ce qui concernait le mouvement de Horea [3]. Il tenait compte de tout ce qui regardait la Transylvanie. Dès le début, Papiu Ilarian salua la seconde réunion à Braşov de « l'Association » transylvaine, avec une participation de quatre

[1] Moise Nicoară mourait, oublié, à Bucarest en 1861.

[2] V. K. Th. Zingeler, *Principele Carol-Anton de Hohenzollern-Sigmaringen*, trad. par Corneliu Scurtu, Bucarest 1912.

[3] Voy. aussi Iorga, *Despre adunarea şi tipărirea izvoarelor relative la istoria Românilor*, dans *Prinos Sturdza*, p. 66 et suiv.

www.dacoromanica.ro

cents personnes, un vrai congrès national, à côté d'une « exposition nationale de tout ce que l'intelligence et la main du Roumain de Transylvanie produisent de mieux et de plus beau », vainquant, dépassant ainsi de beaucoup, les modestes essais dans ce genre dans le pays libre. Il reproduisait le discours prononcé à cette occasion par Jean Pușcariu, avec tout un programme d'exploration des sources, et aussi avec le rehaussement de la vie historique des Roumains du nord des Carpathes, auxquels il attribue de très anciennes formations politiques obscures, vraies « Principautés roumaines, telles que l'ont été celles du Banat, de la Crișana, du Maramureș, du Făgăraș et de l'Amlaș, du Someș, etc. »; il poursuivait dans les villages lointains, où l'avait mené son devoir impérial, leurs descendants qui avaient conservé avec orgueil leurs parchemins. Il voyait dans les ruines de sa première patrie jusqu'à la place où avait jugé « le prince avec ses douze boïars »: « les chérubins et les séraphins paraissent accorder leurs chants liturgiques dans la chapelle princière ». Le pays de l'Olt avec « le château du prince Negru » lui apparaissait comme le point de départ de cette domination roumaine libre, allant vers le Danube. Tout un monde se présentait aux auditeurs dans les paroles enflammées du chercheur transylvain. Par une autre voie que celle qu'on avait suivie jusque là, à une époque où des nobles roumains, fiers de leur sang, participaient aux débats du parlement de Budapest, se créait, par ces constatations locales, d'un village à un autre, d'une maison à une autre, une histoire des Roumains de Transylvanie et du Banat, qui pourrait être continuée jusqu'à nos jours sur cette base. Présentant ce résultat de recherches poursuivies avec ténacité et succès [1], ce Transylvain établi à Bucarest pour une activité fiévreuse qui, quelques années plus tard, finira par lui troubler la raison, écrivait, contre un régime attaqué aussi par Pușcariu, avec des plaisanteries sur le compte des barbares venus de l'Atelkuz, ces paroles émues: « Je vous salue, fils des Carpathes,

[1] Pușcariu, *Notițe*, pp. 34—39, 44—45, 69—70 très importantes constatations sur les lieux.

www.dacoromanica.ro

vrais fils de Trajan. Vous, les plus oppressés de la nation roumaine, les plus foulés par les barbares au cours des siècles, menacés dans votre nationalité, dans votre nom et dans votre langue même, dépouillés de tous les droits, dépouillés de toute votre fortune, vous n'avez jamais désespéré, vous ne désespérerez pas: votre foi dans l'avenir, la force de votre cœur, personne n'a pu vous les ravir, et personne ni rien ne vous les raviront désormais. Vrais petits-fils de ceux dont une inscription en lettres d'or demeure: *Romanus orbis ruit, et tamen cervix nostra erecta non flectitur* »[1].

Un rapport s'établissait entre l'œuvre si soignée, d'un caractère absolument occidental, de Papiu et l'humble « Uricariu », collection patriarcale des documents du pays, qu'avait commencé à Jassy, depuis longtemps, d'abord en lettres cyrilliennes, dans le format le plus modeste, ce disciple de l'Académie Michel, qui resta toujours dans son coin pauvre et négligé, Théodore Codrescu, fondateur également d'une imprimerie. À côté, dans cette même capitale moldave abandonnée, le fils d'une princesse Callimachi, mariée contre la volonté de la famille avec le jeune officier grec Papadopol, et qui unissait, dans son nom, celui du père à celui de quatre princes de Moldavie, Alexandre Papadopol-Calimach, s'arrêtait avec un amour infini de dilettante sur plusieurs moments du passé de la Moldavie.

Sorti du nouveau clergé, un fils de prêtre de la région de Neamț, Melchisedec Ștefănescu, formé à l'école des Scribans et envoyé en Russie pour des études, en rapporta une bonne connaissance pratique de l'âme slave et, en 1869, arrivé à être êvêque de Huși, il faisait paraître une « Chronique » de son diocèse qui est, avant tout, un recueil de documents expliqués, qu'il continua ensuite, quand il fut nommé à Roman, par un autre travail du même genre.

En ce qui concerne Kogălniceanu, celui-ci, brisé par la lutte politique qu'il avait livrée sous son prince et ami Cuza, puis écarté par ceux qui avaient renversé ce trône, et pris par beaucoup de difficultés privées, ne reparaîtra comme his-

[1] I, p. 75 et suiv.

www.dacoromanica.ro

torien que plus tard, par une simple nouvelle édition — à laquelle il avait voulu ajouter aussi les chroniques valaques, — de sa publication de sources historiques.

Dans ce milieu, parut aussi un représentant génial de la Bessarabie. Ce pays, détaché du corps de la Moldavie, avait conservé, dans les tribunaux, dans les églises, à côté du russe des nouveaux maîtres, la langue ancienne de la nation. Les relations de famille n'avaient pas été rompues, et beaucoup de Moldaves, sur la rive droite du Pruth, échangeaient des lettres avec ceux qui se trouvaient au-delà du fleuve. La biographie d'un Vârnav montre comment on pouvait faire une carrière en partant de tel coin bessarabien jusqu'à Bucarest et en y revenant [1]. Les tentatives littéraires ne manquaient pas; à côté de la continuation de l'œuvre poétique de Constantin Stamate [2] et de telle satire faite à la campagne par quelques boïars aimant plaisanter, ou nourissant des rancunes [3], nous avons des grammaires, des livres de lecture. Les jeunes gens envoyés pour des études en Russie conservaient leurs sentiments envers la nation et cherchaient des rapports avec leurs frères libres.

On peut placer dans cette catégorie ce noble bessarabien, fier de sa descendance du prince Petriceicu, Alexandre, fils du poète Thadée Hâjdău, qui écrivait son nom avec une orthographe russe et polonaise. Boïar rural, érudit dans sa petite maison de campagne, à Crâstienești, dans le district de Hotin, que la domination russe et la connaissance d'une autre civilisation n'empêchaient pas de considérer l'enseignement bessarabien en rapport avec sa nation, ainsi que le montre un vibrant discours, — plein d'exemples tirés de l'histoire de Moldavie, — qu'il prononça à Hotin (en 1837),

[1] Édition Datculescu; et aussi dans la « Biblioteca pentru toți ».

[2] Voy. Euphrosine Dvoicenco, *Influența literaturii ruse asupra scriitorului C. Stamati*, Bucarest, 1933; *Rev. Ist.*, XV, pp. 232—253; XVIII, pp. 91—93.

[3] Voy. Iorga, *Boieri și răzeși în Basarabia, Însemnătatea Ținuturilor de peste Prut pentru istoria Românilor și pentru folklorul românesc*, dans *Mem. Ac. Rom.*, 2-ème série, XXXIV; *Din Ținuturile pierdute : Boieri și răzeși în Bucovina și Basarabia în cele dintâiu decenii după anexare, ibid.*, XXXV.

www.dacoromanica.ro

et que Asachi reproduisit en français, dans une de ses revues, « Le Glaneur », pleinement initié au passé de la Moldavie, il trouvait et même fabriquait des documents! Il y recueillait avec amour, des sujets pour des nouvelles historiques et avait aussi un sens pour la chanson populaire [1]. Son fils, qui avait échappé comme par miracle à la séduction d'une carrière officielle et au danger d'une dénationalisation, avait été étudiant dans une université de province russe, puis officier dans une armée où les fêtes, les aventures et les duels étaient à l'ordre du jour. Après un conflit avec un de ses supérieurs, il avait abandonné le foyer familial où le père, si doué, vivra encore pendant longtemps, pour paraître à Jassy avec un élan romantique, qui effrayait un peu un monde patriarcal et pas assez préparé pour le comprendre dans la totalité d'un esprit de connaissances encyclopédiques et d'un caprice ingouvernable. Boleslav Hâjdău était devenu Bogdan, comme le fondateur de la Moldavie et il ajoutait à son nom celui du prince Étienne Petriceicu, l'ancêtre.

Avant d'être encadré d'une façon passagère dans un enseignement supérieur, pour lequel était peu fait un caractère plein de surprises infinies, ce jeune homme, d'étrange apparence, essaya d'une vie impossible, consacrée uniquement aux études, aux découvertes dans le domaine de l'histoire, à laquelle il était lié par son propre sang. Il chercha, en 1858—1859, quand il était en quelque sorte prétendant au trône, des abonnés pour des publications périodiques qui ne pouvaient pas durer: « Romania », qui arborait tout un programme panroumain dans son titre même: la « Feuille d'histoire roumaine », où il essaya aussi un nouveau système d'orthographe (avec *ä* pour ă et â), et la « Petite feuille d'histoire et de littérature » — de littérature aussi, car ce romantique était également doué d'un talent littéraire réel, avec une propension particulière à l'ironie de l'époque, qui avait été introduite par Pouchkine et Lermontov, — et enfin la « Lumière ». Sa connaissance de toutes les langues slaves, à côté

[1] Euphrosine Dvoicenco, dans *Rev., Ist.* XVII, pp. 315—329; XX, pp. 9—11.

www.dacoromanica.ro

des langues classiques et des langues romanes, versa sur les travaux érudits de ses débuts, qui cherchaient aussi à étonner, une nouvelle lumière sur l'histoire des Roumains de partout.

Entre, d'une part, le groupe de la «Jeunesse», qui se formera bientôt des jeunes gens qui, comme Titu Maiorescu et Jacques, fils de Constantin Negruzzi, avaient fait leurs études en Allemagne, avec leur attitude critique dans les appréciations, leur discipline stricte, — étant malheureusement question de personnes qui avaient fait toutes leurs études à l'étranger, avec une ignorance totale du pays et de la nation, dans le présent et dans le passé, — et d'autre part le jeune érudit, il ne pouvait donc y avoir aucun rapprochement. En attendant le moment où les collaborateurs des « Entretiens littéraires », la nouvelle revue qui ne commença qu'en 1867, pourraient jeter, contre celui qui venait de faire paraître ce livre curieux, mais imposant comme horizon, intitulé « Histoire critique des Roumains » (1872), l'humour lourd du semidocte agressif qu'était Georges Panu, plus tard chef des radicaux en politique, chacune de ces attitudes, si contradictoires, de la nouvelle intelligence roumaine, restait sur ses positions.

Il en fut autrement avec les Transylvains (mais pas avec les Boucoviniens que Hasdeu, cependant si lié à eux par son origine, n'a jamais visités). À Jassy même, on suppose aussi des relations avec ceux qui étaient profondément pénétrés par l'esprit du droit romain de Bărnuțiu, qui avait laissé comme successeur, à la chaire de droit romain, Petru Suciu, si peu considéré et compris dans toute sa vie, où il n'avait fait que remplir un devoir sévère. Mais Papiu Ilarian apprécia dès le début les connaissances nouvelles qu'amenait celui qui s'était si vite habitué à la société roumaine. Et il le déclara publiquement. De son côté, celui qui signait maintenant « B. P. Hasdeu » dédiait à ce Transylvain son travail tendancieux « Le prince Jean le Terrible » (1865) [1].

[1] Hasdeu collaborait, aussi, au cours de cette même année, au journal des libéraux de Bucarest, « La Persévérance ». En liaison avec ces tendances libérales, il y avait aussi la pièce de Nicolas Scurtescu, « Le Despote » (1875); voy. Iorga, *Ist. lit. mod.*, I, p. 25 et suiv.

www.dacoromanica.ro

Dans la façon dont il interprétait ce prince, brave et âpre, du XVI-e siècle, il y avait aussi une profession de foi révolutionnaire et démocratique, car Hasdeu voyait dans celui qui n'a jamais eu un idéal devant les yeux un ennemi des boïars, parce qu'il aurait été l'ami des paysans. On a vu dans la figure créée ainsi, une image de l'ambition politique dont continuait à être dominé l'auteur. Et c'était aussi un hommage pour le prince Cuza, ce prince libérateur auquel était lié Papiu lui-même. Dans le même esprit, sera conçu ensuite, par-dessus la vérité historique, Étienne Răzvan, contemporain de Michel le Brave, dans le drame « Răzvan et Vidra », souvent applaudi à cette époque, qui appartient à une période un peu plus récente. Il ne manquera pas, dans cette phase de sa vie agitée, alors que Hasdeu était professeur à Bucarest, une excursion en Transylvanie où il se maria, mariage qui le mit au courant de l'état des choses dans ce pays et des aspirations de cette partie si vivace de la nation roumaine.

La fondation d'une Académie d'abord, pour la culture de tous les Roumains (jusqu'en 1873), sous la forme plus modeste d'une « Société académique », correspondait à cet état général des esprits.

Elle avait été annoncée dans le grand rapport présenté dès le début, à Charles Ier. Nous y sentons l'influence de Démètre Sturdza, membre du Gouvernement provisoire, dont le projet formé à Bonn avait été réalisé en Transylvanie. Un fonds de 5 à 6.000 ducats avait été donné du reste « pour la langue et la littérature roumaines », par le riche Roumain macédonien Vanghelie Zappa, auteur aussi de recherches sur la nouvelle économie nationale des Roumains dans les Principautés [1]. Ainsi intervenait, comme élément d'initiative, le groupe roumain du sud du Danube. V. A. Urechiă insista auprès de Rosetti, ministre de l'Instruction publique dans le Gouvernement provisoire, pour entreprendre la réalisation de ce vœu. Il n'était question, comme programme immédiat, que du dictionnaire et de la grammaire; mais ceux qui devaient

[1] V. Evanghelie Zappa, *Trântorul*, Bucarest, 1847 (édition grecque aussi) et d'autres ouvrages de lui.

www.dacoromanica.ro

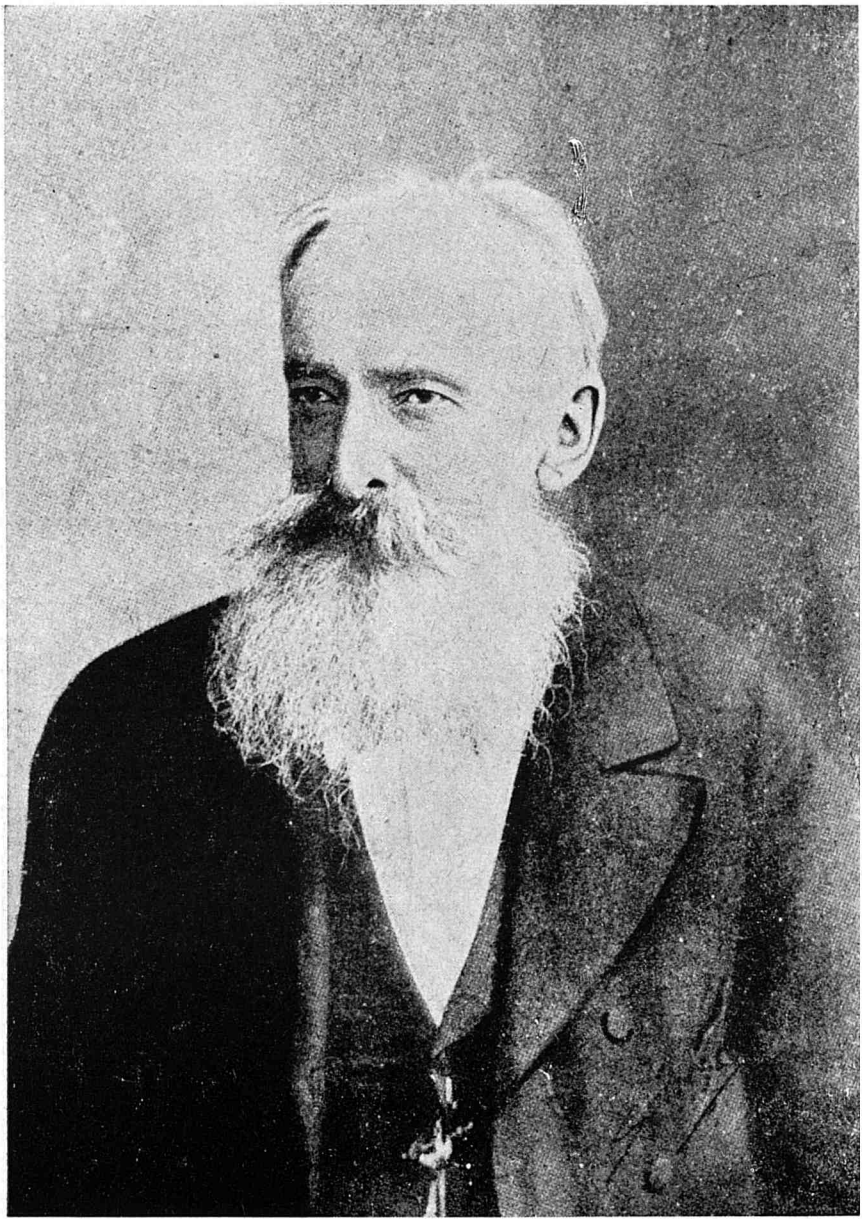


Fig. 9. — Bogdan P. Hasdeu.

www.dacoromanica.ro

établir les bases et aider aux travaux étaient, à côté des trois chefs incontestés de la littérature en pays libre: Eliad, Alecsandri et Negruzzi, — sans oublier les deux créateurs administratifs, — Laurian, le Transylvain établi en Roumanie et son élève qui devait l'aider, Massimu, puis les chefs de l'intellectualité roumaine au-delà des frontières: Cipariu à côté de Bariț, Joseph Hodoș, qui sera chargé de publier les œuvres de Démètre Cantémir et, parmi les Boucoviniens, Alexandre Hurmuzachi. Bien que le mouvement de Jassy, où Maiorescu avait donné d'autres directives d'orthographe que l'école latiniste, qui dominait aussi à Bucarest, était, dès le début, généralement ennemi d'une création dont on ne pouvait pas prévoir l'avenir, on ajouta, malgré son si jeune âge et le manque de publications, Maiorescu lui-même, qui refusa de participer aux travaux [1]. Cependant, il était en rapport avec Démètre A. Sturdza qui se rendit aussi à une séance de la Société de Jassy, et trouva que c'était un homme « sérieux et de beaucoup de jugement », pour découvrir ensuite que cette apparition inattendue (de Sturdza) était en liaison avec la conspiration contre Cuza, à laquelle participaient, de Jassy, avec Nicolas Roznoveanu, Carp et Pogor [2]. Entravé encore par les antipathies politiques, Kogălniceanu n'entra à l'Académie qu'en 1868, en même temps qu'il revenait au pouvoir, et Hasdeu attendit presque dix ans. On voulait faire venir de Bessarabie le vieux Hasdeu, qui en fut empêché par les Russes; un Macédonien s'adjoignit à la Société académique.

Les Transylvains vinrent à Bucarest et furent reçus avec un enthousiasme bruyant, non sans que le prince lui-même eût désiré les voir. Ce qui n'était pas, sans doute, dans le sens des relations qu'on cherchait à établir avec la Monarchie

[1] Voy. des Statuts, et D. A. Sturdza, dans *An. Ac. Rom.*, XIII, p. 193 et suiv.

[2] T. Maiorescu, *Insemnări zilnice*, I, p. 121, note 2. Lui personnellement n'était pas convaincu que le renversement de Cuza fût indispensable; *ibid.*, p. 123. Cf. dans *Unsere Zeit* de juillet 1866 son article sur les Principautés sous Alexandre Jean Ier. Il avait aussi donné l'article *Moldau* dans l'Encyclopédie de Brockhaus.

www.dacoromanica.ro

voisine; mais, comme on le verra, le courant était beaucoup trop fort pour pouvoir être arrêté.

Parmi les Transylvains, il y eut aussi Barit; il s'était présenté à Vienne en 1865 pour qu'on lui accorde une récompense. Un an après, il donna l'assurance que les Roumains de Transylvanie attendaient « l'invasion » de leurs frères, offrant, de même que Jean Rațiu, des légions roumaines à la Monarchie [1]. Il avait établi, pour le gouverneur de Transylvanie, la distinction entre ces deux parties de la nation, comme correspondant à celle entre Français et Belges, ou Suisses romans. Et enfin, il avait vite quitté les séances à l'Académie, dont l'action pouvait le compromettre, plus que telle subvention que lui avait glissée Urechiă, comme inspecteur culturel en Transylvanie [2].

Mais la Transylvanie elle-même commençait une nouvelle et riche activité littéraire et elle se liait immédiatement à la vie en plein développement des citoyens de la nouvelle Roumanie.

A cette activité, participaient des écrivains d'une réputation établie, comme Timothée Cipariu. Le chanoine de Blaj, inlassable dans les études auxquelles il avait consacré sa vie, commença une publication soignée, de grand format, « Les Archives de Philologie et d'Histoire », où, à côté d'études linguistiques, qui devaient défendre son orthographe particulière, il faisait paraître également des documents et d'autres sources historiques, comme le faisait aussi Papiu dans son « Trésor »; et, ainsi que celui-ci, avec le même intérêt pour tous les pays roumains (1867). En 1865—1866, paraît à Budapest la publication bimensuelle, l'« Aurore roumaine », d'un Ioanichiu Miculescu, l'« Ami du Peuple », de Sigismond Pop et, à la même date, à Oradea [3], la « Famille », revue de lecture populaire, créée par un fils du Bihor Joseph Vulcan, parent de l'évêque, homme de labeur et de foi, destiné à rester toujours lié à cette grande joie de sa vie.

[1] *Enciclopedia Română*, Diaconoviciu, I, p. 401.
[2] Iorga, *Ist. lit. mod.*, I, p. 36.
[3] *Ibid.*, p. 37.

www.dacoromanica.ro

Vers le centre de la Hongrie se dirigeait alors Julien Grozescu, qui vint aussi à Bucarest, avant de finir ses jours très jeune encore, chez lui. À Râmnicul Vâlcii, s'établit d'abord Miron Pompiliu, originaire d'Orade, qui sera ensuite à Jassy un des collaborateurs les plus fidèles des « Entretiens littéraires ». Après un long séjour en Italie, Jean C. Drăgescu, Banatien, finira à Craiova. Si, après des études faites aussi en France, Jean Lapedatu, né dans le village de Glimboca, resta à Braşov, il chercha aussitôt des liens avec les journaux de Bucarest, où Constance Dunca-Şchiau, publiant une revue passagère, mêlée d'une façon parfois intéressante à toute la littérature roumaine de l'époque, conservait des rapports avec les Transylvains [1].

La valeur des vers et des récits dûs à ces jeunes gens n'intéresse pas, surtout ici. Ce qui est vraiment important, c'est que, d'un côté, de tous les points de la Transylvanie et des régions hongroises, d'Orade jusqu'à Năsăud, se manifestent ces jeunes représentants de la littérature roumaine, et que, d'un autre côté, ils sont tous pris d'une grande confiance en leur nation, pénétrés d'un nationalisme actif, prêts aussi, comme dans le cas de Drăgescu, aux provocations les plus hardies, et qu'ils ont fortement ancré dans leur tête le principe de la solidarité roumaine.

En échange, les rapports des Transylvains avec les journaux et les revues de Roumanie continuent. Même les « Causeries Littéraires » (Convorbiri Literare), malgré leur attitude froide pour la vie et les écrits roumains d'au-delà des Carpathes, trouvent des lecteurs et des amis au milieu de cette jeunesse disposée à tout pardonner par amour pour cette littérature du pays libre, à laquelle ils chercheront à ajouter leur contribution. On verra combien les meilleurs d'entre eux ont aidé, surtout après 1870, à donner une nouvelle sève à un courant littéraire qui, au début, malgré le haut niveau culturel des « Junimistes », était assez médiocre, comme étant la manifestation d'un certain nombre de dilettantes, écrivant facilement, à côté de celle d'Alecsandri, gagné par des relations

[1] Voy. aussi la revue *Cuget Clar*, de février 1939.

www.dacoromanica.ro

sociales et par la communauté de la foi conservatrice, dans la phase où il écrivait le poème « Dumbrava Roşie », la victoire d'Étienne le Grand contre les Polonais. Il sera ainsi jusqu'au moment où une jeunesse, formée autrement, viendra lui imprimer son sceau puissant.

L'esprit national, nourri de la connaissance et de la culture du passé, donne en Bucovine, d'où Pumnul, malade, voulait faire, vers la fin de ses jours, un voyage à Bucarest, la tentative hardie, qui réussit, d'une épopée due à un Basile Bumbac, le jeune professeur né à Costâna, qui se montra en état de créer les figures vraiment vivantes des héros de la fondation de la Moldavie, mais au milieu du cadre populaire de sa province patriarcale [1].

Enfin, la tradition historique nationale de Bolintineanu, d'origine macédonienne, comme nous l'avons montré (Cozmad) [2], sera continuée par un autre fils de Macédonien établi en Roumanie comme fermier dans le district de Ialomiţa, Grégoire Grandea, imitateur des drames poétiques de Byron, dont il prétendait descendre par on ne sait quels rapports, pendant le séjour en Grèce du poète anglais. Contre les tendances objectives de la « Jeunesse » se constituait ainsi à Bucarest, autour de Hasdeu, et à côté de lui, une résistance que, de même que pour les nouveaux écrivains transylvains, nous pouvons apprécier par-delà la valeur esthétique, facilement critiquable, de leurs écrits.

[1] Iorga, ouvr. cité.

[2] Pour la répartition passagère, sous forme de revue, de son journal « Dâmboviţa », mentionnant aussi les rapports avec Blaj, voy. Iorga, *Cuget Clar*, mars 1939.

www.dacoromanica.ro

CHAPITRE VI

LA CRISE DE L'ENTENTE AVEC L'AUTRICHE-HONGRIE

Dans cette atmosphère où ne manquait pas l'idéal d'une confédération « balcano-danubienne » dans le Sud-Est de l'Europe [1], ayant pour principal artisan Kcgălniceanu, représentant du nationalisme opiniâtre de caractère moldave, se produisit la tentative politique avortée d'une entente amicale avec la Monarchie dualiste.

Dans le message du Trône, le prince qui se sentait plus rassuré n'avait parlé, — à côté de ce qui pouvait résulter pour le pays du développement des relations économiques — que de la nécessité de conserver les meilleurs rapports avec les Puissances voisines. On a montré l'effort de Pepoli, qui présentait aussi les dangers pouvant menacer la Roumanie, pour arriver à un rapprochement avec la Monarchie, et en particulier avec Andrássy, le facteur décisif, qu'il élevait jusqu'aux nues, affirmant que celui-ci ne voyait que le danger slave; et la Roumanie, comme la Hongrie, est une digue naturelle contre ce danger [2]. Le marquis italien insistait sur

---

[1] À l'ouverture des séances de l'Académie, le prince en avait parlé. Dans une bizarre brochure italianisante comme orthographe, bien qu'imprimée à Bucarest en 1866 (il écrivait « Carlo » pour « Carol »), par Georges Brătianu, « *Viitorul nostru este în Unire* », on attaque la défense de Cuza par Crețulescu, avec des éloges pour ce qu'il appelle « l'expulsion de Cuza ».

[2] Voy. Sava N. Șoimescu, *Cestiunea orientului în fața dreptului public european și a tratatului din Paris*, Bucarest, 1868, p. 37 : l'émancipation des nationalités de Turquie et leur reconstitution en un nouveau et puissant corps politique, c'est-à-dire dans une confédération dans laquelle ces peuples jeunes,

www.dacoromanica.ro

le fait que: le moment n'était pas venu pour des revendications nationales, pour une demande d'indépendance que «l'opinion libérale» elle-même n'est pas disposée à appuyer, que «les intérêts matériels» ouvrent la voie «de la compassion», et que la France napoléonienne perd toute sympathie à cause des restes d'idéologie qui lui sont demeurés [1].

Charles Ier se laissa convaincre. Il avait été fâché du discours reproduit dans le journal le «Roumain» de Papiu Ilarian, qui parlait à la société de «Transylvanie» de la nécessité d'une seule culture pour tous les Roumains, à savoir une culture latine, opposée — il pensait surtout à sa Transylvanie à lui — à celle «gothique et scythique», c'est-à-dire saxonne et hongroise [2]. Mais, dans la lettre que nous avons citée, on a vu le prince soulever devant Pepoli la question des Roumains de Hongrie

Pour inaugurer la nouvelle politique, Charles Ier s'adressa à Démètre Ghica dont l'ancienne sympathie pour l'Autriche de jadis était bien connue; mais, comme il lui sembla qu'un ministère purement conservateur ne pourrait pas trouver d'appui dans le pays, il recourut à Kogălniceanu qui dut cependant renoncer à son attitude antérieure. L'ancien auxiliaire et ami intime du prince Cuza s'était rallié au nouveau règne, admirant dans le prince étranger la rapide et plénière initiation aux affaires du pays [3]. Il accepta, ainsi que Basile Boerescu, d'entrer dans ce ministère qui n'avait qu'un programme de politique extérieure. On fit entrer Alexandre

---

comprenant la solidarité et la grandeur de leur mission deviendraient le boulevard le plus puissant de l'Europe en Orient». On écarterait ainsi cette «proie séduisante qu'on appelle l'héritage de la Turquie»; *ibid.*, p. 38. Voy. aussi *ibid.*, pp. 53, 80 et suiv., 131 et suiv. Il y a aussi une excellente analyse de l'idée de nationalité, une étude approfondie du problème ottoman. Mais aussi des attaques contre l'Autriche, qui sera détruite par «l'arrogante nation magyare»; p. 49. L'auteur parle ensuite d'une façon éloquente de «l'arbre puissant dont les racines s'étendent des Carpathes jusque dans les Balkans, et les vallées avides de liberté du Pind»; p. 106.

[1] *Aus dem Leben*, II, pp. 307—309.

[2] *Ibid.*, pp. 309—310. Pour une prétendue «insulte au drapeau hongrois à Bucarest». Voy. Iorga, *Corr. Dipl.*, n° 83.

[3] Iorga, *Mihail Kogălniceanu.*

www.dacoromanica.ro

Golescu aux Finances, à cause de ses rapports avec les milieux de Constantinople. Et, à Constantinople, partit Demètre Sturdza qui avait pour principale mission de déclarer au grand-vizir qu'il ne pouvait pas ordonner au gouvernement roumain d'expulser, lui aussi, les sujets grecs, parce que la Porte en était arrivée, à cause des affaires de Grèce, à un conflit avec le gouvernement grec; on revint donc sur la note [1]. À la Porte, on négociait également sur le droit de frapper monnaie [2]. On cherchait aussi « la réglementation des bouches du Danube », la permission de nommer des consuls en Orient [3]. On n'évitait pas de donner à Belgrade l'assurance que le nouveau régime roumain chercherait à resserer encore plus les rapports avec la principauté voisine [4].

Mais les bonnes intentions envers la Monarchie ne réussissaient pas. À côté d'Andrássy il y avait Beust, resté en fonction, et celui-ci désirait suivre envers la Roumanie, créée contre la volonté de l'Autriche, même envers le prince qui s'était imposé contre elle, l'ancienne politique. Pendant ce temps Jean Strat, envoyé à Paris, et reçu par le prince Napoléon et par de Lavalette, le successeur de Moustier aux Affaires étrangères, cherchait à expliquer à Napoléon, en premier lieu, pourquoi un gouvernement libéral avec Brătianu avait été nécessaire, — et Brătianu était du reste alors en plein mouvement d'opposition, excitant les passions, malgré les assurances données au prince, — et ensuite l'informait dans la question des Roumains non libres. Cherchant à gagner un appui aussi dans la question de la juridiction consulaire, et de la nomination d'agents à l'étranger, Strat devait entendre de nouveau des accusations contre l'agitation irrédentiste et les prétendus rapports avec la Russie, — et on lui recommandait discrètement la même direction envers les Hon-

[1] *Aus dem Leben*, I, pp. 320—321, 321—322; Iorga, *Corr. Dipl.*, n° 80—81.
[2] *Ibid.*, n° 82.
[3] *Ibid.*, n° 84. Il était question d'une quantité de poudre pour l'armée roumaine que les Turcs avaient retenue; *Aus dem Leben* et Iorga, *Corr. Dipl.*, loc. cit.
[4] *Ibid.*, n° 79.

www.dacoromanica.ro

grois [1], — [tandis que] à Vienne Beust écoutait, avec un sourire ironique, les assurances de « sagesse » prodiguées par le Saxon Steege, qui avait été chargé d'une mission analogue. De ce côté encore on exprimait la conviction qu'un nouveau gouvernement, faible, lié à des Chambres appartenant indubitablement aux rouges, ne pouvait amener aucun changement sérieux, et on objecta à Steege les armements roumains aussi en lui refusant, bien entendu, l'accomplissement de ces demandes desquelles dépendait la popularité même du ministère [2]. La visite chez Andrássy suivit bientôt, et, après cette visite, Strat pouvait annoncer qu'à Vienne, on lui avait offert jusqu'à l'indépendance, si on renonce au penchant vers la Russie et qu' « on arrête la propagande en Transylvanie », où le bruit courait qu'on avait envoyé aussi des armes. On désirait une confédération balkanique non influencée par la Russie. Andrássy déclara ne rien connaître des persécutions hongroises contre les Roumains, mais que, si vraiment elles existaient, il les arrêtera [3]. Et le roi de Prusse avertissait Charles Ier que les Autrichiens continuaient à avoir pour lui de mauvaises dispositions [4].

La campagne de la presse viennoise continuait contre la Roumanie que l'on considérait comme un foyer perpétuel d'agitation. Ceci bien que Kogălniceanu eût recommandé de ne pas permettre aux Grecs, abrités en Roumanie après leur expulsion de l'Empire Ottoman, une action contre celui-ci [5]; on cherchait aussi une entente avec le patriarche œcuménique. Du reste, de France, le gouvernement français ayant

---

[1] *Ibid.*, n° 86. Cf. *Aus dem Leben*, I, pp. 328—330, 334, 336.

[2] Iorga, *Corr. dipl.*, n° 85. Une meilleure disposition en février; *Aus dem Leben*, I, p. 331; *Corr. dipl.*, n° 88. Le consul de France Mellinet, dont l'attitude était peu amicale, refusait à l'État un autre qualificatif que celui de « Moldo-Valachie » qui n'était dans aucun traité; *ibid.*, n° 87. Voy. aussi *Aus dem Leben*, I, p. 338.

[3] *Aus dem Leben*, I, pp. 325—326, 331.

[4] *Ibid.*, p. 322.

[5] *Ibid.*, p. 325. (Là aussi, les anciennes attaques turques contre « le gouvernement moldo-valaque »). Pour les débuts de la propagande en Macédoine, *ibid.*, pp. 337—338.

www.dacoromanica.ro

rappelé la mission militaire, sur le désir du prince, — les libéraux se levaient contre la « prussianisation » de l'armée [1] par le conseiller technique allemand du prince, — le bruit se répandait que, dans une guerre turco-grecque, les troupes roumaines devraient entrer en Bulgarie [2]. Et Bismarck envoyait le conseil que le prince se garde de toute politique d'expansion, surtout en Transylvanie: il ajoutait qu'il fallait l'amitié avec les Hongrois, sans rompre cependant les bons rapports avec la Russie [3].

Pendant ce temps, en janvier et février 1869, le gouvernement était attaqué pour sa formation, de fait si disparate, en même temps par les libéraux et par le néo-conservateur P. P. Carp, qui montrait qu'il avait refusé de participer à cette formation [4]. Démètre Ghica annonçait qu'il n'entendait pas rester comme « esclave » là où il ne pouvait pas jouer le rôle de maître; mais sa démission fut refusée. Il fut donc maintenu à sa place par la confiance du monarque et par un vote unanime de la Chambre qui n'entendait pas marcher vers un nouveau régime libéral, parce qu'il était indésirable à l'étranger. Aussitôt après suivit le vote qui posa au prince l'alternative de quitter des conseillers à peine installés ou de dissoudre une Assemblée, qui avait fonctionné pendant quelques mois seulement. Ce qui avait décidé le vote c'était le rappel en activité du général Macedonschi, forcé par Cuza de présenter sa démission, et qu'on paraissait vouloir donner comme un épouvantail pour l'opposition libérale agitée [5]. Avant de partir cependant, cette Chambre,

[1] Voy. aussi *ibid.*, pp. 330, 338—339. L'opposition n'avait cependant pas voté une déclaration de reconnaissance pour Napoléon; Iorga, *Corr. Dipl.*, n° 88.

[2] *Aus dem Leben*, I, p. 328.

[3] *Ibid.*, pp. 332—333.

[4] C. Gane, ouvr. cité.

[5] Voy. la lettre du ministre des Affaires étrangères à Strat: « Un homme connu pour son énergie et pour la soumission aveugle à la discipline qu'il exige de ses officiers; Iorga, *Corr. dipl.* n° 88. Il avait été question d'une manifestation de la garde nationale et des « citoyens » au palais pour imposer les changements de régime ou l'abdication. *Ibid.*, cf. les discours des 26 et 28 janvier de l'ancien style de Jean Brătianu. Macedonschi publiait un manifeste

www.dacoromanica.ro

qui avait passé par de nombreuses attitudes, s'était soumise à l'exigence du prince de donner un budget au pays (le 10 février, nouveau style).

Et ceci signifiait qu'en dépit des passions, elle était patriotique et loyale. À cette mesure, avait contribué sans doute, comme on le voit par les débats, la fierté offensée de « grand seigneur » qu'affichait ce fils de prince, à la tête du gouvernement, et le désir du prince de donner satisfaction pleine et entière aux adversaires irréconciliables des libéraux. Et ceci décida [1]. Il y avait un fondement au jugement de Jean Brătianu à ce moment: « la Chambre qu'on a dissoute ne plaisait pas aux étrangers parce que c'était une Chambre nationale » [2], ajoutant: « Nous ne sommes jamais sortis des fleurs à la main au-devant des étrangers » [3]. Et, répondant à l'accusation qu'il travaillait contre le prince, il s'exprimait ainsi: « De notre souffle chaud, de l'amour de notre cœur s'est élevé l'arbre de la dynastie des Hohenzollern » [4].

Devant cette situation, Bismarck, qui félicitait le prince pour la dissolution, au moment où il visitait les casernes et déjeunait avec les officiers [5], lui recommandait de préparer une troupe dont il puisse avoir l'assurance qu'elle marcherait sans hésitation contre quiconque troublerait l'ordre: autrement, ce serait dommage de continuer une mission qui s'était montrée si ingrate. De son côté, Charles Ier était d'avis que « la démagogie avait trop levé la tête », et il déclarait à Brătianu — qui semblait le menacer, mais qui lui parlait au sujet de candidatures indigènes présentées par les

politique violent contre l'organisation de l'armée; *ibid.* Brătianu se défend contre l'accusation d'avoir fomenté quelque chose au milieu des officiers. Il dévoile les déclarations de Beust, qui avait demandé la dissolution de la Chambre.

[1] Brătianu dévoilait que Démètre Ghica lui avait parlé d'une intrigue de prétendants qu'on poursuivait à Paris. Sa justification contre la suspicion qu'il conspirait est ainsi sincère et chaleureuse.

[2] I. C. Brătianu, loc. cit., p. 115.

[3] *Ibid.*, p. 116.

[4] *Ibid.*, p. 117. Les explications données à Alexandre Golescu sur la gestion financière, qui avait été constatée comme honnête; *ibid.*, pp. 123 et suiv., 129 et suiv., 132 et suiv., 136 et suiv.

[5] *Ibid.*, pp. 330, 337. Préparation d'un camp à Furceni; *ibid.*, p. 336.

www.dacoromanica.ro

facteurs étrangers [1] — qu' « un Hohenzollern ne se laisse pas aussi facilement renverser qu'un prince parvenu » [2].

Aux exhortations de Bismarck de chercher un appui dans la Monarchie voisine, le prince avait répondu qu'il était prêt à le faire, ajoutant que, si sous les Hongrois les Roumains de Transylvanie avaient la situation qu'ils avaient eue sous les Habsbourgs, les libéraux eux-mêmes pourraient être gagnés [3].

En même temps, une lettre du prince adressée à François-Joseph annonçait la nouvelle direction de sa politique, en rapport avec « les intérêts généraux de l'Europe », le point principal étant « une entente cordiale » avec la Monarchie et « surtout avec la Hongrie » [4]. Il recevait en échange l'assurance de « sa sollicitude pour les intérêts de la Moldo-Valachie » (sic) [5].

Mais la lutte électorale avait commencé avec une violence sans égale. Les conseils communaux étaient au service de la propagande libérale violente. On souscrivait des sommes importantes pour le triomphe de la cause. Des démonstrations d'étudiants étaient provoquées et le gouvernement, qui se servait des mêmes méthodes changeant tout l'appareil administratif et judiciaire, perdait son calme et cherchait un appui à l'étranger, c'est-à-dire en France, en Autriche et même en Turquie (!) [6], avec laquelle on négociait pour la monnaie [7]. Une vague de haine passait sur le pays.

Et cependant, des choses sages étaient comprises dans le programme de janvier 1869, de Jean Brătianu: l'affirmation de l'unité de langue et d'âme du peuple roumain, la comparaison flatteuse entre le paysan roumain et celui de France,

---

[1] Les craintes du prince; *Aus dem Leben*, p. 348.

[2] I. C. Brătianu, pp. 333—336.

[3] *Ibid.*, p. 331.

[4] *Ibid.*, p. 337.

[5] *Ibid.*, p. 339. Une lettre de pacification en réponse à celle de Napoléon; *ibid.*, pp. 339—340. Mais l'expulsion du Polonais Dunin-Borkowski amena un caractère moins amical des relations; *ibid.*, p. 341.

[6] *Corr. dipl.*, nos 90—92. À Paris, on croyait que la Roumanie était à la discrétion de Bismarck; *ibid.*, n° 94.

[7] *Ibid.*, n° 96.

www.dacoromanica.ro

parlant plusieurs dialectes, avec celui de la Puszta hongrois, qui gardait le souvenir des invasions, la reconnaissance du grand trésor d'archaïque civilisation, qui est conservé dans les profondeurs modestes de cette nation, la richesse sans égale d'un pays béni, la création, sans agitation ni lutte, de la petite propriété, l'apparition d'une propriété moyenne, le retour au travail national des terres des monastères. Il promettait des institutions de crédit qui empêcheraient l'esclavage envers le capital étranger auquel, d'ailleurs, il faudrait recourir; il recommandait une politique de latinité, mais aussi d'orthodoxie, qui ne signifiait pas des liens avec la Russie, de même que la conservation des rapports avec les voisins d'outre Danube, car «l'Orient appartient à ceux qui l'habitent, qui le possèdent depuis des siècles, qui enfin l'ont en leur possession depuis leurs ancêtres..., aux Grecs, aux Serbes et à tous les autres qui l'habitent; il appartient même aux Turcs s'ils veulent, eux aussi, vivre d'une vie nouvelle», ceci contre le panslavisme et contre le panmagyarisme [1].

Le résultat des élections, présidées par Kogălniceanu, contre lequel on essaya ensuite un attentat [2], fut cent cinquante sept voix pour le gouvernement, et dix opposants. La question se posait: comment le sentiment public était-il passé, des anciennes sympathies pour la gauche, à cet amour fanatique pour Démètre Ghica, fût-ce même avec le concours de Kogălniceanu, qui n'avait que quelques adhérents autour de lui?

Les libéraux essayèrent une «pétition monstre» adressée au prince, pétition remise par Rosetti lui-même, qui n'avait pas servi jusque là le nouveau régime; et Charles Ier crut qu'il fallait consigner dans ses notes, qui furent plus tard publiées pendant sa vie et sur son ordre, qu'il avait répondu à la députation de façon «à lui servir de leçon pour l'avenir», ajoutant, dans ses mêmes notes, que les attaques du journal

[1] I. C. Brătianu, *Acte şi cuvântări*, publié par G. Marinescu et C. Grecescu, I², Bucarest 1935, pp. 1—13. Voy. aussi des explications données à l'assemblée électorale du 3/15 février; *ibid.*, p. 94 et suiv.

[2] *Aus dem Leben*, I, p. 360.

www.dacoromanica.ro

le « Roumain » contre le gouvernement, avec lequel le monarque s'identifiait, étaient « perfides » [1]. Il semblait être étonné que l'attitude de l'opposition « ne fut pas toujours loyale »: de son côté, il croyait que Brătianu « travaillait dans les coulisses, par d'autres »; et on en arrivait si loin qu'il l'avertissait à Florica, où il était vraiment malade, qu'il le rendait personnellement responsable « des désordres dans les élections », se réservant ensuite de s'adresser à lui, seulement à cause de sa popularité. Le prince jugeait la situation d'une façon si erronée qu'il pouvait affirmer que les membres de la fraction moldave, des nationalistes très populaires qui inclinaient à un prince indigène, selon l'école de Bărnuțiu, comme Alexandre Gheorghiu, Démètre Tacu, P. Suciu, tous jurisconsultes, étaient de fait des « socialistes » (!).

Une courte session s'ouvrira le 29 avril (11 mai). Mais elle fut renvoyée au 9/20 juin et, le même jour, le Sénat fut dissous. C'était de fait une dictature du monarque, encore si jeune, puisqu'il avait à peine trente ans; le voyage en Moldavie jusqu'à Jassy, le camp dressé à Furceni [2], le renforcement des relations avec les officiers, la visite de son frère Léopold et du prince Otto de Bavière — qui sera ensuite le roi fou, étant dès ce moment dominé par une profonde mélancolie, — montraient que le prince se croyait sûr de la situation. Le système de Cuza, si injustement détesté, revenait en grande partie avec les mêmes hommes.

Mais la situation extérieure, malgré tant de sacrifices, ne s'était guère améliorée.

Nous passons sur l'attitude intolérable du consul de Prusse Keyserling qui provoqua, par suite d'un incident avec Démètre Ghica, la démission, heureusement refusée pour le

[1] *Ibid.*, pp. 343—345. Des troubles éclatèrent à Ploești, la ville « rouge » que, pendant son voyage en avril, le prince n'avait pas voulu visiter. Une adresse de remerciments de la part de plus de 2.000 marchands de Bucarest; *ibid.*, p. 346.

[2] Situé dans le district de Tecuci, sur un plateau près de Séreth. (Note éd.)

www.dacoromanica.ro

prestige du pays, du chef du gouvernement [1]. Mais, bien que le prince eût répondu au roi de Grèce, qui lui avait envoyé de nouveau Ypsilanti pour lui offrir un traité formel d'alliance pour « l'indépendance complète de la Roumanie et des provinces grecques de la Turquie », — formule mal choisie et peu flatteuse —, « qu'il est prêt seulement à resserrer de plus en plus les liens qui unissaient jusque là les deux nations » [2], et le traité proposé, contenant aussi les Serbes, fut ramené par Ypsilanti en novembre, sans qu'on arrive à une conclusion [3] — il se trouvait devant la mauvaise volonté de la Sublime Porte qui: n'admettait pas d'agent roumain à l'étranger, s'opposait à faire frapper en France des monnaies nationales portant le portrait du prince, n'acceptait pas l'abandon des capitulations, ni l'établissement d'une ligne de séparation sur le cours du Danube, prétendant que tout le fleuve doit appartenir à l'Empire [4]. Et Bismarck rejetait lui-même le point concernant la juridiction consulaire [5].

Vienne seule admettait, sous l'influence de Beust et d'Andrássy, la monnaie demandée par les Roumains, mais seulement avec l'inscription de « Prince de Roumanie », non « des Roumains » [6]. Cependant, Charles Ier maintenait son point de vue qu'il fallait que le gouvernement hongrois change son attitude envers ses sujets Roumains [7]. Mais Kogălniceanu, qui était parti en congé, revenait en été avec la conviction que non seulement la France, mais l'Autriche aussi, étaient contre la Roumanie [8].

[1] *Ibid.*, pp. 354—356, 358, 364—365, 367 (Le prince dut s'excuser devant ce nouveau proconsul de ne pouvoir déclarer coupable son président du Conseil). Keyserling était considéré donc, avec raison, par le consul de France, Mellinet, comme « l'homme le plus puissant de Bucarest »; *ibid.*, p. 353.

[2] *Ibid.*, pp. 356—357.

[3] *Ibid.*, II, pp. 43—44. Ypsilanti voulait que le ministre roumain ne soit pas initié à ces négociations.

[4] *Ibid.*, I, pp. 358—359, 366.

[5] *Ibid.*, pp. 361, 363.

[6] *Ibid.*, pp. 363—364.

[7] *Ibid.*, p. 366. Des conflits de frontière avec la Hongrie; *ibid.*, pp. 367-368.

[8] *Ibid.*, p. 369.

www.dacoromanica.ro

Restait donc la Russie. Le tzar avait invité le prince à Livadia et avait consenti à faire signer une convention consulaire négociée par Steege; cependant, Démètre Ghica ne voulut pas l'admettre [1].

L'accueil en Crimée, où le prince fut accompagné par le président du Conseil et le consul de Russie à Bucarest, pour montrer le caractère officiel du voyage, fut cordial. On visita les troupes russes dans le camp près d'Odessa, puis les ruines de Sébastopol. Le tzar accueillit son hôte par des paroles de tristesse: « Il suffisait que vous fassiez un pas de courtoisie vers moi pour que toute l'Europe soit contre vous ». C'est là que Charles Ier connut la grande-duchesse Marie, à peine âgée de quinze ans, envers laquelle il semblait qu'on eût nourri un projet de mariage — le visiteur observait qu'elle était très jolie au dîner, dans sa robe rose. Mariée au duc d'Edimbourg, comme nous le disions, elle devait être la mère de l'autre Marie, épouse de l'héritier du trône de Charles Ier. Et Ignatiev avait pris part, lui aussi, aux fêtes offertes à cette occasion [2].

Au retour, Kogălniceanu prit le ministère des Affaires étrangères et aussitôt le prince fit une excursion incognito en Occident, non sans se faire accompagner de Boerescu et du nouveau ministre de la Guerre, Georges Manu.

Cette fois, il était question d'un mariage avec la princesse Elisabeth de Wied, apparentée aux familles régnantes de Hollande et de Suède et à une grande-duchesse russe, Hélène: femme d'une âme élevée et d'une grande culture, culture qui s'était accrue par des voyages en Italie [3]. Mais c'était aussi le premier lien avec ce monde occidental dont le nouveau prince roumain s'était séparé, depuis presque trois ans.

En chemin, Charles Ier fut salué par le ministre de la Guerre de Serbie, qui lui apporta l'invitation, à laquelle il ne put pas donner suite, afin de ne pas faire le premier pas,

[1] *Ibid.*, pp. 349, 355, 356—357, 369.

[2] Voy. *ibid.* p. 349.

[3] *Ibid.*, p. 369 et suiv. Voy. aussi notre étude dans le *Bulletin de la section historique de l'Académie Roumaine*, XIX.

www.dacoromanica.ro

c'est-à-dire de s'arrêter au retour à Belgrade. À Vienne, Pepoli attendait son parent à la gare, ainsi que certains Roumains transylvains. Beust se fit présenter dans le jardin où s'était rendu le prince après le repas. Le lendemain, le prince fut reçu par François-Joseph auquel il donna les assurances qu'on pouvait attendre, mais sans attribuer de caractère politique au voyage de celui qui était considéré, malgré cet incognito prudent qu'il avait revêtu, comme prince de Prusse: c'est pourquoi, en rendant la visite, l'empereur-roi portait l'aigle noir prussien — et Charles Ier observait avec satisfaction que c'était « la première fois depuis 1866 ». Allant chez Beust, qui ne lui avait pas rendu visite, il l'assura qu'on n'a pas fait d'intrigues en Transylvanie. Comme on lui objectait que la Roumanie s'armait, le prince déclara que sa pensée allait seulement vers le développement économique pour lequel il lui faudrait aussi la jonction à Vârciorova, avec les chemins de fer hongrois. Au dîner de Hofburg, auquel participaient Beust, et Pepoli comme parent, ainsi que d'autres dignitaires autrichiens, l'ambassadeur de Prusse, avait été invité mais non celui de Turquie, et les mémoires montrent que c'était aussi pour ne pas toucher aux liens délicats de vassalité qu'on le recevait comme prince de Prusse. À l'église orthodoxe, le prince roumain feignit de n'avoir entendu que le service en grec: on ne parle pas, du reste, de la présence de Roumains. Mais une députation juive se présenta avec des plaintes au sujet des persécutions dont on avait tant parlé [1]. Sur la visite ultérieure de « plusieurs Roumains », les mémoires ne donnent aucun éclaircissement [2].

À Munich un dîner fut offert par le prince Adalbert, l'oncle du roi malade, Louis. Puis le prince alla à Sigmaringen où on négociait la candidature au trône espagnol du prince Léopold, mais non sans offrir d'abord cette même couronne

[1] Une visite aussi chez l'ambassadeur de France, le duc de Gramont, qui avait invité Cuza à revenir dans le pays, avec le concours de la France, et l'ancien prince avait répondu que, seul le pays pourrait le rappeler; Xenopol, ouvr. cité. Ensuite, il rendit visite à Julie Hunyadi, veuve de Michel de Serbie.

[2] *Aus dem Leben*, II, pp. 1—3.

www.dacoromanica.ro

à Charles Ier [1]. Tout ceci se passait avant l'acte de demande en mariage, qu'Elisabeth de Roumanie [2] décrivait avec tant de délicatesse pendant sa vieillesse. Le prince roumain visita, à Bruxelles, sa sœur Marie, maintenant femme de Philippe de Flandre: le roi Léopold vint le premier lui rendre visite. De là, Boerescu partit à Londres avec une lettre pour la reine Victoria. Tout aussi chaleureux fut l'accueil de la part du roi de Prusse, mais sans le protocole habituel pour un souverain.

Napoléon reçut son lointain parent qui, jadis, était plus étroitement lié à lui, à Saint-Cloud, où il passait sa convalescence après une crise terrible de sa maladie, l'impératrice Eugénie, l'ennemie terrible, décidée, de la Roumanie, étant partie pour assister à l'inauguration du canal de Suez qui avait été ouvert, après une lutte opiniâtre, par Lesseps. On lui parla des mauvaises intentions que nourrissait la Russie, de son devoir de rester dans les anciens rapports avec les Puissances occidentales, dont les relations réciproques étaient cependant, à ce moment, si loin du « concert » qu'avait rêvé l'empereur des Français maintenant vieilli. On toucha de nouveau « l'idée latine », qui était partout en déclin. Il y eut aussi un dîner chez l'empereur; Charles Ier rendit visite à la princesse Mathilde. Malgré une visite à la chapelle, acquise pour la nation à Paris, il ne fut accordé aucune audience aux Roumains de la nombreuse colonie, mais l'intervention juive ne manqua pas, par le très influent Crémieux lui-même.

À la fin de septembre (ancien style), Charles Ier recevait à Cologne l'adhésion de la princesse de Wied, qu'il avait connue à Berlin, au mariage qu'il était venu proposer [3]. Après un nouveau voyage politique à Paris, les fiançailles eurent lieu au château de Maurepas, près de Neuwied, et une proclamation annonça aux Roumains l'alliance qui venait d'être conclue.

---

[1] *Ibid.*, pp. 6—7. Cf. Rich. Fester, *Neue Beitr. zur Gesch. der hohenzoll. Thron-Kandidatur*, Leipzig, 1913.

[2] Dans son livre, plein de caractéristiques personnelles, *Mein Penatenwinkel*. Voy. aussi Iorga, dern. lieu cité. Le prince héritier de Prusse avait recommandé lui aussi, chaleureusement, cette alliance; *Aus dem Leben*, II, pp. 9, 13.

[3] *Ibid.*, p. 17 et suiv. (C'est le 12 oct., n. st., 1869).

www.dacoromanica.ro

Une visite à Florence, alors capitale de l'Italie, au roi Victor-Emmanuel, fut rendue impossible par l'état de santé du souverain italien. Au commencement de novembre (le 3/15), le mariage fut célébré, avec la participation de la reine Augusta et des envoyés de plusieurs princes occidentaux [1].

En chemin vers la Roumanie, le couple princier rencontra à Vienne le plus chaleureux accueil de la part des membres de la maison archiducale. A Budapest, il fut salué par un délégué du gouvernement hongrois, qui se présenta à l'hôtel, Andrássy étant absent et Déak malade, à ce moment-là. A cette occasion, le prince parla de l'avantage qui résulterait, pour les deux parties, d'une orientation vers une amitié sincère, et il parla aussi du raccordement des chemins de fer. L'impératrice Elisabeth, étant dans son palais de Bude, reçut les visiteurs avec une particulière bienveillance. Le 10 novembre de l'ancien style, on atteignait enfin le territoire roumain; mais le voyage vers Bucarest eut lieu sur le Danube jusqu'à Giurgiu pour emprunter ensuite le chemin de fer dont son fondateur était si fier.

De fait, avec les autres préoccupations de celui qui poursuivait la fondation d'une dynastie, le premier et grand voyage en Occident n'avait pas donné les résultats attendus, et les satisfactions personnelles désirées qui, comme on l'a vu, ne manquaient pas, ne pouvaient pas remplacer le manque de succès en ce qui concernait les revendications de droit sur lesquelles on négociait depuis longtemps et qui, à Constantinople — où Ignatiev cachait la convention consulaire [2], — n'étaient pas arrivées à leur fin, malgré la méthode judicieuse de Démètre Alexandre Sturdza [3]. Cependant, dans le livre roumain, qui fut imprimé pour concilier ce qu'on croyait être déjà accompli, livre auquel paraît avoir contribué le

[1] On avait donné à la princesse Elisabeth comme dames d'honneur, Zulnia Sturdza et Hélène Cornescu; *ibid.*, pp. 30—31.

[2] Contre laquelle les Turcs continuaient à être furieux; Iorga, *Corr. dipl.*, n° 51, 131. La Russie était disposée à accepter aussi le titre de « Roumanie »; *ibid.*, n° 132.

[3] Sa plainte pour le mauvais accueil de l'Impératrice Eugénie à Constantinople; n° 115—120.

www.dacoromanica.ro

Fig. 10. — La princesse Elisabeth de Roumanie, ensuite reine, (Carmen Sylva).

www.dacoromanica.ro

prince lui-même [1], on disait, au sujet des relations avec la nouvelle Autriche-Hongrie: « Nous sommes en droit de croire que ce voyage aura aussi ses effets politiques, qu'il contribuera, comme nous l'espérons, à entretenir de bonnes relations entre deux nations voisines qui ont le même intérêt à respecter leurs droits réciproques. Rien ne porte plus atteinte aux intérêts de deux nations que le manque de confiance, la suspicion. Faut-il qu'elle dure? Et pourquoi? Croire que les gouvernements de ces pays auraient l'esprit de conquête, l'un contre l'autre, serait une folie. La Roumanie sait bien que l'Autriche-Hongrie ne peut pas avoir de rêve de conquête impossible, ni la présomption de se jeter dans une guerre qui deviendrait européenne; la Hongrie elle-même sait que la Roumanie n'a jamais eu d'ambition de conquête, mais seulement la décision légitime de se borner à ses droits, à les défendre toujours contre quiconque, même les armes à la main [2]. Et, ailleurs: « La petite Hongrie n'a pas d'intérêt à conquérir la Roumanie, ni la Roumanie la Hongrie. Ces deux États ont, au contraire, beaucoup d'intérêts majeurs à être en bonnes relations et, sur le terrain du respect du droit de chacun, ces bonnes relations peuvent être maintenues ». Mais, dans cette partie, on touche de nouveau, bien qu'avec discrétion, à *la condition nécessaire de ces bonnes relations*: « *par le respect du droit, par le développement de son autonomie, surtout par l'application parfaite du principe d'égalité pour tous les éléments qui composent le royaume*, la Hongrie pourra arriver à un vrai développement qui, non seulement n'inspirera aucune crainte, ni envie à la Roumanie, mais, au contraire, sera reçu avec plaisir... Si la Hongrie se maintient sur le terrain du droit, elle pourra être sûre de trouver en la Roumanie un bon et utile voisin » [3].

C'était du reste ce qu'avait préparé, en août, Kogălniceanu, devenu ministre des Affaires étrangères, « pour des relations amicales entre les deux pays »: cessation des « conflits regret-

[1] *Călătoria Domnitorului Carol I-iu în străinătate*, Bucarest, 1869.
[2] *Ibid.*
[3] *Ibid.*

www.dacoromanica.ro

tables », interdiction des conflits de frontière, empêchement des interpellations offensantes de la part de la délégation hongroise, sans faire allusion naturellement à l'élément principal de la mésintelligence [1]. De son côté, il refusait les offres des révolutionnaires magyars Madarasz et Étienne Banffy [2].

Dans ces nouvelles circonstances, qui semblaient aussi durables que rassurantes dans d'autres directions, on esquissait aussi un programme pour lequel il fallait cependant avoir une autre solidité intérieure, et surtout un autre état de choses dans cette Europe, qui préparait depuis longtemps une nouvelle guerre. Dans le plan d'avenir il y avait, en ce qui concerne l'Empire Ottoman, ce point très net: « Le développement de l'autonomie d'une nation aussi importante que la Roumanie » [3]. Ce qui devait accroître naturellement l'irritation des Turcs, provoquée par la visite du prince, après celle ouvertement désapprouvée du Khédive, et les rapports avec la Russie prête à toutes les concessions, jusqu'au nom du pays. Du reste, on ne pouvait pas comprendre comment la nouvelle politique roumaine du prince, encore si jeune, pouvait s'appuyer en même temps sur la Russie et sur l'Autriche-Hongrie, rivales en Orient. L'avenir le plus proche devait du reste le montrer.

Dans le message princier de novembre, on parlait de la situation exceptionnelle de la Roumanie, en rapport avec la grande ligne du commerce, — peut-être aussi un souvenir des discours faits à Suez, — et de la nécessité de respecter les traités, évitant toute immixtion dans les affaires des autres, du raccordement avec les chemins de fer austro-hongrois, de

[1] Iorga, *Corr. Dipl.*, n° 102—103. Voy. aussi *ibid.*, n° 104. I. A. Cantacuzène écrivait de Belgrade, en septembre: « L'entente avec la Hongrie est plus importante pour nous que celle avec l'Autriche. Aujourd'hui l'influence hongroise est celle qui domine »; *ibid.*, n° 107. Au passage du Danube, pour inaugurer le canal de Suez, où il apparaissait comme le principal protecteur de la Turquie, François-Joseph avait reçu les plus grandes preuves de respect et de sympathie de la part des Roumains; *ibid.*, n° 108, 114, 123, 125.

[2] *Ibid.*, n° 109. Leurs pétitions, *ibid.*, n° 111.

[3] Charles Ier invitait à un bal à Bucarest le Pacha de Roustchouk qui s'excusa à cause de la maladie de son fils; *ibid.*, n° 136.

www.dacoromanica.ro

l'obligation de revoir la frontière de ce côté, car on avait constaté un envahissement aux dépens de la Roumanie, le besoin urgent d'écarter les capitulations, en maintenant la convention avec la Russie et une autre, d'un autre caractère, avec la Serbie, la convention pour la navigation sur le Pruth, par laquelle on espérait des rapports commerciaux entre Jassy et Galatz, l'apparition du pavillon roumain sur la mer Noire, et le prcjet d'un port maritime à Jibrieni, l'écartement des postes étrangères, le prcgrès des travaux de chemins de fer et chaussées; à côté des soucis pour les églises et les écoles, on mentionnait avec l'orgueil d'un fondateur, les travaux faits aux monuments historiques, insistant sur ceux qui avaient commencé, dans un esprit totalement faux, à Curtea de Argeș, dans le style de Viollet-le-Duc, par son ancien élève Leconte du Nouy; enfin, le lendemain du succès du camp de *Furceni*, on glorifiait l'œuvre de consolidation de l'armée, base de la monarchie.

Mais les moyens de création parlementaire étaient très faibles. Comme d'habitude, on perdait son temps en discussions stériles. Dans le ministère, Démètre Ghica paraissait fatigué; Kcgălniceanu, qui prenait le ministère de l'Intérieur, était en guerre ouverte avec Boerescu: il demandait et obtenait que deux nouveaux ministres moldaves soient adjoints, ministres lui appartenant: Callimachi-Catargi, homme d'expérience, et un jeune député agressif, Georges Mârzescu, lui aussi fractionniste d'origine: on lui réservait la satisfaction d'inaugurer l'Université de Bucarest.

Devant cette situation s'élevait de nouveau, pour les cercles intéressés de l'Occident et même de Turquie, le danger d'un nouveau gouvernement de Jean Brătianu. Celui-ci avait parlé du « poignard planté dans le cœur de la Transylvanie », et il effrayait Andrassy et Eötvös, faisant perdre tout l'avantage du voyage princier qui s'était terminé avec cette si grande illusion: il fallut envoyer à Budapest Radu Ionescu, publiciste et diplomate, pour donner des assurances [1]. L'ancien

[1] Iorga, *Corr. dipl.*, n° 137. À Vienne, on suscitait aussi la question juive; *ibid.*, n° 139. Pour des craintes à Constantinople, *ibid.*, n° 140 (1870).

www.dacoromanica.ro

ministre, tout puissant, n'agitait pas seulement, en suscitant un grand enthousiasme, la question de Transylvanie, mais il soulignait avec raison la formation bigarrée d'une Chambre incapable de travailler avec: «la droite, la jeune droite» (Carp), «le centre, centre droit, centre gauche», «la fraction, le centre de la fraction, la fraction gauche, la gauche, l'extrême gauche» et autres, «les partisans de Kogălniceanu, de Démètre Ghica, de Brătianu, de Boerescu et de Dieu sait qui encore» [1]. Une partie du centre gauche s'était réunie à une partie du centre droit, ensuite une partie de l'extrême-gauche, avec une partie de la fraction; la droite avec le centre de la jeune droite en raison de rivalités de personnes. Brătianu ne ménageait pas ses allusions au prince qui se préoccupait [2], comme les derniers Mérovingiens, uniquement de fêtes, au milieu «d'intrigants et d'ambitieux», ce qui ne correspondait pas au modeste train de vie de la famille princière [3]. Il feignait de recommander un gouvernement en dehors des partis, des clientèles et des personnes, confié à «sept hommes honnêtes» [4], qui pourraient transformer la Roumanie, de même que l'avaient fait d'autres pays européens, en un laboratoire de travail continuel [5]. Dans l'élection du district de Dolj pour le collège paysan, le quatrième, Brătianu avait affronté Cuza lui-même, soutenu en sous-main, probablement, par Kogălniceanu (mars).

Un changement ministériel se produisit à l'époque où on discutait la dotation de la princesse, dans une atmosphère d'antipathie grossière. Boerescu présenta sa démission, puis Kogălniceanu [6], qui était devenu un furieux ennemi du prince.

[1] I. C. Brătianu, ouvr. cité, I², p. 162.

[2] *Ibid.*, pp. 162—163.

[3] Et il faisait allusion à une fête donnée pour la convalescence de la princesse, qui venait d'être sérieusement malade; *Aus dem Leben*, II, p. 50. L'opposition se dirigeait contre la dotation qu'on demandait pour la princesse; *ibid.*, p. 53. Le projet fut retiré.

[4] *Ibid.*, pp. 166. 171, Cf. aussi *ibid.*, p. 172.

[5] À cette occasion il défendait, contre le général Florescu, qui avait parlé de trahison, l'acte de février; *ibid.*, pp. 189—191.

[6] D'après le livre cité, Strousberg, *Dr. Strousberg und sein Wirken*, 3-ème éd., 1876, p. 350: pour une question de nomination à la Cour.

www.dacoromanica.ro

Le maire de Bucarest, un jeune conservateur très riche, Georges Grégoire Cantacuzène, fut nommé à la Justice; et quelques jours après, il présenta, lui aussi, sa démission, de même que Calimachi-Catargiu et en plus Alexandre Golescu. Démètre Ghica lui-même qui, pendant la chaleur des débats, était allé jusqu'à arracher des mains du président de la Chambre sa sonnette, se retira parce que les ministres démissionnaires avaient passé par-dessus son autorité. A peine put-on bâcler, car Jean Ghica le refusait, un nouveau ministère Golescu, dans lequel entrèrent: J. A. Cantacuzène de Belgrade (Intérieur et Affaires étrangères), l'éloquent avocat Vioreanu et Cozadini, conservant Manu et Mârzescu (février). Rosetti répondit, provoquant la retraite des libéraux de la Chambre. Seul Sturdza, qui parut en ce moment à Bucarest, conservait fidélité et confiance: lui, de même que Ghica, du reste loyal, recommandait au prince un geste d'autorité [1].

Totalement désintéressé et profondément honnête était le geste de Démètre Brătianu; resté pendant quelque temps sans emploi, il fut reçu, dès le mois de janvier de la même année, quand le prince manifesta son désir d'abdiquer [2]. Il prouva qu'on ne peut pas gouverner à une pareille époque avec de tels hommes, et il alla si loin qu'il parla au monarque du «précipice» vers lequel glisse le régime; et, dans une lettre du mois de mars, il revint sur cet avertissement qui avait déplu [3]. Et n'ayant pas été écouté, l'ancien mazzinian, revint à Paris, à la veille de la guerre si peu sûre de Napoléon contre la Prusse, pour y préparer quelque chose qu'on a cru être probablement la candidature de Nicolas Bibescu.

A ce moment, on essaya contre le prince un autre instrument de lutte, examinant les conditions, onéreuses et mal observées, de la concession de Strousberg, qui se montra enfin comme un escroc partout où il passa [4]. On avait pris

[1] *Aus dem Leben*, II, pp. 68—69.

[2] *Ibid.*, p. 56.

[3] Cretzianu, ouvr. cité, I, pp. 381—382.

[4] Voy. Charles Fürstenberg, ouvr. cité, p. 58 et cf. les Mémoires de Strousberg, p. 337 et suiv.

www.dacoromanica.ro

la décision de demander à Ambron, homme d'affaires berlinois, nommé commissaire du gouvernement roumain à Berlin, de ne rien ordonnancer désormais sans enquête préalable de la part de l'ancien ministre Panait Donici, homme compétent et honnête. Mais les suspicions, qui avaient un but politique, continuaient de plus en plus offensantes, alors que de fait une seule action de cette entreprise se trouvait entre les mains du prince [1]. Cependant, lorsque sous un nouveau régime il fut question de remplacer Ambron, le prince crut devoir l'appuyer [2].

Enfin, en avril, la décision fut prise d'installer un ministère de prestige et d'énergie. Il fut formé par Emmanuel Costachi Iepureanu, avec des jeunes éléments conservateurs, qui garda, pour avoir une continuité dans l'armée, le général Manu. C'était des hommes nouveaux, ayant environ trente ans, qui faisaient partie ou bien des conservateurs valaques de la nouvelle génération, comme Alexandre Lahovari, formé à Paris, puissant orateur de conviction, ou bien des hommes de formation junimiste de Moldavie, avec Carp aux Affaires étrangères et, à l'Instruction publique, pour peu de temps, B. Pogor, cet esprit ironique mais incapable d'action, auquel on pensait substituer bientôt Maiorescu, s'il n'y avait pas eu le souvenir récent d'un procès, qui avait amené ce professeur apprécié à abandonner l'enseignement; Carp dut donc prendre, en attendant le moment où il pourrait aider son ami, l'intérim de ce ministère. Les Chambres furent dissoutes, en acceptant tout le risque d'un combat désespéré avec la popularité décisive, surtout dans les centres valaques, Bucarest, Ploești, des libéraux.

Le résultat de ces élections très troublées, puisque les troupes furent forcées de tirer en l'air à Pitești, ne donna, pour la Chambre comme pour le Sénat, qu'une faible majorité au gouvernement, qui était parti plein de confiance pour

[1] *Aus dem Leben*, II, p. 71.
[2] *Ibid.*, p. 83.

www.dacoromanica.ro

cette tentative dangereuse; à Severin, les électeurs au Sénat accordaient un mandat à l'ancien prince Cuza.

La guerre entre la France et la Prusse, à cause de la candidature Hohenzollern, était sur le point d'éclater. Il y avait une confusion générale dans les cabinets européens et les nouvelles qui arrivaient à Bucarest de la part de Démètre Ştirbey, envoyé à Constantinople à la place de Sturdza, de la part de Strat, qui y vint pour une courte mission, avant de retourner à Paris, de la part de Sturdza lui-même, en route vers Berlin, pour l'affaire Strousberg, mais qui alla sonder aussi les disposition d'Andrássy — et celui-ci parlait d'une façon exagérée du danger russe imminent, de la haine de Gortchacov contre la Roumanie qu'il désirait détruire — les informations venues du même Strat, envoyé à Budapest, se contredisaient, semblant concorder seulement sur ce point que, sous le prétexte de l'agitation continuelle, provoquée par les Russes, la Roumanie, dont on ne reconnaissait pas encore le nom, ne rencontrait de confiance nulle part, et encore moins de sympathie.

Emmanuel Costachi offrit, à la fin de juin, la démission du cabinet qui ne fut pas acceptée. Il était évident que, par l'envoi continuel de commissaires sûrs, le prince, énervé par les empêchements constants qu'on lui opposait au moment même où avait été conclu son mariage, et que les espérances qui s'ouvraient semblaient pouvoir amener un apaisement, empêchait un changement constitutionnel qu'il aurait cependant désiré voir admis par les Puissances, au moment même où celles-ci ne retrouvaient plus le fil de leur action devant le danger d'une guerre européenne.

Pour l'instant, on n'attendit pas à Bucarest le moment du conflit, qui allait éclater quelques jours après, pour qu'un conservateur, — parent d'Alexandre Ghica par le mariage de sa sœur avec le père de l'interpellateur, Nicolas Blaramberg, ancien associé de Carp au journal « Le Peuple roumain », homme très cultivé mais d'idées confuses, — soulève à la Chambre, où il n'y avait pas une vraie majorité, la question de savoir si, dans la guerre prochaine, la Roumanie serait

www.dacoromanica.ro

disposée à se laisser conduire par les sympathies de race [1]. Comme le président du Conseil ne pouvait répondre autrement qu'en disant que la nation n'oublierait pas tout ce qu'elle devait à la nation française, mais que l'État n'était pas assez fort pour jouer un rôle actif, de sorte qu'une stricte neutralité s'imposait, l'interpellateur, se montrant mécontent, désignait, dans la personne du prince, l'empêchement à l'action qu'il aurait désirée.

Le ministère présenta sa démission, pour permettre aux Chambres de faire leur choix; et le prince, par une exagération très grande, presque impossible, du « constitutionalisme », allant jusqu'à l'abdication de son rôle, demandait que ces Chambres elles-mêmes lui présentent un programme.

A ce moment, se produisit la déclaration de guerre de Napoléon. Dans la séance agitée de la Chambre roumaine, le 5/17 juillet, le ministre des Affaires étrangères, Carp, bien qu'ayant été élevé entièrement en Allemagne, et adversaire, comme tous les Junimistes, de la culture orientée vers la France, répondit à toutes les interpellations d'un « fractionniste » de Jassy par la déclaration que: « là où sont les nations latines, là sera aussi le cœur de la Roumanie ». « Les nations latines », donc aussi l'Italie et l'Espagne, — et ce que pouvait promettre la Roumanie, c'était seulement son « cœur ». Quant au désir d'un autre député que son pays, par un nouveau Cavour, accomplisse de grandes actions — ce qui signifiait employer la victoire française, qu'on escomptait, pour créer la grande Roumanie, on lui observa que, bien qu'il faille espérer, qu'à son temps, dans des « circonstances graves », le peuple roumain trouverait, lui aussi, dans son « sein » l'homme dont le bras puissant pourra le conduire vers ses destinées; il faudra néanmoins avoir ici une « grande nation » pour que l'homme grand puisse atteindre des si hautes cimes ». De son côté, Charles Ier assurait son parent de Berlin de toutes ses sympathies, mais il dut ajouter aussi

[1] Voy. aussi Christodul I. Suliotis, *Nicolae Blaramberg, omul şi faptele lui*, 1895. Son amitié intime avec Carp, pp. 890—891.

www.dacoromanica.ro

que « devant une nation latine, dont les sympathies penchent facilement vers ses parents, il s'impose la réserve la plus stricte » [1]. Répondant à Carp, qui avait parlé ironiquement de « sa politique orthodoxe », Jean Brătianu se déclarait, lui aussi, adhérent de cette politique « latine » [2].

Mais les difficultés ne pouvaient pas être écartées, pas même par de pareilles déclarations et de pareilles décisions. On croyait, avec raison, que la Russie demanderait la disparition des prescriptions du traité de Paris et que les troupes du tzar pourraient passer le Prut. Gortchakov disait à un ministre autrichien que, pour avoir l'ordre en Roumanie, il ne suffisait pas d'annuler une Constitution impossible, mais de retourner à la séparation des Principautés, car l'Union avait montré qu'elle ne pouvait pas « créer une nationalité qui n'existe pas »: « sauf les Russes et les imbéciles », il n'y aurait pas une seule voix contre cette décision (!) [3].

De Paris, Strat semblait demander si la Roumanie serait disposée à conclure un traité avec la France, non sans une entente préalable avec l'Autriche-Hongrie, et on lui répondait avec décision qu'on opposerait de la résistance à toute attaque russe, « à côté des Puissances occidentales et de la Turquie », allant même jusqu'au traité demandé [4].

De son côté, Aali-Pacha, d'après des suggestions de celui qui y avait intérêt, prenait des mesures militaires sérieuses pour le cas où se produirait l'intervention russe. Un camp fut établi à Şumla. On attribuait à la France l'intention de retenir la Russie en rouvrant la question orientale, et dans ce plan d'action il y avait l'intention de gagner l'Autriche-Hongrie, en lui offrant de nouveau « les Principautés ».

En échange, le bruit courait que Vienne et Budapest auraient recommandé aux Turcs d'occuper le pays vassal [5]. De

[1] *Aus dem Leben*, II, pp. 105—106.

[2] I. C. Brătianu, loc. cit., pp. 224—225, 238—239.

[3] Maximilien Fliegenschmidt, *Deutschlands Orientpolitik im ersten Reichsjahrzehnt, 1870—1880*, I, Berlin, 1913, p. 19 (*Deutsche Revue*, 7 avril 1880, pp. 11—21). Cf. Iorga, *Corr. Dip.*, préface.

[4] *Aus dem Leben*, II, pp. 107—108. L'Autriche-Hongrie a eu, on le sait, un moment d'hésitation.

[5] Iorga, *Corr. dipl.*, à la même date.

www.dacoromanica.ro

Constantinople, on demandait la réduction de l'armée roumaine qui n'aurait que le devoir « de sacrifier un régiment sur le Pruth, en guise de démonstration », et c'est tout, alors que Sturdza assurait que les Roumains résisteraient [1]. Mais, au commencement du mois d'août, Steege pouvait écrire de Vienne que les succès si grands de la Prusse avaient rapproché l'Autriche-Hongrie de la Russie, qui pouvait être elle-même menacée [2].

Mais en même temps, les malheurs de la France, au lieu d'éloigner les Roumains, contribuaient à accroître les sympathies pour la créatrice de l'Union, malgré les hésitations de Napoléon, qui n'avaient jamais pénétré dans l'opinion publique. Il était question maintenant, non pas de l'Empereur lui-même, qui payait ses fautes anciennes et nouvelles, mais de la nation française. Pendant qu'un certain nombre de Roumains, enthousiastes pour la cause française, allaient combattre sur le Rhin, — comme un Moruzi de Pechea, un Rosetti, un Titus Dunca et un C. Pilat, à côté du Français par le sang, qu'était le docteur Davila, — et tandis que le journal de Carp recueillait des souscriptions pour les blessés français, on communiquait, au nom du gouvernement roumain, à Paris, — où Strat affirmait le devoir de son pays de « se rapprocher encore plus de la France », allant jusqu'à dire que « le gouvernement se tiendrait toujours à la disposition de celui de Sa Majesté l'Empereur pour toute éventualité où son faible appui pourrait lui être utile » [3], — que « les Principautés sont fermement décidées à resserrer les liens de solidarité qui les unissent à la France » (19 août nouveau style). Bourée, l'ambassadeur de l'Empereur à Constantinople, jadis un adversaire, reconnaissait que, « parmi tous les pays qui ont été comblés de bienfaits par la France, seule la Roumanie a montré de la reconnaissance et des sympathies ouvertement exprimées et profondément ressenties »; il ajoutait, donnant

[1] *Ibid.*, n° 152, 154, 157.
[2] Cf. *Aus dem Leben*, II, p. 111.
[3] *Corr. dipl.*, n° 162. Retour de Mellinet de Paris; *Aus dem Leben*, II, p. 113.

www.dacoromanica.ro

son adhésion à l'idéal d'indépendance du pays que « la France avait vu avec émotion ce spectacle » [1].

Dès le mois de juillet, Charles Ier déclarait qu'il avait dû combattre contre son gouvernement pour empêcher « l'entente avec la France », qu'on croyait être encore victorieuse. Et le 8/20 août éclatait, à Ploești, la tentative de renverser le prince pour que la République roumaine, proclamée, vienne au secours de la France latine et protectrice.

Il avait été question d'un mouvement qui devait embrasser tout le pays. Partout dans les cercles « rouges » on attendait le mot d'ordre, qui devait partir de l'organisation secrète à la tête de laquelle, non sans s'être entendu avec les principaux chefs du parti, se trouvait le jeune Eugène Carada. L'ancien officier, maintenant avocat et député, Candiano Popescu [2] se pressa. Par des télégrammes fabriqués sur la victoire à Bucarest de la « révolution », qui aurait mis à la tête du nouveau régime le général Golescu et Jean Brătianu, il réussit à s'imposer au commencement; mais il rencontra la résistance de quelques éléments militaires sérieux et loyaux, qui n'étaient pas disposés à répéter le 11 février. La première combinaison aventureuse tomba dans le ridicule le plus parfait, sauvant de cette façon les vrais intérêts du pays que ces têtes peu mûres étaient prêtes à sacrifier à leur ambition et à leurs

[1] *Ibid.*, n° 160, 164. Cf. *Aus dem Leben*, p. 110 et *ibid.*, pp. 112—113.

[2] C'était un intime de Jean Brătianu; le prince critiquait celui-ci parce qu'il entretenait des rapports avec un pareil homme et aussi avec Rosetti; *Din corespondența familiei Ion C. Brătianu*, I, p. 111, n° 92. Voy. aussi *ibid.*, p. 113. Sur la façon dont Brătianu jugeait les dernières élections; *ibid.*, pp. 99, 116, 118, 119, 120. Là aussi, pour son attitude à la Chambre. Sa crainte qu'on prépare un « coup d'État »; *ibid.*, p. 130, n° 110 (juin 1869). Sa démission de la Chambre, en janvier 1870; *ibid.*, p. 132, n° 112. On n'a pas ses lettres à l'époque de la tentative de Ploești. Sa douleur pour la défaite des Français; *ibid.*, p. 139. Voy. aussi la correspondance de la famille Carada, publiée depuis peu dans le livre dédié à celui-ci par N. Bălănescu. Cf. aussi M. Théodorian-Carada, *Efimeridele, însemnări și amintiri*, Bucarest, 1930, p. 36 et suiv. Étaient mêlés C. Ciocârlan, le docteur Sergiu et C. Pilat, le conspirateur de février 1866. Il était question même de proclamer le prince Napoléon, avec Golescu, comme régent. Voy. aussi les observations de Charles Ier dans *Aus dem Leben*, II, pp. 115—117, 118, 126.

www.dacoromanica.ro

illusions. Les rebelles furent jetés en prison: on prit des mesures sévères contre les complices du centre, parmi lesquels les chefs de l'opposition de gauche, — Rosetti n'était pas dans le pays, — et, comptant parmi les éléments responsables et dangereux, le savant historien et philologue, le poète satirique, l'esprit supérieur, mais totalement étranger aux réalités, qu'était B. P. Haşdeu, ancien militant contre le prince, et poursuivant d'autres buts que ceux d'une république impossible [1]. Bien qu'après quelques mois les jurés de Târgovişte acquittèrent les coupables, qui n'avaient pas été atteints par une sanction militaire immédiate, pouvant servir de leçon; ce peu d'attention accordé à leurs actions, en dépit de tragiques discours de défense comme celui de Nicolas Fleva, l'un des plus en vue parmi les jeunes libéraux, pouvait être considéré comme une véritable sanction morale.

Charles Ier qui était seulement au commencement d'une mission, reçue des auteurs d'une conspiration, et qu'il ne pouvait pas supposer facile, crut qu'il pourrait l'abandonner à cause de l'offense venant de l'inconscience de pauvres provinciaux dépourvus de sens politique. Le lendemain, après la naissance de sa fillette Marie, le prince crut devoir consulter, — comme l'avait fait jadis Cuza, — « les Puissances garantes », si peu « garantes » maintenant qu'elles avaient autre chose à faire que de penser à leur petite création de 1856, sur la nécessité de changer ces « établissements libéraux », qui n'étaient pas moins coupables que le manque d'une vraie culture générale et politique. Mais, au cas où on changerait une situation devenue intolérable, celui auquel Barbe Ştirbei avait recommandé de chercher largement autour de lui ses collaborateurs [2], — Alexandre Golescu lui-même avait fait observer qu'on peut trouver des forces saines sous le vernis

[1] Les mesures furent brutales, Jean Brătianu étant emmené sous garde armée de Piteşti à Câmpulung; *Jean C. Brătianu*, ouvr. cité, I², pp. 424—425. Voy. aussi *ibid.*, p. 426 et suiv. L'innocence de Jean Brătianu fut reconnue; *ibid.*, p. 428. Cf. aussi *ibid.*, pp. 448—449. Voy. aussi *Procesul de la 8 August, apărarea făcută celor 41 de acuzaţi*, de N. Fleva, Bucarest, 1871.

[2] Gh. Ştirbey, ouvr. cité.

www.dacoromanica.ro

que revêt un politicianisme égoïste ou idéologique [1], — sera forcé d'abdiquer. C'est parce qu'il prétendait n'avoir rien pu faire avec les hommes, certainement intelligents et cultivés, avec lesquels évidemment on ne pouvait rien entreprendre dans le sens qu'il désirait: celui de création. Le prince qu'une opposition perfide qualifiait cependant de « Zéphyrin Eidbrecher », c'est-à-dire « violateur de son serment » [2], ne voulait pas passer seul par-dessus les prescriptions de l'acte de simple traduction du français de Belgique, qu'était la Constitution qu'on lui avait imposée, en 1866 [3].

A la fin de novembre, ancien style, les lettres adressées par le prince aux souverains furent remises, dans le secret le plus absolu, à leurs consuls en Roumanie. Mais Charles Ier ne consentit pas à le faire directement à l'égard du Sultan, mais seulement par le moyen de l'Angleterre — qui refusera et cela avec la plus grande discrétion.

Comme l'ambassadeur d'Angleterre à Constantinople avait tardé, Aali-Pacha, apprenant cependant qu'on avait écrit à différents souverains, considérait l'acte comme « illégal », « irrévérencieux », donc « nul et non avenu » et déclarait avec énergie que l'Europe ne pourrait pas s'en occuper. Le prince roumain s'adressa alors, « par une occasion sûre », directement au Sultan, pour dénoncer — à celui dont dès le début, il avait désiré, conformément aux aspirations de son peuple, se séparer sous le rapport politique, et le plus vite possible, d'une façon absolue, — pour lui déclarer qu'il est « désarmé devant les progrès du mal » et qu'il doit donc recourir — combien profonde était l'humiliation — aux « sentiments généreux » du suzerain. C'est de là, par une Conférence européenne, et à savoir par celle qui devait se rassembler pour juger de la décision de la Russie contre le traité de Paris, qui lui interdisait la Mer Noire, que devait venir — et donc

[1] Iorga, *Mihail Kogălniceanu*.

[2] Voy. *Rev. Ist.*, 1938, n° 1, 3. Le nom de Charles Ier était Karl-Eitel-Zephyrin.

[3] A ce moment, lorsque la Russie montrait ses intentions, « La Presse », journal de Boerescu, demandait l'indépendance et le royaume; *Aus dem Leben*, II, pp. 130—131, 132.

www.dacoromanica.ro

ni du prince, ni de la nation roumaine, qui s'était confiée à lui et l'acclamait, grâce à son ancien sentiment monarchique, manifesté à chaque occasion — une organisation raisonnable et une administration réglée. Et cette fois, il n'était plus question d'une décision inébranlable de quitter le pouvoir, parce qu'ainsi qu'il l'avait dit au commencement, il n'admettait pas que l'amélioration lui soit imposée du dehors, mais il déclarait maintenant que, si on lui démontrait qu'il ne peut pas atteindre ce but, alors il n'hésiterait pas à renoncer à une position si difficile pour se retirer dans la vie privée [1].

Aali s'empressa, bien entendu, de reconnaître l'existence « des tendances anarchiques », les déclarant irrémédiables, et Keyserling, ambassadeur de Prusse, ajoutait que la Porte avait abandonné son vassal désespéré [2], par suite « de cette démarche malheureuse » et qu'il fallait s'attendre à tout, même à la séparation des Principautés [3].

On avait proposé une discussion extrêmement dangereuse de la question roumaine, — qui paraissait depuis longtemps heureusement close, — dans un congrès d'une Europe qui n'existait plus, car après la déclaration de la Russie, disant qu'elle enverrait ses vaisseaux de guerre dans la Mer Noire, l'Angleterre, et non seulement elle, était indignée de cet acte d'une seule Puissance, qui ébranlait la base même fixée par le traité de Paris. Bismarck essaya d'arrêter une pareille décision [4] dont il n'avait pas besoin à la veille des difficultés qui se montraient au sujet de la paix et autour de sa conclusion [5]. On

[1] *Ibid.*, pp. 144—147. Le consul d'Allemagne lui donnait le conseil de partir; *ibid.* De même son père; *ibid.*, p. 159. Mais bientôt, le prince se présentait comme un capitaine sur un vaisseau battu par la tempête; *ibid.*, p. 155.

[2] *Ibid.*, pp. 149—152.

[3] Voy. aussi *ibid.*, p. 162.

[4] Trois ministres avaient assisté, sans aucune protestation, aux déclamations de Nicolas Ionescu que le Prince pouvait partir; *Jean Brătianu considérait ce geste comme inquiétant;* voy. *Din Cor. fam. Ioan C. Brătianu*, I, p. 145. Après la démission répétée de Rosetti, il pensait lui-même à quitter l'Assemblée; *ibid.*, p. 146 et suiv.

[5] *Aus dem Leben*, II, pp. 135—136.

www.dacoromanica.ro

faisait connaître que le parent de Guillaume Ier ne pouvait attendre de la Prusse aucun appui moral, et naturellement cet appui serait encore moins possible après la faillite désastreuse pour les actionnaires allemands de Strousberg, qui en rendaient coupable l'État roumain [1]. Le chancelier allemand revenait pour avertir celui qui s'apprêtait à partir si on ne lui donnait pas une autre formation d'État, qu'il n'y avait aucune Puissance disposée à soutenir ses velléités, et n'oubliait pas de dire au jeune prince prussien qu'il y avait « des moyens d'amélioration » et « des éléments meilleurs dans le pays lui-même » [2].

Mais, devant un message de paix, la Chambre, qui connaissait déjà la décision du prince, répondait d'un ton pareil à celui des députés français de juillet 1830 à Charles X: ici aussi, on recommandait « le respect des désirs du peuple » et « le respect de la loi », l'observation de la Constitution. Le prince se laissa difficilement convaincre de recevoir un pareil acte. Pour punir ses ennemis, il formula, sous le prétexte d'une lettre adressée à un ami allemand, la déclaration des motifs de sa retraite. Il montrait, tout en reconnaissant que « le peuple » lui-même a d'autres sentiments, la mentalité erronée de la classe dirigeante formée à l'étranger, son manque de « vertu civique », et il n'oubliait pas « le chef-d'œuvre de perfidie phanariote » de la dernière adresse de la Chambre. Il laissait la responsabilité des suites à ceux qui — ajoutons que cela s'était passé aussi pour Cuza lui-même — n'avaient pas su honorer le prince qu'ils s'étaient élu [3].

Après le vote de blâme donné à Emmanuel Costachi, on nomma comme ministère de la liquidation dynastique, pendant ce triste mois de décembre 1870, le nouveau cabinet Jean Ghica, dans lequel Démètre Sturdza prenait les Finances, Callimachi-Catargiu revenait aux Affaires étrangères, s'adjoignant des acolytes insignifiants comme Berindei, Cariagdi,

[1] *Ibid.*, pp. 136—137. Voy. les Mémoires cités de Strousberg.

[2] *Aus dem Leben*, II, pp. 148—149. Charles Ier regardait ceci comme « la catastrophe de toutes ses espérances »; *ibid.*, p. 147. Voy. aussi *ibid.*, p. 164 (lettre de Bismarck au prince Charles-Antoine).

[3] *Ibid.*, pp. 138—140.

www.dacoromanica.ro

Nicolas Gr. Racoviță (à l'Instruction publique), et le colonel Pencovici. Puis le prince attendit les réponses des souverains européens qui l'encourageaient à continuer son oeuvre, sans mentionner son intention d'abdiquer, à l'exception d'Alexandre II, qui s'empressait d'ajouter qu'il y avait, dans le pays, des éléments conservateurs sur lesquels pouvait s'appuyer, avec confiance, un gouvernement sérieux [1].

Comme il fallait s'y attendre vu la situation de l'Europe à ce moment, tout le projet qui était sorti des offenses personnelles était tombé. Mais il faudra de longs efforts pour que ce vilain moment disparaisse du souvenir de tous.

Le nouveau président du Conseil (J. Ghica), si mêlé à la vie politique de la nation roumaine depuis trente ans, possédait une large expérience gagnée au service de la Turquie, car l'île Samos lui conservait de la reconnaissance pour une excellente administration; il était, lui aussi, dans le courant d'idées de Constantin Crețulescu, courant que nous pourrions appeler celui du travail national. Par ses « *Entretiens économiques* », rédigés en 1866, après avoir quitté le pouvoir, et réédités en 1868, travail le plus solide publié jusqu'alors en Roumanie sur ce sujet fondamental, il avait prouvé, non seulement une riche lecture dans plusieurs langues, mais aussi de grandes qualités d'écrivain: il ne pouvait pas y avoir de comparaison entre sa prose, pleine de sens, de nouveauté, d'une clarté parfaite et l'éloquence facile de Jean Brătianu, ou les divagations prophétiques de Rosetti. Étranger à tout préjugé, il voyait la situation de la hauteur du penseur. La situation « du pauvre pays riche », comme le qualifiait aussi Charles Ier, lui était parfaitement connue. Au lieu de regarder avec optimisme l'état de choses dû à sa génération, il se rendait compte de la diminution de vitalité de l'élément roumain, chose qu'on observait aussi au-delà des frontières.

Mais certainement il n'était pas, avec ses préjugés libéraux qui s'opposaient au besoin d'ordre et de discipline, l'homme d'une situation comme celle du commencement de

[1] *Ibid.*, pp. 152—153, 157—158, 161—162.

www.dacoromanica.ro

Fig. 11. — Jean Ghica.

www.dacoromanica.ro

1871, au moment où la prolongation héroïque de la résistance française maintenait la société roumaine dans un état d'énervement continuel.

Ghica, bien que désireux d'observer « à l'anglaise » toutes les formes d'une Constitution copiée, et restée étrangère à l'âme du peuple roumain, assistait impartial et impassible au résultat, favorable aux « Rouges », des élections au Conseil municipal de Bucarest, mais seulement après en avoir préparé le résultat par le changement de l'appareil administratif [1]. Quand l'inlassable parleur Blaramberg porta devant la Chambre la lettre du prince, le président du Conseil se contenta de faire observer que, d'après la Constitution, la personne du monarque ne pouvait pas être discutée, et le président de l'Assemblée, Costaforu, fit la même réflexion. Après de dures paroles concernant l'acte de « trahison » qu'aurait été l'abandon du trône, l'interpellateur présenta une motion de fidélité à la Constitution, dans laquelle on affirmait que la lettre qui, à Ghica, avait été déclarée authentique, quelques jours auparavant, ne pouvait pas l'être. Celui-ci commit l'erreur d'en reconnaître l'authenticité, ajoutant cependant qu'une autre situation avait déjà changé une décision qu'on traitait avec un mécontentement si justifié, quels que fussent les vrais sentiments de ceux qui les manifestaient. Avec des modifications en ce qui concerne l'attachement à la Constitution, Kogălniceanu, dont le passé ne contenait pas un respect particulier pour de pareils actes, ajoutait au moins l'expression « du dévoûment pour le trône et pour la dynastie ». Contre un autre hâbleur, Nicolas Ionescu, seul Ghica de Comănești, avec son éducation allemande, se déclara ouvertement pour ce que désirait Charles Ier dans les glissements de son attitude: le changement de la Constitution, et les notes du prince marquent avec satisfaction cet appui courageux [2]. La motion Kogălniceanu étant votée, on offrit tout de même au prince la possibilité morale et politique de rester, seule solution qui ressortait de la regrettable correspondance avec un monde

[1] *Ibid.*, p. 150.
[2] *Ibid.*, p. 159.

www.dacoromanica.ro

étranger ennemi ou indifférent, en tout cas prêt, à ce moment aussi, à toutes les offenses. On accordait aussi la prolongation du budget de l'année passée, Sturdza étant ministre des Finances. Et le Sénat discutait, dans une toute autre atmosphère, la lettre si mal venue, et on ne pouvait pas trouver de paroles plus chaleureuses que celles contenues dans l'adresse de l'autre Assemblée [1].

Au moment où la faillite de Strousberg, compliquée aussi d'une intervention allemande, menaçante pour le paiement par l'État roumain du coupon dû aux actionnaires, agitait la Chambre, donnant une nouvelle occasion à des attaques contre le prince, qui fut une fois de plus laissé sans défense, le banquet offert par le consul de la nouvelle Allemagne, Radowitz, aux membres de la colonie, donna prétexte à une formidable démonstration préméditée qui devait remettre sur le tapis la question du prince, qui paraissait maintenant au moins ajournée. La foule, composée surtout de jeunes gens [2], cassa les vitres, blessa quelques hôtes et les tint pendant quelque temps assiégés, le représentant de l'Empire victorieux étant parmi eux. On essaya de faire sonner les cloches, et on entendit le cri de « Vive la République ! », imitant les scènes de septembre 1870 à Paris. Les troupes étant intervenues, la foule se dispersa, mais non sans lutter [3].

[1] Il ne manquait pas de manifestations de loyauté en province qui montraient que le pays a d'autres sentiments que les politiciens.

[2] Voici de quelle façon les choses sont présentées par Jean Brătianu, avec toutes les apparences de la sincérité, en 1875, à la Chambre : « Une malheureuse circonstance dans laquelle les uns et les autres ont commis des erreurs. Les Allemands ont commis l'erreur d'avoir voulu organiser un banquet dans la capitale d'un peuple endeuillé par l'écrasement de la France, sa bienfaitrice ; ils ont commis une erreur parce qu'ils savaient que l'écrasement de la France nous fait souffrir car nous lui devons tant, et ils ne devaient pas offenser le plus beau sentiment que puisse avoir une nation : le sentiment de la reconnaissance... Nous avons commis nous-mêmes une erreur parce que nous ne sommes pas accourus tous pour montrer à ces jeunes gens qu'ils n'étaient pas animés alors par le génie de la Roumanie, mais par un génie malfaisant pour leur pays ; nous n'avons pas fait notre devoir d'arracher de là ces jeunes gens indignés, pour qu'ils ne commettent pas cette faut. » ; *Ion C. Brătianu*, I², p. 419.

[3] Description minutieuse dans *Aus dem Leben*, II, pp. 174—176. Notes exagérées, d'après une source qui n'est pas citée chez C. Gane, ouvr. cité, pp. 140-141.

www.dacoromanica.ro

Cette fois, Charles Ier prit la décision nécessaire pour s'imposer. Ghica, jusque-là absent à toutes les convocations du prince, fut congédié et, Démètre Ghica refusant sa succession pour avoir été offensé par une Chambre, avec laquelle il n'entendait plus travailler, au moment où Radowitz [1] *ordonnait* le départ du ministère: après l'appel, le lendemain, de Nicolas Golescu, Démètre Sturdza et Lascar Catargiu, comme membres du régime de 1866, — les consuls eux-mêmes faisant leur apparition au palais, — Catargiu reçut, le 12/24 mars, la mission de former un ministère destiné à travailler avec les Chambres qui étaient, comme lui, conservatrices [2].

[1] Il demanda, au nom de Bismarck, une « satisfaction brillante »; elle lui fut donnée par le nouveau chef du gouvernement, par le métropolite et le Conseil communal.

[2] Il y avait eu aussi une séance secrète à la Chambre, où on avait montré la vérité en ce qui concernait le désir du prince. Des révélations récentes montrent que quelques exaltés, parmi les militaires, auraient été prêts à détrôner Charles Ier pour installer une régence avec Nicolas Golescu, Jean Ghica et Haralambie, ou un autre militaire, Jean Brătianu devant former le ministère; M. Théodorescu-Carada, *Efimeridele*, pp. 42—43.

www.dacoromanica.ro

CHAPITRE VII

L'ARMISTICE INTÉRIEUR

Le solide propriétaire rural de Golăşei, L. Catargiu, qui avait renié ses anciens penchants de 1848, commença à gouverner le pays comme il gouvernait ses terres. Bismarck avait raison: *dans la classe politique, il y avait des hommes avec lesquels on pouvait travailler.*

Dans le ministère de mars 1871, entra Costaforu, à côté de l'ancien intime de Cuza, Nicolas Creţulescu, le général Tell, qui n'avait plus été mêlé depuis longtemps à la vie politique active, et le financier de grande expérience qu'était Mavrogheni; on leur adjoignit le général Florescu [1]. Kogălniceanu admettait cette solution; pourtant il se réunira à Jean Ghica et aux Rouges pour les élections.

A la Chambre, les protestations démagogiques de Fleva qui déclarait ne pas comprendre pourquoi le gouvernement était parti, ne servirent à rien. Peu à peu, la foule excitée ou seulement curieuse, qui s'était groupée sur la colline de la métropolie, se fatiga d'attendre ce qui ne pouvait pas se passer: le vote des Blancs donné à Lascar Catargiu par la Chambre, qui n'arrivait pas trouver une direction, amena la dissolution inévitable.

Pour le moment, aux difficultés de la situation financière et de la faillite de Strousberg, qui fut arrêté [2], s'ajoutaient les conséquences de la diminution de prestige à l'étranger qui

[1] Voy. le général Radu Rosetti, *Un uitat : generalul Ion Em. Florescu*, dans *Mem. Ac. Rom.*, 1937.

[2] Strousberg, ouvr. cité, p. 362 et suiv.

www.dacoromanica.ro

Fig. 12. — Le général Jean Em. Florescu.

www.dacoromanica.ro

résultait aussi de l'affaire de l'abdication, de même que des scènes de désordre contre la colonie allemande. Six ans après la réponse, d'une grande dignité, qu'il avait reçue de Cuza, Aali-Pacha se permettait de reprendre le langage qu'il avait tenu alors. Dans sa lettre d'une rare insolence, il était question de l'intérêt du Sultan pour le bon ordre « des Principautés-Unies », et on intimait à Charles Ier de « veiller à ce que de pareilles scènes ne se répètent plus, scènes que la Sublime Porte réprouve », car autrement, « elle serait forcée d'aviser aux moyens que lui réservent les traités pour de pareils cas » [1].

Pendant ce temps, Stratt, venu à Londres, — et le général Jean Ghica avait été envoyé à Pétersbourg, Vienne et Berlin pour la question de l'abdication, — n'était pas reçu par le ministre anglais, qui le renvoyait à Musurùs-Pacha [2]. Les lettres de Charles Ier adressés au khédive et au bey de Tunis ne furent pas acceptées par les agents de ces deux vassaux de la Porte [3]. L'empereur du Brésil s'adressait au prince de Roumanie par les chancelleries turques [4]. Dans la question du Danube, qui devait ne pas être discutée à Londres, on croyait que la Turquie interviendrait contre les intérêts roumains, et on ne s'entendait pas avec les Serbes, disposés à conclure une convention [5]. Beust prêt à tomber et à être remplacé par Andrássy, s'étonnait qu'on manifestât si peu d'intérêt. L'ambassadeur d'Angleterre à Constantinople dira ouvertement que « la reconnaissance de l'élection du prince Charles, ainsi que de la Constitution actuelle, est un acte admis tacitement par la Porte et par les grandes Puissances, et pas du tout consacré par les traités internationaux publiés et obligatoires. De même pour l'union définitive des deux Principautés ainsi que pour le prince étranger ». La Convention de 1856

[1] *Aus dem Leben*, II, p. 182.
[2] Iorga, *Corr. dipl.*, n° 171. Carp l'avait assuré que la situation était excellente et qu'on avait remporté un « triomphe sans précédent »; *ibid.*, n° 172.
[3] *Ibid.*, n° 170.
[4] *Ibid.*, n° 176.
[5] *Ibid.*, n° 168, 171, 178.

www.dacoromanica.ro

reste donc l'acte le plus puissant et obligatoire pour tous: or, elle admettait l'intervention militaire turque [1].

En dehors de la dynastie, qui à un moment avait été sur le point de partir, en dehors du monopole de la poste, de la réforme de l'armée, de la frappe récente de la monnaie, même d'or, à l'effigie du prince, en dehors des Chemins de fer qui avaient amené Strousberg à la honte, provoquant de l'immixtion de l'étranger là aussi, aucun pas n'avait été fait au-delà de la situation de février 1866. Le même déficit permanent, — on n'avait même pas payé la liste civile de 1871, et il fallut que le prince reçoive de l'argent de ses parents d'Allemagne ! — *la même administration, misérable comme elle ne l'avait pas été sous Michel Sturdza ni Ştirbei*, le même enseignement qui fabriquait des fonctionnaires et des candidats aux élections [2]. Tout cela bien qu'à la tête de l'État se trouvât un homme jeune, aux intentions les plus nobles, et ayant une haute conscience de son devoir, prêt à travailler pour l'État à toute heure. C'était l'effet naturel de la suprématie d'une classe de boïars individualistes, d'avocats qui étaient charmés par leur propre débit oratoire, de professeurs qui oubliaient leur chaire; et on n'avait pas encore vu paraître l'espèce, encore pire, qui se formera ensuite et dépassera toutes les autres: des hommes sans aucune profession ni aucune passion, s'élevant et se maintenant par la politique et s'en nourrissant.

Le ton des instructions données par le nouveau gouvernement à ses agents à l'étranger (en avril) fut digne: « Notre programme se résume en deux mots: ordre et exécution exacte des lois à l'intérieur, respect consciencieux des traités au dehors » [3]. Envoyé à Constantinople, l'inlassable Strat trouva, auprès du même Aali, un bon accueil, par ces changements subits d'attitude qui, d'une période d'opiniâtreté verbale à une autre, formaient la diplomatie ottomane [4]. Ignatiev

[1] *Ibid.*, n° 188.

[2] Les 64.000 fonctionnaires, coûtant 32 millions de lei; Maiorescu, *Mémoires*, I, p. 175.

[3] Iorga, *Corr. dipl.*, n° 182.

[4] *Ibid.*, n° 184. Cf. *ibid.*, n° 186.

www.dacoromanica.ro

traitait de « malhabile » le télégramme du grand-vizir [1]. Strat en arrivait à croire qu' « au fond, les Turcs sont des hommes très bien » [2]. Dans la lettre par laquelle il recommandait ce dernier à Aali, le prince déclarait que, s'il est resté, par devoir d'honneur, c'est parce qu'il s'appuie sur « le concours bienveillant de la Sublime Porte et des Puissances garantes » [3].

Pour changer l'atmosphère, Carp avait consenti à aller à Vienne et à Berlin et de là il écrivait, en mai, que Bismarck ne pardonnait pas l'attitude des Roumains pendant la guerre, que « la haine éveille la haine » et que « la Prusse ne ferait qu'employer des représailles justes, se plaçant parmi nos ennemis. La Russie et la Turquie désirent la séparation et, si l'occasion s'en présente, nous les aiderons à amener un changement qui, en fin de compte, sera peut-être plus propice pour aider le développement... Nous sommes les amis de nos amis, et les ennemis de nos ennemis ». Naturellement, le roi-empereur eut pour son parent du Danube des paroles plus douces [4].

Telle était, en juin, la situation extérieure, encore déplorable, malgré les sympathies pour le gouvernement conservateur, lorsque Costaforu, ministre des Affaires étrangères, put annoncer aux agents diplomatiques, en général moins bien accueillis qu'avant 1866, que les élections assuraient, par « l'immense majorité des gagnés » grâce aux méthodes toutes particulières de Lascar Catargiu, la politique « de stabilité et d'ordre au-dedans, et de sagesse et loyauté au dehors » [5]. C'est à peine s'il était entré, dans l'Assemblée, trois libéraux

[1] *Ibid.*, n° 188. Il assurait n'avoir pas reçu la proposition de Prokesch-Osten de réunir une conférence pour changer la constitution de la Roumanie; *ibid.*

[2] *Ibid.*, n° 190.

[3] *Aus dem Leben*, II, pp. 186—187. Les félicitations énormément retardées (!) du Sultan pour la naissance de la princesse Marie; *ibid.*, pp. 190—191. Mais le prince note que c'est la première fois que le Sultan répond personnellement à un vassal... Il ne manque pas d'attribuer l'honneur « plutôt au prince de Hohenzollern qu'au prince de Roumanie »; *ibid.*, p. 201. Sa propre admiration pour son discours de 1872; *ibid.*, pp. 186—188.

[4] Iorga, *Corr. dipl.*, n° 191—192.

[5] *Ibid.*, n° 194.

www.dacoromanica.ro

et cinq fractionnistes, mais Blaramberg [1] avait réussi. Boerescu se trouvait au bureau de la Chambre, à côté des conservateurs Démètre Ghica et Georges Cantacuzène, des junimistes Pogor et Cornea. Il est certain que le voyage fait en Moldavie, par le couple princier, avait eu sa part dans cette manifestation qui s'adressait, non pas aux conservateurs qui gouvernaient, mais à la Couronne.

La preuve de la faute qu'on avait commise quelques mois auparavant: vouloir quitter une nation honnête, ordonnée et fidèle, pour des offenses venues d'un groupe de politiciens, avait été faite. Charles Ier pouvait écrire, après s'être convaincu qu'il avait trop tardé: « *Maintenant, on voit que ceux qui étaient dévoués à mon prédécesseur, me sont dévoués à moi aussi ; ils ont montré par là être les défenseurs du principe monarchique* et ils permettraient tout aussi peu que je sois renversé par une révolution, qu'ils n'ont permis l'éloge de la chute de Cuza » [2].

L'affaire Strousberg prépara cependant de nouvelles difficultés. Bien qu'extrêmement loyale, la Chambre vota, contre la volonté du prince, un projet de loi que Bismarck, le croyant défavorable aux actionnaires allemands, dénonça à la Porte, lui demandant d'intervenir. Après y avoir mieux pensé, Charles Ier promulgua la loi et lorsque Aali, qui était agonisant, revint avec une sommation personnelle, il lui fit cette réponse, comme pendant les meilleurs jours de Cuza: « Les formes constitutionnelles de mon pays mettent entre les mains des ministres le soin de traiter cette question délicate, qui ne pourra être définitivement résolue que par les Chambres » [3]. Mais Bismarck continuait sa lutte pour punir ceux qui l'avaient offensé, et il réussissait que le nouveau consul général de l'Empire apporte aussi un *bérat* de la Porte, comme signe de la vassalité roumaine [4]. Et le nouveau grand-vizir Mahmud était poussé à intervenir au nom de la Puissance suzeraine,

[1] Il revint avec son « constitutionnalisme » ; mais il ne trouva que sept voix pour le soutenir.

[2] *Aus dem Leben*, II, p. 198 et suiv.

[3] *Ibid.*, p. 211.

[4] *Ibid.*, p. 219.

www.dacoromanica.ro

bien qu'en des termes qui ne puissent plus blesser [1]. Et encore, Radowitz, qui était maintenant ambassadeur à Constantinople, trouvait que la note n'était pas assez énergique [2]. La menace d'une nouvelle conférence surgissait de nouveau [3]. Malgré l'opposition de Vernescu et de Nicolas Ionescu, opposants par principe, la Chambre dut accepter, par soixante-quinze voix contre quarante-huit (au Sénat quatre-vingt une contre quarante-six), le projet dans le sens des vues allemandes; mais il fallut encore insister à Berlin pour que Bismarck se déclarât satisfait [4]. Dans une lettre conciliante à Bismarck, le prince regrettait surtout que la Porte eût été amenée à se mêler de cette affaire, et on donnait ainsi un nouveau prestige à un État qui était lui-même si menacé [5].

De fait, la situation dans les Balkans devenait de plus en plus dangereuse [6]. Sur les insistances de ce conspirateur perpétuel qu'était Ignatiev, qui se vantait cependant de suivre cette politique, on avait donné aux Bulgares, dont les bandes sur le territoire roumain commençaient de nouveau à être signalées, un exarque patriarcal, les détachant ainsi de l'hégémonie religieuse des Grecs. La Serbie, préparant des fêtes pour la majorité du prince Milan considéré, sans prendre égard aux susceptibilités hongroises, comme futur chef poli-

[1] *Ibid.*, pp. 230, 235.

[2] *Ibid.*, p. 231.

[3] *Ibdi.*, p. 232.

[4] Note amicale du grand-vizir pour apaiser cette affaire dans laquelle la Porte aurai soutenu seulement « ses droits légitimes », *ibid.*, p. 243.

[5] *Ibid.*, p. 249. Charles Ier espérait de Bismarck un appui pour élargir l'autonomie du pays; *ibid.*, p. 250. On n'admettait pas d'agent roumain à Berlin; *ibid.*

[6] La réponse de Bismarck fut la réaffirmation de son point de vue; *ibid.*, pp. 256—257. Il n'oubliait pas de mentionner l'attitude anti-allemande qu'avait eue la Roumanie. Il refusait avec indignation tout service en vue d'élargir l'autonomie et de gagner « la faveur du peuple roumain ». Devant le Reichstag, par suite de conflits avec les Juifs de Bessarabie, toute la question de la situation en Roumanie fut discutée; *ibid.*, p. 265. Une intervention anglaise que Gortchakov rejeta; *ibid.*, p. 266. On crut nécessaire de flatter de nouveau le Sultan en envoyant chez lui le ministre des Affaires étrangères, Costaforu; *ibid.*, p. 267. Voy. aussi *ibid.*, pp. 268—271.

www.dacoromanica.ro

tique de toute la nation, comprenant aussi les Croates [1], écouta avec joie les exposés des projets de fédération panslave sous la protection de la Russie [2] d'un Oreskovitch, et elle refusa la visite à Constantinople du jeune prince. Elle alla jusqu'à menacer de cesser l'envoi du tribut, sans que ce pays ait reçu une note insolente, des menaces d'occupation de la part des Turcs, ou encore, de la part des Puissances occidentales, des projets de conférence et de commissaires, de déchirement de l'union nationale qui, au contraire, paraissait se hâter vers l'intégration. Dans une forme décidée, on répondra de Belgrade au projet formé par le nouveau grand-vizir, le réformateur dans le sens européen, « anglais », Midhat-Pacha, soutenu plus ou moins publiquement et d'une façon conséquente par la diplomatie autrichienne et anglaise, projet qui consistait à confondre les États chrétiens vassaux, plutôt de forme, dans une fédération ottomane [3]. À Cettigne, le prince Nikita demandait à Charles Ier de se mettre à la tête d'une union chrétienne contre les Turcs [4].

En septembre, le nouveau régime turc insistait pour que les capitulations soient conservées en Roumanie [5]. C'était le lendemain des festivités de Belgrade, acceptées à Constantinople sans aucune réserve, et auxquelles le prince roumain avait délégué le vice-président du Sénat, le professeur Alexandre Orescu, deux conseillers communaux, parmi lesquels l'ancien ministre des Cultes, Nicolas Racoviță, et deux officiers, plus les délégués de la ville de Severin [6]. En octobre déjà, bien que le gouvernement de Midhat-Pacha eût cessé,

[1] Iorga, *Corr. dipl.*, n° 222.

[2] Au retour du tzar qui avait pris part à la rencontre des trois empereurs, il avait été salué à Bender-Tighina par Costaforu; *Aus dem Leben*, II, p. 283.

[3] Iorga, *Corr. dipl.*, n° 233. La lettre de félicitations de Charles Ier à Midhat, qu'il se rappelait avoir connu comme gouverneur de Bulgarie, espérant de lui la construction d'un pont entre Giurgiu et Roustchouk; *Aus dem Leben*, II, p. 278.

[4] *Ibid.*, p. 279. Il n'y eut qu'un conflit avec les Grecs, retirant l'exequatur du consul grec de Brăila et Midhat dénia au gouvernement roumain ce droit; *ibid.*, pp. 269, 281, 286.

[5] *Ibid.*, pp. 283—284.

[6] Iorga, *Corr. dipl.*, n° 221—222.

www.dacoromanica.ro

pour être remplacé par celui de Mehmed-Ruchdi-Pacha, Théodore Rosetti, frère de la princesse Hélène, envoyé à Berlin pour la question Strousberg, annonçait qu' « ici, on se préoccupe d'une action sérieuse contre nous », sous prétexte qu'il est question seulement d'un meilleur ordre des rapports de la Roumanie avec l'Empire Ottoman. Quelques semaines après, on faisait, à Constantinople, la proposition officielle de la fédération: « Une incorporation militaire et politique sur le type de l'Allemagne »: l'agent de Roumanie croyait que la diplomatie allemande s'y opposait. L'ambassadeur d'Angleterre, ennemi continuel, recommandait cependant le projet, de toutes ses forces, parce que « la Turquie doit être fortifiée ». À l'opposition russe, — car Ignatiev avait son plan, en rapport avec les Serbes — s'ajouta, à l'improviste, celle du nouvel ambassadeur de France qui était le parent de l'écrivain de grand talent, de Vogüé. Cependant, le même mois, sans que le projet eut été présenté à Bucarest, il paraissait à Belgrade, qui refusa d'accepter une assimilation avec la Bavière [1]. Enfin, Midhat déclara que l'idée appartenait seulement au ministre des Affaires étrangères, Halil-Shérif, ancienne *personna grata* à Vienne [2]. Recevant le nouvel agent serbe, Charles Ier lui parla de la nécessité d'accroître les forces militaires dans les deux États [3].

Pendant tout ce temps, une double œuvre fondamentale était menée au but: après un emprunt de soixante-quinze millions, couvert par le pays même, l'assainissement, par Mavrogheni, des finances et la réorganisation de l'armée, par dessus ce qu'avait commencé la mission française et celle de Krenski et les efforts du colonel Manu, par le général Florescu [4]. En vain, Jean Brătianu demanda en novembre, au

[1] *Ibid.*, n° 244 et suiv.

[2] *Ibid.*, n° 237. L'agent roumain à Constantinople ne croyait pas cependant que ce projet eût été abandonné; *ibid.*, n° 238. Les Serbes reprirent le paiement du tribut; *ibid.*, n° 241 et suiv. Il paraît curieux que toute cette affaire ait été passée sous silence dans les mémoires de Charles Ier.

[3] *Aus dem Leben*, II, p. 293.

[4] Le général Rosetti, loc. cit.

www.dacoromanica.ro

cours d'une audience, qu'on écartât un ministère solidement établi et remplissant une œuvre utile au pays [1]. À la réouverture des Chambres, on annonça, avec confiance, une action dans le domaine de l'Église, à laquelle on préparait une organisation synodale, et dans celui de l'école pour laquelle, aigri maintenant de n'avoir pas pu avoir son ministère, Maiorescu offrait tout un projet révolutionnaire, avec la disparition des hautes écoles de luxe: l'École des Beaux-Arts, le Conservatoire, le Séminaire de Socola, un certain nombre d'écoles secondaires, même les Facultés de philosophie, à la place desquelles il y aurait deux professeurs d'histoire à côté des Facultés de droit, faisant disparaître tous les Conseils consultatifs du ministère [2]. L'opposition s'était bornée aux attaques quelquefois violentes sur l'interminable question des Chemins de fer; peu après, elle devint cependant agressive et obstructionniste, empêchant le vote de la Banque de Crédit [3].

Dans ces conditions, et devant la situation de l'Empire Ottoman où le Sultan, changeant sans cesse les vizirs, avait tout pris sur lui, le prince communiqua, en janvier 1873, à Boerescu, qui avait remplacé Costaforu aux Affaires étrangères, en avril précédent [4], puis à Tell et aux autres ministres, *son intention d'en arriver à proclamer l'indépendance* [5]. Mais au mois de mai, le gouvernement n'entendait pas encore prendre sur lui une aussi grande responsabilité [6].

---

[1] *Aus dem Leben*, II, pp. 300—301.

[2] *Mémoires*, p. 136 et suiv. Aussi sa tentative de gagner le prince à la franc-maçonnerie, fût-ce même après son mariage (*ibid.*, pp. 146—147)! La sommation à Carp d'annuler les actes de son procès; *ibid.*, pp. 152—153... Voy. aussi ses plaisanteries de mauvais goût sur « les hautes opinions de Carolus » (le prince); *ibid.*, p. 161. « Le verbiage » de Charles qui « ne l'intéresse pas »; *ibid.*, p. 169 (une réconciliation pour de petites attentions de la part du même prince; *ibid.*, p. 171). Cf. pour son bon accueil fait par le prince en janvier 1875; *Aus dem Leben*, II, p. 351. « Les vanités de caste » d'Alexandre Lahovary; Maiorescu, *Mémoires*, p. 163.

[3] *Aus dem Leben*, II, p. 303. On vote, pour couvrir le déficit, 10 millions de bons du trésor (mars).

[4] Costaforu passe à Vienne et Carp à Rome.

[5] *Ibid.*, pp. 289, 297.

[6] *Ibid.*, p. 312.

www.dacoromanica.ro

C'était le moment où Michel de Serbie allait se soigner en Occident et où il rendait visite à Thiers, chef du gouvernement français à Paris, alors que Nikhita du Monténégro visitait l'exposition internationale de Vienne et montrait son désir de venir à Bucarest, désir qui ne put pas être satisfait, car le prince était « en voyage d'inspection »[1]. A Vienne, Andrássy avait montré toute son amitié, mais Costaforu ne toucha pas aux intentions de Charles Ier de rompre les liens du pays avec l'Empire Ottoman[2].

Pensant à ses projets, *le prince entreprit un second voyage, celui-ci officiel, en Occident*, tandis que la princesse Elisabeth, fille du prince de Wied, apparentée aux familles régnantes en Hollande, en Suède et en Russie, se trouvait dans sa famille allemande. Il était accompagné des ministres, Mavrogheni et Boerescu. Reçu cette fois à Vienne, par une députation des Roumains qui y habitaient, il fut logé dans l'ancien palais d'Eugène de Savoie, qui avait eu comme hôte, peu auparavant, d'autres personnalités princières. Dans sa conversation avec Andrássy on ne parla d'abord que du raccord des Chemins de fer, et avec l'Empereur lui-même on ne toucha pas aux affaires politiques; c'est seulement une seconde rencontre avec le tout puissant ministre qui permit au prince roumain de montrer que « ses liens avec la Porte commencent à lui être insupportables par la façon mesquine dont, à chaque occasion, on lui prépare des difficultés »[3]. Comme, d'autre part, il est convaincu qu' après avoir rompu les chaînes de la vassalité, la Roumanie indépendante sera une amie beaucoup plus sûre de la Turquie, il s'occupe sérieusement du projet de proclamation de l'indépendance ».

[1] *Ibid.*, p. 313.
[2] *Ibid.*, p. 315.
[3] A ce moment, on refusait au représentant de la Roumanie le titre d'« agent diplomatique »; *ibid.*, p. 327. Le ministre des Affaires étrangères ottoman n'admettait pas la loi sur les boissons, parce qu'« en Moldavie et en Valachie », on ne peut pas prendre de mesures contre les obligations internationales de l'Empire; *ibid.*, p. 328. Il ajoutait que les décisions concernant les Portes de Fer seraient communiquées au Prince *(ibid.)*, après avoir été acceptées par la Porte; le gouvernement roumain protesta.

www.dacoromanica.ro

On lui répondit que l'État indépendant « resterait en l'air ». Comme il faisait objection à ce point de vue, qu'il dut reconnaître comme fondé, *le prince crut devoir mentionner l'irrédentisme roumain et il demanda, pour les Roumains se trouvant sous la Couronne de St.-Etienne, des droits pareils à ceux des Croates.* Andrássy prétendit alors que la situation des Roumains n'était pas de nature à provoquer de pareilles mesures, et qu'une large partie du mécontentement qui pouvait exister était due aux excitations de Bucarest. Et à son tour, s'éloignant de la question, mais aussi pour parer l'attaque, il revint à l'assurance que la Monarchie n'avait pas d'intentions annexionnistes envers la Roumanie, au moins pour ce motif qu'elle n'a aucun intérêt à accroître le nombre de ses sujets roumains et à élargir sa frontière vers la Russie.

Devant l'opposition austro-hongroise à la proclamation de l'indépendance de la Roumanie, une brochure caractéristique, parue en 1874, rappela cependant que, le 14 janvier 1872, la Roumanie avait signé à Rome, comme « Puissance » égale en droit, à côté de la Turquie, la convention internationale sur le télégraphe; et, après avoir énuméré: l'admission de l'indépendance par le protocole 15 du 10 août 1858, bien qu'avec quelques réserves sur l'authenticité des capitulations des deux pays, « dont les originaux », dit une circulaire ottomane du 28 octobre 1857, « n'existent nulle part au monde et qui ont été violées, déchirées plus d'une fois par les Moldo-Valaques eux-mêmes » [1], et s'élevant contre les « prétentions d'absorption ou plutôt d'usurpation que la jeune Turquie élève depuis quelques années contre ce pays », alors que de fait elle n'est plus que « garante » à côté des autres Puissances, on invoquait l'entente avec le tsar, au XVII-e siècle, pour conclure: « Nous ne pouvons donc pas admettre qu'au XIX-e siècle, les grandes Puissances chrétiennes viennent contester au prince roumain une souveraineté et une indépendance que les tsars de Russie leur connaissaient dès le XVII-e siècle » [2].

[1] *Les droits de la Roumanie basés sur les traités, par un ancien diplomate*, 1874, pp. XVII—XVIII. Mais les Turcs aussi avaient signé, en 1856, un projet de convention sur cette base; *ibid.*, p. XXI.

[2] *Ibid.*, p. XI.

www.dacoromanica.ro

Dans l'entrevue de Vienne, le prince, revenant à son point de vue initial, montrait à Andrássy son désir de conclure avec l'Autriche-Hongrie une convention de commerce, ajoutant que, dans tout acte de ce genre, il n'admettrait jamais l'approbation de la Porte. Les relations avec la Russie sont du reste bonnes, et la Roumanie veut rester neutre entre ses deux grands voisins. On parla aussi des travaux en cours pour la régularisation des Portes de Fer [1].

Accompagné de la princesse, Charles Ier rendit visite, à Ems, à l'Empereur d'Allemagne, sans ajouter de préoccupations politiques. Une rencontre avec Bismarck pour discuter sur le projet d'indépendance, que le prince était donc forcé d'ajourner, ne put pas avoir lieu [2]. A son retour à Vienne, le prince déclara cependant à l'Empereur, qui était venu le voir, qu'il ne pouvait pas admettre que, dans cette question des Portes de Fer, les Turcs passent par-dessus le droit de souveraineté de la Roumanie [3]. Le voyage se fit par Arad et Braşov. Dans cette dernière ville, où le train s'arrêta longuement, la réception était organisée par le monde officiel, et on ne visita aucune des églises roumaines; mais, en passant par le village de Săcele, des cavaliers roumains parurent portant des drapeaux; ils appartenaient à toutes les catégories de la population de Braşov [4].

Puis, au mois d'août, le conseil des ministres, prenant en considération que Gortchakov lui-même, que Mavrogheni était allé voir à Berne, n'avait pas voulu de réponse sur la question qui préoccupait le prince, le conseil des ministres

[1] *Aus dem Leben*, II, pp. 318—320. Les négociations de Boerescu pour le raccord et la convention; *ibid.*, p. 327.

[2] *Ibid.*, p. 328.

[3] *Ibid.*, p. 329. Andrássy était alors absent. L'Autriche-Hongrie refusera cependant jusqu'au raccord; *ibid.*, p. 355. Mais des dispositions plus favorables; *ibid.*, p. 372. La convention fut signée par Boerescu, en mai. Pour cela, voy. aussi les instructions et les discussions de Boerescu; *ibid.*, pp. 384—385. Pour la négociation du traité de commerce; *ibid.*, p. 385. Opposition de la part de l'Angleterre, mais aussi de la France et même de l'Italie; *ibid.*, p. 401. Mais l'Angleterre elle-même demanda ensuite un firman d'autorisation; *ibid.*, p. 405.

[4] *Ibid.*, p. 331.

www.dacoromanica.ro

différa son intention de proclamer l'indépendance[1]. Seul Carp, qui se trouvait à Rome, était pour un nouveau «fait accompli»[2].

De son côté, excité par Elliot, l'ambassadeur d'Angleterre, le ministre des Affaires étrangères ottoman protestait d'avance contre tout engagement international que les Principautés concluraient d'elles-mêmes[3]. Cependant, à la fin, on répondait à ces inconvenances de la seule façon qui s'imposait depuis longtemps; le prince refusait de recevoir d'autres lettres du vizir[4].

Mais, des rangs de l'opposition, le manque de sens politique de Nicolas Ionescu soulevait cette question de l'indépendance pour critiquer, en même temps, gouvernement et prince[5].

La situation de la Roumanie s'était consolidée aussi par les sympathies que lui témoignait le jeune prince Milan qui épousa, peu après, une parente de Madame Rosnovanu, Nathalie, fille d'une Roumaine et du propriétaire bessarabien Kechko. La visite du prince voisin, le lendemain de la perte de la jeune princesse Marie, fut entourée, malgré tous les sentiments d'amitié, d'une discrétion particulière; mais elle était encore une garantie pour l'avenir qui, de lui-même, menait vers l'indépendance[6]. *L'idée de la «confédération balkanique» se présentait de nouveau* dans les conversations avec le ministre Marinovitch qui accompagnait le prince[7]. On

[1] *Ibid.*, p. 333.

[2] *Ibid.*, p. 337. Le prince réservait sa décision; *ibid.*, p. 338.

[3] *Ibid.*, p. 334.

[4] *Ibid.*, pp. 338—339, 340, 342. Les lettres devront être adressées à l'agent ou au président du Conseil!

[5] *Ibid.*, p. 350. L'attitude ennemie de l'ambassadeur d'Allemagne à Constantinople; *ibid.*, p. 355. Moltke, consulté sur la façon dont on pourrait le mieux employer les sommes votées pour l'armée, conseillait de disposer en temps de paix de 10.000 hommes (25.000 en cas guerre), s'appuyant sur les alliances du pays; *ibid.*, p. 370. Contre les Turcs, on pourrait défendre le Danube Le consul d'Allemagne contre l'indépendance; *ibid.*, p. 380.

[6] *Ibid.*, pp. 373—374. Charles Ier trouvait que son hôte était un jeune homme agréable et intelligent, bien que sans beaucoup d'éducation; *ibid.*, p. 375.

[7] Gortchakov recommandait cependant l'observation stricte des traités; *ibid.*, p. 374. Refus allemand aussi dans la question de la décoration; *ibid.*, p. 385.

www.dacoromanica.ro

avait donné à Milan le commandement d'honneur d'un régiment d'infanterie roumain, et le discours prononcé à cette occasion, par le prince de Roumanie, fut particulièrement chaleureux [1]. Peu après, le prince de Monténégro était invité aux manœuvres d'automne de l'armée roumaine [2]. Mais à cette occasion, alors que 50.000 hommes prenaient part à ces opérations, on vit apparaître, à côté des envoyés français, allemands, autrichiens, russes, anglais et hollandais, toute une mission serbe; auprès d'elle, on vit même deux officiers turcs [3], qui reconnurent que cette armée avait vraiment une organisation « sérieuse » et qu'une alliance avec un État indépendant vaudrait mieux qu'une vassalité formelle.

Il y avait des rapports entre cette brillante preuve de puissance et l'inauguration, à Bucarest, de la statue de Michel-le-Brave; *le prince montra sa forte conviction que l'époque de la bravoure n'était pas finie, et que la nation était prête à combattre pour sa mission.* Quelques mois après, lorsqu'on inaugura l'Université allemande de Cernăuți, on répondit à Jassy par une commémoration populaire de Grégoire Ghica, considéré comme une victime de l'Autriche; et, comme Kogălniceanu était maintenant en guerre ouverte contre le gouvernement de Lascar Catargiu, il prit dans le trésor de documents laissés à son parent, Démètre Sturdza, par Eudoxe Hurmuzachi, qui était décédé depuis peu, les preuves autrichiennes de l'acte de rapt de la Moldavie du Nord, dans la brochure anonyme, largement répandue: « Le Rapt de la Boucovine » [4]. Le prince lui-même eut le courage de faire don à la ville de Jassy du buste du prince assassiné, buste qui devait être placé sur une place publique [5].

Malgré les mécontentements passagers des membres du gouvernement, malgré le conflit entre Boerescu et Maiorescu,

[1] *Ibid.*, pp. 375—376.
[2] *Ibid.*, p. 378. Les excuses du prince bien naturelles; *ibid.*, p. 395.
[3] *Ibid.*, pp. 396, 399, 401. En fait, il y en avait quatorze; *ibid.*, p. 399.
[4] Nous en avons donné une seconde édition à Vălenii-de-Munte.
[5] *Aus dem Leben*, II, p. 464.

www.dacoromanica.ro

qui était maintenant content d'avoir obtenu le ministère de l'Instruction publique et d'avoir pu faire passer son projet d'Écoles normales, réelles et de métier, bien entendu sans cette suppression de l'enseignement supérieur à laquelle il avait pensé, puis malgré le départ du ministère des Finances, après le procès à Vienne du concessionnaire de Chemins de fer Offenheim [1], de Mavrogheni, remplacé par le peu préparé Georges Cantacuzène, qui avait eu d'abord le portefeuille des Travaux publics, lequel passa à Théodore Rosetti, dont la compétence était de beaucoup supérieure; malgré enfin toute l'attitude d'opposition de Tell et de Iepureanu, la situation, à l'intérieur, paraissait pouvoir se maintenir. Jean Brătianu, reçu par le prince, ne montrait aucune impatience.

Ainsi put être clos le cycle de quatre ans d'une Chambre conservatrice, dont la solidarité avait été interrompue quelquefois seulement par l'absence de l'opposition libérale. Les élections pour la nouvelle Assemblée furent faites dans une atmosphère agitée; mais, de nouveau, le gouvernement de Lascar Catargiu remporta la victoire; ce qui n'empêcha pas Jean Brătianu, qui avait réussi à Pitești et à Craiova, de demander le remplacement immédiat des vainqueurs [2].

Le nouveau Parlement eut à s'occuper de la convention de commerce qui avait été enfin signée à Vienne, dans des conditions qui n'étaient pas favorables, mais que compensait l'importance du fait que la Monarchie avait consenti à conclure un pareil acte avec un pays vasal. Boerescu fit comprendre ce point de vue essentiel. Iepureanu et Kogălniceanu, puis Jean Brătianu luttèrent cependant contre la convention dans le seul but d'amener le changement de régime, montrant que, par cette convention, la Roumanie sera étouffée par les produits de l'industrie austro-hongroise [3]. Cependant,

[1] En rapport avec la concession poursuivie par Mavrogheni sous Cuza; *ibid.*, p. 412. L'indignation de cet homme honnête contre lequel pleuvaient les suspicions; *ibid.*, p. 417. La Chambre donna toute satisfaction à l'ancien ministre offensé. Cf. Strousberg, ouvr. cité, pp. 372—373.

[2] *Ibid.*, pp. 434—435, 437.

[3] Et Théodore Rosetti, qui cachait cependant son opinion, était contre cet acte; *ibid.*, p. 451.

www.dacoromanica.ro

Fig. 13. — Basile Boerescu.

www.dacoromanica.ro

on gagna une assez grande majorité, et malgré les pétitions portant de nombreusses signatures qui furent présentées au prince, on put faire passer aussi un nouveau projet de chemin de fer de Ploești à Predeal.

Si Boerescu, ministre des Affaires étrangères, qui était parti pour Paris en vue de cette banque qu'on voulait fonder, présenta sa démission, la nouvelle session du parlement s'ouvrit cependant sous les meilleurs auspices.

Mais, devant cette situation d'un calme long et fructueux, se leva le fantôme de la guerre balkanique.

www.dacoromanica.ro

CHAPITRE VIII

UN NOUVEAU CREDO NATIONAL

Jusqu'à ce que les circonstances du Sud du Danube aboutissent à un soulèvement contre l'Empire Ottoman, qui paraissait prêt à s'effondrer par ses anciens péchés et surtout par ses nouvelles prétentions, qui lui suscitaient partout des ennemis, —l'armistice intérieur, imposé avec décision et maintenu avec constance par le prince, avait permis: non seulement de refaire l'armée, qui était maintenant sûre de ses cinquante mille hommes, immédiatement mobilisables et ayant toute la préparation de guerre, et non seulement la continuation, en dépit de grandes difficultés financières, des travaux de chemin de fer, dont les embranchements étaient déjà envisagés —et on avait conclu un nouveau contrat avec l'Anglais Crawley soutenu par Basile Alecsandri —mais aussi le développement, sur d'autres bases que celles jusque là restreintes du monde boïar dans le seul pays libre, d'une littérature roumaine capable de créer un autre esprit public.

Jusqu'à ces dernières années de grand changement dans les esprits, entre 1870 et 1876, étaient partis de Valachie vers l'Occident des jeunes gens qui quelquefois, parce qu'ils faisaient leur lycée à Paris, étaient sujets à une influence de dénationalisation de la part d'une société supérieure. Ce fut le cas des jeunes boïars qui se groupèrent autour d'Emmanuel Costachi Iepureanu, ou de Lascar Catargiu, à côté de ceux qui avaient un passé d'émigrants après 1848, ou des successeurs de ceux qui s'étaient assemblés depuis longtemps à la « Revue roumaine », avec Alexandre Odobescu, à côté de l'officier Georges Berindei, de leur successeur immédiat

www.dacoromanica.ro

Fig. 14. — Basile Conta.

Fig. 15. — Emmanuel Costachi-Epureanu.

www.dacoromanica.ro

comme appropriation d'une culture universitaire supérieure à celle qu'on pouvait acquérir dans les deux Universités commençantes de la Roumanie; et ces anciens étudiants de Jassy et de Bucarest devaient représenter un type intellectuel distinct avec quelques lacunes, mais aussi avec le grand avantage de connaître le milieu même du pays. Ainsi, entre autres, les frères Lahovary si bien doués, l'homme politique Alexandre et l'officier Jacob. Dans ce Paris où Grégoire Gănescu (mort en 1882), jadis concurrent, à la chaire d'histoire de Bucarest, d'un Crețescu qui s'était fait naturaliser Français, se livrant à une opposition hardie et très remarquée contre Napoléon III, par ses pamphlets: « Le Courrier du Dimanche », et le « Nain jaune » [1], d'autres, allant plus loin, s'orientèrent vers la révolution communiste et ils prirent part à la Commune de mars 1871. Parmi ceux-ci, on peut citer: Constantin Cantacuzène de Râfov, —qui arrivera ensuite à être un membre important du parti libéral, directeur aux Finances, aux Chemins de fer, directeur du journal officieux « La Volonté Nationale », et ministre des Finances, honoré aussi par un buste de bronze, —un Rojniță probablement le médecin, un Démètre Dobrescu, fils de l'architecte plébéin Dobre Nicolau [2], étudiant lui aussi, qui devait arriver à être un important membre du parti conservateur, un Jean Cernătescu, probablement parent du professeur d'histoire à l'Université de Bucarest, qui avait été un révolutionnaire de 1848. Le gouvernement de Versailles se plaignait à Bucarest de cette participation; mais il crut utile, pour les liens avec la culture française, d'accorder un secours d'État aux étudiants restés à Paris [3].

A Bucarest le courant nationaliste était renforcé par l'agitation de Hasdeu — qui, dans sa revue, qui n'en avait pas moins un caractère politique militant, levait le drapeau de

[1] Une lettre de lui par laquelle il s'offrait au gouvernement dans *Papiers et Correspondance de la Famille impériale* (Paris, 1871), I.

[2] Voy. sa biographie dans *Rev. Nouă*, III.

[3] Voy. Iorga, *Corr. dipl.*, n° 183 et note. Cf. *Guerre des communaux de Paris par un Officier supérieur de l'armée de Versailles*, p. 331 et suiv.

www.dacoromanica.ro

l'ancien empereur colonisateur, dans ce journal intitulé « Trajan » (1867), pour qu'ensuite la revue la « Colonne de Trajan » se renferme dans le cercle de l'histoire générale roumaine, laissant l'opposition à la dynastie, avec l'invocation de Théodore Vladimirescu et la perspective du couronnement de l'ambitieux Bessarabien, à une nouvelle publication, « Le Roumanisme », à laquelle collaboraient l'élève de Hasdeu, Grégoire Tocilescu, avec Scurtescu et d'autres. Ce courant s'exprimait aussi par des publications mal assurées et sans écho comme l'« Abeille du Pinde » de Grégoire Grandea, le poète romantique qui continuait à imiter, non sans talent, le style épique créé par Victor Hugo. Mais l'intérêt de cette dernière revue, qui n'a pas laissé de traces dans le développement de la littérature roumaine, réside dans les liens étendus et continuels avec les jeunes écrivains roumains d'au-delà des frontières. Ainsi avec Nicolas Densusianu, fils de noble du pays de Hatzeg qui, avec son frère Aron, a fait des recherches, dès le commencement d'une manifestation littéraire féconde, surtout dans le domaine de l'histoire, alors que l'autre, condamné pour un délit de presse en 1873, traduisait avec intelligence de la littérature classique italienne. Les Densusianu, après avoir travaillé à Făgăraș, à Sibiu, à Brașov, ayant des liens aussi avec l'âpre Motz, Théophile Frâncu [1], passèrent du reste en Roumanie: Aron devint professeur à l'Université de Jassy où il y avait encore des disciples de Bărnuț. Jean Lăpedatu lui-même, qui avait voyagé en France, était de formation « latine »; il accorda sa collaboration à la publication périodique de Bucarest, — et c'est là que commença son contact avec le milieu des Roumains libres, — ainsi que Miron Pompiliu, qui envoyait de beaux morceaux de poésie populaire de sa région, le Bihor. Basile Bumbac, Bucovinien, est lui aussi l'un des collaborateurs.

En 1870, cessait cette revue, parue au moment où l'État commençait à prendre un vif intérêt aux Roumains de la

[1] Iorga, *Ist. lit. mod.*, I, p. 159. Voy. surtout les matériaux des lettres contenues dans la grande collection de M. Torouțiu, *Studii și Documente literare.*

www.dacoromanica.ro

péninsule des Balkans, dont l'ambassadeur avait été le moine Averkius, en attendant un André fils de Bagav, de Blatza, et surtout, mais un peu plus tard, l'énergie pénétrante et l'esprit habile d'Apostole Mărgărit. Une nouvelle revue, les « Transactions littéraires et scientifiques », montre cependant un autre esprit, dirigé vers les questions de science pure ou de sociologie, ou d'une nouvelle philosophie positiviste; et, pour renforcer ces caractères, s'ajouta la collaboration d'un homme très doué, Étienne C. Mihăilescu, formé seulement dans le pays. Le fils d'Auguste Laurian, directeur de la revue, était, par rapport à ce qu'avait représenté son père, presque ce qu'il était arrivé à être envers la même latinité exclusive, dure, d'une haute vertu héroïque, de Jean Maiorescu, son fils, qui avait rejeté, avec un sentiment de gêne, la seconde partie de son nom (Livius), qui rappelait l'historien de l'ancienne Rome, pour se faire appeler simplement Titu. Une éducation purement française — nous avons vu que Titu Maiorescu lui-même avait passé par ce Paris fatigué d'intellectualisme, sans horizon, à la fin du second Empire, — avait transformé le jeune Laurian. Aux « Transactions » collaborait aussi un intelligent fils de petit boïar, Grégoire Peucescu, depuis peu revenu de Paris.

Pendant ce temps, la jeunesse transylvaine se rapprochait, par Miron Pompiliu, et même par Aron Densusianu, des « Entretiens Littéraires » malgré les attaques que Maiorescu avait adressées aux lettrés de Transylvanie, à cause de sa lutte permanente pour l'hégémonie, à Jassy, contre l'école de Bărnuț, contre toute la littérature de recherches scientifiques, orthographiques, et contre la pensée même des Transylvains, attaquant aussi Timothée Cipariu [1], figure digne de toute admiration pour les miracles de pensée qui étaient sortis de la tête de ce fils de paysan, qui n'avait jamais passé la frontière. Mais, de cette collaboration, ne pouvait sortir ce qui bientôt transformerait totalement la façon d'être et de se manifester en littérature du groupe de dilettantes jassiotes, certains d'entre eux solennels, la plupart ironiques,

[1] Voy. Iorga, *Ist. lit. mod.*, I, p. 117 et suiv.

www.dacoromanica.ro

dans le style des sociétés d'étudiants de l'Allemagne qu'ils avaient conservé après être rentrés dans la vie réelle: la Jeunesse — *Junimea*.

D'autres jeunes gens réussiront à aboutir à cette transformation, pour laquelle n'avait pas suffi le rapprochement, plutôt à cause des relations sociales de l'esprit conservateur commun, bien que d'une nuance totalement différente, avec Basile Alecsandri, glorificateur du passé historique, par la « Dumbrava Roșie » déjà citée, et par ses poésies qui, en 1870—1871, avait été un défenseur chaleureux de la France, dédiant à sa guerre malheureuse cette tentative d'épopée nationale par laquelle on appelait dans le présent, comme jadis l'avait fait Constantin Negruzzi, maintenant vieilli et malade, dans son « Aprodul Purice », la figure grandiose d'Étienne-le-Grand. Du reste Alecsandri, qui avait aussi des relations étroites à Bucarest, entre autres avec Pierre Grădișteanu, un fidèle de Cuza, se dirigea vers la jeunesse valaque qui fit paraître en 1874 « La Revue contemporaine » à laquelle était attaché l'esprit vif de Démètre Laurian et, à cette revue, se manifesta l'homme d'une solide culture classique, au style d'ordre romain strict, qu'avait été Ange Demetriescu, parti pour des études à Berlin en 1877, seulement [1].

Les Transylvains ne pouvaient pas s'attacher, d'une façon sérieuse et durable, au « Junimisme », s'ils appartenaient à une formation un peu plus ancienne. Donc Aron Densusianu et Lăpedatu, fondant en 1874 le journal « L'Orient latin » de Brașov, levèrent l'étendard d'une lutte décidée contre l'orientation de froid « européisme », qui prétendait combattre seulement « la phrase », mais en arrivait à ridiculiser « les droits de la patrie », les « principes nationaux », les « sentiments et aspirations de race » [2].

La grande transformation devait s'accomplir par la rencontre, la fraternisation, l'information réciproque, le souffle d'op-

[1] Voy. la lettre datée de Berlin dans *Cuget Clar* en 1938 — La nouvelle revue de Bucarest comptait parmi ses collaborateurs le poète et romancier, plutôt médiocre, Cyrus Oeconomu, qui avait fait ses études à Liège.

[2] Iorga, loc. cit., pp. 115—117.

www.dacoromanica.ro

timisme et l'incitation à l'offensive de la nouvelle génération de toutes les régions roumaines, dans les centres de la civilisation allemande, Vienne et Berlin, au moment où la double victoire prussienne décisive de 1866 et de 1870-1871 avait découvert toutes les sources d'une conscience nationale agressive.

Chez tous ces étudiants, il y avait le même esprit, s'étendant aussi à ceux qui, comme Étienne G. Vârgolici, étaient allés faire des études — à côté de Georges Panu, l'irréductible que les Junimistes avaient employé contre «l'Histoire critique» de Hasdeu, comme un instrument brutal de puissante mais primitive logique, contre ce multiforme Bessarabien — et qui, dans un milieu étranger supérieur, s'était bientôt démoralisé, perdant l'arrogance de sa grande confiance. Vârgolici n'hésita pas à déclarer nettement à Maiorescu que les tendances suivies dans ses études n'étaient guère partagées par ceux qu'il croyait être gagnés pleinement et pour toujours à sa direction.

À la tête des réformateurs de l'esprit public, se trouvaient deux hommes de race, d'origine, de préparation familiale et de passé totalement différents, mais qui se rencontreront sous une poussée irrésistible dans la manifestation du même credo et auxquels se rallièrent des jeunes du même âge venus de tous les côtés de cette romanité que Maiorescu et Carp, les chefs du Junimisme, ne consentaient pas à considérer comme une seule grande réalité organique, en pleine marche pour la réalisation de ses propres buts, contre les préjugés, anciens et nouveaux, naïfs ou savants.

Dès la seconde année des «Entretiens Littéraires», en 1868, paraît le premier article d'Alexandre Démètre Xenopol, fils de l'interprète étranger du consulat de Prusse à Jassy, ancien élève de l'Institut fondé par les Junimistes de Jassy, et envoyé ensuite à Berlin par ses professeurs, car le père, un homme très distingué de mœurs et sévère, ayant les meilleurs sentiments envers le pays, était très pauvre.

Pendant la même année, Maiorescu déclenchait son attaque contre «la langue roumaine dans les journaux d'Autriche», pour ne pas dire: de Transylvanie, Banat et autres régions roumaines dominées par une Monarchie qui, depuis 1867, n'était plus une simple «Autriche», mais une Au-

www.dacoromanica.ro

triche-Hongrie. À ce même moment, il faisait paraître sa brochure combattive « contre la direction actuelle de la culture roumaine » à laquelle succéderont bientôt ses « Observations polèmiques ».

Devant cette distinction entre la principauté de Roumanie et les autres régions, pour donner des décrets inappelables en dehors de toute tradition, de toute relativité et de toute justification, de même qu'au-delà de toute piété, pour ne pas dire aussi d'amour, le jeune étudiant Xenopol parle de la « culture nationale ». Et il ne la subordonne pas à des principes abstraits, mais aux nécessités de la société roumaine conçue comme un seul organisme par-dessus les frontières qu'il ignore. L'axiome auquel se ralliait, pour toute la vie, la pensée de cet auteur original et fécond, est fixé dès le début: « *Tout progrès sur le chemin de la civilisation n'a pour nous de vraie valeur que dans la mesure ou il se reflète sur notre nationalité* » [1]. Dans cette œuvre de réforme et d'intellectualisme si différent de celui que recommandait impérieusement l'inspirateur des « Causeries Littéraires », il faut suivre les suggestions d'un « égoïsme profitable », — par lequel seul on peut être utile aussi aux autres, — et les enseignements du passé. Pour une bonne orientation il ne faut rien oublier des formes de manifestation de l'âme nationale, en insistant sur le devoir de la littérature d'exprimer « la fantaisie et les idées originales d'une nation » [2].

Ainsi donc, l'état actuel de la civilisation roumaine doit être considéré seulement comme un égarrement superficiel sous lequel se conservent des fondements solides. Contre les opinions de Maiorescu, qui aurait voulu supprimer toutes les institutions supérieures dépassant le niveau de la société, il observe que l'histoire prouve l'avantage qui résulte des progrès, en apparence superficiels, d'où on arrive ensuite à la pénétration dans les couches fondamentales. Le procès de redressement se fera d'une façon naturelle. Tout ce qu'on a pu réaliser doit être connu, compris et employé, et toute

[1] Voy. plus haut.
[2] Torouțiu, ouvr. cité, II, p. 21.

www.dacoromanica.ro

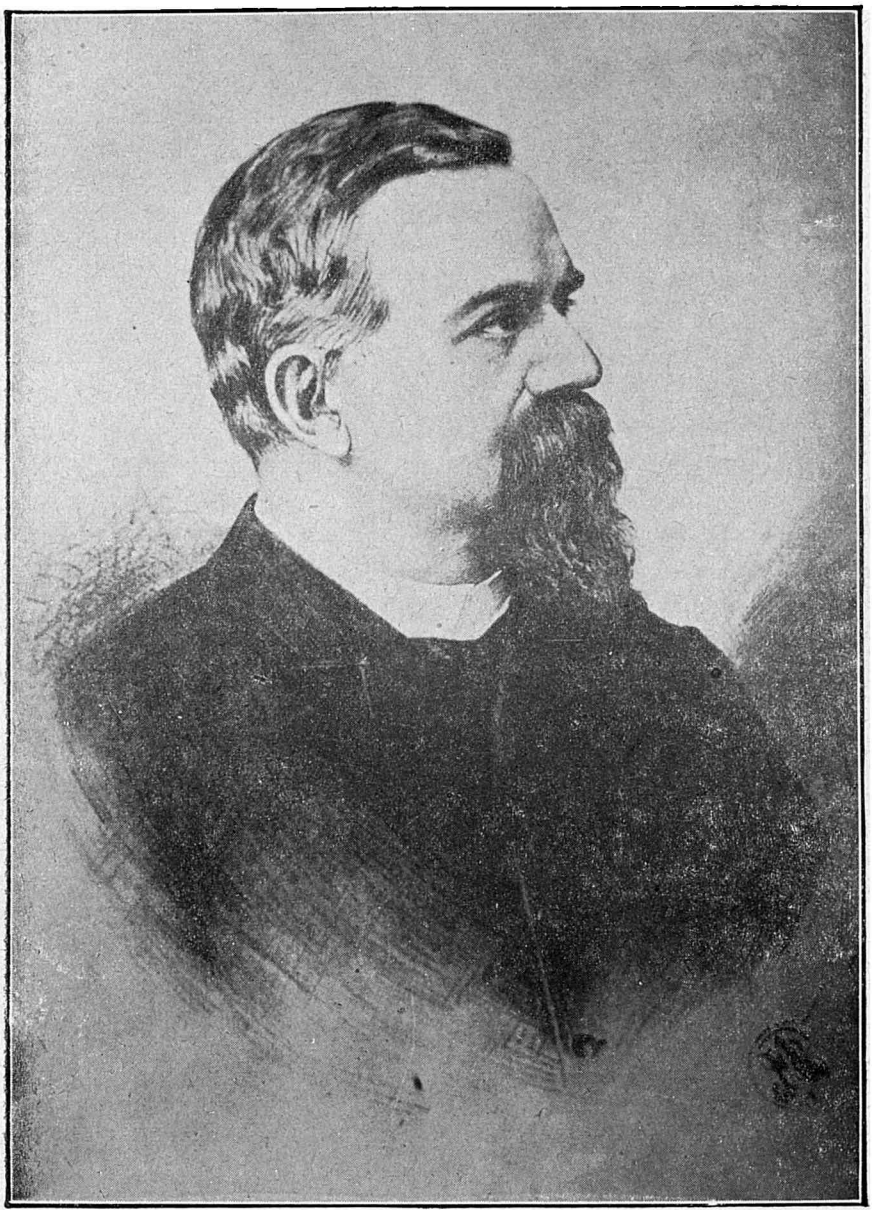


Fig. 16. — Tite Maiorescu.

www.dacoromanica.ro

étude sérieuse montrera ce qui se cache dans une nation qui conserve « une civilisation étouffée par des événements historiques ». Une civilisation, dit-il, ne se résume pas dans des idées abstraites, et il se réserve de le montrer par l'histoire des Roumains étudiée aux sources. Il y a chez les Roumains une moralité réelle qui ne doit pas être déniée pour quelques incidents comme on en trouve, du reste, chez toutes les nations, et que cherchent à exagérer les ennemis du dehors, contre lesquels Xenopol part avec toute l'indignation du sentiment patriotique le plus pur. En tout cas, l'ironie corrosive de la « Jeunesse », allant jusqu'à la profanation du passé héroïque, lui déplait.

En réponse, Maiorescu déclara dans ses « Observations polémiques »: « La vérité n'admet pas de transactions », et il trouve que l'explication « historique » n'est pas une justification; ainsi retentissait la sentence sur les cîmes de l'Olympe. Et Maiorescu déchaîne un véritable massacre, furieux de tout un développement littéraire qui n'avait pas été compris dans ses origines et dans ses conditions.

Mais l'adversaire, si jeune et si courageux, de ce que Maiorescu nommera, en 1872, « la direction nouvelle », qui serait partie toute entière de lui, suivra, avec la même conviction, la ligne une fois tracée. Dans la société d'étudiants roumains de Berlin, « La Famille », il se déclare contre la condamnation de l'idée « romaine », qui a eu ses avantages, et il ne demande maintenant qu'une délimitation de cette idée, tout en déclarant que la civilisation roumaine a, même devant une source si noble, ses nécessités propres. Il croit au besoin de réformes dans l'enseignement et dans la vie politique et sociale; mais elles doivent être, — comme ce n'était pas le cas pour le décalogue réformiste des conservateurs de Jassy, jeunes et vieux, — adaptées à la nature même de la nation, à laquelle, malgré son origine différente, le jeune penseur se sentait si étroitement lié, et d'une manière indissoluble. On peut revenir même aux anciennes institutions. [1]. Et, dans ses « Considérations », on observe aussi

[1] *Ibid.*, p. 96.

www.dacoromanica.ro

une sage direction pour le développement d'une langue qui a lle-même assez d'éléments à sa disposition dans les edialectes, pour qu'on ne doive pas recourir à une nouvelle importation de néologismes [1].

Et, revenu dans le pays, Xenopol exprimait, dans une conférence publique, cette admirable définition de l'amour du pays: c'est « l'amour des pensées, des sentiments, du trésor de traditions et de beautés, nés et développés sur ce morceau de terre qui nous abrite » [2]. À Berlin, du reste se trouvait alors aussi un Boucovinien, Samson Bodnărescu qui, dans la même atmosphère, bien différente de celle dans laquelle dix ans auparavant Maiorescu avait fait ses études, préparait, à côté d'un drame tiré de l'histoire de l'Italie médiévale, « Rienzi », un autre drame qui devait présenter les passions et les tortures d'âme d'Alexandre Lăpușneanu [3].

Plus jeune de deux ans, Michel Eminescu, fils d'un Boucovinien, Georges Eminovici, client de la famille Balș, dans le district de Botoșani, mais petit boïar cultivé et mêlé dans le sens national au mouvement pour l'Union des Principautés, avait été élevé dans cet esprit par des études faites, dès le début, dans le Cernăuți d'Aron Pumnul ,qu'il glorifia à sa mort. Il avait essayé d'une entrée modeste dans les fonctions publiques pour revenir au lycée de Cernăuți, non sans mener une vie dissipée, en rapport aussi avec *cette troupe de théâtre, qui, il ne faut pas l'oublier, était à cette époque l'un des facteurs essentiels du progrès national.* Par des rapports étroits entre les élèves de Pumnul et la Transylvanie, d'où était venu ce prophète, le jeune Eminovici qui s'essayait dans des formes poétiques incapables de manifester son génie décisif, entra en rapports avec cette Transylvanie elle-même, pendant les années où la province, avec ses moyens plus ou moins grands, bouillonnait d'ardeur de se manifester d'une façon littéraire et nationale. Devenu Eminescu [4], par

[1] *Ibid.*, pp. 94—95.
[2] *Ibid.*, p. 98.
[3] *Ibid.*, p. 117 et suiv.
[4] Voy. les articles du Père Furtună, dans *Cuget Clar*, 1937—1938.

www.dacoromanica.ro

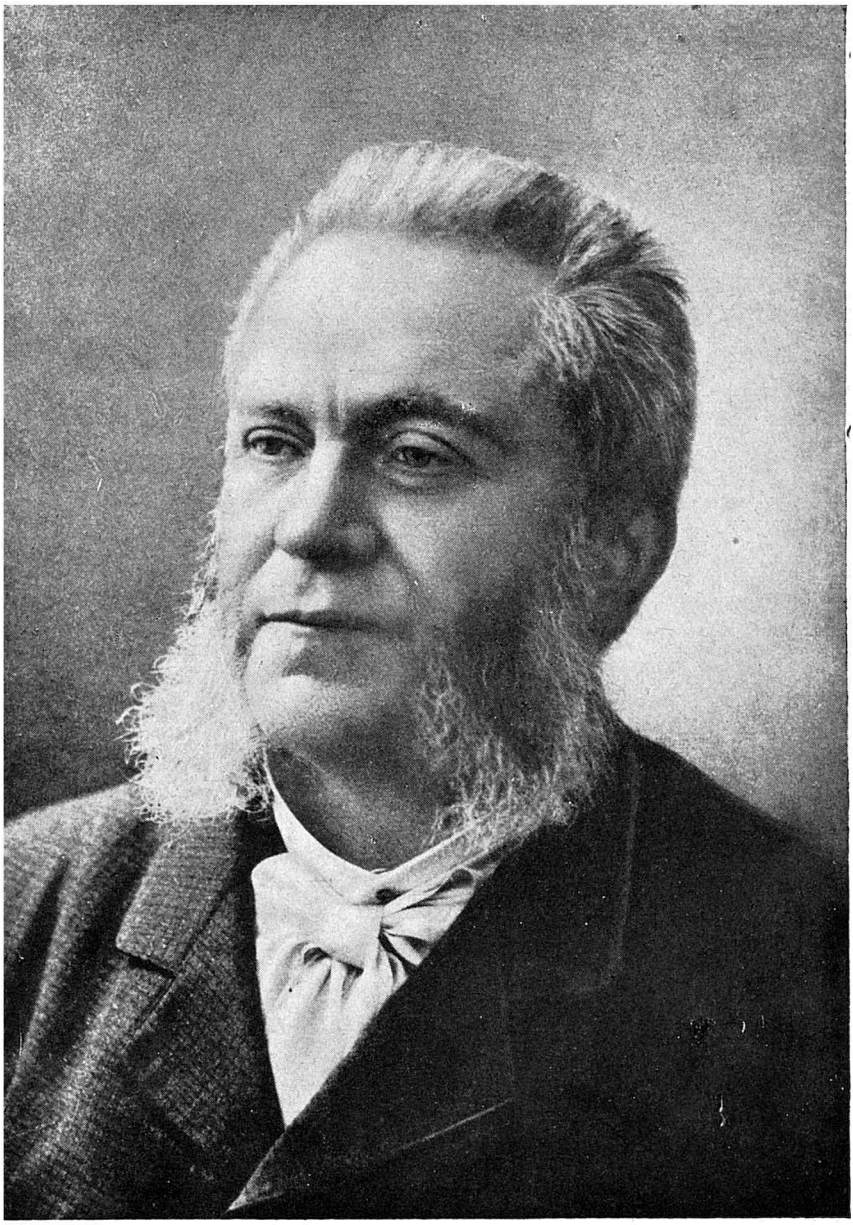


Fig. 17. — A. D. Xenopol.

www.dacoromanica.ro

la décision de Joseph Vulcan, lui qui avait dans son sang la passion des voyages qu'on trouve aussi chez un contemporain, le suppléant depuis plusieurs années de Pumnul, Jean, fils de Georges Sbiera, — pélerin en habit de paysan à travers les villages de Transylvanie, de même que chez Jean Codru Drăguşeanu de Făgăraş, « le pélerin transylvain », avec ses longs voyages à travers l'Europe, à Paris et à Rome, ce qui était dans les habitudes des étudiants allemands, — il arrive dans cette ville de Blaj, pleine encore des souvenirs de la révolution de 1848, et qui n'avait pas été atteinte par les calculs politiques de l'opportunisme budapestois de la nouvelle ère. Là, un monde roumain enthousiaste s'appuyait sur la solidité des mœurs dans le monde rural transylvain. La connaissance des acteurs-apôtres de Pascali, avec ce qu'ils pouvaient amener de leur long vagabondage, était aussi un moyen d'initiation à toutes les réalités de la nation.

De Cernăuţi Eminescu avait rapporté la connaissance de l'allemand et une assez bonne préparation pour les langues classiques. Le trésor du folklore roumain s'était ouvert à lui dans ce foyer de ruralité transylvaine. Dès 1866, sans rien connaître du cercle de Jassy, il pensa à réunir ses vers dans lesquels vivait maintenant une autre langue que celle des douçâtres plaintes romantiques de l'école Bolintineanu-Grandea.

Alors que Xenopol apprenait la philosophie et le droit, à Berlin entre 1869 et 1872, Eminescu était à l'Université de Vienne, capitale intellectuelle vers laquelle se dirigeait l'ambition juvénile des Boucoviniens. Il y trouva le frère de Basile Bumbac et le Braşovain Nica, un Valaque, Basile Demetrescu Păun, lui aussi poète. C'est dans ce milieu que, par des amis, il en arriva à lire les articles des « Entretiens Littéraires ». Une société d'étudiants, « La jeune Roumanie », rassemblait dès lors des jeunes appartenant à tous les pays roumains, et naturellement beaucoup de Transylvains qui lui racontèrent les scènes tragiques de 1848 qu'il décrira dans sa narration romantique « Génie isolé ». A Berlin, en 1873, il présentait, avec des intentions métaphysiques, des miracles de la Moldavie d'Alexandre-le-Bon, dans son récit « Le pauvre Denis »,

www.dacoromanica.ro

au moment où Basile Bumbac chantait, comme nous l'avons vu, Dragoş et Bogdan.

Toute la structure d'âme d'Eminescu qui avant de paraître aux « Entretiens Littéraires » s'était formé en 1874, provoquant aussi chez Xenopol, dont le goût littéraire n'a jamais été très sûr, une attention particulière, n'a rien affaire avec l'âme des Junimistes auxquels il ne doit rien. Nourri de la lecture de l'anthologie (Lepturariu) de Pumnul, qui avait rassemblé dans son orthographe impossible, capable de tuer le livre, les moindres traces de talent chez les hommes de sa nation, il présentera dans un morceau intitulé « Les Epigones », où la génération présente, à la raison de laquelle Maiorescu avait fait un appel contre un passé traité de « médiocre », est rabaissée devant la splendeur réelle ou supposée de la génération antérieure, toute la procession des écrivains roumains de toutes catégories, sans oublier Eliad et tant d'autres pour lesquels le cercle de Jassy nourrissait un mépris souverain. Dans cette poésie, totalement neuve, qui n'était pas même sujette à une inspiration occidentale, — bien que la grandiose présentation de tout le passé de l'humanité dans un morceau resté inédit, sauf le brillant fragment «L'Égypte» et l'impressionnant spectacle du Paris impérial et communiste dans « Empereur et prolétaire », montre la connaissance du cycle de la « Légende des Siècles » d'Hugo, — par des images sans lien apparent était incorporé un esprit qui, nourri de ce que la pensée abstraite avait de plus élevé et de plus difficile, ne voulait, ne comprenait, ni ne pouvait se plier aux normes disciplinaires, demandées par la raison à « ce regard scrutateur qui ne rêve de rien ». Un autre morceau, « Mortua est », avec sa malédiction byronienne, n'est, comme « Ange et Démon », qu'une succession d'images. Les figures du passé roumain, extraordinairement puissantes, poursuivront ensuite, celui qui avait lu les scènes du si remarquable poème de Basile Bumbac. La poésie populaire le charme et le génial créateur cueille des petits bouquets de fleurs modestes sur le chemin, de sorte qu'il pourra donner aux contes populaires un vêtement d'une rare beauté littéraire, extrêmement raffinée, dans le « Prince charmant né d'une

www.dacoromanica.ro

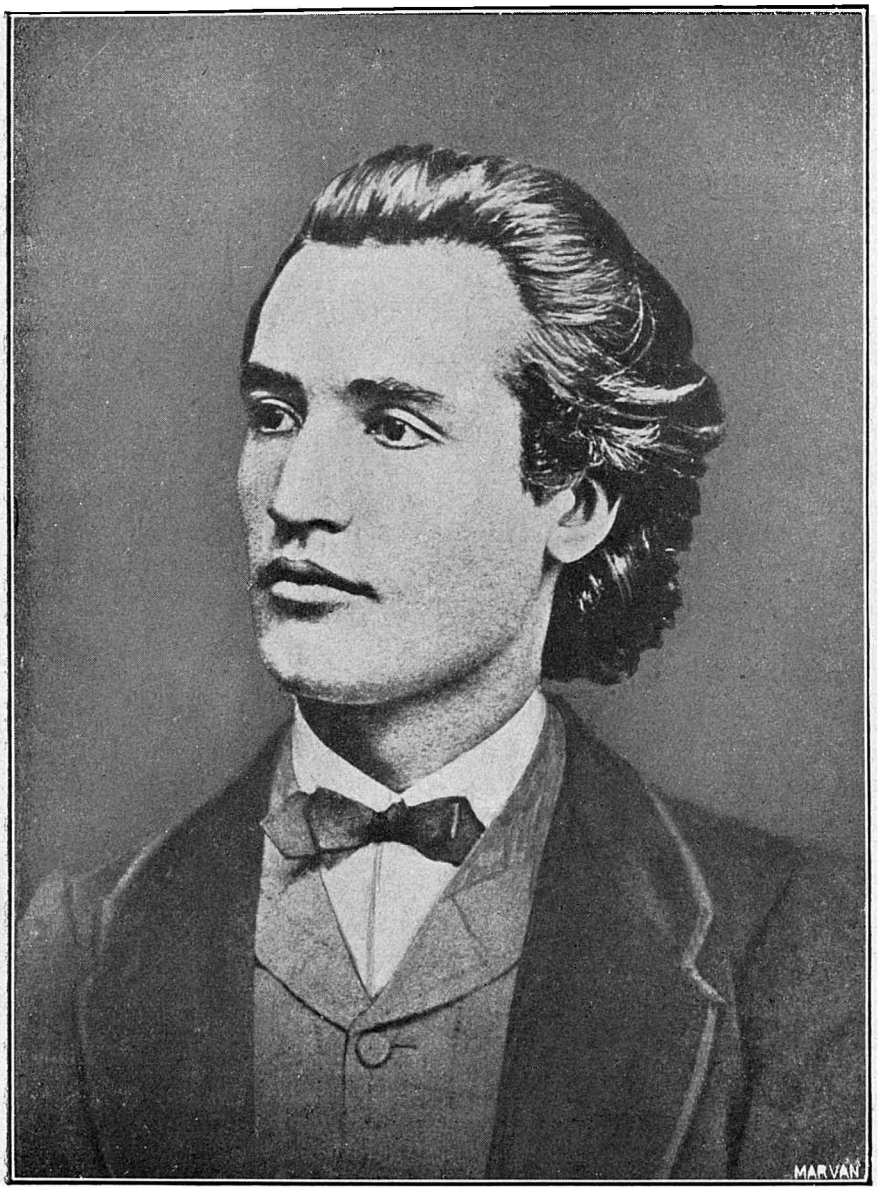


Fig. 18. — M. Eminescu.

www.dacoromanica.ro

larme ». Mais le poète est poursuivi aussi par la vie actuelle avec ses problèmes et ses souffrances, comme dans ce spectacle de l'année révolutionnaire de 1871; il n'admettait pas, et il n'admettra jamais, de se soumettre à ce divorce de tout ce qui est relatif, contingent et passager que Maiorescu avait tiré de ses lectures de philosophie allemande [1].

Ce n'était pas seulement une différence de tempérament qui le séparait du cercle de Jassy, mais aussi une conviction raisonnée. Collaborateur, pendant quelque temps, au journal la « Fédération » de Pest, il s'élève, parlant de la poésie de Petrino, avec lequel il en arriva à un conflit personnel, contre la prétention de contemporanéité de Maiorescu et de ses amis, ajoutant « qu'il ne croit pas sincères... ces airs de civilisation et de gravité », mais qu'ils servent pour arriver à des buts personnels [2]. Et dans ce même journal, au moment où il se rapprochait des junimistes, *il publiait ces lignes qui le placent à coté des fidèles les plus décidés du credo strictement national et de ses combattants*: « Les belles lettres doivent être les miroirs d'or de la réalité dans laquelle le peuple se meut, une corde nouvelle et originale sur la grande scène du monde » [3]. Plus tard, il déclara que chaque génération, donc la sienne aussi, devait élaborer son genre de manifestation spirituelle, « d'une façon empirique, d'après les circonstances particulières pour chaque nation et pour chaque pays » [4].

Xenopol et Eminescu se rencontreront dans ces opinions, d'après les exigences mêmes de l'époque, mais sous l'influence d'un milieu bien déterminé, avec ce fils de paysan aisé de la région du Mureş, Jean Slavici, originaire de Şiria où s'était passé le dernier acte de la révolution hongroise. Le service militaire avait arraché ce jeune homme à des études commencées à Budapest, pour le retenir pendant longtemps à Vienne où il avait fait une longue et grave maladie. Partant du cercle de ses connaissances de village, il commençait par des

[1] Voy. G. Bogdan-Duică, le discours d'entrée à l'Académie roumaine.
[2] Iorga, *Ist. lit. mod.*, I, p. 159.
[3] *Ibid.*
[4] *Ibid.*, p. 163.

www.dacoromanica.ro

scènes vécues dans sa pièce la « Fille du Maire » qu'Eminescu, son ami dès les premiers temps de leur rencontre, envoya à la revue de Jassy [1]. Chez Slavici aussi, il y a naturellement cet amour profond du monde populaire. Et il manifestait, dès ses premières années d'études, un grand intérêt pour l'histoire. Mais ses idées sur le rôle des Roumains, qu'il voyait à côté de celui des Hongrois, sur la valeur morale des Roumains du pays libre —il était aussi dominé par des souffrances physiques et les grandes difficultés d'une vie malheureuse —l'empêchèrent d'arriver à la formation définitive d'une conception propre qui, mêlée aux âpres fatalités de la vie, ne pouvait, en aucun cas, considérer les choses comme pouvait le faire le cercle d'hommes cultivés, riches, arrivés à des situations, jouissant d'influences, dont se composait l'intellectualité de Jassy [2].

Le cas le plus caractéristique d'influence capable de tout transformer, est celui d'un jeune Maramurashéen qui rêvait d'une longue carrière de médecin, au milieu des « boïars » appauvris et envahis par les Juifs de son petit pays, et qui, après de patientes études faites en Italie et à Paris, fut ravi par la mort d'une façon prématurée.

Artémie Anderco, originaire d'une honorable famille, apparaissait à Naples, avec une bourse de la société « La Transylvanie » de Bucarest, pour aller ensuite à l'Université de Turin. Fils d'un pope ayant une haute conscience de ses devoirs de père, il avait été élevé à la hongroise mais, dans ce milieu latin qui l'impressionna profondément, il chercha à se reroumaniser en ce qui concerne l'écriture. Il employa l'intervention du philoroumain Vegezzi-Ruscalla, les livres d'Alecsandri (signés Mircesco), Vaillant et Frollo, pour apprendre la grammaire de sa propre langue aimée [3]. A Paris, il arriva à la chapelle roumaine où il fut charmé par le chœur, et profondément touché par les saintes images ressemblant à celles de son

[1] *Ibid.*, p. 183 et suv.

[2] *Ibid.*, p. 186, note 7.

[3] *Un student în străinătate acum o jumătate de veac, Maramureşeanu Artemie Aderco, Jurnalul său*, publié par N. Iorga, Vălenii-de-Munte, 1934 (dans *Cuget Clar*), p. 41.

www.dacoromanica.ro

village natal, et il apprécia l'originalité de cette douce orthodoxie de son pays natal, faisant des considérations intéressantes sur le rôle même de toutes les religions [1]. Du reste, il avait eu en Italie l'amitié d'un Transylvain d'origine, Homorodeanu, et d'un Constantin Bobeică de Moldavie, d'un Cristodulo et d'un Nicolas Bădărău [2], qui l'aidèrent dans son procès d'âme. Il avait toujours devant lui l'image de son père, ce pope de Borșa, fondateur d'église et d'école qui, élevant toute une famille, exprime, dans le style des anciens fondateurs de la Moldavie, son rôle dans la vie: « Avec mes ruches, j'ai élevé et j'élève sans cesse quelques enfants ». Il a assisté chez lui aux efforts de ce pope cultivé, ayant des sentiments nationaux rares, pour apprendre quelque chose concernant les Roumains de Macédoine. Les discussions touchaient aux théories linguistiques d'un Laurian et d'un Cipariu. Le fils voulait apprendre toutes les langues latines par amour, et il désirait écrire une grammaire roumaine pour les étrangers, par suite de ce même amour et pour montrer à ses collègues hongrois « ce que peut faire le Valaque sauvage » [3]. Il ira en Belgique y trouver d'autres boursiers de la même société de Bucarest envoyés plutôt pour des études d'ingénieurs, comme un Galea, du village de Paloș, un Joseph Popescu, du village de Săcele, un Théophile Olinescu, Boucovinien, et des étudiants de Bucarest même [4]. En Belgique, il rencontre aussi des Roumains qui étaient venus pour leur propre compte: un Manole de Brașov, à côté d'autres étudiants de Roumanie, parmi lesquels un Lupașcu, un Catargiu, un Stamate. Et, au milieu de ceux qui ne sont sujets d'aucune Puissance étrangère, la pensée de la liberté perdue par les siens [ceux de Transylvanie et du Maramureș] surgit devant lui. « *La patrie politique ! Nous, qui n'avons pas de patrie ! Il faut que nous la créeions... Trajan nous l'a donnée, les barbares nous l'ont prise.* La faute est à nous... La voix des Roumains commence à résonner

[1] *Ibid.*, p. 78 et suiv.
[2] *Ibid.*, p. 165.
[3] Pour toutes ces idées et tous ces sentiments, *ibid.*, p. 92 et suiv.
[4] *Ibid.*, pp. 109, 111.

www.dacoromanica.ro

dans les Carpathes et dans les plaines de Transylvanie, avec un autre écho qu'à l'époque de la glèbe... *Nous avons le grand avantage d'avoir une partie de la nation roumaine libre, en pleine possession de son destin, qui avance rapidement et qui s'est placée en tête du mouvement intellectuel...* Vivre dans un pays libre, cela signifie remplir ses devoirs; vivre parmi ceux qui vous considèrent comme conquis, et faire que la nation avance, voilà la difficulté » — Il est vrai que les circonstances imposent une politique de prudence, mais « il faut accepter avec courage le drapeau sur lequel est écrit *nationalité*, pour le conduire victorieusement jusqu'au moment de notre mort, quand nous le passerons immaculé, à nos fils, en même temps que nos espérances »[1].

Et ce contemporain d'Eminescu, de Slavici et de Xenopol est contre l'infécdation exclusive à n'importe quelle civilisation, fût-ce même la civilisation française: « *la Roumanie est aujourd'hui une institution française* » avec « une classe savante et une classe ignorante; rien au milieu. La classe savante, avec tous les défauts des Français, avec très peu de leurs vertus et, pour notre fortune, avec quelques unes des vertus roumaines; la classe ignorante, un troupeau de brebis bonnes à être tondues ou écorchées, suivant les caractères ». Le problème constitutionnel même, de la Roumanie, s'impose à ce penseur précoce: « Ces quelques savants ont voulu que tout soit comme chez ceux où ils ont fait leurs études: une Constitution des plus libérales, toutes les institutions de l'Occident, toutes trop lourdes » pour le pays et ceci sans penser à ce qui se trouve dessous. De là vient la logomachie des « avocats à quarante centimes », — c'est l'époque où Alecsandri dénonçait la nouvelle classe des parvenus exploiteurs, dans sa comédie « Boïars et parvenus ». « Personne n'échappe aux injures qu'on jette sans cesse. Alors qui est honnête chez nous? Qui est respecté? Un pays sans respect envers ceux qui doivent être respectés pour leurs mérites et pour leurs services ne peut pas exister ». Et une profonde observation s'ajoute chez un homme de vingt-trois ans: « *L'avenir nous montrera si l'éduca-*

[1] *Ibid.*, pp. 120—122.

www.dacoromanica.ro

Fig. 19. — Le grand narrateur I. Creangă, l'ami d'Eminescu

www.dacoromanica.ro

tion de la jeunesse à l'étranger a fait plus de bien au pays que n'en fera le génération qui se forme maintenant dans nos Universités du pays »[1]. Il compte jusqu'à trois cent quarante six étudiants roumains, en général riches, qui se trouvent à Paris, seuls[2]. Parmi eux, un Mărgăritescu, un Suțu, un Viișoreanu, un Izvoranu, un Scorțeanu, un Boicescu, un Enescu, et les cousins Trajan et Trandafir Djuvara, ce dernier qui deviendra un diplomate d'élite et un journaliste, un écrivain qui a vécu jusque dans ces derniers temps[3].

Après une visite, qui l'avait profondément ému, à la Rome de ses ancêtres, il partait vers son pays en 1877, avec l'instinct de suivre, dans la tombe, ses jeunes amis qui venaient de mourir et il finira par le pressentiment que « cette jeunesse du Maramuresh n'a pas de chance »[4].

Cette nouvelle génération trouva l'occasion de se manifester par la commémoration d'Étienne-le-Grand au couvent de Putna, comme réponse à la prétention d'empiètement culturel manifestée par l'Université allemande de Boucovine.

Préparée depuis longtemps, *elle donna l'occasion à Xenopol de proclamer son credo de combat pour la victoire de cette union* qui doit être faite « par la pensée et le cœur », pour être couronnée ensuite par la forme politique. Il est question, dit-il, dans un geste d'enthousiasme, lié cependant à un calcul sage, des circonstances d'une « lutte qui doit être déclarée devant le monde entier, sans timidité, sans confusion, avec une confiance plénière dans la justice et la vérité ». Cette nation aura son heure, parce qu'elle est en état de créer elle-même. « Dans ses profondeurs se meuvent de nouvelles harmonies dans la sphère de la beauté de nouvelles découvertes, dans celle de la vérité, de nouveaux types de caractère qui doivent paraître à la lumière et rester dans le souvenir de l'humanité ». Et, dans cette œuvre, le paysan relevé de son état négligé, aura

[1] *Ibid.*, pp. 138—139.
[2] *Ibid.*, p. 154.
[3] *Ibid.*, pp. 160—162.
[4] *Ibid.*, p. 182.

www.dacoromanica.ro

sa part [1]. Et, ce qui est intéressant, un homme de la génération mûre comme Théodore Rosetti, le ministre, critiquant une société dominante, rongée par « le plus vilain égoïsme individuel », demande lui aussi « *une histoire, une langue, une science roumaines* » *pour être* « *un peuple* » et pas « une expression géographique », à la disposition de tous les appétits étrangers [2].

Cette jeunesse qui revenait vers le pays, — des Transylvains comme Grozescu, Dragu, passant eux aussi en Roumanie ainsi que l'avaient fait les Densusianu, — ne put cependant pas agir dans la vie politique détenue en Roumanie libre par la classe des boïars et par les intellectuels qui avaient réussi, comme Maiorescu, sans introduire dans la vie publique autre chose que du talent, de l'ambition et des idées spéciales, et non cet élan, cette persistance, ce dévoûment plein de sacrifice qui peut changer une société. Eminescu qui avait été chargé, lorsqu'il était encore à Berlin, d'études dans les archives qu'il ne pouvait pas faire, se voyait offrir une chaire de philosophie que Maiorescu était sur le point de quitter, mais il arrivera à être seulement réviseur des écoles et bibliothécaire. Quand il sera engagé comme journaliste au « Temps » de Bucarest, il y mènera un combat pour la race pure, contre les Grecs et les Bulgares, parmi lesquels il plaçait aussi Rosetti qu'il ironisera: « l'homme de rien aux yeux saillants de grenouille », — dans ses satires, contre l'autre étranger Nicolas Xenopol, un des plus doués parmi les anciens étudiants de Paris et qui participait, par des romans comme « Sapins et pourriture » et « Les expériences d'un Américain en Roumanie » à ce credo que, par les « sapins » d'en bas, on peut régénérer le pays. Le poète manifestera, dans cet organe politique des grands boïars valaques, du mépris pour les formes d'emprunt, de la tristesse pour toute une société disparue, telle qu'elle était à l'époque de Jean Sturdza.

Il n'y avait dans tout cela rien du programme des «Junimistes»; et, lié aussi à des conservateurs, récemment venus, Eminescu

[1] V. Iorga, *Ist. lit. rom. mod.*, I, pp. 193—194.

[2] *Conv. lit.*, VIII, pp. 2, 9, 12—13. *Lauda acestor idei de Slavici*, dans Torouțiu, ouvr. cité, II, p. 252.

www.dacoromanica.ro

Fig. 20. — Théodore Rosetti.

www.dacoromanica.ro

ne manquera pas de les faire entrer dans une condamnation qui atteignit tous les intrus nationaux. De son côté, Alexandre Xenopol, vaincu dans un concours pour la chaire de philosophie à l'Université de Jassy, par Constantin Dumitrescu, qui avait amené d'Allemagne un horizon philosophique, mais pas une conception morale et nationale de la vie, en sera réduit à se nourrir de ses plaidoiries, jusqu'à ce qu'il gagne la situation, pendant si longtemps désirée, de professeur d'histoire roumaine. Quant à Slavici, il obtint de Démètre Sturdza la mission d'éditer et de corriger, par ses connaissances d'autodidacte, qui étaient cependant remarquables, la grande collection des « Documents » Hurmuzachi... Et c'est tout !

www.dacoromanica.ro

CHAPITRE IX

LA NEUTRALITÉ ROUMAINE DANS LE CONFLIT BALKANIQUE

Dès 1875, commence, dans les Balkans, un mouvement des populations slaves. L'administration défectueuse, les anciennes charges fiscales perçues sans honnêteté, n'auraient pas été en état de soulever la population de la Bosnie et de l'Herzégovine, d'autant moins que la majorité était composée de musulmans. Mais la création du dualisme, avec la résurrection pour les Hongrois du souvenir des régions de vassalité médiévale, et surtout, lorsque la Hongrie s'imposait comme facteur décisif dans la Monarchie, par l'avènement au ministère des Affaires étrangères d'Andrassy, toutes ces causes firent surgir l'idée que, dans ces régions — qui avaient été traversées plus d'une fois par les armées des anciens rois de Hongrie — l'influence jusque là seule et décisive, de la Russie orthodoxe aurait pu être remplacée, sur cette autre base religieuse du catholicisme, par l'influence de l'État des Habsbourgs. Alors que les Russes n'avaient aucune voie ouverte vers leurs frères de race et de religion, — et cependant Ignatiev procédait comme un maître dans les affaires des chrétiens libres et de ceux qui se trouvaient encore « sous le joug », obtenant, comme on l'a vu cinq ans auparavant, pour la Bulgarie, qui avait essayé une alliance libératrice avec l'Église d'Occident, l'exarchat patriarcal, — l'Autriche-Hongrie fixée, depuis trois-quarts de siècle en Dalmatie et aidée par le clergé catholique de l'Albanie voisine, disposait de tout un corps de fonctionnaires et d'officiers de la même race que les Serbes, habitant cette région bosniaque et herzégovinienne. Mais si l'attitude

www.dacoromanica.ro

des conseillers de Milan Obrenovitch — qui n'hésitèrent pas à afficher, à la proclamation de la majorité de leur prince, un irrédentisme ouvert, allant jusqu'à la pensée d'une réunion avec les Croates catholiques, qui jouissaient d'une autonomie enviée par les Roumains, — avait rompu toute possibilité d'entente amicale de Vienne avec la Serbie, le knèze romantique et téméraire du Monténégro, — qui était considéré d'autant plus comme le vrai chef de la race, que le gouvernement du jeune voisin de Belgrade se montrait peu assuré, dissipateur, allant vers une catastrophe qu'on prévoyait, — se montrait de son côté disposé, malgré les anciens liens de son pays avec le tzar, à écouter les offres qui lui viendraient de l'autre côté, et Vienne était toute prête à essayer une alliance avec lui [1].

Nikita I-er employa un conflit de frontière à Podgoritza entre les siens, vieux chasseurs de turcs, et les clans albanais voisins, pour provoquer et entretenir un conflit de plusieurs mois avec la Porte, attirant ainsi l'attention de l'Europe sur les troubles des Balkans. Peu à peu, l'agitation dans la Bosnie et l'Herzégovine s'y ajoutant, le monde politique serbe, et plus encore l'opinion publique de Serbie, suivant les tendances de Michel — et se forgeant des illusions sur une capacité militaire qui avait beaucoup diminué, d'après l'opinion de l'agent de Roumanie à Belgrade, dès l'époque de celui-là, — avait montré la décision d'aller jusqu'au bout dans l'élan de libération de la race, sans craindre une guerre qui serait faite avec le seul concours du Monténégro, contre une armée turque, dont la valeur était appréciée sans raison, surtout après l'achat des nouveaux fusils, comme inférieure. De nouveaux rapports ne manquaient pas même avec les Bulgares, après ceux de l'époque de Rakovski et les projets garibaldiens d'une ligue hungaro-slavo-grecque. Devant quitter, en 1873, Bucarest, où il avait publié le journal révolutionnaire « Svoboda » (Liberté), le chef bulgare Karaveloff apparaissait à Belgrade [2].

[1] Iorga, *Corr. dipl.*, la même année.
[2] *Ibid.*, 1/13 février 1873.

www.dacoromanica.ro

Milan, qui s'était rendu d'abord à Vienne, poussa ensuite jusqu'à Paris, où jadis il avait fait ses études au lycée; il avait fait aussi un voyage d'hommage à Pétersbourg, à un moment où l'agent de Charles Ier dans cette capitale, Filipescu, était considéré par l'ambassadeur ottoman, que la Cour de Russie sut humilier dans ce conflit, seulement comme « un étranger de distinction » [1]. À ce moment, les journaux de Belgrade lui criaient: « Non pas à Constantinople pour un pélerinage, mais en Bosnie-Herzégovine pour une libération »; et, à Constantinople, on n'arrive que par Prizren, Serajevo et Travnik, les villes désirées, en vainqueur. Cependant, Gortchakov, qui recommandait la modération aux Roumains, de nouveau en conflit avec la Turquie pour la convention avec l'Autriche-Hongrie [2], donnait aux Serbes le conseil d'abandonner leurs illusions de pouvoir ressusciter le tzar Douchan, et au prince d'entreprendre ce voyage désagréable, pendant longtemps remis, à Constantinople. Ce voyage fut fait après une présentation au patron de l'orthodoxie, mais avant la visite à Bucarest, au mois de mai, visite qui, devant le mauvais résultat des discussions dans la capitale de l'Empire Ottoman, fut considérée comme une consolation et une satisfaction [3], et Milan, revêtu de l'uniforme de colonel roumain et parlant roumain, la langue de sa mère, déclarait à l'agent de Roumanie, Alexandre Sturdza, qu'il garderait un souvenir reconnaissant du bon accueil du couple princier [4], alors que la Russie donnait toutes les assurances à la Roumanie [5], et que la Porte protestait contre l'admission aux manœuvres d'Allemagne, de la mission roumaine conduite par Florescu [6].

Dès le commencement des troubles, le gouvernement austro-hongrois présenta le droit qu'aurait la Croatie de

[1] *Ibid.*, avril 1874.
[2] *Ibid.*, 21 avril.
[3] *Ibid.*, 12 mai et suiv.
[4] *Ibid.*, 2 juin. Le grand-vizir adressait aussi au prince de Serbie des lettres comme à un fonctionnaire de l'Empire.
[5] *Ibid.*, 15/27 août.
[6] *Ibid.*, 14/26 août.

www.dacoromanica.ro

s'adjoindre les provinces turques en révolte [1]. Le prince de Serbie fut invité à Vienne au mois de juin [2]. Mais, malgré la négociation d'un traité de commerce [3], on envisageait la possibilité de créer dans les Balkans une « secundogéniture » autrichienne, avec le titre royal, non seulement pour la Bosnie et l'Herzégovine, mais pour la Serbie elle-même [4]. Au commencement de l'année suivante, la diplomatie austro-hongroise alla jusqu'à protester par une note contre le remplacement du ministère Marinovitch [5]. On n'arrivait pas à Vienne à la conclusion d'une convention de commerce comme celle avec la Roumanie [6].

La guerre pour la libération des frères serbes se préparait ouvertement, à côté de la décision des insurgés de ne pas désarmer avant la création d'une province autonome [7], rejetant la médiation consulaire qui avait été offerte (septembre), et les projets de réponse au message du trône contenaient, dès 1874, dans les deux formes, le chaleureux désir d'une collaboration avec la Roumanie [8].

Dans ces conditions se produisit, comme une brillante manifestation théâtrale, pour montrer les droits de l'empereur catholique et du roi de Hongrie sur cette région balkanique qui, d'elle-même, ne pouvait pas arriver au calme et à l'organisation: le voyage, dans les eaux de la Dalmatie, de François-Joseph. En avril, il partait de Trieste et, s'arrêtant à Zara, arrivait aux Bouches de Cattaro en mai. Descendant dans cette ville, il accorda une attention toute particulière au knèze monténégrin, montra une grande faveur à Sturdza, qui fut placé au banquet à la droite du souverain, puis Nikita,

[1] *Ibid.*, 12 mai.

[2] *Ibid.*, 20 juin. Il était question aussi d'un voyage à Berlin; *ibid.*, 23 sept.

[3] *Ibid.*, 13—15 novembre.

[4] *Ibid.*, 6 nov. Les Russes auraient préparé un autre État en Bulgarie; *ibid.*

[5] *Ibid.*, 15 janvier 1875.

[6] Pour les discussions avec les Turcs sur la monnaie serbe; *ibid.*, 14 mai, 1-er juin.

[7] *Aus dem Leben*, II, p. 461.

[8] *Corr. dipl.*, le 13—15 novembre 1874. Pour les propositions dans la Skoupchtina, d'aider les rebelles avec de l'argent et de préparer l'armée pour la guerre, *Aus dem Leben*, II, p. 460.

www.dacoromanica.ro

lorsqu' il parut, reçu avec les plus grands honneurs, à gauche. L'empereur et roi qui traitait la Skoupchtina serbe de « collection d'hommes ignorants », exprimant son mécontentement envers ce pays qui n'avait envoyé personne pour le saluer, se déclarait « très content de la Roumanie » [1].

Bien qu'il dût continuer la lutte contre les aspirations croates, extrêmement désagréables pour les ambitions hongroises [2], Andrassy présentera, au cours de cette même année, un projet de pacification pour la Bosnie et l'Herzégovine. Le voyage de Milan à Vienne avait voulu empêcher une action opposée à celle que la Serbie était décidée de commencer le plus vite possible, pour son propre avantage, dans les Balkans [3]. On lui avait demandé cependant le raccord d'une ligne serbe, avec celle de Nich, que la Turquie avait accordé à un consortium autrichien [4]. Mais on parlait de l'apparition de la flotte russe à Raguse [5], et Milan avait conclu son mariage russe, Charles Ier y étant représenté par le général Lupu [6].

Devant cette situation si menaçante dans le voisinage immédiat, l'opposition roumaine restait unie dans la coalition dite de « Mazar-pacha », dans laquelle entraient, préparant leur démission des Chambres, Kogălniceanu, de même que Jean Brătianu et Alexandre G. Golescu, et d'autres représentants des libéraux, mais aussi Emmanuel Costachi et Georges Vernescu, qui avait été ministre aussi sous Cuza. Dans son programme de juin 1875 — qui déclarait que l'Assemblée était sortie d'élections faussées, lui déniant le droit de travailler, et protestait contre « le gouvernement personnel », — « l'opposition nationale » demandait des interventions plutôt vagues, dans tous les domaines, sans oublier aussi l'armée, précisant

[1] *Corr. dipl.*, 10 mai 1875. En Russie on protestait contre l'idée que le tzar se serait entendu avec le voisin austro-hongrois pour remplacer Milan par Nikita; *ibid.*, 26 mai/7 juin.

[2] *Ibid.*, 8/20 juin.

[3] *Ibid.*, 30 juillet. Voy. aussi ici, plus haut.

[4] *Ibid.*, 25 octobre, 18 et 24 décembre.

[5] Le général Florescu était invité, pendant l'été de l'année 1875, aux manœuvres russes; *Aus dem Leben*, II, p. 459.

[6] *Corr. dipl.*, 7 et 13 août, 7 octobre. Voy. aussi ici, plus haut.

www.dacoromanica.ro

d'une façon malheureuse que les obligations militaires sont devenues, surtout pour les populations rurales, une charge de plus en plus « pesante » [1]. Et, en ce qui concerne les circonstances d'au-delà du Danube, les associés s'entendaient pour recommander comme « politique roumaine » une « politique de paix », avec l'explication que « c'est ainsi que le veulent nos anciens traités conclus avec la Sublime Porte, ainsi le veut le traité de Paris, ainsi le veut l'intérêt bien entendu de la Roumanie ». De sorte qu'ils sont « décidés à combattre toute politique aventureuse », « veillant à ce que, en face de la Turquie et des Puissances, on garde « une attitude impartiale et amicale », sans aucune « préférence exclusive » [2]. On ne pouvait pas rabaisser davantage la dignité de l'État, et ceci au moment où le prince pensait de nouveau, renforçant son armée, à écarter une suzeraineté par laquelle était diminuée la situation économique elle-même et la situation financière du pays, et demandait à être aidé pour résoudre le problème sans verser de sang [3].

En même temps, ceux qui protestaient contre « l'introduction des ruraux dans le troisième collège » oubliaient aussi toutes leurs traditions démagogiques [4]. C'est dans ces conditions que s'annonçait la lutte, en janvier 1876, pour les élections partielles, du parti « national-libéral » [5].

Une crise ministérielle se produisit en février, après un attentat contre le président du Conseil [6], et on employa un simple acte administratif pour provoquer le vote de blâme [7], mais en rapport aussi avec une interpellation sur le manque de formalités dans la situation de citoyen roumain de Maio-

[1] Une nouvelle loi sur le recrutement fut votée en janvier 1876.

[2] Aussi dans *Ioan C. Brătianu*, I², p. 488. Cf. *ibid.*, p. 492 et suiv.

[3] *Aus dem Leben*, II, p. 477. De Belgrade, Sturdza écrivait que l'Angleterre voudrait le faire; *ibid.*, p. 483. Mais le consul d'Angleterre à Bucarest apporta, revenant d'Angleterre, la recommandation que la Roumanie ne devait pas se presser; *ibid.*, III, p. 11.

[4] *Ibid.*, II, p. 494.

[5] *Ibid.*, p. 508 et suiv.

[6] *Ibid.*, III, p. 4.

[7] *Ibid.*, p. 8.

www.dacoromanica.ro

rescu, qui était occupé à ce moment d'un projet de réforme de l'enseignement sur une base normale et primaire [1]. Après une courte crise, le pouvoir ayant été offert à Démètre Ghica, qui, demandant aux Finances Mavrogheni, finit par ne pas accepter [2], les autres ministres restèrent sous la présidence de Lascar Catargiu, Carp étant maintenant aux Cultes et Jean Bălăceanu, l'ancien agent à Paris, aux Affaires étrangères. L'insuffisance, aux Finances, de Georges Grégoire Cantacuzène et le refus de Mavrogheni de reprendre ce ministère, avaient ouvert la voie vers ce département à Jean Strat, un autre des hommes dont le prince était totalement sûr [3].

Bien que la Porte ait déclaré accepter comme base les propositions d'Andrassy, Ignatiev menaçait, au cas où le conflit balkanique ne pourrait pas être résolu, que les troupes russes passeraient le Pruth; comme on avait appris la chose, une note dans ce sens fut envoyée par l'échauffé qu'était Bălăceanu aux Puissances garantes. Il déclarait qu'on ne tolérerait pas que la Roumanie, qui disposait maintenant d'une puissante armée, soit encore le champ de bataille entre les Russes et les Turcs; qu'elle opposerait de la résistance à tout envahissement de son territoire, d'un côté ou de l'autre. Ainsi, on conserverait la neutralité. Mais il affirmait, dans la même note, que « *le pays est séparé de la Turquie et ne forme pas du tout une partie intégrante de l'Empire Ottoman, ainsi qu'il plait à la Sublime Porte de le prétendre*, mais que, n'ayant jamais été conquis, est resté en pleine possession de sa souveraineté ». La Roumanie est prête à collaborer avec les Puissances pour défendre le territoire national et, s'il arrive que

[1] T. Maiorescu, *Discursuri*, I, p. 394 et suiv. Il avait été attaqué par le consul d'Autriche-Hongrie pour la subvention accordée aux écoles de Braşov, et la publication dans les Documents Hurmuzachi, en première ligne, probablement suivant le choix de Slavici lui-même, des actes qui concernaient « le rapt de la Boucovine »; *ibid.*, pp. 288—300; *Mémoires*, p. 239. Mais il fut décoré par les Austro-Hongrois et on lui présenta des excuses formelles; *ibid.*, p. 241.

[2] *Aus dem Leben*, III, pp. 4—5.

[3] Maiorescu, *Mémoires*, p. 240.

www.dacoromanica.ro

la Turquie succombe, elle veut conserver son lien de dépendance avec ces Puissances occidentales [1].

De Vienne, où Costaforu ne consentait pas à présenter la note qui lui semblait aussi inutile que provocante [2], Andrássy envoyait des conseils de prudence: ce n'était pas le moment d'exciter les Turcs, avec l'intention de faire de Charles Ier un roi. Et l'ambassadeur russe de Vienne, Novikov, protestait qu'on avait attribué à son pays des intentions qu'il n'avait pas eues. L'ambassadeur d'Italie était très sévère envers cette attitude, montrant que le rôle des Roumains ne peut pas être le même que celui de ces Balkaniques turbulents [3]. Seul l'ambassadeur d'Angleterre parlait avec humour de ce projet qu'auraient les Roumains de prendre d'abord la Boucovine et ensuite la Transylvanie; et l'agent nerveux du prince répondait qu'en effet on veut le royaume, et qu'il aurait déjà été proclamé, trois ans auparavant, si certains conseils n'étaient intervenus, tout en déclarant à l'ambassadeur ottoman que le pays ne souffrirait pas l'occupation, qu'il prendrait lui-même tous les droits qui lui avaient été réfusés, *que les Turcs devraient s'en aller de ces régions d'où les Romains eux-mêmes ont dû partir* [4]. Le général Ghica dut faire tous ses efforts pour améliorer la situation à Constantinople [5].

Mais à côté de cela, Carp, qui avait provoqué en 1875 de l'irritation, en soulevant à la Chambre la question juive, pour lui donner comme origine l'infériorité économique des Roumains, —la loi communale de 1874 donnait le droit de vote aux juifs et ce qu'on annonçait en 1876 était en contradiction avec la Constitution [6], —et à présent il attaquait violemment cet homme « à demi-cultivé » qu'était Brătianu (car il avait l'habitude de dire que le pays était « à demi-barbare »); Carp commença comme ministre des Cultes, dans la

[1] *Corr. dipl.*, 4/16 février 1876, n° 348.
[2] *Ibid.*, n° 351.
[3] *Ibid.*, le 4 février.
[4] *Ibid.*, le 23 janvier.
[5] *Ibid.*, le 2/14 février.
[6] *Ioan C. Brătianu*, I , p. 188.

www.dacoromanica.ro

ligne de Maiorescu [1], mais avec son courage plein de défi, il risquera une attaque trop inconvenante, — à un moment de grand danger et de longues hésitations, — contre la direction nationale elle-même en fait de civilisation et donc aussi de vie.

Pour lui, il n'y a pas de culture strictement nationale. « Le peuple roumain s'est réveillé enfin après un long sommeil, et a ouvert toutes ses portes par lesquelles peuvent entrer toutes les idées... *Dans notre empressement instinctif, nous avons rejeté aussi le dernier vestige de notre civilisation antérieure*. Et ceci a été fait par tout le pays. La différence entre nous n'est autre que ceci, que chacun a choisi telle ou telle civilisation occidentale ». Bien que dans ces paroles de combat soit contenue *la reconnaissance d'une civilisation qui a été*, rien n'est ajouté pour condamner le résultat désastreux d'une civilisation d'emprunt, extérieure seulement, et aucun acheminement ne s'exprime vers la reprise de traditions, qui n'étaient pas totalement mortes et qui avaient laissé une littérature qu'on n'avait pas pu détruire. Du reste, la nouvelle littérature des « Entretiens Littéraires » s'appuyait nécessairement sur les mêmes traditions.

En même temps, le gouvernement prit, en rapport avec les circonstances dans les Balkans, l'attitude que désirait la coalition. Rien de la fanfare du mois de février: la Roumanie pense à l'œuvre intérieure qu'elle doit accomplir, s'occupant des problèmes économiques et culturels, de l'extension des voies de communication; les armements sont très réduits et ne visent qu'à la seule défense « de la neutralité ». Devant le chaos au Sud du Danube, le gouvernement roumain continua à être seulement « spectateur désintéressé » [2].

Après quelques jours se produisait cependant, à cause de la mauvaise situation financière qui s'etait révélée, (Strat demandant la réduction des dépenses pour l'armée), la démission du général Florescu; il avait continué à travailler à une préparation hâtive de la puissance militaire, arrivant à

[1] À ce propos, le vice-président du Sénat, Orescu, donna sa démission.
[2] *Corr. dipl.*, n° 356.

www.dacoromanica.ro

plus de 50.000 fusils, auxquels il fallait en ajouter deux fois autant, car le prince prévoyait la possibilité d'entrer en guerre dès le printemps [1].

Démètre Ghica se retirait à cause des propositions concernant les finances périclitées, auxquelles on avait dû accorder des bons du trésor [2]. Strat lui-même, et cet homme calculé qu'était Théodore Rosetti, étaient pour le retrait du gouvernement [3]. Ainsi Lascar Catargiu, combattu au Sénat, dut demander la dissolution de cette Assemblée rebelle, et on prorogea aussi la Chambre.

Pendant que Milan annonçait à son voisin qu'il commençait la guerre de libération, demandant une attitude de partialité qui lui fut refusée [4], la société roumaine était troublée par les élections passionnées auxquelles participaient aussi, avec des menaces de révolution, Jean Ghica et Démètre Sturdza. Le résultat fut une grande diminution de la majorité conservatrice.

Ainsi Lascar Catargiu crut devoir se retirer définitivement. Mais, pour affirmer la continuité et le désir d'influencer les événements d'Orient par la préparation militaire, la charge de former un nouveau ministère fut confiée à Florescu [5]. Il avait été question aussi de Bozianu, de Vernescu, et ce dernier avait même formé sa liste avec Jean Ghica et Jean Brătianu, — à la Guerre, — Démètre A. Sturdza aux Finances, Kogălniceanu aux Affaires étrangères, Iepureanu et le très jeune avocat Eugène Stătescu, aux Cultes. Mais le prince ne voulut pas admettre que, dans de pareils moments, un civil prît le ministère de la Guerre [6].

Le nouveau ministère, qui comprenait un homme aussi usé que Tell, à côté d'une série de jeunes gens inexpérimentés comme Vioreanu, Démètre Cornea, Orescu et, à la

[1] *Aus dem Leben*, III, p. 7.
[2] Il fut remplacé par Jean Brătianu.
[3] *Aus dem Leben*, III, p. 10.
[4] *Ibid.*, pp. 21—22.
[5] *Ibid.*, p. 16.
[6] *Ibid.*, p. 18.

www.dacoromanica.ro

Guerre, le général Gherghel, fut bien accueilli à l'étranger, même avant qu'il eût déclaré qu'il entendait suivre la politique de parfaite neutralité [1]; mais il ne jouissait d'aucun prestige à l'intérieur, alors que la coalition de l'opposition contenait des éléments les plus populaires parmi les hommes mûrs de la classe politique. Au Sénat, il fallait des évêques pour avoir une majorité [2]. Une nouvelle dissolution fut refusée à Florescu. Pendant qu'on négociait avec Emmanuel Costachi, qui posait des conditions au nom de ses alliés, le président du Conseil présentait sa démission (25 avril, ancien style).

Ainsi fut formé un nouveau ministère, avec Kogălniceanu, aux Affaires étrangères, Vernescu à l'Intérieur, et Jean Brătianu aux Finances; mais à côté des notabilités de petite taille comme un Georges Chițu (aux Cultes), et du très jeune Michel Pherekyde, la Guerre étant confiée au chef de l'état-major, Slăniceanu, avec la remarque que l'armement ne doit pas épuiser le pays! La Chambre devait être dissoute.

Pour la troisième fois, un cabinet roumain promettait la neutralité absolue appuyée sur les traités, ainsi que l'avait demandé du reste le programme de la coalition.

À ce moment, après les scènes de Salonique où quelques consuls furent tués par une foule de fanatiques, Abdul-Aziz était détrôné et tué. Quand le grand-vizir l'annonça à Charles Ier, le prince donna sa réponse par le ministre des Affaires étrangères [3]. Et les nouvelles bandes bulgares formées en Roumanie ne pouvaient plus être arrêtées.

Maître d'une Chambre absolument soumise, le nouveau gouvernement fit passer sur un autre plan l'attitude de la Roumanie. Ainsi on rédigea, sur le désir du prince [4], une note de Kogălniceanu qui, *gardant la neutralité*, entendait la faire largement payer par la Turquie ensanglantée par les attentats, où, après le maître maniaque qui venait de

[1] *Ibid.*, en avril.
[2] *Ibid.*, pp. 42—43.
[3] *Ibid.*, pp. 33—34.
[4] *Aus dem Leben*, III, pp. 42—43.

www.dacoromanica.ro

mourir, s'installait un nouveau Sultan, Mourad, dont la raison était troublée par les souffrances de son passé.

« La coalition » avait vaincu dans les élections; et elle entendait avoir gagné la victoire sur le prince lui-même, car elle introduisait dans son programme de gouvernement cette phrase: « On a consacré le principe salutaire dans les pays ayant un régime constitutionnel représentatif, que ce ne sont pas les gouvernements qui doivent créer les majorités des Corps législatifs, mais que la volonté librement exprimée du pays indique à la confiance de Sa Majesté le choix de ses conseillers » et plus loin: « l'existence et même la lutte paisible des partis est, au point de vue constitutionnel, une conséquence du régime ».

On demandait à la Turquie l'admission du titre de Roumanie, la reconnaissance de l'agent de la Roumanie comme membre du corps diplomatique, l'acceptation des consuls roumains et des passeports roumains, avec un droit de juridiction des consuls, conformément aux Capitulations, la délimitation du territoire roumain qui est inviolable dans les îles du Danube et dans le Delta, des conventions avec l'État roumain. On répondit seulement, sous la pression des Puissances, par l'acceptation de la neutralité du Danube [1].

Mais alors qu'en Bulgarie commençaient les massacres de la population, Milan nommait comme généralissime de son armée l'aventurier militaire russe, Tchernaïev, qui, à tel moment, rêvait d'être prince de Serbie; et il déclarait la guerre à la Turquie, en même temps que son allié monténégrin.

Kogălniceanu continua, pendant la campagne serbe qui fut malheureuse, avec constance, la garantissant de son prestige personnel [2], une politique qu'il croyait pouvoir mener à bonne fin; ceci montrait l'ignorance complète des intentions de ses associés passagers, qui poursuivaient la domination exclusive de leur parti. Il recevait des éloges de Berlin, où avait

[1] *Ibid.*, p. 45.
[2] Cf. aussi *Corr. dipl.*, n° 368.

www.dacoromanica.ro

été envoyé Maiorescu [1], mais pas de Paris [2], et des assurances de la part de Giers, l'auxiliaire de Gortchakov, par l'agent de la Roumanie à Petersbourg, qui était Émile, le fils du général Jean Ghica: le rôle de la Roumanie serait seulement celui de nourrir et éventuellement d'abriter une population chrétienne malheureuse [3]. Kogălniceanu offrait à Andrássy « une entente plus intime » si le ministre austro-hongrois voulait le soutenir dans la question du Delta [4]. Mais il attendait en vain quelque chose de ce qu'il appelait, de bonne foi, mais dans des termes naïfs: « la bienveillance de la Sublime Porte », « l'acte sympathique » [5]; le général Ghica n'osait pas même présenter la note comme telle [6].

La décision était maintenue par Kogălniceanu qui assurait Milan qu'il permettrait le passage de « petits groupes » en Serbie et la formation de bandes de secours bulgares [7], mais sans les armes [8], ce qui n'empêcha pas le chef du gouvernement serbe, Ristitch, d'observer que, par sa neutralité, la Roumanie encourt « une certaine responsabilité devant l'opinion publique d'Orient » [9]; et il était question que la Serbie publie le traité conclu avec Michel [10]. Non seulement le prince serbe, mais toute l'opinion de sa nation se dressait maintenant contre cette Roumanie indifférente [11].

Dans ces conditions, surgit l'énergique note du 20 juillet (1-er août) de Kogălniceanu. Cette fois, on accusait les Turcs,

[1] *Ibid.*, n° s. 379, 400. Mais on recommandait la modération; *ibid.*, n° 408. Kogălniceanu et le prince étaient considérés comme une garantie, Brătianu et Rosetti comme un danger; n° 418.

[2] *Ibid.*, n° 440. Curieuse mention de la Bessarabie dès ce moment; n° 446.

[3] *Ibid.*, n° 369, mais aussi des accusations d'égoïsme; n° 416.

[4] *Ibid.*, n° 390.

[5] *Ibid.*, n° 370. Cependant « satisfaction » des Turcs pour la note; *ibid.*, n° 372.

[6] *Ibid.*, p. 198, note.

[7] *Ibid.*, n° 380.

[8] *Ibid.*, n° s. 396—397. Le préfet de Severin s'abaissait jusqu'à admettre la vérification des colis par le consul d'Autriche; n° 424, 464.

[9] *Ibid.*, n° 389.

[10] *Ibid.*, n° 441.

[11] *Ibid.*, n° 391.

www.dacoromanica.ro

pas le gouvernement, mais « les organes subalternes », des « horreurs bulgares », dont s'était indignée l'opinion anglaise. Il déclarait que *les Roumains eux-mêmes qui ont plus de 200.000 frères au-delà du Danube ne peuvent pas être indifférents*, qu'un « grand parti » s'émeut, et même l'armée, que la neutralité du pays est critiquée par les Chrétiens d'Orient, qu'on ne pourrait pas résister au mouvement d'opinion publique. Pourquoi l'Europe s'intéresse-t-elle seulement au sort des Juifs? Elle devrait intervenir contre les barbaries commises par « les armées de la Turquie » [1]. Ceci au moment où les prétentions roumaines étaient renvoyées à plus tard, par l'ancien ennemi Savfet, qui était ministre des Affaires étrangères, parce que maintenant il y avait des questions « plus importantes » [2].

Conduite par Rosetti, la Chambre de parti, indifférente à toute autre action, avait commencé une attaque politique acharnée, culminant, malgré l'opposition du prince [3], mais sous l'influence de Rosetti, par la mise en jugement des ministres précédents, au moment même où à *Reichstadt*, *sans q'ue tout ce monde de politiciens agités l'eut su, on concluait à l'occasion de la rencontre entre les deux empereurs, d'Autriche-Hongrie et de Russie, une convention par laquelle la première obtenait des droits en Bosnie et en Herzégovine*, qui ne devaient pas être laissées à la Serbie, *et l'autre gagnait de pouvoir écarter les dernières traces du traité de Paris par la rétrocession des trois districts de Bessarabie*, qui étaient cependant parfaitement contents de la douce domination roumaine, même en ce qui concernait les nombreuses colonies bulgares [4].

---

[1] *Ibid.*, n° 437. L'effet à Constantinople; *ibid.*, n° 443—444.

[2] *Ibid.*, n° 450.

[3] *Aus dem Leben*, III, pp. 49—51. Parmi les ministres, seul Pherekyde était contre une pareille action; *ibid.*, p. 51.

[4] Fliegenschmidt, ouvr. cité, I, pp. 219, 222; Hanotaux, *Histoire de la France contemporaine*, III, pp. 276—277, note. Résumé dans *Rev. hist. du Sud.-Est. europ.*, 1937, p. 265 et suiv. Charles Ier croyait qu'on y avait seulement décidé que la Russie se désintéresserait des territoires habités par les Serbes et qu'elle n'occuperait pas Constantinople; *Aus dem Leben*, III, p. 47. Cependant, Costaforu avait appris à Vienne quelque chose sur cette convention; *Corr. dipl.*, n° 399. Cf. toutefois aussi *ibid.*, n° 402.

www.dacoromanica.ro

Pendant ce temps, la façon de procéder du président de la Chambre, qui faisait afficher la mise en jugement, contraignit Emmanuel Costachi à se retirer; et ainsi, le 20 juillet ancien style, un nouveau ministère était installé, presque par la violence. Du reste, la réponse au Message n'avait été qu'une série d'accusations contre le prince, mal informé, qui avait imposé au pays « durement éprouvé », « le mutisme » forcé envers une « politique erronée » qui n'épargnait aucun domaine d'activité, de sorte que le prince, dans sa brève réponse, dut affirmer à l'Assemblée, qui parlait d'une façon si impérative, qu'il était « toujours étranger aux luttes de partis », n'accordant au corps législatif « qu'un contrôle efficace et impartial »; mais du moins le nouveau programme, montrant en résumé ce qu'on entendait faire, n' employait pas, dans la sage rédaction donnée par Vernescu, une forme arrogante pour une idéologie prétentieuse ; il montrait seulement que le prince avait bien voulu « admettre la collaboration » de la politique libérale. Dans le ministère purement libéral, Jean Brătianu avait placé Eugène Stătescu à la Justice, à la place de Pherekyde, Démètre A. Sturdza aux Travaux publics; par une curieuse concession, à la place de Kogălniceanu, il avait installé aux Affaires étrangères le non-interventionniste le plus opiniâtre, mais aussi le ministre le moins capable, l'ancien fractionniste Nicolas Ionescu [1].

Ionescu arrêta aussitôt la note de Kogălniceanu et arracha à Emmanuel Costachi une déclaration disant qu'il n'avait rien su de la circulaire de son collégue par laquelle la Turquie était attaquée violemment, que c'est donc « un acte isolé... émanant de la propre initiative de son ancien collègue ». Et ce témoignage fut présenté à Jean Brătianu [2]. « La neutralité absolue » était de nouveau communiquée à Constantinople [3],

[1] Pour toute l'action de Kogălniceanu, voy. le Livre vert roumain: *Documente oficiale, neutralitatea României, neutralitatea Dunării, Diverse,* Bucarest, 1876. Une analyse aussi dans la préface de *Corr. dipl.*, Cf. Iorga, *Războiul pentru independență*, passim.

[2] *Corr. dipl.*, n° 452.

[3] *Ibid.*, n° 460.

www.dacoromanica.ro

malgré tous les efforts de Giers de ne pas abandonner publiquement, dans la catastrophe qui les avait affligés, les Serbes [1], qui, au commencement d'août, sur les suggestions de Tchernaïev, pour montrer qu'ils ne renonçaient pas à leurs revendications nationales, proclamaient Milan, vaincu et désespéré, roi des Serbes. Et il eut lui-même le bon sens de refuser, dans une pareille situation, la couronne qu'on lui offrait au milieu de l'armée qui n'avait pas pu atteindre son but [2].

En effet, à peine avait-il gagné, par des interventions médiatrices de la part des Puissances, un armistice qui était son salut [3]. Car, à la fin des manœuvres de Russie, poussé par la formidable pression de l'Église, de la sentimentalité féminine et du panslavisme si puissant dans ce Moscou de Katkov, le tzar, embrassant son frère, le grand-duc Nicolas, partisan de la guerre, parlait de « l'honneur intact » de son pays et d'une « armée qui est prête à faire son devoir », pour que cet honneur national soit défendu [4].

On essaya, le 15 septembre, — alors que du reste, d'après le conseil d'Andrássy lui-même, on laissait passer des volontaires de la Bessarabie méridionale aussi [5], — une résurrection des points de Kogălniceanu [6]; et les Turcs paraissaient, pour le moment, être disposés à céder, sur le seul point regardant le titre d'un pays qui se considérait maintenant comme étant seulement « limitrophe » avec l'Empire Ottoman [7]; mais l'état

[1] *Ibid.*, n° 463.
[2] *Ibid.*, n° 465.
[3] *Ibid.*, n° 468 (août).
[4] *Ibid.*, n° 466. Sans cesse travaillaient des officiers russes en Serbie. Parmi eux, le fils même de Gortchakov; *ibid.*, n° 467. Cf. *ibid.*, n° 470.
[5] *Ioan C. Brătianu*, I², pp. 190, 192.
[6] Le *Moniteur officiel* avait rectifié que, pour l'avènement du Sultan Abdul-Hamid, qui avait remplacé Mourad, on n'avait pas reçu de télégramme du vizir, comme celui adressé au Khédive ou au bey de Tunis, comme l'avait affirmé le *Journal de Bucarest*, mais un télégramme « plein de courtoisie »; *ibid.*, p. 188. Oui, mais Charles Ier avait déjà annoncé qu'il n'accepterait pas de pareilles missives qui peuvent être adressées seulement aux ministres.
[7] *Corr. dipl.*, n° 477, 481; Livre Vert, pp. 93 et suiv., 101—104. Le nouveau consul d'Angleterre employait, pour la première fois, le nom de Roumanie; *Aus dem Leben*, III, p. 60.

www.dacoromanica.ro

d'esprit à Constantinople, dominé par les ulemas fanatiques était tel, après la victoire remportée, qu'on demandait l'annexion, pure et simple, de tous les pays vassaux, entre autres la Roumanie [1]. Mais alors, le souci des intérêts menacés du pays était déjà confié à d'autres personnes que le professeur d'histoire de l'Université de Jassy.

Dès les mois d'août et de septembre, Jean Ghica avait été amené à aller à Constantinople [2], au moment où François-Joseph, qui avait paru à Sibiu, y était salué par Jean Brătianu, bien que l'on sait comment il avait été antérieuremént apprécié dans les cercles viennois.

Comme à Livadia Alexandre II rassemblait, en septembre, un vrai Conseil de couronne sur cette question de l'Orient, amenant aussi l'héritier du trône, Gortchakov, le ministre de la Guerre, et appelant Ignatiev même, Brătianu y fut envoyé, avec Slăniceanu, Théodore Văcărescu, qui avait fait des études à Berlin et était apprécié par le prince, et un officier, pour s'informer des intentions de la Russie aussi dans des domaines où Kogălniceanu avait reçu certaines suggestions, à savoir ceux qui avaient été réglés lors de *la réunion de Reichstadt*. C'était le moment où, en Serbie, recommençait la guerre et le nouveau Sultan, d'apparence réformatrice, Abd-ul-Hamid, nourrissait de grands projets de transformation de son Empire, qui ne concordaient guère avec les intentions de l'entente austro-russe. Du reste, à Pétersbourg, on avait posé nettement la question sur ce que la Roumanie entendait faire, si l'empereur commençait la guerre contre les Turcs, ce qu'on lui demandait avec tant d'insistance de tous les côtés; et la réponse roumaine fut qu'il ne pouvait être question que de sympathie pour les combattants d'au-delà du Danube et d'une « appréciation de l'amitié de la Russie » [3].

Bien que dans les discours du 13 février et du 28 septembre 1878, après la guerre, Jean Brătianu reconnaîtra que,

[1] *Corr. dipl.*, n° 481.

[2] *Aus dem Leben*, III, p. 58. Ce sont ses dépêches et non celles du général homonyme que nous avons résumées dans la *Corr. dipl.*

[3] *Aus dem Leben*, III, p. 60. Cf. *Le Livre vert*, p. 35; *Ioan C. Brătianu*, I², p. 194.

www.dacoromanica.ro

à Livadia, Ignatiev lui avait posé la question « en passant », après que Gortchakov, interrogé lui aussi, eut nié, pourquoi « la Roumanie tient-elle tant à la Bessarabie », où la Russie a besoin d'autres frontières [1], — et on pouvait aussi apporter la déclaration faite par Brătianu, dans une commission parlementaire, sur une conversation qu'il eut avec le tzar, auquel il aurait dit que la Roumanie résisterait à l'invasion, même si, comme on le lui avait annoncé, elle devait être « écrasée »: « Vous nous écraserez, mais vous ne nous en estimerez que plus » [2]; mais on sait, par les Mémoires de Charles Ier, qu'Ignatiev avait parlé ouvertement à Brătianu du passage, par la Roumanie, des troupes russes, le ministre roumain refusant toute discussion, vu la façon dont on lui présentait cette proposition [3]. Puis vint une offre de la part de Gortchakov lui-même, d'une « convention militaire », mais en spécifiant qu'elle ne serait pas « politique », car la Russie ne consentirait pas à reconnaître la Roumanie comme un État indépendant; Brătianu répondit que, pour cela, il faudrait que la Russie ait l'autorisation des Puissances. L'objection ouverte du chancelier russe fut celle-ci: « En cas de résistance, on considérera le territoire roumain comme faisant partie de la Turquie et pouvant donc être envahi ». Dans ce cas, les Russes allant délivrer leurs frères chrétiens, contre une armée qui est obligée de s'opposer, la situation morale de l'Empire paraîtrait, disait Brătianu, dans une curieuse lumière; et Ignatiev s'empressa d'expliquer que le vieux, le très vieux diplomate

[1] Le seul premier passage (le second, dans Georgescu Tistu, *Ioan C. Brătianu*, IV, pp. 103—104) a été signalé par C. C. Giurescu, dans *Ioan C. Brătianu*, III, p. VIII, qui cite aussi l'hypothèse du moment présenté par M. Gh. Brătianu, dans *Le problème des frontières russo-roumaines pendant la guerre de 1877—1878 et au Congrès de Berlin*, 1928, en rapport avec les interprétations de J. J. C. Brătianu, *România şi chestiunea Orientului, Reflexiuni, consideraţiuni şi amintiri*, dans *Războiul Neatârnării, 1877—1878*, 1927. Nous observons qu'Ignatiev n'était pas venu à Bucarest pour la convention; C. C. Giurescu, loc. cit., p. IX. « L'alliance » dont parle Brătianu est celle qui avait été proposée au début. Donc, ce que l'auteur met sur le compte des prédécesseurs, tombe. Le reste est composé de considerations puériles.

[2] Blaramberg, ouvr. cité, p. 109.

[3] *Aus dem Leben*, III, p. 62.

www.dacoromanica.ro

qu'il méprisait, ne devait pas être pris totalement au sérieux. Il termina par ces paroles d'apaisement que « s'il y a la guerre, nous nous entendrons; la Roumanie ne peut qu'y gagner » [1].

Des agents d'Ignatiev, qui continuait à travailler pour son propre compte, vinrent examiner la situation à Bucarest. Ainsi, un Bielotzerkovitch, simple interprète, puis un Zolotarev [2]. Comme personne n'était disposé à causer avec de pareils informateurs-espions, l'intime d'Ignatiev, celui qui travaillait à son projet de faire « l'anatomie » de l'Empire condamné des Turcs, Nelidov, fut délégué de la part de l'ambassadeur qui s'attribuait le droit de négocier un acte formel en vue « des éventualités qui se présenteraient ». Michel Cantacuzène, knèze russe ayant des parents si éloignés en Roumanie, avait été adjoint à l'émissaire qui lui-même ne voyait pas clair, comment, dans des circonstances si douteuses, et sous un pseudonyme, pourrait-on travailler [3].

L'ambassadeur du tzar présentait cette mission comme « une suite des conversations de Crimée » et comme une « réponse aux suggestions qu'il a bien voulu (Brătianu) lui faire parvenir tout dernièrement »; il était question d'une « entente sur les éventualités prévues », et de « la signature d'une convention militaire que nous avons admise en principe », il s'excusait de n'être pas venu personnellement pour cela, soulignant que Nelidov a été « chargé d'affaires ». Et Ignatiev n'oubliait pas de parler des « vrais intérêts de la Roumanie » et du « rôle historique glorieux qu'elle est appelée à jouer en Orient [4]. En même temps, du reste, apparaissait aussi un

[1] *Aus dem Leben*, III, pp. 62—63. On ajoute que Brătianu a eu l'impression que Gortchakov avait parlé, — et du reste c'était une simple conversation et pas une discussion, — comme d'un État à l'autre.

[2] Les Mémoires de Nelidov, *Souvenirs d'avant et d'après la guerre de 1877—1878*, dans *Revue des deux mondes*, 1915, III, p. 245. *Ioan C. Brătianu*, II[1], p. 196.

[3] Nelidov, loc. cit.

[4] *Ioan C. Brătianu*, II[1], p. 203. Là on présente, d'après l'inédit, la convention comme signée, avec des précisions sur la façon de relier les troupes russes à l'administration locale et l'interdiction d'entrer à Bucarest; p. 221.

www.dacoromanica.ro

émissaire turc, Ali-bey [1]. On répondit aux Russes qu'il fallait un mandat formel, au moins de la part de Gortchakov [2].

On chercha à apprendre au moins quelles étaient les intentions des Russes sur la Bessarabie roumaine. Et Nelidov reconnut plus tard la tromperie, qui se cachait dans la forme par laquelle on avait cru pouvoir écarter les appréhensions roumaines. Il assura donc, et il était prêt à le mettre aussi par écrit, que « la Russie éloignera de la Roumanie tous les dangers et toutes les attaques, qui se dirigeraient contre elle par suite de la conclusion de cette convention, et qu'elle garantissait la sécurité politique de l'État roumain, dans ses frontières actuelles » (comme variante: « telle qu'elle est constituée actuellement »), « si elle pouvait être menacée par suite du passage des troupes russes » [3].

Pour ses anciennes relations dans le monde français, C. A. Rosetti fut envoyé à Paris et il essaya de changer l'attitude du chef de gouvernement qui était Decazes [4]. Il conclut à cette

---

Ceci ne ressort pas des Mémoires de Charles Ier (loc. cit., p. 77), qui disent seulement que le prince avait demandé *un traité* en bonne forme, prévoyant sa ratification par le grand-duc Nicolas. Autrement on ne s'expliquerait pas, si le traité avait été conclu, la visite de Démètre Brătianu à Constantinople. Mais, le 21 novembre, vieux style, les Mémoires de Charles Ier reconnaissent qu'on était arrivé à une entente sur les points principaux auxquels il faudrait en ajouter d'autres; p. 79.

[1] *Ibid.*, p. 210; *Aus dem Leben*, III, p. 76. Il était question aussi d'un Rustem-bey; *Corr. dipl.*, n° 514.

[2] Voy. aussi *Aus dem Leben*, III, p. 76. On démentit officiellement que Mazar-pacha (Lakeman) eût été envoyé à Constantinople pour une convention militaire contre la Russie; *Ioan C. Brătianu*, II[1], p. 198. Mais en même temps, Brătianu faisait rejeter par la Chambre l'introduction, dans l'adresse, de la mention du fait que « les aspirations et les justes demandes de la population chrétienne de l'Orient ne peuvent pas ne pas trouver de douloureux écho dans les cœurs des Roumains »; *ibid.*, p. 204. Le motif serait celui qu'« il n'y a pas de Roumains qui n'aient des sympathies pour nos frères d'au delà du Danube; mais il n'en est pas moins vrai qu'avant tout, il faut nous rendre bien compte de notre position »; *ibid.*

[3] Nelidov, loc. cit., pp. 250—252; *Aus dem Leben*, III, pp. 87, 111, 114, 117 et suiv.

[4] *Ioan C. Brătianu*, I[2], p. 189.

www.dacoromanica.ro

occasion une troisième convention de commerce après celles avec l'Autriche-Hongrie et la Russie.

En même temps, se tenaient à Constantinople, avec la participation de Salisbury, le chef des conservateurs anglais, qu'on croyait capable de pouvoir affronter la brutalité cynique d'Ignatiev, les séances de cette conférence de Constantinople, dans laquelle on mettait tant d'espoir d'arriver à éviter l'intervention russe avec toutes les difficultés qui pourraient en surgir. Et à Londres, Jean Ghica était entré en rapport avec les cercles de la diplomatie britannique, leur demandant une garantie contre l'envahissement du territoire roumain, un appui, contre « la mauvaise volonté et l'orgueil turc », avec le retour du bras danubien de Kilia, qui avait été jadis donné à la Moldavie par le traité de Paris, et il parlait aux Anglais d'« un pays étendu, de paysans latins, maintenant libres, ayant une armée de 50 à 60.000 hommes bien préparés, qui pourrait être une digue contre les éléments de trouble en Orient. Et il affirmait qu'on ne laisserait passer les Russes que s'ils venaient au nom d'une Europe, dont la protection est due à la Roumanie [1].

En novembre, à Moscou, Alexandre II prononçait cependant un discours à la noblesse et au conseil communal dans lequel, après des éloges aux Monténégrins, mais pas aux Serbes, il montrait clairement que, si on ne rendait pas justice à ses corréligionnaires de Turquie, il recourrait aux armes [2].

Contre l'opinion de Ghica et de Sturdza, le prince et le président du Conseil, bien qu'ils cherchassent à s'opposer à l'impatience du nouveau consul de Russie, Stuart [3], et refusassent les précisions que le grand-duc Nicolas, un ami, avait demandé lui-même, par son envoyé le colonel Bobrikov [4], étaient partisans d'une entente avec la Russie, mais avec des

[1] *Le Livre vert*, pp. 39—40; Iorga, *Corr. dipl.*, 15 novembre 1876.
[2] *Aus dem Leben*, III, p. 70.
[3] *Ibid.*, p. 85.
[4] *Ibid.*, p. 87.

www.dacoromanica.ro

garanties aussi en ce qui concerne cette Bessarabie, qu'on sentait déjà menacée [1]. L'ancien révolutionnaire Carada allait en Occident chercher des fusils [2]. Et une brigade de cavalerie était détachée à Calafat pour garder le Danube [3]. On allait jusqu'à chercher à gagner, pour le commandement, des officiers autrichiens pensionnés, d'origine roumaine, comme Trajan Doda et le colonel Urs de Margine [4].

Dès l'époque où Nicolas Ionescu était encore ministre des Affaires étrangères, on avait cherché cependant à s'entendre avec la Turquie. Pour préparer cette entente, on avait envoyé à Constantinople, malgré tous les démentis officiels, cet Anglais passé à l'Islam, mêlé à la guerre de Crimée, et resté en Roumanie, en rapport avec sa vie politique, Lakeman (Mazar-pacha). Dans une lettre adressée au journal «La Presse», il raconta plus tard avoir trouvé un bon accueil chez Midhat et chez Savfet, et avoir obtenu même un projet d'entente contenant: l'admission du passeport roumain par tout l'empire, «l'indépendance postale et télégraphique, sous certaines réserves», «l'étendue du droit existant de conclure des conventions de douane avec les Puissances limitrophes», le règlement de la question des îles du Danube par une commission turco-roumaine, un «agent politique ottoman auprès de la cour du prince régnant». Ali-bey, gouverneur de Tulcea et membre de la commission danubienne, devait venir à Bucarest comme aide de camp du grand-vizir pour signer. Il ne demandait pas de convention militaire, mais, pour le cas de guerre, proposait cet article: «la Sublime Porte, prenant en considération le désir de la Roumanie de défendre son territoire, dans les limites et aux conditions stipulées par le traité de Paris, s'engage à lui donner des secours en toute occasion, sur sa demande formelle; et encore: à lui envoyer, si les circonstances le demandaient, un corps d'armée spécial,

[1] *Ibid.*, p. 64.

[2] *Ioan C. Brătianu*, I², p. 205. Maintenant on disait qu'on n'avait que 25.000 fusils Peabody; *ibid.*, p. 210.

[3] *Ibid.*, p. 214.

[4] *Ibid.*, p. 215. On en demanda la permission à l'Empereur; *ibid.*, pp. 576—577, 585.

www.dacoromanica.ro

composé uniquement de troupes régulières. Entre autres, les Roumains auraient, en cas de nécessité de guerre, le droit de passer en Bulgarie, sans demande préalable. Les ressources des arsenaux et des dépôts d'armes ottomans pourraient être mis à la disposition du gouvernement roumain dans des conditions qui seraient fixées ultérieurement » [1].

Cependant, une dernière tentative fut faite à Constantinople, par la mission de Démètre Brătianu, dont nous ne connaissons pas l'action dans ses détails, mais le sens concordait avec les points connus [2], osant même aller jusqu'à l'idée de l'indépendance [3].

Mais lorsque Blaramberg, avec sa confusion d'esprit habituelle, proposa l'observation stricte des devoirs envers l'Empire Ottoman, le journal « Le Roumain » se demanda si nous pouvions accepter le rôle de vassaux qui luttent contre les autres Chrétiens. En décembre, on créait deux fois autant de régiments de fantassins. Du reste, Salisbury lui-même déclarait à Constantinople au général Ghica, agent de Roumanie, que la Roumanie ne pouvait pas être défendue en cas d'invasion par les Puissances et qu'elle devait assurer sa sécurité elle-même, par ses propres moyens militaires [4]. On continuait à chercher des armes et on essayait de contracter un grand emprunt à Paris, comme conséquence de cette direction politique maintenant ouverte, alors que Vernescu et Georges Chițu étaient pour une intervention [5], Démètre A. Sturdza quittait le gouvernement. C'était le moment où, contre Bismarck qui recommandait la conclusion, bien que pas immédiate, d'une convention avec la Russie [6], Andrassy, dans son duel continuel avec Gortchakov, en dépit de l'entente conclue, recommandait, tout en promettant que la diplomatie austro-hongroise interviendrait à la Porte pour

[1] *La Presse*, 29 septembre 1877; Blaramberg, ouvr. cité, pp. 119—120. Voy. aussi plus haut, pp. 166—167.
[2] *Le Livre vert*, p. 55.
[3] *Ibid.*, p. 13. *Aus dem Leben*, III, p. 77.
[4] *Le Livre Vert*, p. 51.
[5] *Aus dem Leben*, III, p. 81.
[6] *Ibid.*, pp. 72, 86.

www.dacoromanica.ro

les demandes des Roumains, le retrait en Olténie, devant les armées russes qui pénétreraient dans le pays [1].

Ce qui pressa la décision de la Roumanie ce fut le coup frappé, à la fin de cette année d'hésitations, par Midhat-Pacha, pour écarter l'immixtion gênante des Puissances, qui considéraient l'empire, à une époque de nouvelle effervescence nationale et religieuse, comme un territoire à tolérer et à corriger; il convainquit le nouveau Sultan, qui faisait preuve des meilleures intentions, qu'une constitution donnée par la Turquie elle-même mettrait fin à ces intrusions offensantes. Rédigée dans le seul esprit qu'on pouvait attendre, elle tendait à créer un seul État indivisible, même avec les autonomies provinciales les plus larges. Il semblait que cette forme pourrait s'imposer aux vaincus d'une guerre manquée et même à la Roumanie qui entrait, elle aussi, au nombre des provinces dont parlait le premier article; et dans le septième, son prince était qualifié de «chef d'une province privilégiée». On demanda des explications; on obtint seulement une froide réponse affirmative [2]. Devant la déclaration turque, la conférence n'avait autre chose à faire que de cesser ses travaux.

La dernière note envoyée par le gouvernement roumain à ses agents, pendant cette même année 1876, contenait avant tout l'affirmation de la neutralité et la domination des Bouches du Danube. Mais, en même temps, les Chambres étaient appelées, chacune séparément, pour ne pas donner l'impression d'une déclaration nationale solennelle, en séance secrète, et on prit la décision de déclarer à Constantinople, qu'on ne reconnaîtrait pas les prescriptions de la Constitution ottomane, qu'on proteste contre la violation des droits assurés par les traités européens, violation qui porte atteinte aussi aux liens du pays avec la Puissance suzeraine, les Puissances garantes ayant le devoir de prendre la défense

[1] *Ibid.*, p. 81. Il admettait cependant que la Roumanie, d'après un ancien exemple serbe, pourrait suspendre le tribut; *Ioan C. Brătianu*, II[1], p. 283.

[2] Les douanes roumaines étaient traitées, même par les agents subalternes, comme étant «ottomanes»; *ibid.*, p. 248.

www.dacoromanica.ro

de l'État qui leur devait sa formation (21—22 décembre) [1]. Prêt à arriver à une transaction qu'il ne consentait pas à définir, Savfet, qui ne se rendait pas compte de tout ce qui avait été changé depuis plus de dix ans sur le Danube, demanda formellement que la note soit retirée [2]: dans ce cas, il serait disposé, lui aussi, à déclarer que « la Porte n'a eu, ni directement ni indirectement, l'intention de toucher à la situation des Principautés-Unies, telle qu'elle ressort des traités », —on comprend tout ce qui se cache sous ce nom et sous cette limitation, —« ni de modifier les conditions d'existence politique d'un pays qui fait partie intégrante de l'Empire Ottoman » [3]. Et on répondit qu'il fallait « une déclaration formelle » dans laquelle il serait parlé, en premier lieu, des capitulations [4]. Et on allait jusqu'à la formule: « Les Principautés-Unies qui, faisant partie intégrante de l'Empire Ottoman, ne sont pas touchées par la Constitution » [5]. Et Midhat consentait à déclarer que la Porte avait toujours eu au moins « des sujets moldo-valaques » [6].

Dans la séance du 22 décembre, Jean Brătianu connut un des plus beaux moments de toute sa carrière politique. Rejetant les attaques du neutralisme, allant jusqu'à la turcophilie la plus absurde, qui était celle de Blaramberg, il déclarait ouvertement: que « la Roumanie se trouve devant la violation de ces droits pour lesquels, pendant des siècles, les Roumains ont versé leur sang, droits, pour la revendication et les défense desquels les générations actuelles luttent depuis un demi-siècle... Pas même la longue épée de Bajazet

[1] *Le Livre vert ; Aus dem Leben*, III, p. 89.

[2] *Ibid.*, pp. 86—87, 88. Détails dans *Ioan C. Brătianu*, II[1], p. 257. Il affirmait que la Roumanie « a toujours été une province turque »; *ibid.*, p. 276. De nouveau, Blaramberg intervint, accusant le gouvernement d'avoir mené la Porte à des décisions extrêmes par les visites de Livadia et de Sibiiu.

[3] *Le Livre vert*, p. 65; *Ioan C. Brătianu*, III[1], p. 283.

[4] *Ibid.*, p. 284. L'ambassadeur ottoman à Vienne était cependant d'avis qu'on pourrait aller jusqu'à l'admission de l'indépendance; *ibid.*, p. 284. Des approbations venaient des capitales de l'Occident; *ibid.*

[5] *Aus dem Leben*, III, p. 90.

[6] *Aktenstücke*, pp. 535—536, nos 937—938.

www.dacoromanica.ro

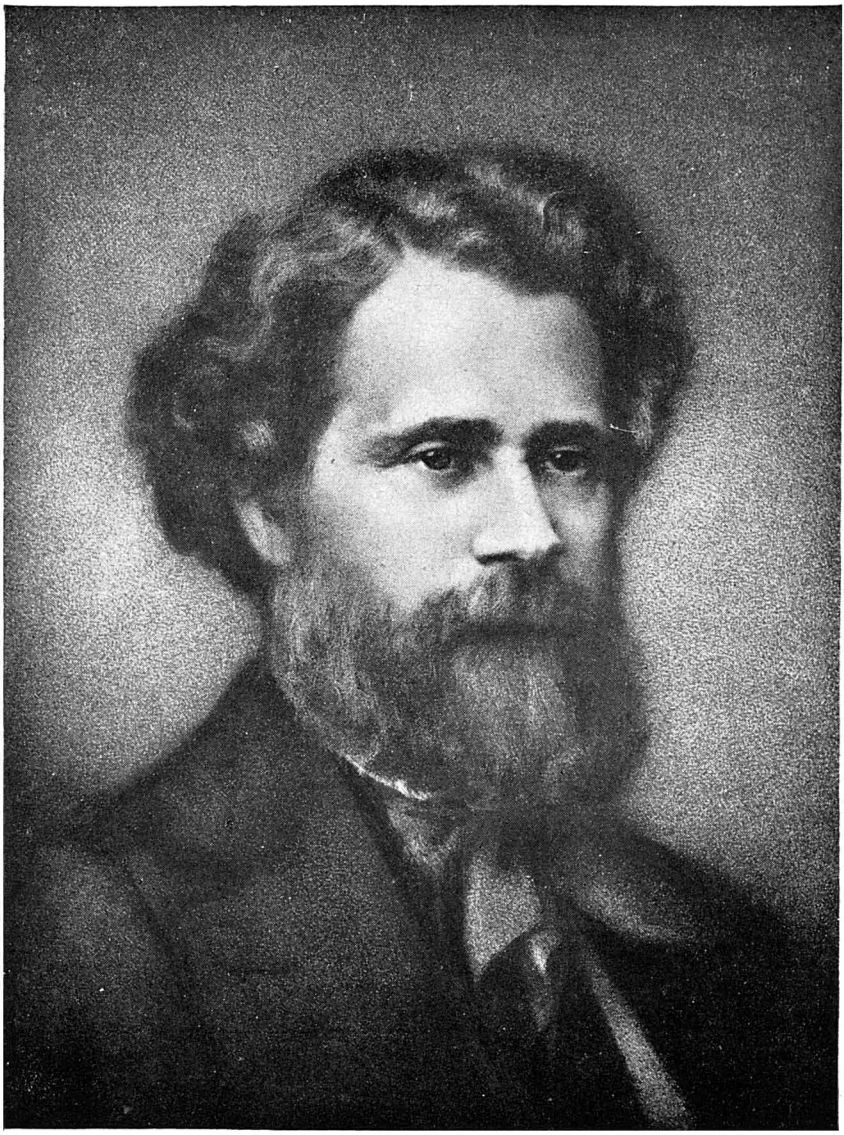


Fig. 21. — Jean Brătianu.

www.dacoromanica.ro

et de Mahomet n'a pu pénétrer jusque dans les montagnes de Roumanie où ose aujourd'hui pénétrer Midhat-Pacha avec sa Constitution »[1]. Et, pendant ce discours d'un si grand élan, appelant chacun à l'accomplissement du grave devoir qu'on ne peut pas écarter, il proférait ces paroles mémorables: « N'attendons secours de personne! L'expérience du passé nous prouve que les droits d'un pays ne sont respectés, et ne trouvent de défenseurs chez les étrangers que lorsque celui qui les a et contre lequel on essaie des envahissements est un pays ayant conscience de son devoir, et se montre capable de faire des sacrifices pour se défendre. Eh! bien, Messieurs, je suis convaincu que si nous ne nous laissions pas distraire par des haines, des passions, des soucis chimériques, si nous oubliions les luttes du passé et n'avions en vue que la situation présente, si nous nous présentions dans un état d'union parfaite et protestions, montrant à la Turquie et à l'Europe qu'on ne peut nous ravir aucun de nos droits qu'en marchant sur nos corps glacés, soyez convaincus que personne alors n'oserait passer le Danube »[2].

On passa aussi par-dessus les observations de Iepureanu qu'il ne faut voir dans la Constitution de Midhat qu' un simple moule destiné à passer aux archives; et on vota la motion qui approuvait la digne résolution du gouvernement[3]. Jean Ghica signa au Sénat une autre motion recommandant une politique « qui ne serait pas de provocation »[4]. Mais le

[1] En entier dans *Ioan C. Brătianu*, II[1], p. 252 et suiv. Mais Brătianu parlait dans ce discours, de Sibiiu, lui donnant le nom saxon de « Hermannstadt ».

[2] Et, dans un souvenir d'enfance présenté avec grâce, il montrait comment le voisin de son école avait pu manger les fruits de son verger, seulement en fermant la porte et en mettant une garde; et il rappelait l'époque des « proconsuls » et des frontières ouvertes. On lui faisait observer, avec justesse, que les idées d'envahissement appartiennent à la « Jeune Turquie ».

[3] Brătianu signalait aussi l'intervention de Crémieux pour que, par les réformes que se donnait la Turquie, soit résolue aussi la question des Juifs en Roumanie. Le discours suivant (*ibid.*, p. 263 et suiv.) est très intéressant pour toute l'histoire du pays à partir de 1848. Brătianu se défendait d'avoir fait du panslavisme pour servir la Russie.

[4] À cette proposition de Ghica se rallièrent Bozianu, Lascăr Catargiu et Orăscu, mais pas Démètre Ghica.

www.dacoromanica.ro

parti conservateur, qui était à couteau tiré avec le gouvernement, commença toute une campagne dans son nouveau journal « Le Temps » contre la politique d'activité; et parmi ceux qui y dépenseront toutes leurs forces intellectuelles, se place, abandonnant un pauvre inspectorat scolaire, qui lui avait été repris comme à un adhérent de Maiorescu [1], Eminescu lui-même [2].

Le prince avait ouvert l'année avec des télégrammes de félicitations adressés au prince de Serbie et à celui du Monténégro [3]. Au même moment, alors que le tzar rappelait à l'agent roumain « les conseils qu'il avait donnés à Brătianu à Livadia », ajoutant qu' « il n'a pas à se plaindre de la Roumanie », il s'adressait à l'ambassadeur ottoman dans ces termes, qui montraient assez clairement ce qui devait se passer au printemps: « J'espère que la Turquie acceptera les décisions de la conférence; si elle les rejette, j'en ferai tomber toute la responsabilité sur votre gouvernement [4]. Mais il n'y avait aucune possibilité que, dans l'état d'esprit des chefs de la Turquie nouvelle, et dans celui de la population, on arrive à accepter les propositions européennes. La réponse négative fut, en effet, donnée le 7/19 janvier 1877.

Donc tous les cercles russes, sans distinction, seront pour une intervention que les Russes désiraient faire, ayant cependant une mission européenne, comme ceux qui rempliraient par la force le programme que proposerait cette malheureuse conférence [5].

Devant cette éventualité, Brătianu, qui ne se croyait pas encore assez fort pour aller aussi loin, arrêta le prince qui voulait signer la convention de passage des armées russes [6]. Charles Ier montrait dès lors à son père qu'il voulait non seulement s'entendre avec les Russes dans ce but, mais par-

[1] Voy. Économe Dem. Furtună, dans *Cuget Clar*, mars 1938.

[2] Bismarck soutenait énergiquement la protestation de la Roumanie; *Aus dem Leben*, III, p. 93.

[3] *Ibid.*, p. 90. Cf. aussi David Harris, ouvr. cité.

[4] *Corr. dipl.* n° 513.

[5] Voy. aussi, *Ibid.*, n° 514.

[6] *Aus dem Leben*, III, p. 91.

www.dacoromanica.ro

ticiper à la guerre qui donnerait l'indépendance à son pays [1]. Et, accroissant le nombre des canons de l'armée roumaine, le grand-duc Nicolas parlait de l'œuvre qui devrait être accomplie « en commun » [2]. Et il ajoutait que les armées commandées par lui rencontreront en chemin « un pays ami dont nous avons à respecter l'indépendance, l'autorité et le bien-être » [3]. Il disait encore qu'il ne pouvait pas être question d'un traité politique, mais seulement d'une convention militaire [4].

Le prince lui répondit cependant que, bien que l'armée impériale puisse être sûre qu'elle « trouvera toujours les plus grandes facilités dans son pays, même si l'acte officiel devait être signé à la veille de son passage », une entente écrite ne pourrait être qu'un acte politique, et qu'il ne pourrait intervenir qu'après que l'Europe aurait été avertie en bonne forme de la décision du tzar [5]. On communiqua plus tard au consul Stuart la dernière résolution: de signer en n'importe quelle forme la convention, en cas de guerre [6].

Dès le mois de janvier, Vernescu et Nicolas Ionescu partaient, mais le prince confiait à Brătianu lui-même la mission de gouverner à la veille de décisions si importantes. Kogălniceanu, mécontent des méthodes qu'on avait suivies dans la poursuite des anciens ministres, ne se montra guère disposé à aider un gouvernement qui se trouvait pris dans de si grandes difficultés. Le nouveau ministère comprenait Dém. Sturdza aux Finances, dont l'état était tout aussi mau-

[1] *Ibid.*, p. 92. Il rejetait la proposition d'Andrassy; *ibid.*

[2] *Ibid.*, p. 98.

[3] *Ibid.*, p. 99.

[4] Une entente pratique au point de vue purement militaire, exempte de tout caractère politique; *ibid.*

[5] *Ibid.*

[6] *Ibid.*, p. 108. Contrats avec des ingénieurs russes pour les ponts sur l'Olt; *ibid.*, p. 109. On prenait, avec Bobrikov, aussi des mesures communes de défense à Calafat et à Bărboşi (près de Galaţi), et des discussions commençaient pour les transports par voie ferrée; *ibid.*, pp. 111—112, 114. On croyait que les Turcs occuperaient Calafat, Turnul-Măgurele, Oltenița et Bărboşi et iraient vers Bucarest; *Corr. dipl.*, nos 550—551. Un conflit avec les Turcs à Giurgiu pour une île; *Aus dem Leben*, III, p. 114. Cf. *ibid.*, p. 116.

www.dacoromanica.ro

vais, Câmpineanu à la Justice, — qui, ne pouvant pas changer l'état où il avait trouvé le ministère, donna sa démission, — Jean Docan aux Travaux publics, Nicolas Ionescu aux Affaires étrangères. Avec un changement dans la Constitution, Iepureanu se déclarait prêt à y entrer lui aussi, de même que Rosetti [1].

On avait communiqué aux agents à l'étranger que par cette crise rien n'avait été changé à la politique extérieure du pays [2]. Nicolas Ionescu, aucunement initié aux négociations et aux échanges de lettres qui avaient suivi, — il publiait un travail anonyme « L'État roumain et la paix d'Orient » [3] — assurait, et c'était aussi l'opinion d'Andrássy [4], que rien ne montrait qu'une invasion russe fût prochaine. Et on lui répondait de Vienne que c'est précisément cette invasion qui est sur le point de se produire [5]. Alors, très inquiet, il demandait à l'agent de la Roumanie à Berlin, si on ne pourrait pas savoir « ce qu'entend faire le cabinet de Pétersbourg avec la Bessarabie, après l'abrogation du traité de Paris » [6].

Mais, alors que les informateurs roumains se berçaient de l'illusion que la Porte céderait assez pour qu'on puisse conserver la paix, on annonçait de Pétersbourg, avant la fin du mois de mars, que la Russie n'entendait pas démobiliser et ne ferait aucune concession, et que la guerre éclaterait, et on donnait l'assurance qu'une entente serait conclue avec la Roumanie [7], pour qu'ensuite les dernières espérances soient liées aux négociations commencées à Londres par Chouvalov, concernant les demandes du Monténégro [8].

Mais l'attitude provocante des Turcs restait la même et l'ambassadeur ottoman de Vienne parlait à l'agent de

---

[1] *Ibid.*, p. 107.
[2] *Corr. dipl.*, n° 516.
[3] *Aus dem Leben*, III, p. 111.
[4] *Corr. dipl.*, n° 521.
[5] *Ibid.*, n° 522.
[6] *Ibid.*, n° 524.
[7] *Ibid.*, n° 535.
[8] *Ibid.*, n° 536—537.

www.dacoromanica.ro

Roumanie de l'occupation, qui attendait un pays rebelle [1]. On pourrait croire dès lors que, pour la Roumanie aussi, le sort était déjà jeté.

Rien ne semblait empêcher une entente avec la Russie. Questionné formellement au Sénat, le 15 mars de l'ancien style, sur les intentions russes concernant la Bessarabie, le président du Conseil, parlant aussi de certaines intentions antérieures, qui auraient tendu à l'annexion du pays entier, croyait, sans se tromper et sans vouloir tromper les autres, pouvoir risquer cette affirmation décidée; « on n'a parlé nulle part de la Bessarabie, et non par des hommes de notre foi, mais par d'autres personnes nous avons les assurances les plus positives et d'une façon affirmative — je ne dis pas officielles — qu'on n'a parlé nulle part, ni à Berlin, ni à Constantinople, ni à Vienne, ni à Pétersbourg, ni à Londres, du retour de la Bessarabie à la Russie et que la Russie n'a pas soulevé cet incident » [2].

On avait essayé d'obtenir d'Andrassy qu'il empêchât cette convention. Mais, de Constantinople, on avait répondu que la Roumanie devrait d'abord déclarer qu'elle garderait la neutralité envers les Russes.

Nicolas Ionescu présenta donc sa démission pour ne pas être en fonction pendant la guerre qui devait s'ouvrir. Jean Câmpineanu, qui lui succéda, avertissait les agents du pays, le 1-er / 13 avril que, bien que restant neutre et opposé « à toute alliance et coopération », c'est seulement au cas où les Turcs ne passeraient pas le Danube, ce qu'Andrássy était prié de chercher à éviter, « qu'on établirait les conditions du passage des Russes » [3].

Mais Charles Ier ne voulut pas prendre les dernières décisions sans avoir consulté les chefs du pays, avec le

[1] *Ibid.*, n° 537. Voy. aussi le n° suiv.

[2] *Ioan C. Brătianu*, II[1], p. 362. Et il parlait « des bons sentiments de la Russie qui les a toujours manifestés non seulement par des paroles, mais aussi par des faits, pour la Roumanie »; *ibid.*, Ignatiev aurait assuré « les larmes aux yeux » qu'il n'est pas question de prendre la Bessarabie; *ibid.*, IV, p. 112.

[3] *Ibid.*, n° 539. Cf. aussi *Ioan C. Brătianu*, II[1], p. 297.

www.dacoromanica.ro

regret en même temps de ne pouvoir s'adresser aux anciens ministres, qui étaient maintenant sous accusation.

Jusque là, la session parlementaire n'avait apporté aucune recrudescence de passions, bien que la poursuite contre les anciens ministres dût écarter de toute solidarité nationale, si nécessaire en ce moment, les conservateurs des deux nuances, dont on n'entendit plus la voix aux corps législatifs; les interventions de Démètre Ştirbei [1], du prince lui-même qui invita à un dîner de gala son ancien conseiller à la guerre, le général Florescu, ne réussirent pas. Démètre Ghica interpellait pour faire rompre l'alliance avec les fractionnistes moldaves que représentait alors, dans le gouvernement, Nicolas Ionescu. Mais des voix de majorité demandaient l'arrestation préventive des anciens ministres, à quoi Brătianu s'opposa avec décision [2]. Et, parmi les hommes de droite, se formait, avec un journal la « Presse », un autre groupement comprenant Basile Boerescu et Vioreanu.

Dès le mois de février, Brătianu demandait et obtenait la dissolution du Sénat, de la part duquel, dans les mesures qui devaient s'imposer envers la Russie, il pouvait s'attendre à une opposition. Le journal le « Temps » avait donné, dès le commencement du mois, la nouvelle de la convention avec les Russes, et le président du conseil évita, dans la question qui lui fut posée au Sénat même, de donner un démenti [3].

La même nouvelle se trouvait aussi dans le « Pétersburger Herold » qui parlait d'un échange avec le Delta, et de nouveau Brătianu devait opposer une vaine dénégation, s'efforçant d'y croire lui-même [4]. Il parlait d'un « aréopage européen » qui ne pouvait pas fonctionner, et en mars, les doutes qui le torturaient lui arrachaient ce cri: « Je crois que la Roumanie n'est pas tombée assez bas pour consentir à ce qu'on détache une partie de son territoire pour la donner à d'autres. Par conséquent, le gouvernement de Russie n'ap-

[1] *Ibid.*, p. 384.
[2] *Ibid.*, p. 394 et suiv.
[3] *Ibid.*, p. 445.
[4] *Ibid.*, p. 506.

www.dacoromanica.ro

précie pas nos sentiments assez favorablement pour venir nous faire une pareille communication... Encore une fois, je le répète, il n'y aura pas un seul Roumain qui, de bon gré, acceptera de détacher une partie du corps de la Roumanie, et je ne crois pas qu'il y ait un seul Roumain qui ne soit capable de faire tous les sacrifices pour conserver intact tout le territoire roumain » [1].

Mais la plupart des sénateurs, avec Démètre Ghica et Jean Ghica, voulaient la disparition du gouvernement et de la Chambre aussi qui le soutenait.

La situation du ministère devenait de plus en plus difficile. Jean Ghica publiait une brochure: « Pensées politiques », pour la neutralité; Bălăceanu, l'agent de Vienne, qui avait parlé avec Ignatiev, partait en mission; il était de la même opinion: aller avec les Russes, seulement si les Turcs passent le Danube [2].

Les questions posées à Vienne par Brătianu avaient un caractère de plus en plus désespéré, et Andrássy parlait seulement d'une façon vague de son intention: « Sans vouloir s'opposer à l'invasion, il n'admettra ni occupation, ni action du gouvernement russe, ni la plus petite annexion » [3]. Il mobilisait (31 mars de l'ancien style).

Le conseil désiré par le prince se rassembla le 1-er/13 avril.

Le premier qui parla fut le vieux Constantin Bozianu, avocat et professeur, ancien ministre président du Conseil, facteur principal dans la rédaction des codes. Partisan de «la neutralité absolue», il l'admettait, mais avec «le passage libre pour les Turcs comme pour les Russes», —ce qui signifiait l'admission, dans l'impossibilité de faire autrement, de la guerre sur le territoire roumain, —mais il ajoutait qu'on saurait espérer que les Turcs, auxquels on pouvait demander par voie diplomatique de ne pas le faire, ne chercheraient

[1] *Ibid.*, pp. 506—507.
[2] *Ibid.*, pp. 537—538.
[3] *Ibid.*, p. 567.

www.dacoromanica.ro

pas à passer; Bozianu était poussé à cette opinion par la crainte d'une victoire du panslavisme.

Emmanuel Costachi était, lui aussi, d'avis qu'on laissât passer les Russes, sur la base d'une convention, ou même sans convention, mais sans coopérer avec eux. Démètre Ghica restait si lié à l'Autriche-Hongrie, qui devait absolument être consultée, qu'il proposait de demander à cette Puissance, «après avis à l'Europe, l'occupation de la Roumanie par ses armées, pour empêcher le passage de toute armée étrangère» (sic), et, si ces voisins, les Austro-Hongrois, n'obtiennent pas un mandat européen, ou s'ils refusent l'occupation que les Roumains auraient demandée, «faisons ce que notre intérêt nous dictera», fût-ce même la signature d'une convention avec les Russes. Alexandre Georges Golescu était d'avis, lui aussi, qu'il fallait appeler l'Autriche-Hongrie; et il s'appuyait sur la lettre des traités que personne n'était plus disposé à respecter. L'Autriche-Hongrie pourrait retenir les Turcs et, étant jalouse des Russes, «elle ne peut n'avoir que de bonnes intentions pour nous protéger. Et si cela est impossible, qu'on signe des conventions avec les Russes, mais aussi avec les Turcs!». Enfin, Jean Ghica, recommandant «la neutralité parfaite, admettait que les Turcs occupassent certains points sur la rive roumaine du Danube pour les défendre, car autrement ils bombarderont les villes qui sont sur cette rive. Mais il est sûr, lui aussi, que dans son opposition permanente contre les Russes, l'Autriche-Hongrie accourra pour défendre la Roumanie de toute invasion par les armes.

Non sans surprise, on voit Kogălniceanu, adversaire de la dissolution du Sénat et de la politique intérieure du gouvernement, proposer de demander à Vienne une action pour arrêter l'entrée des Turcs auxquels on demanderait de respecter la neutralité des points occupés par les troupes roumaines, à Calafat et ailleurs. On ne peut pas empêcher le passage des Russes, et une convention militaire pourrait, en effet, être conclue avec eux, mais pas une convention politique. Il craignait ici les progrès de l'élément slave au-delà du Danube, et pensait que «la Russie victorieuse retiendrait la Bessarabie, qui avait été prise à la Roumanie par le traité de Paris».

www.dacoromanica.ro

Seul, Rosetti, avertissant que les Turcs pourraient avoir une conduite sauvage, barbare, et observant que les Puissances ont déjà abandonné la Roumanie, affirmait seulement que la convention est nécessaire, sans la définir, à condition que « la Russie respecte l'intégrité du territoire roumain » [1].

Par une note écrite, Câmpineanu était d'avis qu'on ne pouvait pas arrêter le passage des Russes qui devrait être limité par une convention, mais une collaboration lui semblait aussi impossible [2]. C'est seulement dans le rapport du consul anglais qu'est exprimée et reproduite l'opinion de Brătianu que la convention est indispensable, la Roumanie ne pouvant pas s'opposer, et qu'il faut prendre des mesures sur le Danube contre une tentative turque de passage, et que dans les relations avec les Russes il faut éviter « que la Roumanie ait quelque préjudice, que ce soit maintenant ou plus tard » [3].

Le soir de ce même jour, le prince recevait les officiers russes envoyés par le grand-duc Nicolas et prenait des mesures, non seulement pour le passage, mais aussi pour une action commune, l'armée roumaine devant être, en Olténie, l'aile droite de l'action militaire qui devait se déclancher [4].

Trois jours plus tard, alors que des troupes partaient vers Calafat, Kogălniceanu, qui avait enfin accepté le portefeuille des Affaires étrangères tenu provisoirement par Câmpineanu, obtenait les pleins pouvoirs pour signer la convention de passage [5]. Comme le tzar se dirigeait vers Chișinău, Charles Ier, voulut, à un certain moment, aller jusque là pour le saluer et affirmer ainsi sa politique; mais Kogălniceanu agit de façon à l'empêcher d'y être au moment de la

[1] En roumain, dans Iorga, *Politica externă*, 2-ème éd., pp. 203—207. Résumé dans *Aus dem Leben*, p. 117.

[2] La dernière information dans J. C. Brătianu, II[1], p. 571, et dans *Charles Ier*, II.

[3] *Corr. dipl.*, n° 541. Voy. aussi Jean C. Brătianu, II[1], p. 574.

[4] *Aus dem Leben*, III, pp. 117—118.

[5] Elle est donnée en original, *ibid.*, pp. 119—125, dans la note.

www.dacoromanica.ro

déclaration de guerre [1]; Kogălniceanu expliqua cette décision, à Chișinău, d'une autre manière: on avait craint que « 20.000 Tcherkèzes » soient sur le point de passer le Danube et on ne voulut pas que le prince ait l'air de s'enfuir vers les Russes [2], et Bălăceanu montrait le ridicule d'une pareille appréhension [3].

Sur un autre ton, le grand-vizir qui avait remplacé Midhat, envoyé en exil, demanda:t alors au prince une entente pour défendre, de concert avec les troupes ottomanes, un territoire qui était considéré comme une seule principauté, sans vouloir cependant lui donner de nom [4]. On lui répondit, comme à un ministre « constitutionnel et parlementaire », non par le prince lui-même, mais par le ministre des Affaires étrangères, que la décision serait soumise aux Chambres qui seules auraient le droit de décider [5]. Brătianu voulait soumettre aux Chambres la convention de passage, mais sans attendre un acte pareil, qui aurait eu le caractère politique qu'on voulait éviter à Pétersbourg, les troupes russes passèrent le Pruth. Dans la proclamation adressée aux habitants, on répétait malheureusement les formules, blessantes pour le chef de l'État, des anciennes armées d'occupation [6]. La proclamation rappelait le sang versé par les Russes pour libérer ces pays, et on ordonnait aux troupes, qui étaient entrées dans le pays, d'aider au besoin les « Roumains » contre les Turcs. Le tzar lui-même, écrivant de Chișinău, au prince, l'assurait seulement, en lui demandant un «concours», qui n'était pas le concours militaire, de « l'intérêt traditionnel et de l'appui permanent de la Russie » [7]. Seul le grand-duc

[1] *Ibid.*, pp. 128—129.

[2] Jean C. Brătianu, II[1], p. 585. Cf. général Rosetti, *Corespondența generalului Iancu Ghica*, p. 33. Le tzar avait désiré cette visite; *ibid.*, pp. 39—40.

[3] *Ioan C. Brătianu*, II[1], p. 590.

[4] *Aus dem Leben*, III, p. 129.

[5] *Ibid.*, *Ioan C. Brătianu*, II[1], pp. 589—590. Nouvelle intervention turque rappelant les obligations qui ressortaient des traités; *ibid.*, p. 594.

[6] *Aus dem Leben*, III, p. 129. Un nouveau télégramme du vizir adressé au prince; *ibid.*, p. 130. Mais un troisième est adressé au gouvernement; *ibid.*, p. 133.

[7] *Ibid.*, p. 131.

www.dacoromanica.ro

Nicolas, qui était d'une autre opinion, suggérait à Charles Ier « la possibilité de nous entendre sur les opérations de nos armées », ce qui n'était pas encore une offre de collaboration [1]; mais, dans le même sens, on parlait au général Ghica, qui avait été envoyé pour saluer le tzar à Chișinău [2]. Mais le tzar aussi croyait qu'il fallait ajouter que les siens « plus d'une fois ont versé leur sang pour la même cause » [3].

De son côté, et contre la volonté du prince, le conseil des ministres retirait les troupes roumaines se trouvant sur le Danube et, sans tenir compte d'une convention qui n'avait pas été votée par les Chambres, soumettait les soldats russes au tarif habituel des voyageurs. Dans le « Moniteur officiel », paraissait l'avertissement que, sans la décision des Assemblées, on ne prendrait aucun engagement envers l'armée, qui était entrée de son plein gré sur le territoire roumain [4].

Le 14 avril, le message déclarait que le pays avait été abandonné à ses propres forces par les Puissances garantes, et ajoutait l'affirmation que des armées étrangères n'entreraient pas dans sa capitale. La Russie, qui a provoqué la violation des frontières, n'est elle-même qu'une de ces Puissances, et elle a donné toutes les certitudes que l'intégrité territoriale de la Roumanie serait respectée. Tout le monde doit donc se réunir pour défendre les droits de la patrie.

Mais alors même, lorsque le besoin le plus impérieux devait être celui du concours sincère et dévoué de tout le monde, Rosetti, auquel on avait demandé comme condition première l'annulation du procès des conservateurs, refusa tout net, poussé par son fanatisme de parti [5].

---

[1] La lettre fut apportée par Dolgorouki, un parent de l'amante, future épouse morganatique d'Alexandre II; *ibid.*, pp. 136—137.

[2] *Ibid.*, pp. 137—138.

[3] « Il compte sur notre coopération et nous y engage vivement ». Il est question des menaces autrichiennes que le grand-duc Nicolas ne croit pas importantes, désirant que le prince et un ministre viennent à Ungheni sur le Pruth, pour accueillir le tzar.

[4] *Ibid.*, p. 139.

[5] *Ibid.*, p. 136.

www.dacoromanica.ro

Donc, le gouvernement se montrait décidé à ne pas se mêler à la guerre. Lorsque le général Ghica fut rappelé de Constantinople pour aller à Pétersbourg, où il restera pendant tout la durée de la guerre, il avait d'abord l'ordre de montrer à Savfet, qui ne pouvait pas cacher ce qui était sur le point de se passer, qu'on parlerait seulement à Gortchakov pour qu'au cas d'un conflit armé entre la Russie et la Turquie, « on nous évite les malheurs d'une guerre sur notre territoire » [1]. Dans sa circulaire du 4/16 avril, Kogălniceanu, montrant qu'en acceptant le ministère des Affaires étrangères, il avait cédé à une intervention de la part du prince lui-même [2], se rapportait à ses idées bien connues pour affirmer qu'en maintenant l'état de neutralité, on évitera ce danger [3]. Et Brătianu avertissait Bălăceanu à Vienne qu'il désirait que les Russes garantissent la neutralité de la Roumanie [4]. L'agent de Roumanie insistait pour qu'on ne renonce pas à l'ancienne attitude de Câmpineanu, qui avait obtenu d'Andrássy des assurances, qui autrement seraient perdues [5]. Enfin, Kogălniceanu faisait connaître, par sa circulaire du 5/17 avril aux agents roumains, que ce n'est que si les Turcs attaquaient que « nous serions forcés de prendre conseil de notre désespoir » [6]. Mais, abordant la question de

[1] Mais Savfet conversait avec le général Ghica sur les conditions d'une défense de la Roumanie sur le Pruth et sur le Danube; *Ioan C. Brătianu*, II[1], p. 573. En même temps, le ministre turc communiquait à l'ambassadeur de l'empire à Londres qu'il avait averti Kogălniceanu qu'il ne pouvait pas prendre l'engagement de ne pas faire passer le Danube; *ibid.*, p. 578.

[2] Brătianu, montrant la bonne renommée dont jouissait à l'étranger le nouveau collègue, le qualifiait « un des vétérans qui ont combattu dans le parti libéral et national »; *ibid.*, p. 609.

[3] *Corr. dipl.*, le 4 avril.

[4] *Ioan C. Brătianu*, II[1], pp. 576—577. Cf. *Le Livre vert*, à cette date.

[5] *Ioan C. Brătianu*, II[1], p. 577.

[6] *Ibid.*, p. 578. On ordonnait au gérant de l'agence de Constantinople de communiquer que la Roumanie s'opposerait au passage des troupes turques sur son territoire; *ibid.* Et Andrássy admettait que ceci s'imposait; *ibid.*, p. 584. Jean Bălăceanu avait toute espèce de visions terribles au cas où Brătianu admettrait le passage du Danube; *ibid.*, p. 625.

www.dacoromanica.ro

Fig. 22. — C. A. Rosetti.

www.dacoromanica.ro

la collaboration, dans une lettre adressée au général Ghica [1], il craignait que cela puisse irriter Andrássy [2].

La Chambre, par 79 voix contre 22 ou 25, vota le 16 avril, la convention. Et le Sénat la vota également par 40 voix contre 10, seulement après l'opposition décidée de Démètre Sturdza, de Carp et de Iepureanu. A la Chambre, Jean Brătianu trouvait des expressions nobles pour dire que « les Roumains n'ont jamais conclu de traités avec la Sublime Porte par lesquels ils soient obligés d'être à côté d'elle contre la chrétienté [3].

Du côté des Turcs, parlant des « Principautés Unies », Savfet dénonçait le 20 avril du nouveau style, cette note du parlement roumain, non seulement accusant d'une façon très dure le « prince Charles » et son gouvernement, mais expliquant que leurs actes ont été faits sous la pression des armées russes envahissantes et s'excusant de n'avoir pas proposé à la Conférence, comme il l'aurait dû, « la reconnaissance de la neutralité permanente du pays », et il faisait observer que le danger aurait pu être écarté si, conformément au traité de Paris, les Roumains avaient collaboré, militairement, avec les armées ottomanes [4]. Les agents de la Roumanie à l'étranger, loin de soutenir la décision qui avait été prise, s'empressaient de protester contre elle, signalant la mauvaise impression que ce geste avait produit dans les pays

[1] Lord Derby était d'avis qu'aussitôt que les Russes passeraient, on ne pourrait pas interdire ce droit aux Turcs, qui ne feraient qu'entrer dans « leur propre pays »; *ibid.*, p. 584. Le sous-secrétaire d'État Burke déclarait que la Roumanie est tout de même partie intégrante de l'Empire Ottoman; *ibid.*, p. 586. Et l'ambassadeur ottoman de Vienne mettait en perspective cette entrée; *ibid.*, p. 565. Mais il revint bientôt sur cette déclaration; *ibid.*, p. 624. Voy. aussi Général R. Rosetti, ouvr. cité, p. 56, n° XXXIX.

[2] *Ioan C. Brătianu*, II[1], p. 585.

[3] *Ibid.*, pp. 609—610. Il touchait aussi la question de la Bessarabie qu'il croyait assurée; *ibid.*, pm. 616—617. Au Sénat, il invoquait « la parole de l'empereur Alexandre », p. 622.

[4] *Ibid.*, pp. 626—627. On retirait les pouvoirs à l'agent roumain de Constantinople.

www.dacoromanica.ro

où ils étaient accrédités [1]. Le général roumain de Transylvanie, dont on avait voulu le concours, avait été refusé aux « alliés » de la Russie par l'Autriche-Hongrie [2].

Mais la réponse au message de la Chambre s'en tenait à la ligne de la neutralité, invitant le gouvernement « à épargner au pays tout conflit avec n'importe lequel de ses voisins » et à se borner à une simple action de défense. Le prince lui-même n'allait pas plus loin que ce programme, bien que les premières nouvelles du bombardement de la rive gauche commençassent à lui parvenir. Le Sénat fut plus énergique, il mit en lumière la défense la plus décidée du territoire en cas d'attaque turque, et il n'oublia pas de mentionner l'assurance, de la part du tzar, qu'on respecterait l'intégrité de ce territoire. Maintenant, la réponse du prince montrait que « sans qu'un seul fusil eût tiré sur nos rives, nos villes et nos villages à demi-évacués commençaient à être dévastés », tels que: Reni, Brăila, Oltenița, Calafat, où cependant on leur avait répondu, ce seul point ayant des troupes roumaines de garde, que les moniteurs sur le Danube entrent dans les ports et capturent, comme à Bechet; et on n'oubliait pas même les Tcherkèzes de Kogălniceanu [3]. Il ajoutait que, si « on ne tient pas compte de notre modération, nous serons forcés de repousser la force par la force », et l'armée roumaine ne se montrerait pas indigne de ses anciennes traditions. Ainsi, Charles Ier prenait le commandement de ses troupes.

Il aurait désiré, dès lors, la collaboration avec l'armée russe; mais la réponse donnée par Gortchakov au général Ghica fut particulièrement brutale: « La Russie ne tient pas à la collaboration de la Roumanie et ne lui conseille pas de la faire ». Si la guerre commence sur le Danube, la Russie en fera les frais; et les troupes roumaines devront se mettre sous le commandement russe [4].

[1] *Ibid.*, pp. 628—629. Bălăceanu, de plus en plus nerveux, voyait une seule solution: la démobilisation ! *Ibid.*

[2] *Ibid.*, p. 635.

[3] J. Brătianu confirmait ces attaques; *ibid.*, p. 640. Mais les Russes commençaient aussitôt des opérations à Brăila, avançant aussi sur Giurgiu.

[4] *Ibid.*, p. 642.

www.dacoromanica.ro

Mais un pas de plus devait être fait aussitôt après le vote de la convention. Avant la fin du mois, Bălăceanu pouvait communiquer une déclaration « confidentielle » d'Andrássy que « notre *indépendance* n'est en rien contraire aux intérêts de l'Autriche-Hongrie » [1]. De fait, sa proclamation devant les Chambres, tout en étant sûr que cette violation du traité de Paris ne serait pas acceptée jusqu'à un nouveau congrès par les Puissances, était devenue nécessaire, non seulement pour réchauffer une opinion publique assez peu préparée aux dangers et aux risques d'une guerre, pour que certains des boïars aient déjà pensé à un nouvel exode vers Braşov [2], mais aussi pour empêcher les Russes de déchirer le territoire d'un pays qu'ils considéraient, en effet, comme étant encore une province de l'Empire Ottoman. Le prince vassal n'était pas allé à la rencontre du tzar à Jassy, où celui-ci avait paru froid, distant, torturé par ses pensées, craignant pour sa sécurité personnelle; seul le souverain d'un pays qui se délivrait par sa propre volonté, de même que jadis par sa propre volonté il s'était soumis, pouvait, dans de pareilles circonstances, se présenter avec la dignité requise et avec tout le sens de sa mission [3].

Il fallait cependant constituer d'abord la puissance militaire capable d'appuyer cette indépendance que le prince avait désirée depuis si longtemps. Avant le commencement du mois de mai, alors qu'aucune action sérieuse n'était partie des Russes, il disposait de 50.000 hommes de première ligne, et de 70.000 hommes de réserve, et il avait à sa disposition 180 canons de bonne qualité [4]. Le commandement avait été confié, à côté de Slăniceanu, l'ancien ministre remplacé par le général Cernat, et renvoyé à la tête de l'état-major, aux généraux Manu, Lupu et Radovici, aux colonels Lecadi, Michel Cerchez, moldaves, et Alexandre Anghelescu. Il y avait des officiers qui avaient combattu sur le Rhin en 1870—1871,

[1] *Ibid.*, p. 634.

[2] Général Rosetti, loc. cit.

[3] Brătianu seul s'était présenté au grand-duc et l'avait accompagné jusqu'à Brăila.

[4] Voy. aussi *Aus dem Leben*, III, p. 149.

www.dacoromanica.ro

en Algérie, dans la guerre de Sécession de l'Amérique du Nord et l'officier de marine Murgescu qui aura une part importante dans la destruction du moniteur turc de Brăila par les Russes. Les étrangers venus pour recueillir des informations relevaient déjà la résistance admirable des soldats, leur joie à combattre, l'artillerie qui était supérieure à celle de beaucoup d'armées européennes [1].

La décision approchait. Répondant à une interpellation par laquelle on demandait la proclamation immédiate de l'indépendance, Kogălniceanu avait jeté, le 30 avril/12 mai, un large regard sur l'histoire du rôle de la Roumanie en Orient, où elle devait transmettre la civilisation de l'Occident, sur la situation créée par les actes diplomatiques, sur les ambitions des jeunes Turcs, qui ne comprenaient pas même ce qu'admettaient les hommes du tanzimat. Ne pouvant pas se désintéresser de la réouverture de la question d'Orient, ni rester indifférente aux souffrances des chrétiens du voisinage, abandonnée par une «Europe» à laquelle elle avait recouru, la Roumanie s'était trouvée, par la conclusion d'une convention avec les Russes, devant l'agression ottomane. L'union elle-même était donc en danger.

Mais Kogălniceanu rencontrait une résistance décidée contre l'idée de rompre en ce moment les rapports avec la Porte, de la part de Jean Ghica et de Nicolas Ionescu, hostiles, avec des arguments tirés de la fable, à toute immixtion dans la lutte des deux «géants». Rejetant les arguments de cet homme «à l'oreille athénienne», Brătianu présentait aussi Rechid, Aali et Fouad comme les ennemis des aspirations roumaines, bien que par des méthodes personnelles différentes, il croyait pouvoir affirmer encore une fois que, sans l'intervention personnelle de Napoléon, les Turcs auraient passé le Danube en 1866. Une pareille attitude ne devait pas être prise envers une nation qui, comme État même, n'est pas une création du traité de Paris. «La Nation roumaine est-elle une société anonyme privilégiée par les sept Puissances, pour que, alors

[1] Sur la bonne impression que faisaient les troupes, voy. aussi les témoignages recueillis dans Iorga, *Războiul*, pp. 102—104, et Ion C. Băcilă, *Bibliografia Războiului pentru Independență (1877—1878)*, Bucarest, 1927.

www.dacoromanica.ro

que le privilège serait levé, son existence soit en danger?... La Roumanie est-elle une configuration conventionnelle qui résulte seulement des convenances des Puissances de l'Europe?... En Roumanie, où qu'on mette le pied, on trouve une terre pétrie du sang de centaines de générations roumaines; chaque petite vallée, chaque rivière, chaque colline de Roumanie a des souvenirs de faits héroïques, qui font que la terre de ce pays accepte l'empreinte de la nation et devienne ainsi sa propriété, son patrimoine... Notre existence, il faut la chercher dans notre bravoure ». On ne pouvait pas parler, dans une forme meilleure, avec une fierté plus noble, de la part d'un homme dont l'âme était vraiment grande, et qui restait supérieur aussi au milieu de ses amis. Et dans le sens de cette mystique de la terre nationale, il y a les même accents que dans ce que pouvait mettre sur les lèvres de Mircea le fondateur, — qui criait à Bajazet que, contre la puissance ottomane, se lève en ennemi: «la rivière et le rameau» — le grand poète Eminescu qui, en ce moment, au journal des Conservateurs, était forcé de défendre la politique de neutralité soumise, attaquant le libéralisme vide, d'imitation étrangère.

Il n'était donc pas question, disait Brătianu, de réaliser ici, dans notre pays, les doctrines des amis de la paix. Et il opposait aux observations, que l'armée du pays manque d'approvisionnement, que «notre armée a de quoi manger suivant les habitudes propres à la nation roumaine». La Chambre admettait, par sa motion, qu'elle «reconnaît l'état de guerre qui a été créé en Roumanie par le gouvernement ottoman lui-même» [1].

Dans un conseil réuni le 6 mai de l'ancien style, le prince demandait donc la proclamation de l'indépendance, mesure devant laquelle Kogălniceanu aurait hésité [2]. Pour conseiller

[1] 58 voix pour et 29 contre (parmi lesquelles Al. Ştirbei, Vernescu, les Ghica), 5 abstentions. Bălăceanu croyait déjà voir l'entrée dans le pays de 150.000 Autrichiens, qui chasseraient les Russes; *Ioan C. Brătianu*, II[1], p. 658.

[2] *Aus den Leben*, III, pp. 145, 150, 152—155, 166—167. Dans l'intérêt européen, le père du prince était aussi contre la proclamation; *ibid.*, p. 159. Mais la quatrième division, sous les ordres du général Manu, était partie vers l'Olt dès le 13.

www.dacoromanica.ro

cette décision, il avait comme argument l'attitude parfaitement satisfaisante des Russes qui, — jusqu'à l'arrivée de Gortchakov et d'Ignatiev, ennemis de la collaboration avec les Roumains et avec les Serbes, — demandaient avec insistance que l'armée de Charles Ier aidât leurs troupes, qu'ils déclaraient eux-mêmes être insuffisantes. Le grand-duc Nicolas était arrivé à Ploești avec des troupes peu nombreuses, faibles, sans enthousiasme; il mettait ses commandants sous les ordres de son parent de Roumanie, — la femme du grand-duc, une princesse d'Oldenbourg, était la cousine germaine de la princesse de Roumanie, — leur ordonnait de lui présenter le rapport et d'acclamer la famille régnante du pays, qui les avait accueillis. Le prince roumain fit des réserves, bien qu'il se montrât prêt à garder, en attendant les Russes, le Danube d'Oltenița à Giurgiu, pour qu'ensuite seulement il concentre son armée en Olténie; et il était prêt même à passer le Danube, mais sur une ligne particulière appuyée sur la rivière bulgare de l'Isker. Offrant au commandant suprême russe, Cotroceni, comme quartier provisoire, il lui refusait en Bucarest l'escorte et le drapeau. Charles Ier vint visiter le grand-duc à Ploești, le 2 mai, et la réponse qu'on lui avait annoncée dès le début, vint le 3; le grand-duc revenant au quartier général russe le 7, on y fixa aussi les détails d'une collaboration possible en Bulgarie, tout un corps bulgare formé d'éléments venus de Russie et de Roumanie se trouvant à Ploești. Le général Nepokoïtchitzki, un des officiers qui avaient commandé dans les Principautés en 1849, demandait lui-même à travailler avec les commandants roumains [1].

Dans ces conditions, le 9 mai, on provoquait l'interpellation de Fleva, qui devait précéder *la reconnaissance ouverte de l'indépendance* pour être portée officiellement à la connaissance des Puissances, *ce qui résultait nécessairement de l'admission de l'état de guerre avec la Turquie*. Sans se cacher qu'après la guerre seulement, on pourrait demander à ces Puissances que la nouvelle situation de la Roumanie soit reconnue, Kogălniceanu admettait que l'indépendance existe en fait. Cette fois,

[1] *Ibid.*

www.dacoromanica.ro

il n'y eut pas un seul vote contre, mais Nicolas Ionescu, avec deux autres, voulut qu'on consigne son abstention.

Le lendemain, fête de la dynastie, le président du Conseil réunissait tous les arguments pour saluer, sur la base de cette décision nationale, Charler Ier comme souverain d'un pays libre et armé pour défendre son droit. « Nous nous détachons aujourd'hui, déclarait-il dans une formule énergique de confiance roumaine, « nous nous détachons aujourd'hui totalement et pour toujours de la Turquie, à laquelle on déclare ouvertement la guerre, sans aspirations aventureuses », mais avec l'intention inébranlable de conserver tout ce que possède le pays dans « ses limites actuelles », ce qui était un avertissement pour la Russie.

À côté de la Chambre, le Sénat, qui avait voté unanimement l'indépendance, exprimait les mêmes sentiments par la bouche de Démètre Brătianu, dans des expressions aussi chaleureuses, mais moins heureuses, et le métropolite primat Calinic Miclescu parlait au nom de l'Église. La réponse du prince évita de donner d'autres précisions que celles, complètement justifiées, qu'on avait rompu seulement « ces liens mal définis et sans base qu'on appelait à Constantinople suzeraineté [1] et à Bucarest vassalité », et qui ne correspondaient pas aux principes d'une époque qui n'admettait que les libres rapports entre les nations et les pays libres.

Du reste, bien que réservé envers cette proclamation de l'indépendance, le grand-duc qui s'installait à Cotroceni venait féliciter le prince et prenait part à tous les actes solennels de ce jour mémorable [2].

[1] Probablement y a-t-il eu au commencement « souveraineté ». Répondant à Alexandre Crețianu, président de la Cour de cassation, le prince parlait ensuite d'une « position mal définie et sans responsabilité immédiate envers l'Europe ».

[2] *Aus dem Leben*, III, pp. 160—161. Deux jours après, il eut la curiosité de visiter la foire « M-șilor » (des ancêtres); *ibid.*

www.dacoromanica.ro

CHAPITRE X

LA GUERRE D'INDÉPENDANCE

Avant l'acte du 10 mai, l'état d'esprit, produit par les rivalités politiques et les inimitiés personnelles — Jean Ghica n'avait pas cru qu'il y eût besoin de « défense nationale » quand il n'y avait pas d'« existence menacée », Carp avait déclaré que « nous ne sommes pas assez riches ni assez heureux pour faire le bonheur des autres », et Blaramberg avait mis en perspective la vengeance populaire d'un nouveau Théodore *(Tudor)* [1] — fut apaisé un moment, sans être remplacé, pendant tout le temps du drame, qui commençait par ces sentiments de solidarité auxquels, de nouveau, et avec toute sa force, le prince avait fait appel, étant conscient de sa responsabilité entière.

On n'abandonnait pas la crainte fondée que les Russes cherchaient à prendre les districts de Bessarabie, et l'organe de presse des libéraux n'avait pu donner, sous ce rapport, que des espérances, dans lesquelles Rosetti lui-même montrait ne pas croire tout-à-fait. Mais le vieux conservateur Constantin Brăiloiu, ancien étudiant à Genève, conseillait au gouvernement de chercher à assurer le puissant appui de la nation entière, formule par laquelle, évidemment, il visait la cessation du procès absurde contre les anciens ministres. Cependant, le journal des conservateurs, le Temps, rédigé maintenant par Slavici et Eminescu, reconnaissait que « la première et la plus naturelle conséquence » des attaques turques sur le Danube est « l'annulation de tous les liens qui

[1] Voy. Iorga, *Războiul*, pp. 75—76.

www.dacoromanica.ro

nous unissaient encore à l'Empire Ottoman ». On ne pouvait parler autrement dans un parti au milieu duquel se trouvait le créateur de l'armée, le général Florescu; et, de son côté, le journal de Vernescu, la « Presse », aussi au nom du parti de celui-ci, intitulé «libéral modéré», déclarait que tout Roumain doit « avoir l'aspiration légitime et le noble désir de voir sa patrie indépendante et l'État roumain admis dans le concert des États européens, souverains et indépendants » [1].

Les étudiants du pays, ceux de Paris, malgré les hésitations de Spiru C. Haret, le futur grand ministre de l'Instruction publique qui poursuivait alors des études dans cette ville, et la froideur d'Ange Demetrescu, depuis peu envoyé, bien qu'il fut déjà professeur, à Berlin [2], s'offraient à combattre pour le pays; mais surtout on signalait l'essor chaleureux des Transylvains, qui n'avaient pas pu donner à la Roumanie libre des officiers conseillers [3], au moment où la presse magyare parlait d'un détachement de honveds, qui suffirait à jeter dans le Danube une armée ridicule et la « Gazette de Transylvanie », se rappelant toutes les souffrances de chez elle, soulignait que « les ennemis et les adversaires les plus acharnés de la nation sont, immédiatement après les Turcs, leurs frères les Hongrois ». Quelques volontaires se présentèrent. Barit se mettait à la tête du mouvement pour secourir les blessés, et on entendait de Boucovine les mêmes voix d'encouragement [4].

Lorsque le grand-duc vint à Bucarest, le fantôme de Michel le Brave apparut sur la scène du théâtre national, et on parlait de la proclamation prochaine du roi de Roumanie, ce qui, après ce qui s'était passé en Serbie, avec Milan, ne pouvait pas être extraordinaire [5].

---

[1] Pour les manifestations extérieures, *ibid.*, pp. 94—95.

[2] *Cuget Clar*, 1938. Le télégramme du prince adressé aux étudiants de Paris; Iorga, *Corr. dipl.*, vers le 6/18 mai.

[3] En juin encore, on demandait qu'on permette l'arrivée en Roumanie du général Trajan Doda; *Ioan C. Brătianu*, III, p. 79, n° 22.

[4] Iorga, *Războiul*, p. 95.

[5] *Fanfulla*, journal italien du 23 mai.

www.dacoromanica.ro

Il y avait vraiment un vent de guerre, mais le monde politique n'avait pas le courage d'entrer dans la lutte sans garanties. Il attendait d'abord de voir de quelle façon serait accueillie la déclaration d'indépendance que Kogălniceanu communiquait, après une circulaire du 2 mai, où avait été présenté, d'un ton calme, tout ce qui s'était passé jusqu'alors, dès le déclenchement de l'action russe: la Porte avait refusé jusqu'au nom de « Roumanie » au pays, les Puissances n'avaient trouvé aucun conseil, la convention avec les Russes s'était imposée, et les actes d'hostilité des Turcs avaient amené la déclaration de l'état de guerre [1]. Lorsque la nouvelle de la proclamation solennelle de l'indépendance arriva, Andrássy, qui désapprouvait les injures prodiguées par les Hongrois, déclara qu'il ne pouvait pas tenir compte de cette indépendance, qui est une question concernant l'Europe entière [2]. A Paris, Decazes évitait même de rencontrer l'agent de Roumanie. Et, à Londres, on refusait toute réponse [3].

Aussitôt, on envoya une seconde note que Kogălniceanu datait du 22 mai, insistant sur le caractère « indéfini » des rapports avec la Porte et signalant l'entente parfaite entre le Parlement et celui qui pouvait maintenant s'intituler avec fierté, le Souverain, les deux facteurs politiques étant prêts à défendre par les armes la décision qu'ils avaient prise, décision qui était maintenant un « credo » pour toute la société roumaine; le ministre des Affaires étrangères de l'État devenu indépendant, ne demandait pas une reconnaissance qu'il admettait comme impossible pour le moment, mais seulement un « acquiescement »; une sorte d'« adhésion préalable », promettant de ne jamais employer la force pour amener la Roumanie à une situation dont elle s'était détachée [4].

---

[1] Iorga, *Corr. dipl.*, à cette date; Général Rosetti, ouvr. cité, p. 62 et suiv. Kogălniceanu la mentionnait contre les observations de Bălăceanu, préoccupé aussi de l'impression que produirait sur Andrássy l'attitude de la Roumanie; *ibid.*, n° suiv.

[2] Iorga, *Corr. dipl.*, 13 mai, n° 2.

[3] *Ibid.*, n° 563.

[4] *Ibid.*, à cette date.

www.dacoromanica.ro

Aux protestations d'Andrássy, qui avait reçu la note par laquelle la Porte, se défendant contre toute culpabilité, se montrait surprise de la décision qu'on avait prise [1], Bălăceanu répondait que son fils même s'était inscrit comme volontaire, et qu'on défendrait jusqu'à la mort cette indépendance, contre la proclamation de laquelle son propre esprit de diplomatie un peu vieillotte avait fait tant de réserves. Mais Andrássy, prétendant à une discrétion parfaite, désapprouvait la sortie violente de Coloman Tisza, chef du gouvernement hongrois, et taxait d'imbéciles ou de fous ceux qui conduisaient la presse chauviniste de Budapest [2]. En vain on cherchera plus tard, au mois de juin, quelque chose de plus, de la part d'Andrássy: « une preuve d'intérêt », « une adhésion » pour obtenir seulement cette déclaration, quémandée, que « la position (actuelle) est bonne » [3].

Il fallut cependant que, peu après, Kogălniceanu, auquel on demandait maintenant des mesures contre les Transylvains, qui passaient pour n'importe quel motif en Roumanie, protestât, dans une lettre adressée à Bălăceanu, contre les persécussions hongroises, rappelant ce qu'il avait fait, lui, en Moldavie pour les réfugiés hongrois [4].

A Berlin, von Bülow, se maintenant sur le même terrain de la future décision européenne, déclarait cyniquement que l'attitude de l'Allemagne sera déterminée par ce qu'on fera pour les actionnaires de Strousberg [5]. Rome elle-même ne voulait rien dire de plus, bien que, comme d'habitude, l'opinion publique italienne fût décidément sympathique à la

[1] *Ibid.*, 8 juin, n° 1; 12 juin. Voy. sur la note turque; *ibid.*, au 11 juin, n° 1.

[2] *Ibid.*, 26 et 30 mai, n° 2. Kogălniceanu qui, lui aussi, tenait beaucoup aux rapports avec le puissant chancelier austro-hongrois, lui envoyait des remercîments; *ibid.*, 1-er juin, n° 2. Il défendait aussi l'entrée à l'armée aux jeunes Transylvains comme volontaires; *ibid.*, 3 juin.

[3] *Ibid.*, 12 juin. On parla aussi de la question des Juifs et de celle des volontaires. A ce moment, le chancelier conseilla à Bălăceanu d'aller à Budapest pour que les hommes de là-bas s'aperçoivent qu'il y a tout de même quelque chose en dehors de leur Puszta. Cf. aussi *Ioan C. Brătianu*, ouvr. cité, III, p. 119, n° 31; voy. aussi *ibid.*, pp. 121—122.

[4] *Ibid.*, 13 juin.

[5] Voy. aussi *ibid.*, 29 mai, n° 1; 1-er juin, n°. 1.

www.dacoromanica.ro

Roumanie [1]. Mais on alla jusqu'à déclarer qu'en matière « d'acquiescement », du moment qu'on met la note au dosier, il y a un acquiescement tacite [2]; du reste, comme pour la formation de l'Italie elle-même, les rivières ne peuvent jamais être ramenées à leur source; il ne manquait pas même une indication en ce qui concernait les droits des Juifs qui étaient tout puissants [3]. La France ne sortait pas de son attitude d'inimitié froide, qui se réflétait dans une partie de la presse [4].

Mais la diplomatie russe elle-même se gardait de tout signe d'approbation [5]. Ceci d'autant plus que le 15/27 mai, Chouvalov, ambassadeur de Russie à Londres, montrait à lord Derby que le tzar voulait à tout prix la Bessarabie [6].

Dès le mois d'avril, questionné par le général Ghica, Gortchakov avait abandonné à Nelidov, qui se trouvait alors à Chișinău [7], les négociations concernant une autre « entente » que la convention. Le 9 mai, lorsqu'on n'avait pas encore proclamé l'indépendance, le chancelier avait fait venir le général Ghica pour lui dire que c'était en vain que Jean Brătianu négociait au *quartier général*, — contre lequel la diplomatie de Pétersbourg était dans un état de continuelle et âpre lutte, — les conditions de coopération de l'armée roumaine ». « Sa Majesté m'a chargé de vous communiquer qu'elle ne tient pas à la coopération de la Roumanie et qu'elle ne la lui conseille pas » [8]. Dans une forme beaucoup plus large, on communiqua au gouvernement roumain, le 17 mai,

[1] *Ibid.*, 27 mai, n° 2; 11 juin, n° 1.
[2] *Ibid.*, 30 mai, n° 1.
[3] V. aussi *ibid.*, 21 juin.
[4] *Ibid.*, 28 et 31 mai; 18 juin, n° 2.
[5] *Ibid.*, 29 mai.
[6] Anton Springer, *Der russisch-türkische Krieg 1877—1878 in Europa*, VII, Vienne, 1893, p. 374.
[7] Général R. Rosetti, ouvr. cité, p. 56, n° XXXIX. On avait obtenu aussi, avec difficulté, l'emprunt qui était rendu nécessaire par la perte du revenu des douanes.
[8] *Ibid.*, pp. 74—75. L'auxiliaire de Gortchakov, Giers, essaya un adoucissement; *ibid.*, pp. 75—76. Ghica expliquait qu'au quartier général même on demandait le commandement suprême du grand-duc.

www.dacoromanica.ro

cette décision que le prince trouva à Bucarest, au moment même où il revenait d'une grande inspection en Olténie, où il avait été accueilli avec l'enthousiasme le plus chaleureux et le plus sincère. Sans réserve et sans même la politesse la plus élémentaire, on disait, dans cet acte d'orgueil et de cruauté, que « si le gouvernement roumain voulait entreprendre une pareille action » (au-delà du Danube) « pour son propre compte et à ses propres risques et périls, elle ne pourrait avoir lieu qu'à la condition absolue de l'unité du commandement supérieur, qui resterait entre les mains du général russe chef de l'armée impériale ». Car autrement, on romprait l'unité de commandement parce que l'armée roumaine ne pourrait pas lutter seule, ainsi qu'elle en avait montré le désir, « d'une façon isolée et sur un théâtre séparé ». Or, une pareille action est aussi, sous le rapport politique, impossible. Du reste « la Russie n'a pas besoin du concours de l'armée roumaine. Les forces qu'elle a mises en mouvement pour lutter contre la Turquie sont plus que suffisantes pour atteindre le haut but que s'est proposé l'empereur lorsqu'il a commencé cette guerre ». Dans l'attitude de la presse roumaine, on avait découvert « des considérations personnelles, d'une autre nature, et que le gouvernement roumain tient à ne pas dévoiler »: ceci le pousserait à une offensive contre la Turquie qui n'est pas demandée par la sécurité de la Roumanie. Sans raison et sans aucun sens, on rappelait, à un moment où on ne pouvait rien critiquer dans l'attitude des gouvernants de Bucarest, que « ce n'est que dans l'ombre des grandes opérations de l'armée russe exclusivement, qu'on a pu jeter les bases des destinées futures de l'État roumain ».

Cependant, un certain désir d'*employer* les Roumains peut être découvert quand on ajoute ensuite que, en dépit de la défensive de jusque là, qui est qualifiée de glorieuse, « la seule garantie de sécurité pour les territorires roumains » résiderait dans un attachement au « système stratégique » général. Aussitôt, on rencontre le reproche concernant le fait qu'en dépit de « la communauté de but » et des « sympathies traditionnelles qui unissent la Russie et la Roumanie », de « nombreux signes de confiance et de bienveillance que

www.dacoromanica.ro

la Russie a donnés dans le passé et même tout dernièrement », ce gouvernement de la Roumanie refuse « les avantages matériels et politiques » qu'on lui offre. Comme le tzar devait venir bientôt en Roumanie, on demandait le choix immédiat entre l'abstention militaire et l'encadrement dans le plan russe [1].

Le gouvernement, accusé ainsi, ne réagit pas; mais le prince revenu immédiatement à Ploești, le 19, participait à un conseil de guerre présidé par le grand-duc et, montrant de nouveau son désir de collaboration, posait encore une fois la condition du secteur séparé, où, à Vidin, il devait travailler lui-même avec son armée [2]. Et Kogălniceanu, qui voyait dans l'action militaire aussi le moyen de défendre la couronne contre les intrigues, communiquait à Vienne le même projet d'intervention autonome indispensable à la guerre [3]. Et on lui répondait que, si néanmoins ceci devait se passer, malgré les conseils contraires, *la Roumanie devrait regarder vers la Dobroudgea comme vers une récompense à la conclusion de la paix; dès lors donc, on interdisait*, sans que Bălăceanu l'eût compris, *une extension dans ces régions de Vidin ou l'Autriche-Hongrie conservait des intérêts* [4].

Après plusieurs visites des grands-ducs et d'autres parents russes, on annonça enfin l'arrivée prochaine du tzar, que Brătianu et Kogălniceanu allèrent recevoir sur le Pruth. Le prince lui-même envers lequel la Russie ne voulait pas trop s'engager comme envers le chef d'un État libre, était prié de ne pas accomplir ce devoir. Lorsqu'après le passage d'Alexandre II par Jassy et sa visite à Brăila, Charles Ier alla voir son hôte puissant à Ploești, où il ne fut même pas reçu par le grand-duc mais seulement par les membres plus jeunes de la famille impériale, et le peu amical Gortchakov, il reçut, de celui qui ne le reconnaissait ni comme allié ni comme souverain, et qui à cette fin ne portait alors que l'ordre des Hohenzollern, les honneurs, y compris la revue des troupes impériales, qui étaient dûe au prince

[1] *Aus dem Leben*, III, pp. 167—169.
[2] *Ibid.*
[3] *Corr. dipl.*, 20, 30 juin.
[4] *Ibid.*, 3 juillet.

www.dacoromanica.ro

prussien. C'est en vain que le prince toucha la question de la collaboration, demandée formellement par le grand-duc, celle de l'indépendance même et présenta un rapport sur cette armée roumaine qu'on ne voulait pas accepter comme une formation distincte. On lui parla seulement des rapports des armées russes avec « la population ». On obtint seulement la promesse que cette campagne russe n'apporterait que « du bien » à « la Roumanie » qui « doit, dans le passé, tant à la Russie » [1].

À Bucarest, Alexandre II parut seulement par devoir de politesse et pour présenter ses hommages à la princesse, nièce de la grande-duchesse Hélène. Rosetti, qui était maire de la capitale, put parler de « l'État complètement indépendant » et libre, de « la puissante garantie pour l'avenir ». Le pâle monarque regardait avec inquiétude les démonstrations d'une « population », qui croyait qu'il était venu pour reconnaître l'indépendance, pour l'honorer et l'assurer. Lorsque la princesse accompagna son mari dans une nouvelle visite à Ploeşti, le tzar se rendit cependant à la gare et s'arrêta au départ des hôtes devant le wagon princier [2].

De la décision, imposée par Gortchakov et approuvée par Ignatiev, qui furent reçus tous deux par le prince, l'un à Ploeşti l'autre à Bucarest, ne sortit rien pour l'entente directe, plénière, avec la Russie sur la base de l'indépendance. *Aucune invitation à la collaboration* que le quartier général n'aurait pas eu le droit d'offrir, et le grand-duc Nicolas, qui parut encore à Bucarest, de même que le tzar, dut se soumettre à l'irritable et opiniâtre vieillard qui, du reste, se rendait ridicule à plus de quatre-vingts ans, courtisant les actrices dans les jardins publics: *Gortchakov, appuyant sur le besoin de la Russie d'avoir le bras de Chilia, affirmait encore une fois sa décision d'annexer la Bessarabie.*

Quelques jours après, Alexandre II regardait le passage de ses troupes par Brăila dans la Dobroudgea. Un peu plus

[1] *Aus dem Leben*, III.

[2] D'après *Aus dem Leben*, III, et les correspondances étrangères, dans Iorga, *Războiul*, pp. 113—114.

www.dacoromanica.ro

tard, après avoir simulé un autre passage à Giurgiu, on étendait les pontons à Zimnicea pour commencer la campagne confiante, pressée et mal préparée, au cœur même de la Bulgarie.

Charles Ier, si brutalement offensé et laissé dans un état d'incertitude, consentit à faire venir d'Olténie de nouvelles troupes pour garder la rive gauche à Flămânda. Lui qui était allé à Brăila examiner le pont des Russes, permit que les canons roumains aidassent les Russes au bombardement de Nicopolis. On lui demanda, mais pas par le commandant en chef lui-même, ni d'une façon directe, mais par les cercles militaires russes, qu'il passe le Danube, pour retenir Osman-pacha de Vidin, qui commandait des forces importantes, mais dont on ne soupçonnait pas encore le génie stratégique. On invoquait des ententes verbales qui n'avaient jamais existé [1]. Lorsque le grand-duc, qui ne mentionnait en rien, dans ses rapports officiels, le concours des Roumains qu'il avait demandé, se trouva aussi loin que l'ancienne capitale bulgare de Tirnovo, avec trop peu de troupes, pour se diriger dans une offensive foudroyante vers les Balkans, où s'était avancé, avec l'héritier du trône, le courageux Gurko, il demanda aux Roumains, par un « ordre » envoyé au général Krüdener, d'occuper, sans qu'il y eût de convention ou au moins d'entente verbale, Nicopolis et de garder les prisonniers turcs qui étaient gênants.

Le même mouvement de dignité offensée se produisit chez le prince et chez Kogălniceanu, qui donnèrent les instructions dues au commandant des troupes de ce secteur, le général Manu. Les Russes furent surpris, eux qui venaient « délivrer » aussi les Bulgares, après avoir libéré les Roumains et les Serbes, lorsqu'on leur répondit que l'armée roumaine ne garde que les prisonniers qu'elle a faits elle-même » [2].

[1] Général R. Rosetti; ouvr. cité, pp. 77—78.

[2] *Aus dem Leben*, III; *Corr. dipl.*, n° 597, 606. Cf. Iorga, *Războiul*, pp. 119—120. Voy. aussi *La guerre russo-turque d'après des documents inédits*. Cf. *Corr. dipl.*, n° 597. Pierre Grădişteanu était intervenu par télégramme auprès de lui; *ibid.*, n° 605. Cf. aussi *ibid.*, en août. Puis *Nouvelle Revue*, 1880, p. 502.

www.dacoromanica.ro

Un conflit se produisit alors, non seulement entre la diplomatie russe, mais aussi le grand-duc et le tzar d'un coté, et le gouvernement roumain et même le prince de l'autre, allant jusqu'à l'accusation que les Roumains provoquent le désastre menaçant de l'armée russe, si sûre d'elle: par sa descente inattendue Osman l'avait retenue à Plevna (Pleven), croyant pouvoir la rejeter jusqu'au Danube et même au-delà.

Dans le gouvernement roumain lui-même, il y avait une attitude de désorientation complète. Kogălniceanu était accouru à Vienne pour demander personnellement des garanties à Andrassy; il protestait même contre la décision prise par le prince, dont la politique personnelle était menée sous le couvert de ces nécessités militaires sur lesquelles il aurait seul le droit de décider [1], de permettre au général Manu d'occuper Nicopolis [2]. Craignant l'effet que produirait cette décision qu'il n'avait pas voulue et qu'il n'attendait pas, le ministre demanda si au moins « la demande impériale avait été faite verbalement ou par écrit », ajoutant qu' « en tout cas, toutes les pièces la concernant devaient être conservées avec soin » [3]. Et le prince lui répondait que le passage qui n'était pas celui qu'on avait eu en vue, c'est-à-dire par l'Olténie, dans d'autres conditions techniques, avait été fait seulement « après le revers des Russes qui avaient rencontré des forces supérieures à Plevna, et sur les instances personnelles de l'empereur » [4]. Ainsi rassuré en quelque sorte, Kogălniceanu annonçait à l'un des agents de Roumanie que le passage avait été exécuté au moins sous le drapeau roumain et au son de l'hymne national roumain [5].

Mais l'ancien plan d'une action isolée dans le secteur de Vidin, comme défense de l'aile droite russe, devait tomber complètement quelques jours après. Une poussée de ce côté, contre laquelle on rencontrera de nouveau, et de la façon

[1] *Ibid.*
[2] *Corr. dipl.*, n° 600, 610.
[3] *Ibid.*, n° 601.
[4] *Ibid.*, n° 611.
[5] *Ibid.*, n° 612.

www.dacoromanica.ro

la plus impérieuse, l'opposition austro-hongroise, devant se produire seulement plus tard, vers la fin de la campagne, que l'intervention roumaine avait sauvée. En effet, à Plevna, formidablement fortifiée, et avec une science parfaite, par Osman-Pacha, il n'y avait pas eu seulement un insuccès passager, mais la menace d'une catastrophe avec toutes les conséquences qu'elle pouvait avoir pour la Roumanie elle-même [1].

Le 19 juillet, les notes de Charles Ier consignent que Brătianu était partisan d'une action complète au-delà du Danube, car seulement de cette façon on pourrait écarter le danger qui menaçait la Roumanie elle-même. En effet, alors que des troupes russes, en débandade, se pressaient vers le pont de Zimnicea, et que le tzar lui-même, qui était à Biela-Slatina, se préparait à partir, alors que les prisonniers turcs étaient considérés comme des bachi-bouzouks en pleine offensive [2], le grand-duc, prêt comme toujours à se rétracter dès que le moment du danger était passé, demanda instamment à Charles Ier, « car les Turcs, massant les plus grandes forces à Plevna, nous abîment », « de faire fusion, démonstration », ce qu'il voudra, et « si cela est possible, le passage du Danube, qu'il désire faire entre Jiiu et Corabia ». C'est seulement par cette « démonstration », qu'on « faciliterait ces mouvements » [3]. Le prince nourrissait encore des doutes et désirait une nouvelle convention, mais le premier ministre avait le droit de dire que, dans la disposition momentanée de la diplomatie russe, qu'influençait cependant la situation de l'armée, et elle demandait aussi, à son tour, le concours

[1] Iorga, *Războiul*, p. 121 et suiv. Pour tous les détails, surtout le livre cité d'Antoine Springer, *Der russisch-türkische Krieg 1877—1878 in Europa*, Vienne, 1891, plusieurs volumes. Le même avait publié, en 1880, une étude, *Der russisch-türkische Krieg*, d'après des documents inédits; et à cette étude répond l'article de la *Nouvelle Revue* que Springer (ouvr. cité, I, p. 139, note) attribuait à l'initiative du ministre de la guerre russe, Miliutine, et sa rédaction à Jomini et au général Obroutchev.

[2] Antoine Springer, ouvr. cité, III, p. 87.

[3] *Aus dem Leben*, III, p. 212, il faut introduire le point seulement à « cette démonstration ».

www.dacoromanica.ro

des Roumains [1], on pourrait revenir sur cette formule de sécurité qu'il croyait avoir dans l'acte du 4 avril [2].

Pour le moment, on renforçait les troupes de Nicopolis pour pouvoir résister à une éventuelle attaque turque. Comme le général Manu avait reçu l'ordre de le faire et il avait refusé [3], pour donner tout de même une satisfaction aux Russes, on le fit passer au commandement de l'artillerie, et le général Al. Anghelescu prit sa place.

La situation changea cependant à Plevna, la panique russe pouvant être assez vite arrêtée. Aussitôt, on revint à l'ancienne attitude de méfiance et de mépris envers le concours roumain. Pendant que Charles Ier avertissait le grand-duc qu'il se préparait à intervenir avec 30.000 hommes « pour prendre Plevna dans un effort commun » [4], on s'appuyait du côté des Russes sur les six divisions attendues de Russie, ayant en perspective aussi la collaboration, jusque là rejetée, des Serbes; pour le moment, *on promettait le concours russe aux Roumains s'ils passent le Danube*, et on spécifiait les unités russes auxquelles ils seraient ajoutés; *le tzar parlait seulement d'un « échec » passager*, qui avait été aussitôt réparé [5]. Les troupes roumaines apparaissaient, dans un nouveau télégramme du grand-duc, comme un concours offert avec insistance par Charles Ier, sans qu'on en eût senti vraiment le besoin, et on cherchait le point où, du côté de Nicopolis, on pourrait faire un raccord avec les troupes russes [6].

Naturellement, le prince roumain en était resté à l'idée de l'action séparée [7]. Mais voici que l'armée même du prince héritier, qui avait avancé victorieusement jusqu'au défilé de Chipka, se trouva devant une énergique contre-offensive turque

[1] *Ibid.*, p. 207, lettre de la princesse à laquelle Gortchakov demandait brutalement: « N'y a-t-il pas encore de blessés roumains? » Une ironie sur l'artillerie roumaine; *ibid.*, p. 209.

[2] *Ibid.*, pp. 212—213.

[3] *Corr. dipl.*, 4 août; *Războiul*, pp. 126, 214—215.

[4] *Aus dem Leben*, III, pp. 218—219.

[5] *Ibid.*, pp. 221—222; *Charles Ier*, II, pp. 890—892.

[6] *Ibid.*

[7] *Aus dem Leben*, III; *Charles Ier*, pp. 894—898.

www.dacoromanica.ro

qui la força à se retirer; certains mouvements d'Osman faisaient croire à une action concertée des trois armées turques. Non seulement Nicolas Alexandrovitch, mais le tzar lui-même, répétant que la Roumanie « n'en aura pas de regret », (et, du côté des Roumains, craignant la clause sur la Bessarabie, on ne demanda rien par écrit [1]), admettaient enfin « l'individualité de l'armée roumaine »: elle pourra passer, sauf la cavalerie pour des motifs techniques, du côté de Siliștioara-Corabia, où on avait fait les préparatifs du pont avec une célérité admirable. *Mais un nouveau télégramme du grand-duc* [2] signalait « l'acharnement » des Turcs dans les Balkans, et *pressait le passage des Roumains* [3]. Et lorsque Charles Ier vint au quartier général pour prendre les dernières mesures, *le commandement de l'armée pour les opérations communes, lui fut offert*.

À partir de ce moment, on avait abandonné toute base séparée d'action. Le souverain, flatté personnellement, s'appuyait cependant aussi sur une nécessité militaire, qui était évidente [4]. Une nouvelle défaite russe montrait combien était nécessaire, au point de vue roumain, une intervention rapide. Kogălniceanu n'avait d'autre ressource que de regretter que le gouvernement n'ait eu aucune part dans cette décision; son rôle était seulement de rédiger la belle proclamation et de justifier une décision qu'il n'avait pas voulue [5].

Puis, sans avoir pris aucune nouvelle garantie [6], et seulement sur la parole donnée pour la seconde fois par l'empereur menacé et pris de découragement, les instances du grand-duc devenant de plus en plus pressantes [7], *les armées roumaines passèrent, pour la première fois après les jours de*

---

[1] *Corr. dipl.*, à cette date.

[2] Plus tard, Kogălniceanu assurait que lui, qui avait appris à Vienne l'existence de l'entente de Reichstadt, ne faisait que demander sans cesse: « Mais la Bessarabie »; Général R. Rosetti, ouvr. cité, p. 177.

[3] Les mêmes sources; *Aus dem Leben*, III, pp. 230—231.

[4] *Corr. dipl.*, à cette date.

[5] *Aus dem Leben*, III; *Charles Ier*, à cette date.

[6] Voy. aussi Antoine Springer, ouvr. cité, II, p. 195 et suiv.

[7] *Aus dem Leben*, III, le 19 août de l'ancien style.

www.dacoromanica.ro

Michel le-Brave, à trois siècles de distance, le Danube à Corabia, pour une grande offensive (30 août).

Les recherches les plus récentes sur cette guerre à nombreuses péripéties, montrent combien avait été belle, dans la défensive le long du Danube, l'attitude de ces jeunes soldats. Partout l'artillerie turque avait été réduite au silence. Des vaisseaux ennemis avaient été atteints et forcés de fuir, les îles du Danube étaient occupées, la frontière avait été assurée. Seuls les fusils Dreyse de l'infanterie roumaine s'étaient montrés, dans la lutte à distance, inférieurs aux fusils Martiny, de type nouveau, des Turcs [1]. Les systèmes modernes de travaux défensifs avaient été employés par des soldats qui, en tant que paysans, savaient travailler de la bêche et de la pelle.

Un «officier supérieur» français, anonyme a, en 1878, ce jugement sur la valeur de l'armée roumaine qui lui semble cependant «plus pareille à une milice qu'à une armée permanente»: «Il faut ajouter cependant que cette milice était bien préparée, armée, équipée et suffisamment exercée; les cadres seuls lui faisaient défaut; mais *la plupart des hommes qui la composaient avaient cet instinct guerrier et cette intelligence naturelle qui sont les caractères distinctifs des races latines et qui peuvent produire de grands et fructueux résultats*» [2].

Dès le début, à côté de ce que pouvait apporter cette petite armée dont la supériorité en tant qu'armement, discipline et élan fut immédiatement signalée par tous les correspondants militaires, ce concours avait relevé le moral si affaibli, malgré les actes de bravoure d'un Skobelev, figure de légende et d'aventure, des Russes [3]. «Beaucoup d'officiers russes montraient leur espoir que l'entrée en action de l'armée roumaine, qui avait été saluée de façon si flatteuse par le tzar, détournerait le malheur qui avait commencé à poursuivre les armées russes,

[1] Antoine Springer, ouvr. cité, I, p. 68.

[2] *Un officier supérieur, La Guerre en Orient (1875—1878)*, Paris, 1878, p. 207.

[3] Iorga, *Războiul*, p. 137 et suiv.

www.dacoromanica.ro

que les Roumains apporteraient avec eux une espèce de charme». Dans la même mesure, baissait l'étoile d'Ignatiev, dont les fausses informations étaient considérées comme le motif principal du malheur [1].

Cette belle armée nouvelle de 30.000 hommes, alors que les Turcs n'en avaient pas beaucoup plus, et les Russes seulement 65.000, devait être sacrifiée, malgré les observations de Charles Ier, dont le commandement était considéré, il faut le reconnaître, comme plutôt honorifique, aux désirs du grand-duc et des officiers russes, dominés par l'expérience si déficitaire du général Zotov, d'offrir comme cadeau au tzar, le jour de la Saint Alexandre, ce monstre enfin abattu qu'était Plevna.

Ainsi fut livrée, à Grivița [2], par le temps le plus défavorable, la boue et le brouillard, devant des redoutes incomplètement reconnues, le combat hércïque du 30 août. Les officiers en tête, Ipătescu, Grozea, un Transylvain, Valter Mărăcineanu, Poienaru, Voinescu, on combattit avec acharnement, accumulant les morts, pour gagner ces tranchées maudites; le soir, on pouvait présenter à l'empereur, pris de panique à un certain moment, et méprisant ces braves paysans, la redoute no. 1 inondée de sang [3].

Le général Ghica, témoin de ces efforts surhumains pour atteindre un but fixé avec imprudence, écrivait, au bout de trois jours: «Jamais, jamais, je ne me serais attendu à voir un pareil déploiement d'héroïsme» [4].

---

[1] Antoine Springher, loc. cit., p. 85.

[2] La bataille avait commencé par des avances sur le terrain, aussitôt fortifié, dès le 8 septembre du nouveau style, trois jours avant l'assaut. Pour la part personnelle d'encouragement du prince aux chasseurs, arrêtés un moment par la difficulté de leur mission, voy. le discours de Charles Ier, le 30 août 1878, dans *Treizeci ani de Domnie*, I, p. 507. Pour l'insuccès des actions toujours imprudentes de Skobelev, Antoine Springer, loc. cit., pp. 58, 62, 99 et suiv.

[3] Cf. *ibid.*, IV, p. 20 et suiv.; pour la défense même de Grivița, p. 123 et suiv.; Muzaffer-Pacha, *Défense de Plevna;* notes correspondantes, dans Iorga, *Războiul*, p. 135 et suiv. Une nouvelle information dans le livre du marquis de Grammez de Wardes, *La Guerre russo-turque 1877—1878.*

[4] Général Rosetti, ouvr. cité, p. 85. Pour les motifs de l'insuccès partiel, le manque de reconnaissance; Général Rosetti, *Jurnal de operațiuni al divisiei*

www.dacoromanica.ro

Fig. 23. — N. Grigorescu: Dorobantz (l'infantériste).

www.dacoromanica.ro

La preuve, qui était nécessaire, de la valeur de cette armée si longtemps négligée, avait été ainsi faite. Les *dorobantz* et l'infanterie de ligne [1] étaient de vrais soldats tout aussi bien que les meilleurs parmi les vieilles troupes russes que menait à un massacre certain la folie héroïque de Skobelev. Le sacrifice que ne s'était pas caché Charles Ier signifiait la consolidation morale de l'État roumain. Il pouvait être fier aussi de ce qu'il avait imposé à une grande armée, trop habituée aux coups hardis, les mesures minutieuses de précaution, qu'il avait apprises lui-même comme jeune officier dans la guerre du Danemark: la préparation par l'artillerie, et le soutien pareil des assauts, l'emploi de la couverture par les tranchées, la protection par les fascines et les gabions [2].

Comme action politique il faut considérer — du moment que, dès le début, on avait dû abandonner le plan d'une campagne roumaine sur la rive droite correspondant à l'Olténie, et peut être en vue d'une extension territoriale, qui devait rencontrer, en même temps, la jalousie des Serbes et la résistance d'Andrássy — tout ce qui suivit, à Plevna et autour de Plevna, le long de ces deux mois de martyre, pendant un automne humide et froid, jusqu'à la capitulation de l'héroïque commandant turc.

Après les attaques turques contre la redoute maintenant conquise (2, 3, 4 septembre) [3], une nouvelle attaque à Griviţa contre la redoute no. 2, qu'on n'avait pas pu conquérir, fut donnée le 6 septembre de l'ancien style, pour que les efforts désespérés de l'infanterie roumaine rencontrassent une défense

---

de infanterie de rezervă, 25 mai 1877—29 juillet 1878, Bucarest, 1929, pp. 25—26. Là aussi pour les autres actions, surtout pour les combats de Rahova. C'est une source des plus importantes.

[1] Voy. l'appréciation d'Antoine Springer, loc. cit., pp. 47—48.

[2] Sur l'emplacement de cette bataille sanglante, il y avait eu jadis une population roumaine ainsi que le montre le nom même du village, Bulgăreni.

[3] *Ibid.*, pp. 174—175. L'éloge des grands travaux faits par les Roumains à cette époque; *ibid.*, pp. 175—176. Ils forment les redoutes « Alexandru » et « Verbiţa », et en commencent deux autres. Une proclamation du prince rappelant Michel-le-Brave devant sa statue de Bucarest, où on plaçait les canons pris le 30 août, élevant le moral des troupes, prêtes a un nouvel assaut.

www.dacoromanica.ro

dans des tranchées parfaitement organisées, avec des possibilités de tir par étage [1]. Osman tacha sa gloire en ne permettant pas même la recherche des blessés parce qu'en se rapprochant trop des lignes turques, on pouvait découvrir son système de défense, ni même l'enterrement des milliers de morts, qui étaient restés sur le dernier champ de bataille [2].

Zotov était alors d'avis d'une retraite au-delà d'Osma, ce qui fut combattu par le prince roumain, de même que par le ministre de la Guerre russe, qui reconnaissait l'insuccès de l'assaut et proposait qu'autour de Plevna, avec le concours de la garde impériale qu'on y attendait, — et elle passa par Bucarest, contre les prévisions de la convention, — cette « ceinture d'acier » dont, mais en rapport seulement avec Grivița, parle Alecsandri dans les poèmes dédiées un peu plus tard à la gloire de la guerre. Le tzar accepta le projet formé depuis longtemps et appuyé instamment par Charles Ier [3]. Appelé comme ancien spécialiste de l'école de guerre de Crimée, le vieux général Todleben recommandait, lui aussi, le même système.

Le siège interminable commença ainsi, le grand-duc devant demander, par le prince de Roumanie, que les Russes commandés par le prince caucasien Imeretinski entrent dans des retranchements comme les Roumains [4]. L'autorité militaire la plus compétente reconnaissait la continuelle action technique d'une armée qui n'avait pas connu un instant de repos [5].

---

[1] *Ibid.*, p. 178 et suiv.: « Die rumänischen Soldaten machten die heldenmüthigsten Anstrengungen; doch umsonst; sie wurden von der Übermacht erdrückt »; p. 179. Le colonel Sachelarie alla jusqu'aux derniers efforts de ses troupes cruellement décimées. Il avait appelé les Russes pour une nouvelle tentative, lorsque le prince défendit ce sacrifice inutile; voy. aussi le rapport de Zotov; *ibid.*, pp. 181—182. Les nouveaux travaux de défense des Roumains; *ibid.*, p. 188. Tentative d'offensive à Opanez; *ibid.*, pp. 192—193, 212, 216.

[2] *Ibid.*, p. 61.

[3] *Ibid.*, pp. 167—168.

[4] *Ibid.*, p. 173.

[5] Les services de la cavalerie roumaine, toujours prête à combattre; *ibid.*, pp. 195—196. Cf. aussi *ibid.*, p. 197 et suiv.

www.dacoromanica.ro

Fig. 24. — Le tzar Alexandre II et Charles I devant Plevna (d'après un dessin rus).

www.dacoromanica.ro

Dans ces circonstances l'unité de commandement s'était de fait évanouie, bien que le grand-duc donnât aussi plus tard à Charles Ier des conseils pour conserver les positions. *L'armée roumaine travaillait d'elle-même en quartier séparé*, devant celui de Zotov, qui ne rencontrait le prince roumain [1] qu'au conseil de guerre. À tel moment, le général Krylov reçut des deux chefs russe et roumain des ordres opposés, et naturellement il suivit ceux de Zotov [2]. Osman-Pacha voulait se retirer, dès le mois d'octobre, vers Orhanié, mais on lui envoya de Constantinople, où les opérations militaires étaient conduites par l'ignorant gendre du Sultan, l'ordre de rester à tout prix à Plevna [3]. Les luttes continuèrent donc, et pendant leur développement on observa la résistance extraordinaire des Roumains dans leurs tranchées humides et bientôt glacées par un hiver prématuré. Toutes les tentatives pour les déloger de leurs positions furent vaines [4].

« Les puissants travaux faits par les Roumains pendant un mois, avaient tenu l'ennemi en alerte à partir du 13 septembre », dit un juge compétent, qui n'était pas impressioné par les assauts. Les fortifications furent visitées aussi par des Russes et des étrangers: d'après le prince Arnolphe de Bavière, le tzar lui-même s'exposa pour les visiter, et Charles Ier lui offrit la médaille de la bravoure [5]. Tout cela sans que les combattants eussent pu connaître les manifestations arrangées à Bucarest pour une victoire certainement beaucoup exagérée, ni les critiques amères par lesquelles, présentant, dans la forme impressionnante des articles sincères d'Eminescu, leur profonde misère, on demandait la mise en jugement de Brătianu parce que, contre la Constitution, il avait permis, dans des

[1] *Ibid.*, pp. 266—267. L'opinion du général Kuropatkin en 1883, sur Charles Ier, *ibid.*, p. 332.

[2] *Ibid.*, Voy. pp. 34—35 (au 10 septembre). Dès le début, les généraux russes avaient été mécontents du commandement suprême du prince de Roumanie; Général Rosetti, ouvr. cité, p. 81, no. CXII, « piètre mine ».

[3] Antoine Springer, ouvr. cité, V, pp. 19, 204—205.

[4] *Ibid.*, p. 34.

[5] *Ibid.*, p. 35.

www.dacoromanica.ro

conditions défavorables, le passage du Danube [1]. On ne tenait pas compte, dans ce jugement si sévère, de l'état de choses dans une admirable armée, qui passait ainsi par toutes les épreuves de la part d'un ennemi opiniâtre, qui ne lui épargnait rien, et de la part de la nature si défavorable, pas même de cette organisation exemplaire du service sanitaire, qui était due à l'intelligence et à la puissance de travail du docteur Davila [2].

Une nouvelle attaque se produisit à Griviţa, le 7 octobre [3]. On obtint enfin la redoute qui avait tué tant de soldats. Mais, pendant des luttes de nuit, elle fut reprise par les Turcs [4]. L'armée russe, en échange, fut bientôt renforcée par l'arrivée des 70.000 hommes de la garde impériale.

Le concours roumain n'était plus aussi utile. Avant la fin d'octobre, Plevna était cernée de tous côtés. De grands succès récents permettaient au grand-duc Nicolas de demander, au nom de l'humanité, la capitulation héroïque des défenseurs de cette glorieuse cité de feu. On lui répondit que, jusque là, dans toutes les rencontres, les troupes turques avaient eu conscience d'avoir vaincu, ce qui avait provoqué l'acte désespéré de l'appel de la garde. « La responsabilité du sang versé retombe sur ceux qui ont provoqué la guerre » [5].

Un Anglais qui connaissait les localités et les hommes écrira, un peu plus tard: « La Bulgarie, depuis qu'elle existe,

---

[1] Iorga, *Războiul.*

[2] Antoine Springer, ouvr. cité, V, pp. 34—35. Le même auteur défendait les Roumains de l'accusation lancée par les Russes de ne pas vouloir essayer une nouvelle attaque solennelle contre la redoute de Griviţa n° 2; *ibid.*, p. 35.

[3] Et le général Ghica la reconnaît comme utile; Général Rosetti, ouvr. cité, p. 93. Il croyait que le prince avait travaillé à la légère, sur des suggestions russes, et que l'insuccès pourrait démoraliser les troupes; dans un autre travail, *Partea luată de armata română în războiul 1877—1878*, le général Rosetti montre que l'armée avait demandé cette nouvelle épreuve. Ghica pense que la bravoure des soldats a été mal dirigée par les officiers qui étaient cependant eux-mêmes tout aussi braves. Les assauts furent donnés sans couverture, directement, et à découvert. À Telich, sans un assaut, les Russo-Roumains obtinrent cependant un succès complet; *Cor. Iancu Ghica*, p. 95.

[4] Antoine Springer, loc. cit., p. 58 et suiv., 166.

[5] *Ibid.*, VI, pp. 23—24.

www.dacoromanica.ro

n'a pas produit la quantité de grandeur d'âme qui s'est exhalée en un seul jour devant Plevna »[1].

En attendant la capitulation qui ne pouvait tarder, on cherchait des succès sur d'autres points. C'est ainsi qu'en novembre, les Roumains réunis aux troupes russes du général Mayendorf, prirent *Rahova*[2]. Le général Lupu et le colonel Slăniceanu furent aidés, à la garde du Danube, par le commandant Dumitrescu-Maican. Malgré la défense opiniâtre des Turcs, ceux-ci durent se retirer. Pendant cette retraite, la bravoure sans égale du capitaine Merișescu représenta un des plus beaux moments de la campagne roumaine[3].

On reprit ensuite, du côté de Vidin, l'offensive préparée dès le début et qui avait été entravée par les circonstances. Les Turcs avaient encore, dans cette région, jusqu'à 15.000 hommes. Les forts des environs furent occupés.

En même temps Osman-Pacha préférait finir, combattant pour une issue que probablement il croyait possible. Elle fut tentée le 28 novembre de l'ancien style avec de grands effectifs.

Les affrontant, les Roumains eurent leur part distincte, mais naturellement, étant donné le nombre bien supérieur des Russes, leur rôle, dut être très réduit. Mais les Bulgares de la ville s'adressèrent au général roumain Cerchez pour être protégés contre les éléments de proie et ainsi des soldats roumains entrèrent les premiers dans Plevna[4]. En même temps on attaquait les redoutes dont le feu n'avait pas cessé: on commença la poursuite des Turcs en retraite, provoquant

[1] Blaramberg, ouvr. cité, p. 120.

[2] Antoine Springer, loc. cit., p. 172 et suiv.

[3] Le général Ghica pense que la conduite des opérations par Slăniceanu est insuffisante; Général Rosetti, ouvr. cité, p. 112. La critique sévère de celui-ci pour avoir laissé échapper la garnison turque. Mais il trouve qu'au point de vue politique *il était nécessaire qu'une place soit prise par les Roumains seuls.* Cf. aussi les notes du général Cotruț et la lettre publiée dans la revue *Cuget Clar*, en 1938.

[4] Le général Cernat leur assura une part principale dans l'insuccès de cette sortie; *Ioan C. Brătianu*, loc. cit., p. 142, n° 72. Voy. la lettre de Todleben, publiée par Nistor, dans *Mem. Ac. Rom.*, 1933, et par Iorga, *Rev. Ist.*, avril-juin 1939.

www.dacoromanica.ro

la rupture totale des rangs, et les drapeaux blancs furent hissés. D'une redoute roumaine le tzar put voir la victoire complète [1]. Osman lui-même fut blessé au pied, au moment où il cherchait à revenir vers les redoutes encore conservées de son terrible nid de résistance; et ainsi, la dernière ressource de son intelligence militaire tomba.

Il appela donc à la voiture de ses souffrances, le colonel Cerchez et celui-ci répondit, aux questions du héros turc, *qu'il demandera les conditions de capitulation à son prince, chef des opérations* [2]. Mais deux généraux russes arrivèrent aussitôt, et Osman présenta le sabre d'honneur de la capitulation des 40.000 hommes armés [3]. Conduit par les cavaliers roumains auxquels s'adjoignirent des uhlans russes, le commandant suprême fut amené devant la redoute et devant le groupe d'officiers supérieurs à la tête desquels se trouvait Charles Ier à côté du grand-duc. *Le tzar tint à reconnaître que la part qu'avait eu le prince de Roumanie, dans ce résultat si chèrement payé, avait été décisive pour tout le sort de la guerre.* Quand Alexandre II rendit son sabre à Osman, il remercia pour leurs ovations les officiers russes et roumains.

Par une lettre pleine de reconnaissance pour la participation des Roumains dans l'action des « troupes alliées », le tzar conférait à Charles Ier l'ordre de Saint-André avec l'épée; le grand-duc parlait des « *opérations de l'armée russo-roumaine* », et dans les termes les plus flatteurs pour son parent, il reconnaissait que « les brillants résultats, qui ont été obtenus devant Plevna, sont dûs en grande partie à la collaboration de la brave armée roumaine »; « la fraternité d'armes de l'armée russe et roumaine a lié de nouveaux rapports entre les deux peuples » [4].

---

[1] Antoine Springer, loc. cit., pp. 210—211.

[2] Le général Ghica regrettait que l'arrivée du grand-duc empêchât une capitulation formelle devant Charles Ier en sa qualité de chef suprême; Général Rosetti, ouvr. cité, p. 98.

[3] Antoine Springer, loc. cit., pp. 214—215. La scène dans Hans Kraemer, *Das XIX. Jahrhundert in Wort und Bild*, sans date, III, p. 28.

[4] *Aus dem Leben*, III, p. 377, 390.

www.dacoromanica.ro

Fig. 25. — Le général Cerchez.

www.dacoromanica.ro

Après la chute de Plevna, les Roumains suivant l'idée de leur secteur séparé, se dirigèrent contre Vidin, qui put cependant résister jusqu'à l'armistice; il ne pouvait pas être question d'accompagner l'armée russe dans sa marche désormais sûre, au-delà des Balkans, vers Andrinople et la séduisante capitale byzantine. Mais, dans cette direction, les soldats de Charles Ier rencontraient sinon les Serbes, qui avaient repris leur action, sur la ligne Nich-Sofia, — et le colonel Horvatovitch offrait une collaboration qui fut refusée [1], — du moins leurs aspirations sur cette région et l'opposition austro-hongroise, dont il a été question. Cependant, la forteresse fut assiégée, la capitulation devant se produire plus tard seulement, à l'armistice [2]. Jusque là, les commandants Teleman, Ulescu et Stoilov, sous les ordres des généraux Cerchez et Haralambie, gagnèrent, par des luttes difficiles, les fortifications de *Smârdan*. Vidin était bombardé sur les deux rives du Danube par 150 bouches à feu.

Toutes ces opérations ultérieures furent considérées par les Russes avec une méfiance allant jusqu'à l'inimitié. Nelidov, fidèle à son ancienne antipathie, accusait, en décembre, les Roumains de piller la population bulgare dans les régions occupées par eux [3]. « Les deux armées se boudaient », et, comme Andrássy l'avait prévu depuis longtemps [4], cette attitude se transformait en inimitié venue des deux politiques.

Les relations allaient devenir de plus en plus mauvaises à cause de la Bessarabie. Dès avant la capitulation de Plevna, les journaux roumains conservateurs, qui continuaient leur lutte contre le gouvernement, pouvaient annoncer que la Russie demanderait inévitablement, en dépit des services essentiels rendus par l'armée roumaine, la rétrocession des trois districts, et ceci en dépit de la confiance qu'avait le prince

[1] Antoine Springer, ouvr. cité, VII, p. 73. Pour les plaisanteries méchantes du prince Milan, sur les décorations de « l'illustre Zéphyrin » (Charles Ier, Eitel Zephyrin), Général R. Rosetti, dans *Mem. Ac. Rom.*, 3-ème série, XVIII, 3, p. 80.

[2] Antoine Springer, ouvr. cité, VII, pp. 274—351; 352 et suiv.

[3] *Ioan C. Brătianu*, loc. cit., pp. 145—146, n° 81.

[4] *Ibid.*, pp. 131—132.

www.dacoromanica.ro

qu'une pareille prétention avait été écartée, opinion qu'il conserva même après son retour, par un hiver terrible, traversant des chemins semés de cadavres de soldats turcs, emportés à pied par des gardiens tout aussi décharnés, en janvier 1878 [1]. Informé à Vienne par Andrássy, Kogălniceanu affirmait, en novembre 1877, que certainement le territoire roumain serait amputé, et il savait que des mesures avaient été prises pour l'installation des Russes sur le bas-Danube bessarabien [2]. Il chercha de nouveau, en Autriche-Hongrie, un appui pour une résistance de fait à laquelle il était tout préparé. Le refus d'Andrássy fut absolu: la Monarchie ne se laissera pas employer par les Roumains contre le tzar. Devant le désespoir qui l'avait saisi, le ministre des Affaires étrangères de Roumanie frappait à toutes les portes, même à celles où il pouvait être sûr qu'on ne lui ouvrirait pas: à Londres, à Paris, et même à Pétersbourg, où on demanda le conseil de Jomini, envoyant là de nouveau le général Ghica, qui avait été jusque là au quartier général impérial [3]. Au passage du tzar à Bucarest, toutes les flatteries avaient été employées, non seulement auprès de lui mais aussi auprès de Gortchakov et d'Ignatiev, dont l'attitude était revenue à la cruauté froide du début, comme si rien ne s'était passé depuis. Ni Brătianu, ni le prince lui-même ne purent arracher à Alexandre II autre chose que l'assurance que la Roumanie ne devra pas regretter sa participation à la guerre, et les sacrifices qu'on lui reconnaissait pleinement; mais, lorsqu'on toucha à la question d'une participation aux négociations de paix, on glissa sur une autre question [4].

On essaya d'envoyer à Andrinople, où avaient commencé ces négociations, sans s'être entendu avec les Russes, un officier supérieur roumain, le colonel Eraclius Arion, homme capable dans les choses de la guerre, mais qui devait être totalement désorienté dans les méandres de la diplomatie,

[1] *Aus dem Leben*, III, pp. 354, 440.
[2] *Charles Ier*, loc. cit., pp. 205, 209—210.
[3] Les lieux désignés par Iorga, *Războiul*, pp. 148—149.
[4] Iorga, *Corr. dipl.*, à cette date; Charles Ier, loc. cit.

www.dacoromanica.ro

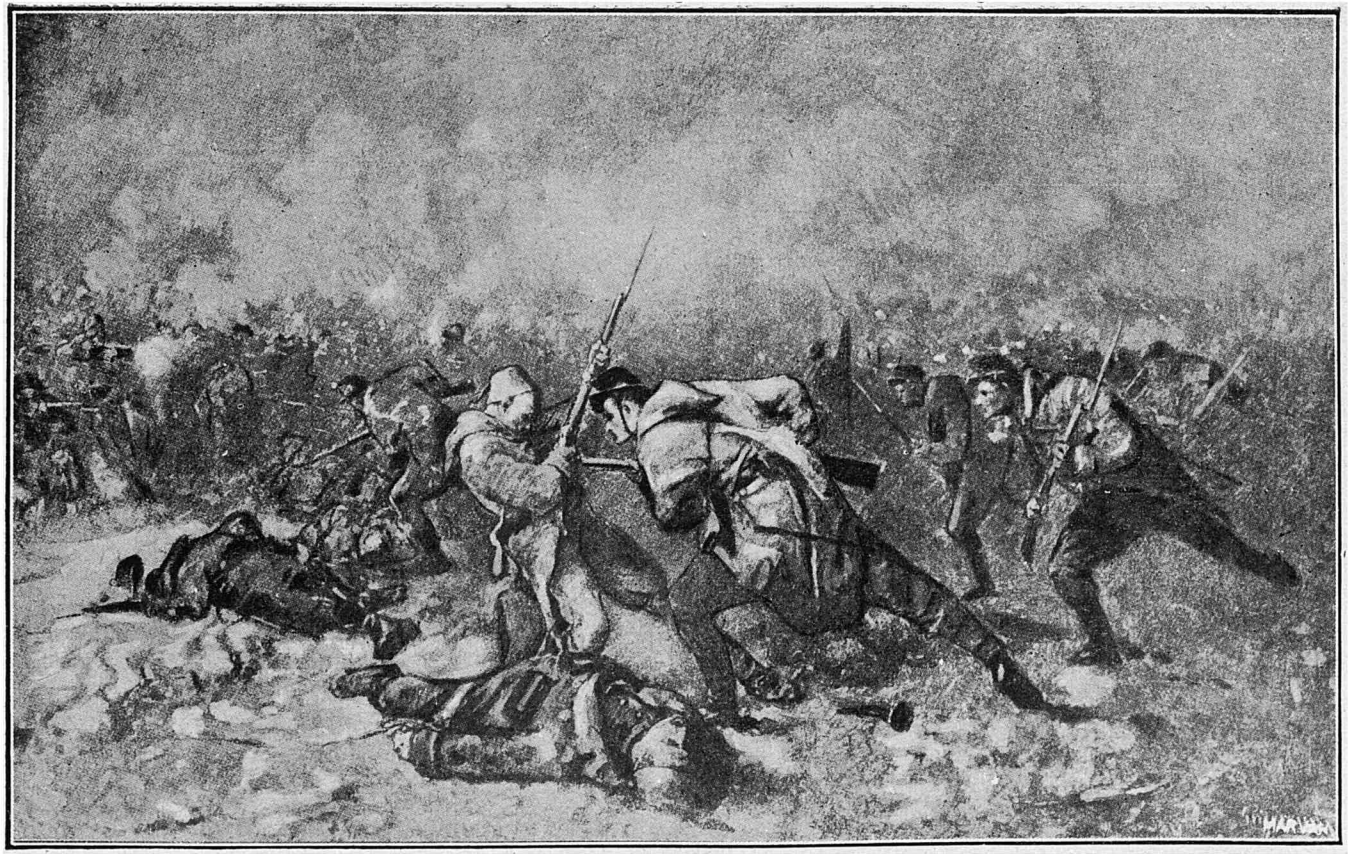


Fig. 26. — N. Grigorescu: la journée de Smârdan.

www.dacoromanica.ro

et blessé dans sa dignité de militaire par Nelidov, chargé de conduire ces discussions, qui évitaient tout échange de vue. Dans des lettres désespérées, il montrait tous ses efforts pour arracher une réponse: et il n'obtint que celle-ci: que les choses ne se décident pas au quartier général mais à Pétersbourg [1]. D'autres arguments aussi, si on peut les appeler des arguments, s'ajoutaient: qu'on négocie avec le prince; qu'en 1870, la Prusse a parlé, au moment de la paix, au nom de ses alliés; que la Roumanie aura son indépendance, des dédommagements, « une augmentation de territoire »; mais on ne peut pas entrer dans les « détails » [2]. Mais bientôt, Gortchakov et Ignatiev intervinrent avec la brutalité la plus sincère, au nom de droits incontestables et d'intérêts qui ne peuvent pas être soumis à discussion, et Ghica ne pouvait annoncer de Pétersbourg que la déclaration russe que la Roumanie indépendante doit se contenter de la *Dobroudja* [3]. On parlait aux ambassades russes d'Occident, comme réponse aux tâtonnements des agents roumains, auxquels s'ajoutaient l'influence et le prestige personnel de Jean Ghica [4], des souvenirs plus anciens des luttes russes dans ces régions bessarabiennes, dont *la réannexion exigée par le tzar devait sceller la disparition des clauses du traité de Paris* [5]. Du reste, ces districts bessarabiens ont été cédés à la Moldavie disparue et non pas à la Roumanie, qui n'existait pas encore. Ce nouvel État pourrait aussi envoyer un délégué, à titre consultatif, à la « conférence » qui devait s'occuper de la situation européenne après la conclusion de la paix russe, qui sera signée près de Constantinople, à San-Stephano. Mais

[1] *Aus dem Leben*, III, pp. 337, 379—380.

[2] Iorga, *Corr. dipl.*, 10 janvier 1878.

[3] Voy. aussi Général Rosetti, loc. cit., pp. 125—126.

[4] On donnait à Pétersbourg l'assurance que Ghica n'avait aucune mission officielle et que la mission de Câmpineanu dont on avait parlé n'existait pas; *ibid.*, p. 127. Cf. aussi le *Livre Vert*, p. 35 et suiv. Câmpineanu cependant a eu cette mission; Général R. Rosetti, ouvr. cité, p. 136, n° CI.

[5] *Aus dem Leben*, I, pp. 446—447; *Charles Ier*, p. 432. Cf. *Aus dem Leben*, III, pp. 433—345. Cf. aussi *ibid.*, pp. 433—436, 447, 451—452, 459 et suiv. Iorga, *Corr. dipl.*, le 26 janvier 1878.

www.dacoromanica.ro

s'adresser aux Puissances, demander la neutralité de l'État indépendant, serait considéré comme une offense intolérable envers l'empereur lui-même [1]. Et Kogălniceanu allait si loin, que lui, qui savait qu'aucun gouvernement roumain ne pourrait se présenter avec une pareille proposition telle qu'une cession de territoire, parlant de « l'opinion publique », de la « conscience humaine », blessé par une pareille prétention, osait affirmer que, pour tant de sang versé à Plevna, le peuple roumain aurait pu demander « la restitution de toute la province de Bessarabie prise d'une façon injuste en 1812 » [2].

Et pendant ce temps, s'occupant de détails militaires [3], le grand-duc ne disait rien sur cette intention au prince lui-même qui, de son côté, craignait de poser la question. Le même silence était gardé par le tzar très gêné, qui envoyait une lettre par Ignatiev, forcé de déclarer la vérité à Charles Ier, et celui-ci parut plus ébranlé que décidé à réunir sa voix d'indignation aux protestations de Kogălniceanu, auxquelles s'ajouta aussitôt la manifestation du Parlement qui créa, envers les Russes décidés à ne pas céder, l'abis [4].

Pendant qu'on faisait les dernières tentatives vaines à Pétersbourg [5], dans le pays où la douleur était à son comble, et malheureusement les conservateurs trouvaient l'occasion bienvenue pour une grande action pour renverser le gouvernement, taxé non seulement d'incapable, mais directement de criminel, Brătianu crut qu'il valait mieux que cet état d'âme du pays pour la Bessarabie soit introduit à la Chambre des

---

[1] *Charles Ier*, loc. cit., p. 447 et suiv.

[2] *Ibid.*, p. 460.

[3] Iorga, *Corr. dipl.*, n° 661.

[4] *Aus dem Leben*, III, p. 457; *Charles Ier*, loc. cit., p. 465.

[5] Voy. la noble explosion de douleur de Kogălniceanu dans l'ouvrage cité du général R. Rosetti, p. 129 (14 janvier). Le refus absolu de Gortchakov (le 16); *ibid.*, pp. 130—131, n° XCV. Le chancelier protestait aussi contre les manifestations venues des habitants des trois districts. Kogălniceanu accusait le consul russe d'Ismail de provoquer des déclarations en sens contraire; *ibid.*, p. 133. On mobilisait les divisions russes que Ghica croyait pouvoir être destinées à une occupation de la Roumanie; *ibid.*, p. 131, n° XCVI.

www.dacoromanica.ro

députés par un membre du parti, et cette mission fut confiée au vieux nationaliste moldave V. A. Urechiă; le premier ministre lui répondit, le 26 janvier 1878, déclarant qu'il faut qu'il passe « par-dessus les convenances diplomatiques », car, disait-il, la Russie n'a pas encore parlé officiellement, mais on a répondu à des tâtonnements officieux, car il n'a pas le texte de la déclaration, que « jamais la nation roumaine ne consentirait à la cession, ni même à l'échange d'une partie de son territoire, fût-ce même contre les dédommagements les plus avantageux ». « Quand un paysan-propriétaire », disait le propriétaire terrien de Florica, « a un petit héritage de ses ancêtres, que chacun de ses ancêtres a défendu et assuré par sa sueur et même par son sang, il aime à juste titre sa terre à lui, et quel que soit l'échange qu'on lui propose, il ne donnera jamais sa petite terre pour cet échange ».

Touchant non seulement « les intérêts » vrais de la Russie, mais aussi un « honneur », qui ne pouvait être que celui de l'empereur, et ainsi se produisit l'offense désirée à Pétersbourg [1], il montra son profond regret de n'avoir pas pu ébranler ceux qui étaient cependant les amis et les alliés de sa patrie.

Le ministre roumain ajoutait que, sachant la noblesse d'âme du tzar, celui-ci sentira, « en entendant la voix de toute une nation », ce que ne peuvent pas sentir ses ministres. Il appelait à l'appui le témoignage du général Ghica au camp de Poradim, en Bulgarie, lorsque celui-ci avait conseillé aux ministres de ne pas mêler à la discussion devant le ministre russe ce qui n'aurait jamais été une exigence de la part de celui-ci. Et, lorsqu'on vota la motion contre l'idée d'une cession territoriale, Brătianu demanda que cesse le procès contre les anciens ministres pour qu'il y ait, ce jour-là, une unité roumaine parfaite dans la résistance qu'on avait décidée [2]. Le Sénat, où avait parlé Kogălniceanu, prit la même décision, contraire aux propositions accompagnées de menace de la part de la Russie.

[1] Cf. *Corr. dipl.*, n° 660 et suiv.

[2] On vota, contre Démètre Ghica, « la clôture de la discussion ».

www.dacoromanica.ro

Des instructions furent données dans ce sens aux agents de la Roumanie à l'étranger, et Gortchakov reçut officiellement la nouvelle du refus de la Roumanie.

Quatre jours plus tard, les conditions mêmes de l'armistice, jusque là peu sûres [1], étaient abordées dans cette Assemblée par Démètre Sturdza. Pour le moment, on demandait aux Puissances une seule chose: cette reconnaissance de l'indépendance qui aurait permis, à ce qu'on croyait, la participation aux négociations de la paix, qui avaient été retenues jusque là, entre Russes et Turcs seuls.

La circulaire de Kogălniceanu du 3/15 février, après celle du 11 janvier qui concernait seulement les relations avec les Russes [2], se bornait donc à expliquer la mesure de proclamation d'une indépendance, qu'on voudrait maintenant être admise par les Puissances avec toutes ses conséquences [3]. Mais nulle part on ne trouva un appui: à Vienne, il y avait seulement le souci que les Roumains ne s'installent pas à Vidin, et naturellement chez les Serbes non plus avec lesquels, à un moment donné, par une intrigue russe, on avait cru qu'on arriverait à un conflit pour ce territoire [4]. A Berlin, on faisait des difficultés pour admettre un délégué roumain [5]. Le gouvernement français conservait l'ancienne attitude, en quelque sorte adoucie par la promesse d'un appui à l'avenir [6], qui fit défaut.

Pendant ce temps, l'attitude des Russes consistait à flatter le prince auquel on communiquait la conclusion de la paix par laquelle les Russes obtenaient la Dobroudgea «jusqu'au sud de Kiustendge», pour l'offrir aux Roumains en échange des districts bessarabiens [7], comme si c'était là un motif

[1] Voy. les déclarations du 16 janvier de Nelidov que «rien n'a été conclu»; *Corr. dipl.*, n° 648.

[2] *Ibid.*, pp. 306—307.

[3] *Ibid.*, n° 678.

[4] *Ibid.*, n° 671—672.

[5] *Ibid.*, n° 683. Pour le délégué, des instances aussi à Pétersbourg; *ibid.*, n° 660.

[6] *Ibid.*, n° 676.

[7] Le 13 février, à la Chambre, Brătianu faisait connaître qu'on lui avait offert jadis la Dobroudja sans l'indépendance, ou l'indépendance sans la Do-

www.dacoromanica.ro

de fierté pour le souverain roumain [1]. Et en même temps, ignorant un gouvernement considéré comme ayant insulté le tzar, on allait si loin que le consul Stuart commandait un service à la Métropolie pour le traité de San-Stephano [2]. Un dernier espoir amenait à adresser à Pétersbourg une question formelle, plutôt une prière « au nom de la justice, des sacrifices du sang versé », si en effet la Bessarabie sera reprise [3]; cette Bessarabie où du reste commençaient à être exécutées les mesures de prise de possession [4], sans attendre la « conférence » à laquelle la Russie croyait pouvoir échapper. Gortchakov arrivait à adopter l'opinion de Nelidov que les assurances données dans la convention regardent seulement des tentatives possibles de la part des Turcs de détacher quelque chose du territoire roumain [5]. Comme une démonstration, l'ordre fut donné de Bucarest de retirer les troupes roumaines se trouvant dans la région de Vidin; ce qui était considéré, du côté russe, seulement comme une reconnaissance du fait que la Roumanie ne peut pas les entretenir [6].

Pendant ce temps, l'union nationale, demandée par le chef du gouvernement, ne pouvait pas se réaliser. Après Démètre Sturdza, Manolachi Costachi entrait en lutte contre le gouvernement qui, disait-on, avait provoqué la catastrophe

broudja. Après Plevna, on avait promis non seulement la Dobroudja avec l'indépendance, mais aussi « autant que nous voulions de la Bulgarie »: « Nous étendre jusqu'où nous voudrions, on nous donnerait même les forteresses de la rive droite ». Il défendait Kogălniceanu qui s'était informé de la Dobroudja et qui aurait nommé une commission d'étude. Le prince lui-même l'a présenté dans ses Mémoires comme favorable à l'échange. Il n'en est pas moins vrai que, le 18 janvier, Kogălniceanu s'informait auprès de Ghica si la Dobroudja, qui lui était offerte, contenait aussi Mangalia et même Silistrie; Général Rosetti, ouvr. cité, p. 132, n° XCVIII; pp. 136—137, 139. Ignatiev prétendait avoir demandé aussi Vidin; *ibid.*, p. 138, n° CIII.

[1] Kogălniceanu signalait cependant un télégramme « impératif » du grand-duc au prince; *ibid.*, p. 164, n° CXLI. Cf. *Corr. dipl.*, n° 702—703.

[2] *Ibid.*, n° 688, 705—706.

[3] *Ibid.*, n° 689 (23 février).

[4] *Ibid.*, n° 700.

[5] Général R. Rosetti, ouvr. cité, p. 161, n° CXXXVII.

[6] *Corr. dipl.*, n° 690—693, 695.

www.dacoromanica.ro

par son manque d'intelligence. Au moment de la crise, Brătianu était forcé de se défendre contre Boerescu aussi [1], qui parlait « au nom de toutes les nuances du parti conservateur » [2]. Et à cette occasion, il risquait l'affirmation que « la Russie ne nous prendrait plus la Bessarabie », citant aussi un article de la presse russe où on montrait l'existence, en Russie, d'un courant contre la rétrocession. S'il pensait à abandonner Kogălniceanu, sur lequel il était prêt à rejeter la responsabilité de la conclusion de la convention, le prince fut trop loyal envers son ministre des Affaires étrangères pour admettre cette désolidarisation [3]. Mais Charles lui-même en était arrivé à l'opinion qu'on ne pouvait rien faire pour la Bessarabie et que donc la Russie ne devait plus être irritée par cette question [4].

À l'occasion d'une solennité à la cour, Alexandre II rappelait au général Ghica « les services immenses rendus par la Russie à la Roumanie, le sang versé pour elle » [5].

À ce moment cependant, en mars 1878, se posait la question sur laquelle le prince ne pouvait être que de l'avis de ses ministres, décidés à une résistance absolue et à tout prix: celle du droit qu'entendait se réserver la Russie, par le traité maintenant conclu, de conserver, à travers la Roumanie, ses liens militaires avec la principauté bulgare qu'elle avait créée jusqu'aux environs d'Andrinople. Sous ce rapport, dès le mois de janvier, Ghica pouvait, dans ce bal masqué de propositions trompeuses et de résistance avec certaines réserves cependant, annoncer que Gortchakov lui avait déclaré que personnellement il n'était pas pour la rétrocession de la Bessarabie et qu'il aurait suggéré à l'empereur, qui y tenait ab-

[1] Son discours du 13 février. La note de Kogălniceanu à Ignatiev avait été arrêtée par Brătianu et adoucie.

[2] À la Chambre, séance mentionnée.

[3] *Aus dem Leben*, III, 18 février et 8 mars.

[4] *Ibid.*, 25 février.

[5] Général R. Rosetti, ouvr. cité, pp. 159—160. Il défendait à l'impératrice de s'informer de l'état de santé de la princesse Elisabeth. Voy. sur son attitude aussi *ibid.*, le n° suiv.

www.dacoromanica.ro

solument, un « expédient »; et d'après un ancien système du chancelier, cet expédient aurait consisté en ceci: que la Bessarabie, une fois rendue par la Roumanie à son puissant allié, serait restituée par celui-ci, mais seulement si, par un acte secret, on assurait le libre passage de ses armées [1] sur le territoire roumain. Le droit de passage des Russes sans terme est une impossibilité, déclarait Kogălniceanu à la Chambre, le 17 mars [2]. Et, Gortchakov répondait par la brutalité de sa sénilité toujours irritée, déclarant au général Ghica, dans les termes les plus blessants, que le tzar, ayant perdu patience, menace, si cette communication militaire rencontre une résistance, de faire occuper la Roumanie et désarmer les troupes. La réponse de la part du prince lui-même communiquée par Kogălniceanu, le 21, fut celle-ci: « Une armée qui avait lutté à Plevna, sous les yeux de l'empereur Alexandre II, pourrait en effet être écrasée et massacrée, mais elle ne se laisserait jamais désarmer » [3]. À Stuart, appelé au palais, Charles Ier avait répété ces paroles, rappelant qu'à la tête de l'armée et de l'État il y a un Hohenzollern, et que la valeur de cette armée est prouvée par les trois cents croix de Saint-Georges distribuées par le tzar lui-même et par les huit cents de son propre ordre [4].

Mais la diplomatie russe continuait sa menace. Jomini seul expliquait que « les intentions de l'empereur sont éventuelles ». Il n'est pas question d'exécution, sauf si les actes de votre gouvernement le rendaient nécessaire » [5]. C'était un retour à l'époque de Michel Sturdza... En tout cas, ajoutait Jomini, « on a donné des ordres pour augmenter et renforcer les troupes russes qui sont en Roumanie » [6].

[1] *Ibid.*, p. 139. Ghica était d'avis de demander en échange de la Bessarabie, la neutralité et une nouvelle garantie territoriale; *ibid.*, pp. 161-162.

[2] *Ibid.*, pp. 171—172. Ghica craignait même un « démembrement » du pays par les Russes, qui se seraient entendus avec les Autrichiens; *ibid.*, n° suiv.

[3] *Ibid.*, p. 74, n° CLIII; *Aus dem Leben*, à la même date.

[4] Général R. Rosetti, ouvr. cité, pp. 179—180, n° CLX. Et *Aus dem Leben*, III, le 26 mars.

[5] Général Rosetti, ouvr. cité, pp. 174—175, n° CLIV. Plus loin, *ibid.*, pp. 197—200.

[6] *Ibid.*, p. 175, n° CLV.

www.dacoromanica.ro

L'explication était autre. L'Angleterre n'acceptait nullement les décisions de San-Stephano, c'est-à-dire le changement, par un simple acte bilatéral, des décisions prises par l'Europe en 1856. Andrássy, sous la pression de l'opinion publique européenne, menaçait d'une intervention militaire à côté de celle de la flotte anglaise aux Détroits.

Devant de telles possibilités, les Russes tenaient à conserver contre tout risque, et contre les Roumains eux-mêmes, la base militaire qu'ils avaient en Roumanie, — et ils le reconnaîtront quelques jours après [1].

Ceci d'autant plus qu'on savait à Pétersbourg que Jean Brătianu était déjà parti pour demander un appui à Vienne, puis à Berlin aussi [2]. À Londres, on avait connu ces menaces russes et une interpellation s'était développée à la Chambre des Communes; et, à Vienne, on considérait ce geste comme une provocation de la Monarchie elle-même; de sorte qu'il fallut que l'ambassadeur de Russie présentât le tout à la Ballplatz comme une simple invention du gouvernement roumain mal disposé [3]...

Du reste, le tzar en était revenu à la politique des attentions envers le prince, condamnant seulement le gouvernement roumain. Le 17 mars, comme réponse à une lettre datée déjà du 20 février, il télégraphiait des vœux pour la paix, avec des preuves d'affection, mais « regrettant les allures de personnes qui sont à la tête de votre gouvernement et qui ont créé des rapports si tendus, totalement en contradiction avec les vrais intérêts de la Roumanie » [4]. Et Giers, prenant la place de son irritable chef, offrait de discuter avec la Roumanie une convention de passage [5].

Mais, sans attendre une discussion, les troupes roumaines se massaient [6]. On arriva ainsi à les placer sur la ligne au sud des collines, comme un front de combat possible.

[1] *Ibid.*, p. 303, n° CLXXXVI.

[2] Voy. aussi *ibid.*, p. 178, n° CLVII.

[3] *Ibid.*, pp. 179—180, n° CLX.

[4] *Ibid.*, p. 180, n° CLXI.

[5] *Ibid.*, n° CLXII.

[6] *Ibid.*, p. 187, n° CLXVII. Ghica recommandait à Kogălniceanu d'éviter, dans sa note à Gortchakov, des expressions fortes et celui-ci refusait de la façon

www.dacoromanica.ro

Du reste, Brătianu avait été rappelé par Kogălniceanu, effrayé de ce qui pourrait se passer [1]. Il n'avait apporté de Vienne et de Berlin que des conseils de prudence, Bismarck lui parlant de céder dans la question de la Bessarabie pour pouvoir gagner un peu plus [2]. Lui et Kogălniceanu étaient pour l'idée de demander, par le Parlement, que le prince se retirât en Olténie; mais Charles Ier refusa. Et cependant, bien que les Russes eussent donné des assurances [3], le prince fut absent pendant quelque temps, sous prétexte d'inspection.

Aucune détente ne suivit à la lettre du Ier avril envoyée par le tzar, qui parlait des « relations pénibles créées par les procédés de vos ministres », ajoutant cependant qu'« il a dû, faire pressentir les mesures éventuelles auxquelles leur façon d'agir pourrait le contraindre, mais « il se féliciterait d'avoir pu les éviter », à cause « des relations traditionnellement amicales, cimentées par notre fraternité d'armes »; mais il lui faut la convention de passage, car « la paix n'est pas définitive », et l'ancienne convention est encore en vigueur [4].

Mais l'ancien antagonisme entre le grand-duc Nicolas et la diplomatie qui avait prouvé qu'elle dominait le tzar, continuait, — un publiciste danois bien informé glisse même la nouvelle que celui-ci aurait voulu remplacer son frère à la conduite des armées par le prince héritier, et de là, l'attaque brusquée dans les Balkans [5], — et ainsi, par une voie indirecte,

---

la plus décidée (1-er avril); *ibid.*, p. 187 et suiv. Cf. *Corr. Dipl.*, 24 février. Bien qu'il eût communiqué sa décision aux agents de Roumanie, Ghica ne voulut pas présenter cet acte. Brătianu intervint aussi. Kogălniceanu dut céder. Ghica présentait aussi une idée, prise au vol, de la part d'Ignatiev: une bande bessarabienne, à la Roumanie, avec le Delta du Danube, mais la Dobroudja à la Bulgarie; *ibid.*, pp. 195—196. Pour Kogălniceanu ceci était seulement « une mauvaise plaisanterie » et, « une triste ironie »; *ibid.*, p. 196, n° CLXXXIII.

[1] *Aus dem Leben*, IV, pp. 18 et suiv., 29.

[2] *Ibid.*; Kogălniceanu, ouvr. cité, pp. 94—95, 29.

[3] *Aus dem Leben*, IV, p. 21 et suiv. Cf. aussi *ibid.*, le 26 avril.

[4] *Ibid.*, pp. 24, 27—28.

[5] Jules Hansen, *Les coulisses de la diplomatie, Quinze ans à l'étranger (1864—1879)*, Paris, s. d., pp. 356—358. Pour les rapports avec la Russie, aussi Nistor, *Din corespondența lui Todleben de la Plevna*, dans *Mem. Ac. Rom.*, 1933.

www.dacoromanica.ro

Charles Ier était excité, par le quartier général de l'armée en Turquie, à la résistance [1].

De l'Occident où l'Angleterre, qui avait défendu l'entrée du grand-duc à Constantinople, était décidée à briser cette Grande Bulgarie du traité de San Stephano, — et Andrássy attendait, sans avoir le courage d'aller jusqu'à une attitude d'inimitié ouverte — la Roumanie n'avait reçu aucun encouragement décisif. Les quelques sympathies anglaises étaient purement platoniques [2], bien que *Salisbury n'eut pas repoussé l'idée d'une collaboration de la Roumanie, si on était arrivé à une guerre* [3]. Andrássy reçut, sans sourciller, la nouvelle apportée par Kogălniceanu dans un télégramme désespéré, que les Russes prenaient possession des districts de Bessarabie [4]: *Car ce n'était qu'une partie de la convention du Reichstadt, à laquelle devait suivre maintenant l'entrée des troupes austro-hongroises en Bosnie et en Herzégovine*. Enfin, on espérait que la Monarchie, qui n'entendait pas cependant accepter le traité et espérait attirer à Vienne «la Conférence», mobiliserait en effet pour influencer l'allié si avide [5]. Le ministre de François-Joseph feignait de croire que tout de même il y aurait la guerre, que la Roumanie pourrait regagner la Bessarabie, parce que «un droit auquel on n'a pas abdiqué soi-même n'est jamais perdu», et qu'en tout cas, la Roumanie arrivera à la Mer Noire [6].

Lorsque le prince revint de son «inspection», qu'il avait menée jusqu'à Vidin, à Rahova, dans ces endroits de combat renouvelant la camaraderie, qui s'était transformée presque en inimitié sur le territoire roumain avec les armées russes, il apportait, suivant les informations recueillies en route, la certitude qu'il n'y aurait pas cette guerre avec les Anglais pour la possibilité de laquelle on annonçait que des mesures avaient été prises aux Bouches du Danube [7]. Chouvalov lui aussi, comme Ignatiev, en rivalité avec le si vieux Gortchakov,

[1] *Aus dem Leben*, V, p. 44.
[2] Iorga, *Corr. Dipl.*, le 2 mars 1878, n° 2.
[3] *Ioan C. Brătianu*, publié par Georgescu-Tistu, IV, pp. 15—16.
[4] *Corr. Dipl.*, 2/14 mars.
[5] *Ibid.*, après le 21 mars.
[6] *Ioan C. Brătianu*, IV, p. 55, n° 40.
[7] *Aus dem Leben*, IV, p. 46. Cf. *ibid.*, p. 47.

www.dacoromanica.ro

qui était en même temps adversaire de la guerre et de la paix, s'était entendu avec les Anglais que Bismarck lui-même était décidé à appuyer, de même qu'il voulait aussi appuyer naturellement les Austro-Hongrois. De fait, le dernier résultat était déjà obtenu. La Bessarabie, d'après lui, serait donc sacrifiée [1].

On sut bientôt que bien qu'Andrássy eut menacé de la guerre [2], Berlin, remplaçant le Paris napoléonien, serait la place où se réunirait le Congrès au mois de juin. Invité à envoyer un délégué consultatif, ce qui était tout de même un profit, on avait procédé de la même façon avec la Grèce, — Charles Ier exprima son désir que cet envoyé soit le président du Conseil lui-même, mais Kogălniceanu désira avoir cette mission. Rosetti prit donc le Ministère de l'Intérieur pour que son ami puisse défendre, à Berlin, les droits du pays. Les représentants roumains avaient instruction de protester pour la forme contre l'amputation territoriale afin d'obtenir le plus possible au-delà du Danube, où, à côté des tâtonnements antérieurs faits par le docteur Obedenaru, agent de la Roumanie à Rome, le ministre des Affaires étrangères avait ordonné des recherches sur l'étendue de l'élément roumain de Kiustendge à Vidin; Brătianu, soutenu par Rosetti, restait cependant inébranlable. Et, dans la lettre publique adressée le 14 mai au chef du gouvernement, le prince parlait seulement des sacrifices, pendant la campagne, et de ceux que « le pays est prêt à tolérer encore pour son indépendance et son prestige » [3]. Une tentative avait été faite par Démètre Brătianu aussi à Constantinople.

Le congrès commença ses séances dès le I-er juin dominé, tantôt par l'habileté médiatrice, tantôt par la brusquerie me-

[1] *Ibid.*, p. 50. Et on prenait encore des mesures militaires de défense; *ibid.*, pp. 50—51. On en arriva à une concentration en Transylvanie et à l'occupation de l'île d'Ada-Kalèh par l'armée césaro-royale; *ibid.*, p. 52. Cf. aussi *ibid.*, pp. 55—56.

[2] *Ibid.*, p. 56.

[3] *Ibid.*, pp. 56, 59—60. Cf. *Corr. Dipl.*, à cette date. Voyez aussi *Treizeci de ani de Domnie*, pp. 492—493. Cf. aussi *Rumänien und der Vertrag von San Stefano von einem rumänischen Senator*, Vienne, 1878. Et: *Tractatul de Berlin, trad. Ministerului Afacerilor Străine*, Bucarest, 1878.

www.dacoromanica.ro

naçante du chancelier allemand. Ce ne fut que le 19 que les deux ministres roumains qui, en dépit des premières attentes, avaient eu continuellement en partage l'antipathie de Bismarck, qui n'avait pas oublié l'ancienne offense, furent écoutés sans être consultés. Par un discours de Kogălniceanu, qui rappelle sans profit l'ancienne obligation des Roumains envers l'aréopage européen, ils montrèrent que, « la force majeure » avait mené leur pays au milieu des dangers de la guerre. On ne parla pas, par discrétion, du profit que les Russes avaient tiré des armées roumaines; et on ne présenta aucune plainte de s'être vu écarté des négociations de paix. Conformément aux mémoires plus étendus qu'ils présentèrent par écrit, ils protestaient, pour la plus grande colère des Russes, contre le rapt territorial en Bessarabie; ils allaient plus loin, *attaquant aussi l'acte de 1812 qui avait arraché toute la Bessarabie, ce « démembrement de 1812 », qui « ne pouvait être justifié ni par le fait, ni par le droit de conquête*, insistant largement sur cette chose du passé, non sans invoquer le souvenir d'Alexandre Ier qui s'était obligé à *respecter le caractère moldave de la province* [1].

C'était du reste ce qu'avait dit Brătianu lui-même, à la Chambre, en mai [2]. On passait de cette présentation historique passionnée aux conditions de la convention du mois d'avril 1877, que ne pouvait, en ce qui concerne l'intégrité teritoriale, que confirmer une « coopération militaire efficace, dans une alliance complète ». Examinant les arguments russes, on montrait, à côté des mérites de l'Empire envers le petit pays voisin, aussi tous les sacrifices qu'il s'était imposés pour la grandeur, le succès et la gloire de la Russie ». On n'admettait pas même le droit de passage aux armées russes. On demandait cependant le Delta et l'île des Serpents, suivant la décision du Traité de Paris, et le dédommagement en argent qui était dû à la Roumanie. *L'indépendance n'est pas un don que ferait l'Enrope, mais une reconnaissance du « droit ancien », conformément aussi aux nouveaux sacrifices.* On n'oubliait pas non plus ce vœu

[1] *Aus dem Leben*, IV, p. 80.
[2] *Ioan C. Brătianu*, IV, pp. 48—49.

www.dacoromanica.ro

de neutralité contre lequel, avec tant d'irritation, s'était élevé la diplomatie russe.

Les quelques mots de Brătianu culminaient, non sans un appel au tzar, dans la conclusion que, si ces demandes étaient repoussées, cela signifierait, « détruire, dans le sein de la nation roumaine, toute confiance en la valeur des traités », et tant des principes de justice absolue que des droits écrits [1]. Le Conseil des ministres n'avait pas admis la transaction avec la Russie, pas même après que Brătianu eut annoncé que la Bessarabie était perdue [2].

Conformément à l'entente conclue à Londres, on vota donc *à Berlin une compensation pour la Roumanie à laquelle on ravissait la Bessarabie, contre cette Dobroudja qui*, malgré sa valeur intrinsèque par le front de mer qu'elle procurait, *devait être créée pour la civilisation*. On avait imposé à la Roumanie, avec son énorme contingent de Juifs, l'égalité des droits prévus pour la Serbie, qui n'avait aucune population étrangère importante, — et de l'acceptation de cette clause dépendra la reconnaissance même de l'indépendance, qui cependant avait été admise comme un fait, en mai, par le ministre des Affaires étrangères de France à l'occasion du congrès international des Puissances [3]. La *Commission du Danube* avait été déclarée permanente, la Roumanie y participant aussi. Personne, pas même les plénipotentiaires de France, ni d'Italie, Waddington et Corti, n'avait soutenu les Roumains. Vainement le prince avait compté aussi sur son ami, le prince héritier d'Allemagne, l'empereur étant gravement malade à la suite d'un attentat [4].

[1] Pendant tout ce temps, Stuart insistait à Bucarest pour un apaisement regrettant « le terme malheureux » qu'on avait employé au mois de mars; *Aus dem Leben*, IV, pp. 63—64.

[2] *Ibid.*, p. 66.

[3] *Ioan C. Brătianu*, IV, pp. 23—24. Des négociations pour acheter des fusils en Angleterre; *ibid.*, p. 37, n° 23. Tisza admettait leur passage par la Hongrie; *ibid.*, p. 40, n° 26. Brătianu déclarait qu'il avait encore 60.000 hommes; *ibid.*, p. 43, n° 30. Bălăceanu, sûr de l'appui anglo-autrichien, désirait qu'« un colonel quelconque », par un acte spontané, déclare la guerre; *ibid.*, p. 44, n° 32.

[4] *Ibid.*, p. 57, n° 33.

www.dacoromanica.ro

Brătianu avait montré au contraire que l'Allemagne est la moins favorable à la Roumanie [1]; aucune des espérances données par Dem. Brătianu au sujet d'un concours turc ne se confirma [2].

Avec la conscience douloureuse de l'irrémédiable, en l'absence de Brătianu, blessé dans un accident, on clôturait, le 4 juillet, les travaux des Corps Législatifs, mentionnant que « la Roumanie est appelée à faire, à la paix du monde, des sacrifices graves et douloureux ».

[1] *Ibid.*, p. 60, n° 50. Il se plaignait que le prince avait déclaré au consul de Prusse à Bucarest que la Roumanie devrait cependant se soumettre à la décision du Congrès. Rosetti s'affirmait partisan de la formule « pauvre et pur » (*ibid.*, p. 63, n° 57). On en était arrivé à l'idée bizarre que Charles I-er lui-même paraîtrait par surprise à Berlin (*ibid.*, p. 62, n° 55). L'attitude du prince Léopold frère du prince, pour la cession de la Bessarabie; *ibid.*, p. 63, n° 76.

[2] *Ibid.*, p. 62, n° 54. Pour tout le chapitre de la guerre, le livre, ancien mais sérieux, de Théodore C. Văcărescu, *Luptele Românilor în resbelul din 1877—1878*, 2 vol., Bucarest, 1886, et la présentation si large dans *Istoricul războiului din 1877—1878, Participarea României la acest război, lucrare făcută de mai mulți ofițeri*, trois parties en 2 vol., Bucarest, 1898.

www.dacoromanica.ro

CHAPITRE XI

CONSOLIDATION INTÉRIEURE ET OEUVRE DE CRÉATION NATIONALE

Le lendemain, après que la Roumanie s'était soumise au « besoin de paix de l'Europe », en démobilisant son armée, on commença assez rapidement la liquidation des comptes de guerre. À cette mission devait en succéder une autre: la consolidation intérieure de l'État maintenant indépendant.

Cette mission ne pouvait être confiée qu'à un seul facteur ministériel, mais celui-ci devait jouir d'une grande popularité et, par dessus cette popularité que des insuccès retentissants pouvaient miner, l'appui sans condition [1] d'un parti d'origine révolutionnaire et ayant ces liens étroits que les conspirateurs conservent même lorsque leurs succès les font travailler à la lumière du jour.

Charles Ier motivait par ce caractère de gauche, le maintien de Brătianu, qu'on aurait crû provisoire jusqu'au moment où on aurait vaincu les difficultés immenses qui barraient le chemin, mais que sa réussite dans cette œuvre devait prolonger plus de dix ans, malgré tous les assauts d'une opposition de plus en plus affaiblie, et même en dépit des erreurs de Brătianu qui furent nombreuses et graves.

De Berlin Brătianu avait donné l'ordre aux fonctionnaires roumains de Bessarabie de ne signer aucun acte de cession, de se retirer seulement « devant la force »; et on reviendra sur cette formule. D'autres décisions tardèrent, le premier mi-

[1] Vernescu, élu à la majorité président de la Chambre, était rentré dans le parti; *Ioan C. Brătianu*, IV, pp. 60—61.

www.dacoromanica.ro

nistre devant partir à l'étranger pour soigner sa santé gravement atteinte et, Kogălniceanu étant en congé, le prince ordonna au ministre de la Justice d'éviter la signature du souverain sur tout acte concernant le territoire occupé par les Russes [1]. Le désir personnel du tzar de procéder comme en 1857, par une cession formelle, fut repoussé; on répondit seulement que « le territoire reste à sa disposition » [2].

Les Chambres se réunirent en septembre, le message étant lu par Kogălniceanu, pour les décisions qu'on ne pouvait pas éviter malgré l'émotion qui devait se produire immanquablement. « Le douloureux sacrifice » était présenté par le message princier et on ajoutait: « Il n'existe pas de Roumain, du prince jusqu'au dernier citoyen, qui ne déplore le détachement d'une partie de la terre ancestrale décidé par l'Europe ». On comprendra enfin que désormais les Roumains ne puissent s'appuyer que sur eux-mêmes, sur leurs preuves de vitalité dans l'accomplissement d'une mission latine. « *Mettons-nous tous au travail* ». *Alors*, « *la justice mieux éclairée de l'Europe pourra revenir sur l'injustice qui s'est perpétrée* » [3].

« Je ressens toute la douleur pour le bonheur de la Roumanie », disait Jean Brătianu devant les députés émus, « je la ressentirai plus encore lorsque je verrai qu'on détache fût-ce même un ou deux de nos Roumains, dans un pays étranger ». Laissant à la Constituante la question des droits des Juifs, et passant sous silence l'abandon de la Bessarabie, il combattait l'opinion que la Dobroudja, simple passage « pour les envahisseurs asiatiques » ait fait partie jadis de l'État bulgare, ce qui était vrai seulement pour la dernière phase [celle du tzarat fondé par les Assénides roumains]. Il

[1] *Ioan C. Brătianu*, IV, p. 58, n° 46.

[2] *Aus dem Leben*, IV, le 13 août. Kogălniceanu était critiqué par Brătianu pour avoir réuni la question bessarabienne au don de la Dobroudja; *ibid.*, p. 96, n° 97; p. 97, n° 99; pp. 97—98, n° 100.

[3] *Ibid.*, pp. 95—96, 99—100, 108. Mais des télégrammes du prince au tzar et à Miliutin cherchaient à amener un apaisement; *ibid.*, pp. 100—101. La réponse d'Alexandre II fut assez chaleureuse; *ibid.*, p. 101. On échangeait des médailles commémoratives. Le télégramme du grand-duc Nicolas rappelle ces souvenirs; *ibid.*, pp. 102—103, 110. Voy. aussi *ibid.*, pp. 107—108, 111.

www.dacoromanica.ro

faisait observer avec raison que, dans la Dobroudja, il y a des colonies bulgares moins nombreuses et plus récentes, moins cultivées que le bloc des Bulgares de la Bessarabie méridionale: «Ayons confiance», disait-il aux députés, «dans l'énergie des Roumains, qui sauront faire une Roumanie libre, d'un pays qui a appartenu à nos ancêtres, d'un pays riche, qui nous assure les Bouches du Danube». Seule l'ingratitude pour tant de secours qui leur ont été donnés, pourrait expliquer une attitude inamicale de la part des Bulgares, qu'il intitulait «nos frères bulgares». En tout cas, il est sûr que la vitalité de la nation roumaine sera capable de donner un autre caractère à une province d'un si grand avenir [1]. Dans un de ses plus brillants discours, répondant aux habiles et froides arguties de Maiorescu, auquel il rappelait son père, le grand ministre insistait pour qu'on finisse une discussion qui n'apportait aucun avantage au pays, par son prolongement, et d'accepter, dans la forme la plus prudente et la plus digne, l'inexorable. On arriva à cette formule: «Le gouvernement est autorisé à se conformer au traité de Berlin; en même temps, il est chargé de prendre possession de la Dobroudja et du Delta du Danube pour les administrer jusqu'à la convocation de la Constituante». Le 8 octobre, cette dramatique session était terminée.

Avec des lenteurs de la part de l'Allemagne, qui continuait ses chicanes, l'indépendance était reconnue par la Russie, de même que par l'Autriche, qui accrédita à Bucarest son ancien ambassadeur à Washington, le magnat hongrois comte Hoyos. Le prince, maintenant souverain, auquel Kogălniceanu avait proposé de se proclamer grand-duc (!), grand prince (!) — le prince Charles-Antoine pensait au titre de Roi, mais «de la Roumanie», non pas «des Roumains», et c'est ce que le prince désirait [2] — prit le titre d'Altesse royale, sans vote des Chambres, sur la seule proposition du Conseil des ministres [3]. Aussitôt, l'Italie d'abord, puis la Russie et

[1] D. A. Sturdza avait combattu l'acceptation de la Dobroudja.
[2] *Ibid.*, pp. 132—133.
[3] *Ibid.*, pp. 104—106.

www.dacoromanica.ro

la France le reconnurent; et, plus tard seulement, l'Allemagne aussi [1]. Mais la reconnaissance de l'indépendance tarda jusqu'à la solution de la question juive, seules l'Autriche-Hongrie, la Russie et la Turquie passant par-dessus cette considération [2].

Après l'entrée solennelle des troupes à Bucarest par cette rue, jadis le « Pont de Mogoşoaia », qui s'appelait maintenant la *rue de la Victoire*, on prit les mesures nécessaires pour occuper militairement la Dobroudja, comme une conquête, occupation dans laquelle plusieurs personnes, même l'empereur François-Joseph, prévoyaient vainement des difficultés comme celles que les Austro-Hongrois avaient rencontrées dans la Bosnie et l'Herzégovine.

Les Turcs demandaient l'entrée immédiate des Roumains [3] et rien n'annonçait une opposition de la part des Bulgares. Sans attendre les décisions de la Commission européenne qui travaillait à Silistrie, — que le prince aurait désiré avoir, mais la Russie refusera même les fortifications qui la dominaient, de sorte qu'on arriva à un conflit ouvert, qui alla jusqu'au seuil des menaces pour Arab-Tabia, devenue un objet de discussion internationale, le délégué italien, Orero, et même celui de l'Allemagne appuyant la Roumanie, — on prépara, pour le moment, l'occupation. La Russie prétendait un droit de passage aussi par la Dobroudja, fût-ce même par un élargissement de la convention du mois d'avril, comme condition préalable, ce qui fut réfusé avec la plus grande fermeté [4]. Le point de vue roumain vainquit avec difficulté [5]. On finit par communiquer à Stuart que, avant la réouverture du Parlement, la Dobroudja devait être occupée [6].

---

[1] *Ibid.*, p. 105.
[2] L'Allemagne allait jusqu'à défendre de porter les décorations roumaines.
[3] *Ibid.*, p. 123.
[4] Voy. aussi *ibid.*, pp. 130—132.
[5] *Ibid.*, pp. 133—134.
[6] *Ibid.*, pp. 135—136.

www.dacoromanica.ro

Le 13 novembre, la proclamation aux habitants de la Dobroudja fut publiée. Par cet acte, rédigé d'une façon assez gauche, on parlait des « habitants de toutes nationalités et religions », sans mentionner même les groupes de Roumains depuis longtemps établis [tout le long de la rive droite du fleuve et surtout] dans les régions de Nicolițel et d'Ostrov, dont s'était occupé jadis Jean Ionescu de Brad. On mentionnait, par contre, la domination réelle du prince Mircea, à laquelle on ajoutait cependant, sans aucune base, celle d'Étienne-le-Grand. On donnait comme motif de cette domination la volonté des Puissances à côté desquelles on glissait aussi, sans que les Roumains parussent comme conquérants, « le sang roumain versé pour libérer les peuples sur la rive droite du Danube ». Les musulmans étaient flattés, mais on ne mentionnait pas les Bulgares, qui passaient sous la rubrique de chrétiens. Mettant en vue un futur statut administratif, on essayait de gagner les sympathies par une série de dégrèvements, liquidant l'héritage fiscal turc si compliqué.

Le lendemain, de Brăila, on passait le Danube sur le yacht « Étienne-le-Grand », les troupes étant accompagnées par l'évêque Melkisedec qui avait eu jusque-là le diocèse d'Ismaïl et pour lequel on créera un nouveau diocèse du « Bas-Danube », ayant sa résidence à Galatz. Les troupes passèrent, mais le prince n'alla pas plus loin que Măcin.

Le message du prince annonçait le 15 novembre la reconnaissance de l'indépendance par « toute l'Europe », ce qui ne correspondait pas entièrement à la vérité. On mettait en perspective cependant que, pour les « Chambres de révision » qui devraient être élues, l'acceptation de la condition concernant les Juifs, qui était adoucie, était présentée comme l'enchaînement nécessaire d'un « principe qui ne correspondait plus aux lumières du siècle: celui de la non-égalité politique pour cause de religion », tandis qu'en fait, il était question de la différence fondamentale entre l'élément créateur de l'État et une masse confuse, dans son immense ma-

www.dacoromanica.ro

jorité non assimilable, d'immigrants que personne n'avait appelés ni même désirés [1].

N'ayant pas auprès de lui Kogălniceanu, remplacé par Câmpineanu, mais complété par Démètre A. Sturdza, qui abandonnait une opposition stérile, par Pherekyde et Cantili aux Cultes, le ministère devait présenter les projets concernant l'organisation des communes et des justices de paix.

La discussion sur le changement à introduire à l'article 7 de la Constitution, qui excluait les non-chrétiens de l'exercice des droits politiques, n'avait pas commencé quand la question de la frontière de la Dobroudja amena une crise. Les Russes ne permettaient à aucun prix que les Roumains se rapprochassent de Silistrie, et l'occupation d'Arab-Tabia provoqua à Pétersbourg un nouveau courant d'inimitié. Des troupes russes importantes étaient encore à Tulcea, à Sulina, à Kustendjé. On alla si loin qu'on donna aux commandants russes de Silistrie l'ordre d'attaquer si, d'ici un certain délai, les troupes roumaines n'étaient pas retirées. La retraite fut enfin ordonnée, quelques instants seulement avant le conflit menaçant [2]. Il avait même été question, à un moment donné, d'une conférence européenne et on avait lancé un nouvel appel à l'Europe, pour montrer la façon dont la Russie traite de nouveau un État qu'elle présente comme vivant par sa grâce [3]. Ce nouveau choc avait été aidé par l'attitude des autorités bulgares [4], dès le début inamicale, envers les Rou-

[1] Surtout dans la réponse au Sénat, on appuiera sur la justification morale de cette concession.

[2] *Aus dem Leben*, IV, pp. 170—171. Cf. G. Bibescu, *Histoire d'une frontière*.

[3] *Aus dem Leben*, IV, p. 177.

[4] *Corr. dipl.*, juillet 1879. Le tzar montrait une certaine « antipathie » au général Ghica; *Aus dem Leben*, IV, p. 184. Pour le projet, absurde, de faire de Charles Ier aussi un prince de Bulgarie, voy. les intentions sérieuses de Dèmètre Brătianu, envoyé à Constantinople, dans Sutherland Edwards, ouvr. cité, p. 196. Il est mentionné aussi dans les actes de Charles Ier, et plus largement dans les *Documents* publiés en français sous le nom de Léonoff. Ces documents ont été soustraits dans un consulat russe de Bulgarie.

www.dacoromanica.ro

mains de l'État nouvellement créé. La décision fut laissée aux représentants diplomatiques de l'Europe.

Dans l'atmosphère irritée qu'avait créée le conflit avec la Russie, commença donc la discussion, pressée par l'étranger, de la modification constitutionnelle.

Le projet fut présenté le 20 février 1878. Dès le commencement, Jean Brătianu montra les intentions du gouvernement qui n'étaient pas celles des diplomates de Berlin: « *Ce serait nous suicider que d'accorder aujourd'hui l'indigénat à tous les israélites en masse* »[1]. *Il est question d'une population amenée dans ce pays de refuge et de gain facile par le vagabondage*. Il manque une classe supérieure, « un état-major », à ces hôtes; et le ministre citait le seul nom du naturaliste, le docteur Baraș, qui avait laissé des exécuteurs testamentaires roumains. Il est question d'une masse inculte de 500.000 hommes, « presque tous étrangers à ce pays, par la langue et par les mœurs ». Brătianu ne se montrait cependant nullement partisan de l'indigénat individuel, et laissait la question pendante pour la Constituante. Il demandait seulement une attitude solidaire du monde politique roumain, même pour les dissidents libéraux; mais Boerescu et Vernescu, puis la fraction Iepureanu et même Kogălniceanu la refusaient.

La session fut close le 25 mars, par la dissolution en vue de la Constituante; et Charles Ier se crut obligé de faire le geste inaccoutumé d'assister à la dernière séance. Il remerciait pour l'acceptation des décisions de Berlin, acte d' « une résignation, d'un courage et d'une abnégation, qui ne peuvent que nous élever dans l'opinion publique du monde entier », qui en arrivera à avoir pour la Roumanie « une appréciation plus juste et plus équitable », en attendant la reconnaissance de l'indépendance aussi de la part de ceux qui l'ont refusée jusque là. Il ne manquait pas, sur une inspiration évidemment ministérielle, une profession de foi pour « les institutions libérales », par lesquelles on pourrait mener à bonne fin une œuvre si difficile.

[1] La séance à la Chambre du 25 février.

www.dacoromanica.ro

Conduisant le prince héritier de Suède, le futur roi Gustave, le prince entreprenait, en avril, un voyage en Moldavie, pour calmer les esprits naturellement excités à l'idée d'un indigénat en masse, que rien ne leur avait fait prévoir, et le maire de Jassy dut donner une expression au sentiment général [1].

Le prince note que, dans les élections au premier collège, il y eut un tiers d'adversaires à cette exigence «européenne». Mais le résultat général permettait pour la Chambre le vote d'un projet du gouvernement, ce qui n'était pas cependans le cas pour le Sénat.

Le message qui y fut lu, le 22 mai, remerciait pour l'attitude paisible des électeurs, dans une question qui touchait à l'intérêt national. Affirmant que la Roumanie ne méritait pas qu'on lui impose une pareille mesure pour supprimer des «luttes» intérieures inexistantes, l'englobant dans un milieu de passions orientales, auxquelles se sentait entièrement étranger un tel pays d'«hospitalité allant jusqu'à l'imprudence», comme la Roumanie, et permettant une «vraie invasion» des Juifs, surtout en Moldavie, avec les influences malheureuses sur les conditions économiques, mais surtout envers les paysans incapables de résister, on chercha à défendre l'intérêt national par un article de restriction, qui a été employé à l'étranger contre le pays. En lui demandant d'accepter des principes généralement admis, on n'a pas pu dicter cependant aussi à la Roumanie des conditions de détail, encore moins «des solutions absolues, contraires à nos intérêts les plus vitaux». La nation elle-même, par ses représentants librement élus, doit donc donner la solution qui s'impose sans retard.

La France et l'Angleterre admirent aussi cette forme mais seulement comme une preuve de bienveillance et comme première exhortation à une solution plus radicale [2].

Pour y arriver cependant il fallut introduire des changements dans le gouvernement, afin d'en accroître l'autorité. En

[1] *Aus dem Leben*, IV, p. 200.

[2] Sutherland Edwards, ouvr. cité, pp. 176—177. Cf. *Aus dem Leben*, IV, pp. 211—212, 293—294.

www.dacoromanica.ro

juillet, Kogălniceanu revenait dans le ministère, à l'Intérieur; les Affaires étrangères furent confiées à Boerescu; on rappelait à l'activité, aux Cultes, Nicolas Crețulescu, en dehors de quelques changements dénués de sens politique[1].

La déclaration ministérielle du 11 du mois affirmait que le gouvernement était « composé de nuances différentes », mais s'entendant sur certains principes, qui ne peuvent pas être « contre le courant, raisonnable et juste, des idées du pays, concernant la solution à l'ordre du jour, ni contre les soucis légitimes qu'elle a provoqués »; il tiendra compte, non pas de motifs religieux qui n'ont jamais existés, mais seulement de « nos intérêts nationaux et économiques ». On posait comme base de la solution: « la naturalisation individuelle qui exclut toute catégorie » et le soin que la propriété rurale soit conservée aux Roumains. Enfin, pour préparer les esprits, on ajourna d'un mois les séances de la Constituante.

À la réouverture des Chambres, mais avec un autre message, le 11 août, pendant l'absence prolongée de Brătianu, Kogălniceanu étant intérimaire à la présidence, on procéda au vote du texte qu'avait refusé le chef du parti libéral, et en plus, la naturalisation en masse des soldats juifs, au nombre de 960, de la guerre et la libération du stage de dix ans pour les pétitionnaires appartenant à certaines catégories [2]. Et le message, qui clôturait le parlement le 12 octobre, pouvait remercier pour « l'unanimité » si longtemps désirée [3].

Tous les chefs de l'opposition étaient dans l'Assemblée: à côté de Manolachi Costachi, Carp et Maiorescu, Alexandre Lahovary, Blaramberg et Lascar Catargiu [4], de même que le général Florescu, près duquel se trouvait aussi maintenant,

[1] On avait fait des propositions aussi à Nicolas Ionescu.

[2] Une proposition plus large pour ceux qui seraient nés dans le pays de parents nés dans le pays sous des conditions d'études et de profession; *Aus dem Leben*, IV, p. 206.

[3] Parmi les opposants se trouvait, présentant la théorie de l'antisémitisme roumain, le philosophe Basile Conta, auteur de la « *Théorie du fatalisme* ». Alecsandri avait parlé dans le même sens.

[4] On lui rappelait qu'au commencement de la guerre il avait soupiré: « s'en est fini avec l'armée »; *Ioan C. Brătianu*, V, p. 17.

www.dacoromanica.ro

comme facteur politique, le général Manu [1]. À travers toutes les attaques anciennes et usées, on était arrivé, dans la commission, à un projet par lequel on déclarait *qu'il n'y avait pas d'« Israélites roumains », mais des étrangers qui ne veulent pas être assimilés*, comme langue ni comme coutumes: de sorte qu'on ne peut leur accorder que l'indigénat individuel des étrangers par une loi, et l'achat des terres sera considéré comme « un droit politique » et non « civil ». Le gouvernement crut que cette forme ne pouvait pas être acceptée, mais la Chambre vota le projet.

Ayant démissionné pour la solution injuste donnée à la frontière de la *Dobrogea*, Jean Brătianu fut prié, par le souverain lui-même, de rester (13 octobre). Cependant il trouva immédiatement devant lui une nouvelle condition allemande pour la reconnaissance de l'indépendance: celle de satisfaire les intérêts allemands dans les Chemins de fer. Avec beaucoup de peine, il fallut en arriver à le voter, mais pas avant la fin de l'année, de même que le rachat, qu'on négociait depuis longtemps, des actions de Strousberg. On avait accepté la formule allemande telle que, au nom de Bismarck, l'avait imposée, Radowitz [2]. La Chambre prolongea sur l'année suivante cette discussion passionnée. Quand le projet fut voté, Brătianu reçut un bon accueil à Berlin, Bismarck allant jusqu'à admettre la proclamation de la royauté roumaine [3].

Les conséquences de la reconnaissance générale de l'indépendance roumaine devaient, d'après l'opinion des hommes politiques roumains, et celle de Kogălniceanu, et non sans la suggestion du souverain lui-même, mener au changement de titre du pays. Après un voyage en Dobrogea, avant l'établisse-

[1] Brătianu montrait qu'il l'avait invité à venir à Berlin, en mai 1878; *ibid.*, p. 12.

[2] Strousberg, ouvr. cité.

[3] *Aus dem Leben*, IV, 18 mars 1880. Cf. *ibid.*, p. 247. Sturdza et Boerescu avaient eu des missions en Occident; le premier avait apporté de Berlin l'exigence concernant deux nouvelles catégories de Juifs, qui devaient être indigénisées; *ibid.*, pp. 232—236.

www.dacoromanica.ro

ment défavorable à la Roumanie de la frontière du côté de Silistrie, Charles Ier entreprit un voyage en Occident, au cours duquel on devait nécessairement parler de cette intention de proclamer le royaume qui avait été envisagé si longtemps. Nous avons déjà dit que Brătianu, — bien que fatigué après son accident, tellement qu'à certains moments il perdait le fil de ses discours, que lui imposait le harcèlement d'une opposition qui voulait le renverser, quoiqu'elle fût incapable de donner un gouvernement — fit, sous prétexte de porter aux parents [du prince] d'Allemagne la décoration roumaine, un voyage jusqu'à Paris, en mars 1880 [1]. Andrássy, qui avait dû céder sa place à Haymerle, croyait même que l'État, maintenant indépendant, devrait se rattacher à l'alliance germano-autrichienne, préparée par Bismarck, à l'occasion de sa visite à Vienne: d'après la déclaration même de l'ancien chancelier, il suffirait que, « d'une façon convenable, la Roumanie déclare qu'elle est décidée, si elle est soumise à une attaque, à baser son appui naturel sur les deux empires »; ceci sans qu'on lui eût donné une réponse. De soi-même viendrait ensuite une convention militaire [2].

Le voyageur incognito atteignit Vienne, mais il rendit visite à l'empereur à Ischl. Après avoir revu son ancienne patrie et ses parents, Charles Ier, s'étant entendu pour la succession au trône de Roumanie [3] [nov. 1880], eut une entrevue avec Guillaume Ier, sans que, dans ce cas, les notes du prince comprennent autre chose que des généralités sur les points qui y furent abordés. Bismarck, par opposition avec Andrássy, était d'avis qu'on épargne les liens avec la Russie. La nomination du prince comme propriétaire d'un régiment appartement aux deux armées, était cependant un acheminement évident vers la politique de sécurité envers la Russie. On demanda au prince de Roumanie de passer en revue, à Buda-

[1] Sa maladie au retour; *ibid.*, p. 330. Il fut blessé dans un attentat; *ibid.*, p. 371. [Une blessure à la tête à la suite d'un attentat le 2/14 dec. 1880; voy. Fr. Damé, *Histoire de la Roumanie contemporaine*, 1900, p. 340.]; note édit.

[2] *Ibid.*, p. 318. Pour l'attitude de l'Autriche-Hongrie à l'établissement de la frontière de Dobroudja, *ibid.*, pp. 328—329. Arab-Tabia restait à la Roumanie.

[3] Les actes, *ibid.*, pp. 357—358, 364—367.

www.dacoromanica.ro

pest, son régiment austro-hongrois: ceci comme une tentative de conciliation avec les Hongrois. Mais Tisza refusa la décoration roumaine, ce dur calviniste invoquant qu'il n'avait jamais reçu de distinction; on la lui laissa cependant, comme souvenir [1]. Mais, les mésintelligences qu'on pouvait attendre dans la question encore ouverte du Danube n'étaient pas faites pour resserrer ces liens [2]. L'Autriche-Hongrie, en vain combattue par Boerescu, voulait avoir la présidence de la Commission [3].

Invité instamment à Roustchouk, par le prince de Bulgarie, son ancien ami, Alexandre de Battenberg, qui lui avait rendu visite en automne à Bucarest, le prince roumain fut reçu avec chaleur, et les relations, jusqu'ici mauvaises avec le nouvel État au delà du Danube, considéré comme inféodé à la Russie, semblaient s'être améliorées [4].

Le problème de la royauté était si avancé que, encore au cours de cette année, le très vieux Michel Sturdza félicitait le prince « à l'époque solennelle, lorsque devait avoir lieu la création de la Roumanie en tant que royaume » [5]. Dans le monde diplomatique, cet acte était attendu d'un jour à l'autre [6]. Dès le mois de février 1881, on décida de l'accomplir, en avril, le jour de l'anniversaire du souverain [7]. Mais, les ministres craignaient « de rencontrer des difficultés de la part de l'étranger » [8]. On comprend le sens de ce « monde étranger » en pensant que, pendant ce même mois de mars, quand on demanda de

[1] *Ibid.*, p. 351.
[2] *Ibid.*, p. 379.
[3] *Ibid.*, p. 389. Voy. le discours du 22 mai de Brătianu, avec des adoucissements et des réserves. Le grand banquier de Berlin, Bleichröder, croyait que l'Autriche-Hongrie pourrait être contre l'idée du royaume roumain pour que cet exemple ne soit pas suivi par les Serbes et les Bulgares; *Ioan C. Brătianu*, VI, pp. 209—210.
[4] *Aus dem Leben*, VI, pp. 355—357, 359—360. Le métropolite fit un discours en roumain. Puis, une courte visite officieuse à son voisin.
[5] *Ibid.*, p. 360.
[6] *Ibid.*, p. 378.
[7] *Ibid.*, p. 381.
[8] *Ibid.*, p. 382.

www.dacoromanica.ro

hâter la proclamation du royaume, Alexandre II tomba victime d'un nouvel attentat des nihilistes. Comme Maiorescu attaquait le gouvernement à la Chambre, en tant que républicain, avec des propensions nihilistes, la décision de proclamer la royauté fut prise, mais naturellement pas dans l'atmosphère la plus favorable. C'est en vain que le souverain objecta que les restes du grand allié de 1877 gisaient encore non inhumés; il commit l'erreur, qui devait avoir des conséquences pendant tout le cours du règne de l'opiniâtre empereur russe Alexandre III, d'accepter ce moment pour hâter l'accomplissement de ses rêves les plus hardis.

Les motifs présentés par celui qui avait renversé Cuza et qui maintenant était général, président de la Chambre des Députés, Démètre Leca, furent malheureux. On parlait de l'attitude pleine de suspicion d'une opposition, qui accusait les libéraux de n'avoir pas accepté avec sincérité l'idée de la royauté et de la dynastie ! La motion elle-même, mentionnant l'ancien vœu de la nation, expliquait cette décision pressée par le besoin de renforcer la stabilité et l'ordre, donnant à la monarchie les mêmes conditions qu'ailleurs, —ce qui n'avait aucun sens. Rosetti exprima les protestations les plus chaleureuses de dévoûment à l'ordre monarchique, et Alexandre Lahovary insistait sur le fait que la faible minorité conservatrice pouvait offrir l'unanimité nécessaire. Brătianu rappela les longs efforts pour arriver à ce but, mentionnant l'action d'un Jean Cantacuzène, avant 1771, et ajoutant le nom d'un Câmpineanu, ancêtre de celui qui aurait demandé, en 1838, la création du royaume. Au Sénat, à la voix de Jean Ghica, s'unit celle du chef des conservateurs, Lascar Catargiu, ainsi que celle d'un autre membre du parti; Alecsandri se rangea parmi ceux qui approuvaient l'acte national; Démètre Ghica présida la séance solennelle de caractère plus digne que celle de la Chambre.

Un grand mouvement populaire du monde bucarestois des classes supérieures lui donnait un chaleureux caractère national, conformément aux traditions du pays.

En fait, ce pays se relevait d'un long assoupissement, revenait à la vie pleine de sentiments et capable de décisions de

www.dacoromanica.ro

l'époque de l'Union, au sacrifice joyeux offert pendant l'époque de la guerre, consacrée par le mépris du soldat paysan envers la mort. Par un lent progrès dans tous les domaines, ces couches profondes de la nation représentaient beaucoup plus que ce que pouvaient donner, à leurs heures les meilleures, comme garantie de l'avenir, les hommes politiques sans cesse divisés par les inimitiés. Dans le nouveau titre, de fait étranger, de *roi*, qui ne signifiait pas plus que celui, impérial à l'origine et dans son essence, du « Domn » *(dominus)*, ces millions d'âmes, négligées pendant si longtemps, voyaient un rehaussement de la patrie, et cela leur suffisait. La réponse de Charles Ier affirmait qu'une ère nouvelle commençait par cette décision solennelle, sans chercher à diminuer la dignité du nom qu'il avait porté jusque là. Il se déclarait satisfait « que l'acte mémorable » eût été « acclamé par la nation » (le 14 mars 1881).

Le couronnement pompeux auquel on appela aussi les corporations et les paysans, n'eut lieu que le 10 mai, et J. Brătianu se retira momentanément, pour que cet acte solennel soit accompli par son frère Démètre, amenant ainsi un fléchissement dans les luttes de partis [1]. La reconnaissance par l'étranger n'avait pas tardé; mais il n'aurait pas été surprenant que, pour le moment, la manifestation des Russes eût manqué. Et cependant, le 3 avril, le général Zurov apportait, en même temps que la communication du nouveau règne qui commençait, la lettre par laquelle Alexandre III félicitait de la proclamation du *Royaume* [2].

Après le dernier acte solennel, qui était résulté du développement commencé en 1877, l'attention principale des cercles roumains se dirigeait vers la question du Danube, ce qu'on redoutait étant surtout le rôle qu'entendait s'attribuer la partie hongroise de la double Monarchie. Sans en avoir la mission officielle, Andrássy avait demandé, en été, lorsque les journaux hongrois surtout attaquaient la Roumanie, d'être reçu à Sinaia; et il en revint avec les meilleurs souvenirs

[1] Les ministres furent, cette fois encore, pris parmi les libéraux.
[2] *Ibid.*, p. 393.

www.dacoromanica.ro

Fig. 27. — La reine Elisabeth.

www.dacoromanica.ro

(août). On parlait de nouveau en Hongrie des agissements « panslavistes » et on commençait à apprécier les relations avec le pays voisin [1]. Mais il s'y joignait aussi la crainte que le mécontentement des Roumains de Hongrie puisse s'ajouter à l'action des Slaves [2]. En automne, le souverain de Roumanie reçut aussi la visite de l'archiduc Eugène.

L'année avait été riche en événements européens destinés à exercer aussi une influence sur la politique de la Roumanie. Quand on crut que l'alliance de fait entre la Monarchie dualiste et l'Allemagne était plus sûre, Alexandre III rendit visite à l'empereur d'Allemagne à Dantzig, et, au lieu de l'entrevue qu'on attendait entre le tzar et François-Joseph, l'empereur-roi recevait le roi d'Italie, qui sera dorénavant considéré comme un ami chaleureux. Mais l'espoir que nourrissait Charles Ier qu'Andrássy serait nommé chancelier après la mort de Haymerle fut vain: aux Affaires étrangères, arriva le rival de l'ancien hôte de Sinaia, un autre Hongrois, Kalnoky, mais partisan d'une alliance avec la Russie.

Dans le message du mois de novembre, le roi de Roumanie se montrait inquiet de la menace apportée « à la liberté du Danube », qui paraissait assurée par les anciens traités. Dans les nouvelles circonstances, la Roumanie a « le devoir de ne pas consentir à des ambitions qui auraient pour effet de laisser la navigation des Portes de Fer à Galatz sous l'action prépondérante d'une seule Puissance ». On travaillera, allant jusqu'à « tous les sacrifices » pour obtenir « la liberté absolue du Danube, au moins dans nos eaux », demandant le droit d'y faire la police, fût-elle même « surveillée », mais par des fonctionnaires de l'État roumain, le premier intéressé à ce que le bon ordre règne sur le cours du fleuve.

Dès 1880, l'Autriche-Hongrie poursuivait, contre le point de vue présenté par Haymerle à Berlin, l'hégémonie sur le

[1] *Corr. dipl.*, II, août.

[2] Rapport du 5 septembre d'Eugène Voinescu; *Archives du Ministère des Affaires étrangères* (le rapport entrera dans le vol. II de la *Corr. dipl.*). Il signalait qu'Étienne Belu avait été envoyé par Kogălniceanu à Andrássy pour lui dire qu'il nourrissait les meilleurs sentiments pour l'Autriche-Hongrie.

www.dacoromanica.ro

Danube, et le gouvernement roumain recommandait à Kogălniceanu, qui se trouvait à Paris, une attitude de prudence, appuyant l'idée du délégué roumain à la Commission du Danube, le colonel Pencovici, que la Roumanie accepte la *Commission mixte* proposée [par l'Autriche-Hongrie, sous sa présidence, pour la section des Portes de Fer à Galatz], dans laquelle elle aurait un délégué à côté de la Serbie et de la Bulgarie. On était arrivé cependant, en 1881, que les Puissances approuvent en même temps cette Commission, et aussi la présidence austro-hongroise, si elle se subordonnait à la Commission européenne. Le court gouvernement de Démètre Brătianu donna ensuite une direction plus décidée à l'opposition roumaine, et Jean Brătianu, revenu au pouvoir, dut tenir compte de ce changement [1].

Kalnoky considéra cependant que la Monarchie était offensée par les paroles proférées par Jean Brătianu à la discussion du message; de sorte qu'on alla jusqu'à rompre les rapports diplomatiques et, expliquant à nouveau, au mois de décembre, le sens de ces paroles, le ministre austro-hongrois allait jusqu'à attribuer la résurrection même de l'esprit national roumain au nord des Carpathes, à l'envoi par Marie-Thérèse, d'un certain nombre de jeunes Transylvains pour des études.

On demanda une rétractation formelle des termes du message lui-même; elle fut faite dans une forme humiliante: « Le gouvernement se fait un devoir d'exprimer à nouveau, d'une façon naturelle et loyale, ses vifs regrets pour tout ce qui, dans le message, a été considéré comme offensant pour le gouvernement impérial et royal » [2]. Le nouveau mi-

[1] *Ibid.*, le 12/24 décembre 1881. Les journaux autrichiens faisaient l'éloge de la « loyauté » du gouvernement roumain, mais aussi de la « modération du gouvernement de la Monarchie »; *ibid.*, rapport de Vienne, 22 décembre.

[2] Voy. *Mémoire sur l'exécution de l'article 55 du traité de Berlin*, Vienne, 1880 (attribué à N. Boerescu); Dominé de Peret (diplomate roumain), *Les traités de Vienne, de Paris et de Berlin et leurs dispositions relatives à la liberté de la navigation sur le Danube*, Paris, 1880; Engelhardt, dans *Revue critique de législation et de jurisprudence*, X (1881), n° 1; Kogălniceanu, *Cestiunea Dunării*, Bucarest, 1882. Ne s'étant pas entendu avec Jean Brătianu, Kogălniceanu avait quitté la place à Paris.

www.dacoromanica.ro

nistre hongrois des Affaires étrangères de la Monarchie pouvait avoir la satisfaction d'être arrivé après avoir laissé peser sur la tête de la Roumanie la même menace, lui avait rabaissé aussi son sentiment de dignité.

Même lorsque l'incident fut déclaré clos à Vienne, les mesures d'inimitié continuèrent, en empêchant l'exportation des bestiaux de Roumanie. La proclamation de la royauté en Serbie, sur l'exemple roumain, devait accroître encore le sentiment d'antipathie envers l'État roumain.

Quelques mois après, bien qu'on espérât que Kalnoky abandonnerait le point de vue de Haymerle [1], le délégué de la France, Barère, présentait à la « Commission pour la navigation danubienne » une proposition décidément ennemie de la Roumanie, qui fut adoptée le 15 mai 1882; dans le message de clôture du parlement, le souverain ne touchait pas un mot de cette défaite si douloureuse et, bien que les efforts roumains continuassent, cette question brûlante n'était pas même mentionnée dans le message d'ouverture en automne.

Et cependant, en Autriche-Hongrie, on vivait dans la crainte que « le panslavisme », le grand ennemi, ne travaille aussi en Bosnie et en Herzégovine révoltées, en Dalmatie et chez les Ruthènes [2]. On croyait que « l'irrédentisme » roumain, dont le nom commençait à être prononcé, pourrait avoir des liens avec les agissements du comité de Moscou [3]. C'était l'époque où l'on décidait la magyarisation scolaire. Et, sous prétexte que la presse roumaine agissait contre l'Autriche-Hongrie, on menaçait de nouveau de la rupture des relations diplomatiques [4]. Une mission de Carp à Vienne, en octobre, chercha à amener un changement [5].

En février 1883, le dernier espoir des Roumains dans la conférence de Londres tomba. En l'absence du représentant

[1] Archives du Min. Aff. étrangères, rapport de Vienne, 16/28 décembre 1881 et 2 janvier 1882.
[2] *Ibid.*, les 5 et 26 janvier 1882.
[3] *Ibid.*, les 5 et 26 janvier, et le 30 mai 1882.
[4] *Ibid.*, le 26 juin.
[5] *Ibid.*, le 10 octobre.

www.dacoromanica.ro

de l'État roumain et avec l'interdiction de celui envoyé par les Bulgares, ayant écarté la demande des Serbes d'avoir un représentant dans la Commission, on laissa libre seulement le bras russe de Chilia. La décision du mois de mai de l'année précédente était confirmée. Encore une fois, devant les Corps législatifs qui furent fermés en mars, on garda en Roumanie le plus parfait silence. Mais, pendant le même mois, la Roumanie déclarait du moins qu'elle ne se soumettrait pas, pour la partie entre Brăila et les Portes de Fer, aux décisions de Londres. Le nouveau parlement qui se réunit au mois de mai ne reçut aucun avertissement sur ce point.

Bientôt, un autre motif d'empirement des rapports avec l'Autriche-Hongrie devait se produire.

Le 3 juin, Charles Ier allait inaugurer à Jassy la statue d'Étienne-le-Grand. Le beau discours prononcé par le souverain rappelant les exploits des armées moldaves, toujours victorieuses, plaçait le fier prince à côté de Michel-le-Brave, et des récentes preuves de bravoure pendant la dernière guerre. Rien n'était en rapport avec les menaces et les souffrances du présent. Parmi les orateurs au banquet, dont les discours n'avaient pas été contrôlés, il y avait aussi Pierre Grădișteanu, un homme politique connu pour la sincérité d'un tempérament qui ne se soumettait pas à la discipline habituelle. Et il parla des diamants qui manquent à la couronne du grand Prince. On ne prêta aucune attention particulière à ces paroles d'un nationalisme chaleureux qui n'étaient pas prononcées au nom d'une institution, et le souverain employa plusieurs jours à visiter certaines parties de la Moldavie.

Bientôt cependant, le « Pester Lloyd », principal journal de Budapest, publiait un article d'une violence peu commune. On y signalait les préparatifs de guerre de la Roumanie, les 15 millions votés pour l'armée, les fortifications élevées à la frontière de Transylvanie; on parlait, dans les termes les plus injurieux, de « l'aventure extérieure » par laquelle les politiciens de Bucarest voulaient détourner l'attention des hontes d'une vie publique anarchique. On n'oubliait pas « la politique déraisonnable et sauvage de la Roumanie dans la question du Danube ». On affirmait qu'à Berlin la Monarchie

www.dacoromanica.ro

n'avait qu'à faire un geste pour s'annexer tout ce pays turbulent : « C'est une erreur qu'on peut réparer », et même « en quelques heures », à la première conjoncture extérieure ; personne ne dépenserait le temps d'une note pour sauver la Roumanie [1].

Dans un second article, on ajoutait que le roi Charles avait serré en souriant la main de l'orateur. C'était le moment où la foule à Zagreb-Agram brisait les nouvelles inscriptions en langue magyare devant les autorités. On n'oubliait pas le toast de C. A. Rosetti pour le «Prince des *Roumains*»[2].

Quelques jours après, Sturdza rédigeait l'explication concernant les « quelques mots prononcés à l'occasion des festivités qui ont eu lieu à Jassy », paroles en partie exagérées, en partie reproduites d'une façon peu exacte, de la part de « certaines personnes qui n'avaient aucun rôle dans la solennité » [3] ; en tout cas, leur publication dans le « Moniteur » avait été interdite. « Des journaux hostiles au pays » pourraient seuls les « exploiter ». De même que chaque citoyen, qui aime vraiment son pays, doit regretter toute parole imprudente qui puisse troubler les bons rapports internationaux, surtout avec « les Puissances voisines », et le « bons sens de la nation les a déjà jugées », de même « le gouvernement ne peut que désapprouver officiellement de la façon la plus énergique de pareilles manifestations et tendances ».

Mais Tisza demandait des « représailles immédiates » et, à Vienne même, le « Fremdenblatt » publiait un article inspiré et déclaré comme tel, dans lequel on déclarait qu'un pareil communiqué était insuffisant pour avoir tardé d'une semaine et on demandait des mesures « pour combattre ouvertement des tendances qui menaçaient la sûreté et la paix de la Monarchie et pour les déraciner ».

Enfin, au commencement du mois d'août, le général Beck chef de l'État-major autrichien, partait pour examiner les défilés des Carpathes et les fortifications en Transylvanie [4]

[1] Bălăceanu, qui était alors à Rome, se montrait effrayé des paroles de Grădișteanu ; rapport du 15 juin.

[2] *Treizeci de ani de Domnie*, p. 79.

[3] Il y avait eu d'abord : « sans caractère officiel ».

[4] *Ibid.* ; rapport de Carp, 3 juillet.

www.dacoromanica.ro

Le même jour cependant Charles Ier partait pour Berlin, comme parrain du fils du prince Guillaume de Prusse. Le 12, aussitôt après la confirmation par les Puissances, de la convention danubienne, il était reçu par François-Joseph à Vienne, et la nouvelle rencontre avait un caractère d'amitié particulière. Suivit une visite de Jean Brătianu pour rencontrer Kalnoky et le voyage se continua jusqu'à une entrevue, à Gastein, avec Bismarck [1].

A cette occasion, parlant à Bismarck, qui doutait cependant que les Roumains puissent offrir les garanties nécessaires [2], Brătianu proposa la conclusion d'un traité avec l'Allemagne, qui pourrait garantir la Roumanie contre une attaque éventuelle de la part de la Russie. Les préjugés du chancelier, qui lui-même avait demandé à l'ambassadeur d'Allemagne à Vienne: s' « il ne semblerait pas utile et possible d'étendre notre ligue de paix avec l'Italie aussi vers l'Orient, et par ce moyen de conduire la politique de la Roumanie, et éventuellement celle aussi de la Serbie et de la Porte, sur des lignes sûres » [3], et surtout les idées de l'empereur d'Allemagne en ce qui concernait la nécessité absolue des bons rapports avec la Russie, firent que la proposition fut accueillie avec beaucoup de réserve et même de froideur. On désirait en outre, à Berlin, que cette ligue d'assurance ne soit pas faite par-dessus l'Autriche-Hongrie, et spécialement de la Hongrie elle-même, mais avec celle-ci, et même, s'il était possible, avec la Hongrie seule. Bien que le ministre roumain fît observer qu'en 1877—1878 on avait aussi voulu marcher avec l'Autriche-Hongrie, et de son côté il parlait de la frontière naturelle de la Roumanie, qui est sur le Dniestr et « de la

[1] *Ibid.*, rapport de Vienne, 5 août.

[2] Reuss pensait que le roi était « trop faible », que le ministre des Affaires étrangères est sans influence, et que seul Brătianu en avait.

[3] Reuss fut de la même opinion. Il faisait observer que Karolyi, bien que forcé quelquefois d'employer un autre ton, l'aurait désirée, l'alliance du Royaume de Roumanie avec la Monarchie étant indiquée. Le ministre hongrois qui ne s'arrêtait pas à la résistance de la Roumanie envers le traité de Londres, parlait de la forme qu'il faudrait trouver, et Bismarck notait que cette forme existait déjà.

www.dacoromanica.ro

domination d'Étienne-le-Grand sur la Bessarabie surtout, mais aussi sur la Boucovine », allant jusqu'à la proposition d'une alliance offensive contre la Russie, avec laquelle l'Allemagne ne devait pas s'entendre. Bismarck, passant par-dessus cet enthousiasme enflammé, recommandait une entrevue du ministre roumain avec Kalnoky, pour qu'ensuite l'Allemagne seulement s'offre comme médiatrice, pour «l'accession de la Roumanie» à la ligue de la paix. De cette façon, la forme de l'acte vint de Kalnoky, sous les dehors d'une entente à caractère purement défensif: c'est en vain que Brătianu s'était avancé jusqu'à demander les Bouches du Danube, et à objecter contre « le commandement supérieur » des Austro-Hongrois en cas de guerre, insistant pour qu'il n'y ait pas seulement un « rattachement » à l'alliance, mais une véritable alliance « à trois »; Bismarck craignait l'état d'esprit du « chauvinisme roumain », se rappelant cette idée du Dniestr comme frontière qu'on avait lancée. Kalnoky commençait même à parler de l'incertitude des Roumains, dont on pouvait attendre jusqu'à une attaque [1]. Il fallut plusieurs insistances, la révision du texte par le chancelier, la réduction au minimum de la garantie pour arriver à un acte qui fut gardé secret pendant trente ans, pendant lesquels le premier ministre roumain put croire que le sort de la Roumanie était assuré [2].

Pour en revenir aux anciens rapports que, passant par dessus la politique de Haymerle, étaient arrivés à apprécier ceux qui conduisaient l'Autriche-Hongrie, le projet, scellé par les décisions de Londres, concernant la Commission mixte du Danube, fut abandonné dès le mois de septembre [3], mais seulement en ce qui concernait l'exécution.

---

[1] Par malheur, Brătianu voyait dans ce lien international un coup contre l'opposition qui serait russophile !

[2] *Die neue Politik der europäischen Kabinette, 1871—1914* (éd. Lepsius, Mendelssohn Bartholdy, Thimme), III, 1922, p. 265 et suiv.; A. Pribram, *Die politischen Geheimverträge Oesterreich-Ungarns, 1879—1914*, I (1920), p. 321. Cf. Iorga, dans *Rev. Ist.*, XXI, pp. 129—133.

[3] Cf. *Treizeci de ani de Domnie*, pp. 81, 83. La Commission du Danube s'occupe, en automne seulement, de ses fonctions habituelles.

www.dacoromanica.ro

Le 29 octobre, pendant que la Russie envoyait à Sofia le colonel Kaulbars pour relier d'une façon plus étroite encore l'armée de Bulgarie à celle du tzar, Brătianu pouvait annoncer à la Chambre que, s'appuyant sur les Puissances qui désirent la paix, il apporte des assurances pour la Roumanie. De son côté, au commencement de novembre, Kalnoky, interpellé dans les délégations, déclarait que, par suite du voyage du roi de Roumanie et de son premier conseiller, on avait obtenu la certitude qu'il n'y avait aucun motif sérieux, mais seulement une mauvaise interprétation des intérêts, pour l'état auquel en étaient arrivés les rapports avec le pays voisin. D'après le désir exprimé par les Roumains, la Monarchie montre donc «avec le plus grand plaisir» les mêmes dispositions, et elle est prête à collaborer au même but. «Les droits» assurés à Londres en ce qui concerne le Danube sont maintenus, mais le gouvernement impérial et royal se réserve «la mise en exécution jusqu'au bout de cette affaire» [1].

Revenant ensuite, en octobre, devant la délégation hongroise, le chancelier présentait l'entente réalisée comme venant du «vif désir» du roi de Roumanie, exprimé aussi devant le gouvernement commun, et ensuite des discussions avec Brătianu sur les intérêts des deux parties. On en était arrivé «à la décision forte» de revenir aux bons rapports, mais, sans avoir encore atteint de «résultats concrets». On avait parlé avec le ministre roumain, qui montrait de bonnes dispositions en ce qui concerne «cette partie de la population, qui n'est ni austro-hongroise ni roumaine, et attend cependant des consuls austro-hongrois la défense de ses intérêts». Il ne manquait pas même la mention des «capitulations qui existent encore en Roumanie, mais de pareilles sentences ne sont pas partout reconnues».

[1] Mais voy. dans ce qui formera la *Corr. dipl.* de Iorga, le rapport de Carp du 3 novembre dans lequel il est question du Danube, et où on donne des assurances à Kalnoky, qui aurait mentionné cette question et certains «incidents», présentant ces assurances comme une décision de revenir aux «anciennes intimités» (sic).

www.dacoromanica.ro

Jusqu'à une vraie entente et jusqu'à l'atmosphère dont de pareils actes doivent être entourés, il y avait beaucoup à faire; mais, si l'Autriche-Hongrie, qui s'était entendue avec l'Italie, n'avait plus le même besoin d'une coopération militaire éventuelle des Roumains, pour la Roumanie les circonstances d'au-delà du Danube, avec l'immixtion continuelle des Russes, que dévoilera la découverte de la correspondance récente de l'interprète russe Jacobson [1], étaient telles qu'il était nécessaire d'appuyer le pays menacé aussi par l'aversion permanente, et non sans motif, d'Alexandre III, ce panslaviste couronné, contre l'Allemagne, qui jusque là avait été si peu disposée à de pareils liens, et Bismarck, de son côté, n'avait pu que renvoyer ceux qui désiraient une alliance en sous-ordre, comme devait l'être celle de la Roumanie avec les Puissances centrales, à Vienne et par conséquent aussi à Budapest dont l'influence était décisive dans la Monarchie.

Pour le moment cependant Kalnoky revenait, en janvier 1884, sur la convention danubienne, trouvant une justification dans le fait que d'autres Puissances intéressées, elles-aussi, pouvaient s'y rapporter au printemps [2]. À la demande d'une « entente », Carp lui avait répondu que « personne plus que nous ne désirait une entente, mais *en dehors du traité de Londres*, que nous continuons à considérer comme n'étant pas obligatoire pour nous ». Le ministre austro-hongrois insista: « Ne vous faites pas d'illusions, le traité existe et, tôt ou tard, il vous faudra vous en occuper ». Aucun ministre roumain ne l'acceptera [3].

[1] Bientôt, après la chute de Tzancoff, persécuté par les Russes, et la convocation du grand Sobranie pour l'abdication du prince, après le rappel des officiers russes, Karaveloff, aidé de Stambuloff, « ancien séminariste à Odessa et garçon de magasin à Bucarest », prit le pouvoir pour amener la réunion de la Bulgarie à l'éphémère « Roumélie Orientale »; voy. Iorga, *Histoire des Etats balkaniques jusqu'à 1924*, Paris, 1925, p. 403 et suiv. À l'occasion de sa visite à Vienne, Giers, maintenant chancellier, mari d'une Cantacuzène de Russie, évitait toute discussion avec Kalnoky sur la Bulgarie; Iorga, *Corr. dipl.*, II, rapport de Carp, 24 janvier 1884.

[2] Le rapport de Carp, loc. cit.

[3] *Ibid.*

www.dacoromanica.ro

Au mois de mars, l'archiduc Rodolphe et sa femme Stéphanie revenaient de Constantinople, où leur accueil rencontra des oppositions « orthodoxes » opiniâtres, laissant, selon les rapports de Pierre Mavrogheni, maintenant ministre auprès de la Porte, l'influence austro-hongroise de beaucoup diminuée, et firent ensuite une visite à Bucarest. Dans le toast prononcé au banquet, Charles Ier n'oublia pas de relever que cette visite est « une nouvelle preuve des liens d'amitié fondés, pour leur bonheur, entre nos États et auxquels nous attribuons un grand prix », et il lui fut répondu par l'affirmation aimable des « nouveaux intérêts » et de la « cordiale sympathie » qui unissent les deux États: du reste, le couple archiducal honora aussi Belgrade d'une visite, mais le Journal officiel serbe, parlant de « l'ami », ajoutait que « la Serbie indépendante d'aujourd'hui n'a besoin ni de protecteurs ni de tuteurs »[1]. Pendant l'été, le commandant de Transylvanie se présentait au roi de Roumanie. Une nouvelle visite du couple héritier austro-hongrois eut lieu en septembre 1884.

Mais, tandis que la situation en Bulgarie restait dangereuse, le souverain visitait son voisin serbe (août). Milan oubliait les anciennes plaisanteries sur Zéphyrin et glorifiait « le vainqueur de Plevna » et, de son côté, Charles Ier louait « la valeureuse armée serbe qui a versé son sang pour la patrie et a combattu à côté de la sienne pour l'indépendance de leurs pays ». Et, au dîner de gala, il ajoutait: « Que l'ancienne fraternité revive entre nos nations qui n'ont jamais été troublées et qui sont basées sur une sympathie réciproque et des intérêts multiples ».

Il était d'autant plus indiqué ce rapprochement que, bientôt, la ligue austro-allemande contre les projets russes, suivant le désir de Bismarck et tout autant de celui de l'octogénaire empereur d'Allemagne, dominé par ses anciens souvenirs de

[1] *Ibid.*, annexe au rapport du 19 février de M. Mitilineu. Le couple héritier austro-hongrois avait été salué aussi en Bulgarie. Pour la Roumanie, Carp assurait qu'une autre visite, plus longue, aurait lieu en été; *ibid.*, rapport du 10 mars.

www.dacoromanica.ro

parenté et d'amitié avec la maison des Romanoff, se transformait, — comme l'avaient prévu les craintes d'avenir de Brătianu, — par l'entrevue des trois empereurs, à Skierniewice en une Triple Alliance de paix.

Donc, le nouveau voyage du roi et de la reine en Occident eut lieu pendant ce même mois, seulement pour la fête de famille des vieux parents, bien qu'à ces noces d'or, assistât aussi l'empereur d'Allemagne. Mais, salués à Vienne, d'où l'empereur était absent, par les anciens hôtes archiducaux de Sinaïa, ils furent amenés à rendre visite à François-Joseph à Budapest, ce que la diplomatie roumaine considérait comme une satisfaction pour les Hongrois. Ces relations, qui n'avaient plus cependant la même signification politique, ne furent pas touchées par l'interpellation de Kogălniceanu sur l'interdiction permanente d'exportation du bétail roumain dans la Monarchie [1].

L'année 1885 amena l'union, par une révolution non sanglante, des deux Bulgaries et le roi Milan répondit par une déclaration de guerre, à laquelle il montrait avoir été poussé par Vienne. La victoire paraissait sûre, une avance des troupes serbes sur Sofia étant facile. Mais ces troupes rencontrèrent à Slivnitza, près de la capitale de la principauté, non seulement une armée très bien préparée, mais en faveur de la Russie, grâce aux instructeurs envoyés par le tzar, et aussi un grand mouvement d'enthousiasme populaire, qui retint pendant la retraite et mena à l'assaut le prince Alexandre; on gagna ainsi une grande victoire, qui fut décisive pour le sort de la campagne (novembre).

Par le message du 15 de ce mois, le souverain de Roumanie montrait que la décision dans la question de l'union bulgare revient aux Puissances, qui ont signé le traité de Berlin, et regrettait en même temps le danger qui pourrait menacer la paix générale. Il fallut que l'intervention austro-hongroise, menaçante pour les Bulgares, soutenus contre Bismarck par

[1] Iorga, *Corr. dipl.*, II (en préparation), le rapport de Rosetti Solescu, 10 novembre 1884. Pour le voyage de Brătianu à Marienbad, le rapport de Vienne 3 août.

www.dacoromanica.ro

la reine Victoria et sa fille, la princesse héritière d'Allemagne, qui désirait conclure un mariage romantique entre sa fille et Alexandre I-er, se produisît, pour que la Roumanie parut, non pas comme médiatrice, car, persistant dans son erreur ancienne de ne pas vouloir se mêler aux Balkans, elle n'avait pas voulu ce rôle, mais seulement comme un pays totalement neutre, où, au commencement de l'année 1886, on entreprit des négociations qui aboutirent au maintien du strict *statu quo*. La chute, par une conspiration militaire, du prince vainqueur, devait entraîner cependant de nouvelles perturbations au-delà du Danube. Au bout d'une nouvelle guerre civile, le prince de Bulgarie, rappelé, revint d'Autriche par la Roumanie, qui était restée amie [1] et, rétabli, il offre son trône à Alexandre III, que celui-ci, inexorable, refusa brutalement. A la fin des nouvelles agitations, les candidatures au trône de Bulgarie, celle du prince Waldemar de Danemark, et celle de Ferdinand de Cobourg, frère du beau-frère de l'archiduc Rodolphe, la Roumanie garda une attitude à laquelle manqua toute liberté, abandonnant ainsi son influence naturelle sur les événements des Balkans.

Du reste, les rapports avec ceux qui étaient maintenant les puissants alliés de la Roumanie ne purent se transformer en une amitié comme celle qui seule donne de la force à de pareils actes, dont le secret absolu signifie, le plus souvent, une inefficience absolue à la première tentative.

Ceci bien que, pour prouver sa loyauté envers l'Autriche-Hongrie, Jean Brătianu consentit à expulser, comme sujets étrangers conspirateurs, quelques Transylvains: Alexandre Ciurcu, Secăşanu et Ocăşeanu qui avaient formé et répandu un appel révolutionnaire pour la libération de leur pays d'origine [2]. Andrássy allait chez le consul de Roumanie à Budapest pour lui parler, en termes très chaleureux, des avantages commerciaux de la reprise du libre échange, et le ministre

[1] Reçu à Bucarest par Brătianu, mais pas par le ministre des Affaires étrangères; *Doc. dipl. fr., 1-ère série*, VI, 1934, n° 254, 261, 304. On critiquait cependant son esprit aventureux.

[2] Al. Lapedatu, dans *Mem. Ac. Rom.*, 1937.

www.dacoromanica.ro

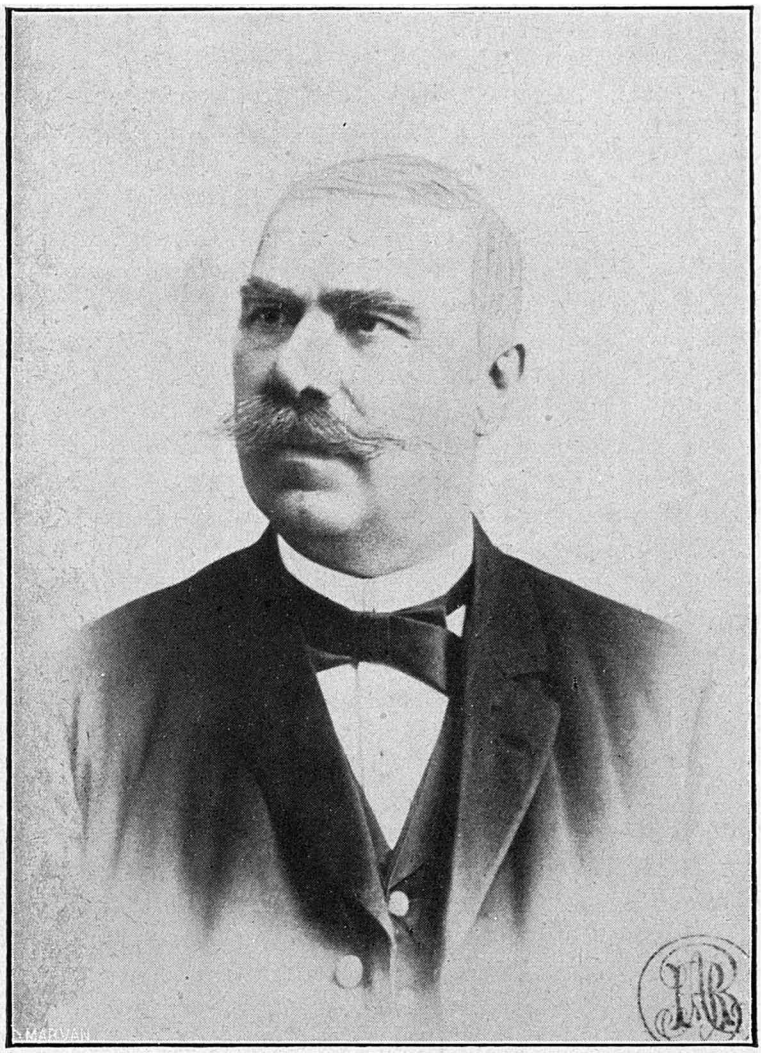


Fig. 28. — Jean Raţiu.

www.dacoromanica.ro

Szechényi, qui avait attaqué la Roumanie dans un discours à ses électeurs, ne put se maintenir qu'avec difficulté [1]. Dans la question économique, l'État roumain était en pleine guerre du tarif autonome qu'il avait établi avec la Monarchie voisine, qui en arriva, en 1886, à désirer la signature d'une nouvelle convention de commerce. Et les Roumains de Transylvanie continuaient, par leur nouveau journal, la « Tribune », rédigé par Slavici, qui conservait ses liens avec Bucarest, une lutte sur chaque question contre les tendances d'assimilation des gouvernements hongrois.

Après l'opposition décidée de la part du clergé supérieur roumain qui, en 1873, avait été réprimandé directement par l'empereur, pour son attitude, les nouveaux métropolites, Jean Vancea uniate, et Miron Romanul, de Sibiu, avec leurs évêques: le noble Victor Mihalyi d'Apşa, de Gherla, et Jean Popazu, l'orthodoxe de Caransebeş, à côté de quelques laïcs, la décision de ne pas céder se maintenait des deux côtés. Pour donner un nouveau caractère à cette lutte, s'ajoutait, à Sibiu, avec des hommes appartenant à la nouvelle génération, comme l'organisateur économique Partenius Cosma, un nouveau comité, composé de « personnes de confiance » élues à une assemblée de « l'Association », qui devait transformer en comité, puis en parti avec un nouveau programme, les anciens comités purement électoraux. Donc, l'action solidaire offensive devait commencer par-dessus les intérêts personnels, et en dehors de l'organisation des Églises. Dans ce comité, en dehors de Bariţ et de Babeş, il y avait, comme représentants de l'esprit de Şaguna, le vicaire Nicolas Popea, originaire du village de Săcele, le noble roumain de Sălagiu, Georges Pop de Băseşti, mais aussi l'énergique avocat de Turda, Jean Raţ, l'un des combattants de 1848, qui avait été ensuite fonctionnaire de l'absolutisme.

On aboutit ainsi à l'Assemblée du 12/24 mai, où chaque comté de Transylvanie, représenté par 103 délégués, avait envoyé deux délégués, en tout 52. Proclamant la nécessité d'un

[1] *Iorga, Corr. dipl.*, les rapports du consul Farra, décembre 1886.

www.daçoromanica.ro

lien politique général de la nation, on demandait d'écarter les lois hongroises persécutrices, surtout pour l'école élémentaire. Comme programme, abandonnant les points décidés depuis 1848, on prévoyait, tout en répudiant la mægyarisation, mais réservant la question du dualisme, *l'autonomie de la Transylvanie*, de toute la Transylvanie, une nouvelle loi électorale avec *le vote universel*, ou au moins plus étendu, *l'emploi du roumain dans l'administration et la justice*, l'acceptation des Roumains ou que la connaissance de leur langue soit obligatoire pour les fonctionnaires, l'autonomie de l'Église et des écoles, avec un secours d'État. On prévoyait la possibilité des alliances d'opportunité, qui cependant brisaient la base même de la lutte.

Mais la « solidarité » voulue ne parut pas possible. Le métropolite Miron était contre les attaques à la constitution existante. Parmi les nouveaux représentants à la diète, le magnat Gall, le député Szerb, l'intellectuel Cornel Diaconovich qui faisait paraître, en 1885, une publication allemande très utile d'un caractère généralement roumain, « Romänische Revue », fondaient un groupe de modérés. Et la « Tribune » développait, au nom des jeunes, comme le poète Georges Coşbuc et Georges Bogdan-Duică, en rapports avec le pays libre, un drapeau de luttes sans réserves, sur la base de l'unité culturelle des Roumains qui menait aux mêmes aspirations.

En 1887, la situation, non seulement du gouvernement roumain mais de la popularité du souverain lui-même, était en rapide diminution. Allant à Jassy pour la consécration de la nouvelle métropolie, Charles Ier fut rencontré devant l'hôtel Trajan par une manifestation profondément inconvenante de la part des jeunes conservateurs, dont le professeur de mathémathiques Miltiade Tzony et quelques jeunes boïars qui ne purent être punis comme on l'aurait dû. Il partit de la capitale de la Moldavie sans entendre sur son chemin d'autres cris d'acclamation que ceux de quelques agents d'une police incapable [1].

[1] En mai, visite à Sinaïa de l'impératrice Elisabeth, qui avait été aux bain de Mehadia. La politesse de cette femme extraordinaire, mais certainement bien

www.dacoromanica.ro

Ceux qui s'adonnaient à de pareilles manifestations condamnables, dans le désir de gagner violemment le pouvoir, ne se rendaient pas compte des dangers qui menaçaient leur pays à l'extérieur. Pendant cette année, l'intervention du tzar pour empêcher une attaque allemande contre la France signifiait l'affaiblissement du lien entre les trois empereurs; l'Autriche-Hongrie prenait aussitôt des mesures militaires de défense [1]. Vers la fin de l'année, la Roumanie était avertie qu'elle devait se garder d'une possibilité de surprise russe, en rapport avec la situation en Bulgarie [2]. Pour arrêter ces projets russes qu'on supposait, on recourut au moyen suprême de la publication du traité du 7 octobre 1879, jusque là secret, entre l'Autriche-Hongrie et l'Allemagne.

A ce moment, finissaient les élections roumaines, les libéraux ayant devant eux une formidable coalition dans laquelle, à côté des amis de Carp, de l'agitateur qu'était Fleva, et des anciens conservateurs de Lascare Catargiu, se trouvaient: Kogălniceanu et le frère de Jean Brătianu, Démètre, devenu ennemi par la façon dont il avait été écarté du pouvoir. Un collaborateur de jadis aux « Causeries Littéraires », revenu de Paris, sans avoir terminé ses études d'histoire auxquelles il avait préféré le droit, Georges Panu, dur logicien et cruel analyste, brutal à l'assaut, représentant maintenant un courant de « radicalisme » jassiote, qui fut populaire un moment, s'était jeté contre le souverain en proférant des

différente des autres personnes, cachait des opinions peu favorables pour la reine de Roumanie, dont les particularités de tempérament, différent du sien, l'avaient offusquée. Mais la visite du couple royal roumain à Berlin pour l'anniversaire de l'empereur, *Doc. dipl. fr.*, loc. cit., n° 468.

[1] Rapport de Mavrogheni, Vienne, 26 janvier 1887. Il parlait des grands « projets » impossibles, comme une alliance austro-anglo-italienne, les trois petits États du Danube s'y ajoutant, et l'article III du traité aurait prévu que, après les assurances données par le tzar à la rencontre d'Alexandrovo, il n'y aurait pas l'éventualité d'aller jusqu'à l'exécution; ce qui se produira seulement s'il y a un changement d'attitude.

[2] *Corr. dipl.*, II, les 1—2, 9, 19 décembre. Voy. pour les motifs D. A. Sturdza, *L'Europe, la Russie et la Roumanie, étude ethnique et politique* (traduction d'un article de *Revista Nouă*).

www.dacoromanica.ro

injures, parce que Charles Ier tolérait au pouvoir ceux auprès desquels cependant avait été employé, pendant quelque temps, ce furieux polémiste. Le président du Conseil avait essayé de renouveler son cabinet, en y ajoutant à côté des jeunes Stătescu, P. S. Aurelian et Michel Pherekyde (aux Affaires étrangères), l'avocat bucarestois C. Nacu, l'ancien ministre de Roumanie Basile Gheorghian, le frère du métropolite Joseph, et Radu Mihai (à l'Intérieur), qu'une grande ressemblance physique faisait remarquer comme le fils naturel de Kogălniceanu qui, du reste, l'avait toujours entouré d'une affection particulière. J. Brătianu était considéré comme traître à l'ancien libéralisme qui était mort, de fait, dès 1885; il n'avait plus de relations avec Rosetti, depuis longtemps un ennemi, qui s'était retiré de la vie publique, après la réforme constitutionnelle, qui avait remplacé les quatre collèges existants non par un collège unique, comme l'avait désiré Rosetti, mais par trois seulement. On avait recueilli la confession forcée du premier ministre, depuis longtemps fatigué, pour le présenter comme le protecteur « de procès scandaleux et d'assassinats », qu'il avait en effet dû tolérer pour épargner des dangers à ses anciens amis. Et on avait pris sur les lèvres de Stătescu, dont le tempérament se ressentait de la maladie qui rongeait ses poumons, l'expression, qui n'avait pas pour lui de sens défini de « collectivité », pour timbrer de « collectivisme » un parti d'opportunité, qui avait fait des transactions avec les junimistes et s'était gagné Démètre Ghica. Cependant, une majorité de 130 voix était assurée et, à Vienne, on était content de ce renforcement du gouvernement roumain à un moment si critique pour la situation internationale [1].

La mort de l'empereur Guillaume détermina une nouvelle visite du couple royal roumain en Occident, en mars 1888. Au retour, après une conversation avec Bismarck, il s'arrêta à Vienne; et là, Charles Ier, accueilli par François-Joseph, eut aussi une entrevue avec Kalnoky, avec le com-

[1] Rapport Olănescu, 18 février.

www.dacoromanica.ro

mandant des forces austro-hongroises qui, était l'archiduc Albrecht, et avec le ministre de la Guerre, nommé depuis peu.

Au retour, le souverain se trouva devant des luttes de rue, en face du palais. L'opposition réunie était encouragée par les scandales, qui avaient provoqué les malversations découvertes à la charge du général Alexandre Anghelescu, ministre de la Guerre, du colonel Dumitrescu-Maican, et du directeur des douanes, Siméon Mihălescu. Panu, grâcié, avait été reçu avec un enthousiasme que ne méritait pas la grossièreté de ses attaques contre le roi, présenté comme un avare et un exploiteur. L'essor violent du jeune conservateur Nicolas Filipescu commandait l'action de renversement. Depuis peu, le ministère avait perdu les services d'hommes intelligents et énergiques qu'étaient Stătescu et Radu Mihai, et ce n'était pas l'acquisition du doux narrateur Nicolas Gane (à l'Agriculture) qui pouvait le fortifier. Avec un nom comme Nacu à l'Intérieur, on aurait difficilement défendu une situation si troublée. Vainement, recourut-on à un banquet offert par les marchands du parti à Jean Brătianu. Il fallut, devant les agitations, laisser les mains libres à la police et aux gendarmes à cheval, qui foulaient des pieds de leurs chevaux la foule qui manifestait sous les fenêtres du roi. Une attaque se produisit aussi à la Chambre, où une balle atteignit un malheureux huissier. Les villages, comme dans le district de Jalomița, commençaient, sous l'influence de certains agents, parmi lesquels on reconnaissait la conspiration russe contre un gouvernement inféodé aux Austro-Allemands, un mouvement confus, dans lequel on retrouvait aussi la vieille passion pour la terre; il devait, sous peu, s'étendre sur huit districts de Valachie [1].

Le roi accepta donc la démission de celui qui l'avait servi avec dévoûment pendant onze ans. Mais, au lieu de s'adresser aux anciens conservateurs, il choisit ses nouveaux conseillers

[1] A. Beldiman, *O crimă de Stat, Răscoala sătenilor din primăvara anului 1888*, Bucarest, 1889.

www.dacoromanica.ro

parmi ces junimistes qui lui garantissaient l'attachement fidèle à la politique des Puissances centrales, qui maintenant étaient prêtes à la guerre. Ainsi, nommant comme président du Conseil le frère de la princesse Hélène Cuza, Théodore Rosetti, ancien conseiller de la Couronne, et lui donnant aussi la mission, difficile pour son tempérament discret, du ministère de l'Intérieur, il confiait au diplomate expérimenté qu'était Carp, ancien ministre à Vienne, bien apprécié par François-Joseph et Bismarck [1], les rapports avec l'étranger. Le banquier Menelas Ghermani, qui avait des liens de famille en Serbie, eut les Finances pour introduire, avec le courage des anciennes convictions et une grande expérience, l'étalon or dans lequel on voyait le salut définitif des finances, du reste, beaucoup améliorées depuis la guerre. Le jeune Alexandre Marghiloman (né en 1854), formé à Paris, était nommé à la Justice. Maiorescu à l'Instruction publique. Pour ajouter du prestige, le fils cadet du prince Ştirbei, Alexandre, recevait les Travaux publics. À la Guerre, venait le général Barozzi.

C'est une tentative décidée d'introduire un nouveau régime, plus dépendant de la Couronne que celui du «vizir» qui cachait sa défaite et ses offenses dans sa maisonnette de campagne à Florica, où il était poursuivi par les manifestations les plus grossières de l'ingratitude du pays pour lequel il avait tant travaillé, et abreuvé d'injustice, même après avoir été blessé par un inconscient et mené jusqu'aux dernières limites de ses forces d'une vitalité extraordinaire. Rarement la Roumanie avait eu un citoyen aussi dévoué à ses intérêts.

Pendant ces dix années d'efforts, beaucoup d'améliorations furent réalisées et des institutions fondamentales pla-

[1] L'empereur en faisait l'éloge dans l'audience de présentation du nouveau ministre roumain à Vienne, Théodore Văcărescu: «J'ai eu le plaisir de le connaître et de l'apprécier ici, à Vienne»; *Corr. dipl.*, II, rapport du 30 septembre. Il louait aussi la façon dont la Roumanie se préparait au point de vue militaire. Le contentement des cercles viennois pour la permanence de Carp aux Affaires étrangères après le changement ministériel en automne; *ibid.*, 26 novembre. Des vœux personnels de l'Empereur pour ce second cabinet; *ibid.*, 17 janvier 1889.

www.dacoromanica.ro

cées comme point d'appui pour la vie financière et économique telle, aussitôt après la guerre, la Banque Nationale, avec un modeste capital de 30 millions de lei, le tiers appartenant à l'État qui se réservait la surveillance. Un crédit rural était destiné à aider la propriété, surtout la grande propriété dépendant trop, à cause de son infériorité technique, des vicissitudes atmosphériques. Les administrations publiques furent dotées de locaux propres, parfois même d'une architecture non correspondante et manquant de toute beauté.

On avait eu également en vue les intérêts des paysans dont la plupart ne possédaient pas leurs terres; et on avait l'impression, en grande partie fondée, que sans lien du laboureur, de n'importe quel laboureur, avec son petit lopin de terre, le pays ne peut avoir de base assurée. Mais la facilité avec laquelle les paysans avaient été gagnés à la révolte, fût-ce même à cause des injustices d'une administration qui continuait, au service des grands propriétaires, à mener, sous la menace de la baïonnette, le travailleur aux champs, et à cause des charges des dettes accumulées, créées et entretenues avec une habileté malhonnête, *pour les accumuler jusqu'à la réduction de l'homme pauvre à un état d'esclavage*, montrait combien peu on avait compris le problème dans sa totalité.

Une puissante lumière sur les conditions de la classe rurale avait été projetée jadis par les livres, si bien informés, de Jean Ionescu, depuis longtemps disparu de la vie politique, dans les districts de Mehedinți, Putna et Dorohoiu. Mais le théoricien des réformes indispensables manquait: Jean Ghica se contentait de présenter, dans une forme littéraire très agréable, la doctrine économique française de l'époque, lorsqu'il ne venait pas avec des projets aussi bizarres que celui de faire disparaître totalement les douanes [1]. Les idées de Carp, exprimées dans des discours de grande école, avec une idéologie qui lui était personnelle, n'offraient aucun programme de réalisation immédiate. Le vigneron de

[1] Southerland Edwards, ouvr. cité.

www.dacoromanica.ro

Florica, Brătianu, n'avait pas recueilli de ses rapports avec les paysans ce qui aurait dû couronner son action de transformation du pays par une grande réforme de cette situation qui laissait peser sur les masses paysannes incultes et pauvres, sans aucune réaction sur la vie publique, les charges d'un militarisme nécessaire, d'une administration trop nombreuse, dénuée en général d'honnêteté et tout le poids d'une politique de profit personnel.

Dans ce domaine, on ne pouvait pas dire que la Roumanie ait avancé. Et dans le domaine intellectuel même, après le grand élan avant 1880, lorsque de tous côtés surgissaient les représentants littéraires des provinces non libres pour collaborer au progrès des lettres roumaines, se manifestait maintenant, ou bien le glissement vers la même politique de personnalité, d'ambition, d'appétit, d'injustice et d'injures réciproques, de la part des têtes les mieux douées, ou bien le retrait d'une activité de laquelle on avait pu tant attendre, et depuis quelque temps, tout s'étant concentré à Bucarest, le centre des clubs et des salons, des intrigues et des distractions, on avait perdu le lien avec la province, rapidement déchue, même à Jassy, jusqu'au marasme.

Eminescu, lié à son journal le « Temps » jusqu'à la perte de toutes ses forces dans un corps où guettait, par dessus la maladie qui l'avait frappé, la tare d'un héritage physique très chargé, — un frère médecin de grand mérite qui s'était suicidé, et une sœur paralytique, — prenait comme but de ses satires les péchés du libéralisme déchu, devant lequel, avec la force de son génie, il faisait revivre un passé médiéval qui ne pouvait plus revenir et privé, par les conseils d'amis trop « obligeants », du bonheur d'un ménage appuyé sur un profond et pur amour, il glissait vers le désordre et le trouble d'une si belle intelligence. Dégoûté par des charges de spécialité ou inférieures, qu'on lui imposait, comme s'il avait été question d'un parasite intellectuel gênant, — les corrections pour lesquelles il n'était pas préparé sur les textes des documents d'Hurmuzachi, — Slavici allait en Transylvanie pour y commencer une activité de journaliste d'un caractère

www.dacoromanica.ro

Fig. 29. — J. L. Caragiale.

www.dacoromanica.ro

plus noble et d'un effet plus utile que ce travail journalier, à l'organe d'un groupe de boïars arrogants qu'était le « Temps ». Gane était devenu ministre d'un cabinet à l'agonie. La lutte politique qui avait commencé au nord des Carpathes et les difficultés matérielles de la vie sous une domination étrangère, ravissaient à la littérature les forces jeunes qui avaient commencé à se manifester en Transylvanie.

Devant les grands événements qui s'étaient passés, la mission de la glorification revenait à Alecsandri vieilli; sûr de ses forces qu'il s'exagérait, après avoir affronté, sans succès, des psychologies historiques délicates dans ses trois drames: « Le Prince Despote », « La Source de Blandusie » et « Ovide », il essayait de nouveau la fonction de «poète national» dans la forme, manquant d'essor, de ses morceaux concernant la guerre: « Le Balkan et le Carpathe » ou « Peneş Curcanul », dans lequel, au moins, il y avait un sentiment de compréhension de la part de ce boïar, grand propriétaire, pour l'héroïsme muet du soldat paysan, glorieux dans ses haillons ensanglantées. Il devenait, par la reconnaissance de la reine, par ses rapports avec Charles Ier, qui sut honorer l'ami de Cuza, resté fidèle, le chantre d'une Cour où on cultivait la littérature et l'art. Et l'ancien directeur de l'école normale de Jassy, Maiorescu, sans aucun rapport avec les maisonnettes-sources de la vitalité de la nation, rassemblait dans son salon de Bucarest, les introduisant dans un «bon monde», qu'ils ne connaissaient pas assez, tous les écrivains de talent qui avaient besoin d'un appui.

L'esprit perspicace, d'une profonde analyse de la vie, qu'était Jean-Luca Caragiale, fils et neveu d'artiste dramatique, s'était dirigé, par dessus ses premiers essais de nouvelles et même de poésie lyrique, vers cette satirisation du libéralisme dominant chez les administrateurs, les démagogues et les autres clubistes de sa comédie « La Lettre perdue », et aussi de son influence, trivialisante par le déséquilibre et la prétention, sur la petite bourgeoisie bucarestoise, présentée dans sa seconde comédie, « La Nuit orageuse ». Plus tard seulement, et non sans des influences étrangères, cette intelligence d'analyse honnête et fine, devait se diriger, pleine

www.dacoromanica.ro

de compréhension, vers les réalités de la vie paysanne dans son drame « L'Accusation injuste » et dans ses esquisses.

Un nouveau monde, sorti, non pas de cette aristocratie qui jusque là avait dominé la littérature, mais de la couche de plus en plus nombreuse, active et influente des petits fonctionnaires, qui suppléaient aux membres de la vraie bourgeoisie et, depuis quelque temps, des villages, dont un Jipescu, de Vălenii-de-Munte, avait laissé entrevoir le trésor dans son opuscule « Opincarul », — sans mentionner ce représentant unique des ouvriers que fut le narrateur valaque, clair et vif, mais sans l'énergie rurale d'un Creangă, Petre Ispirescu, — se manifestera après la fin de cette période.

www.dacoromanica.ro

CHAPITRE XII

VINGT ANS DE DOMINATION DE LA COURONNE

Le nouveau gouvernement préparant les élections étouffa, au printemps, de sérieux mouvements paysans, — sur la base de cette formule de hobereau prussien, exprimée par Carp: « d'abord la répression et ensuite nous aviserons » — avant de procéder à une solution du moment de la question rurale qui fut l'impropriation des « jeunes mariés ». Carp lui-même prit, en été, l'intérim de l'Agriculture que Maiorescu avait cru pouvoir administrer jusque là.

Pour la fête du 10 mai, le roi pensait pouvoir s'appuyer sur une véritable union nationale, et en juillet, à un moment encore si peu sûr sous tous les rapports, il entreprit un nouveau voyage en Occident pour des motifs de santé. Au retour, en septembre, le Parlement fut dissous.

À l'ouverture des nouvelles Chambres, dont la composition ne pouvait pas donner une base à un gouvernement si faible, Charles Ier eut l'illusion de pouvoir dominer les intérêts et les passions. C'est pourquoi son message commençait par l'éloge du «patriotisme éclairé», qui «a inspiré à tous les partis» du pays une «prudente» politique extérieure, sous laquelle se cachait le lien existant maintenant entre la Triple Alliance et l'Italie, tout en parlant cependant des «grandes Puissances» et de «l'amitié sincère de nos voisins dans la Péninsule des Balkans», — non sans une allusion au problème danubien par la mention d'un rôle « perdu ». Ensuite, à la place du grand programme qu'on pouvait attendre des réformateurs junimistes, il n'y avait, dans la question paysanne et financière surtout, que des mesures de la plus stricte et la plus étroite opportunité.

www.dacoromanica.ro

Sur la base des mêmes efforts pour grouper les forces, on réalisa, non sans mal, sous le même président du Conseil, trop riche en promesses, un nouveau cabinet contenant Vernescu, qui s'était intitulé, depuis quelque temps, « libéral conservateur », le général Manu; ami personnel du roi, et Alexandre Lahovary (aux Domaines) le seul qui fût attiré du camp, profondément mécontent, des conservateurs. Répondant à l'adresse du Sénat, Charles Ier parlait du « terrain humain d'entente », sur lequel devaient se rencontrer les hommes politiques et de « l'élargissement de l'esprit de concorde si désirable pour un travail fécond ». Celui qui cherchait maintenant à réunir, par-dessus les souvenirs, cependant pleins de reproches de Jean Brătianu, tous les freins entre sa main, avait besoin d'une « Roumanie unie et calme à l'intérieur ».

Mais Lascar Catargiu, élu président de la Chambre, ainsi que le vice-président Blaramberg, démissionnèrent dès le mois de janvier 1889, et la demande de mettre en jugement le cabinet Brătianu devait verser de l'huile sur les passions maintenant enflammées, à cause des erreurs de Vernescu [1], qui y resta cependant. L'intervention du souverain pour empêcher ce vilain acte de vengeance fut acceptée avec satisfaction à Vienne aussi [2]. Mais, une seconde proposition fut votée où il était question seulement d'examiner, dans une commission élue par la Chambre, les actes d'illégalité commis par le régime qui venait de tomber.

On en arriva ainsi, en mars 1889, au cabinet Catargiu, sans les junimistes, qui furent remplacés par les insignifiants C. Boerescu, Gherasi, et G. Peucescu, jeune boïar mêlé aussi à la vie littéraire.

---

[1] Gane, *P. P. Carp*, p. 394. Cf. la correspondance de la famille Brătianu publiée par Sabine Cantacuzène à cette date, et Al. Lahovary, *Discursuri politice, 1881—1896 ; Notiță biografică asupra lui Al. Lahovary*, Bucarest, 1895.

[2] Iorga, *Corr. dipl.*, II, rapport de Vienne, 13 février 1889. Le premier projet avait eu 80 voix contre 79. Carp était avec toute la décision, contre ce projet; Suliotis, ouvr. cité, p. 891.

www.dacoromanica.ro

Par une lettre adressée au nouveau président du Conseil, le roi demandait résolument l'exécution de l'impropriation qu'on venait de voter — en même temps qu'il imposait à Vernescu l'étalon or — mais Charles Ier qui tenait aux rapports avec la *Triplice*, dont l'existence avait été ignorée jusqu'au dernier moment par les membres des partis, ne put changer la déclaration de Catargiu (initié au fond à cette alliance, mais qu'on supposait être sous l'influence de l'impérieux nouveau ministre russe Hitrovo), — que la politique extérieure du cabinet est une politique de neutralité. De cette façon, l'immixtion du roi dans la politique étrangère fut entravée pour un moment —. Ceci malgré les explications immédiatement données à Vienne. On parlait aussi des mesures qu'on prendrait pour que, sur le territoire roumain, on ne travaillât pas contre les États voisins, Lascar Catargiu rappelant le concours que la Monarchie dualiste donna jadis par la convention de commerce conclue sous sa présidence. Kalnoky disait ouvertement qu'il fallait des preuves de la volonté de maintenir la même politique, étant donné que les nouveaux adeptes de Catargiu étaient connus comme adhérents d'une autre orientation: le ministre d'Autriche-Hongrie à Bucarest, le comte Goluchowski, avait attiré l'attention sur ces différends: « Mais la confiance ne se commande pas, elle se gagne par des actes », répondait-il. Le conseil donné par Văcărescu à Lahovari de faire un voyage à Vienne et à Berlin fut suivi. Dans les délégations, Kalnoky, non sans certaines allusions à la Russie, finissait par se déclarer rassuré [1].

Une troisième forme de gouvernement, avant la clôture du Parlement reprenait sous la direction de cet homme sûr qu'était Manu, avec Théodore Rosetti (à la Justice et comme intérimaire aux Cultes), Marghiloman et Lahovari aux Affaires étrangères. Lascar Catargiu avait demandé la dissolution de la Chambre qui n'avait pas été proposée par la majorité de

[1] *Ibid.*, rapports des 20 mai et 14 juin. Un télégramme de Lahovary dans lequel on parlait de la défense de la neutralité « envers tous » et « contre tous », dans la note de remercîment pour ce discours, put indisposer; *ibid.*, 17 juin. Cf. aussi le rapport du 24 juillet.

www.dacoromanica.ro

ses collègues, et le roi avait approuvé l'opinion de ces derniers [1].

Le nouveau ministère [2], qui avait provoqué le rejet de la mise en jugement des libéraux, se trouva devant le changement produit en Europe par le conflit entre l'Empereur allemand et Bismarck, qui dut quitter sa situation de chancelier. Guillaume II assurait François-Joseph, par un envoyé spécial, que les anciens rapports seraient maintenus, mais il était certain qu'un point d'assurance absolu dans la politique générale disparaissait avec le créateur du Reich allemand.

Láhovari étant aux Affaires étrangères, les rapports avec la Monarchie voisine restèrent excellents, et la résistance hongroise à la conclusion d'un traité de commerce, toujours ajourné, disparaissait peu à peu. Le ministre des Affaires étrangères de Roumanie, mal informé, avait cru pouvoir répondre à une interpellation concernant la convention militaire avec la Triplice, qui aurait été conclue à l'occasion d'une nouvelle visite du roi à Ischl, qu'un tel acte n'existait pas, mais qu'appréciant l'action pour la paix de l'alliance des Centraux, la Roumanie ne pouvait que regarder avec sympathie cette garantie contre tout changement de l'ordre existant. Et il croyait pouvoir ajouter que « si on en arrivait à une alliance avec l'Autriche-Hongrie, elle ne pourrait être déterminée que par les seuls intérêts de la Roumanie ». On avait imposé le point de vue du roi, ouvertement attaqué par ceux qui croyaient à la possibilité d'une autre orientation (décembre 1890).

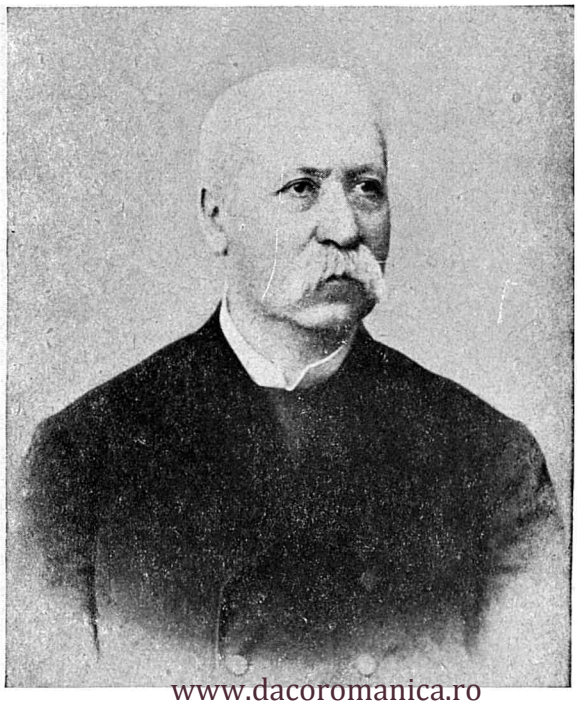
Cependant, Manu comme représentant d'un gouvernement à l'égard duquel restait une suspicion de russophilie cachée, n'hésita pas à discuter avec Kalnoky, au mois de

[1] Pour l'impression à Vienne, *ibid.*, rapport du 14 novembre. Satisfaction de l'Empereur autrichien pour la nomination de Manu; *ibid.*, télégramme de Văcărescu, 11 janvier 1890.

[2] En juin, François-Joseph disait au général Văcărescu : « Les affaires vont bien chez vous »; il se déclarait satisfait aussi de l'organisation d'une opposition de caractère légal et constitutionnel; rapport du 27 juin. Cf. aussi celui du 17 mai et le rapport du 10 avril. Cependant, le changement avait provoqué des doutes à Vienne.

www.dacoromanica.ro

Fig. 30. — Alexandre Lahovari.



www.dacoromanica.ro

Fig. 31. — Lascare Catargiu.

janvier 1891, sur la situation des Roumains de Transylvanie, et il obtint cette réponse: « Le gouvernement hongrois ne fait aucune distinction dans la façon de traiter ses différents sujets; mais la presse des deux pays a exagéré; il est cependant vrai que les Hongrois veulent que leurs sujets roumains apprennent leur langue » [1]. En avril, Hitrovo rappelé de Bucarest et exilé à Lisbonne, était remplacé par le non moins arrogant Fonton, qui bien qu'« occidental » d'apparence, descendait d'une famille levantine d'interprètes à Constantinople.

Mais Lascar Catargiu, appuyé par Vernescu et par le général Florescu, n'avait pas cessé sa lutte pour le pouvoir. On forma donc, en février, un nouveau gouvernement sous la présidence du vieux général, avec Catargiu à l'Intérieur et Vernescu aux Finances, lequel amena trois de ses partisans, l'un, le chercheur littéraire Georges Démètre Teodorescu, ancien pamphlétaire contre le souverain dans son journal humoristique « L'épi » (Ghimpele), aux Cultes; le diplomate de carrière Esarcu aux Affaires étrangères, et le frère d'Alexandre Lahovari, Jacob, à la Guerre. Luttant avec les « junimistes » groupés en « club constitutionnel » et favorisant les libéraux qui, en quelques mois, avaient perdu leurs chefs: Jean Brătianu et Kogălniceanu (mai-juin), celui-ci mort à Paris, un nouveau Parlement fut composé avec lequel cette formation de gouvernement, mal assurée et faible (à laquelle vinrent s'ajouter le professeur de Jassy, ancien junimiste, le chimiste Pierre Poni, et Blaramberg, écartant les amis de Vernescu), vécut jusqu'en novembre, où un nouveau cabinet Catargiu, avec Alexandre Lahovari aux Affaires étrangères, amena, en décembre, une réconciliation avec les amis de Carp et la dissolution d'un Parlement de si courte durée. La concentration des conservateurs s'était faite avec Carp aux Domaines et Ghermani aux Finances, auxquels s'ajoutait, une nouvelle recrue, l'intelligent et jeune avocat, Take Ionescu, ancien adepte de Rosetti, aux Cultes.

Kalnoky lui-même, mais plus encore l'Allemagne de Caprivi, savait bien que, même après la chute de Tisza, la si-

[1] Iorga, *Corr. dipl.*, télégramme et rapport de Vienne, janvier 1891.

www.dacoromanica.ro

tuation des Roumains de Transylvanie ne pourrait plus être maintenue. De la lutte entre les étudiants roumains et les étudiants magyars, en 1892, qui avait suivi la « Réplique » de la même année, —pour laquelle le jeune écrivain banatien, Aurel C. Popovici, aurait fait quatre ans de prison, s'il n'avait pas passé la frontière —, on arriva, toujours en 1892, à la manifestation ouverte du Comité national lui-même, par le *Mémorandum*, accepté par la conférence de Sibiu. Il fut rédigé (26 mars), avec le même Aurel Popovici, par la jeunesse composée d'Eugène Brote, Septime Albini, l'avocat Jules Coroianu et l'éloquent prédicateur national, formé à Rome, le prêtre de Şişeşti, Basile Lucaciu. Posant, au mois de mai, par ce « Mémorandum » la question nationale devant le souverain, considéré en sa qualité d'empereur, la délégation avec Jean Raţiu en tête fut bien accueillie à Vienne; mais on lui fit savoir que le roi, pas l'empereur, renvoyait cet acte sans ouvrir le pli, à son gouvernement de Hongrie.

Ceci n'empêcha cependant pas la signature par Alexandre Lahovari, en juillet 1892, du prolongement, dans une forme encore plus accentuée, du lien qu'avait conclu Jean Brătianu en 1883.

En même temps, les relations avec l'Autriche-Hongrie se maintenaient d'une façon permanente et Kalnoky pouvait parler, dans les délégations, de la « garantie préciseuse » que représentait la volonté permanente du roi Charles.

Dans le Parlement de 1892, après le mort de Démètre Brătianu, qui avait remplacé son frère pour quelques mois, une puissante minorité des libéraux avait choisi comme chef Démètre Sturdza, homme de bonne et stricte organisation, d'une immense puissance de travail, d'un opiniâtre attachement à des formules depuis longtemps vieillies, mais qui manquait totalement d'horizon, et ils commencèrent à réclamer violement le pouvoir; pour justifier leur impatience, ils présentèrent au roi et au pays un large programme, assez vague par endroits, qui avait été proclamé à Jassy, cherchant à dépasser les offres des junimistes, dont l'idéologie « d'État » nourrissait maintenant le gouvernement de

www.dacoromanica.ro

concentration conservatrice. Mais, le lendemain du mariage de l'héritier du trône, le prince Ferdinand (né en 1865 fils de Léopold, frère de Charles Ier, et de la princesse portugaise Antonia), avec la princesse Marie d'Angleterre (née en 1875), on arriva de l'enthousiaste accueil, fait à Bucarest à ce beau couple, aux troubles sanglants du mois d'avril 1893, la foule étant excitée par le bruit qui courait que la loi, qui fixait le plafond jusqu'auquel pouvaient s'élever les contributions pour les communes, aurait introduit un nouvel et lourd impôt, dû à un « Maxim », auteur imaginaire de la loi du « maximum » [1]. Quelques mois plus tard, on employa la démission en bloc de 127 officiers de cavalerie, blessés par les mesures prises pour la réfection de cette arme, pour provoquer un nouvel assaut dans le Parlement contre le gouvernement (février 1894): au banc ministériel, Carp protesta contre ce système de pronunciamiento, comme en Amérique du Sud, qui tendait à être adopté en Roumanie. On exploita aussi la loi de la salarisation du clergé, introduite par Take Ionescu pour provoquer des mouvements dans les villages. Les assemblées dominées par la terrible voix de Fleva troublaient le calme de la capitale [2].

Sturdza chercha à justifier son élection comme chef, en prenant place au premier rang des bataillons d'assaut, et l'adversaire, qui était son propre beau-frère, pouvait lui rappeler les principes de cette Allemagne de leurs études communes, où on ne changeait pas les gouvernements « pour quelques centaines de va-nu-pieds ». Présentant Sturdza comme poussé par les éléments les moins cultivés du parti, Carp passait au-delà de ses plaisanteries habituelles pour dire au passionné homme de parti: « Vous êtes meilleur qu'eux, c'est pourquoi il vous faut les élever vers vous et non pas descendre vers eux ». Enfin, une campagne plus justifiée par la crainte d'une immixtion décisive des capitaux étrangers, avec tout ce qu'ils pouvaient amener comme influence, se dirigea contre cette loi des mines qui, établissant les droits des proprié-

[1] Les détails dans C. Gane, ouvr. cité, II, pp. 71—74.
[2] *Ibid.*, p. 102 et suiv.

www.dacoromanica.ro

taires de la surface, ceux de l'État et de l'entrepreneur, faisait partie de la série de mesures par lesquelles Carp, aidé de spécialistes comme Poni et le docteur Grégoire Antipa, cherchait à susciter et à réglementer l'activité économique de la nation dans des domaines encore non explorés ou mal exploités.

On employait en outre contre le ministère conservateur et surtout contre celui qui, dans la plénitude de ses moyens intellectuels, certainement supérieurs au niveau général de l'époque, était le vrai chef de la concentration conservatrice, ce puissant sentiment national dont l'origine, sera cherchée en même temps que la fixation du credo d'une nouvelle génération, tout aussi différent de l'idéologie certainement flétrie de l'année 1848, que des doctrines étatistes, dont la génération de Carp s'était imbue dans l'Allemagne de Bismarck.

Dès 1890, la jeunesse de Bucarest, suivant l'exemple de la jeunesse transylvaine, qui cherchait à donner une direction plus vive au mouvement national, — les vieux chefs comme les Mocioni, comme Bariț, alors près de la mort, et comme Babeș, étaient maintenant complètement dépassés, — s'organisait dans un comité de propagande *pour un nationalisme panroumain*, sans aucun rapport avec l'activité superficiellement romantique, mais certainement chaleureusement sincère, d'un V. A. Urechia. L'un des Brătianu qui n'obtint pas les grandes situations de ses frères, Grégoire, (né en 1849), ancien étudiant à Vienne, à Berlin et à Paris, puis magistrat, député dès 1886, personnalité noble et sympathique [1], prit bientôt la direction d'une « Ligue pour l'unité culturelle de tous les Roumains » — *Liga Culturală* —, qui pouvait poursuivre, dans un avenir naturellement très éloigné, l'unité politique de la nation, mais n'entendait pas user des moyens de complot ou de révolution des autres « irrédente ». Une série de réunions publiques, auxquelles prirent part aussi des hommes appartenant à la génération mûre, popularisèrent une cause

[1] Sa biographie n'a pas été écrite; voy. une courte notice dans *Enciclopedia română* de Diaconovici, I, p. 577.

www.dacoromanica.ro

à laquelle pensait aussi le roi qui, plus d'une fois, intervint par ses conseils à Vienne, gagnant ainsi l'appui permanent des hommes qui conduisirent l'Allemagne après Bismarck, — le ministre d'Allemagne à Bucarest était von Bülow, qui par la suite sera le chancelier d'un très grand prestige de l'Allemagne, — pour essayer de refreiner cet élan de magyarisation qui dépassait les méthodes mêmes d'un Tisza. On ne pouvait pas dire que Carp, dans une plus grande mesure que Maiorescu, le fils de Transylvain, mais sans liaisons en Transylvanie, ait été insensible à ce grand problème qui, bien qu'il fût préoccupé d'organiser la vie économique du pays, ne se posait cependant pas au premier plan. Adversaire décidé de la méthode de pétition à Vienne et des protestations à l'étranger, il disait un jour à *Nicolas Iorga*, longtemps après ce moment de crise, que son point de vue exprimé envers la résistance (passive) des Transylvains était celui-ci: « Donnez-moi du sang et j'interviendrai ».

Par l'aveuglement des cercles qui conduisaient la Hongrie, où maintenant s'était levée une nouvelle génération agressive, dominée par l'idée qu'on pourrait créer, par la dénationalisation forcée, — car pour l'autre dénationalisation, les Hongrois n'avaient pas les moyens d'attraction, — une plus grande nation magyare, qui donnerait un caractère purement national à l'État formé, par l'influence de Deak, de plusieurs nations, qui avaient maintenant pleine conscience de leur rôle et de leur mission, on alla jusqu'aux mesures extrêmes [1]. Il en résulta l'idée de mettre en jugement ceux qui avaient signé le Mémorandum de 1892.

[1] Aussi dans les écoles confessionnelles, comme le montrait le Mémorandum, on réservait dix-huit heures par semaine pour apprendre le magyar, et on avait ajouté, devant l'insuccès qui était immanquable, le nouvel établissement des écoles enfantines, les « kisdedov », dont le but évident était la dénationalisation, sans que les auteurs de la loi se fussent rendu compte que, dans de pareilles transformations d'âmes, ce qui décide n'est pas la leçon de l'école, mais l'influence du milieu familial et social. On observait aussi l'absence de tout établissement d'instruction secondaire pour les Roumains, — sauf ceux qu'ils s'étaient donnés eux-mêmes à Braşov, à Brad et Năsăud, leur refusant même le droit de créer de nouveaux gymnases à Arad et à Caransebeş.

www.dacoromanica.ro

Une pareille attitude n'était, du reste, pas nouvelle. Avec un régime de presse spécial pour la Transylvanie, des jurys établis, les transportant de Sibiiu dans les centres magyars, dominés par le chauvinisme le plus féroce, Cluj et Târgul-Murăşului, les condamnations à la prison tombaient sur ceux qui combattaient par la presse, en faveur de la nation roumaine. Même un brave militaire comme le général Trajan Doda (mort en 1895), qui avait refusé, en 1887, un mandat à la Diète, parce que c'était le seul qui ait été accordé à sa nation, avait été condamné à deux ans de prison, sentence qui fut annulée par l'empereur et roi, reconnaissant envers l'ancien combattant sous ses drapeaux. La fidélité envers le souverain était considérée comme insuffisante et même comme un péché politique et, en échange, on ne permettait aucune critique envers le vieux révolutionnaire du magyarisme, le républicain Kossuth [1].

Dès avant cette mesure imprudente, qui devait nécessairement conduire à l'exaltation naturelle d'un esprit national qui, depuis des années, se nourrissait de l'acharnement des persécutions, la question roumaine avait été portée ouvertement au Parlement de Bucarest. Démètre A. Sturdza, animé sans doute des meilleurs sentiments envers sa nation, sentiments qu'il avait prouvés dans le domaine de la culture par toute son action de consolidation et d'enrichissement de l'Académie Roumaine, dont il fut le secrétaire pendant de longues années, ne faisait pas, sans doute, œuvre d'opposant lorsqu'il montrait, dans la séance du Sénat, du 27 novembre, quels dangers représentait pour la Roumanie l'affaiblissement de ce cercle de préservation que représentait, pour sa vie même, l'existence des cinq millions environ de Roumains, se trouvant autour du pays sous une domination étrangère. Rejetant l'idée qu'il poursuivait une impossible prise de possession de la Transylvanie, ce qui amènerait

[1] Voy. aussi le *Mémorandum* que rédigea en français, le *comité* élu par les électeurs [dans le congrès de Sibiiu], en mai 1881, imprimé en 1883. [Il contenait *l'autonomie de la Transylvanie et le suffrage universel*]. Cf. Jean Slavici, *Românii din regatul ungar şi politica maghiară*, Bucarest, 1892.

www.dacoromanica.ro

l'affaiblissement d'une monarchie de nécessité européenne, il demandait l'immixtion discrète du gouvernement roumain, comme intermédiaire amical, pour faire accorder aux Roumains de Transylvanie l'objet de leurs réclamations légitimes. Ce fut sans doute un des plus beaux discours qu'il eût prononcé, mais qui selon sa coutume, fut entièrement revu et transformé, car cet homme qui n'avait ni le don de la parole, ni le charme d'une personnalité sympathique, apportait dans la discussion de toute question, par les auxiliaires précieux qu'il avait, une formidable information dont personne d'autre ne pouvait disposer dans la même mesure.

Lascar Catargiu montra qu'on ne pouvait pas se mêler aux affaires intérieures d'un autre État. Un retour de Sturdza, en décembre, sur la même question, ne put obtenir d'autre réponse.

Mais si, après le simple insuccès de l'action de Vienne et après les premières mesures de vindicte de la part du monde officiel et non officiel des Magyars, on avait pu arriver à de pareilles manifestations dans le Parlement roumain et dans les réunions publiques, il est facile de s'imaginer ce qui avait pu se passer à la nouvelle que les auteurs du Mémorandum, — acte si bien établi, si modéré de ton, et si profondément respectueux envers un souverain qui oubliait que sous son sceptre, y compris la Boucovine, vivaient presque quatre millions de Roumains, — avaient été appelés devant les jurés de Cluj, dont la mission était toujours celle de condamner, même sans la moindre base.

Par ordre de Wekerlé, le Souabe magyarisé qui, par dessus le provisorat de Szapáry, avait succédé à Coloman Tisza, un Magyar calviniste de pure race (mort seulement en 1902), commencèrent publiquement, — le lendemain, dès que le Parlement de Budapest, de fait antidynastique, eut déposé au Panthéon de la gloire nationale magyare la dépouille de Kossuth (mort à Turin), — les débats du procès du Mémorandum, au milieu de l'agitation d'une population magyare excitée expressément dans ce but, et cela malgré l'intervention de l'Empereur qui, en 1893, avait condamné à Boroș-Sebeș, dans une conversation avec les chefs des

www.dacoromanica.ro

Églises roumaines, « les phrases vides d'un chauvinisme exagéré et les condamnables démonstration de rue ». On put voir alors le calme parfait, la tenue irréprochable, la haute dignité humaine et nationale de ceux qui n'avaient fait que présenter des faits absolument authentiques et appuyés sur des preuves exactes, leur question nationale, devant le souverain de leur pays. Les explications de Jean Rațiu étaient formulées de façon à ne rencontrer aucune opposition, à ne provoquer aucune continuation d'une mesure absurde. Il refusa avec opiniâtreté toute explication concernant les accusations qui n'étaient autre chose que l'affirmation du droit d'existence de la nation roumaine. Il n'y a qu'une seule chose à faire: montrer au monde entier la situation où se trouve une nation ayant, numériquement parlant, un si grand poids et un si long passé historique. Représentants de toute la nation roumaine, les quinze accusés —il s'y était ajouté: Patrice Barbu, Rubin Patiția, Michel Veliciu, Théodore Mihali, Gherasim Domide, Démètre Comșa, Basile Rațiu, Nicolas Cristea, Aurel Suciu, et Démètre P. Barcianu [1], la plupart avocats appartenant à la nouvelle génération,— ont le droit de se transposer eux en accusateurs. Le tribunal du monde civilisé sera celui qui jugera, et non un jury composé seulement de Hongrois et soutenu par toute une plèbe systématiquement éduquée pour les injures et les menaces. Dans des phrases d'une large ampleur, dignes de la chaire, et d'une sonorité romaine, le prêtre Lucaciu surprit ceux qui enviaient son éloquence, dans une langue qui n'était pas la sienne.

Les condamnations demandées par le procureur Ieszensky, autre renégat, allèrent jusqu'à cinq ans de prison d'État à Vácz, et à Seghedin. Les condamnés qui n'avaient pas passé la frontière, comme le firent Brote et Albini, furent envoyés aussitôt en cellules, mais le gouvernement hongrois et la perspicacité politique du souverain austro-hongrois durent en arriver bientôt à la mesure de grâce, qui ne signifiait

[1] Il s'ajoutait encore: Julien Mera, Basile Ignat, Romul Crainic, Nikita et Louis Ciato, Denis et Nicolas Roman, Jean Munteanu et Jean Duma, comme ayant répandu le Mémorandum.

www.dacoromanica.ro

Fig. 32. — Le métropolite Silvestre Morariu, de Boucovine.

www.dacoromanica.ro

cependant pas la satisfaction morale à laquelle toute nation a droit. D'autres procès furent intentés à ceux qui avaient félicité les condamnés.

Au contraire, en juin, *le parti dit « national roumain » était dissous, et on prévoyait des châtiments sévères pour ceux qui oseraient le refaire*. En échange, quelques semaines plus tard, le ministre de l'Intérieur, Charles Hieronymi, parlant en Transylvanie à ses électeurs, promettait une amélioration de l'administration et l'abrogation de la loi électorale si injuste pour ce pays. Du reste, cet homme honnête avait fait un article de foi de la solution pacifique de la question roumaine. Et le ministre de la Justice, Szilágyi, cherchera lui-même à imposer une attitude encore plus pacificatrice.

Mais, avec son zèle de néophyte, le président du Conseil hongrois (Wekerle), parlant à Baia Mare, en août, faisait une allusion visible à la Roumanie, mentionnant l'appui d'une certaine agitation venant de l'étranger, et appuyant sur le fait que « si le monde officiel est loin de cette immixtion, il y a « des sociétés particulières » — allusion à la Ligue Culturale — qui le pratiquent. Il prétendait qu'on n'exerçait aucune tyrannie pour la magyarisation — il demandait qu'on lui montre un seul Roumain magyarisé ! — mais qu'on poursuivait seulement le but que la langue de l'État soit connue par chaque citoyen. Et, parlant des mesures judiciaires contre le « terrorisme » (!), il prit sur lui la responsabilité de l'odieux procès de Cluj: qui aurait été un devoir pour maintenir « l'ordre public ». *On ne pouvait plus permettre non plus aux non-Magyars de créer des partis*, et il fallait couper toute possibilité d'appui venant de l'étranger. Il alla si loin qu'il crut devoir défendre l'intégrité » de l'État hongrois, qui aurait été menacée, précisant qu'on ne pouvait pas admettre son démenbrement d'après les nationalités. Il offrait cependant les avantages d'un traitement légal pour les membres de chaque nationalité. De la même manière aussi, parlait Tisza à Orade en septembre, réprouvant seulement à mots couverts les actes de férocité accomplis à Turda, contre la famille sans défense de Jean Rațiu. Et il se déclarait contre le courant qui cherchait à affaiblir les liens de la nation hongroise

www.dacoromanica.ro

avec la Couronne. De son côté, dans les délégations, Kalnoky appuyait, pendant ce même mois, sur l'amicale attitude du gouvernement roumain, malgré les difficultés qu'il rencontrait. On lui présenta les plaintes d'un Berzeviczy contre les subventions venues de Roumanie pour les écoles et les églises, et celles d'Apponyi, contre l'existence de certaines cartes de la Dacie, qu'on publiait en Roumanie. Le ministre refusa de prendre une autre attitude que celle d'une lente mais continuelle pression. Le nom de Sturdza était prononcé, mais sans passion. On glissait cependant une critique sur la liberté excessive qui régnait en Roumanie, surtout envers les sociétés politiques. Le ministre déclarait avoir réussi à obtenir que des mesures soient prises contre les démonstrations publiques, mais les délits de presse étant soumis au jugement des jurés, ceci assurait leur impunité; il dénonçait aussi l'action des professeurs transylvains établis dans le pays libre.

L'agitation libérale continuait pourtant et, dans un discours de réunion publique, Sturdza peu prudent, laissa échapper, en septembre, une révélation, du reste peu importante en elle-même, que l'État roumain paie une rente convenue à l'église Saint Nicolas à Braşov, ce qui permit à ses adversaires de le présenter comme un dénonciateur et un traître à sa nation. Un nouveau discours au Sénat, en décembre, demandait que la pacification entre Roumains et Hongrois se fasse par le moyen de Bucarest, alors que Carp, qui connaissait cependant les efforts que Bucarest faisait effectivement, se déclarait en apparence pour une action sur place entre les deux camps.

Avant la fin du Parlement conservateur, des mésintelligences de plus en plus prononcées entre les junimistes et les vieux conservateurs poussèrent Carp à recommander au président du Conseil une retraite, qui pouvait se faire alors plus honorablement que devant l'affaiblissement de la base politique ou devant un nouvel assaut désespéré des libéraux avides du pouvoir. Il n'est aucunement exclu qu'*à un moment où tout dépendait de la volonté discrète, mais manifestée*

www.dacoromanica.ro

d'une facon permanente, du roi, qui n'avait plus devant lui les grands hommes de la génération qui lui avait donné le trône, qu'un conseil venu de Charles Ier lui-même, dont les Mémoires n'ont pas été publiés pour cette époque, eût précipité les choses.

Mais, pour arriver à accepter la démission présentée par Lascăr Catargiu, le 3 octobre 1895, il fallait que le successeur se déclarât lié aux mêmes nécessités de politique extérieure auxquelles le souverain réduisait tout. Démètre Sturdza devait être, d'après le programme établi, président du Conseil pour goûter bientôt, lui aussi, tout ce que pouvait donner comme amertume, non seulement les conflits entre les partis, mais aussi le conflit qu'il avait provoqué lui-même. Et cette rétractation envers l'Autriche-Hongrie, il dut l'accepter, et elle dut être plénière et publique.

L'homme d'État maintenant vieilli s'inclina devant cette fatalité qu'il n'avait pas pu éviter, mais à laquelle un homme plus fier que lui n'aurait pas voulu sacrifier une dignité, qui n'était pas seulement la sienne mais aussi celle de son parti.

L'Autriche-Hongrie était représentée alors à Bucarest par Goluchowski, qui avait sous ses ordres un diplomate encore jeune, d'origine roumaine de Macédoine, Constantin Dumba, dont le parent Nicolas joua un grand rôle économique; il faisait partie de ce monde de marchands qui avait obtenu, comme la famille Sina, une grande influence dans la société viennoise. Elevé complètement à l'allemande, dominé par l'orgueil de sa fortune et de ses fonctions, il regardait de haut toute la société bucarestoise, jusqu'au roi, dont il faisait l'éloge, jusqu'à la reine Elisabeth, revenue d'Occident après une longue maladie, et qui lui semblait être beaucoup trop liée à ses rêves poétiques, seuls les ministres conservateurs étant épargnés, pour le motif que P. P. Carp parlait l'allemand à la perfection, et même avec un accent du Nord, et parce que Ghermani le Macédonien, diplomate d'origine balkanique lui aussi, était un parent. La Cour, qui invitait à ses bals toutes sortes de petits bourgeois, auxquels on ne pouvait même pas offrir assez de chaises, lui paraissait mesquine.

www.dacoromanica.ro

Charmé de pouvoir collaborer et mener à bonne fin, sinon dans les conditions désirées, la conclusion si longtemps ajournée du traité de commerce, ce disciple de Goluchowski, qui sera bientôt (en 1896) le remplaçant de Kalnoky, se trouva devant les difficultés soulevées par le procès du « Mémorandum ». *Personnellement, il reconnaissait que la loi des nationalités n'avait pas été appliquée d'une façon consciencieuse en Hongrie, que l'administration, où il n'y avait pas de Roumains, traitait cette nation comme un peuple d'esclaves*, que les sentences étaient prononcées dans une langue inconnue aux condamnés — et celui qui constatait ce fait dans les journaux devait faire connaissance avec la prison —; que l'école supérieure existait seulement pour la race dominante, que du fait d'un cens élevé *les Roumains ne pouvaient envoyer à la diète le nombre correspondant de représentants*, et du côté hongrois, on disait que les électeurs roumains préféraient être servis par des étrangers, et il savait aussi que Kalnoky n'hésitait pas à déclarer que, de fait, les victimes de ces injustices n'avaient demandé, par le Mémorandum, que des choses absolument légales. Mais il croyait que la Ligue Culturale avait été créée jadis, avant leur repentir, par Lascar Catargiu et Al. Lahovari.

Comme Goluchowski était parti en congé pour ne jamais revenir à Bucarest, Dumba eut la mission de préparer la rétractation du coupable, qui était maintenant le président du Conseil. Il avait obtenu des conservateurs, sinon la dissolution de la Ligue Culturale, du moins une déclaration concernant les associations, l'interdiction des manifestations de rue, et même l'empêchement sanglant d'une manifestation d'étudiants en septembre. Le nouveau ministre à Bucarest, Welsersheimb, imposa la forme de la déclaration que Sturdza dut faire en septembre, sans beaucoup d'élégance, et sans montrer aucunement combien était dure la nécessité à laquelle il se soumettait; il dut le faire à Jassy même, où quelque temps auparavant on avait proclamé le programme du parti. On entendit dire avec conviction: « Dans la question nationale, notre situation est claire et nette. Nous

www.dacoromanica.ro

devons nous abstenir de tout acte d'agitation dans les affaires intérieures du royaume de Hongrie » [1].

Malgré le mouvement qui se dessinait en Occident en faveur des Roumains persécutés [2], Sturdza débuta sous ces auspices, avec un programme qui ne pouvait pas porter le sceau d'une personnalité bien définie et avec des collègues parmi lesquels se trouvaient le démagogue Fleva et le sage professeur Poni, gagné aux Cultes, l'impopulaire Stătescu et l'ancien communiste resté anti-dynastique, Cantacuzène de Râfov, l'effervescent avocat de Bârlad, Paladi et Constantin Stoicescu, avocat élégant et riche qui ne s'était encore manifesté par rien, le roi ayant donné le ministère de la Guerre à un des blessés de Plevna, qui conservait encore sa balle, le général Budișteanu.

Les élections donnèrent une grande majorité aux libéraux: à peine sept représentants des conservateurs, en dehors de Lascar Catargiu et de Carp, purent pénétrer dans le Parlement. Il n'est pas étonnant que des hommes, ayant un tel passé et tant de mérite, n'aient pas réussi: on sait que le lendemain de sa chute, l'illustre chef du parti libéral, Jean Brătianu, auquel on devait tant de reconnaissance, avait été insulté dans la capitale même du pays par le fait qu'on lui avait préféré aux élections le banquier grec Zerlenti. S'attendant au résultat naturel de pareilles manœuvres électorales, le nouveau gouvernement devait travailler cependant à autre chose qu'à l'accomplissement d'un grand programme, vite oublié, dont il n'était resté, dans le message de novembre, que des indications pour « la décentralisation administrative », qui demandait non pas l'accroissement des bu-

[1] Voy. Constantin Dumba, *Dreibund- und Entente-Politik in der alten und neuen Welt*, Zürich-Leipzig-Vienne, sans date. Cf. Iorga, dans *Rev. hist. du Sud-Est eur.*, IX, p. 350 et suiv.

[2] *La question des nationalités en Hongrie, Compte-rendu du meeting tenu le 11 juillet 1896 à la salle Wagram à Paris, sous la présidence de M. Emile Flourens*, Paris. Clémenceau dit: « dans l'intérêt de la Hongrie, il faut souhaiter la liberté pour les Roumains de Transylvanie ». On citait *l'opinion de Kossuth : « on ne saurait imaginer une utopie plus forte, je veux dire : la magyarisation »*; p. 30.

www.dacoromanica.ro

reaux décisifs, mais la création, dans tous les domaines, de nouvelles sources de vie.

On avait recueilli des conceptions dues à ceux qui étaient partis: les mesures concernant les pêcheries, mesures bien intentionnées qui devaient cependant s'arrêter à des formes bureaucratiques et aux fraudes des licitations, la vente aux paysans des domaines de l'État, qui n'avaient pas donné ce qui aurait pu être utile à l'économie nationale et qui, au lieu d'être fragmentés, pour une exploitation sans capital, sans crédit, sans organisation collective, pouvaient devenir une source même d'initiation, avec le concours des paysans eux-mêmes, et de leurs (riches) voisins, d'une nouvelle agriculture. Une Caisse rurale, pour de nouvelles impropriations sur les terres vendues par les grands propriétaires en liquidation, sera créée. La loi sur les mines subira un changement conforme aux engagements déjà pris. Un héritage du passé était aussi celui du pont à édifier sur le Danube, œuvre de l'ingénieur Saligny, et les travaux qui tendaient à faire de Constanța un grand port européen, pour le développement duquel on demandait aussi d'autres créations que celles de la technique seule: des innovations dans le domaine de la commercialisation du produit des champs roumains, et dans les rapports avec les grands échanges européens. L'esprit organisateur de Poni, qui préparait le programme le plus sérieux de réorganisation de tout l'enseignement, mettait en tête des réalisations la formation d'une Caisse des Écoles, administrant tous les revenus provenant de donations particulières. Il amenait aussi des changements fondamentaux dans l'organisation de l'enseignement populaire, que cet homme, qui aimait profondément les paysans, avait conçus d'une façon correspondant mieux à leurs besoins [1]. L'abolition de la taxe pour les prêtres correspondait à une promesse qu'on avait faite dans l'opposition contre la loi de Take Ionescu.

[1] Une tendance favorable aux paysans se trouve aussi dans la loi qui supprimait les *emphytéoses*, en rendant propriétaires les paysans qui avaient été obligés à une rente perpétuelle.

www.dacoromanica.ro

Comme pendant tout le règne d'une si noble ambition et d'une si grande confiance en soi-même du premier roi de Roumanie, il manquait toujours quelque chose: le courage des révisions fondamentales, qui manquait aussi bien au souverain, qui n'affirmait pas ouvertement une volonté créatrice, entravée par une timidité naturelle qu'il cachait sous des formes solennelles très soignées, qu'aux hommes politiques — dont un seul de la génération de 1870, Pierre Carp, avait montré qu'il était capable de former un système et de s'en tenir étroitement à ce qu'il prévoyait. — Mais chez ce Moldave de bonne race des *răzeşi*, sans mélange de sang étranger, parce que les siens n'avaient pas participé aux fonctions élevées de son pays moldave, les conceptions se bornaient au domaine « de l'homme d'État », comme l'avait formé l'Allemagne; et il ne dépassait pas ces limites pour pénétrer, autrement que comme bon administrateur de sa terre ancestrale Ţibăneşti, dans les profondeurs pleines de mystère et contenant les grandes forces cachées des réalités nationales dans lesquelles était la clef de l'avenir.

Dans la réponse donnée à l'adresse de la Chambre, Charles Ier dessinait cependant une ligne permanente de sa politique intérieure: « défendre le pays contre tout ébranlement et prévenir les agitations stériles »; — et un « ébranlement » s'était produit par les révoltes paysannes récentes, et non par les naïfs efforts socialistes qui avaient été tentés à Jassy par les frères Jean et Georges Nădejde, le premier un massif encyclopédiste, sans originalité, auquel s'ajouta un sympathique dilettante de littérature, d'art et de politique, le fils du boïar roumain et grand propriétaire, Basile Georges Morţun et, à Bucarest, quelques intellectuels rassemblés autour du journal « Les Droits de l'Homme », faisant de vains efforts pour grouper un monde d'ouvriers intelligents mais peu cultivés. Ces tendances énergiquement conservatrices pouvaient être servies du reste aussi par le tempérament du nouveau président du Conseil, un opiniâtre autoritaire à la raison fermée à tout ce qui dépassait la discipline stricte de ses études, de théologie aussi, faites en Allemagne, avant même Bismarck, dont Sturdza prononçait le nom toujours avec un

www.dacoromanica.ro

sentiment de piété religieuse. À côté de lui, l'agitation démagogique ne pouvait pas durer, ni la grandiloquence turbulente d'un Fleva, et le président du Conseil fut certainement charmé de pouvoir s'en défaire, au commencement même d'un gouvernement qui devait être hésitant jusqu'à provoquer des soucis. Sturdza ne commit pas la grave erreur de croire que la méticulosité de ses menus calculs pouvait remplacer « le tribun du peuple », prêt à se jeter le lendemain, après ce débarquement, dans une nouvelle aventure, avec les multitudes irritables [1]. Ainsi, quelques semaines plus tard [2], la charge [du ministère de l'Intérieur], qui se trouvera être si difficile, passait au bénin petit boïar olténien, ancien soldat du parti, Anastase Stolojan.

L'orgueil du souverain, qui avait fait, avec la reine, un voyage pour des raisons de santé vers l'Adriatique, devait être puissament flatté, quelques mois après, par la visite depuis longtemps désirée, de François-Joseph, l'année même où, par la célébration du millénaire de la descente des bandes d'Arpad, le peuple magyar cherchait à affirmer une durée et une réussite, dépassant de tant de siècles de luttes et de combats, l'acceptation de la dynastie des Habsbourg qui, dans cette perspective, paraissait si récente. Lié à la politique russe de nouveau active, le successeur de Milan, le jeune roi Alexandre, ruiné par les scandales de sa vie conjugale et par les désordres d'une existence de dissipation, avait défendu ouvertement toute participation de la diplomatie serbe à cette manifestation nationale, bruyante jusqu'à la trivialité, à laquelle l'étranger avait été appelé sans résultat. L'amitié roumaine paraissait, dans ces circonstances, plus utile que jamais pour la Monarchie voisine.

Au couronnement du nouveau tzar Nicolas II, nature bonne et timide, qui n'avait pas pour le roi de Roumanie l'aversion permanente de son père, mort des suites d'ébran-

[1] [À l'occasion de l'affaire Gennadius. Note de l'éditeur].

[2] [Fleva s'était démis le 13 janv. anc. style, le 3 février fut nommé Stolojan. Cf. T. Maiorescu, *Istoria Contemporană a României*, 1925, p. 341] Note éd.

www.dacoromanica.ro

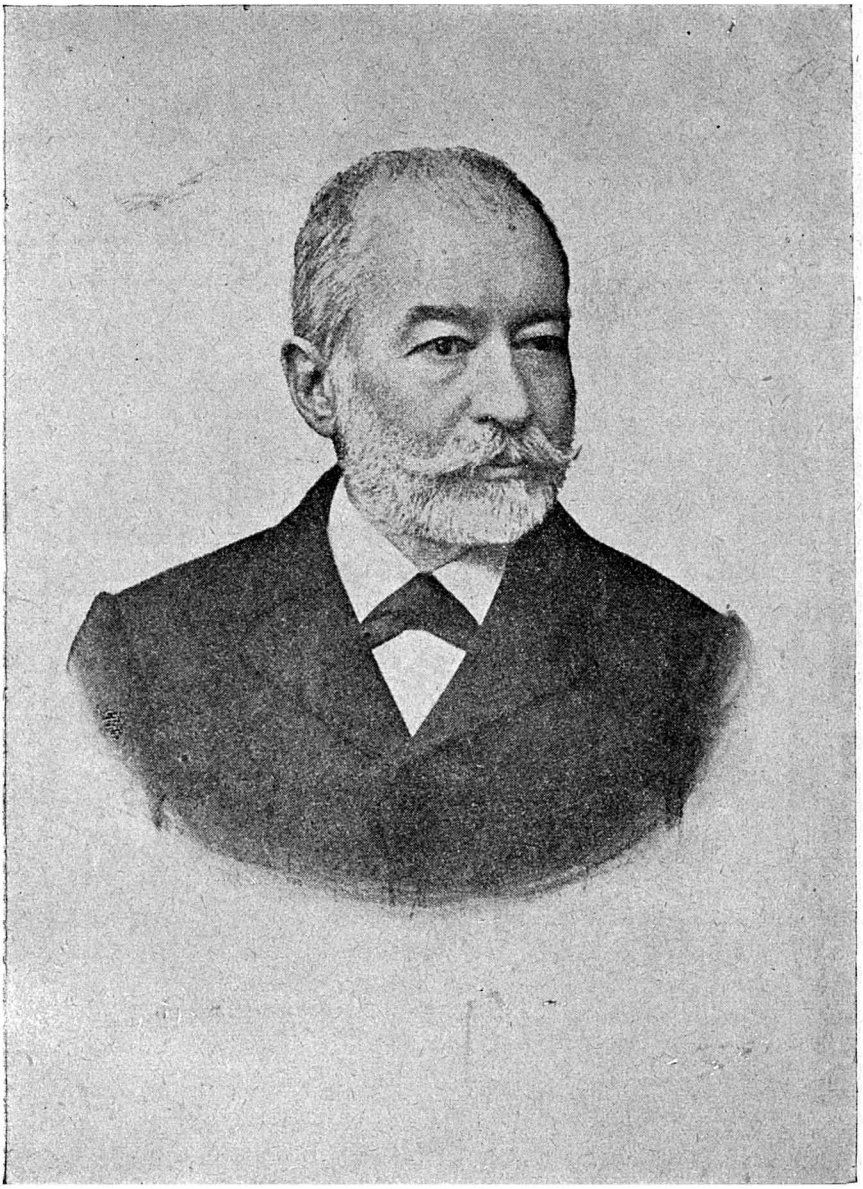


Fig. 33. — D. A. Sturdza.

www.dacoromanica.ro

lements moraux, et d'une longue et grave maladie, — cette aversion s'était montrée d'une façon brutale par cette question posée publiquement au ministre de Roumanie à Pétersbourg: « Est-ce que votre roi n'a pas encore appris le roumain ? » — Charles Ier prit la mesure prudente de déléguer le prince héritier Ferdinand dont l'épouse, qui dans ses Mémoires a décrit d'une façon impressionnante la grandeur de ce spectacle, était une parente assez rapprochée de l'Empereur [1].

Mais, avant la visite impériale de François-Joseph, dont on pouvait tirer profit, par-dessus la renégation humiliante de la politique d'intervention en Transylvanie, aussi pour ce gouvernement qui se croyait installé pour un long laps de temps, le manque d'habileté du président du Conseil, Dem. A. Sturdza, provoqua le procès intenté au métropolite primat Gennadius, et surtout la grossière intervention de la police par laquelle le chef de l'Église nationale fut arraché à sa résidence et mené de force au couvent de Căldărușani.

A la base de cette persécution passionnée, il y avait le désir de Sturdza de flatter le mécontentement du roi envers ce prélat qui s'était présenté plus d'une fois comme détenteur d'un pouvoir spirituel pouvant rester au même niveau devant un monarque d'autocratie prudemment masquée. Sorti des couches profondes de la nation, le riche métropolite — qui avait été évêque d'Argeș, et en cette qualité, avait aidé de ses deniers qu'il avait accumulés, la grande collection d'actes historiques, rassemblée par un homme actif, Démètre Constantin Sturdza-Scheianu, collection dont l'initiative était due à celui qui était maintenant président du Conseil, — faisait partie des hommes qui ne se laissent pas facilement vaincre. De belle prestance et énergique, plein de la fierté légitime de sa haute situation, il foudroya le profanateur, dans le premier grand conflit entre l'Église et l'État des partis. Et comme toute l'opposition des anciens conservateurs, — à l'exclusion de celle des « junimistes », constitutionnels et

[1] La mère du tzar, Marie de Danemark, était la sœur d'Alexandra, femme d'Edouard VII d'Angleterre.

www.dacoromanica.ro

légaux, — était à sa disposition, et que Fleva s'empressa de s'y mêler, des processions artificieuses, comme vers la cellule d'un saint et d'un martyre, se dirigèrent vers l'abri forcé de celui qui avait été, et si profondément, offensé. La décision du Synode contre celui qui se serait attribué des biens de l'Église ne suffit pas pour gagner la partie. Plus tard seulement, après que les combattants pour le prestige de l'Église se fussent fatigués, par le retour sur la sentence du Synode et la démission de Gennadius, remplacé par le paisible Joseph Gheorghian, le prédécesseur qui s'était retiré par force, un nouveau ministre libéral aux Cultes, Spiru C. Haret, devra intervenir pour créer, à l'ex-métropolite qui ne pouvait plus revenir sur son siège, un domaine autonome à Căldărușani sur lequel s'étendirent largement les bienfaits de celui qui avait conservé ses titres et n'avait pas admis d'être encadré dans une hiérarchie qu'il méprisait [1].

En septembre 1896, les travaux faits par le gouvernement hongrois aux Portes de Fer devaient être inaugurés; l'assistance du roi de Roumanie, à côté d'un autre souverain sur le Bas-Danube, Alexandre de Serbie, que la diplomatie austro-hongroise avait reconquis au moins pour cette démonstration solennelle, avait dû être récompensée d'après l'entente conclue par la visite impériale à Bucarest. On avait envoyé à Gura Văii les vaisseaux de la petite marine fluviale roumaine, trois canonnières et trois torpilleurs. Le moment était cependant celui d'un triomphe de l'hégémonie danubienne réclamée par l'Autriche-Hongrie et gagnée enfin par ce grand résultat de sa technique.

Aussitôt après cette fête, François-Joseph, accompagné de Goluchowski qui était maintenant chancelier, et du chef de l'état-major Beck, fut accueilli à Vârciorova, sur a frontière roumaine, par la résipiscence du président du Conseil roumain, et à Craiova, Charles Ier vint à sa rencontre. A Bucarest, le toast du roi ne contenait, malgré le désir qu'avait manifesté Berlin de proclamer l'alliance jusque là

[1] V. Iorga, *Discursuri parlamentare*, I.

www.dacoromanica.ro

secrète, que la mention « des bons rapports établis entre nous ». Et l'Empereur-roi mentionnait seulement « son amitié sincère et inaltérable ». A la revue qui suivit, on présenta 25.000 hommes et 106 canons, d'une armée que le souverain de Roumanie appréciait si haut, comme venant de ses propres efforts; c'était comme une indication de la valeur que pourrait avoir la collaboration de cette force militaire sur le champ de bataille. Ceci bien que, pour le moment, et par suite des rapports personnels entre Nicolas II et l'Empereur d'Allemagne, les anciennes menaces contre la paix semblassent disparues.

A cette occasion, on donna le nom de « Rocher François-Joseph » à une hauteur au-dessus de Sinaia, résidence d'été du roi de Roumanie, à ce point même où, après une vingtaine d'années, les Austro-hongrois devaient tracer la frontière [éphémère, en 1918] de l'annexion aux dépens de la Roumanie vaincue. Suivit une visite du jeune roi serbe qui avait, par sa mère, des rapports étroits avec la nation roumaine [1].

Les querelles intérieures d'un parti conduit par une main si nerveuse amenèrent, en novembre même, alors que le message présentait une balance d'activité favorable, insistant sur le bon état des finances qui présentaient un excédent, une profonde transformation dans le ministère [le 11 nov. 1896, après la démission de D. A. Sturdza] [2]. Sous la présidence de l'économiste P. S. Aurelian, le spirituel avocat jassiote, Georges Mârzescu, fils de prêtre et spécialiste des canons de l'Église [3], prit la place du méthodique Poni, sans

[1] La visite du grand-duc se produisit aussi, mais elle était déterminée seulement par des motifs de famille.

[2] [« Dém. A. Sturdza se vit obligé de quitter le pouvoir (21 nov. 1896), et le roi fit appel au président de la Chambre, P. S. Aurélian, qui reconstitua le cabinet libéral. Le gouvernement libéral et le parti conservateur s'entendirent sur ces bases: le Saint Synode reviendrait sur la condamnation qu'il avait prononcée contre le métropolite; celui-ci serait restitué dans ses dignités ecclésiastiques et donnerait sa démission »]. (Phrases de l'« *Histoire* », de Fr. Damé, p. 397. Note éd.).

[3] Pour la façon dont il jugeait, en 1878, Jean Brătianu « esclave de ses soldats et partisans », voy. aussi sa brochure *Politica contimporană, Martirii de la 48 şi salvatorii de la 66*, Bucarest, 1878.

www.dacoromanica.ro

pouvoir continuer son œuvre si bien préparée; Stoicescu prit, à côté du ministère des Affaires étrangères, où il n'apportait aucune préparation, l'intérim de la Guerre, jusqu'à la nomination du général Berindeiu; un autre Moldave de Jassy, le professeur Étienne Şendrea, recevait le portefeuille de la Justice, et Emmanuel Porumbaru, celui des Travaux publics. Conservant le même ministre des Finances, l'Intérieur était attribué à l'avocat olténien Basile Lascar, qui se proposait une transformation totale de l'administration, d'où sortit surtout une modernisation de la police [1].

La nouvelle formation était soutenue aussi par un nombre d'intellectuels non encore satisfaits, membres du parti — entre autres le professeur de philosophie Const. Demetrescu-Jassy, qui se levaient contre ce qu'ils appelaient « l'occulte » — de discipline monacale qui, sous le « doigt magique » de Sturdza, resté chef du parti, se montrait incapable de toute innovation. Élu président du Sénat, après la mort de Démètre Ghica, Sturdza réussit, par la démission des deux partisans qu'il avait conservés dans le gouvernement, à revenir au pouvoir en mars 1897.

Il se sentait obligé à une innovation pour répondre aux critiques qu'on lui avait adressées et qui continueront dans les colonnes du nouveau journal des réformateurs « Le Drapeau ». Conservant à côté de Berindeiu à la Guerre, Stolojan et Georges Cantacuzino de Râfov, parmi ses ministres précédents, il confia le ministère de l'Intérieur à la main énergique de Michel Pherekyde et s'adressa aux jeunes, installant à la Justice l'éloquent Alexandre Djuvara, dont l'élégance lui avait valu le surnom de « coiffeur napolitain »; il appela à l'Instruction publique le mathématicien Spiru C. Haret, qui allait devenir bientôt le représentant des tendances, vers les villages, de la nouvelle génération, appuyant son action de grandes et heureuses réformes en faveur des prêtres ruraux et des maîtres d'école; et la Justice fut offerte au fils aîné de Jean Brătianu formé comme ingénieur à Paris. Le jeune homme qui n'apportait avec lui, pour le moment,

[1] Voy. les discours de celui-ci.

www.dacoromanica.ro

que le prestige d'un si grand nom, se montra par ses lettres à sa famille un observateur pénétrant des circonstances, un esprit de critique aiguë et un combattant né, contre ceux qui avaient préparé une si triste fin à son père. Des conceptions supérieures d'un noble idéalisme s'étaient formées dès ses années d'études dans l'intelligence de Jean I. C. Brătianu, et elles étaient certainement supérieures à l'opportunisme habile, puis à l'autoritarisme intransigeant qu'il a manifestés lui-même pendant les années où il avait une autorité encore plus grande que celle de ce père, dont les faits historiques l'inspiraient [1].

Au milieu des agitations provoquées par l'opposition, sur la question de la décoration accordée, faute d'informations, à Ieszensky, l'ancien procureur pendant le procès du Mémorandum, ou autour du conflit avec l'organisation juive universelle, par suite du projet présenté par le général Berindeiu, qui n'admettait pas les Juifs dans l'armée, le gouvernement Sturdza, qui avait fait voter dans la meilleure atmosphère les projets de Haret, dut se soumettre à la décision que prit le roi d'aller lui-même avec le prince héritier à Pétersbourg, où le roi fut très chaleureusement reçu par ceux qui avaient travaillé avec lui devant Plevna, comme le général Dragomanov. Les sympathies exclusives envers les Centraux, appuyées sur le traité d'alliance, qui était resté secret, semblaient diminuer d'autant plus que, si l'amitié personnelle avec François-Joseph restait immuable, l'Empereur d'Allemagne ne montrait pas une très grande estime à son lointain parent de Bucarest.

De fait, la situation était telle que le caractérisait en ce moment Maiorescu, dans une lettre personnelle très intéressante: «Parlant d'une façon pratique, *nous sommes une monarchie despotique masquée sous une constitution libérale*: le roi nomme aujourd'hui les ministres comme il le veut et les ministres font les majorités parlementaires comme ils le veu-

[1] Voy. ses lettres publiées par Mme Sabine Cantacuzène, *Din corespondența familiei Ion C. Brătianu*, II—IV, Bucarest, 1935. Cf. Iorga, dans *Rev. Ist.*, 1936, p. 162 et suiv.

www.dacoromanica.ro

lent ». Le régime des discrètes directives venant du monarque continuait, on avait essayé, au cours de deux audiences au palais, la réunion dans un seul parti, permettant l'alternance au pouvoir de deux formations solides, comme en Angleterre, ce qui était le grand rêve du souverain, des vieux conservateurs avec les junimistes, qui dépassaient de beaucoup les autres comme intelligence et culture [1].

Comme Sturdza, sans cesse traqué par toute l'opposition bien qu'elle dût rester divisée, n'entendait pas se retirer de nouveau, le roi, qui lui avait accordé la clôture anticipée du Parlement qui devait être dissous, lui imposa sa retraite, en mars 1899.

Lascar Catargiu était gravement malade et, juste au moment où il fut appelé au pouvoir, il fermait les yeux dans sa maisonnette de Bucarest, sans avoir pensé à sa succession comme chef de groupement et sans s'être expliqué avec les junimistes qui, ne pouvant pas gagner pour Carp la direction du parti conservateur uni, préféraient se maintenir séparément. Comme ils avaient trop peu de liens dans le pays, on ne leur offrit pas le pouvoir, — Alexandre Lahovari était mort subitement en 1897, — et ainsi le souverain dut recourir [2] [le 11 avril 1899] au très riche boïar ayant des terres étendues, le bon vieillard, fier de son nom, qu'était Georges Grégoire Cantacuzène, figure solennelle, à favoris à la Guillaume, qui n'était qu'amabilité envers tout le monde, mais auquel manquaient toutes les qualités d'un chef de gouvernement. Il venait à peine d'être élu chef du parti par quelques conservateurs appartenant au clan des boïars, vieux et jeunes, quand le roi lui confia la mission difficile en elle-même,

[1] Voy. C. Gane, ouvr. cité, pp. 200—202. Ce travail est, avec les préfaces de Maiorescu à ses discours, le seul qui, d'après les compilations chronologiques anonymes de Démètre Sturdza, cherche à introduire la lumière dans l'histoire de la Roumanie de 1897 à la Grande Guerre. *La lettre de Maiorescu est la chose la plus vivante, la plus colorée, la plus sincère de tout ce qu'il a laissé.*

[2] Il aurait cherché d'abord une concentration libérale avec l'insignifiant D. Giani; *ibid.*, p. 227.

www.dacoromanica.ro

et d'autant plus difficile pour un tempérament comme le sien, de former une ministère.

Dans la nouvelle formation, le général Manu, de longue date ennemi déclaré de Carp, prit les Finances pour lesquelles il était trop peu préparé. Les deux frères Lahovari, Jacob à la Guerre, et Jean, qui s'était trop peu manifesté malgré ses connaissances variées et sa facilité de parole, aux Affaires étrangères. Pour le reste, d'anciens libéraux: Take Ionescu et un autre néophyte, Constantin Disescu, professeur de droit, Fleva qui prit les Domaines, et enfin l'enthousiaste chimiste de préoccupations encyclopédiques, le docteur Istrati, aux Travaux publics, jusqu'à ce qu'il arrive à obtenir l'Instruction publique, à la place de Take Ionescu. Georges Panu, à cause de son procès de lèse-majesté, devra rester de côté, et les libéraux eux-mêmes, auxquels il retournera, n'avaient pas osé le présenter au roi Charles. De fait, Take Ionescu, l'ancien [1] ami de Rosetti, mais par son talent au-dessus des partis, dominait avec ses amis. Faible formation qui ne pouvait pas résister au double assaut: celui des libéraux des deux nuances, maintenant réconciliés, et celui des junimistes!

Le Parlement de formation fragile, appuyé sur l'esprit offensif du général Manu, et sur l'habileté d'avocat de Take Ionescu, fut formé pour servir les projets de domination de ce dernier et, pour donner l'illusion d'un changement de génération, il était composé en grande partie de jeunese, d'où le surnom qu'on lui donna de «Jardin d'enfants». Aucune grande valeur ne se révéla parmi ces nouveaux venus.

Des auditeurs sans expérience assistaient, comme au spectacle, à la manifestation de ceux qui, dans les deux partis qui s'affrontaient, poursuivaient, — les junimistes se tenant en réserve, —les efforts oratoires des deux dauphins, Jean Brătianu et Nicolas Filipescu. Ce dernier, formé en Suisse, était revenu aux traditions de son pays

[1] Cf. Romulus Seişanu, *Take Ionescu*, Bucarest, 1930; C. Xeni, *Take Ionescu*.

www.dacoromanica.ro

auquel il dédiait, avec un amour chaleureux, la flamme inextinguible d'un tempérament de hardiesse combattive, ne tenant compte de rien ni de personne, alors que l'autre calculait, avec une balance minutieuse d'ingénieur, chaque pas qu'il faisait sous un chef qu'il méprisait, le considérant comme anormal, ainsi que cela sera prouvé par la suite, vers le but qu'il poursuivait avec une patiente persévérance. Tous deux appartenaient à la même génération que le versatile Take Ionescu, dont le torrent brillant n'avait ni la résonnance de la nouvelle génération que prouvait le jeune Brătianu, ni la « fureur » aristocratique et chevaleresque du descendant d'une famille habituée à la lutte continuelle d'un siècle à l'autre [N. Filipescu]. Mais toute cette jeunesse était tout à fait étrangère à la formation de ceux qui, reliés à la lutte continuelle contre les difficultés de la vie dans leur maison paternelle et dans les Universités roumaines, avaient maintenant comme professeurs des maîtres comme Xenopol, à côté de la « maestria » froide de Maiorescu, et de l'élégance artificielle de Demetrescu-Jassy; de ceux qui, après moins de dix ans, *demanderont autre chose à la littérature, sur la chaire professorale et au besoin aussi dans la rue* [1], mais pas pour des buts comme ceux des étudiants anti-sémites, menés par les intérêts des clubs que Carp traitait avec son mépris supérieur d' « homme d'État ».

Ebranlé aussi par le scandale provoqué à cause du foin acheté à une époque de sècheresse en Hongrie, par Fleva, — et renvoyé avec perte pour le trésor, parce qu'il avait été trouvé humide, et par ce qu'on appelait « la honte d'Hallier », dans laquelle, pour satisfaire l'entrepreneur banqueroutier des travaux du port de Constanța, on admit, sur la base d'une loi spéciale, l'arbitrage international, avec des séances au cours desquelles on arrivera à des démonstrations contre la France elle-même, — le régime si passager de Cantacuzène dut cesser, à la profonde déception de Take Ionescu, contre lequel combattait continuellement Nicolas Filipescu, l'autre

[1] [Il s'agit du mouvement nationaliste de l'auteur lui-même, qui débuta en 1906 par l'action contre la « francomanie » de l'élite du pays]. Note de l'éd.

www.dacoromanica.ro

candidat à la direction du parti, qui était né dans le parti et auquel il était lié par toutes ses relations et tous ses intérêts. Après une entente gardée secrète avec les junimistes, qui jusque là avaient été constamment persécutés, le bon boïar fatigué, qu'on appelait ordinairement, à cause de sa grande fortune, « le nabab », passa le pouvoir à Carp [le 7 juillet 1900].

Filipescu, avait vaincu: car il était plus disposé à soutenir l'orgueilleux Moldave [P. Carp], fût-ce même avec son successeur désigné, le fils, — élevé à la française et habitué à toutes les élégances de son époque jusqu'à la passion des courses, — d'un petit boïar de Buzău, client de la maison Ştirbei, à laquelle il avait été attaché par un mariage, Alexandre Marghiloman, qu'à accepter comme chef réel celui qu'il considérait comme un parvenu bourgeois de Bucarest [Take Ionescu].

Dès le commencement, le roi, — qui continuait, surtout pour conserver et renforcer sa politique extérieure, à conduire tous ces changements qui, en eux mêmes, n'avaient d'autre motif que des aspirations ou des blessures personnelles, envers lesquels le pays, dégoûté d'une pareille politique, ne pouvait manifester aucun intérêt réel, — avait voulu, dès le début, avoir comme chef du cabinet celui dont l'attitude envers le pacte d'alliance, resté secret, aussi par haine envers la Russie, suspectée cette fois sans raison, — s'était montré inébranlable.

Carp, qui avait ses fidèles, ses admirateurs et ses dévoués, mais qui, dans son orgueil de hobereau, n'avait pas voulu se créer un plus large cercle de sympathies, se trouva donc devant l'action d'intrigue des libéraux, qui n'étaient plus conduits par les dépits de Sturdza, mais par la manœuvre habile du jeune Brătianu, de plus en plus maître dans le parti auquel il avait prouvé sa volonté et un talent de grande prestance solennelle, quoique sans chaleur et sans poésie, mais aussi devant la rancune de Take Ionescu, qui avait refusé avec mépris d'entrer dans une formation à la création de laquelle il n'avait pas travaillé lui-même. bien qu'il eût été considéré comme plus habile que n'importe qui dans les ma-

www.dacoromanica.ro

nœuvres de cette vie politique de simple surface, sous les formes d'un faux parlementarisme. Comme Carp savait dès lors que le souverain, le croyant utile dans une certaine situation, et jusqu'à un certain point, ne le considérait cependant pas comme un appui solide, offrant des garanties de fidélité pour sa politique nettement personnelle, il n'entendait pas écouter les discrètes indications habituelles de la Couronne dans la campagne qu'il devait déclencher, en dépit de ses premières déclarations qu'il acceptait la situation. Il mit donc en mouvement tout ce qui pouvait être ambition et désir de parvenir rapidement dans ce milieu urbain restreint qui s'était formé, non pas d'une vraie bourgeoisie nombreuse, riche et active, mais du surplus des intellectuels sans sériosité, produit facile d'un enseignement supérieur de pure théorie. On commençait ainsi la politique appelée «du débordement du Nil» [qui venait après] celle du «takisme» généreux, issu de la grande bonté d'âme, amicale envers tout le monde, capable de tous les oublis et de tous les pardons, de celui qui était davantage le chef né d'un clan que d'un vrai parti aux origines profondes et aux buts idéologiques.

De nouveau Maiorescu figurait, dans le gouvernement qui devait affronter la plus âpre des luttes. Vieux et inapte, à cause de son infirmité de l'ouïe, aux luttes parlementaires, qui devaient être passionnées et, en dehors de cela, il paraissait déconcerté, n'ayant que le souvenir de ses propres réformes maintenant périmées, devant la situation qu'avait créée à l'enseignement le réalisme populaire de Poni, et les combinaisons de mathématique formale de Haret. Il se contenta du ministère de la Justice, et laissa l'enseignement au très superficiel avocat, C. C. Arion, doué d'une éloquence fleurie et souriante. Un seul Lahovari était entré dans la formation ministérielle, le général, à la Guerre, son frère Jean ayant une attitude de mécontentement envers la suprématie junimiste. On avait fait certainement trop peu de place, aux Domaines, à Filipescu; mais il était content du succès de son action dans le parti qu'il se croyait maintenant assuré. Un homme actif, mais peu doué, Jean Grădişteanu, eut les Travaux-publics. En guise de reconnaissance pour le rôle

www.dacoromanica.ro

Fig. 34. — Nicolas Filipescu.

www.dacoromanica.ro

qu'il avait joué dans l'œuvre de réconciliation des conservateurs, Constantin Olănescu, ancien ministre à l'étranger, et traducteur d'Horace, prenait l'Intérieur sans avoir les qualités nécessaires pour résister aux campagnes de renversement qui s'annonçaient déjà. Le roi avait voulu que la politique extérieure fût confiée à Marghilonan qui, malgré ses relations avec Paris, était considéré comme sûr pour servir les buts qu'on poursuivait à côté des Centraux: dans cette distinction, il pouvait voir une assurance pour sa carrière vers la situation de chef, que non seulement Filipescu, mais aussi la plupart des conservateurs, qui avaient encore avec eux le général Manu, n'auraient acceptée en aucun cas ni dans aucune circonstance [1].

La situation financière était désespérée. Pour des dépenses de 238 millions, on ne pouvait avoir que 220 millions. Les économies de Sturdza ne semblaient pas suffire. Les solutions aventureuses de Take Ionescu s'étaient appuyées sur une liquidation générale des biens de l'État: forêts, service maritime, pétrole, dont l'exploitation commençait, actions de l'État à la Banque Nationale; on y ajouta le peu que pouvait produire le monopole du papier à cigarettes. *Les riches ressources du travail national ne pouvaient pas être employées sans une politique de longue éducation et de réorganisation, en rapport avec l'âme de la nation à laquelle personne n'avait pensé à faire appel.* L'agitation entre les partis et au sein des partis, le bouillonnement des ambitions, des passions et des intérêts personnels avait rongé, pendant de longues années, toute la vie politique sans que le souverain qui, dans ce domaine, avec sa préparation purement formaliste, rapportée de son ancienne patrie, avait la vue très courte, se fût rendu compte du désastre menaçant. Un grand emprunt à l'étranger fut considéré comme devant entraîner à un lien trop étroit de politique extérieure; cependant Carp fit, dans ce but, un voyage en Allemagne et à Vienne [2]. Comme on parlait d'aug-

[1] C. Gane, ouvr. cité, p. 248.

[2] Pour la visite de Carp, voy. *Doc. dipl. fr.*, (1901—1911) nos 35, 57 (et la visite du général Lahovari), pp. 101, 179, 223, la prolongation de l'alliance.

www.dacoromanica.ro

menter l'impôt sur la fabrication de l'alcool de prunes, des agitateurs sans conscience appelèrent les paysans à la révolte. Une augmentation d'impôts et de taxes ne pouvait pas contribuer à la popularité d'un régime qui, dès le commencement périclitait.

Le roi chercha à conserver un gouvernement, qui avait présenté sa démission dès le début de l'année 1901. Et il savait qu'à Berlin Carp l'avait présenté comme un adversaire, par timidité, de ses projets hardis de réfection financière. Une campagne furieuse contre ces projets s'ensuivit, Take Ionescu se jetant sur celui dans lequel il voyait le grand empêchement à ses propres projets d'avenir et il pouvait s'appuyer sinon sur les conservateurs du Cabinet, qui étaient resté loyaux, mais sur l'inimitié déclarée dès le commencement du général Manu contre le junimisme, c'est-à-dire de fait contre son chef, considéré comme un usurpateur. « L'art oratoire » s'écriait le chef d'un gouvernement continuellement harcelé, « n'est pas toujours en état de couvrir la vérité ». Placé devant un vote de blâme pour de simples détails fiscaux, le gouvernement démissionna en février. Carp qualifiait ceux qui l'avait renversé, d' « intelligences légères et même téméraires », Take Ionescu étant pour lui, dans une formule ultérieure, « un homme téméraire, à la tête d'une coalition d'intrigants et d'avocats ».

Alors, le roi ne chercha pas à former d'autre ministère conservateur, mais rappela Démètre Sturdza [1].

Celui-ci montra, dans la formation du ministère de 1901, tout aussi peu d'habileté, du reste empêché aussi par les conflits qui persistaient dans le parti, comme pendant le premier ministère. Se réservant les Affaires étrangères et l'intérim de la Guerre, rendant l'Instruction à Haret, il admettait à l'Intérieur le vieil Aurelian, et conservait aux Travaux publics l'ambitieux et impatient Jean Brătianu qui, poursuivant une politique personnelle, avait essayé une fusion de tout le parti avec les junimistes qu'il entendait s'asservir. Avec Stoicescu à la Justice, et un nouveau ministre aux Domaines,

[1] *Ibid.*, n° 151.

www.dacoromanica.ro

l'avocat Basile Misir, on plaçait aux Finances l'avocat Georges Palade, totalement incompétent, et que la presse d'opposition avait ridiculisé pour la véhémence de ses discours.

Cependant, les élections, condamnant les discordes parmi les conservateurs — discordes qui continuèrent aussi dans l'opposition, une partie des vieux restant auprès de Carp, proclamé, contre Cantacuzène, qui était maintenant dominé par Take Ionescu, chef du parti, — furent très favorables au gouvernement dans lequel, pour le moment, aucune friction ne s'était produite. Sturdza imposa son système sévère d'économie que Carp avait jugé impossible. On donna à Haret la mission d'opérer une œuvre scientifique, mathématique, des salaires, qu'on appelait « la courbe de Haret » et qui fut acceptée avec assez de résignation. Et la Banque Nationale vint avec une offre d'emprunt, du reste modeste, en échange d'une prorogation de privilèges.

Mais ce que demandait à Sturdza le roi « qui gouvernait », c'était le renforcement de l'alliance avec les Centraux. En juin 1901, le maréchal de camp Beck réapparut en Roumanie, pour conclure la convention militaire qui fut même publiée, et par laquelle, en cas d'une attaque, qui ne pouvait venir que de la Russie, 250.000 soldats roumains collaboreraient avec les troupes césaro-royales [1]. Initié maintenant au grand secret royal, Jean Brătianu prit les Affaires étrangères en janvier 1902, et la place du ministère des Finances, abandonnée par Palade, fut occupée par Sturdza lui-même.

Dans le ministère, des changements se produisirent, provoqués par les intrigues, Palade étant placé à l'Intérieur et les Finances étant maintenant données au vieil Emile Costinescu, un dévoué de C. A. Rosetti, profond connaisseur du pays, ennemi des formules abstraites, qui pouvaient lui nuire. La dynastie ministérielle des Brătianu, à laquelle s'était attaché l'ancien ami de Rosetti, Eugène Carada, maintenant

[1] *Ibid.*, n° 306 (mais un banquet offert au ministre de Russie Fonton). Le prince Ferdinand salua à Constanța le grand-duc Alexandre, revenu de Bulgarie; *ibid.*, n° 347. Cf. n° 502, 503 (des torpilleurs russes à Galatz). Il y avait aussi la question des fortifications en Dobroudja (*ibid.*, n° 354). Cf. *Rev. hist. du Sud-Est europ.*, VII, pp. 155, 161; IX, pp. 322—325, 422, 427.

www.dacoromanica.ro

un homme de conceptions financières sûres, maître absolu à la Banque Nationale et aux établissements de crédit, regardait Costinescu comme un rival jusqu'à un certain point. Par l'arrivée de Basile Lascar, à la place de Palade, l'œuvre de réorganisation administrative restera liée à son nom. Lascar, ainsi que Stătescu, et même que Costinescu, étaient les adversaires contre lesquels devait combattre, — en s'appuyant sur l'impatience des jeunes réformistes groupés autour des frères Brătianu, Jean, Vintilă et Constantin, celui-ci retenu plutôt dans des entreprises comme la fabrique de papier jouissant d'un large monopole, Letea, — devait combattre donc le dit « occulte » de nouveau ressuscité, pour placer le premier héritier du grand Brătianu sur le siège de l'héritage paternel. Tour à tour tombèrent, par l'intrigue, Stătescu et Lascar, contre lequel on employa aussi le chef des éléments socialistes de Jassy, à la tête desquels, après la démonétisation totale du lourd Jean Nădejde, s'était placé un Bessarabien Constantin Stere, réfugié depuis de longues années de la douce Sibérie, par suite d'une agitation juvénile, et abrité d'abord dans la maison du fractionniste Holban, pour se distinguer ensuite, après une thèse de licence qui eut de l'écho, par des preuves de talent littéraire. Et Pherekyde, qui grâce à son intelligence et à sa volonté, avait acquis une grande situation dans le parti libéral national, était menacé aussi par ceux qui voulaient à tout prix transformer ce parti, qui avait beaucoup d'anciens parents révolutionnaires, et s'était enrichi ensuite par des personnes venues de plusieurs côtés, dans une étroite et parfaitement unitaire citadelle de la famille Brătianu. Sturdza lui-même, dont l'état d'âme provoquait depuis longtemps des soucis, devait être écarté sans compassion pour sa maladie, qui le mènera dans une maison de santé près de Paris, d'où il ne reviendra jamais comme homme politique.

Les démissions des deux camps s'accumulèrent: à côté de celle de Costinescu, qui ne consentit jamais à entrer dans la nouvelle discipline, celles de Stoicescu et de Jean Brătianu. Par l'abstention des députés aux séances, on chercha à obtenir la démission que le vieux président du Conseil s'obstinait à ne pas présenter.

www.dacoromanica.ro

Fig. 35. — Georges Gr. Cantacuzène.

www.dacoromanica.ro

Alors, de nouveau, le roi intervint, et Sturdza, brisé pour toujours, au bout d'une vie de travail surhumain appliqué à remplir son devoir, fut écarté aussi sur le signe, maintenant habituel, de l'auguste main (décembre 1904) [1].

Georges Cantacuzène fut appelé comme successeur. Et ceci bien que, pendant les années d'opposition, il n'eût prouvé ni capacité, ni autorité. Carp, au contraire, s'était élevé dans ses derniers discours au plus haut niveau d'une longue carrière de complet désintéressement et d'amour du bien public. Ses appels à la conscience, l'indication d'un nouveau but de moralité et de sacrifices, allant contre les calculs de club de même qu'à l'encontre des aptitudes d'intrigues, maintenant traditionnelles, de démagogie et de corruption, contribuèrent aussi à faire lever un autre *standard* d'exigences spirituelles pour l'exercice de l'activité politique. Il fut reçu par le roi, quelques heures après le choix fait en la personne de l'autre chef du parti conservateur, et son principal acolyte, Marghiloman, assure que le vieillard prononça des paroles d'amertume, dans lesquelles il annonçait au souverain, envers qui il avait toujours été sincère, même jusqu'à une brutalité qui devait l'offenser profondément, qu'il ne pourrait plus dominer désormais ses adhérents, qui se rendent compte que pour arriver au pouvoir on demande d'autres voies que celle de la parfaite loyauté.

Le nouveau ministère appartenait à Take Ionescu, revenu aux Finances, qui s'adjoignit le grand électeur jassiote, Alexandre Bădărău, ancien socialiste et radical, massive figure de petit propriétaire moldave, employant d'une façon pratique tous les péchés de sa classe, et un autre ancien radical, le professeur de sciences naturelles, Michel Vlădescu; il appartenait aussi au général Manu, aux deux frères Lahovari, amenant avec eux Jean Grădișteanu, qui avait quitté les junimistes vaincus. Mais le Parlement ne fut pas constitué par le vieux président du Conseil, qui avait pris l'Intérieur, mais par Take

[1] Il mourut, obscur, pendant la grande guerre. Cf. pour les intrigues M. Teodorian Carada, *Efimeridele*, p. 153 et suiv.; *Doc. dipl. fr.*, loc. cit., n° 580.

www.dacoromanica.ro

Ionescu seul, qui était arrivé maintenant, en effet, devant Filipescu vaincu, au comble du pouvoir qu'il avait désiré. Il prit les Finances, faisant voter une série de mesures d'opportunité, sorties de son esprit riche en ressources, pour passer par-dessus les nécessités du moment. Mais il se heurta à la résistance de tous les cercles politiques, et aussi de toute l'opinion publique, lorsqu'il se décida à choisir, pour la concession des terrains pétrolifères, entre la Deutsche Bank de Berlin et la grande association américaine Standard Oil.

Mais ce n'était pas par l'atmosphère mauvaise qui s'était créée autour de ce projet, ni par l'immoralité politique notoire de beaucoup de ceux, d'origine différente, qui avaient été gagnés par le charme personnel, mais aussi par les offres si larges du chef réel du gouvernement, que devait bientôt tomber cette nouvelle formation conservatrice, mais par ces révoltes paysannes qui, expression de profonde souffrance économique, signifiaient aussi l'apparition, que personne ne pouvait empêcher, d'une autre génération, animée d'un autre crédo.

www.dacoromanica.ro

LIVRE II

L'EFFORT POUR L'UNITÉ NATIONALE

www.dacoromanica.ro

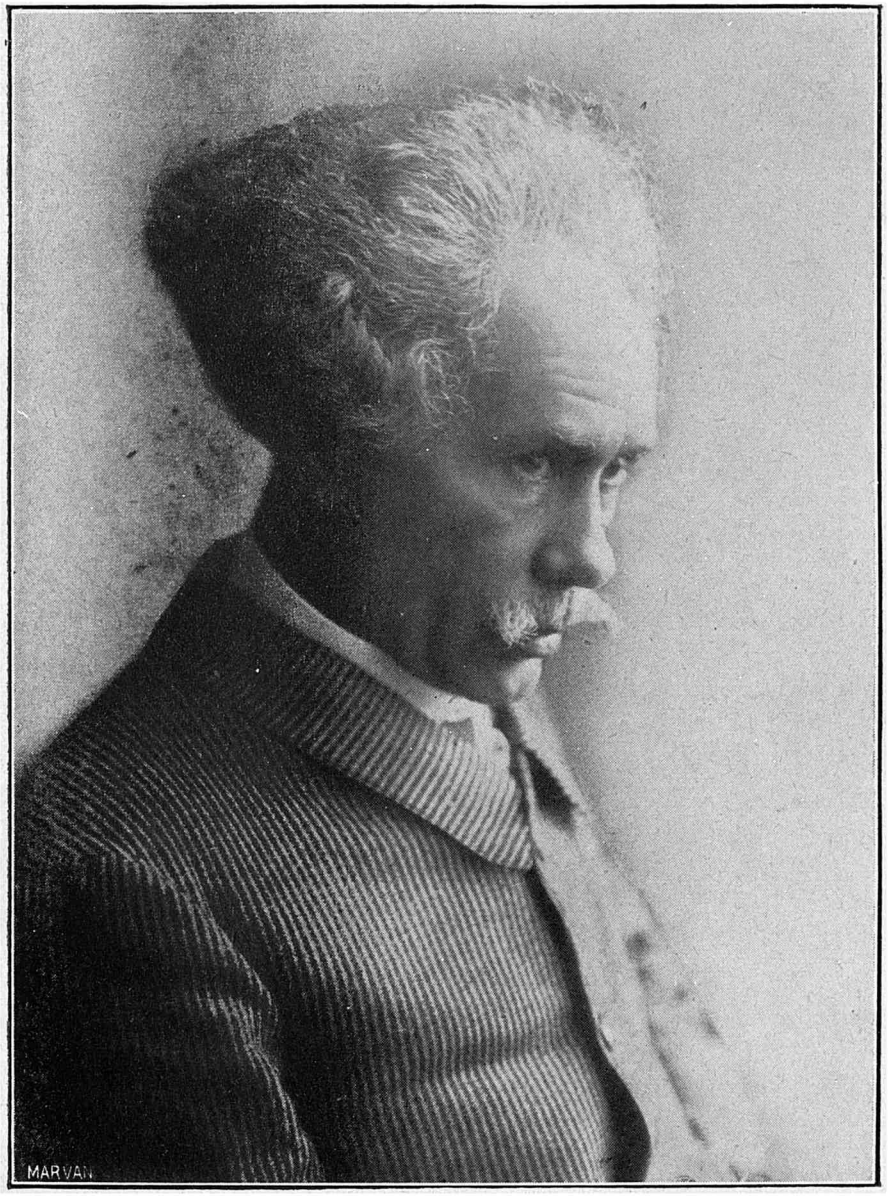


Fig. 36. — Barbe Delavrancea.

www.dacoromanica.ro

CHAPITRE I

LES IMPULSIONS DE LA NOUVELLE GÉNÉRATION

Parmi les combattants les plus véhéments de la grande lutte entre les partis, quelqu'un s'était gagné, assez vite, une place principale, quelqu'un qui avait une autre origine et apportait un autre tempérament que celui des écrivains qui jusque-là avaient inscrit leur nom dans le développement de la littérature roumaine. Bien que mêlé à tous les secrets des partis, auxquels il avait été lié tour à tour par les vicissitudes de sa vie et l'instabilité d'un caractère d'artiste, Barbu Ştefănescu, qui prit dès le commencement le pseudonyme de *Delavrancea*, à une époque où Charles Ier, voyageant incognito en Occident, s'était fait nommer « comte de Vrancea », était resté le fils de roulier de la banlieue de Bucarest, du faubourg appelé Delea Nouă, où, enfant, il avait écouté les contes recueillis sur le vif et non transformés, et entendu le récit que rapportaient, de leurs longs vagabondages à travers le pays, les siens qui appartenaient à cette catégorie rare de rouliers portant le blé d'une région à l'autre. Des études à Paris, l'initiation à la littérature la plus récente de l'Occident français, n'avaient pas changé son caractère paysan.

Dans les nouvelles qu'il réunit en 1885, sous le titre de la première d'entre elles, « Sultănica », on trouve une information sociale très variée, mais la note vraiment nouvelle n'est pas donnée par les esquisses prises dans le monde bucarestois, gris et corrumpu, de fonctionnaires, mais par la claire vie rurale qui se réflète dans des pages d'un style tout à fait nouveau, éclatant, d'un pittoresque qu'on n'avait jamais rencontré jusque là, et contenant des visions impres_

www.dacoromanica.ro

sionnantes d'un tragique quelquefois maladif dans son exagération. Il surgissait ainsi, en même temps que les révoltes paysannes, qui se répétaient périodiquement, pour un motif ou un autre, une vision puissante de la vie qui existait dans les couches auxquelles on avait cru trop longtemps que la distribution hâtive de terres, les yeux fermés, suffisait, comme à l'époque de Cuza, et la manifestation politique un peu plus large du troisième collège, alors qu'auparavant le quatrième leur était réservé. Sans avoir été lui-même un représentant politique des revendications de sa classe, il portait partout avec lui, dans toutes les manifestations d'une vivacité extraordinaire, la note distinctive de ces paysans qu'il intitulait « l'or le plus pur de la nation », sans s'arrêter à des défauts dont ils étaient eux-mêmes les moins coupables. De leurs penchants il apportait aussi la poésie, l'essor, le goût des surnoms pittoresques, alors que, devenu journaliste pour Jean Brătianu le vieux, dans la « Volonté Nationale », qu'il dirigea lui-même avec Nicolas Xenopol, — le frère de l'historien, et celui qui défendait lui-même les mérites et les droits de cette classe par l'œuvre de lutte contre l'exploitation des villages, « Sapins et pourriture », — Delavrancea définissait Fleva sous le nom de « Cleonte l'éhonté » et, à tort, d'après son seul aspect physique de tristesse, à cause de sa vieillesse et de son isolement, Démètre Brătianu, sous celui « d'ombre errante aux moustaches blanches ».

Fils de petit propriétaire, dévoué aux traditions religieuses de famille allant jusqu'au mysticisme monacal, — qui mena un de ses frères au couvent dirigé par leur oncle, — *Alexandre Vlahuță*, du district de Tutova, professeur à Târgoviște et avocat, avant de devenir dans des conditions très modestes, un écrivain de profession, comme le type commençait à apparaître à Bucarest, dirigea, lui aussi, ses regards vers la vie de village, qui lui était naturellement beaucoup moins connue, mais vers laquelle il se sentait plus puissamment attiré que vers le monde des « riches salons, — où la raison ne pense pas et où le cœur ne bat pas » — et toute sa littérature, surtout celle de ses nouvelles, est empreinte d'un caractère nettement révolutionnaire, que cette nature honnête, profondé-

www.dacoromanica.ro

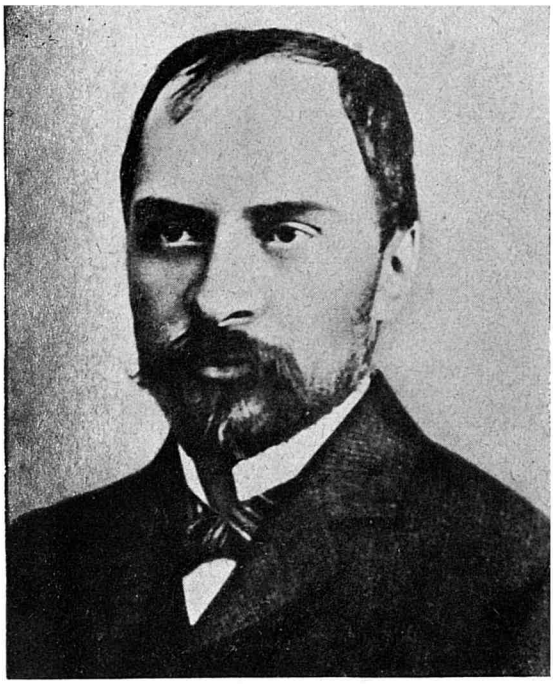


Fig. 37. — Georges Coşbuc

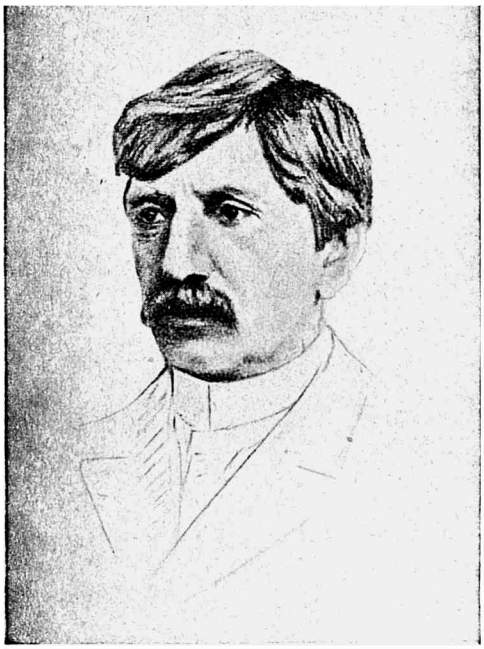


Fig. 38. — Alexandre Vlahuţă.

www.dacoromanica.ro

ment sensible, a conservé jusqu'à la fin de sa vie dirigée entièrement par cet élan mystique, lui venant de ses prédécesseurs, vers la foi indispensable à un nouvel idéal. Sans avoir, pendant sa jeunesse, l'énergie nécessaire pour entrer dans les cadres de la vie politique et y apporter l'agitation de son âme et la vision d'un meilleur avenir, ce poète, qui n'était pas, comme on l'a cru trop légèrement, un imitateur d'Eminescu, celui-ci beaucoup plus grand sans doute, mais dont le distinguaient des notes fondamentales et le milieu dans lequel il avait vécu, partageait la douleur des vaincus dans la lutte avec ce milieu social que Nicolas Filipescu, prenant part à l'agitation politique habituelle en 1901, définissait, dans une lettre privée, d'une façon si cruelle [1].

Caragiale, après avoir attaqué l'esprit libéral pour satisfaire et obliger le parti conservateur où il était arrivé à pénétrer, jusqu'à ce que, plus tard, gagné par le nouveau « takisme », il paraisse, avec des discours travaillés mais inférieurs à sa réputation, aux réunions de son nouveau chef, choisissait dans ses souvenirs ce qu'il fallait pour donner, dans la nouvelle, l'image des villages avec les aubergistes roumaines s'entendant aux chansons et à l'amour, et avec les Juifs intrus, dont la lutte contre les indigènes exploités apparait dans l'impressionnant morceau romantique « Le cierge de Pâques ».

Le milieu paysan des villages était devenu maintenant un objet plein d'intérêt et de charme quelquefois pour tous.

Présenté dans sa vérité cruelle de pauvreté et d'ombre mélancolique par un peintre, comme le triste Andreescu, pauvre et malade, il apparaissait cependant, en même temps sous un voile bleuâtre d'idéalisation à la manière d'Alecsandri, bien qu'avec une autre force de reproduction, dans les visions admirables de ce *Nicolas Grigorescu* qui, commençant comme simple peintre d'icones, mais avec une initiation plus élevée dans l'art, avait passé en France à l'époque de Corot et de Troyon, et y avait saisi des réalités paysannes d'un caractère tout autre; mais ce n'est qu'après son retour

[1] D'après *Convorbiri Literare*, dans Iorga, *Supt trei regi*.

www.dacoromanica.ro

dans le pays qu'il découvrit tout le mystète et le charme de la nature roumaine, ajoutant, au mystère des horizons légèrement perdus, les types romantiques du pastoureau et de la pastourelle, représentés sous tant de formes, comme si lui-même avait voulu, avec passion, trouver une formule définitive. Ceci sans négliger l'aspect des foires de Moldavie, avec la caricature de la juiverie au milieu, et sans renoncer à saisir avec force les figures de ce monde de la surface européanisée, vers laquelle s'était dirigé exclusivement, un peu auparavant, le talent fécond du fils de marchand macédonien établi à Craiova où il s'était marié, Théodore Aman, disciple d'une plus ancienne période de l'art français. Et, lorsqu'il avait été appelé pour donner, dans la guerre de 1877—1878, cette interprétation du drame humain que réalisa pour les Russes, d'une façon si douloureuse, un Verestchiaguine, il s'arrêta, non sur les assauts et les triomphes, mais sur le sacrifice de cet humble soldat par lequel, dans les grandes offrandes de bravoure désespérée, a été sauvé l'honneur pendant longtemps ignoré de la nation. Plus tard seulement, les souffrances d'un Moldave de Jassy, Étienne Luchian, qui fut comme emprisonné par une maladie irrémédiable, forcera son talent à se renfermer dans les limites de la peinture d'atelier, où pourtant sa vision intérieure réussissait à transformer si pleinement la réalité, en elle-même banale, des choses habituelles.

Il y avait certainement, dans l'art aussi, l'appel puissant, répété, et qui deviendra exaspéré, vers une nouvelle vie, appuyée sur les bases profondes de la vie d'une nation dont l'Etat, servi et adoré, mais aussi prodigue en récompenses, s'était très peu préoccupé.

La jeunesse des écoles qui préférait Eminescu à Alecsandri dévorait la jeune littérature, la transformant en une énergie nouvelle. Si les uns, d'esprit léger, aux penchants bruyants, non sans la perspective d'une carrière par des liens avec le club, perdaient leur temps dans les réunions publiques, se laissant attirer par toutes les suggestions intéressées, ceux qui, dans l'ébranlement produit par le procès du Mémorandum avaient fondé, comme auxiliaire pour la délivrance,

www.dacoromanica.ro

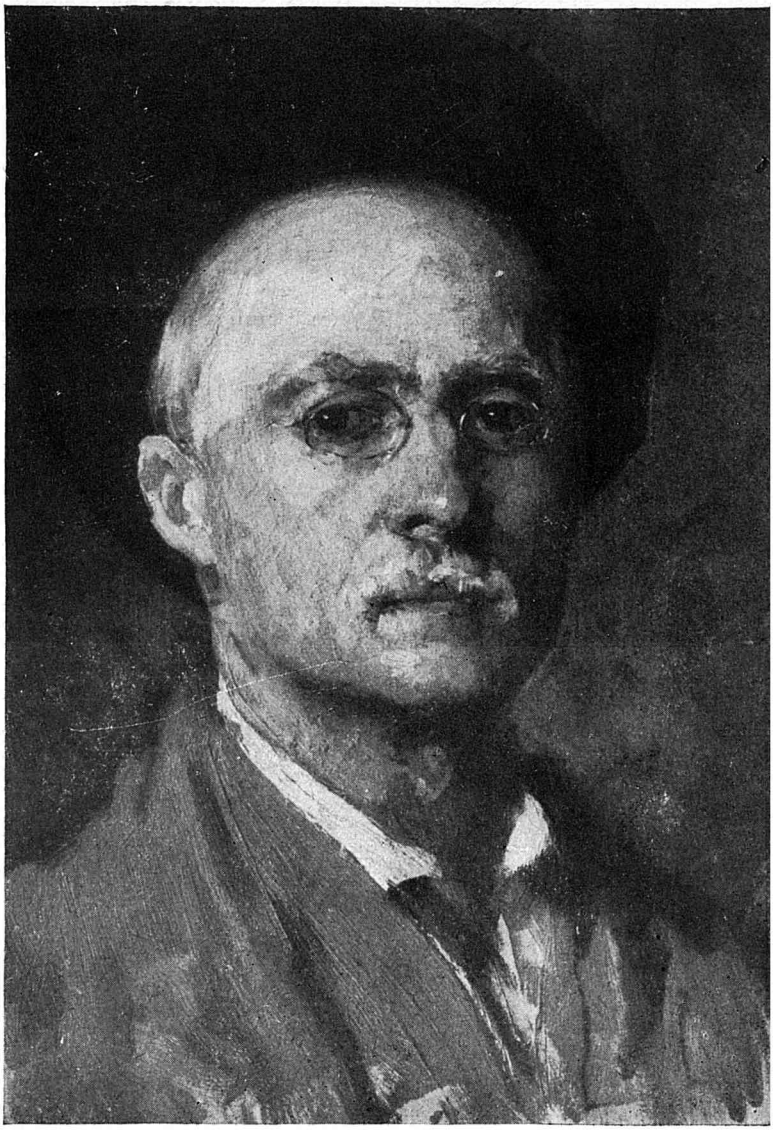


Fig. 39. — N. Grigorescu (autoportrait).

www.dacoromanica.ro

la Ligue Culturale, — parmi les jeunes gens de Bucarest un Siméon Mehedinți qui, avec une grande puissance de caractérisation a décrit les siens de « Soveja », les vieux Mocans, pasteurs transportés à l'époque de Mathieu Bassarab, dans « Hommes de la montagne », — étaient dans le rythme de plus en plus accéléré de ce mouvement de transformation totale. Ils pouvaient être gagnés par la lutte pour l'idéal de Carp, mais non pour les coteries du club, qui divisaient et déchiraient, dans des convulsions inutiles, la société roumaine.

Mais de Transylvanie, qui était maintenant la préoccupation de tous, venait un nouvel évangile, frais, de vie paysanne autrement formée, par la poésie de ce descendant de pope valaque d'un coin près de Năsăud, qui était l'ancien rédacteur de la Tribune, maintenant hôte abandonné, sous le rapport matériel, à son inhabileté pratique, *Georges Coșbuc*. Bien qu'influencé par les lectures du classicisme allemand, et par les traductions de toutes les littératures que les Allemands tenaient à la disposition de tous, il apporta, dans ses premiers feuilletons, qui ne retinrent pas l'attention, ainsi que dans l'admirable petit poème, « *Les Noces de Zamfira* » — placé triomphalement en tête d'un numéro de 1890, des « Entretiens Littéraires », — au moment où le junimisme allait se confondre dans la vie de la capitale sociale et politique du pays, — une puissante note d'authenticité, inconnue jusqu'alors, de la nature de ces paysans libres et guerriers, mais oubliant les suaves élégies de pâtres, de même que les mélopées de serfs du milieu de ces garde-frontières d'où il avait surgi.

Du reste, les paysans faisaient d'eux-mêmes la preuve encourageante d'une vitalité accrue et d'une meilleure compréhension de leurs besoins.

Plus que les prêtres ruraux, formés d'après la nouvelle loi de Take Ionescu, qui les transformait en fonctionnaires d'État, — prêtres qui, de leurs séminaires confondus presque dans leur programme, mais pas du tout dans l'atmosphère morale, avec les lycées fabriquant des bureaucrates, [ne recevaient ni la foi ni l'esprit ecclésiastique], — les maîtres

www.dacoromanica.ro

d'école primaire avaient commencé à répandre une vie nouvelle autour d'eux. À la préparation de ceux-ci avait travaillé toute une série de pédagogues dévoués, en commençant par le vieux Georges Melidon, appartenant à la génération de Kogălniceanu, auteur d'un manuel populaire, plein du sens des réalités, et riche en bons conseils, et allant jusqu'à Poni, qui avait ajouté sa compréhension et son esprit pratique, aux soucis de Maiorescu, pour cette pépinière de directeurs de conscience dans les villages. Par une vaste correspondance pleine d'amitié, sans intérêts de club, *Haret* arrivera à être leur ami de chaque jour [1]. Dans les régions plus pauvres de l'Olténie, dans le district de Gorj, aux villages si arriérés, malgré les souvenirs encourageants de Théodore Vladimirescu, l'instituteur Dimitrescu de Bumbești, sans connaître pleinement l'organisation des banques populaires du système allemand, par lequel tous les participants gagnent, donna, par ses conseils, la première association de capitaux des agriculteurs, pour l'entr'aide, sans l'intervention intéressée de la grande propriété ou du bureaucratisme de l'État. Bientôt ces banques et coopératives en arrivèrent d'elles-mêmes à se fédérer, évitant une immixtion, toujours égoïste et attachée à la politique de l'État. C'était une des plus grandes fondations des paysans. Un vrai préambule de « la guerre de l'indépendance » de leur part, qui malheureusement à été assez vite détourné vers les clubs, malgré les efforts d'un Brezeanu, de Vălenii-de-Munte, d'un intellectuel comme Jean Răducanu, tous deux absorbés par le parti libéral; le premier devenant même l'un des plus appréciés parmi ceux qu'on appelait, à cause de leur fidélité, les « Cosaques de Haret ». Dès 1903, cette immixtion se produisit par une loi de «secours» et les congrès de discussions libres, qui pouvaient arriver à avoir un rôle politique, furent honorés de quelques visites ministérielles et furent ensuite fermés sans bruit.

L'organisation de classe manquait cependant totalement. La tentative faite par un *Constantin Dobrescu d'Argeș* qui

[1] Voy. la collection récente de ses œuvres où jusqu'ici il manque précisément ses lettres.

www.dacoromanica.ro

Fig. 40. — N. Grigorescu: Le pastoureau.

www.dacoromanica.ro

avait réussi à acquérir une large popularité et se faisait écouter à la Chambre par l'énergie de sa verve populaire, fut brisée aussitôt qu'on s'aperçut qu'il pouvait en résulter un danger pour la grande propriété; le parti fut transformé dans un sens permettant à de grands propriétaires, à des avocats, des intellectuels, des professionnels de l'art électoral, de prendre les premières places. Mêlé à une vilaine affaire de falsification d'obligations, à laquelle un homme politique ordinaire aurait échappé facilement, il fut condamné sans pitié et disparut de la vie politique, mais non sans laisser une trace dont se détachera la propagande culturelle d'un Mușătescu et surgira, après plusieurs années, dans une troisième génération, un *parti* [paysan] qui lui-même, acceptant à son tour dans son sein, des grands propriétaires, des avocats, voire des intellectuels, des professionnels de l'électorat dominant, [et même des Juifs], abdiquera sa mission, qui n'était pas celle d'obtenir le pouvoir par n'importe quel moyen, mais: la réfection complète de l'État, — « État paysan », — d'après des théories importées de l'Allemagne économique.

À l'inspiration populaire correspondait une autre inspiration, venue d'une meilleure connaissance du passé roumain. Après 1880, *A. D. Xenopol* commençait la publication de son cours d'histoire des Roumains, en dix volumes, qui ne jouit pas de toute l'attention qu'il méritait, une édition populaire ayant été publiée seulement plus tard. Par cette histoire, on sortait des phrases de réthorique, comme celles du manuel pour les écoles, exigé par Démètre Sturdza, d'un Grégoire Tocilescu, professeur gagné aussi à la vie politique pour les services rendus à l'archéologie, à la suite surtout de ses fouilles d'Adam-Clisi, attribuant à l'empereur Trajan ce grand monument en ruine. Il n'y avait pas, dans l'œuvre du professeur de Jassy, le romantisme de B. P. Hasdeu qui imaginait des difficultés pour les résoudre ensuite avec virtuosité. Sans ajouter [personnellement] toujours du nouveau à l'information, Xenopol, qui était avant tout, un penseur occupé antérieurement, comme il le sera d'ailleurs dans la suite, de méditations philosophiques, cherchait à établir les

www.dacoromanica.ro

lignes générales dans le développement du peuple roumain, la définition des époques et, sous chacun des événements, sa signification. Partant des ancêtres les plus éloignés, on présentait, à travers les règnes qui se sont succédés dans les deux pays, dont l'histoire était toujours traitée séparément, les phénomènes politiques; mais à côté de ceux-ci l'historien s'occupait aussi des productions de l'esprit, et l'auteur des importantes « Études économiques », qui suivirent celles de P. S. Aurelian, et où on retrouvait les études fondamentales de Jean Ghica, cherchait à expliquer aussi le développement de la vie matérielle du peuple roumain.

L'époque des « Phanariotes » était très justement comprise par celui qui avait reconnu combien vigoureuse était la vie roumaine qui continue sous la grécisation apparente, qu'en fait, dans une époque étrangère au nationalisme actuel, personne n'avait jamais recherchée. Les bonnes intentions de tant de princes régnants de l'époque, — que la coutume intellectuelle confondait dans la même condamnation que les étrangers exploiteurs, — étaient découvertes. L'œuvre de justice allait plus loin encore: les règnes du Règlement Organique étaient défendus contre les accusations accumulées passionnément par les hommes de 1848 et, bien entendu, des suspicions s'élevaient que le motif en aurait été, pour certains d'entre eux ayant des successeurs orgueilleux et riches, un vulgaire intérêt matériel. Le libéralisme vainqueur ne pouvait pas cependant tolérer la réhabilitation d'un Bibescu, d'un Ştirbei ou d'un Michel Sturdza. Enfin, Xenopol préparait une histoire de Cuza, dont l'importance dans le passé de la nation était appuyée sur la présentation des faits capitaux du prince, traité avec injustice et si souvent insulté, de même qu'une histoire critique des partis politiques était destinée à montrer de nombreuses erreurs d'appréciation provoquées par la passion, ainsi que le manque d'informations et de jugement du public qui s'était empressé de les adopter. Le penseur original qui, à cause de ses misères physiques, était depuis longtemps pour Maiorescu « le pauvre Xenopol », contribuait ainsi essentiellement à introduire une série de vérités fondamentales, qui ne permettaient plus de conserver les légendes sur les

www.dacoromanica.ro

thaumaturges de cette année épocale de 1848, au cours de laquelle aurait ressuscité un être national depuis longtemps écrasé par les étrangers et n'ayant nulle conscience de ses droits.

Toute une série d'études vinrent s'adjoindre pour éclairer, dans les détails, ce passé si mal interprété. Par le Boucovinien *Démètre Onciul*, ancien collaborateur des «Entretiens Littéraires» qui, de sa chaire de gymnase à Cernăuți, avait été appelé à l'Université de Bucarest pour y commencer une nouvelle activité, destinée à élucider les problèmes de l'époque obscure qu'il traitait avec tous les moyens de précision empruntés aux historiens autrichiens, fut créée une école d'histoire qui eut partout des élèves, juges compétents des phases plus anciennes de l'existence nationale. Devant une opinion publique, qui se formait ainsi peu à peu sur ces questions, les anciennes fables ne pouvaient plus être maintenues. Établissant la valeur des plus lointains princes du pays, on ne prêtait plus foi à la conception étroite et intéressée de Démètre A. Sturdza, et de beaucoup d'autres parmi les libéraux, qui auraient voulu que, sur un fond obscur, déchiré parfois par la foudre de quelques princes glorieux combattants, se dessinassent les figures lumineuses de la renaissance nationale du XIX-e siècle.

Par les soins de Jean Bogdan, né à Brașov, auquel Sturdza avait procuré la possibilité de faire des études slaves à Prague, à Vienne et jusqu'à Moscou, on pouvait voir que, dans les liens avec les Slaves, il n'y avait pas eu seulement cette contamination de corps et d'âme, dont étaient habitués à parler les adeptes d'un latinisme fermé, d'une romanité exclusive. Par lui, on connut les plus anciennes chroniques de la Moldavie, écrites dans la langue qui dominait dans l'Église et l'État, et beaucoup de questions en rapport avec ce milieu de slavisme oriental et méridional furent alors reprises dans le sens roumain.

Un autre boursier de l'État qui, envoyé à Paris eut l'occasion de connaître une grande partie des bibliothèques et des archives de l'Occident, *Nicolas Iorga*, né à Botoșani, licencié, de même que Bogdan, de l'Université où avait en-

www.dacoromanica.ro

seigné Xenopol, alors qu'Onciul avait fait ses études à Vienne, apportait de riches matériaux pour une connaissance plus large de toutes les périodes de l'histoire des Roumains et, par ses études d'histoire universelle, il pouvait commencer l'œuvre, qui n'avait pas encore été tentée, d'encadrer les « gestes » des Roumains dans la vie générale du monde.

Ces trois historiens se trouvèrent liés pendant longtemps par une amitié permanente à l'école supérieure de Bucarest ; ils pouvaient donc influencer, par leurs efforts concordants, le développement d'une nouvelle génération qui ne pourra plus être maintenue dans le culte des illusions admises jusque là, pour le profit de la politique courante. La collection Hurmuzachi sera continuée avec beaucoup plus de critique, avançant d'une année à l'autre avec des matériaux riches aussi sur l'époque de Michel-le-Brave, dont l'histoire fut reprise, après celle de la politique extérieure de Mathieu Bassarab, dans une publication allemande, par un jeune Banatien, fils de villageois, à Rudăria, Jean Sârbu, formé, comme jadis Onciul, à Vienne.

Le courant arrivait à gagner, en quelque sorte aussi, un monde qu'on aurait crû ne pas pouvoir se rapprocher de lui ni le comprendre. Les jeunes Brătianu, Jean et Vintilă, leurs amis comme Alexandre Alimănișteanu, qui inaugurait la politique économique du pétrole, puis quelques-uns des hommes plus âgés de la province, comme le professeur de Botoșani, Nicolas Răutu, s'intéresseront plus tard à ce mouvement; pour le moment, le journal français du parti libéral, « L'Indépendance Roumaine », ouvrait ses colonnes à une série d'articles de Nicolas Iorga, dans lesquels on commençait par la critique courageuse de l'état d'esprit en 1899, pour passer à l'étude de la situation des partis blâmés, action dont le sens était compris aussi bien par quelques jeunes libéraux, que par Nicolas Filipescu, dont l'opinion, remontant à près de dix ans, a été citée plus haut, et on arrivait à examiner d'une façon critique *le « procès de dénationalisation », qui devait être évitée à tout prix.*

www.dacoromanica.ro

Fig. 41. — Georges Tofan.

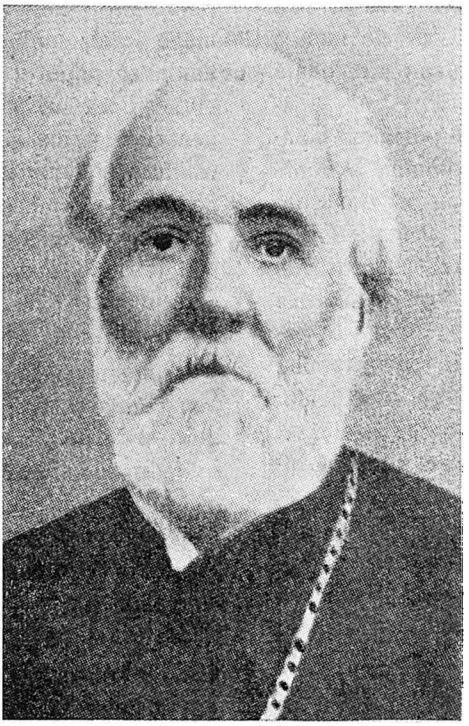


Fig. 42. — Le prêtre Constantin Morariu.

www.dacoromanica.ro

C'est dans cette atmosphère que fut organisée, en 1904, avec l'appui de Sturdza et de Haret qui, sous beaucoup de rapports, inclinait plutôt vers la direction nouvelle que vers la coutume politique, — il avait terminé ses études à Paris en 1878, — la commémoration du quatrième centenaire de la mort d'Étienne le Grand. Elle eut lieu aussi au monastère de *Putna*, sous les yeux de l'administration autrichienne qui, — le lendemain, après la poursuite contre le frère de Jean Bogdan, Georges Bogdan-Duică, venu de Sibiiu à Cernăuți et qui, rédacteur du journal national « La Boucovine », ne partit pas de là sans avoir présenté, sur la base d'une large information, la tragédie de cette Moldavie Supérieure, ravie par l'Autriche, n'osa pas empêcher cette manifestation nationale téméraire, à laquelle participaient également des hôtes venus du pays libre. Il y eut un moment d'ébranlement de la conscience nationale dans cette province où, devant le jeune nationalisme d'essence aristocratique, du grand propriétaire de Storojineț, Iancu Flondor, se levait, — sur une base populaire sociale, en rapport étroit avec un « esprit autrichien » auquel on voulait ajouter, par l'abandon du drapeau de l'indépendance, la Roumanie libre, — le mouvement d'Aurel Onciul riche en bons résultats pratiques pour un monde rural exploité. Mais, par-dessus le cercle de la noblesse et les agitations passionnées jusqu'à la brutalité d'Onciul et de son ami Florea Lupu, commençait maintenant, parmi les jeunes, sur la base populaire, mais aussi historique, l'action d'une jeunesse à la tête de laquelle se trouvaient les professeurs Georges Tofan de Suceava, et Jean Nistor de Vicov, formé à Vienne et aussi à Bucarest. Une invitation de Iorga amena aussitôt à Jassy, avec la participation de cette âme de brave nationaliste mystique qu'était le prêtre Constantin Morariu, parent du meilleur parmi les chefs de l'Église boucovinienne, des centaines de Boucoviniens de toutes les classes, qui arrivèrent ainsi à connaître une vie nationale libre à laquelle jusque là ils avaient été étrangers. De vrais jeunes apôtres, qui ne craignaient rien, traversaient maintenant aussi les villages, apportant avec eux *le nouvel évangile de la nation*, d'après les enseignements duquel les Roumains ne devaient

www.dacoromanica.ro

plus se considérer, comme ils l'avaient fait depuis des dizaines d'années, comme d'humbles sujets de l'Empereur autrichien.

À Bucarest même, la commémoration du héros moldave prit, dans un milieu jusque là pénétré par la nouvelle propagande optimiste, devant les négations ou les doutes d'un junimisme vieilli et perdu dans le politicianisme, sauf la jeunesse éternelle de Carp, un caractère grandiose. Un cortège historique traversa les rues, en juillet 1904, transformant du début la simple curiosité du public, qui n'était pas habitué à de pareils spectacles qu'autrement l'ironie aurait ridiculisés, en un sentiment de profonde piété. À la chaussée de Bucarest, où on avait élevé, avec le concours de l'architecte boucovinien Vladimir Mironescu, une reproduction du tombeau de Putna d'Étienne le Grand, au cours d'une cérémonie religieuse touchante, s'agenouillèrent sous les drapeaux, le vieux président du Conseil et le prince héritier qui, dans la crise d'une maladie récente, avait été entouré de la sympathie chaleureuse de toute une nation. On n'en était plus à l'époque où le nationalisme, en dehors d'une prédication scolaire stérile, était considéré seulement comme une arme d'opposition, un moyen de frapper un gouvernement considéré comme « traître », s'il était question de Carp ou de Sturdza, et de s'installer, par le scandale, au pouvoir.

On avait distribué aux paysans de Putna le chapitre glorifiant Étienne-le-Grand, traduit de *la nouvelle histoire des Roumains publiée en langue allemande par N. Iorga*, dans la collection dirigée par le grand historien allemand Lamprecht. Au milieu de volumes qui, comme le montrait le titre de cette collection, s'occupaient seulement de l'histoire des États, on avait cherché à donner un tableau de vie nationale sans tenir compte des frontières tracées par la domination étrangère, et le large esprit de Lamprecht, un enthousiaste de sa nation, permit cette violation courageuse du programme. Il n'était plus question, dans ces deux volumes, — qui obtinrent, tard seulement, une très modeste forme roumaine, complètement négligée, — des princes de Moldavie et des princes de Valachie, il n'y avait plus de chapitres ajoutés pour les

www.dacoromanica.ro

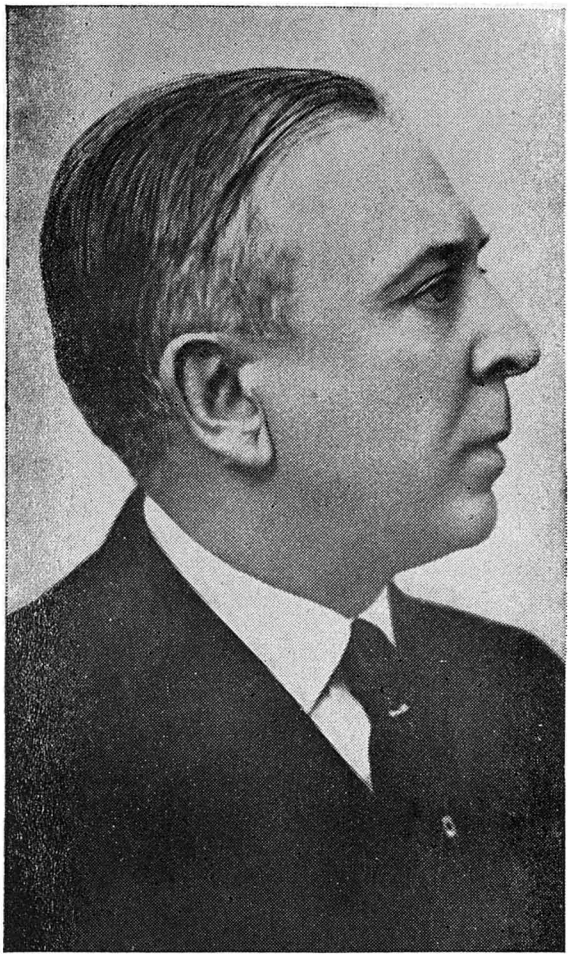


Fig. 43. — Le chautre de la liberté des Transylvains, Octavian Goga.

www.dacoromanica.ro

régions non libres, présentées séparément comme pour elles-mêmes, de la façon dont tout cela se trouvait dans les tiroirs chronologiques du livre de Xénopol, mais il s'agissait: *d'une seule vie de toute la nation considérée comme une unité.* Le passé apparaissait ainsi beaucoup plus expressif, tandis que le présent n'était pas considéré comme l'inauguration d'un monde nouveau, brillant dans la forme de la royauté, mais comme la continuation d'un long passé. Dans cette distribution de la matière, — contrairement à la doctrine de Sturdza qui, sans s'arrêter à l'année 1848, partait de l'Union de 1859 à laquelle il avait collaboré lui-même, pour célébrer l'époque, absolument nouvelle pour lui, de la dynastie de 1866, — Cuza et Charles I-er se trouvaient réunis dans la même section. Le chapitre final contenant une critique sévère de la mauvaise agriculture, une négation de toute justification des luttes de partis, et finissait par les espoirs d'une autre vie dans le sens des derniers discours de Carp. *Mais le nouvel idéal se propagera par les efforts de la nouvelle génération dans tous les pays roumains.* Et ceci en Transylvanie également où le nouveau poète d'activisme révolutionnaire, *Octavian Goga*, les jeunes gens de la revue « Luceafărul », étaient comme on le verra, partisans du séparatisme non seulement envers l'esprit de l'année 1848, mais aussi envers l'opportunisme d'une génération n'ayant pas trop de contact avec le royaume, génération qui restait, dans les croyances et dans les méthodes, surtout avec ce qu'étaient au Sud des Carpathes, un Take Ionescu, un Jean Brătianu, un Filipescu ou les fils plus jeunes, entrés dans la politique, de Georges Cantacuzène, Michel et Grégoire. *Maintenant, s'élevait un monde nouveau, étroitement serré, pour chercher, par-dessus le respect des traités et la continuelle terreur démoralisante des forces étrangères, avec leurs projets éternellement menaçants de conquêtes et de partage, les chemins pour se rapprocher le plus possible du but suprême qui était le miracle, attendu depuis des siècles, de l'unité politique roumaine.*

À ce phénomène moral qui ne fut pas compris dans sa totalité, seule pouvant lui donner une signification complète, on accorda au début peu d'importance dans les cer-

www.dacoromanica.ro

cles dirigeants du pays libre. Charles Ier ne permit pas qu'on remerciât la grande maison d'édition allemande, qui avait publié « L'Histoire des Roumains » du jeune professeur roumain [N. Iorga] et Sturdza, qui avait voulu d'abord offrir un banquet à l'auteur, avait pensé un moment à publier une désapprobation, un démenti public de ce travail qui blessait toute sa confiance dans ce qui avait été fait pendant quelques dizaines d'années.

Plus encore que par les études historiques et les leçons universitaires, attendant une propagande par des conférences qui devaient commencer, touchant directement les questions à l'ordre du jour, les esprits des jeunes gens de tous les districts, de toutes les régions roumaines, étaient influencés sans cesse — ce qui les amenaient à de courageuses manifestations de confiance dans la nation — par la nouvelle littérature.

La politique avait gagné les intelligences les plus distinguées et les talents les plus puissants. « Les Entretiens Littéraires » végétaient, avec des collaborations de simple complaissance, venant aussi de personnes appartenant au beau monde; la tentative de Hasdeu — resté l'adversaire irréductible de Maiorescu, sur lequel il avait ironisé avec les armes du sarcasme, de l'esprit corrosif de l'encyclopédiste bessarabien — de donner un nouvel organe littéraire avec la participation de Delavrancea et de Vlahuță, mais non avec celle de Caragiale, par la « Revista Nouă », arriva en quelques années à perdre toute valeur.

Alors, dans des circonstances qu'on ne peut pas connaître en détail, le désir de Haret, homme de convictions fortes dans l'avenir de sa nation, assise sur une base matérielle solide pour tous et animée d'un esprit de forte confiance dans son destin, s'adressa à *Vlahuță*, alors fonctionnaire au ministère de l'Instruction publique, et à *Coșbuc*, totalement perdu dans ce bruyant Bucarest, étranger et désert pour lui, — le ministre avait obtenu de l'auteur des admirables ballades une poésie épique (« Chants d'héroïsme »), sans les vibrations sentimentales habituelles du lyrisme, et un médiocre « Récit de la Couronne d'acier », de même qu'il demandera plus tard,

www.dacoromanica.ro

à St. O. Iosif, jeune poète de Braşov, d'une délicate inspiration mineure, de créer l'épopée d'Étienne-le-Grand sans pouvoir atteindre le résultat espéré — et leur sollicita de donner à la jeunesse une revue de pureté morale, d'optimisme, d'un nationalisme actif mais pondéré, qui rentrait dans ses projets de réforme générale du pays. Ainsi parut en 1901, comme revue de vulgarisation littéraire, « Le Semeur » *Sămănătorul*, et de son côté Slavici lança, pour le libraire transylvain de Bucarest, C. Sfetea, une revue de famille « Le foyer » *(Vatra)* dans un style plus moderne que celui de la digne « Famille » de Joseph Vulcan, d'Oradea-Mare.

Vlahuță avait essayé auparavant, avec quelques amis et associés, tel le Transylvain Alexandre Hodoș (qui signait Jean Gorun), la revue « La Vie », qui ne put pas définir son caractère. Par des articles de polémique sans but, en rapport aussi avec les tendances socialistes encouragées par l'immigré israélite de Russie, Salomon Katz, qui avait pris le nom civil de Constantin Dobrogeanu et le nom littéraire de Jean Gherea, avec lequel cependant Vlahuță avait des relations, déterminées chez lui par sa profonde estime pour le penseur très cultivé et pour le combattant consacré à l'injustice sociale, la publication hebdomadaire à bon marché s'était compromise et elle disparut. Gherea avait gagné beaucoup d'adhésions bourgeoises à sa revue massive « Littérature et art », dont ne furent publiés que deux gros fascicules. Consumé de doute et de mépris, jusqu'à l'épuisement de ses forces morales, Caragiale, embrouillé personnellement dans des tentatives malheureuses pour assurer son existence, après avoir quitté la direction du Théâtre National, répandait l'ironie corrosive de ses revues « Moftul roumain » et « Ion », empêchant, par ses excessifs scrupules de forme, la spontanéité d'une inspiration qui fut bientôt totalement épuisée. Quittant le pays à la recherche d'un milieu supérieur, il mourut parmi des étrangers à Berlin, flatté pendant ses dernières années uniquement par l'admiration de quelques expatriés comme lui, ou des étudiants qui cherchaient avec piété à connaître l'homme de grand talent, qui ne pouvait plus s'adapter à son époque.

www.dacoromanica.ro

« Le Semeur » aurait eu le même sort dans l'atmosphère délétère d'une époque empoisonnée par le politicianisme, si le nom de Coşbuc n'avait pas attiré les jeunes Transylvains qui, au milieu de la crise du parti national chez eux, avaient passé les montagnes, se dirigeant vers ce brillant Bucarest: avec St. O. Iosif, Ilarius Chendi, appartenant à la même génération que Goga, qui était resté en Transylvanie, où il se révéla aussi, par des poèmes de lutte nationale courageuse, comme le poète le plus doué de toute la jeunesse des provinces. Chendi, fonctionnaire de l'Académie roumaine, connaissait le mouvement historique et était capable de l'apprécier. Alors que « Les Entretiens Littéraires », confiés par Maiorescu d'abord à ses élèves, incapables de leur donner une directive, passaient sous la direction minutieuse et sûre du philolcgue Jean Bogdan, qui arrivait à se manifester dans la politique à côté des junimistes, pour être ensuite récompensé par une cruelle ingratitude, *les jeunes collaborateurs du « Semeur »*, *revue* à laquelle Haret ne s'intéressait plus, *demandèrent la collaboration et l'orientation de N. Iorga.* Sous sa direction commença une lutte ouverte, sans aucune réserve, contre les préjugés dominants, avec le but nettement tracé de relever, non seulement par la littérature, mais aussi par tous les moyens de la culture, comprise dans le sens le plus large, *l'âme nationale dans la conscience de son unité et de sa noblesse, avec toutes les conséquences qui devaient en sortir forcément.*

De là jusqu'à la manifestation politique il n'y avait qu'un pas. Nicolas Filipescu qui, après avoir été vaincu dans sa concurrence avec Take Ionescu, voulait nécessairement quelque chose de nouveau dans son parti conservateur, risqua une tentative. Le credo du « Semeur » passa dans son journal, « L'Époque », par une série d'articles de N. Iorga, qui furent rassemblés sous le nom de « Paroles vraies ». On demanda donc, pour refaire un conservatisme honnêtement national, l'appui de ce petit groupe du Semeur où se formaient les réputations, venant de revues éphémères et obscures, ainsi que des talents nouveaux de la force de celui de *Michel*

www.dacoromanica.ro

Sadoveanu, conteur épique et cependant sentimental, fils d'un fonctionnaire de Folticeni, et du délicat fils d'officier Emile Gârleanu, établi à Bârlad. Celui-ci avait collaboré aussi à la tentative de Xenopol de transformer la revue jassiote, jadis excellente, « Les Archives de la Société scientifique et littéraire » (aussi avec le concours du philologue et lexicographe Haymann Tiktin, fils d'un rabbin de Breslau, établi à Jassy), en une publication littéraire. De nombreux autres collaborateurs vinrent peu à peu à cette petite revue d'un grand écho, et, parmi les écrivains de première ligne chez les junimistes, on rencontrait quelquefois dans ces pages un Brătescu-Voineşti, profond analyste des psychologies mystérieuses, et Slavici lui-même.

Il était question, dans les assurances que s'était empressé de donner Filipescu, d'un nouveau programme conservateur et on vit bientôt qu'il ne s'agissait que d'une simple séduction. Maiorescu ne pouvait pas considérer ces jeunes gens comme un apport sérieux, lui qui croyait avoir parmi ses disciples de la Faculté des Lettres ceux qu'il fallait pour amener cette rénovation, un Mehedinți, un P. P. Negulescu, un Rădulescu-Motru, qui partit bientôt vers d'autres horizons dans sa propre revue. On arriva cependant à la participation de N. Iorga à un second congrès au théâtre lyrique, où Carp lança une dernière invitation, très pure, et prononcée de très haut, à une société qui évidemment eût préféré Take Ionescu.

Les rapports du groupe du « Semeur » avec les conservateurs furent rompus par la force des circonstances. En mars 1906, se produisit la première manifestation de rue, qu'on n'avait pas désirée, mais qui était issue de la nécessité même des choses de ce nouvel idéal.

Les cercles dirigeants ne montrèrent aucun intérêt particulier à *cette civilisation roumaine devenue maintenant, pour la jeunesse arrivée à une maturité d'âme, un credo exclusif et fanatique.*

La haute société très mêlée, —contenant des boïars et des parvenus, ne faisant de distinction que lorsqu'il était

www.dacoromanica.ro

question de confier le sort des conservateurs à un parvenu hardi, tel que Take Ionescu était considéré par ses rivaux — vivait dans ce cercle fermé où ne pénétrait rien de ce qui surgissait des profondeurs, et qui s'intéressait seulement aux courants à la mode de l'étranger. Elle s'adressait à la littérature française qui envoyait des livres sans les choisir, les seuls qui étaient vraiment lus, la littérature roumaine n'étant qu'une Cendrillon bien qu'elle fut arrivée à une phase de nouveau développement rapide et à l'ambition de dominer la vie publique: on croyait qu'elle devait se borner à la jeunesse des écoles, qui se passionnait pour les nouveaux écrivains. Quelques femmes, rares il est vrai, qui étaient arrivées à se détacher seules de ce milieu, comme Adine Olănescu, née Ghica, ou Élise Marghiloman, fille d'Alexandre Ştirbei, montraient un intérêt particulier à cette floraison littéraire, alors qu'en Transylvanie s'était formé un nouvel état d'esprit poussant cette jeunesse des écoles jusqu'au seuil de la révolte contre la domination étrangère; en Boucovine aussi, on avait donné une autre confiance à l'élément roumain de cette génération et en Bessarabie même, où paraissaient maintenant des journaux roumains, imprimés en lettres cyrilliques, et le prêtre Grosu, plus tard archiprêtre et métropolite Gurie, commençait à publier, en « moldave », les livres ecclésiastiques.

[C'est dans cette atmosphère que se passèrent les événements de mars 1906]. On avait annoncé une représentation de charité avec une pièce française de boulevard, « Madame Flirt », au Théâtre National, dans laquelle des membres de cette société dénationalisée devaient jouer les rôles. À la voix du professeur N. Iorga, les étudiants se réunirent à l'Université, puis dans la salle « Eintracht ». On prit la décision de protester devant le théâtre, sans glisser à des troubles. Le préfet de police, le jovial Démètre Moruzi, l'avait permis. Mais, les fils du président du Conseil, Michel et Grégoire Cantacuzène, qui travaillaient pour leur propre compte, intervinrent et défendirent toute manifestation. Donc c'est d'ici, au moment où l'héritier du trône et la princesse Marie devaient revenir à Cotroceni, qu'il résulta un conflit avec la

www.dacoromanica.ro

police, les gendarmes, la troupe appelée au secours refusant de tirer, car les jeunes officiers étaient eux-mêmes conquis par le nouveau courant nationaliste. En dehors de quelques blessés, on comptait un mort; le foyer du théâtre fut transformé en hôpital. Naturellement, la représentation fut suspendue.

On vit à cette occasion les gouvernants — le roi était à l'étranger — manquer complètement de courage, d'autorité et d'organisation. Alexandre Marghiloman, qui faisait partie de l'opposition, adressa une lettre d'imploration au professeur, considéré comme l'organisateur intéressé de ce mouvement du 13 mars 1906, pour que sa sœur, Madame Scarlat Pherekyde, qui avait préparé le spectacle en tant que présidente de la société « L'Obole » ne soit pas inquiétée; la femme du président du Conseil Cantacuzène invitait le même professeur à prendre sous sa protection les dames de sa société, un peu plus tard, revenu d'un court voyage à Paris, Filipescu, qui voyait la possibilité de renverser le régime, demanda au même professeur si on ne pouvait pas rééditer la lutte dans la rue. En échange, une partie des membres de la haute société se rallia ouvertement au mouvement, d'autant plus que, sous le patronage de Madame Cantacuzène et de sa nièce Madame Olănescu, on avait commencé, pour ramener tout ce monde au roumanisme, une série de conférences très fréquentées par ce même monde [1].

Alors que les écrivains, ceux également de l'ancienne génération, et avec Hasdeu en tête, donnaient leur chaleureuse adhésion, et qu'on organisait, dans la salle Dacia, une grandiose assemblée de conscience roumaine — le Théâtre National lui-même, sous la conduite d'Alexandre Davilla, fils du médecin, qui avait écrit un drame historique nationaliste, « Le prince Vlaïcou », et avait chanté les « ancêtres », dut, bien qu'ennemi acharné du mouvement, ouvrir ses portes à une représentation de fraternisation culturelle — « l'instigateur » était appelé au parquet, traversant une foule épaisse, qui voyait dans ce qui s'était passé, un châtiment pour la

[1] Voy. Iorga, *Lupta pentru limba românească*. Bucarest, 1906.

www.dacoromanica.ro

classe qui, depuis longtemps, n'avait plus rempli son devoir envers l'âme nationale. Les jeunes Cantacuzène auraient désiré une poursuite, qui fut arrêtée par l'esprit prévoyant du ministre de la Justice, Alexandre Bădărău.

De cet ébranlement, dans lequel seuls les observateurs superficiels ont pu voir un simple incident, il était resté cependant dans les âmes l'impression qu'en dehors des intérêts de club, et sans éléments gagnés ou payés, on peut faire quelque chose ayant toutes les apparences d'une rébellion; que le monde officiel n'est en état ni d'empêcher le mouvement, ni de poursuivre les prétendus coupables, que, parmi les privilégiés mêmes, il y a tant de personnes disposées à se rallier à de pareilles manifestations inaccoutumées. Après l'apaisement, les écrivains du Semeur furent conduits par le directeur de la revue, devenue encore plus populaire, à travers tout le pays et partout un public très nombreux accourait les acclamer chaleureusement. Ainsi l'élément politique s'érigea au-dessus du culturel, qui lui-même avait réussi à détrôner une plus ancienne influence littéraire de la première phase de « Junimea ». A Jassy, ville profondément judaïsée, où s'agitaient, au fond, les mécontentements provoqués par l'abandon de l'ancienne capitale et la perte de son caractère national, une grande réunion dans la salle du Théâtre National, — qu'on n'avait pas pu refuser pour des lectures littéraires, et la conférence qui cherchait à créer une association nationale, sans caractère de parti, celle des « Bons Roumains », ayant dans son programme le but de relever les classes rurales, si douloureusement arriérées, — descendit dans la rue avec le vieux junimiste, ancien ministre libéral, mais avant tout le serein narrateur Nicolas Gane, en tête. Sans doute les libéraux espéraient-ils quelque chose pour eux de cette vibration inattendue d'une société qu'ils considéraient comme assoupie, quand ne passait pas sur elle un intérêt politique du moment, comme, par exemple, à l'occasion d'un retour au pouvoir. Malgré les dures paroles que Carp dans sa colère avait jadis prononcées, au palais, devant le roi, lui seul resta inébranlable, dans son opinion que jamais et en rien la rue ne peut avoir une volonté et une

www.dacoromanica.ro

Fig. 44. — Le roi Charles Ier.

www.dacoromanica.ro

voix: il qualifiait de « fous » les auteurs, sans préméditation et sans ambition, du « Treize Mars ».

Cet incident dut paraître au roi profondément antipathique; il était habitué à ce que toute action parte de lui; et maintenant un mystérieux facteur nouveau se présentait spontanément, se révélant tout puissant. Et cela quand? Au moment même où on préparait la grande fête de ses quarante ans de règne.

Cette grande fête nationale fut célébrée cependant dans une atmosphère lourde, un monde officiel peu populaire reflétant sur le souverain lui-même son manque évident de rapports avec une société qui avait prouvé avoir une conscience à elle.

Du reste, les organisateurs eux-mêmes, par certaines mesures prises pour accroître le caractère brillant de cette manifestation de pieuse reconnaissance envers le premier chef indépendant du pays, créateur de la dynastie royale, ébranlaient un des fondements de ce règne de grand prestige: *l'alliance avec les Centraux*, qui était pour Charles Ier aussi une sincère amitié, vieille de nombreuses années, pour le monarque austro-hongrois. En effet, on invita les sociétés, les chœurs des Roumains d'au-delà des frontières, et ceux-ci vinrent sous le même drapeau, en très grand nombre, apportant avec eux une atmosphère d'unité de la nation. Tout ce qui contenait une allusion à ce grand devoir d'avenir était acclamé, alors que l'hymne royal, chanté avec des paroles allemandes par un chœur d'Allemands de Bucarest, suscita des protestations, qui devaient provoquer aux Arènes Romaines, construites alors, une nouvelle manifestation de nationalisme contre les anciennes traditions.

Certains Roumains de la Monarchie dualiste cherchèrent à s'opposer à ces tendances de trouver au problème roumain une autre solution que celle que pouvait donner Vienne. Ils essayèrent d'abord de substituer à ce nationalisme libérateur un autre nationalisme. Par-dessus les principes inchangeables de François-Joseph, s'élevaient maintenant des projets d'avenir, directement révolutionnaires, ceux de son neveu et

www.dacoromanica.ro

héritier, ce bizarre esprit de témérité qu'à été François-Ferdinand. Alors que le fils de l'empereur et roi, Rodolphe, disparu dans un terrible et honteux drame d'alcôve, avait partagé les grandes sympathies de sa mère pour les Hongrois, le nouvel héritier les haïssait et méprisait, annonçant ouvertement, au milieu des jeunes officiers qui lui étaient dévoués, qu'il créera contre cet insolent monde politique de Budapest, *un trialisme autocratique, avec les Slaves et avec les Roumains*. Parmi les nouveaux chefs des Transylvains, Jules Maniu, avocat de Blaj, préférait conserver cependant des liens avec le monde politique magyar et il déclarait ouvertement, dans le parlement hongrois, que le bien des Roumains est inséparable de celui des Hongrois, et que les siens doivent rester dans les chaînes du dualisme de 1867; tandis que son ami, descendant d'une ancienne famille noble du côté de Dej, Alexandre Vaida, qui avait ajouté à son nom la traduction en roumain de « Voévode », — en rapport aussi avec certains cercles de Bucarest, de même qu'Aurel Onciu, qui était cependant pour l'ancienne Autriche traditionnelle, — mettait toutes ses espérances dans la nouvelle Vienne qui, d'après lui, aurait pu être gagnée pour les buts des Roumains. C'était l'opinion également du plus doué des membres de cette génération transylvaine, le chanoine de Blaj *Augustin Bunea*, de Făgăraș, que son nom même désignait comme descendant des boïars de Mircea Ier de Valachie, orateur d'un grand talent, historien bien préparé, chercheur aussi sous le rapport national du passé de l'Église uniate, cette imposante personnalité — que seule sa fidélité envers sa nation, exprimée ouvertement, avec le rappel des droits qui sortent d'un passé ignoré par les autres, empêchera d'être élu métropolite, comme successeur du doux aristocrate que fut Victor Mihalyi d'Apsha, — donnera une forme à un credo en tous points semblable à celui du « Semeur », mais avec cette différence essentielle qu'il était gagné lui aussi par le nouveau courant viennois. Lorsque François-Ferdinand rendit une visite à Sinaia, salué avec enthousiasme par quelques Transylvains établis en Roumanie, Bunea intervint auprès de son ami Iorga pour que rien ne vienne troubler le bon

www.dacoromanica.ro

accueil dû au protecteur qu'il supposait être sincère. Et, bien que l'opposition envers l'alliance avec les Austro-Hongrois s'alignât parmi les autres points, à côté d'une réforme profonde, fondamentale pour les paysans, dans le programme de la revue politique de ce dernier, parue en 1906, « La Nation roumaine» *(Neamul Românesc)*, le devoir d'hospitalité fut pleinement respecté.

Il est certain que, dès le commencement, Charles Ier avait pensé à une Roumanie plus grande, sans travailler cependant pour elle, et se contentant de mêler de vagues espoirs à côté de ses conseils de calme. Mais il ne croyait pas que le moment de cette réalisation miraculeuse fût proche et, bien que flatté par les acclamations des Roumains non libres, il les jugeait intempestives, compromettantes et mêmes dangereuses.

L'idée de la délivrance des siens par l'héritier de l'Empire, qui devait revenir à l'ancienne unité, fut embrassée par Aurel Popovici, établi depuis longtemps en Roumanie; il la présenta dans un travail de conception puissante, mais d'une idéologie frêle, qu'il croyait cependant destiné à une victoire sûre et prochaine. Dans ce travail de longue haleine, « Les États-Unis de la grande Autriche », paru naturellement en Allemagne, il présentait un programme large et hardi, que François-Ferdinand semble avoir accepté totalement. D'autres chefs des Banatiens, comme le très populaire Coriolan Brediceanu, étaient également favorables à cette idée.

Mais Aurel Popovici gagna aussi l'un des collaborateurs les plus rapprochés du directeur du « Semeur », le professeur Jean Scurtu, originaire de Braşov, le biographe dévoué d'Eminescu, et des motifs personnels s'étant ajoutés à d'autres collaborateurs transylvains de la revue, ceci provoqua la retraite de Nicolas Iorga, qui eut pour successeur, avec la décision de servir là aussi la cause du nouvel austriacisme, et même plus que cela: du germanisme d'hégémonie par une espèce de droit divin, Aurel Popovici. Mais, malgré la force de ce tonitruant tempérament de combat, cette direction ne

www.dacoromanica.ro

souleva aucun écho; et le « Semeur » déchut rapidement de l'autorité qu'il s'était acquise poursuivant sur une autre voie le même idéal de libération.

Pour le moment, le problème économique et social, qui lui aussi avait été servi par la direction de la revue de lutte continuelle, était au premier plan. Une partie des libéraux posait de nouveau fermement, contre le conservatisme de base de Sturdza, la question d'une nouvelle et générale impropriation; l'immixtion d'un Take Protopopescu dans les banques populaires, et sa lutte contre l'usure était un autre point de départ. Haret continuait ses liens dans les villages et dans des articles enthousiastes, où ne manquait pas la menace, qui sera exploitée contre lui, des « pierres qui se lèveront »; il luttait avec opiniâtreté pour porter la politique du parti sur un autre terrain que celui des opportunités, interrompues quelques fois par l'agitation des passions sociales. Parmi les anciens socialistes, un Jean Atanasiu de Galați, aidé par le poète C. Z. Buzdugan, demandait qu'on accorde le suffrage universel auquel, non sans raison, se rallia aussi le « Semeur ». A Jassy, travaillait le groupe de révolutionnaires, adouci seulement dans une certaine mesure, autour de C. Stere, qui, en créant une revue opposée au « Semeur », « La Vie roumaine », massif magazine d'articles sociaux et de polémique personnelle, avec le concours de quelques professeurs ayant à leur tête le critique Garabet Ibrăileanu, s'était gagné dans le parti, et surtout sur Jean Brătianu, qui n'avait pas renouvelé ses connaissances, une influence due en premier lieu à la lourde exhibition d'une énorme lecture désordonnée, qui en imposait aussi à Filipescu lui-même: le réfugié d'au-delà du Pruth en arrivait à parler, dans le parti où il s'était glissé, comme le véritable inspirateur, avec des airs de maître. A côté, mais sans aucun rapport avec les libéraux, qui n'avaient jamais apprécié à sa valeur Michel Kogălniceanu, un de ses fils, Basile, croyait remplir le testament de son grand père, lorsqu'il mettait en œuvre un vaste matériel concernant le problème rural, présentant aux amis des paysans un programme méthodique dans son livre principal.

www.dacoromanica.ro

Les révoltes des paysans, sans direction et sans rapports entre elles, ne s'étaient produites jusqu'alors qu'en Valachie seulement, mais là, le mécontentement permanent était provoqué par le système médiéval de la dîme, la partie due aux propriétaires étant déterminée par le bon gré des administrateurs de la propriété, et ajourné parfois jusqu'au moment où tombait la neige. En Moldavie, le bon paysan patient, qui avait oublié dans sa vie de travail journalier les grandes traditions militaires, se trouvait sous la pression et l'extorsion d'un affermage juif, qui n'épargnait pas la terre et n'avait aucune pitié des hommes. À la tête des spéculateurs d'une agriculture sauvage, qu'un membre intelligent de cette tyrannie de fermiers, — l'auteur d'une pièce remarquable, « Manassé », très discutée, ayant un sujet pris dans la vie de sa nation en rapport avec la vie roumaine, Ronetti Roman, membre du cercle de la « Jeunesse », — croyait destinée à détruire bientôt la force génératrice du sillon, à leur tête donc, se trouvait, employant les capitaux des siens de Galicie, le patriarcal spéculateur, et cependant typique représentant des masses juives incultes, mais d'une habileté extraordinaire pour l'accaparement et l'exploitation, Mochi Fischer, avec ses frères Calman et Ephroïm, et quelques autres représentants insolents de la race. Méprisé en Roumanie, ce vieillard illéttré et sans aucune apparence, était tout puissant en Boucovine, où les craintes envers la propagande du nouveau credo roumain appelaient le préfet de Câmpulung, Bellegarde, d'ailleurs un bienfaiteur des paysans roumains qu'il estimait et aimait, à obtenir de Vienne l'interdiction à Nicolas Iorga, sous peine de prison, d'entrer dans le pays de l'Empereur où il était depuis longtemps le secrétaire de la Ligue Culturale. Le trust Juster, autre trust juif, était à côté de celui des Fischer.

À Flămânzi, nom fatidique parce qu'il signifie en roumain les « affamés », dans le district de Botoşani qui, avec le district voisin Dorohoiu, servit de base à ce trust juif que, dans la « Vie Roumaine », Stere transformait en un vrai pays distinct des capitaux coalisés: « le Fischerland », des troubles s'étaient produits, attribués au commencement à l'influence

www.dacoromanica.ro

d'un courageux maître d'école primaire Maxime, qui ne voulait pas reconnaître le maître terrien juif, et qui fut même arrêté [1]. Mais la révolte s'étendait. Le ministre de l'Intérieur était le fatigué et très commode boïar Georges Cantacuzène, qui n'ouvrait pas même les rapports par lesquels on l'avertissait de ce qui se passait. Maintenent, il n'était plus seulement question de ces «Juifs», dont l'organisation était dénoncée par A. C. Cuza dans une argumentation d'une logique de fer, dans la «Nation Roumaine», mais d'une vraie guerre sociale, d'une jacquerie contre n'importe quel propriétaire, fût-il même le plus favorable aux paysans de la même nation. On déchirait les registres où se trouvaient des calculs artificieux, d'où le paysan ressortait toujours débiteur; on brisait les plafonds et les statues; on déchirait les livres; on volait des objets dont les paysans n'avaient aucun besoin, mais qui étaient comme la proie de leur victoire.

On ne tuait pas dans cette bonne Moldavie, mais aussitôt l'incendie passa en Valachie où les paysans, mêlés aussi parfois d'éléments venus du Sud du Danube, avaient un autre tempérament. Ici, le sang fut versé et des femmes subirent des injures.

Ce n'était pas un gouvernement comme celui de Cantacuzène qui aurait pu réfreiner par la clémence ou par la violence un soulèvement aussi énorme des éléments les plus puissants et les plus durs des classes de la société roumaine. La classe dirigeante avait perdu la tête. Des propriétaires, des fermiers d'Olténie s'adressaient aux troupes austro-hongroises de Transylvanie, demandant, avec un manque criminel de patriotisme, leur intervention contre les paysans. D'autres cherchaient à punir Basile Kogălniceanu et Iorga, dénoncés comme ayant préparé un complot social, qui n'existait pas. Lorsque, du monde intellectuel, ce dernier répondit, aux premières salves tirées en Moldavie contre les rebelles, par le cri de douleur et d'indignation de son article: «Dieu ait leur âme» (celles des paysans), lorsque l'âme paysanne de Coşbuc jeta le cri vibrant de son poème «Nous voulons

[1] Voy. dans Iorga, *Discursuri Parlamentare*, I, le discours le concernant.

www.dacoromanica.ro

la terre », personne, parmi les membres du gouvernement ne trouva d'issue, le vrai chef, Take Ionescu, nature timide, resta pétrifié.

On n'employa pas même le moyen d'une répression décidée, ainsi que le demandait Carp, d'après sa vieille formule: « Répression, et ensuite nous aviserons », préférant celui d'une retraite humiliante du ministère. Alors, de nouveau, le roi qui décidait par-dessus tous les autres, gouvernement et pays, profondément endolori que de pareils fruits puissent sortir d'une règne brillant, dont l'opportunisme n'avait pas cependant osé toucher, même sous les directives plus larges des Junimistes, aux problèmes essentiels, le roi laissa de côté ces Junimistes, qui n'avaient « ni le nombre ni la popularité », et appela Sturdza, dont l'état de santé n'était pas sans doute ce qu'il fallait pour dominer puissamment, mais d'après les règles d'une bonne et droite mesure, des circonstances si terribles. Le jeune ministre Jean Brătianu, qui poursuivait sa pensée de restaurer sa dynastie, prenait le ministère de l'Intérieur — et, pour montrer une compréhension pour l'importance du moment, on avait installé à l'Agriculture l'excellent financier qu'était Antoine Carp, le professeur de droit Thomas Stelian (un Olténien) à la Justice, et l'ancien socialiste Basile G. Morțun aux Travaux Publics, — devait faire preuve de ses qualités politiques, par l'apaisement d'abord, puis par ces réformes indispensables que le roi lui-même, profondément impressionné, avait fini par promettre.

Le Parlement conservateur accorda tout son appui à la nouvelle formation, qui devait payer les fautes des autres, ou plutôt les fautes de tous, et on vit un grand acte de concorde nationale dans ce qui n'était seulement que l'expression dégradante de la peur devant un terrible inconnu. Avant la dissolution indispensable, Cantacuzène proclama Carp comme étant la personne « chargée de la direction du parti conservateur », et Filipescu força Take Ionescu à chercher un refuge dans la création d'un nouveau parti « Conservateur-démocrate », vers lequel pouvaient accourir tous les naufragés, de même que tous ceux qui désiraient des aventures rentables.

www.dacoromanica.ro

De fait, sous la direction du ministre de la Guerre, le général Alexandre Averescu, sans doute le plus énergique et le mieux préparé des commandants de l'armée, on marcha contre les rebelles, sans aucune directive sure de la part du nouveau gouvernement. Quelques-uns des chefs militaires, comme Vasiliu Năsturel et Gigurtu, permirent que la décision soit menée jusqu'à la cruauté. Beaucoup d'innocents, poursuivis par les haines tenaces des grands propriétaires, furent tués sans pitié, surtout en Olténie. Dans le district de Vlașca, il fallut bombarder les villages révoltés.

Un programme de réforme avait été annoncé dans une interpellation par Jean Brătianu, pendant ce sanglant mois de mars; Emile Costinescu avait esquissé les lignes générales sur lesquelles, fortifiant la Caisse rurale, on pourrait s'appuyer: il avait parlé des 7.500 grands propriétaires qui possédaient trois millions d'hectares, alors qu'un peu plus de cette surface devait suffir aux besoins d'une population de cinq millions d'habitants [1].

Le nouveau Parlement, où l'opposition était très peu nombreuse, et on avait permis et aidé l'entrée de tous les chefs, représentait seulement l'ancienne catégorie de gouvernants; parmi les hommes nouveaux, était entré seulement N. Iorga, mais non son ami A. C. Cuza. Le premier accepta les mesures d'opportunité, présentées par le banc ministériel, relatives à la Caisse rurale, à la réorganisation des juges de paix, à la règlementation des contrats agricoles, la preuve ayant

[1] De fait, en 1905: 1.563 grands propriétaires (depuis 100 hectares au moins), avec 3.002.100 hectares; 1.015.302 petits propriétaires, avec 3.320.000 hectares; 2.608 propriétaires de 100 à 500 hectares avec 786.000 hectares; 3.314 propriétaires de 10 à 50 hectares, avec 696.000 hectares. Voy. les chiffres aussi dans Raphaël-Georges Lévy, *La Roumanie et la question agraire*, dans *La Revue des Deux Mondes*, 1-er mai 1914, p. 11. Cf. Mitiță Constantinescu, *La question agraire en Roumanie*, Bucarest. Mais les établissements de bienfaisance étaient compris dans les chiffres de la grande propriété (la direction des hôpitaux civils de Bucarest avec 141.671 hectares); l'État avait alors, en 1905, 500.000 hectares; d'après l'attaché de commerce français, en 1912, 3.838 grands propriétaires avec 1.800.000 hectares; 1.075.000 petits propriétaires avec 4.122.000; cf. Raphaël-George Levy, loc. cit., p. 12, note 1. Le territoire non arable était présenté comme ayant 5.000.000 d'hectares.

www.dacoromanica.ro

été faite qu'elles peuvent être éludées par les intéressés, même après cette réforme, — à la création des terrains de pacage [1], à la règlementation des cabarets, [refusant son vote] à celui pour l'accroissement des gendarmes, sans que ces projets, venus d'une façon indépendante... [2]. Car Sturdza, troublé aussi de remords pour les meurtres inutiles, — il criait à Michel Cantacuzène l'accusant de n'avoir pas osé charger son âme de ce poids pour servir les intérêts égoïstes d'une grande propriété, trop souvent absentéiste ou inactive, — n'était pas capable d'établir une action concertée et celui qui poursuivait sa succession, Jean Brătianu, se bornait ordinairement à une attitude d'observateur inerte, alors qu'il aurait dû apporter dans ces créations, qui ne devaient pas être laissées en suspens, toute la foi et l'énergie de son âge. Mais autour de lui, après les premières manifestations de son frère Vintilă, de Jean G. Duca, fils de l'ancien organisateur des chemins de fer, se formera une clientèle d'amis qui, écartant les valeurs reconnues qu'on jugeait être usées, pourra arriver à être plus dangereuse que l'ancienne « Occulte ».

Mais, en décembre 1910 encore, Jean Brătianu, prenant la place de Démètre A. Sturdza, dont la maladie venait d'être reconnue, le gouvernement de ces réformes faites à la hâte sans système et sans trop de courage devait se retirer et enfin le roi dut s'adresser à Carp, dont la puissance de pensée, prouvée par une série de beaux discours, n'était pas diminuée. Encore une fois, Charles Ier était vaincu; car évidemment il n'avait pas voulu avoir cet homme dont la parole était libre jusqu'à l'offense et qui n'avait pour le souverain qu'une seule qualité: sa fidélité aux Centraux. Carp en était arrivé à menacer de se retirer de la vie politique pour être accepté; et le roi avait dû passer par-dessus la popularité si grande de Take Ionescu, dans ce monde des villes dont il venait et dont il était l'image adorée pour le bien comme pour le mal: le chef des conservateurs avait cepen-

[1] Voy. aussi Iorga, *In era reformelor*, puis dans *Discursuri parlamentare*, I, à côté des livres de Gane, Seişanu et Xeni, sur Carp et Take Ionescu.

[2] [Phrase inachevée dans le texte roumain et dans le mss. de la traduction aussi. Note éd.).

www.dacoromanica.ro

dant reçu du roi le conseil d'aller, pour la forme, chez son adversaire, lui demander une collaboration qui devait lui être refusée. Dès le lendemain, le principal conseiller s'éleva par-dessus son souverain, et Charles Ier sera amené à dire ces paroles de profonde mélancolie que « jamais il ne s'est senti moins roi » que sous ce gouvernement ministériel de l'homme qui avait une confiance illimitée dans son intelligence.

Il devait voir en même temps non seulement *l'intronisation de l'influence russe en Serbie, mais aussi, une immixtion austro-hongroise en Bulgarie, sur laquelle on n'avait pas demandé son opinion.*

Tant qu'il fut seulement question d'une Autriche-Hongrie ne désirant que s'assurer des frontières et d'une Roumanie se contentant des siennes, des rapports d'alliance, que ne cherchaient à rendre plus étroite avec l'État danubien, ni l'Allemagne de Guillaume II, que Charles Ier son parent de l'Est aurait tant désiré avoir comme hôte à Bucarest, — et il se plaignait ouvertement de ce manque d'attention [1], — ni même l'Italie du roi Humberto, on put garder la ligne politique fixée par le vieux Brătianu en 1883. Mais l'esprit agressif, désapprouvé du reste par Charles Ier, dont témoignait l'Allemagne du « nouveau cours » dans la question du Maroc, qui était sur le point d'entraîner une guerre européenne, eut une répercussion sur l'allié de Vienne où l'influence décisive n'était plus celle du vieux François-Joseph, si éprouvé et pacifique par nature, mais celle de l'héritier et du clan des militaires ambitieux qui l'entouraient. Ceux-ci voulaient travailler ouvertement contre la Russie, dans les Balkans, et diriger la Monarchie par-dessus une Serbie vaincue et humiliée, vers Salonique. Dans ce but, la Bulgarie était absolument nécessaire, d'autant plus que la Russie promettait à l'aventureux prince Ferdinand, un ancien ennemi, en

[1] Voy. aussi les mémoires, depuis peu publiés, du comte Hutten-Czapski, résumés par M-me Maria Kasterska, dans *Rev. hist. du Sud-Est europ.*, janv.-mars 1939.

www.dacoromanica.ro

cas de guerre contre l'Autriche-Hongrie et ses alliés, la Dobrogea et les frontières de San S efano [1].

L'attitude de Charles Ier était déterminée cependant par-dessus tout par cette idée que, dans la Triplice, les directives devaient venir de Berlin et non pas de Vienne, et moins encore de Budapest: « Si l'Allemagne abandonne la direction de la Triple Alliance entre les mains de l'Autriche-Hongrie, la Roumanie ne sera pas, avec le temps, en état de remplir ses obligations envers cette alliance », disait-il en 1911. Il avertira encore une fois, en 1912, que, dans ces conditions, l'alliance ne pourra pas continuer, parce que les intérêts de la Roumanie dans les Balkans sont autres [2].

D'un autre côté, la même génération, représentée à Bucarest par Jean I. Brătianu, poursuivait l'extension par-delà le Danube, à Silistrie et, si possible, ailleurs aussi. Plus tard, arrivant à dominer la situation, à imposer sa volonté, au besoin même par-dessus le roi vieilli, l'orgueilleux nouveau chef des libéraux demandait à quelqu'un qu'il croyait bien connaître la situation: jusqu'à quelle profondeur s'étendait l'élément roumain sur la rive droite du fleuve.

A l'époque où le roi prenait sous sa protection, l'envoyant pour se recommander et s'informer dans les capitales de la Triplice, celui qui manifestait des intentions personnelles dans la politique extérieure, — et devait trouver aussi chez le nouveau chancelier Aerenthal des intentions agressives dans les Balkans, — Brătianu, avec sa juvénile confiance en lui-même, alla si loin qu'il présenta le projet d'une extension de la Roumanie jusqu'au quadrilatère des anciennes guerres russo-turques, Roustchouk-Choumla-Varna, si bien que les Centraux lui parlèrent, lui donnant en même temps des conseils insistants de calme, car l'alliance avec la Triplice ne lui garantissait rien, que la seule possibilité, douteuse aussi, de faire céder à la Roumanie cette Silistrie, que son père avait tant

[1] M. Bogitchevitch, *Les causes de la guerre*, Paris, 1925, pp. 178—180, cité par Emile Diaconescu, dans *România şi Marile Puteri după congresul dela Berlin până la 1914*, Jassy, 1937, pp. 13—14.

[2] Rosen, *Aus einem diplomatischen Wanderleben, Bukarest-Lissabon*, pp. 50, 61, 66—68.

www.dacoromanica.ro

désirée en 1878 [1]. Du reste, il conserva aussi jusque plus tard l'opinion que les Bulgares sont préférables aux Serbes, ces derniers étant un élément de désordre dans les Balkans [2].

Le roi lui-même parut gagné à une telle politique d'expansion. Et il fallut que Berlin, parlant d'une façon très claire, et Vienne aussi, plusieurs fois même [3], avertissent qu'une pareille tentative ne pouvait pas être acceptée, encore moins appuyée [4]. Plus tard, il déclara au ministre austro-hongrois à Bucarest, qu'à tout changement de l'équilibre balkanique, il jettera son épée dans la balance [5].

Bientôt, au-delà du Danube, [en rapport avec la crise de Macédoine, où le Sultan concentra vers 1907 une grande partie des troupes ottomanes, mais aussi avec l'entrevue de Reval entre le tzar et le roi d'Angleterre, en juin 1908, une série d'événements se précipitèrent à la suite desquels] toute la situation sera changée [6]. Quelques officiers turcs, en relations avec [le Comité de l'« Union et Progrès » établi à Salonique et avec] d'anciens émigrés en Occident, proclamèrent en Macédoine, un nouveau régime, auquel pourraient collaborer toutes les nations de l'Empire; autour d'eux, se rangèrent aussi beaucoup d'éléments locaux. Les Roumains de Macédoine étant représentés dans un des ministères qui suivirent, par Nicolas Batzaria, formé à l'Université de Bu-

[1] Documents autrichiens, *Diplomatische Aktenstücke*, I, pp. 437—438, 451—453, 458—461, 463—469, 687—688, 718, 889.

[2] *Ibid.*, pp. 471—473. Le fidèle Sturdza donnait au ministre d'Autriche-Hongrie l'assurance qu'il briserait toute opposition à la politique traditionnelle; *ibid.*, pp. 574—575.

[3] *Diplomatische Aktenstücke*, I, pp. 451—453, 458—461, 468—469, 479—480, 687—688, 818, 889.

[4] *Grosse Politik*, XXI. Cf. Iorga, *Supt trei regi*, p. 59.

[5] *Dipl. Aktenstüche* (Doc. autrichiens), I, rapport du 13 juillet 1911. Une rencontre sans importance politique du roi avec le roi Georges de Grèce fut suivie d'un conflit avec ce pays pour l'action des bandes grecques en Macédoine.

[6] [On a rectifié ici et dans quelques passages suivants, le récit des événements du Sud-Est européen entre 1908—1909, en supprimant un *lapsus calami* de l'auteur dans le texte roumain et répété dans le mss. de la traduction] *Note éd.*

www.dacoromanica.ro

carest et collaborateur du « Semeur » sous le pseudonyme de « Nicolas le Macédonien ». Abdul-Hamid se soumit d'abord [26 juillet 1908, remettant en vigueur la Constitution de 1876]; puis, tentant un mouvement pour regagner le pouvoir autocratique, il fut renversé, envoyé dans un palais d'internement à Salonique et remplacé par son pauvre frère, Méhémet V (29 avril 1909) qui, sortant d'une longue réclusion politique, ne sut jamais ce qui se passait autour de lui. À ce coup révolutionnaire en Turquie, produit spontanément, sans aucune excitation étrangère, bien que l'influence allemande fût, par un Von der Golz et un Liehmann von Sanders, toute puissante dans la nouvelle armée turque, Ferdinand de Bulgarie répondit en proclamant l'indépendance de son pays et en prenant le titre prétentieusement impérial des tzars du moyen âge (oct. 1908). L'Autriche-Hongrie, qui s'annexait en même temps la Bosnie et l'Herzégovine [1]; au risque d'une guerre contre la Serbie, qui ne fut arrêtée que par le manque de préparation de la Russie, appelée au secours, ne pouvait qu'approuver ce qui s'était passé à Sofia. Dorénavant, comme les Bulgares seuls n'avaient aucune réclamation nationale envers la Monarchie dualiste, celle-ci n'eut pas de plus fidèle ami dans le Sud-Est de l'Europe.

Le roi de Roumanie, qui avait donné, en 1908 aussi, la preuve de sa loyauté envers François-Joseph, critiquant, dans les termes les plus sévères, — dans la mesure où on peut les considérer comme authentiques, — la propagande de la Ligue Culturale, dont le président était alors Pierre Grădișteanu, celui qui avait porté le toast irrédentiste à Jassy, et secrétaire, le professeur, maintenant aussi député, N. Iorga [2], [le roi] aurait dû se sentir profondément blessé par cette transformation fondamentale destinée à détruire l'hégémonie dans toute cette partie du Sud-Est de l'Europe, dont il s'était bercé pendant longtemps.

[1] [Provinces qu'elle avait occupées en 1878 et mises sous son administration].

[2] *Dipl. Akten* (Doc. autrich.), I, Cf. Iorga, *Comment la Roumanie s'est détachée de la Triplice*, dans *Rev. hist. du Sud-Est européen*, IX (1932), p. 236, note 1 (et extraits; 2 éditions).

www.dacoromanica.ro

Lui, qui avait montré son mécontentement envers les intentions de son voisin d'outre-Danube [1], sut cependant se dominer, se contentant de dire au ministre d'Autriche-Hongrie, le prince Fürstenberg, qu'il était disposé à reconnaître le nouvel État indépendant [2], mais il préféra attendre une reconnaissance européenne; comme, à Vienne, on craignait une union balkanique, il déclara qu'il ne croyait pas que les Bulgares puissent s'entendre avec les Serbes, pour lesquels du reste, après l'assassinat du couple royal des Obrenovitch, il n'avait aucune estime, évitant les rapports avec le nouveau roi, Pierre Karageorgevitch [3]. Pensant à une guerre entre le tzar bulgare et l'empereur turc, Sturdza montrait qu'une victoire ottomane consoliderait la domination roumaine dans la Dobrogea.

En ce qui concerne la Bosnie et l'Herzégovine, à cause desquelles toute la nation serbe était dans un état d'indignation désespérée, le roi de Roumanie aurait préféré, dans ce pays, un archiduc [4]. En apparence, on ne pouvait pas espérer à Vienne un vassal plus obédient; mais dès ce moment, l'ancien lien avec la Monarchie était essentiellement affaibli; et du reste, pour Charles Ier qui était en fonction des rapports de Vienne avec Berlin, — et le jeune Empereur se montrait

[1] Voy. Ministère français des Affaires étrangères, *Documents diplomatiques français (1871—1914), 3-e série (1911—1914), tome premier (4 novembre 1911—7 février 1912)*, Paris, 1929, résumé dans *Rev. hist. du Sud-Est eur.*, VI, pp. 288—291. Voy. aussi *Doc. dipl.*, II, de la même série, Paris, 1931 (dans la *Revue* citée, VIII, pp, 230—233); III, Paris, 1931 (dans la *Revue*, IX, pp. 315—322).

[2] Le tzar danubien tarda à répondre à la lettre de félicitations de son voisin. Charles Ier avait visité, en 1902, Ferdinand à Roustchouk, mais sur les conseils venus de Berlin, sans vouloir participer ensuite aux fêtes de Chipca; *Doc. dipl., 2-e série (1901—1911), tome second (1-er janvier—31 décembre 1902)*, Paris, 1931, (dans la *Revue* citée, IX, pp. 322—325). Voy. aussi Iorga, *La place des Roumains dans l'histoire universelle*, III, pp. 156—157.

[3] Charles Ier avait désiré un pont à Severin, pour penser ensuite à un autre lien avec l'Adriatique; *Doc. Autrichiens*, III, pp. 102—103, 117—118, puis 220—221, 259—260.

[4] *Ibid.*, pp. 117—118 (n° 108, 120), 134—135 (n° 139). Le grand-vizir était venu sonder à Sinaia les intentions du roi (*ibid.*, II, pp. 931—932; cf. *ibid.*, pp. 613—614). Cf. *ibid.*, p. 785, n° 947.

www.dacoromanica.ro

froid à l'égard du vieux monarque austro-hongrois son allié, et plus tard, par-dessus la tête de François-Joseph, il ira s'entendre avec l'héritier, considéré comme le maître de la situation, — toutes les relations auxquelles il était habitué étaient changées. Ni même les rapports de la Monarchie dualiste avec l'Italie où, par-dessus la politique de Crispi, l'auteur de l'alliance, de Rudini, de Giolitti, s'était réveillé cet esprit d'initiative, qui se manifestera d'une façon romantique dans d'Annunzio, les rapports n'étaient plus les mêmes. Dirigé donc exclusivement vers l'Autriche-Hongrie, le roi de Roumanie aurait désiré précisément le contraire.

Dans la hâte avec laquelle il liquida le gouvernement des libéraux, il y avait peut-être aussi le désir de prendre, avec un homme sûr, expérimenté, qui se prouva cependant ne pas pouvoir travailler avec un souverain aussi ambitieux, les mesures imposées par la nouvelle situation.

Ceci d'autant plus qu'un nouveau monde politique [hongrois] reprenait l'attitude persécutrice d'un Wekerle contre les Roumains de Transylvanie. On eut de nouveau des procès, terminés naturellement par des condamnations, à chaque manifestation de mécontentement, de n'importe qui, de même qu'un régime d'oppression nationale systématique, une administration acharnée commettant des excès de zèle évidents. On suivait ainsi la direction imprimée par le gouvernement à la tête duquel se trouvait, depuis quelque temps, par-dessus tous ces « homines regii », comme un Khuen-Hedervary, qu'avait employé Vienne, le seul vrai homme politique qu'avait la classe dominante magyare, Étienne, fils de Coloman Tisza. Du côté roumain, on répondait par un irrédentisme qui ne se cachait plus, employant chaque occasion: une commémoration comme celle de Şaguna, un congrès d'étudiants (en 1909), pour défier les potentats de Hongrie qui, à peine freinés par la politique du dualisme, comme dans le cas d'une tentative pour défendre l'emploi de la langue roumaine, pour l'étude même de la religion dans les écoles, frémissaient de colère. Il était évident qu'après l'ambition de donner à la Monarchie dualiste des ministres des Affaires

www.dacoromanica.ro

étrangères, d'Andrassy à Kalnoky, puis à l'Arménien magyarisé Burian (Buruianã), les Hongrois voulaient, dans l'État commun, une politique qui leur appartînt. Sturdza n'était plus là pour empêcher les hommes qui se trouvaient à la tête des Roumains de Transylvanie d'entreprendre une action de résistance plus énergique. Mais le roi Charles mit Berlin en mouvement et ainsi, sous le nouveau gouvernement de Khuen-Hedervàry, commencèrent, avec les chefs des Roumains, en janvier 1910, — le lendemain d'une grande protestation à Sibiu, devant 6.000 hommes, — de nouvelles négociations de réconciliation, pas sincères du côté de Tisza, (auxquelles participèrent le nouveau métropolite des orthodoxes, Jean Meţianu, et un avocat modéré Jean Mihu), qui attendit vainement une attitude solidaire des chefs, aux opinions divergentes, de *l'activisme roumain*, sans pouvoir arriver à une entente [1]. Les jeunes collaborateurs de la revue « Luceafărul » demanderont bruyamment qu'on écarte de la conduite de la politique roumaine en Transylvanie les hommes d'un certain âge qui admettaient de pareilles transactions.

La guerre de l'Italie contre la nouvelle Turquie pour la possession de la Tripolitaine déchaîna d'autres actions encore, depuis longtemps préparées, dans ce coin de l'Europe; cette guerre atteignit aussi l'Albanie et des vaisseaux italiens parurent dans les Détroits.

Depuis longtemps déjà, Charles Ier avait considéré ce qui pourrait arriver à une dissolution de la forme d'État austro-hongroise qu'il ne croyait pas « éternelle ». Il prévoyait de plus en plus la divergence des deux politiques dans la Monarchie, et l'assaut que livreront les Hongrois contre les Roumains de Transylvanie. Il disait nettement au ministre de France qu'il ne pouvait pas se désintéresser des trois millions de congénères, dont le sens national doit même le

[1] Aussi d'après *Calendarele Ligii Culturale*, Iorga, *Supt trei regi*, pp. 123—124; puis Silviu Dragomir, *Ioan Mihu*, Cluj, 1938, et le compte-rendu dans *Rev. Ist.*, de 1938. Et *Doc. dipl. franc.*, 3-ème série, III, Paris, 1931. Cf. aussi les autres volumes, jusqu'au 6-ème.

www.dacoromanica.ro

réjouir, dans les limites d'une lutte légale et du loyalisme. Cinq ans après, il faisait la même déclaration au représentant de la Monarchie, l'assurant cependant qu'il n'encouragerait pas l'irrédentisme [1]. Du reste, il ne manquait pas de lui exprimer son désir d'une entente entre Roumains et Hongrois [2].

On savait à Berlin, par les rapports de Kiderlen-Wächter, le nouveau ministre d'Allemagne, qui arriva à conduire la politique extérieure du Reich, bizarre imitateur de Bismarck, mais avec une note de cynisme brutal qu'avait évité son grand modèle, que le roi était sûr pour tous les cas, mais l'héritier du trône allemand était en quelque sorte d'une autre opinion: qu'on ne peut compter en Roumanie que sur le roi seul [3], et un voyageur anglais, Wickham Steed, de même qu'un intime de la Cour de Berlin, Hutten-Czapski [4], entendaient, de la bouche même de ce Hohenzollern, qui n'avait pas été visité par l'orgueil de son parent de Berlin, la critique formelle de la politique d'expansion, allant vers la guerre qu'avait commencée l'Allemagne. Conseillé par le second visiteur de publier, comme on le désirait dans les cercles allemands, le traité d'alliance, il glissait des plaintes au sujet des nouvelles persécutions contre l'élément roumain de Hongrie [5]. On avait déjà appris à Pétersbourg, où on avait pris des informations sur ce point, qu'il se pourrait que l'ami de François-Joseph ne consentît pas à marcher contre les Serbes. Selon l'opinion de Fürstenberg, on pouvait compter aussi sur la possibilité qu'en Roumanie, attiré par les offres d'une autre politique, on préparerait des projets pour le démembrement de l'Autriche-Hongrie [6].

[1] *Dipl. Akten* (Documents autrichiens), I, pp. 480—481, 575.

[2] *Ibid.*, II, pp. 220—221, 258—260.

[3] Les Mémoires du prince.

[4] Voyez plus haut, p. 365, note 1.

[5] Voy. *Erinnerungen des Kronprinzen Wilhelm*, Stuttgart-Berlin, 1922, p. 109; Hutten-Czapski, ouvr. cité; Wickham Steed, *Mes souvenirs*, trad. d'Honofroi, pp. 312—313, et Friedrich Rosen, ouvr. cité, II (cf. Iorga, dans *Rev. hist. du Sud-Est eur.*, IX, p. 362 et suiv.). Pour l'attitude du roi à ce moment, voy. aussi *Doc. dipl. fr., 3-ème série (1911—1914)*, I, Paris, 1929, pp. 76—77, n° 80; pp. 110—111, n° 124.

[6] *Dipl. Akten.* Doc. autr., III, pp. 328—329; voy. à la date du 14 juin 1911.

www.dacoromanica.ro

Du reste, à ce moment, avant les grands changements d'Orient [1911], le souci principal en Roumanie, était celui d'intérêts très mesquins. Carp, qui avait annoncé de nouveau des mesures de réforme, mais dans le cercle très restreint des intérêts de l'État, n'était pas seulement en conflit permanent avec le souverain, à la volonté duquel, active en tout, il n'entendait pas plier sa grande confiance en lui-même. Et il eut, le lendemain de son arrivée au pouvoir, une opposition réunie qui cherchait toutes les occasions et exploitait toutes les questions: l'opposition des deux chefs écartés, qui ajournaient, pour renverser l'ennemi commun, tout débat entre eux: l'agitateur Take Ionescu et l'homme des rancunes durables, Jean Brătianu. Le mépris habituel du vieux « Junker » envers tous ses adversaires ne suffisait pas à écarter le danger. Intransigeant envers l'un et l'autre de ces deux puissants manieurs d'hommes, sans peser leur valeur ni leur moralité, il irritait jusqu'au paroxysme une vanité et un orgueil, qui ne sauront pas oublier et ne se laisseront pas intimider.

Les tentatives pour alléger les charges de la population pauvre ne suffisaient pas à lui procurer les sympathies, dont il n'avait jamais montré avoir besoin, car il croyait que le roi et son propre génie lui suffisaient. Take Ionescu était en effet, de son côté, prêt à toutes les concessions, par la surenchère.

La session ordinaire des Chambres se termina seulement par le vote des lois d'opportunité financière. Aucun programme large n'avait été développé devant le pays par celui qui se déclarait strictement lié au régime de la grande propriété, la défendant avec éloquence, démontrant tous ses avantages, certainement réels, mais sans lui imposer de devoirs que, — à de tres faibles exceptions près, parmi lesquelles il n'y avait pas même la sienne, — ce régime n'avait pas accomplis, ni envers la terre héritée ou achetée, ni envers l'homme de cette terre.

Un nouveau scandale dans l'Église vint s'ajouter contre le lettré métropolite-primat, Atanase, que l'évêque de Roman, homme simple, Séraphin, de même que ses amis intimes, avaient accusé publiquement, en rapport avec des intrigants

www.dacoromanica.ro

de la dernière espèce, de plagiat et d'une immoralité qui malheureusement ne manquait pas toujours dans les mœurs d'un haut clergé, recruté sans préparation monastique, parmi des prêtres veufs et même quelquefois divorcés. L'Église elle-même fut abaissée par les dénonciations misérables d'un professeur de théologie, du niveau de Chiricescu. Le ministre des Cultes, dont les conseils ne furent pas suivis par des prélats tombés dans un état de pleine anarchie, n'avait, dans son élégante indifférence, ni l'énergie, ni l'autorité nécessaires pour arrêter cet effondrement honteux, auquel collaborait activement une propagande catholique, représentée par des étrangers. Netzhammer, l'archevêque de Bucarest, aura, pendant la grande guerre, une attitude nettement ennemie au pays [1]. Après Atanase, acquitté à condition de présenter sa démission, et qui se retira pour de longues années, qu'il vécut avec une dignité de moine, au couvent de Cernica, Séraphin lui-même fut écarté par un synode, dans lequel la jalousie entre les prélats se réunissait au servilisme envers le gouvernement, et envers n'importe quel gouvernement.

À ce moment la guerre orientale aurait dû être la seule préoccupation, car tant d'intérêts essentiels pour la Roumanie aussi étaient en jeu; au contraire cette guerre même en arrivera à être encore un des moyens employés pour exciter une opinion publique nerveuse, mais désorientée, dans la triviale mêlée pour les avantages du pouvoir.

Le roi, comme tout le monde politique sans différence, non seulement désirait le succès de la Turquie envers les revendications des chrétiens des Balkans qui, organisés par la main habile de la diplomatie russe, devaient commencer une guerre pour le partage des provinces européennes de l'Empire Ottoman, mais était sûr de la victoire des Turcs, bien que l'attaque italienne eût beaucoup affaibli le nouveau régime, qui ne pouvait pas commencer par la cession de territoires, fussent-ils même si peu à la disposition du gouvernement de Constantinople que cette marge africaine, aban-

[1] Voy. tout récemment ses brochures sur le passage au catholicisme du métropolite primat Calinic. Cf. *Rev. Ist.*, de 1938.

www.dacoromanica.ro

donnée depuis des siècles à son sort. Charles Ier avait averti ses alliés, avec lesquels les rapports s'affaiblissaient de plus en plus, que la Roumanie conserverait la neutralité. Le message de novembre 1911 ne faisait que confirmer cette décision que, du reste, le roi avait prise sous sa propre responsabilité, non seulement sans tenir compte de l'opinion du pays, habitué maintenant à juger et à avoir des projets aussi en ce qui concernait les relations extérieures, mais sans trop demander leur opinion aux ministres, préoccupés surtout de défendre leur situation.

Dès le lendemain commençaient dans ce Parlement, du reste très docile, des discussions sur l'excellente loi qui restaurait les anciennes corporations, mais dans une forme, au commencement plutôt fiscale et bureaucratique, comme toutes les créations de cette époque formaliste, sans se préoccuper de l'existence même, ni de la puissance d'initiative de ces gens de métier. On passa de la loi sur les petites entreprises industrielles, d'un avantage évident, car, dans leur développement assez rapide, elles méritaient toute l'attention, à une offensive hardie contre les libéraux, présentés, non sans raison, comme transformés, par-dessus leur ancienne et noble idéologie, en une association d'intérêts.

Dans ce but le gouvernement recourut au concours d'un socialisme qui — sur les ruines de celui de Jean Nădejde et de Morțun, annexés par les libéraux, de celui de Dobrogeanu-Gherea, distrait par des préoccupations littéraires, — devait être créé, et auquel on devait donner un chef, qui lui faisait défaut depuis longtemps, donc aux quelques intellectuels qui perpétuaient virtuellement l'idée du parti marxiste et de sa clientèle ouvrière naïve, surtout celle des Chemins-de-fer, qui entourait ces intellectuels, mais sans faire preuve de vraie collaboration. On fit donc revenir, après son expulsion comme non-citoyen, le docteur Christian Racovski, Bulgare de Cotel, ancien étudiant à Paris, où il avait dénoncé les crimes de « la Roumanie des boïars », mais en même temps grand propriétaire, ne se souciant pas des paysans, à Ghelengic, en Dobrogea. Homme versé sans doute dans les sciences sociales et économiques, et révolu-

www.dacoromanica.ro

tionnaire de tempérament, il avait fait ses premières armes dans la révolte d'Odessa.

Alexandre Marghiloman était, de fait, le maître du gouvernement. Capable de coups hardis, il n'avait, pour en garantir l'effet, que le brillant talent d'un orateur de tribune, et la possession d'une fortune considérable. Lui qui voulait faire preuve de qualités susceptibles de lui assurer la succession de Carp à la direction du parti conservateur, auquel il n'était lié ni par son ascendance, plutôt modeste, ni par quelque idéologie de base, dont l'absence ne pouvait pas être remplacée par les moyens d'une attitude d'élégance correcte, avait aussi d'autres motifs que ceux de la politique pour essayer une grande campagne de discrédit contre les libéraux, formés maintenant comme une armée serrée de la dynastie ministérielle et sur-ministérielle de Brătianu.

Dans ce parti, une action hardie était mise en mouvement sur la ligne des entreprises économiques, sous l'impulsion de Vintilă Brătianu qui voyait, dans ces entreprises, certainement avec raison, un moyen d'affirmation nationale et s'imaginait que, par les capitaux privés, on pourrait mieux exploiter les richesses de l'État que par la régie des fonctionnaires, bien que les capitaux dans lesquels il espérait n'existassent pas, et que ceux, qui cependant les présentaient, n'étaient pas toujours honnêtes et bons patriotes. De même qu'on avait pris soin, à la Banque Nationale, attaquée maintenant par Nicolas Filipescu, que les actions, dans cette collaboration financière avec l'État, soient le plus possible entre les mains des membres du parti, de même lorsqu'il fut question de doter la capitale de la Roumanie de tramways électriques, on s'arrangea de façon à ce que, dans cette action cointéressée avec la municipalité, qui apportait la part de biens la plus importante, on maintînt la prédominance des premiers souscripteurs. Le nouveau maire conservateur se trouva devant des attitudes et des prétentions vraiment intolérables, et Marghiloman qui le soutenait n'était pas de ceux qui sont disposés à céder. Le conflit prit des proportions. Et il était impossible qu'il ne soit pas exploité dans les luttes entre les partis. Suivant le nouveau système de gouvernement «cons-

www.dacoromanica.ro

titutionnel » introduit par Carp, on demanda l'opinion du roi avant de prendre des mesures qui, d'après le tempérament et la disposition d'esprit du ministre de l'Intérieur, devaient être énergiques.

Il ne fut pas difficile de trouver une série d'irrégularités qui allaient indubitablement jusqu'à l'escroquerie. Les deux partis combattirent, employant aussi les opinions de jurisconsultes étrangers, auxquels on demanda des consultations qui furent divergentes, selon les intérêts de ceux qui les avaient demandées. À la fin, le ministre se décida à dissoudre une société fondée sur des bases erronnées et capable de plusieurs violations de droit et qui se serait organisée pour spolier la commune.

On lui répondit par l'alliance des libéraux avec Take Ionescu et par la déclaration de cette opposition unie que, — pendant cet automne de l'année 1911, lorsque des événements d'une grande importance se préparaient dans le voisinage immédiat, et que l'ancienne alliance de base pour l'État étant dénoncée, — elle ne pouvait participer à la discussion du message; ses représentants quittèrent la Chambre jusqu'à la fin de cette discussion. Quand on en arriva aux interpellations, Carp lui-même dénonça avec véhémence ce qu'il nommait « un acte de spoliation téméraire ». Et il se déclara assez fort pour appliquer « aux spoliateurs » « le fer rouge ». Il menaçait d'empêcher aussi une autre action cointéressée pour le pétrole, action qu'il croyait tout aussi abusive envers les droits de l'État. Et il se considérait comme sûr de l'adhésion « de la conscience publique » qu'il voulait réveiller: mais il était lui aussi, malgré tous les signes d'autonomie qu'il avait donnés dans certaines questions, à la disposition des intérêts de parti et des anciennes excitations démagogiques.

Jean Brătianu ne se mêla pas aux combinaisons financières de son parti et, indifférent à tout comme il l'était, et mal informé seulement par certains clients, comme il aimait l'être, il n'avait pas suivi le conflit; en outre, aucun système théorique ne concordait avec sa mentalité. Mais frappé d'une façon si cruelle dans le grand orgueil qui le

www.dacoromanica.ro

dominait, il répondit avec une passion inaccoutumée chez cet homme d'une nature méprisante et ironique, influencé dès sa jeunesse par les attitudes mêmes de ses adversaires. Dans ce moment décisif, il glissa aussi l'assurance, qu'il avait reçue du facteur qui accordait le pouvoir ou le retirait suivant la façon dont il considérait les intérêts de l'État, que bientôt il reviendrait au pouvoir, qu'il avait abandonné dans des circonstances qui l'avait humilié. Entre ces deux combattants, s'échangea un dialogue dans lequel « à l'impertinence » jetée par le vieux président du Conseil à son partenaire beaucoup plus jeune, celui-ci répondit par le qualificatif d' « insolence » pour « toute l'attitude » de Carp. Mais, à ce moment même, en Orient, le sang coulait; un autre sang, beaucoup plus abondant, en vagues, devait couler sous peu, aux frontières roumaines mêmes, ouvrant, avec de grands efforts et des souffrances humaines inouïes, un nouveau chapitre d'un tragique sans exemple dans l'histoire de l'Europe et de l'humanité elle-même.

Du discours énergique de celui qui, ne tenant pas compte du conseil donné par le roi, s'était décidé à aller jusqu'au bout dans une question où la justice était de son côté, il restait seulement cette caractérisation exacte de son adversaire, qui disposait d'autres moyens que ceux du vieillard qui ne savait pas combien on est peu sûr, au besoin, de son propre parti: « Une ambition démesurée, très disproportionnée à son talent ».

Lorsque, au cours d'une action devant les tribunaux, qui était ainsi interrompue, la loi qui créait une autre société de tramways fut présentée, toute l'opposition quitta définitivement le parlement. Cette fois, la déclaration fut lue par Take Ionescu.

Puis, survinrent des scènes de trouble comme on n'en avait jamais vues jusque là à Bucarest, une foule immense cherchant à arriver au palais pour demander — sur une pareille question qui ne pouvait pas être sincèrement populaire — le départ du gouvernement « junimiste ». Comme les rapports de ceux qui avaient organisé le mouvement étaient nombreux avec la justice elle-même, et que la situation de droit dans

www.dacoromanica.ro

laquelle s'était placé Marghiloman était assez faible, la Société des Tramways au bout de quelques semaines gagnait le procès. Les troubles dans la rue continuèrent cependant sans interruption pour presser une décision de la Couronne qui, pour d'autres motifs aussi, était déjà prise depuis longtemps. La sentence de la Cour de Cassation, confirmant celle du Parlement, fut donc acceptée avec des hurlements de triomphe.

Désormais, le roi très malade, d'une maladie qui n'était pas encore diagnostiquée et à laquelle il ne put résister que trois ans, acceptait, avec la profonde satisfaction intérieure d'avoir vaincu le Bismarck roumain, une démission présentée avec un mépris tout aussi profond pour tant de personnes, sinon pour tout le monde. Il fallait seulement trouver un moment plus favorable pour l'annoncer. En réalité, le moment où elle aura été accomplie, contre celui qui était, en fait, vaincu et tombé pour toujours, était l'acte de trahison qui devait le frapper dans tout ce que son humanité, masquée d'une si désagréable pose pendant toute sa vie, pouvait avoir de plus sensible.

Quelques jours après, le souverain communiquait à Carp que, les libéraux ne pouvant plus succéder, et jusqu'à la réconciliation désirée et continuellement ajournée des autres conservateurs avec Take Ionescu, Maiorescu serait disposé à accepter la succession de son ami vaincu.

Depuis longtemps, le logicien qui avait fait admirer, pendant des années, son art de la parole dans les assemblées, ne se manifestait plus. C'était peut-être à cause de cette infirmité de l'ouïe qui l'empêchait de saisir les objections, pour pouvoir y répondre comme jadis, immédiatement et d'une façon raide; c'était peut-être aussi à cause de ce défaut physique qu'on avait cru, au moment de la formation du ministère, qu'il valait mieux placer à l'Instruction publique, à la place que Maiorescu avait illustrée, l'élégante nullité de pensée de C. C. Arion. L'homme si orgueilleux se sera senti profondément blessé. Ce n'était pas les éloges ni les embrassements lors d'un assemblée à Jassy, réunie sous un prétexte littéraire, qui pouvaient l'en consoler. Il

www.dacoromanica.ro

croyait que, devant les magnifiques preuves de manque d'habileté de son ancien ami, qu'il pouvait aimer au fond tout aussi peu que n'importe qui d'autre, lui-même, par d'autres méthodes, — et il en employait une seule: la soumission de fait à l'essor plein de confiance de Take Ionescu — il pourrait mieux réussir, rendant aussi un grand service au pays. Quoiqu'il en soit, il avait consenti. Carp se rendit chez lui pour le «prier d'accepter». Dès avant la fin du mois, un chapitre dramatique de l'histoire des luttes de partis en Roumanie était terminé.

Le septuagénaire professeur de philosophie prit sur lui de vaincre les difficultés, si grandes, de la situation intérieure et de celle qui se dessinait à l'étranger. Dans ce but, il n'avait qu'un ministre junimiste, C. C. Arion lui-même, puis le si vieux Théodore Rosetti, appelé à une nouvelle activité, le professeur de mathématiques Ermil Pangratti, qui n'avait aucune situation politique, et aussi, parmi les vieux conservateurs, qui supportaient difficilement un nouveau président: Jean Lahovary, Michel Cantacuzène et l'auteur de la loi des corporations, Démètre Nenițescu, pâle figure. Il n'apportait ni programme, ni système, pas même une simple orientation [1].

[1] Carp dut écouter aussi la suggestion de Jean Grădișteanu d'abandonner, à cause de ses erreurs, jusqu'à la présidence du parti. Voy. sa réponse si noble dans Gane, ouvr. cité, p. 459 et suiv.

www.dacoromanica.ro

CHAPITRE II

LA ROUMANIE ET LA CRISE BALKANIQUE

Dès le mois d'avril 1912, on savait à Sinaïa quelque chose de l'entente entre les Serbes, conseillés par le ministre russe Hartvig, le grand conspirateur, et les Bulgares, entente qui fut réalisée, allant jusqu'à des détails sur les frontières [1]. Le roi Charles fut désorienté devant ce pacte de guerre qu'il avait jusque là cru impossible. Il fut, de nouveau, blessé par l'attention qu'on donna à son voisin de Bulgarie à Vienne et, un peu moins, à Berlin [2]. S'informant à Vienne, il avait pu apprendre seulement ceci: que la diplomatie austro-hongroise était favorable à ces concessions de la part des Turcs, et que le nouveau ministre des Affaires étrangères de la Monarchie viendrait pour une visite de présentation, s'expliquer à Sinaïa; ce qui fut fait en août, et il apporta une invitation de la part de François-Joseph sans que ses explications puissent être considérées comme satisfaisantes. L'envoyé spécial de l'héritier austro-hongrois, le comte

[1] Voy. Otto Bickel, *Russland und die Entstehung des Balkanbundes 1912, Ein Beitrag zur Vorgeschichte des Weltkrieges*, dans *Osteuropäische Forschungen, 1933*, et Boghitschewitsch, *Die auswärtige Politik Serbiens, 1913—1914, Band I, Geheimakten aus den serbischen Archiven*, Berlin, 1928. Et Sp. Gopcević, *Russland und Serbien, 1804—1915 nach Urkunden der geheimen Archive von Petersburg und Paris und des Wiener Archives*, Munich, 1916. Cf. Iv. E. Guéchov, *L'Alliance balkanique*, Paris, 1915; Hanotaux, *La guerre des Balkans et l'Europe (1912—1913)*, Paris, 1914; Hauser, *La Serbie dans la crise européenne*, Dijon, 1915; Landemont, *L'élan d'un peuple; la Bulgarie jusqu'au traité de Londres, 1861—1913*, Paris, 1914; Otto Kessler, *Balkanbrand, 1912—1913*, Leipzig, 1913; Pernice, *Origine ed evoluzione storica delle nazioni balcaniche*, Milan, 1915.

[2] Iorga, dans *Rev. hist. du Sud-Est eur.*, IX, pp. 240—241.

www.dacoromanica.ro

Czernin, très mécontent de l'atmosphère qu'il avait trouvée à Bucarest, restait pour surveiller une situation de plus en plus inquiétante.

Lorsqu'il apprit que les Puissances intervenaient pour empêcher la guerre menaçante dans les Balkans, le roi de Roumanie, qui ne savait pas que la Russie était prête à prendre les armes contre la Roumanie, si celle-ci osait essayer d'arrêter l'action de la ligue balkanique [1], fut très satisfait. Le 22 septembre, quand l'entente désirée, à laquelle le nouveau président du Conseil travaillait continuellement, avec Take Ionescu, n'était pas encore accomplie, il appela les ministres pour un Conseil de Couronne. Il leur déclara son grand espoir par l'accomplissement duquel sa blessure serait fermée: une conférence, et *dans cette conférence, la Roumanie à côté des grandes Puissances, jouant, sur la base de l'hégémonie qu'elle a dans les Balkans, le rôle principal.* Dans ce but, il fallait nécessairement un gouvernement fort: le retour de Carp après qu'il se serait entendu avec Take Ionescu, sinon, Maiorescu réuni avec le même ancien compagnon, ou bien Take Ionescu réuni à son associé dans la lutte contre Carp, Brătianu, qui lui-même ne pouvait pas retenir son impatience d'arriver à être le seul facteur décisif [2].

Carp descendit jusqu'à des négociations avec celui qui avait tant contribué à sa chute, allant jusqu'à l'offre d'une déclaration qui pourrait satisfaire Brătianu; celui-ci, de son côté, demandant cependant des excuses formelles et publiques, avec cette énergie à défendre son orgueil personnel qui, dans une société d'hommes facilement soumis aux influences, l'avait rapidement fait si puissant. Carp n'aboutit pas. Tout le monde s'était secrètement réuni pour l'empêcher de réussir.

Donc, le 10 octobre, Take Ionescu, sous une présidence qui ne pouvait guère l'entraver dans son action à l'intérieur, mais qui avait le grand avantage d'épargner à sa timidité, bien connue et maintenant exagérée, toute responsabilité,

[1] Poincaré, *Les responsabilités de la guerre*, Paris, 1930, p. 24.
[2] *Mémoires de* Marghiloman, I, p. 121.

www.dacoromanica.ro

acceptait cet ennemi irréconciliable qu'était Filipescu, ainsi que Michel Cantacuzène, qui avait des espoirs de présidence héréditaire dans le parti et même son terrible adversaire, dans la lutte à peine finie, Marghiloman, qui, avec beaucoup de désinvolture s'était débarassé de Carp, lequel donna avec éclat une démission, naturellement rejetée. De son côté, il amenait, dans le ministère de coalition, son ami si compromis, Alexandre Bădărău, puis Nicolas Xenopol, qui n'était pas une autorité politique, et le dilettante, en fait de politique aussi, qu'était Disescu.

Ce cabinet devait fixer la ligne de conduite de la Roumanie dans la guerre qui, malgré toutes les illusions des Centraux, éclata entre l'Empire Ottoman et tous les États chrétiens des Balkans. Il ne faut pas être surpris que, sur cette ligne, la politique du gouvernement arrive à être une des plus aggressives: sous la pression, non pas de Carp qui s'était retiré à la campagne, mais de Jean Brătianu et d'une opinion publique qui, après les grandes victoires des Balkaniques en Macédoine, de même qu'en Thrace, demandait que, les armes à la main, ou par des réclamations diplomatiques, la Roumanie elle-même accroisse son territoire, du moment qu'elle n'avait pas pu s'imposer dans la conférence qui avait été projetée.

Pendant que la situation au-delà du Danube était si fortement révolutionnée par la catastrophe turque, qui ouvrait toutes les possibilités, les Bulgares victorieux se considérant déjà comme maîtres des Balkans, le nouveau gouvernement qui, à cause de Take Ionescu, ne voulait pas s'appuyer sur un parlement appartenant à Carp, faisait, d'après la tradition du pays, des élections en novembre; et, le 26 du mois, on lisait le message plein d'inquiétude d'un souverain qui était tombé de la hauteur de son orgueil et s'était laissé tromper sur les perspectives qui s'ouvraient dans la guerre presque définitivement terminée.

«Avec les Centraux et en première ligne avec la Monarchie», avait déclaré, avant son union avec Take Ionescu, au commencement même des hostilités, l'incapacité politique satisfaite du président du Conseil. Les offres turques furent

www.dacoromanica.ro

rejetées: la Roumanie n'était pas un État balkanique; elle se réservait, sans avoir mobilisé d'ailleurs que quelque contingents, vite congédiés, attendant la conférence, qui nécessairement devrait venir et dans laquelle on réclamerait la place qui convient à la Roumanie [1].

Comme cependant l'équilibre balkanique avait été détruit par cette défaite catastrophique des Turcs, à laquelle on ne s'attendait pas, le roi qui, au commencement, désirait seulement, pour empêcher l'action des vainqueurs, une rectification dans la Dobrogea avec l'annexion des angles rentrants de la frontière, commença à penser à l'occupation, avec la permission des Puissances et surtout des Centraux, de cette ligne dont Jean Brătianu avait parlé jadis, à Vienne et à Berlin. On n'avait pas oublié cette prétention refusée alors avec la plus grande décision. Il arriva à préciser: ni Varna, ni Roustchouk, les bases du Quadrilatère, mais le territoire compris entre Tourtoucaia, ayant une population roumaine, et Cavarna, [traçant une ligne] à travers des régions d'ancienne population turque mêlée à des colons bulgares amenés de l'Ouest par l'État après sa création [2]. On lui répondit par des délais continuels. Les diplomates de Vienne cherchant à conserver, avant tout, cette amitié des Bulgares, par laquelle on pourrait empêcher le trop grand accroissement et la consolidation de cet ennemi de l'Autriche-Hongrie qu'était la Serbie, mais non de la Roumanie.

De son côté, le gouvernement Guechoff-Daneff, rejetant toute idée de cession, qu'on aurait pu difficilement arracher à des vainqueurs, offrait donc la renonciation à la Dobroudja et par conséquent « l'intégrité territoriale » [3] de la Roumanie. Et ce que refusait la Monarchie alliée, la nouvelle Russie de Sazonov était prête à l'offrir, ce qui renversait toute la politique antérieure de la Roumanie.

---

[1] D'après les *Dipl. Akten.* (Docum. autrichiens), IV, pp. 507 et suiv., 632, 638—639, 655, 662 et suiv. Iorga, loc. cit., pp. 245—246. Cf. d'après la même source, *ibid.*, p. 246.

[2] *Dipl. Akten.* (Doc. autrichiens), loc. cit., pp. 750, 775—776, 784—785.

[3] Iorga, loc. cit., pp. 248—249.

www.dacoromanica.ro

Devant ces offres complétées par l'idée d'un mariage du prince Charles avec la grande-duchesse Olga, les anciens souvenirs du roi résistaient. Il déclarait à ses amis de la Triplice qu'il voudrait qu'on ouvre à la Serbie une voie vers l'Adriatique bien que lui-même désirât la création d'une modeste Albanie [1].

Pendant ce temps, s'avérait un manque d'unité complet dans le gouvernement de formation si frêle. Maiorescu se tenait sur la réserve, déclarant ouvertement qu'il ne prenait aucune responsabilité, parce qu'il servait seulement la politique du roi; Take Ionescu se sentait des affections bulgares et, du dehors, Carp, voyant venir une catastrophe européenne, recommandait d'attaquer l'ancien ennemi, la Russie [2].

En échange de promesses vides et fausses, l'Autriche-Hongrie pensa alors à arracher au vieux roi une convention militaire et c'est dans ce but que vint à Bucarest, pour prouver une alliance qui était restée jusque là secrète, le chef de l'état-major impérial et royal, Conrad de Hœtzendorf: il devait obtenir même une collaboration entre l'armée roumaine et l'armée bulgare! Et, en dehors de ce désir tout à fait extraordinaire, le but qu'on poursuivait fut atteint: une alliance militaire dans le cas d'une guerre européenne. L'Italie, dès lors peu sûre, ne devait pas être elle-même informée de cette intention de la remplacer (novembre). Vienne, travaillant de nouveau sans avoir consulté Berlin, avait gagné ainsi la plus extraordinaire des victoires, et la Roumanie restait avec les flatteries peu sincères de Daneff, ministre des Affaires étrangères bulgare, forcé par la diplomatie austro-hongroise de paraître, pour un moment, à Bucarest. Le roi lui disait qu'en échange de la compensation territoriale qu'il désirait, il enverrait ses soldats aider à la prise d'Andrinople qui tardait [3]! Totalement changé, Charles Ier se moquait, devant le grand-duc Nicolas Mihailovitch, homme

[1] Les mêmes sources.

[2] *Dipl. Akten.* (Doc. autrichiens), loc. cit., p. 105; Notes de Maiorescu, dans *Conv. Lit.*, 1930, pp. 137—139, 141—142.

[3] Notes, citées, de Maiorescu, dans *Conv. Lit.*, 1934, pp. 218—219.

www.dacoromanica.ro

Fig. 45. — Take Ionescu

www.dacoromanica.ro

cultivé, chargé d'une mission à Bucarest qui ne mena à rien, des victoires serbes; il donnait l'assurance que jamais il ne pourrait aller contre un autre Hohenzollern [1].

Dans une pareille situation, certainement assez ridicule, l'Autriche-Hongrie demanda à son allié de renouveler l'acte d'alliance et le roi de Roumanie, — séduit par l'idée de la conférence qui, réunie à Londres, lui accorderait les compensations et, dans ce but, il envoya son ministre à Constantinople, Nicolas Mișu, un Macédonien, — paraissait vouloir accepter aussi cette nouvelle concession. Il se présentait lui-même comme remplaçant « de première classe » de l'Italie, rebelle dans cette question de Tripolitaine, qui avait déclanché le chaos [2].

La contagion de cet état d'esprit était telle que Filipescu en arrivait à se demander si néanmoins, dans le cas d'un changement de la situation européenne, la meilleure chose ne serait pas une fusion de la Roumanie avec la nouvelle Autriche de François-Ferdinand !

Lorsque le prince héritier alla à Berlin, on savait alors que, dans le cas d'une guerre générale, la Roumanie accepterait aussi un contingent germano-italien, mais pas autrichien, de 40.000 hommes [3]. Mais, au milieu de ces illusions, Maiorescu fut amené à déclarer que les négociations commencées à Londres entre Mișu et Daneff devraient nécessairement arriver au but désiré par le gouvernement roumain, sinon il faudrait occuper par les armes le territoire désiré. Pendant que Guechoff résistait, employant tous les arguments du reste faciles à trouver, Take Ionescu, qui se croyait plus habile que le négociateur actuel, demanda à être envoyé lui-même à Londres.

Mais, juste à ce moment-là, la Turquie s'était entendue avec les vainqueurs. La Roumanie ne méritait donc plus d'être trompée dans la question qu'elle avait ouverte avec

[1] Mémoires cités. Cf. *Lettres des Grands Ducs à Nicolas II*, I, pp. 133—137; trad. en roum. dans Diaconescu, ouvr. cité, pp. 67—68.

[2] Notes de Maiorescu, loc. cit., p. 53. Il se décida à faire une enquête personnelle à Constantinople; *Doc. autrich.*, loc. cit., pp. 300—302, 387, 440.

[3] Notes de Maiorescu, pp. 55—56, à côté de la correspondance citée.

www.dacoromanica.ro

un si grand manque de tact, et qui arrivait à passionner une opinion publique encore si superficielle, qui oubliait la Transylvanie. Le refus de Daneff fut décidé et dur: il offrait une vingtaine de villages. Le roi indigné rappela Take Ionescu. Et, à la conférence qui s'était ouverte enfin à Londres, la Roumanie, n'étant ni belligérante ni grande Puissance, ne fut pas admise, malgré les efforts de l'ambassadeur d'Allemagne, Lichnowsky [1]. Il ne pouvait pas y avoir de faillite plus complète.

On recourut alors, dès le début de l'année 1913, à un appel adressé à la *justice* de ces Puissances, qui n'avaient pas voulu admettre la prétention de parité de la Roumanie avec elles [2].

Pour le moment, comme dès le mois de janvier, Enver-Bey, l'un des créateurs du régime jeune-turc, avait osé se lever contre cette paix humiliante, par un sanglant coup de théâtre à Constantinople, les espérances de Bucarest pouvaient devenir plus vives. C'est parce qu'il était nécessaire à Maiorescu, — après avoir réussi à beaucoup diminuer Take Ionescu par son rappel de Londres et par tout ce qu'on disait sur les offres qu'il aurait faites à Paris, sur la façon dont il avait été trompé par Daneff, — un succès de politique extérieure pour ne pas se laisser renverser par Carp, qui désirait sa revanche. On avait offert aux Bulgares de leur créer une nouvelle Silistrie, en échange de celle qu'ils céderaient, pourvu que ce but, pour lequel on avait passionné l'opinion publique, qui ne savait rien de la valeur de cette annexion, soit atteint. Comme un fils venait de naître au prince Ferdinand, on lui donna le nom du prince Mircea Ier, l'ancien maître de Silistrie. Si grande peut être l'influence, sur les nations, des slogans vides de sens [3] !

Le spectacle que présentait le Parlement où les conseils de bon sens était extrêmement rares [4] était déplorable; et,

[1] Lichnowsky, *Vers l'abîme*, Paris, 1929. Pour les entrevues de Daneff avec Poincaré, voy. le livre de celui-ci, *Les Balkans en feu*, II, Paris, 1926, et III.

[2] Voy. aussi Iorga, *Supt trei regi*, p. 129 et suiv.

[3] De là, l'affirmation du président du Conseil que Silistrie a « une valeur inappréciable »; les *Doc. autr.*, loc. cit., pp. 660—661.

[4] Le discours de Iorga, dans *Supt trei regi*, p. 138.

www.dacoromanica.ro

au-delà de cette comédie de Silistrie, Carp demandait de marcher sur Kiev; le paisible Georges Cantacuzène ne parlait maintenant que du passage du Danube, et des journaux payés à l'intérieur et au dehors attaquaient le roi qui « compromettait la dignité nationale ». Charles Ier avait réuni, le 2 février, un nouveau conseil de Couronne pour déclarer que, la guerre, s'il est question de la faire, ne sera pas conduite par lui qui est trop vieux, mais, s'il le désire, par l'héritier du trône, qui n'avait pas été saisi par la psychose de l'intervention à tout prix et pour tant soit peu, pourvu qu'il y ait seulement une augmentation de territoire, si minime soit-elle [1].

Dans ces circonstances de confusion et de désillusion d'un côté, et de poussée inconsciemment sauvage vers le pouvoir de l'autre côté, la diplomatie viennoise demanda, par les menaces les plus grossières, mettant en perspective une autre politique de la Monarchie, qui pourrait mieux satisfaire ses intérêts, le renouvellement de l'alliance (12 février) [2]. Ceci sans donner à la Roumanie la compensation d'une promesse formelle qu'on satisferait cette « justice » [3]. Et, pendant ce temps, Filipescu et le jeune Cantacuzène voulaient sortir du ministère parce que l'action militaire ne s'était pas produite, alors que Take Ionescu était prêt à renverser le cabinet si une pareille décision était prise.

Alors, après cette « pétition » adressée aux grandes Puissances, avec l'obligation d'accepter n'importe quelle décision, sur la base de la convention de La Haye, on en arriva, par la médiation anglaise, à une conférence spéciale pour cette inappréciable Silistrie, apport principal dans la lutte entre les partis. Elle devait se réunir à Pétersbourg, les Russes étant charmés que, par une attitude aimable, on puisse arracher la Roumanie des liens qui la retenaient jusque là [4]. Après des discussions longues et difficiles, au cours desquelles

[1] Maiorescu, loc. cit., pp. 143, 342.

[2] Les *Doc. autr.*, V, p. 701 et suiv. Maiorescu, loc. cit., pp. 149—150. L'attaché militaire d'Allemagne donnait son avis que l'armée bulgare valait mieux que l'armée roumaine.

[3] Iorga, dans *Rev. hist. du Sud-Est eur.*, IX, pp. 257—258.

[4] *Ibid.*, pp. 256—257.

www.dacoromanica.ro

l'arrogant Daneff, qui était allé lui-même dans la capitale de la Russie, eut devant lui l'expérimenté et jeune diplomate roumain, Démètre Ghica, le gouvernement bulgare qui voulait, pour des motifs de politique intérieure, pouvoir donner à sa nation la satisfaction d'une paix glorieuse avec les Turcs, et auquel les Austro-Hongrois semblaient pouvoir promettre sérieusement leur concours pour que la Bulgarie s'installe à Salonique, l'ancienne « Solun » que désiraient avoir aussi les Grecs, dut abandonner Silistrie avec une bande de territoire tout autour [1].

Une furieuse lutte intérieure s'ensuivit, totalement honteuse, montrant la complète déchéance de la classe politique qui s'était rendue maîtresse d'une nation sérieuse. Pendant que le roi cherchait à faire passer ce maigre résultat sur Maiorescu, qui seul aurait tenu à avoir cette Silistrie tant désirée, Filipescu, qui présenta de nouveau sa démission et d'une façon définitive, déclarait que cet accroissement de territoire que Take Ionescu présentait comme le seul réalisé depuis 1878, suffit seulement pour « y ensevelir la dignité nationale », et Carp faisait observer qu'il avait chez lui, à Țibănești, une place plus étendue. Comme le vieux Cantacuzène venait de mourir, ayant seulement conservé la consolation de la présidence du club conservateur, et non celle du parti, Carp essaya un éclaircissement et, appelait le parti à une assemblée décisive pour être témoin de la façon dont certains des siens allaient passer de l'autre côté où il y avait le pouvoir. Maiorescu, invité à partir, répondait qu'il ne le ferait que si le roi lui-même qui, de fait, était décidé à appeler Brătianu, lequel parlait à tous avec beaucoup d'arrogance, le lui demandait. Il put obtenir un vote de confiance du parlement; et Carp, après les derniers spasmes de son orgueil blessé, annonçait qu'en dépit des démonstrations de sympathie et d'admiration qu'on lui prodiguait, il n'entendait plus conduire un pareil guêpier d'intrigues [2].

[1] *Ibid.*, pp. 260—261; *Supt trei regi*, pp. 141—144. Cf. aussi les Mémoires de Georges Buchanan, ambassadeur d'Angleterre en Russie, éd. française, Paris, 1925, et ceux de Sazonov, *Les années fatales*, Paris, 1927.

[2] Maiorescu, loc. cit., pp. 455—457, et suiv.

www.dacoromanica.ro

Pendant ce même mois de mai, le chef du gouvernement violait l'engagement pris envers les Bulgares qu'il tiendrait secret le pauvre gain qu'il avait réalisé et il présentait donc le traité, d'abord dans une séance secrète, puis ouvertement devant les deux Assemblées [1].

La grave erreur du tzar Ferdinand, mécontent de la part de proie que prenaient les Serbes, d'avoir donné l'ordre au général Savoff d'une attaque non réussie à Bregalnitza, contre ses alliés, amena Maiorescu à revenir sur la demande d'une compensation allant jusqu'à Balcic, en cas de neutralité et avec Balcic même, si la Roumanie accordait aux Bulgares un appui militaire. On passa, malgré l'opposition décidée, furieuse, de Berchtold, ministre des Affaires étrangères d'Autriche-Hongrie, à une politique favorable aux Serbes qui, par deux fois, appuyés aussi par les Grecs, avaient présenté des offres à Bucarest [2]. Enfin, le président du Conseil, fidèle à la Triplice, cherchait à retenir le roi qui, complètement déconcerté, voulait demander conseil à Berlin. Charles Ier ne se laissa pas influencer; à l'Autriche-Hongrie, qui ne voulait pas la Grande Serbie, il opposa l'intérêt de la Roumanie de ne pas avoir la Grande Bulgarie, cette nation qu'il déclarait être « une ennemie et une rivale historique ». Berchtold objectait enfin que ceci ne signifiait pas autre chose que la rupture d'une alliance qu'on venait à peine de prolonger. Mais, de Berlin, venait la réponse nette que la Roumanie ne pouvait pas aller si loin dans sa fidélité, qu'elle perdît le second « moment psychologique » pour imposer sa volonté [3]; car l'Allemagne met « le plus grand poids » sur la Roumanie [4]. Maiorescu, acharné dans son opposition à

[1] Voy. Iorga, *Discursuri parlamentare*, I, à cette date.

[2] Depuis longtemps, le roi avait averti ses alliés que les Serbes devaient être employés contre les intentions agressives des Bulgares; *Dipl. Akten.* (Doc. autr.) II, pp. 928—929.

[3] *Ibid.*, VI, pp. 565—566, 724—725; Maiorescu, pp. 648—749; *Die Grosse Politik*, pp. 876—877, n° 13.347.

[4] Et le ministre d'Autriche-Hongrie à Sofia croyait que la Bulgarie n'était pas sûre; *Doc. autr.*, VI, pp. 356—357. Ainsi croyait publiquement l'archiduc François-Ferdinand; *ibid.*, p. 835.

www.dacoromanica.ro

une action militaire pour les Serbes et les Grecs, avec lesquels on discutait encore la situation future de l'élément roumain en Macédoine, trouva que le geste allemand était « bizarre », mais, tout en murmurant contre le roi, qualifié de « cabotin comme tout souverain », il dut plier [1] devant celui qui avait déclaré au ministre d'Autriche-Hongrie à Bucarest qu'« *il était appelé à défendre les intérêts de son pays* » [2]. Au milieu des tentatives du dernier moment, faites par Berchtold, pour obtenir quelque chose à Sofia [3], où le gouvernement et le roi étaient en plein désespoir, la mobilisation roumaine se fit avec des cris enthousiastes contre l'Autriche-Hongrie. On passera le Danube pour empêcher l'établissement de l'hégémonie bulgare dans les Balkans. Carp lui-même avait trouvé enfin que Vienne « nous avait traités comme des vassaux » [4].

Charles Ier avait vaincu. Il s'était relevé de la grande crise de son autorité pour voir, en ce qui concerne les hommes politiques de l'intérieur qui avaient méprisé sa vieillesse, Carp complètement démonétisé, au moins pour longtemps, Maiorescu prêt à une réconciliation avec les Bulgares, et réduit maintenant à conserver seulement par la grâce du maître, devant lequel il s'était incliné sans l'aimer ni le respecter, un pouvoir rendu si frêle et à entreprendre lui-même une action qu'il avait tant évitée; puis Take Ionescu compromis par son insuccès à Londres et par la preuve d'un manque de courage total; Jean Brătianu qu'il avait initié lui-même aux méandres d'une politique qui, à un moment donné, paraissait totalement désorientée, attendant avec une soumission patiente le

[1] D'une façon plus large, dans Iorga, *Supt trei regi*, pp. 145—149; la même dans la revue citée; p. 261 et suiv.

[2] *Dipl. Akten.* (Doc. autrich.), loc. cit., pp. 641, 680—683, 689—690.

[3] L'examen des efforts faits à Vienne et à Sofia jusqu'à l'entrevue mystérieuse du roi Ferdinand avec le ministre de Roumanie, dans Iorga, *Supt trei regi*, pp. 266, 273. Cf. *Doc. dipl. fr.*, 3ème série, VII, n° 49, et surtout n^{os} 54 56, 68, 79, 135, 149, 165 (le roi disait: « A aucun prix, nous ne permettrons l'écrasement de la Serbie »); pp. 179, 180; cf. n° 180, 183, 195, 224—225, 231, 236, 242, 253, 286.

[4] *Ibid.*, p. 362. — La déclaration de guerre, n° 340.

www.dacoromanica.ro

moment de cet appel au pouvoir depuis longtemps promis et qui avait dû tarder pour que les libéraux ne puissent pas inscrire dans les annales de leur parti encore une guerre réussie. En ce qui concerne l'étranger, le roi qui se revengeait sur son voisin de Sofia [1] de nombreuses offenses, avait la suprême satisfaction de voir que non seulement l'Autriche-Hongrie a perdu la partie commencée et poursuivie en le négligeant, et même en travaillant ouvertement contre lui, mais que même l'empereur allemand, qui méprisait depuis longtemps le tzar balkanique, appuie le roi de Roumanie pour la suprême humiliation de son voisin au Sud du Danube. La note roumaine du mois de juillet montrait qu'on ne poursuivait aucune conquête, qu'on ne désirait pas écraser l'armée bulgare, mais qu'on cherchait seulement, devant une politique de continuelles menaces de la part de ce mauvais voisin, et pour tout le monde, une frontière plus sûre. Charles Ier se prétendait presque mandataire des grandes Puissances dans l'intérêt « de l'ordre » et « de la paix », faisant en sorte qu'on lui reconnaisse le droit d'influencer le nouvel équilibre qui devra être établi.

Avec la permission de la Russie, qui voulait donner une leçon au tzar Ferdinand, client de l'Autriche-Hongrie, l'expédition d'une nombreuse armée, pas assez préparée, surtout sous le rapport sanitaire et l'approvisionnement, eut lieu par Bechet-Rahova [2]. Sous la conduite du général Alexandre Averescu, qui eut le soin le plus attentif de ses troupes, avec la précision admirable qu'il apportait à toutes ses entreprises, on avança sous le général Cotescu, vers Orhanie et le mont Saint-Nicolas d'où s'ouvrait la route de Sofia, alors qu'une autre armée, celle du général Culcer, descendait pour prendre possession de la Dobroudja méridionale par Dobritch (Bazargic) et, par Balcic, vers Cavarna et le promontoire de Şabla. Une division bulgare capitulait devant la cavalerie du général Bcgdan à Ferdinandovo. Du reste, des soldats paysans

[1] Pour l'état d'esprit de celui-ci, *ibid.*, pp. 275—277. Elle se perdait dans des projets impossibles. L'appel à Nicolas II restait vain.

[2] Voy. Buşilă, dans *Bulletin de la Société Polytechnique*, Bucarest, 1914. Cf. le général Gr. Crăiniceanu, *Armata în 1913*, Bucarest, 1914.

www.dacoromanica.ro

du roi de Bulgarie, qui ne pouvaient plus prolonger la campagne, se détachèrent d'eux-mêmes, au grand désespoir des officiers, afin de revenir chez eux pour la récolte. Les troupes roumaines, dans leur élan rapide, évitaient d'offenser une population chrétienne innocente à travers laquelle elles passaient.

On conserva, sous un chef si écouté, le prince héritier lui-même prenant part aux opérations, la discipline la plus parfaite, en même temps que l'humanité la plus large; les soldats aidant les femmes à faire la récolte; et ces mêmes soldats travaillant aux chaussées et aux routes. Des lettres de remercîment viendront en Roumanie de ceux qui avaient été dédommagés jusqu'aux centimes. A Orhanie, l'auteur de cet ouvrage [qui y était arrivé, comme soldat volontaire], fut accueilli par d'anciens compagnons du libérateur Rakovski [1], qui se rappelaient tout l'appui qui était venu à celui-ci de Roumanie où il avait fini ses jours.

Mais le choléra gagna l'armée roumaine, au moment où elle était arrivée à forcer le souverain bulgare, — qui avait rêvé d'entrer à Constantinople, sinon même d'être couronné à Sainte-Sophie que désiraient maintenant les Russes, — à demander la paix, par un télégramme adressé à Charles Ier.

Les négociations devaient s'ouvrir en août, à Bucarest. L'idée des libéraux dont le chef, commandant de réserve, avait pris part à l'expédition [2], de demander aux vaincus sans combat, Routschouk et Varna d'une part, Vidin de l'autre, fut écartée par la sage modération du souverain. Et on conserva le programme fixé au commencement de la campagne. Sur cette base, la paix fut signée avec la Bulgarie, le 3 août, les autres traités devant suivre rapidement sur une base que les Bulgares avaient déclaré accepter d'autant plus facilement qu'ils se réservaient, pour un proche avenir, la revanche, que le roi annonça formellement dans sa proclamation à des troupes qui avaient un passé si glorieux.

[1] [Il s'agit du champion pour la liberté de Bulgarie, avant 1878] Note éd.

[2] Voy. Iorga, *Acțiunea militară a României ;* 2-ème édition. Pour les négociations, *Doc. dipl. fr.*, VII, n° 388, 411, 431, 438, 455, 459, 467—468, 584 et suiv., 599; 601. Pour ce qui suit, *ibid.;* VIII, nos 3, 29, 69; 138, 186, 288, 352, 363, 414, 433, 481, 630.

www.dacoromanica.ro

CHAPITRE III

LA TRAGÉDIE GLORIEUSE DU ROI CHARLES (1913—1914)

La campagne de Bulgarie avait été, en fait, le premier chapitre de la guerre contre l'Autriche-Hongrie; et les rapports de ceux qui y étaient intéressés parlent d'une recrudescence du mouvement pour la Transylvanie. Montrant que le protocole de Pétersbourg ne pouvait pas être le motif d'une manifestation de réjouissance nationale, ainsi que le demandait Maiorescu, comme si lui-même l'avait déterminé par ses idées politiques et par son activité, le secrétaire de la Ligue Culturale avait dit, en séance secrète de la Chambre: « J'espère que, *réunissant le soin d'un grand idéal, qui est une grande nécessité et une possibilité nationale*, contre laquelle ne peuvent s'élever aujourd'hui non plus les alliés, dont il faut tenir compte dans les limites du traité, au souci immédiat d'un équilibre balkanique ayant ses racines dans la justice nationale, partout satisfaite, mais que personne ne pourrait outrepasser, nous saurons regagner, par la puissance d'une nation grande et intelligente, au moins une partie du terrain que l'incapacité de la classe dirigeante nous a fait perdre jusqu'ici »[1]. Le sentiment national était si fort sur ce point que, sur les wagons qui emmenaient les soldats vers ce qui aurait pu être une guerre sérieuse, (car personne n'était en état de prévoir qu'une armée aussi énergique, allant jusqu'à l'héroïsme le plus sauvage, comme l'était l'armée bulgare, se dissoudrait d'elle-même) on voyait écrit à la craie, par des

[1] Iorga, *Discursuri Parlamentare*, II.

www.dacoromanica.ro

mains gauches de paysans, le nom sacré de cette Transylvanie désirée, qui était donc entrée dans la conscience populaire elle-même.

De son côté, la diplomatie austro-hongroise, si douloureusement frappée, cherchait, si l'action elle-même avait réussi, à empêcher au moins son résultat sur la carte. Berchtold avait averti le roi Charles que, s'il ne se présentait pas « comme le procurateur de la Triplice », le traité devrait être soumis à une conférence, peut-être à un congrès des grandes Puissances [1]: car l'Autriche-Hongrie avait elle-même des intérêts balkaniques, et ce qu'on avait fait à Bucarest était le changement des décisions du congrès de Berlin, auquel la Russie avait été contrainte de céder. Mais, du côté roumain, on lui objectait que le changement avait déjà été fait à Londres [2]. « La paix pourrie » indignait donc le ministre d'Autriche-Hongrie à Bucarest, qui n'avait guère été consulté mais plutôt considéré en ennemi, bien que Maiorescu prêchât à Pachitch, le ministre serbe, sur le thème que la Serbie, si largement agrandie, devait suivre la Roumanie, en abandonnant toute action d'encouragement de ses congénères dans la Monarchie austro-hongroise [3]. Aux Bulgares, qui à la conférence avaient déjà ouvert une petite porte vers ces grandes Puissances capables d'améliorer la situation, en tenant compte des sacrifices faits par eux, et des nécessités de leur développement économique et national [4], on répondit nettement que cette déclaration ne pouvait pas infirmer le traité.

François-Joseph lui-même évita, dans son télégramme de félicitation, d'où avait été effacé le terme de « sage » pour le geste des Roumains, tout ce qui aurait pu paraître une reconnaissance de l'acte qui avait été conclu. Sans se prononcer, la Russie montrait assez clairement qu'elle était disposée à aider, bien que Nicolas II se fût bien gardé de toute manifestation, et Sasonov félicitait seulement des « *pourparlers* »

[1] *Dipl. Akten.* (Doc. autrich.), VI, pp. 987—988.
[2] *Ibid.*, pp. 100—104.
[3] *Ibi.*, VII, pp. 36—37.
[4] *Ibid.*, pp. 100—104.

www.dacoromanica.ro

de Bucarest [1]. Toute attitude fut ajournée, non seulement par la France et l'Angleterre, cette dernière ayant soutenu Daneff à Pétersbourg, considérant que la justice était du côté des Bulgares, auxquels, au fond on demandait de déchirer leur territoire, mais aussi du côté de l'Italie, qui jadis avait été la première à appuyer le lointain pays latin: elle n'avait pas pu être décidée à une déclaration, pas même par l'antagonisme ouvert dans lequel San-Giuliano, le ministre des Affaires étrangères du roi Victor-Emmanuel, s'était placé devant la poussée austro-hongroise dans les Balkans. Devenue elle-même occupante d'un point d'appui balkanique, par son établissement passager à Vallona, elle se bornait à observer les circonstances [2].

La décision de Guillaume II pesa lourdement dans la balance. Il félicita le Hohenzollern de Bucarest, chaleureusement et sans réserve; et, devant expliquer ce geste, arraché à son tempérament impulsif, il montra clairement son désir qu'entre sa politique et celle de son allié de Vienne, ne se produisent pas de divergences [3]. Il avait du reste noté, en marge d'un rapport: « Moi, je marche avec la Roumanie » [4]. En vain Ferdinand le vaincu, qui ne trouvait pas de mots assez durs pour insulter le voisin, à la magnanimité duquel il avait demandé l'interruption d'une marche, qui pouvait lui faire perdre son trône, essaya-t-il cette visite à Berlin, qu'il fut prié d'abréger le plus possible [5].

Il espérait cependant gagner par l'Autriche-Hongrie le nouveau lien avec la Roumanie que le roi Charles déclarait impossible. Car aucun gouvernement ne se trouverait pour l'admettre [6]; d'autant moins que l'antipathie pour une alliance

[1] Maiorescu, loc. cit., p. 108; *Dipl. Akten.* (Doc. autrich.), VII, pp. 103—104. Cf. Iorga, *Supt trei regi*, pp. 169—170.

[2] Voy. Lilio Cialdea, *La politica estera della Romania nel quarantennio prebellico*, Bologne, 1933.

[3] D'après les actes, dans *Grosse Politik*, XXXIX, Iorga, dans la Revue citée, pp. 282—283.

[4] *Die grosse Politik*, loc. cit., pp. 440—441, n° 25.792.

[5] Iorga, loc. cit., p. 284.

[6] *Die Grosse Politik*, loc. cit., pp. 439—440, n° 15.791.

www.dacoromanica.ro

serbe se maintenait chez Maiorescu, qui ne se rendait pas compte [de trois choses]: que son rôle était terminé, que Brătianu, sous l'influence de Stere, et aussi poussé par l'impression qu'avait produite sur lui la petite propriété, prospère et prépondérante dans le pays, qu'il avait vue en Bulgarie, avait répandu une déclaration dans le sens d'un partage immédiat de la grande propriété roumaine, si dominante chez nous [1]; et qu'enfin le calme apparent du chef libéral était dû à l'assurance qu'il serait bientôt appelé au pouvoir. Ce dernier avait déjà esquissé un programme de politique extérieure, admettant qu'une fois arrivé à la conduite des affaires, il conserverait les liens avec la Triplice, mais aussi une certaine attitude d'amitié envers les Serbes. Étroitement lié à Fürstenberg, Maiorescu, le vieux président du Conseil, se vantait d'avoir laissé passer les offres de Pachitch, qui désirait une alliance et la posait comme condition à l'attitude du gouvernement serbe envers *les Roumains de Serbie*, et il qualifiait ces offres à son égard de « gouttes de pluie sur un manteau » [2].

Mais, là où Maiorescu croyait qu'il suffisait de se garder de toute obligation et de s'arrêter à la volupté de l'hégémonie balkanique, à laquelle on était enfin arrivé, Take Ionescu, qui lui-même faisait des plans d'avenir sans se rendre compte que son sort était scellé non seulement du côté du roi Charles, mais aussi comme un héritage inévitable du côté de son successeur, croyait pouvoir commencer une grande politique, sur des bases totalement différentes dans l'orientation vers ces Balkans dont la direction permanente aurait été ainsi gagnée pour la Roumanie. Convaincu, comme il l'avait déclaré au grand-duc Nicolas Mihailovitch [3], que l'Autriche-Hongrie devait se dissoudre, il se réunissait à Brătianu dans l'acceptation d'une confédération balkanique qui serait continuellement sujette à l'influence roumaine. Mais, pour

[1] Voy. Mitiță Constantinescu, *L'évolution de la propriété rurale et la réforme agraire en Roumanie*, Bucarest, 1925.

[2] Iorga, loc. cit., pp. 284—285. Cf. *Doc. dipl. fr.*, IX, n° 15.

[3] Voy. plus haut les *Mémoires* de Take Ionescu.

www.dacoromanica.ro

lui, la conquête de la Transylvanie n'était pas un point du programme comme elle l'était dès le lendemain pour le chef des libéraux, qui l'avait déclaré aux mêmes hôtes russes.

Donc, passant par dessus les Serbes — chez lesquels N. Iorga, le secrétaire de la Ligue Culturale, très bien accueilli, apportait comme hommage au roi Pierre, qui en fut profondément ému, la cloche restée à Craiova, que Karageorges lui-même, avait fondue pour l'église de Topola, son lieu de naissance (et le roi Charles n'avait pas approuvé le geste de cette visite), — Take Ionescu, travaillant sans autorisation, fit le voyage à Athènes et aida Venizelos, devenu son ami personnel, à parfaire une entente avec les Turcs. Naturellement cette tentative de se mettre en vedette n'eut aucune influence sur la politique de l'État roumain lui-même.

Berchtold n'avait pas réussi. Sans chercher à l'écarter, l'archiduc héritier, prévenu de tous côtés que la Roumanie glissait vers une autre politique, se décida à intervenir personnellement, envoyant à Bucarest son ami intime, le comte Czernin [1]. Celui-ci avait pour mission d'attirer l'attention sur le danger panslaviste que l'Autriche-Hongrie était décidée à écarter dans les Balkans, par la destruction presque totale de cette fière Serbie victorieuse. Mais quelque chose s'ajoutait à la mission d'influencer le « roi allemand » et de créer, à force d'argent, une presse dans le sens des intérêts autrichiens, et non pas austro-hongrois, car la haine de l'héritier du trône envers les Hongrois persistait, restant tout aussi décidé à porter un coup au moment où il remplacerait le monarque octogénaire: sous l'influence dominante de Berlin, surtout après la visite à Konopišt de *l'empereur d'Allemagne, qui y discuta sérieusement la question des Roumains de Hongrie*, le nouveau et étrange ministre austro-hongrois devait mettre en perspective la capitulation du comte Tisza dans cette question, considérée comme la seule entrave pour la reprise des anciens rapports, supposés sincères, entre la Roumanie et la Monarchie voisine.

[1] Voy. ses *Mémoires*.

www.dacoromanica.ro

Czernin trouva chez le roi Charles autre chose que ce qu'on escomptait dans les cercles confiants de l'héritier du trône. Le roi s'attendait à une revanche bulgare: donc il se prépara ! La Serbie a assez de travail en Macédoine pour que l'Autriche-Hongrie ne la redoute pas. En ce qui concerne l'alliance avec les Centraux, qui sait ce qu'il y aura dans dix ans !

Mais, avant tout, la question des Roumains de Hongrie se posait d'une façon inexorable. Le souverain énumérait, dans ses conversations avec les ministres des Centraux, tous les actes de brutalité subis par les Roumains; il ajoutait qu'on avait critiqué jusqu'à son apparition inoffensive au-delà de la frontière. Tisza peut offrir le respect de la loi des nationalités, si ancienne et si foulée aux pieds; mais cela ne suffit pas. *Les Hongrois doivent renoncer à leur prétention d'une domination tyrannique. Autrement, on ne peut pas gagner la Roumanie. L'armée est remplie du désir d'une intervention au-delà des montagnes.*

Conservant dans les Balkans, où on avait essayé, par la mission du général Coandă à Constantinople, de bons rapports avec la Turquie, pour une alliance de tous les facteurs politiques, sauf les Bulgares, « la nation la plus trompeuse et la plus fausse du monde entier », le souverain restait lié à ce problème du Nord, et il en arrivera à refuser de déclarer si, en cas de guerre européenne, la Roumanie exécuterait le traité d'alliance que les Centraux voulait voir publier. Le roi de Roumanie ne se laissa pas influencer, pas même lorsque, après une visite à Vienne, Guillaume II, gagné lui aussi par l'attitude de Tisza, croyait qu'en effet, les Roumains demandaient trop. Tous les hommes politiques du royaume étaient de cet avis, Maiorescu lui-même étant forcé de reconnaître que la question de la Transylvanie était très sérieuse. Aurel Popovici lui-même demandait une intervention impérieuse de Vienne. La rue bruissait des agitations de la Ligue Culturale qui, ayant depuis quelque temps d'autres chefs, recourait à des moyens qui n'avaient pas été employés jusque là. Czernin en arrivait à l'opinion que l'amitié roumaine était perdue, et recommandait de conclure plutôt ou-

www.dacoromanica.ro

vertement quelque chose avec la Bulgarie, prête à tout pour payer ses comptes [1]. Ceci d'autant plus que les visites suspectes se succédaient: celle de Talaat devenu facteur principal de la politique turque, celles de Pachitch, de Venizelos, à côté d'un voyage du prince héritier de Roumanie et de la princesse à Pétersbourg, en rapport avec le mariage projeté, car ils étaient accompagnés du prince Charles.

Maintenant Jean Brătianu était au pouvoir. Maiorescu avait été averti qu'il devait partir les premiers jours de 1914, l'année qui allait ouvrir la série des grandes tragédies européennes, et les choses se passèrent suivant l'usage que, depuis longtemps, le souverain avait imposé. Le chef du parti libéral, qui prit le ministère de la Guerre, ce qui était une démonstration, forma un ministère de sa garde personnelle, ne conservant des anciens amis de Sturdza et de son père même, qu'Emile Costinescu seulement, dont la présence aux Finances était pour le roi une garantie. Donnant les Affaires étrangères au studieux mais amorphe Emmanuel Porumbaru, il conservait de fait pour lui ce département, satisfait que l'énervement de Czernin se dépense sur la tête de cet homme de bien si paisible. Bien qu'influencé encore par Stere, qui se croyait maître dans le parti, il s'était gardé de proposer au roi un homme dont le passé révolutionnaire ne pouvait pas le recommander à un souverain. Malgré celà, pour arriver à son but, celui qui se donnait des airs sombres de martyr du tzarisme, ira jusqu'à se présenter au tzar, lors de la visite de Constantza, et à lui baiser la main; parmi les anciens socialistes d'origine indigène, Morțun, devenu ministre de l'Intérieur, —il avait pris part, bien que déjà malade, comme simple soldat volontaire, à la campagne de Bulgarie, méritant ses galons de sergent, —et l'ancien rédacteur du journal des « Droits de l'Homme », Alexandre Radovici, étaient complètement acclimatés et la nuance de gauche de leur libéralisme était à peine perceptible. Alexandre Con-

[1] Iorga, dans la revue citée, p. 288 et suiv. Cf. *Doc. dipl. fr.*, loc. cit., n° 53—54. Pour les relations du roi avec Jean Brătianu, *ibid.*, n° 180. Cf. *ibid.*, n° 267.

www.dacoromanica.ro

stantinescu, qui s'entendait à tous les expédients des situations difficiles, prit les Domaines et, pour beaucoup de personnes, cette élévation d'un avocat avisé, qui ne jouissait pas de beaucoup de sympathie, fut une surprise; Brătianu devra se féliciter plus tard d'avoir eu le courage de s'adjoindre un collaborateur actif, habile et capable, — presque lui seul dans tout le ministère, — d'affronter avec calme les circonstances les plus catastrophiques. À la place de Haret, mort en pleine vigueur, le jeune Jean George Duca eut l'Instruction publique, et à la Justice fut placé un avocat du même âge, Victor Antonescu, qui devait faire plus tard, aux Finances et aux Affaires étrangères, une grande carrière qu'on ne pouvait pas prévoir alors, pas plus que l'ascension de Duca à la première place dans le parti. Celui qui, pendant de longues années, sera le successeur de Haret à Instruction publique, le chirurgien C. Angelescu, avait pris les Travaux publics.

Les élections prouvèrent combien Take Ionescu avait perdu par ses hésitations ou ses initiatives malheureuses pendant la crise balkanique et aussitôt après: du reste, comme *Brătianu était venu avec l'expropriation et le suffrage universel*, demandant aussi le concours de N. Iorga, qui refusa d'admettre la répartition immédiate de la grande propriété par un parcellement minutieux et surtout un suffrage universel sans catégories sociales, capables de l'assurer, il était naturel que les éléments conservateurs, même s'ils avaient abandonné ce Carp gênant, se cherchassent un chef dans la lutte qui s'annonçait, autre que celui qui était considéré comme un simple bourgeois parvenu, n'ayant ni par sa naissance, ni par ses occupations, le sens de la terre. Non seulement parce qu'il était si riche en ressources, mais à cause d'un vrai et profond sentiment national, que lui avaient infiltré aussi les [dernières] circonstances, Take Ionescu pourra s'élever, plus tard seulement, en se plaçant en première ligne de la nouvelle politique irrédentiste, sans chercher cependant un lien avec la Ligue Culturale, ou avec celui qui pendant des années l'avait animée, *proclamant ce seul credo, sans un moment d'hésitation: le professeur Iorga.*

www.dacoromanica.ro

Après quelques séances qui permirent à Carp de montrer combien il était encore jeune et fort dans l'affirmation, par les moyens naturels d'une brillante éloquence d'idées, des seules convictions conservatrices, vraiment sincères, et nourri par une longue expérience de propriétaire terrien, — car Marghiloman, avec ses argumentations superficielles, ne pouvait pas représenter ce titre, étant uniquement préoccupé de remplacer Majorescu comme chef du parti, et Filipescu était maintenant poussé vers d'autres buts politiques et nationaux, on vota la convocation de la Constituante, qui devait s'occuper des grandes réformes révolutionnaires qu'on avait annoncées.

Mais cette Constituante, à laquelle Brătianu présentera un projet tout fait, n'eut pas le loisir de s'occuper de la question, qui avait été la raison même de l'appel au pouvoir des libéraux. *Les grands événements qui devaient conduire à la guerre générale se produisirent avec cette rapidité qui distingue les actes politiques dépassant les prévisions, et pour la plupart aussi les moyens des chefs de nation, même des plus doués parmi eux.*

La nouvelle direction de la politique russe, victorieuse dans les Balkans, que représentait le ministre des Affaires étrangères Sasonov, employant à Bucarest Chebeco [1], — un diplomate d'une autre espèce que celle du brutal Hitrovo et de Fonton, qui se promenait sur la chaussée avec ces deux «Fontonnes» (femmes) et allait au Palais avec son petit chien favori, recourut à la visite de Nicolas II. — C'était pour gagner d'un côté le roi, désireux d'avoir l'honneur d'une visite impériale, du moment qu'il n'avait pas pu obtenir celle de Guillaume II, et de l'autre, Brătianu qui, malgré les assurances d'amitié qu'on lui avait prodiguées en 1911, se tenait sur la réserve, attendant les circonstances.

Le tzar arriva à Constantza (en mai 1914) avec l'Impératrice, qui faisait des efforts pour être aimable, ses filles dont l'une, Olga, devait être, d'après certains projets, reine de

[1] Ses *Mémoires*, publiés récemment en français, n'ajoutent rien de précis en ce qui concerne la Roumanie.

www.dacoromanica.ro

Roumanie, et avec cet héritier tant aimé, dont la santé, menacée par l'hémophilie, inquiétait tant ses malheureux parents. La réception fut particulièrement chaleureuse de la part de toute la nation, qui oubliait le passé et ne prévoyait pas qu'au retour le tzar visiterait Chișinău, pour assister à l'inauguration d'un monument rappelant l'annexion de la Bessarabie en 1812. On n'a jamais rien publié d'officiel sur l'échange de vues entre le monarque russe et Charles Ier. On dut parler sans doute de la nouvelle situation dans les Balkans, et Nicolas II accepta le commandement honorifique du régiment de hussards rouges, qui avait occupé Silistrie. Czernin qui devait être présent, et en fut particulièrement honoré, pour écarter le soupçon que l'ancienne alliance devait être rompue, croyait qu'à ce moment avait été posée « la pierre miliaire » pour le sort de l'État roumain, « et peut-être aussi pour la direction de la Monarchie » [1]. De son côté, Brătianu assura plus tard qu'il n'avait pas voulu céder aux séductions russes [2]. Des déclarations de ce côté assurent cependant qu'on avait discuté si la Roumanie conserverait l'alliance avec les Centraux, le ministre roumain reconnaissant que les rapports avec l'Autriche-Hongrie n'étaient pas des meilleurs, mais qu'on ne devait pas les laisser empirer, même si, au cas d'une guerre entre la Russie et la monarchie des Habsbourg, les Roumains devaient prendre une attitude, et on aurait ajouté que cela dépendait des motifs de l'attaque russe: l'État roumain doit tenir compte seulement de ses intérêts et du besoin de ne pas permettre le déchirement de la Serbie [3]. Mais, invitant Sasonov à Bucarest, pour autre chose que pour lui montrer des églises et des jardins, Brătianu crut que, dans l'atmosphère de suspicions de ce moment extraordinaire, il serait utile de faire, avec son hôte russe, une courte ex-

[1] *Dipl. Akten.* (Doc. autr.), VIII, pp. 173—176. Pour le projet de mariage, *Doc. dipl. fr.*, VIII, n° 186, 433. Aussi pour celui de la princesse Elisabeth avec le duc de Sparte. Rapports du roi avec la France, en automne; *ibid.*, n° 352. Ci. n^os^ 363, 414, 481.

[2] Iorga, dans la revue citée, p. 296.

[3] *Un livre noir, Diplomatie d'avant-guerre, d'après des documents des Archives russes*, Paris, II, p. 380.

www.dacoromanica.ro

cursion au-delà de la frontière de Transylvanie, — et il est facile de s'imaginer l'émotion qu'a pu produire, dans le monde de Vienne, si timoré, ce caprice excursionniste d'une diplomatie justement suspectée.

Alors, se produisit le meurtre à Sarajevo, où il était allé pour des manœuvres militaires, le jour même du « Vidovdan », (14/28 juin) considéré comme une fête nationale des Serbes, qui avaient vu, dans ce geste, un défi de l'archiduc François-Ferdinand et de son épouse morganatique, qu'il présentait, depuis quelque temps, comme une future impératrice et reine.

L'impression fut immense. En Roumanie, elle provoqua un profond sentiment de compassion, condamnant de la façon la plus décidée une méthode qui était jusque là inconnue dans les mœurs du pays. La Hongrie devait tressauter de joie en voyant tomber son grand ennemi. A Vienne, l'héritier du trône n'avait qu'un groupe restreint d'amis, des officiers, des courtisans, des personnes féminines de la bonne société; l'empereur, sans cesse entravé et humilié par l'homme jeune, qui ne savait pas cacher son impatience de gouverner, pouvait considérer ce coup du sort comme une libération. La pensée fatale de rendre la Serbie, et même le gouvernement, responsables du crime d'un écolier bosniaque ne vint que plus tard.

C'est pourquoi, aussitôt après le double assassinat, François-Joseph envoya à son allié de Berlin un exposé plutôt calme, par lequel il recommandait que l'Allemagne intervienne pour empêcher toute alliance roumano-serbe, qui dorénavant était devenue impossible; on désirait à Vienne en échange, une alliance entre la Roumanie, la Bulgarie et la Turquie, contre les agitations serbes, sous lesquelles avait succombé le couple archiducal; quand se produisit ensuite la sommation présentée à Belgrade, demandant la reconnaissance solennelle, devant l'armée aussi, d'une complicité, qui n'avait pas été prouvée, et le droit pour la police austro-hongroise de faire des investigations, le roi de Roumanie donna des conseils de modération, montrant, avec sagesse,

www.dacoromanica.ro

qu'on ne peut pas affirmer une immixtion de la part des « cercles officiels de la Serbie ». Il mettait en perspective une intervention russe, qui se produirait nécessairement, et l'irrémédiable qui pouvait en sortir. Berlin était convaincu que cet ancien allié avait raison; mais Vienne ne voulut rien écouter sur ce chapitre. L'heure paraissait être venue pour que le groupe d'intimes du défunt héritier du trône liquidât enfin cette affaire serbe [1].

Pendant qu'on prenait des mesures de défense en Transylvanie, aussi dans le but d' « effrayer » la Roumanie [2], on travaillait, sans attendre son acquiescement, au traité avec la Bulgarie, dans lequel on prévoyait en effet la reconnaissance de la frontière gagnée par les Roumains. Mais on y faisait aussi mention d'une agression éventuelle de la part des Roumains.

Aussitôt après que la décision contre la Serbie eut été prise, elle fut communiquée au roi Charles, ajoutant que l'accomplissement de son devoir de fidèle allié vient de soi-même. Le roi de Roumanie semblait même être disposé à accepter ce manque de délicatesse. Donc toute intervention, qui aurait été vaine, cessa pour laisser le chemin libre à la fatalité. Il ne pouvait pas être question d'un secours à accorder aux Serbes, envers lesquels il n'y avait que le souvenir d'une lutte parallèle, mais aucun geste de la part du roi ne montrait qu'il serait disposé à contribuer d'abord à l'humiliation, puis au déchirement d'un pays qui devait rester fort, comme garantie contre la revanche à laquelle travaillait incessamment la Bulgarie. En aucun cas la Serbie ne devait être partagée pour augmenter le territoire bulgare. Une nouvelle intervention de Czernin pour obtenir une réponse favorable à des instances répétées resta sans effet. Charles Ier savait bien que, pour une pareille décision, il ne trouverait aucun appui dans la nation, dont il avait pu constater l'unité de sentiments.

[1] Joseph M. Baernreither, *Fragmente eines politischen Tagebuchs hggb. v. Joseph Redlich*, Berlin, 1928. Cf. Iorga, dans *Rev. Hist. du Sud-Est. eur.*, VI, pp. 309—336.

[2] *Dipl. Akten.* (Doc. autrich.), VIII, pp. 344—345, 371 et suiv.

www.dacoromanica.ro

Mais maintenant, devant la résistance décidée des Serbes qui en appelaient à Pétersbourg où, cette fois encore, on n'avait pas réalisé la préparation militaire nécessaire, ce n'était pas seulement la question de l'attitude de la Roumanie envers le conflit austro-hungaro-serbe —commencé par le bombardement de Belgrade, sous le prétexte aussi que les Serbes auraient tiré les premiers, —qui se posait, mais également celle de la décision qui serait prise à Bucarest à l'égard de la *guerre générale* qui se présentait comme imminente. [Le 24 juillet l'ultimatum autrichien fut remis à Belgrade; le 30 suivit la mobilisation générale en Russie].

La sommation fut faite avant la fin du mois de juillet, mais de nouveau par l'irritable Czernin, qui représentait ce qu'il y avait de plus antipathique dans l'alliance des Centraux. Il demandait la proclamation de l'alliance avec tout ce que cet acte contenait de conséquences. On lui répondit, avec raison, que la situation en Transylvanie ne donnerait pas, à une action militaire roumaine, l'élément moral nécessaire pour le succès; mais surtout que la Roumanie avait besoin de toutes ses forces pour se défendre contre une éventuelle attaque des Bulgares, provoquée par les Russes. L'Allemagne elle-même ne put rien obtenir de plus que cette réponse.

Les deux empereurs essayèrent une dernière tentative, s'adressant à l'honneur de celui dont l'esprit était torturé par le poids d'un pareil problème, qui réveillait tous ses souvenirs mais lui imposait un devoir plus haut que tous les autres. Il répondit à François-Joseph, lui exprimant son indignation pour le crime de Sarajevo, l'assurance que, lui aussi, était prêt à aider à la conservation de la paix dans les Balkans, mais seulement sur la base du traité de Bucarest: il répondit du reste de la même façon, au télégramme de sondage venu de la part du tzar. Mais, lorsque le roi chercha à savoir s'il s'ensuit que la Bulgarie doit être agrandie après une victoire austro-hongroise, Tisza recommanda, de Budapest, aux ministres de Vienne de ne pas se laisser intimider par les Roumains, qui doivent être « tenus en échec par les

www.dacoromanica.ro

Bulgares »: la Serbie devait être amputée dans ses usurpations macédoniennes. Enfin, on offrit à la Roumanie aussi « un petit morceau » de la proie serbe, ou la Bessarabie. Un télégramme de Guillaume II lui-même qui prétendait « qu'on continue sans condition les devoirs de fraternité » et un autre du chancelier allemand, Bethmann-Hollweg, qui précisait: « mobilisation immédiate de l'armée roumaine, et son avance contre la Russie », n'eut pas l'effet qu'on en avait attendu avec une certaine naïveté: le roi, malgré ses sentiments les plus sacrés pour la nation, dont il s'était détaché un demi-siècle auparavant, et à laquelle il avait fait le serment de fidélité comme officier, fut plus décidé dans son refus que Brătianu qui, au fond et malgré ses grandioses attitudes, était un opportuniste, disposé à penser aussi, dans son désir d'agrandir la patrie, à d'autres frontières que celles de la Transylvanie [1].

La nation roumaine était ainsi libre de se décider [pour lutter], de toutes ses forces, vers ses buts naturels.

[1] D'après les correspondances allemandes et autrichiennes, ainsi que dans les communications du roi lui-même dans le livre de Lindenberg, *Karl von Rumänien*, II, p. 303 et suiv. Cf. Iorga, dans la revue citée, IX, pp. 297—307.

www.dacoromanica.ro

CHAPITRE IV

LA GUERRE DE LA VOLONTÉ NATIONALE

Au moment où, en fait, on avait rompu avec les Centraux, la Russie n'avait fait à la Roumanie aucune offre précise: il était question seulement, dans l'invitation de participer à la cause commune, d'une simple « flatterie », d' « espérances d'avenir »; on croyait que les Roumains ne pourraient pas « renoncer d'eux-mêmes à la réalisation de leur idéal national ». Lorsqu'on demanda à Brătianu de s'unir à une protestation contre le terme si bref de la sommation faite à Belgrade, il se tint sur la réserve et on croyait que ce ministre, capable d'une telle «perfidie sans précédent », avait déclaré à Berlin que s'il avait une assurance du côté de la Bulgarie, il marcherait contre la Russie [1]. Du reste, on faisait des promesses à titre égal à la Serbie et à la Bulgarie [2]. Dans le camp de l'Entente, aucun choix définitif n'avait encore été fait. Un peu plus tard, on arriva à promettre à la Roumanie « certains sacrifices que nous saurons bien récompenser en cas de victoire » [3]. Mais, dès le 29 juillet du nouveau style, il était question de la « possibilité de certains gains pour la Roumanie, si elle participait avec nous à une guerre contre l'Autriche ». Et, d'une façon plus claire,

[1] « Lui ou le roi »; *Documents diplomatiques secrets russes (1914—1917), traduits du russe par J. Polonski*, Paris, (1928) = *Archives Rouges*, IV, pp. 15, 20, 25, 27. De fait, quelque chose dans ce sens en rapport avec la Bessarabie, dans Lindenberg, ouvr. cité, pp. 303 et suiv.

[2] Polonski, ouvr. cité, p. 47.

[3] *Ibid.*, p. 72. Pour la visite à Bucarest, alors en août, de Talaat, venu pour la discussion avec la Grèce concernant les îles de la côté d'Asie; *ibid.*, p. 80.

www.dacoromanica.ro

plus précise: « *Nous sommes prêts à considérer l'annexion de la Transylvanie à la Roumanie* »[1].

Brătianu paraissait indécis. Tandis qu'on tirait sur Belgrade et qu'on faisait un appel serbe à Pétersbourg, l'ancien ministre serbe, Michel Ristitch, un bon ami du pays, était envoyé à Bucarest pour demander ce que pense faire le gouvernement roumain. Il consultait en apparence des personnes d'opinions les plus différentes, laissant à chacun l'impression qu'il se dirigeait ailleurs que du côté qu'on lui recommandait. Il demandait à Iorga, par l'entremise de Basile G. Morțun, de ne prendre aucune attitude dans son journal « La Nation Roumaine ». Mais, lorsqu'arriva chez lui, à Vălenii de Munte, de la part de Démètre Sturdza, un autre conseiller, le professeur Jean Bianu, N. Iorga avait déjà jeté dans son journal et dans le grand journal populaire l' « Univers » la formule correspondant à l'esprit public: « En tout cas, pas avec l'Autriche! ». Quelques jours se passèrent jusqu'à la décision permettant un examen sérieux et prudent; elle devait venir du roi, qui s'était sans doute entendu avec son président du Conseil, qui n'aurait pas voulu être exposé à une surprise.

Il était certain que le roi ne partirait pas en guerre à côté des Centraux, ayant au Sud la menace de la Bulgarie qui n'avait encore rien signé de définitif avec l'Autriche-Hongrie; et d'ailleurs, il n'aurait pas eu de quoi immobiliser l'armée bulgare avide de revanche; d'autre part, à ce motif, qui seul aurait été décisif, s'ajoutait un état d'esprit populaire fermement hostile aux Centraux. Il voulut cependant se justifier envers sa propre conscience, torturée par tant de souvenirs, de même qu'envers ses alliés, parmi lesquels les Allemands seuls l'intéressaient, malgré ses anciens liens d'intimité personnelle avec François-Joseph, et c'est pourquoi il convoqua l'instance non constitutionnelle du Conseil de Cou-

[1] *Ibid.* pp. 167—168. En juillet le ministre de France à Bucarest, Blondel sera d'avis que la Russie *aurait pu réparer les erreurs de 1878. Doc. dipl. fr.* loc. cit. XI, p. 196, n° 232. Il savait que les Autrichiens offrent la Bessarabie et conseillait la neutralité, *ibid.* n° 379. De même son collègue russe, *ibid.* n° 446.

www.dacoromanica.ro

ronne, composé des ministres réunis aux chefs des partis que le souverain avait reconnus et dont il croyait devoir tenir compte pour leur propre valeur, pour leurs services, de même que pour l'influence qu'ils pourraient avoir sur l'opinion publique. Le conseil se tint le 3 août, à Sinaïa.

Grâce aux notes prises par Marghiloman, de même qu'à celles dues à Duca, qui les prit au cours même des discussions, on peut savoir ce qui s'est passé dans ce conseil décisif.

Le roi, qui était accompagné de l'héritier du trône, fit seulement la forme, — car son discours ne peut pas être considéré autrement, si l'on tient compte de ses déclarations antérieures, parfaitement claires, ainsi que de la permission qu'il accordera, près de deux mois plus tard, de conditionner par des annexions aux dépens de l'Autriche-Hongrie, une neutralité amicale à l'Entente, sans parler de la déclaration faite par le général Christescu, qu'«aussitôt que les Centraux seront vaincus, lui, le roi, entrera avec son armée en Transylvanie» [1]. Pour la forme donc, il recommandait non pas cette neutralité, mais la participation à la guerre à côté des Austro-Allemands. Il invoquait dans ce but le traité, bien que ce traité n'eût prévu cette participation que dans le cas d'une attaque non provoquée. Il savait du reste, par une déclaration du baron Fasciotti, ministre d'Italie, que Victor-Emmanuel lui-même, qui n'avait presque plus de rapports avec l'Autriche-Hongrie, et qui n'entendait pas que la Monarchie dualiste disposât des Balkans, n'entrerait pas en guerre pour les buts de Vienne [2]. Le fait qu'à ce moment même fut apporté au Conseil de Sinaïa le télégramme qui annonçait la déclaration de neutralité de l'Italie paraît avoir été, ainsi que nous l'a aussi assuré verbalement le dr. Angelescu, une chose arrangée d'avance.

Dans ce Conseil, il fallait s'attendre à ce que le très vieux Théodore Rosetti parlât de la même façon que l'avaient fait d'autres de son âge en 1877: la Roumanie ne peut «jouer de rôles» qui ne correspondent pas à sa force.

[1] Iorga, *Mémoires*, I, p. 64.
[2] Iorga, loc. ult. cit., p. 306.

www.dacoromanica.ro

Alors Carp, lui qui avait désiré en 1913 une offensive sur Kiev, répéta son opinion permanente: dans la lutte entre le germanisme et le slavisme, les Roumains doivent aider à l'écrasement de ce dernier, — et il oubliait que les ressources des nations de cette race ne peuvent pas être détruites, pas même par la victoire la plus parfaite. Il interviendra de nouveau dans la discussion, lorsqu'elle deviendra passionnée, implorant une décision que cependant, quelques mois auparavant, lors d'une rencontre à Rome avec l'ancien chancelier von Bülow, il avait reconnue être impossible [1].

Il fut, comme on pouvait s'y attendre, le seul de cet avis. Sans sympathie pour la Russie, en dépit de ses efforts continuels, auxquels s'était ajouté le concours ouvert et entier contre ce qu'on pourrait appeler « le slavisme », dans la question de Silistrie; tous les autres nièrent l'obligation qui ressortirait du traité, et les avantages que pourrait rapporter le service rendu aux buts égoïstes de l'Autriche-Hongrie, dont l'Allemagne elle-même était forcée seulement de ne pas se séparer. Marghiloman apporta l'acquiescement du parti conservateur, qui l'avait choisi comme chef, à la politique qu'il savait être celle de son adversaire politique et ennemi personnel, Brătianu. Avec la chaleur de son tempérament, Jean Lahovari se prononça de la même façon, observant aussi qu'on demandait au roi de participer à une action sur laquelle il n'avait pas été consulté au commencement, malgré le respect dû à son âge et à son importance; il signalait des victoires qui consistaient seulement dans le passage de la frontière par l'armée française en Alsace, — et Carp aussi

[1] Bülow, *Mémoires*, éd. allemande, III, p. 125. Pour les opinions de Bülow sur la Roumanie; *ibid.*, I, pp. 150, 162, 608 (contre les Hongrois); II, p. 405, (an. 1909: il voulait qu'on assure la Roumanie par un meilleur traitement des Roumains de Hongrie et la cession de la Boucovine), 502; III, pp. 113, 126; IV, p. 168, 617 et suiv., 624 et suiv. Certaines déclarations montrent qu'au commencement de septembre, Carp avait été prié par Brătianu de venir à Bucarest pour parler au roi dans le sens d'arrêter les agitations nationalistes. Il aurait demandé qu'on ne tienne pas un second Conseil de Couronne dont on continua cependant à parler. Son ami et parent Lupu Costachi a prétendu que le roi n'avait rien su de l'entente de Brătianu, pendant ce même mois, avec la Russie.

www.dacoromanica.ro

s'empressa de rectifier. Le troisième représentant des anciens conservateurs Jean Grădișteanu qui était désigné, on ne comprend pas pour quels mérites ni quelle situation dans le parti, parla dans le même sens.

Pour Take Ionescu, qui avait à côté de lui son ancien acolyte, Disescu, la question se posait telle que quelques mois auparavant, lorsqu'il était question de passer le Danube contre les Bulgares: la *neutralité*. Son tempérament avait vaincu encore une fois.

Brătianu parla ensuite, après ceux dont il avait tenu à avoir d'abord l'avis, et après avoir laissé également la parole à Lahovari. Invoquant que l'opinion publique n'est pas encore assez éclairée, il se déclara pour *la neutralité armée*, à condition de rassembler les contingents nécessaires pour la défense des frontières d'un côté et de l'autre [1]. Pherekyde approuva son chef avec son autorité de collaborateur du vieux Brătianu et de Président de la Chambre, — celui du Sénat, Constantin Cantacuzène-Pașcanu, ne prit pas la parole. Costinescu, le second des collaborateurs âgés du président du Conseil, alla jusqu'à faire voir au roi que, si la Roumanie se décidait pour les agresseurs qui avaient exploité le triste incident de Sarajevo pour rompre une paix maintenue par tant d'efforts, ceci amènerait la guerre civile dans le pays.

La conclusion s'imposait d'elle-même, malgré la constatation passionnée de Carp qu'« à l'heure la plus grave pour le pays, et à la fin d'un long règne consacré au progrès national, le roi est abandonné par tous les partis et par tous ses conseillers ». Le roi lui-même, sans rien de ce qu'on lui

[1] Plus tard, il dira à Take Ionescu qu'il est sûr de l'entrée des Allemands à Paris, au milieu de septembre, et alors il ira avec eux. L'interlocuteur invité à approuver déclara qu'il enverrait plutôt, sous bonne garde, le roi « à Brașov »; et on lui répondit que le roi et la dynastie étaient préférables à la Transylvanie; déclarations de Take Ionescu, en mai 1921, Iorga, *Mémoires*, III, pp. 130—131. Le prince Charles croyait que, le roi étant plutôt prêt à abdiquer qu'à violer l'alliance, la guerre ne pourrait pas être faite avec 300.000 hommes mal préparés; *ibid.* Dr. Angelescu assurait que le roi aurait dit dans le Conseil de Couronne que s'il s'agissait d'une autre politique, elle ne pourrait être faite que par l'héritier du trône et non par lui. Cf. aussi Blondel, dans *Doc. dipl. fr.*, loc. cit., n° 633, 738.

www.dacoromanica.ro

attribua comme manifestation de violente douleur, formula ainsi la décision: « Je suis roi constitutionnel, et je ne déclarerai pas la guerre à moi seul » [1].

Pendant quelques semaines, l'opinion publique fut libre d'agiter la grande question dont dépendait non seulement l'avenir de la Roumanie, mais le sort de toute la nation. Le roi reçut quelques visites et ceux qui virent le souverain profondément fatigué et plein d'incertitude et de remords, étaient libres chacun de dire ce qu'ils voulaient.

Pendant ce temps, Czernin et son collègue allemand ne firent aucun effort, qui d'ailleurs aurait été vain, pour ramener un pays qu'ils considéraient comme perdu à l'attitude qu'ils avaient désirée. La diplomatie des Centraux travaillait à Sofia, à Constantinople. La Bulgarie n'osait pas se mouvoir, la Turquie des Jeunes Turcs fut gagnée et des vaisseaux turcs apparurent dans la Mer Noire, d'où on tira sur Odessa. On croyait, par ce moyen, pouvoir gagner la Roumanie à laquelle on coupait ainsi les rapports avec un autre Occident que celui des Centraux qui, en théorie, étaient encore, des alliés [2]. Mais, à Pétersbourg où on faisait de simples calculs d'opportunité momentanée, on croyait qu'en échange de la Transylvanie qu'elle devait conquérir elle-même, elle seule, la Roumanie pourrait céder dès le début

[1] L'exposé de Marghiloman, dans les *Mémoires*, celui de Duca, dans l'article de G. Fotino, *Revue des deux Mondes*, 1-er août 1930, p. 532 et suiv. Reproduction par Stere d'après les notes de Marghiloman, dans le journal « *La Lumière* », en décembre 1917; voy. Iorga, *Mémoires*, I, pp. 202—203. Cf. aussi les explications de Take Ionescu dans « *L'Evénement* », avril 1918. Je ne sais pas quel fondement on peut faire des paroles citées par M-me Marthe Bibescu, dans « *Quatre Portraits* ». Il faut rejeter ce que dit Em. Lindenberg qui prétend que Take Ionescu, qui était profondément respectueux envers le roi, aurait eu le courage de menacer de l'entrée en guerre à côté de la France « sans le roi »; ouvr. cité, p. 130. Il semble que l'auteur ait recueilli ses informations non pas du roi lui-même, qui servait habituellement comme historien pour l'opinion publique allemande, mais quelque temps après sa mort de quelqu'un appartenant à la maison, peut-être de la reine Elisabeth, qui était bien décidée pour l'Allemagne, bien qu'à cause de ses rapports littéraires avec des Français comme Schéfer, Ulbach, Loti, les Allemands la considérassent comme perdue pour leur nation; *Grosse Politik*, VII, p. 162.

[2] Polonsky, ouvr. cité, p. 91.

www.dacoromanica.ro

aux Bulgares le territoire annexé par la paix de Bucarest [1], mais on apprit par la suite que les Bulgares ne se contentaient pas de si peu, offrant seulement de ne pas attaquer la Roumanie [2]. Comme les Russes étaient alors en Boucovine, on offrait aux Roumains aussi la partie qui, au point de vue ethnographique, pourrait leur être accordée dans cette province, qu'on ne leur demandait pas de conquérir eux-mêmes: quant à la Transylvanie, le bruit courait que les Austro-Allemands ne se seraient pas contentés de permettre la conquête de la Bessarabie avec Odessa même, mais qu'ils auraient mis en perspective que... dans vingt ans, *cette Transylvanie elle-même pourrait revenir à la Roumanie* [3].

En fait, Brătianu était arrivé à conclure avec l'Entente le 18 septembre [4], par un simple échange de notes entre Sasonov et le ministre de Roumanie à Pétersbourg, devenu *Petrograd*, — ceci aussi pour éviter la signature du roi, — l'acte par lequel on permettait, en échange d'une neutralité amicale, l'occupation par les armées de Charles Ier de la Transylvanie toute entière, quitte à ce que, pour des motifs d'ethnographie, on partage non seulement la Boucovine avec les Russes, mais aussi le Banat avec les Serbes.

On garantissait, d'après l'enseignement douloureux de 1877, « le statu quo territorial de la Roumanie dans ses frontières actuelles », à côté « du droit de s'annexer, quand elle le croirait bon, les régions de la Monarchie austro-hongroise habitées par les Roumains », avec cette restriction en ce qui concerne la Boucovine, qu'une commission devrait être chargée de la délimitation. Pour le moment, c'était la Russie qui

---

[1] *Ibid.*, p. 109. Ceci devait être tenu, pour le moment, dans le plus grand secret; *ibid.*, p. 122.

[2] *Ibid.*, pp. 124, 130. Voy. pour les rapports roumano-grecs, *ibid.*, p. 138. En mars, le premier ministre bulgare Radoslavov demandait aussi la Dobroudja; *ibid.*, p. 140 et suiv. Cf. *ibid.*, p. 158.

[3] *Ibid.*, pp. 173 et suiv., 175—178.

[4] Dès le mois d'août, dans la maison de Costinescu, on avait décidé la participation avec les alliés, et les négociations avaient commencé; déclaration du dr. C. Angelescu; Iorga, *Mémoires*, III, p. 100.

www.dacoromanica.ro

garantissait ces changements, aussi en ce qui concernait la France et l'Angleterre [1].

Ce traité secret n'obligeait la Roumanie à aucune action militaire [2]. Prévoyant, dès le début, que la guerre serait longue, Brătianu entra, des deux côtés, dans une série de négociations, cherchant la place où il y aurait le plus de gain à obtenir et aussi la sécurité la plus parfaite. Sans doute, ce n'était pas une politique plus élégante que celle des Centraux, qui voulaient travailler en même temps avec la Roumanie et la Bulgarie, ou que celle de l'Entente qui offrait, de tous côtés, des territoires que chacun était libre d'occuper lui-même; au moins dans la politique austro-hongroise, il y avait un point permanent: la haine contre les Serbes et la décision de faire tous les sacrifices pour détruire cet État.

Ainsi Brătianu qui, de fait [3], avait employé Stere en Transylvanie pour tenir les Roumains de cette province dans leur fidélité envers un gouvernement qui ne poursuivait qu'un plus large sacrifice pendant la guerre de l'élément roumain, — et le président du Conseil a connu toute l'action ténébreuse de cet homme qui poursuivit sa vengeance contre les Russes, ses persécuteurs de jadis, —patronna aussi les nouvelles discussions entre Tisza et les chefs des Roumains: Étienne C. Pop, Goldiş et les évêques, qui furent amenés à des déclarations de fidélité [4].

Ennemi décidé de la Roumanie libre, dont l'alliance peu sûre pourrait être remplacée par celle de la Bulgarie, mais il préférait avoir le premier de ces pays, lié par la publication du traité et en même temps employer le second, et même la lointaine Grèce, dont on aurait pu tirer quelque chose, le ministre hongrois [Tisza], qui parlait avec mépris

[1] Pour le refus prolongé de Brătianu de signer quelque chose, *Archives Rouges*, LXV—VI, et le résumé dans *Le Monde slave*, 1936[1], p. 464 et suiv.

[2] Cf. les notes, pas toujours très exactes, de M. Maurice Paléologue, dans *La Russie des Tzars pendant la Grande Guerre*, I, pp. 61—62.

[3] Voy. plus loin. Dr. C. Angelescu assure verbalement que le roi lui-même avait approuvé cette mission.

[4] Voy. les discussions à la Chambre de 1920; Iorga, *Mémoires*, II, pp. 333—334.

www.dacoromanica.ro

de la « mégalomanie » roumaine, poursuivait aussi l'annulation du traité de Bucarest; il croyait même en août avoir gagné la renonciation de Brătianu à tous les avantages qui en découlaient. Les défaites des Austro-Hongrois en Serbie et sur le front russe n'ébranlèrent pas le naturel dur, prêt à toutes les luttes, de Tisza. Cependant, le ministre hongrois, qui refusait tout à l'Italie, était d'avis qu'on pourrait jeter à la Roumanie le maigre butin de la Boucovine du Sud; et ceci seulement parce que le moment était défavorable et qu'une intervention roumaine pourrait faire empirer encore une situation militaire assez mauvaise. Mais si on n'arrivait à rien après ce sacrifice, alors il faudrait aller jusqu'au bout [1].

En même temps Tisza avait reçu de Berlin, par Vienne, le conseil insistant de discuter avec les chefs des Transylvains, Vaida, Michel Popovici, établi en Roumanie, et Jules Maniu (commencement de septembre). Dès le début, il fixait comme base l'inexistence d' « une question roumanie » et l'intangibilité du territoire de la Hongrie, l'Autriche seule ayant à faire des sacrifices, et pas très importants, car ce serait un encouragement pour des prétentions encore plus élevées de la part des « mégalomanes ». Charles Ier intervenant lui-même n'obtint pas d'autre réponse: on pourrait accorder quelque chose à l'Église roumaine orthodoxe, qui avait maintenant à sa tête un homme disposé à toutes les concessions, ce Basile Mangra, homme cultivé, historien passionné qui, comme vicaire à Orade, avait été, de même qu'un Romulus Ciorogariu, un collaborateur permanent de « La Tribune », et était resté constamment à la tête de la défensive roumaine, dont il semblait que rien ne pourrait le détacher; mais il avait été séduit par l'ambition, et la maladie l'avait affaibli [2].

[1] *Graf Tisza Istvan össes munkai*, Budapest, 1924, pp. 5—6, 13, 25, 32—33, 54, 80, 84—85, 89, 116—131; résumé de Iorga dans *Rev. hist. du Sud-Est eur.*, III, pp. 66—68.

[2] Publication citée de l'Académie hongroise, pp. 134—135, 142. Cf. Iorga, dans *Revue de la Guerre mondiale* (analyse de la traduction française du livre; extraits). Voy. aussi les révélations du prélat transylvain Eusèbius R. Roşca, dans une publication récente; *Monografia Mitropoliei ortodoxe române a Ardealului*, Sibiu, 1937 (beaucoup de révélations sur base d'actes).

www.dacoromanica.ro

On croyait avoir gagné aussi un des chefs laïques des Roumains, le bénin, Théodore Mihali [1].

La victoire de Hindenburg contre les Russes dans les marais mazuriens fortifia la confiance de Tisza. Il demandait qu'on dise aux Roumains que, s'ils osaient passer la frontière en Boucovine ou en Transylvanie, on les rencontrerait les armes à la main, bien que dans ce dernier pays il n'y eût que trois mille gendarmes et quatre mille réservistes. On pourrait, répétait-il, leur donner quelque chose là-haut en Boucovine, seulement en échange d'une intervention active, mais sans faire aucune offre qui serait humiliante et dangereuse: en ce cas, on accorderait aux Transylvains l'amnistie et peut-être « quelque chose », qu'on ne pouvait pas définir [2].

Mais, au même moment, le roi de Roumanie, qui avait pensé à un nouveau Conseil de Couronne [3], échappait au lourd poids qui pesait sur son âme [4]. Dans la nuit du 28 septembre, il s'éteignait presque subitement, sans avoir dit un mot, et des perspectives s'ouvraient maintenant qui avaient été impossibles quand il gouvernait.

C'était un homme ayant un sens supérieur du devoir conçu d'une façon religieuse, qu'il avait accompli par-dessus des difficultés immenses, et malgré les plus grandes souffrances physiques. Né pour être moine plutôt que soldat, ayant un penchant pour les choses discrètes et mystérieuses, il arrivait, par sa patience, à vaincre les tempéraments les plus enflammés, les inimitiés les plus rebelles, les intrigues tramées avec le plus d'habileté, qu'il pressentait à temps et contre lesquelles il tissait sa toile invisible. Sans amis, méprisant les

[1] Publication hongroise, *(Graf Tisza...)* pp. 165—166.

[2] *Ibid.*, pp. 155—156, 159, 172 et suiv., 175.

[3] *Diplomatische Aktenstücke betroffend die Beziehungen Oesterreich-Ungarns zu Rumänien in der Zeit vom 22. Juli 1914 bis 27. August 1916*, Vienne, 1916, n° 27. Voy. aussi ici plus haut.

[4] C . aussi les déclarations de la reine Elisabeth, par von Wedel, au chancelier von Bülow qu'il aurait été détruit par la terrible tragédie intérieure; voy. les *Mémoires* de celui-ci cités, III, p. 170.

www.dacoromanica.ro

Fig. 46. — La reine Elisabeth (Carmen-Sylva).

www.dacoromanica.ro

âmes inférieures et serviles, lié à une femme dans laquelle il avait trouvé du talent, de l'amour pour l'art, de l'enthousiasme pour l'idéal, mais aussi de l'ambition, et non pas une épouse qui n'aurait vécu que par lui et pour lui, veillant uniquement au calme dont il avait besoin pour poursuivre patiemment et méthodiquement ses buts, —et leur mésintelligence alla, pour un caprice de la reine, en rapport avec le premier amour de l'héritier pour Hélène Văcărescu, jusqu'à une séparation voisine du divorce, —il a eu sans doute sinon de la compréhension pour la poésie et du plaisir pour la musique, qu'il en était arrivé à haïr à cause de la mélomanie de la reine Elisabeth, du moins une intelligente appréciation pour la peinture, créant aussi une galerie riche et de choix à Sinaïa et à Bucarest. Il fut un grand amateur de constructions dans lesquelles il cherchait la magnificence et le faste, plus que le caractère et l'harmonie des proportions. Il se laissait facilement séduire par les spectacles et la pompe; on ne pouvait pas lui faire de plus grand plaisir qu'en reconnaissant l'œuvre dont il était fier, et en la lui attribuant exclusivement, d'où ces accusations de vanité qui n'ont pas manqué. De sa longue expérience des hommes il avait tiré un grand mépris pour eux, et il dut s'éteindre avec la satisfaction qu'il en avait fini avec tous, mais aussi avec la conviction qu'il avait été un chef, qui ne pourrait jamais être remplacé. Il ferma les yeux cependant aussi, avec un profond regret, exprimé dans son noble testament que, parmi tant de gens qui s'étaient succédés autour de lui, les uns cherchant à le tromper, les autres à le dominer, il n'avait trouvé personne qui eût mérité qu'on lui dévoilât le secret d'une sentimentalité délicate et douloureuse [comme était la sienne].

Mais, par-dessus tout, il tenait à affirmer, devant tous, l'orgueil de la monarchie et le prestige de la Couronne [1].

Son successeur, Ferdinand-Victor, qui prit le nom de Ferdinand, de fait espagnol, venant cependant de Ferdinand de Saxe son grand-père maternel —dans la famille, on l'ap-

[1] Cf. Iorga dans *Rev. Fund. Regale* et dans *Convorbiri literare*, mai 1939.

www.dacoromanica.ro

pelait du diminutif latin de Nando — était, pour la plupart de ceux qui avaient des rapports avec lui, un inconnu et un négligé, pour certains un mystère, pour presque personne une sécurité, une garantie qu'il pourrait accomplir le rêve le plus hardi et le plus fou de la nation. Fils de celui qui avait été appelé comme roi en Espagne et s'était décidé à se considérer dans ce pays comme Allemand, ainsi qu'il l'avait déclaré à une certaine occasion [1], il était, lui aussi, par son grand-père, un descendant de la famille Murat, à laquelle Charles Ier avait été sur le point de se lier, par son premier amour; et le sang de la famille de Beauharnais, par sa grand' mère Joséphine, née princesse de Baden, comme fille de Stéphanie, adoptée par Napoléon Ier, était un autre lien avec le monde latin. Sa mère était dona Antonia de Portugal, de l'ancienne maison de Bragance, qui avait fondé le royaume; d'elle, il avait hérité une timidité envers le monde, l'habitude de se renfermer en lui-même, l'extrême délicatesse qu'il apportait à toute manifestation ressemblant à la vraie timidité et allant jusqu'à une difficulté gênante à exprimer une opinion qu'il s'était formée depuis longtemps et entendait conserver contre tout conseil et surtout contre le conseil de ses plus proches, chez lesquels il aurait pu deviner l'intention de le dominer. Cherchant à s'imposer parfois une attitude de gaîté bruyante, qu'il avait rapportée de sa vie dans un régiment allemand, il pouvait apparaître aux autres comme quelqu'un qui aimait le plaisir pour le plaisir. Profondément religieux, beaucoup plus que Charles Ier qui avait été élevé dans l'atmosphère bismarckienne laïque, il cherchait dans les heures difficiles un refuge dans la conscience qui s'exprimait par la prière. De sérieuses études l'avaient initié à la connaissance de l'histoire et du classicisme antique, et la lecture était pour lui une des vraies et grandes joies de la vie. Son amour pour la nature était infini, il cachait des connaissances profondes en fait de botanique. Lui aussi homme de strict devoir, prêt à tous les sacrifices, Ferdinand de Roumanie mettait par-dessus tout, au milieu de ses apparentes

[1] Bülow, ouvr. cité, IV, p. 168.

www.dacoromanica.ro

Fig. 47. — Le prince Ferdinand et la princesse Marie.

www.dacoromanica.ro

hésitations sur le chemin à suivre, cet impératif catégorique qu'il exprima, en se présentant devant le Parlement, dans la formule de « bon Roumain ».

Toute aussi surprenante pour beaucoup de personnes que cette royauté qui s'avérait d'une façon inattendue, fut l'énergie dont fit preuve, dès le premier moment, lorsqu'elle parlait ouvertement, d'un règne des deux époux, — car elle le comprenait ainsi, — la nouvelle reine, Marie d'Edimbourg, petite fille d'une souveraine régnante [1], qui avait eu la volonté de conduire, pendant des dizaines d'années, la politique de l'Angleterre et de l'Empire britannique. Venue très jeune, à dix-sept ans, dans un pays dont elle ne savait rien, elle se trouva dans un milieu monarchique: d'un côté il y avait l'autorité absolue, qui la blessait et l'incitait à la résistance, de « l'oncle » de « vieille mode » germanique [le roi], ennemi des exercices physiques, des initiatives qui lui semblaient aventureuses, et de ces caprices qui charment la jeunesse, d'autant plus lorsque de grands dons de beauté et de grâce s'unissent à une grande intelligence et à la volonté inébranlable de se manifester; et d'autre côté, — à la place d'une mère qui était elle-même d'une discipline russe désagréable, et de sœurs ayant les mêmes dispositions qu'elle, — Marie de Roumanie trouva, une femme perdue dans ses rêves [2], maintenant fatiguée et découragée, pour laquelle la vie n'avait d'autre valeur que celle d'une interprétation individuelle et d'une expression littéraire. En ce qui concerne la société roumaine, la reine [Élisabeth] n'avait aucun rapport avec le pays ni avec la nation, et ce n'est pas d'elle, mais de ses propres recherches, pleines d'une vive curiosité pour la chose authentique et nouvelle, que la jeune princesse devait apprendre les trésors qui sont cachés dans les couches profondes de la réalité roumaine. Instinctivement elle se sentait liée à ceux qui n'avaient pas pu s'approcher d'elle et qu'elle eut la grande joie de pouvoir découvrir, elle comprenait que c'est plutôt par eux qu'elle pourrait arriver à cette chose

[1] [La reine Victoria] Note éd.
[2] [La reine Élisabeth] Note éd.

www.dacoromanica.ro

si grande pour laquelle elle se croyait appelée. Sa volonté qui n'était pas seulement celle d'une princesse anglaise confiante dans la victoire de sa nation, mais aussi celle de la Roumaine qu'elle était devenue, avec tout le sens de la mission qu'elle s'attribuait, se manifestera sans détours chaque fois que le problème de l'orientation roumaine se posera de nouveau, et les représentants des Centraux mentionneront, avec dépit, mais aussi avec l'admiration dont ils ne pouvaient se défendre, celle qui voudrait jouer le rôle de cette aïeule par sa mère, qu'était Catherine II [1].

La nouvelle famille royale, — où commençait à avoir une volonté dans le domaine politique l'héritier, élevé par un Suisse à l'esprit libre, et initié à toutes les réalités roumaines par des professeurs indigènes, parmi lesquels le géologue si doué, Georges Munteanu-Murgoci, — et le stage de quelques mois, dans un régiment allemand n'avait eu aucune influence sur le prince Charles — était arrivée, non sans difficulté, à une attitude que ni les entraves les plus sérieuses, ni la foudre d'une catastrophe militaire ne pourront briser.

Le monde politique n'avait pris aucune vraie décision, et sous son influence, ni l'opinion publique, dans la mesure dans laquelle, en dehors d'un groupe d'intellectuels restés sur l'ancienne position d'un nationalisme prudent, et en dehors des masses populaires saines, cette opinion publique pouvait être influencée par les luttes entre «les chefs», habitués à gouverneur eux seuls et imposant leur seule volonté.

Filipescu, à ce moment en France, n'avait pas participé au Conseil de Couronne; mais il en revint, après qu'on eût vu que, malgré l'échec subi sur le front russe, qui permettra par la suite une avance profonde des Austro-Hongrois, la marche sur Paris, n'avait pas réussi, bien qu'on eût même prévu le jour de l'entrée des vainqueurs marquée sur une médaille frappée à l'avance. Celui qui avait discuté avec

[1] Voy. ces jugements dans Iorga, *Supt trei Regi*, pp. 199—200. Cf. sur la reine Marie, à côté de ses beaux mémoires en anglais, en roumain, et dans un résumé français, Iorga, dans *Revista Fundaţiilor regale*, 1938.

www.dacoromanica.ro

Aurel Popovici et Czernin sur l'entrée de la Roumanie dans la nouvelle forme de la monarchie des Habsbourg, s'affirmait maintenant, poussé qu'il était par l'esprit violent de ses aieux, le plus chaleureux partisan de l'entrée en guerre immédiate de la Roumanie. Quand les Russes pénétrèrent en Galicie et en Boucovine, pouvant entrer aussi à Lwow, il voyait dans ce « moment de Lemberg » la possibilité d'une intervention décisive de l'armée roumaine.

Cette attitude, de son ancien rival à la direction du parti conservateur, devait mener *Alexandre Marghiloman*,—qui avait rompu lui aussi l'unité de vue fixée le 3 août, en ce qui concernait la *neutralité armée*, — dans le camp opposé. Sans avoir subi d'autre influence, bien qu'on le voyait continuellement en rapport avec la légation d'Allemagne, discutant sur la cession de la Boucovine, c'est-à-dire seulement de Suceava et du couvent de Putna où gisent les ossements d'Étienne le Grand [1], il préparait avec habileté une manifestation en ce sens de tout le parti qui l'avait accepté comme chef. Cette manifestation se produisit au printemps de l'année 1915, à une assemblée dans la salle Liedertafel, ce qui donna aux Centraux un puissant appui, auquel s'ajoutèrent aussi les journaux subventionnés par l'agent Günther, parmi lesquels « Le Jour », où écrivait Slavici, conformément à ses anciennes idées restées inébranlables. Alors ceux qui, comme Filipescu, ne pouvaient à aucun prix admettre une pareille orientation, formèrent un groupe séparé, sous Jean Lahovari, qui mourut subitement, et ce fut alors Filipescu qui devint chef de ce parti des boïars, qui ne pouvaient se reconnaître vraiment qu'en lui.

Enfin, par le grand changement qui s'était produit dans l'homme qui jusque là frissonnait devant toute décision impliquant une responsabilité, Take Ionescu en était arrivé à être, lui aussi, le porte-parole de cette entrée en action à côté de l'Entente, ce qui signifiait l'achèvement de la révolution qui s'était produite peu à peu dans l'orientation de la Roumanie [2].

[1] *Tisza Istvan munkai*, vol. cité, p. 125.

[2] Je crois inutile de présenter la bibliographie des publications opposées qui cherchaient à influencer l'opinion publique.

www.dacoromanica.ro

Cette nouvelle direction trouva un appui dans *les réfugiés transylvains*.

Là aussi, au Nord des Carpathes, la solidarité si nécessaire s'était brisée. Une partie des chefs roumains de Transylvanie étaient restés chez eux; et ils furent contraints de faire, de même que les chefs de l'Église sans exception, — car l'ancien esprit de dureté et de résistance incorporé pendant de longues années dans l'implacable chanoine de Blaj J. M. Moldovan, le disciple de Cipariu, n'existait plus dans les deux Églises, et les Uniates avaient perdu depuis longtemps leur chef naturel, l'historien Augustin Bunea, — des déclarations de loyauté dans le Parlement de Budapest ou chez eux. Aurel Popovici était allé à Berlin, pour discuter avec la diplomatie allemande les conditions dans lesquelles pourrait être conclue l'entente des Roumains avec les Hongrois. On parlait maintenant de la suprême concession qui serait l'admission, dans le cabinet hongrois, d'un ministre roumain, ce que Tisza refusa avec indignation. À Berlin comme à Bucarest, bien que les Russes fussent déjà aux défilés du Maramureș, il fit savoir que d'aucune façon il n'était disposé à accorder ce « statut » transylvain qu'on lui demandait. Il retarda aussi la lettre promise au métropolite orthodoxe et l'amnistie, qui paraissait sûre, ne fut pas accordée. En novembre seulement, le président du Conseil hongrois faisait des concessions sans importance, entre autres l'admission de ce drapeau roumain que les soldats roumains portaient depuis longtemps, comme une condition imposée par leurs sacrifices, sur tous les fronts austro-hongrois. Il finit en promettant, dans cette lettre, ceci seulement: « *une certaine* considération pour les désirs de nos concitoyens non-magyars, concernant les écoles confessionnelles », l'admission du roumain dans « le contact immédiat avec les autorités » et « *quelques* modifications de *certaines* dispositions de la loi électorale, qui établirait, sur une base plus équitable, la représentation des Roumains dans notre patrie ». Sur les instances d'Hindenburg le vainqueur, dont l'autorité morale dépassait maintenant celle de tous les diplomates, il parlait ouvertement, disant que toute concession qui serait faite ne pourrait pas

www.dacoromanica.ro

Fig. 48. — Le prêtre Basile Lucaci.

www.dacoromanica.ro

contenter les Roumains de Bucarest qui, de fait, veulent toute la Boucovine et toute la Transylvanie [1].

À ce moment, le prêtre Basile Lucaciu et le poète Goga se trouvaient en Roumanie, l'un employait son ancien prestige, l'autre un talent de combattant politique, révélant de grandes qualités d'agitateur des masses. Ils trouveront aussi la collaboration de certains éléments transylvains, depuis longtemps établis dans le pays libre, comme le germaniste Siméon Mândrescu. Le drapeau de la lutte pour la Transylvanie arrivait à être entre les mains des Transylvains, ce qui avait une autre signification que lorsque le faisaient flotter les hommes politiques du royaume qui, même lorsqu'ils voulaient se manifester seulement comme Roumains, ne pouvaient pas oublier leur passé politique de parti, et surtout empêcher l'entrée en lutte d'éléments compromis et compromettants, venant des clubs [2].

Parmi les principaux chefs de cette guerre intérieure contre les partisans des Centraux, se trouvait comme on pouvait s'y attendre, le fidèle ami de Filipescu, *Delavrancea*, qui était devenu, depuis longtemps, le grand orateur pathétique de la vie politique roumaine. Sous son influence le Comité de direction de la Ligue Culturale qui, après le professeur Virgile Arion, agitateur dans les Balkans, et disposé maintenant à faire des négociations de l'autre côté, était présidé par N. Iorga, se retira, afin que cette ancienne et glorieuse société, ayant un si grand capital moral, puisse se joindre à l' « Action », association formée par Filipescu, pour une descente dans la

[1] Lettres citées de Tisza pp. 189—190, 197—198, 244—245, 252 et suiv., 260—261, 264, 268—269, 272, 281 et suiv., 300—301, 305—306, 320 et suiv.

[2] Pour Stere en Transylvanie, et ses liens avec Brătianu ; Iorga, *Memorii*, II, p. 362. Plus tard, Vaida ajouta des précisions : Stere était « un simple courrier » ; mais dans ses mains, le chef des Transylvains, qui croyait que la Roumanie n'était pas encore préparée, a fait sa déclaration de fidélité envers les Habsbourg. Vaida croyait alors, en 1920, que la politique de Brătianu, avec toutes ses tromperies, avait été bonne ; *ibid.*, p. 311. Aussi une mission de l'ancien ministre à Berlin, qui avait épousé une Allemande, Al. Beldiman, fils du préfet de police de Cuza, en février 1866, et ensuite un curieux anti-dynastique. Il devait amener Tisza à des concessions qui étaient impossibles ; *ibid.*, III, p. 52.

www.dacoromanica.ro

rue. Lucaciu fut proclamé Président, bien qu'il fût maintenant incapable de donner une directive, et ainsi on vit, pour la première fois, les anciens idéalistes d'une vie politique pure, à côté des cubistes bruyants, qui accouraient s'installer à la Ligue pour renverser le gouvernement.

L'Entente, qui ne prévoyait pas l'écrasement des Serbes, à un certain moment victorieux, chassant même les Austro-Hongrois de Belgrade, — et le vieux roi Pierre avait essuyé ses bottes avec le drapeau impérial et royal descendu du faîte de son palais — croyait que la neutralité roumaine lui suffisait; — elle la suspecta cependant, quand elle fut informée du passage des marins allemands vers la Turquie, présentés comme de simples voyageurs, ainsi que des contrats d'approvisionnement des Centraux et de la contrebande à leur profit. De nouveau apparaissait la proposition de céder la nouvelle Dobroudja à la Bulgarie, qu'on croyait pouvoir encore retenir malgré son penchant bien naturel pour les Centraux. Lorsqu'on parlait aux diplomates de ce camp [1] de la Boucovine et de la Transylvanie, ils devaient conserver des deux côtés les limites établies dès le début à Pétersbourg (avril-mai 1915): le grand-duc Nicolas, généralissime russe, se plaignait même du « ton agressif » et des « prétentions excessives » de Brătianu, qui ne voulait pas s'engager par écrit à une action militaire sans avoir d'autre certitude que celle de septembre 1914; il désirait pour cela le concours russe qu'Alexeiev, chef de l'état-major de Russie, avait la sincérité de déclarer impossible. En vain, de Paris, devant la formidable pression allemande à Verdun, où s'accomplissait journellement les plus formidables massacres de toute l'histoire des guerres, on demandait avec désespoir, non seulement l'entrée en guerre de l'Italie, qui tenait à ses annexions territoriales, mais aussi celle de la Roumanie, allant jusqu'à proposer aux Russes d'ajouter aux conquêtes que les nouveaux alliés [les Roumains], aidés par un emprunt, devaient atteindre par leurs propres moyens, une partie de la Bessarabie [2].

[1] [Celui de l'Entente] Note éd.

[2] Polonsky, ouvr. cité, pp. 182, 184—185, 189—190, 194—197, 200.

www.dacoromanica.ro

En mai 1915, l'Italie entrait en guerre, contre l'Autriche Hongrie seulement, mais au lieu de pouvoir avancer sur Vienne, de même qu'en automne passé les Russes croyaient pouvoir arriver à Budapest, la nouvelle offensive s'arrêta à la longue guerre technique sur les rochers du Karst, où furent envoyées des troupes roumaines de Transylvanie, entre autres Jules Maniu, qui préférait participer à la guerre que d'avoir des désagréments politiques chez lui. Les Centraux qui, en juin, demandaient désespérément l'intervention de la Roumanie [1], devaient répondre par l'offensive foudroyante de Serbie, chassant le roi Pierre et son armée d'une place à l'autre, sous le tir terrible de l'artillerie à distance, jusqu'en Albanie, les restes de la malheureuse armée héroïque obligés de transporter leur misère à Corfou, et quelques éléments de la population étant transportés sur des vaisseaux italiens en France. Les Bulgares, gagnés enfin par les Centraux, qui leur avaient donné toutes les garanties désirées, et leur avaient accordé le concours financier et militaire nécessaire, avaient collaboré avec une immense soif de vengeance à cette expédition destinée à nettoyer le terrain [2].

En dépit de toutes les instances de Brătianu, poursuivant son calcul qui tendait à une participation tardive à la guerre, lorsque la fatigue se serait établie sur tous les fronts, et que la fin de la guerre s'imposerait d'elle-même, ne voulut se prévaloir ni de la première, ni de la seconde occasion d'intervention. Pendant que le roi considérait l'intervention à ce moment comme un acte de « folie furieuse », le président du Conseil paraissait sûr du succès final de ses calculs d'ingénieur qu'il établissait avec une apparente précision. Bien qu'averti, il négligeait cependant une préparation militaire qui devait comprendre une augmentation de l'artillerie

[1] Le rapport de Conrad de Hoetzendorf, au général Dabija, *Armata română în războiul mondial, 1916—1918*, Bucarest, s. d., I, p. 39.

[2] Iorga, ouvr. cité, V., p. 309. Constantin Brâncoveanu assurait ensuite avoir été chargé de dire à Paris, en juin 1915, que le gouvernement roumain marcherait avec l'Entente, aussitôt qu'elle aurait des garanties. Delcassé trouvait que la Roumanie demandait beaucoup et Briand trouvait qu'elle ne devait pas intervenir; *ibid.*, IV, p. 97.

www.dacoromanica.ro

et une modernisation de l'armement, de même qu'un changement décisif dans le commandement où le général Zotu était chef d'état-major, et les espérances d'une action tout à fait supérieure reposaient sur les talents problématiques du général Iliescu. Les négociations d'un côté et de l'autre n'étaient plus suivies d'une façon sérieuse; et les rapports avec les éléments roumains d'au-delà des frontières étaient nuls. On permit l'influence de la presse payée, des deux côtés et, enfin et surtout, avec une armée concentrée en partie, pour être employée à des travaux de tranchées entrepris un jour et abandonnés le lendemain, perdant ainsi toute possibilité d'essor; on ne donnait aucune attention à la corruption qui envenimait l'esprit de la nation, qui devait être entretenu pur et vivant par tous les moyens.

Le Parlement, convoqué pour des réformes dont l'accomplissement — sans exciter encore plus les conservateurs qui savaient depuis longtemps que leur cause était perdue, de fait — aurait donné aux classes populaires la confiance nécessaire, lorsqu'elles auraient été appelées au sacrifice suprême, était sans cesse ajourné. Jamais on n'avait vu plus clairement combien vaine était cette forme de manifestation produit de l'inconscience et de la séduction, dans lesquelles ne se trouvait qu'une partie très restreinte des membres des professionnels et des techniciens d'une politique au jour le jour.

La Serbie était, depuis deux mois, terrassée quand, devant les divers faits de cette année 1915, Take Ionescu demanda la parole pour sommer le gouvernement de commencer une action militaire qui certainement ne pouvait pas être déclanchée à une époque si peu favorable de l'année. Avec beaucoup d'élan, mais sans cette qualité d'énergie masculine qui renverse tous les obstacles et impose des convictions aux adversaires les plus rebelles, il donna son expression à un sentiment général qu'il appelait « l'instinct national » et c'était de fait une conscience de la nation, qui malheureusement ne pouvait pas s'exprimer dans d'autres circonstances. Répondant à ce qu'il qualifiait d' « art subtil », Carp, rappelant d'autres idées de son adversaire applaudi, alla dans la

www.dacoromanica.ro

fureur de ses opinions contraires, jusqu'à parler des « incarnations » qui diminuent un si beau talent, observant que la beauté de la forme ne peut pas excuser toutes les « prostitutions ». Mais, cette fois, l'ennemi permanent du slavisme oubliait la marche sur Kiev et, constatant seulement la faiblesse de la Roumanie, il lui recommandait ni la neutralité et c'est tout, et d'autant moins, décidément, de revenir à l'alliance avec les Centraux. Il déclarait en même temps, montrant combien de dangers il pouvait y avoir dans un triomphe russe en ce qui concerne les Détroits, que la Russie, comme le roi Charles le savait pertinemment, voulant en avoir la domination, demanderait, à la signature de la paix, une partie de la Moldavie méridionale avec Galatz. Ce discours, plus plein de faits que celui de Take Ionescu, ne pouvait cependant avoir aucun effet. Comme d'habitude, et suivant la ligne de conduite qu'il s'était imposée, Brătianu refusa de se laisser attirer dans la discussion [1].

On arriva ainsi à 1916, l'année de la grande décision. Ce ne fut pas Brătianu qui se déclara ouvertement pour l'entrée en action, mais elle lui fut imposée par la situation de Verdun, que n'avait pas pu dégager la nouvelle offensive de Brussilov, en Galicie. Une première sommation d'envoyer des troupes roumaines en Transylvanie lui fut adressée par la Russie, dès le mois de juin. La France ajouta, dans les mêmes formes, sa recommandation, du 3 juillet, comme un ultimatum qui, s'il n'était pas écouté, entraînerait le retrait de toutes les promesses d'extension territoriales en Autriche et en Hongrie. Le 4 août, cette intimation impérieuse était répétée par tous les ennemis des Centraux. Et tous les ministres de l'Entente à Bucarest signaient l'acte par lequel *la Roumanie, entrant en guerre contre l'Autriche-Hongrie seulement, ainsi que l'avait fait l'Italie*, avait le droit de s'annexer

[1] Il est caractéristique qu'en ce moment les Puisances occidentales semblaient admettre l'établissement des Russes à Constantinople; Polonsky, ouvr. cité, pp. 320, 326. Cf. pour la situation parlementaire, Iorga, *Discursuri*, I. Voy. aussi le mémoire sur les Détroits de M. André Rădulescu, dans le *Bulletin* de la *Section historique de l'Académie roumaine;* 1939.

www.dacoromanica.ro

les territoires dont on donnait une carte précise, en détachant la partie du nord de la Boucovine, mais accordant, vers l'Occident, *presque tout le territoire jusqu'à la Tisza, de même que le Banat intégral*, sauf l'obligation d'une zone démilitarisée devant Belgrade. La convention militaire, délimitant aussi, au point de vue territorial, les deux armées, russe et roumaine prévoyait une action des Russes sur le Danube, sous le commandement roumain, la défense des côtés de la Dobrogea par la flotte impériale, pendant que deux divisions d'infanterie et une de cavalerie collaboreraient avec les Roumains sur terre. Et enfin, en Galicie et en Macédoine, une action concomitante des armées alliées aiderait la mission de la Roumanie. On prévoyait même une pénétration russe plus profonde en territoire bulgare [1].

Maintenant, Brătianu avait donc la garantie qu'il désirait depuis longtemps des Occidentaux, sans laquelle il n'entendait pas s'engager dans une lutte qui serait à la vie, à la mort, car le moment attendu par lui avec patience, où se produirait la lassitude générale, n'était encore pas arrivé. On lui promettait une augmentation d'armements, qui étaient retenus en Russie à l'époque d'une neutralité en effet si suspecte, et cet armement n'arriva qu'après de très longs retards, qui paraissaient intentionnels. Les Russes s'obligeaient donc à participer à une action combinée, et non seulement sur leur front, mais aussi par l'envoi, dans la Dobrogea, de deux corps d'armée, dont la seule présence, croyait-on, pourrait retenir les Bulgares qu'on supposait être reconnaissants. Enfin, comme dans les Balkans, attendant une nouvelle armée serbe sérieuse, des troupes anglaises, françaises, italiennes, se trou-

[1] Les actes dans la publication: État-major roumain, *România în războiul mondial, 1916—1919*, I, Doc. annexes, Bucarest, 1934. L'invitation antérieure d'Alecséiev, suivie de celle de Joffre, le 18 juin; la réponse de Brătianu le 19; la correspondance avec les Russes sur les conditions de l'entrée en action, avec leur déclaration que la *Dobrogea sera assurée*, dans *Rev. Ist.*, 1932, nos 7—9 (documents publiés par Nicolas Iorga). Les Russes avaient désiré qu'on leur laissât l'action dans toute la Moldavie, ce qui confirmait la suspicion que, dès lors, ils pensaient à une annexion de ce pays; État-major, ouvr. cité, p. 106.

www.dacoromanica.ro

vaient à Salonique, cédé par Venizelos, le créateur d'une nouvelle Grèce irrédentiste, contre celle centraliste du roi Constantin, l'offensive puissante du général Sarrail [1] devait parfaire cette immobilisation des Bulgares, qui permettrait l'offensive roumaine.

Des techniciens qui avaient appris un autre art de la guerre que celui des manuels par lesquels s'étaient formés beaucoup de généraux roumains à l'époque de Charles Ier — et seul le général Averescu pouvait vaincre cette tradition, mais le souvenir des luttes politiques, celui de sa démission comme ministre de la Guerre, sur un thème de suspicion matérielle, par une conspiration entre Marghiloman, qui l'avait dénoncé, et Brătianu, le faisait exclure du commandement suprême qu'il avait eu en 1913, —demandaient avec insistance que *les Roumains en finissent d'abord avec les Bulgares*, car les Austro-Hongrois ne pouvaient pas rassembler encore assez de forces pour une attaque du territoire roumain, —et une longue expérience de l'histoire avait prouvé que la frontière des Carpathes pouvait être défendue par le Sud et non par le Nord. Mais le sentiment public avait été formé par la propagande pour l'invasion en Transylvanie et Filipescu avait sommé le roi Ferdinand de « se faire couronner à Alba-Julia ou de périr sur le champ de Turda », (comme Michel-le-Brave). Personne n'aurait pu imposer une autre direction aux drapeaux roumains [2].

Les amis des Centraux, parmi lesquels Marghiloman et même le ministre d'Allemagne von dem Bussche, étaient sûrs qu'on formerait un gouvernement Maiorescu [3], qui avait été

[1] Voy. ses Mémoires.

[2] Cf. la brochure prophétique, d'une clarté parfaite, *La Roumanie peut-elle combattre sur deux fronts?* Lausanne, 1916, signée M. R. St., ce qui paraît signifier Michel Radu Sturdza, l'officier qui a passé ensuite en Russie, puis a disparu.

[3] Information inédite. On lui aurait communiqué tout simplement la décision déjà prise, devant laquelle, sans l'approuver, le vieillard s'inclina; elle avait été envoyée par le colonel Stârcea, un intime du palais, qui autrefois avait trouvé à Vienne, par hasard, une partie des plans de la mobilisation autrichienne.

www.dacoromanica.ro

appelé en audience. C'est alors que se rassemblaient à Cotroceni, un jour avant le terme fixé pour l'intervention, 15/28 août, les mêmes hommes politiques, ayant les pires rapports réciproques, qui deux ans auparavant, — années de temps perdu et de profonde décadence morale parmi les politiciens par suite des passions agitées et des séductions des mauvais intérêts, — avaient déclaré la neutralité armée. À Filipescu conservateur, s'était adjoint Constantin Olănescu et un libéral de peu de notoriété. Le jeune roi parut avec son fils aîné, qu'il désirait initier aux affaires d'État. Cette fois encore, Maiorescu n'avait pas été convoqué, bien qu'on eût parlé de son rappel au pouvoir comme d'une chose certaine. Mais il ne pouvait plus être question d'une discussion, car dès le début, on leur avait dit qu'il s'agissait seulement de demander « leur appui ». Les quelques paroles de Ferdinand Ier montraient que « dorénavant, la victoire des Puissances centrales est exclue ». Le roi a décidé la guerre aux côtés de l'Entente; le gouvernement « croit, *lui aussi*, que le moment est venu de commencer la guerre » et « il a eu également des conciliabules avec un des groupes belligérants ». Un seul motif en plus de celui que le sort des armes s'était décidé maintenant en Occident: la victoire que le roi avait remportée lui-même sur des sentiments auxquels il se borna à faire une allusion discrète. Mais c'est dans l'intérêt du pays. Tout celà comme un secret.

Carp demanda des explications. Jean Brătianu se rapporta lui aussi à la défaite probable des anciens alliés, et il parla d'une latinité à laquelle jusque-là, ni lui ni la plupart des hommes politiques, aussi des jeunes, n'avaient montré qu'ils croyaient: l'Italie se dirigeant de l'autre côté a déjà donné l'exemple. On ne peut plus revenir sur les engagements déjà pris.

Take Ionescu approuva naturellement une décision pour laquelle il avait lutté, et Marghiloman renonça à combattre ce qui formait une décision inébranlable de la Couronne, mais il répéta tous les arguments concernant les Détroits et l'avenir économique de la Roumanie que Carp avait présentés au Parlement. Filipescu se borna à relever que les

www.dacoromanica.ro

Fig. 49. — Jean J. C. Brătianu.

www.dacoromanica.ro

négociations menées jusqu'au bout avaient été connues de cet adversaire de la nouvelle alliance, ce qui ne ressort pas de ses conversations avec les Centraux au sujet de la cession de la Boucovine; c'est une chose que Marghiloman n'a pas déclarée dans ses mémoires. Mais plus tard on put apprendre qu'en effet le président du Conseil avait eu des conversations avec son ancien ennemi. Enfin, Carp montra la vanité de toute résistance; mais dans la décision déjà prise, il voyait un danger pour la dynastie et pour le pays. Plutôt que la victoire par cette voie, mieux vallait la défaite; et il semble qu'il aurait dit que c'est aussi ce qu'il désirait, mais il mit à la disposition du roi trois de ses fils, dont l'un fut tué sur le front. Le roi attira son attention sur le fait qu'il avait dépassé, dans cette explosion de tempérament, les limites de son propre sentiment.

La déclaration de guerre fut faite par le ministre de Roumanie à Vienne, qui l'avait déjà depuis plus d'une semaine [1], un dimanche, pour éviter des mesures immédiates de résistance. On croyait, en effet, que l'attaque roumaine qu'on pouvait attendre, se produirait seulement après la récolte [2]. La déclaration montrait combien on avait changé le caractère de l'alliance à laquelle la Roumanie avait adhéré; comment on en était arrivé à une guerre destinée à changer les frontières européennes; comment les espérances que l'alliance de l'Autriche-Hongrie avec le royaume tiendrait compte envers les Roumains de Transylvanie s'étaient montrées vaines jusqu'au dernier moment; cela étant, la Roumanie était forcée de s'inscrire parmi les combattants de l'autre groupe, par le désir de contribuer à hâter la fin du conflit, et sous l'empire de la nécessité de défendre ses intérêts de race ».

[1] Déclarations du ministre Porumbaru; Iorga, *Mémoires*, I, p. 302. Pour les autres rapports avec Czernin, qui ne se laissa pas tromper, mais attendait l'inévitable, voy. le *Livre rouge austro-hongrois*, de 1914 à 1916, Bucarest, 1917, et, d'après le texte allemand, Iorga, dans *Rev. Istorică*, III, 1917 (Jassy).

[2] Cf. l'ordre de l'état-major autrichien au commandant de Sibiiu, le 12 août: « L'intervention roumaine contre nous est probable dans le délai le plus bref »; l'État-major roumain, ouvr. cité, pp. 153—154, n° 60.

www.dacoromanica.ro

Ainsi commençait [1], au milieu, non pas de sentiments d'enthousiasme populaire, car l'enthousiasme n'est pas dans les habitudes d'une nation qui a passé par tant d'épreuves et qui se sait toujours entourée de dangers, mais dans une atmosphère d'acceptation sereine d'un sacrifice qu'on prévoyait long et difficile, la guerre que la rue avait demandée à grand bruit et qui avait formé un nouvel objet de querelle entre les partis politiques; cette guerre qui, pour les uns, était une plateforme pour la domination prolongée du pays, mais pour le roi lui-même le résultat d'une douloureuse analyse de sa propre conscience.

Elle n'était pas préparée dans toutes les âmes et surtout elle n'avait pas à sa disposition les moyens techniques par lesquels, à cette époque nouvelle, en pouvait gagner la victoire. Beaucoup de vies humaines qui auraient dû être épargnées paieront pour ce qui manquait, bien que, pendant la longue époque de la neutralité, on aurait pu certainement y subvenir. Et il est surprenant de voir combien les facteurs responsables y avaient peu réfléchi [2].

Esquisser les opérations qui, en deux mois, amenèrent à la catastrophe n'est pas possible dans les limites de ce récit; mais pour un autre motif aussi, l'esquisse rencontre une très grande difficulté: l'absence de toute conception supérieure qui aurait dû partir d'un état-major qui, dès le commencement, s'était montré inexistant.

Comme le mouvement convergent des Russes en Galicie, commencé avec élan en juillet, ne fut pas continué, que l'action de Sarrail vers Monastir s'arrêta après une courte démonstration [3], que le contingent envoyé dans la Dobroudja,

[1] Lupu Costachi déclarait qu'il avait vu, le 15 au matin, un moniteur autrichien tirant sur Severin. Il donne, dans des déclarations qui sont arrivées jusqu'à nous, tous les détails.

[2] Voy. aussi Général I. Culcer, *Note şi cugetări asupra campaniei din 1916, în special asupra operaţiunilor armatei I-a*, Jassy, 1919.

[3] Les Anglais refusèrent leurs troupes parce que la Roumanie n'avait pas déclaré la guerre à la Bulgarie aussi; L'État-major, ouvr. cité, p. 159, n° 65. La nouvelle armée serbe du prince Alexandre ne soutint pas essentiellement cette avance.

www.dacoromanica.ro

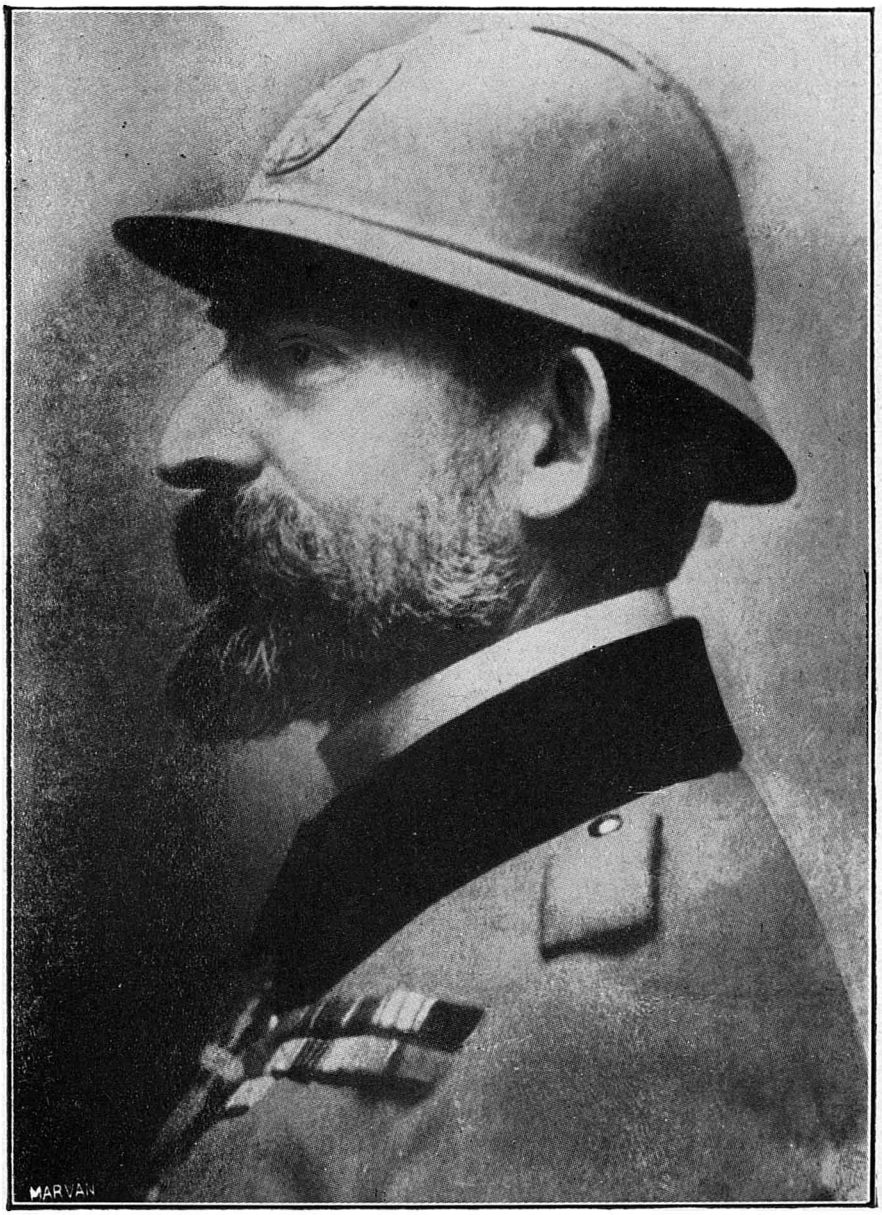


Fig. 50. — Le roi Ferdinand I en uniforme de campagne.

www.dacoromanica.ro

contingent composé des pires éléments, sauf les admirables soldats serbes, était totalement insuffisant et le commandant, le général Zaiantchikovski, dénué de toutes qualités militaires [1], que l'Allemagne avait déclaré immédiatement la guerre à la Roumanie [2], ce qu'elle n'avait fait et ne fera jamais envers l'Italie, et qu'enfin le président du Conseil bulgare, Radoslavoff — qu'on croyait gagné à ce que la Bulgarie se bornerait à un simple geste de solidarité avec les Centraux à la frontière roumaine, — avait à sa disposition une armée excellente, avec des contingents allemands, et bien préparée, — ainsi que le montrent les mémoires du maréchal Mackensen et de son chef d'état-major, récemment parus et analysés [3], pour la rejeter immédiatement sur Turtucaia, — *l'entrée en guerre de la Roumanie signifiait seulement, au risque d'être complètement écrasée, un dégagement du front de Verdun. Et si le désastre n'a pas été immédiat, absolu et irrémédiable, ceci est dû aux vertus uniques de résistance des paysans roumains.*

Le passage en Transylvanie se fit dans des conditions analogues à celles des manœuvres, les commandants s'embrouillant parfois dans les premières mesures qui devaient être prises. Le général Averescu, témoin de ce manque de commandement et d'autorité, a pu écrire dans ses notes: « Je prie Dieu que le chemin nous soit net et que nous allions d'une victoire facile à une victoire encore plus facile ! » [4]. Mais, contre la proposition du général Pflanzer-Baltin de défendre la frontière contre une armée tout aussi inexpérimentée que l'avait été l'armée italienne au début, on avait adopté, dans le nouveau plan de Hindenburg, plan qui n'était ni autrichien ni austro-allemand, mais germano-autrichien, la décision que la ligne de défense serait seulement sur le Mureș-Târnava [5]. Dans l'ouest de la Transylvanie, le général Fal-

[1] Cf. ses *Mémoires*, parus aussi en français, avec des erreurs évidentes dans le jugement.

[2] La lecture et la traduction du télégramme avaient été faites par Iorga, dans la maison de Jean Brătianu, qui parut étonné.

[3] Voy. Iorga, dans la *Rev. hist. du Sud-Est eur.*, année 1939.

[4] *Notițe zilnice din războiu, (1916—1918)*, p. 14.

[5] Dabija, *Istoria războiului*, p. 42 et suiv.

www.dacoromanica.ro

kenhayn devait préparer le rassemblement des forces, en première ligne allemande, qui devaient nettoyer la Transylvanie de l'invasion roumaine. Trompé par le passage facile de la frontière, par les signes d'amitié que naturellement montraient les Roumains se trouvant sous la domination étrangère, on donna aux opérations un rythme trop lent pour créer un front capable de résister à une contre-offensive ennemie. La ville de Sibiu qu'on aurait pu occuper facilement arriva à pouvoir organiser une défense [1]. Et tout à coup, au milieu de cet optimisme capable d'enivrer, se produisit l'attaque germano-bulgare à Turtucaia.

Les premiers mouvements de cette action depuis longtemps préparée [2] — et pour laquelle on avait écarté, au quartier de Hindenburg, l'idée du passage du fleuve à Zimnicea, par où avaient jadis passé les Russes [3], et d'une marche

[1] Voy. les notes publiées récemment par un des défenseurs austro-hongrois dans un des journaux allemands de Transylvanie, et les rapports militaires roumains. Cf. État-major, ouvr. cité, p. 280 et suiv. Les patrouilles roumaines étaient entrées cependant à un certain moment à Sibiu; *ibid.*, p. 285. On n'avait pris aucune mesure contre la population saxonne de Şelimber, qui tirait sur les soldats; *ibid.*, pp. 256, 355, n° 184. Mais le village fut bombardé et incendié. Là se trouvaient les généraux Culcer et Castriş; puis on envoya aussi le général Manolescu. Ordre vint d'occuper la ville. *Ibid.*, p. 356, n° 187. Pour les opérations à Vârciorova, *ibid.*, p. 288 et suiv. Là commandait le général Dragalina lui-même Banatien. En général, les Austro-Hongrois pouvaient constater, le 4 septembre, que « les Roumains avançaient avec timidité »; *ibid.*, p. 298. Aussi encouragé, l'état-major autrichien poussait à une résistance acharnée en tout endroit; *ibid.*, p. 311. Ludendorf constatait que les Centraux conservaient la ligne de chemin de fer du Murăş; et ils croyaient pouvoir conserver le front de Târnava; *ibid.*, p. 300, n° 136. Cf. les Mémoires de celui-ci. Une action plus sûre se déclenchait dans le pays des Szekler, par les troupes des généraux Prezan et Pătraşcu; *ibid.*, p. 306 et suiv. Devant eux, il y avait maintenant les Allemands de von Morgen; *ibid.*, p. 322, n° 157.

[2] Des contingents des Comitadjis bulgares avaient paru dès le commencement dans la région de Bazardjic; *ibid.*, p. 541. Des hydravions jetaient des bombes à Constantza; *ibid.*, p. 541. On essaya un passage du Danube par les Bulgares à Petroşani (dans le district de Teleorman); *ibid.*, pp. 708—709.

[3] Cf. Les mémoires de Mackensen publiés par l'Office historique de l'état-major allemand (*Mackensen, Briefe und Aufzeichnungen*, Leipzig, 1938); critique de N. Iorga, dans *Rev. hist. du Sud-Est eur.*, oct.-déc. 1938, p. 321 et suiv.

www.dacoromanica.ro

foudroyante vers Bucarest que l'état-major roumain croyait pouvoir repousser sans beaucoup de difficulté, — se produisirent le lendemain de la déclaration de guerre [1]. Rassuré par les nouvelles reçues du général Constantin Teodorescu, qui se trouvait dans ce secteur, Jean Brătianu, qui s'appuyait encore sur l'attitude trompeuse de Radoslavoff [2], crut qu'il s'agissait d'une simple démonstration de la part de forces supposées plus faibles. Il savait qu'on avait travaillé d'une façon sérieuse à fortifier Turtucaia, mais ces fortifications n'étaient pas terminées [3], ni reliées à un pont sur le Danube, bien que des juges militaires compétents assuraient qu'on avait exécuté cependant des travaux pouvant garantir la forteresse d'une surprise de la part d'une puissante armée [4]. Mais, au lieu d'éléments puissamment organisés, les défenseurs, qui n'étaient pas plus de 15 ou 16.000 hommes [5], étaient composés d' « unités improvisées », parmi lesquelles il y avait des réservistes du district de Prahova, qui ne connaissaient pas les armes, et le commandement était confié à des officiers de réserve incapables d'apprécier la situation, même parfois ne jouissant pas de la confiance des soldats et n'ayant pas foi en eux-mêmes, car ils n'avaient pas été mis au courant des progrès de la technique militaire [6]. Une nombreuse

[1] L'état-major roumain avait prévu, dès le mois de janvier, qu'une pareille attaque pourrait se produire avec des forces importantes; l'État-major, ouvr., cité, p. 129. Cf. aussi *ibid.*, p. 134.

[2] Voy. Iorga, *Mémoires*, I, pp. 97—99. Ainsi croyaient les Français, d'après l'affirmation de M. Victor Antonescu; *ibid.*, p. 126. Plus tard, Brătianu apporta à Iorga à Jassy sa correspondance avec les Russes, dans laquelle on constate l'appréhension à l'égard des Bulgares; mais il aurait été forcé d'entrer en action, même dans ces conditions; *ibid.*, p. 318. Les pièces citées, dans *Rev. Ist.*, 1932, p. 193 et suiv. L'ancien préfet de Caliacra, Georgescu, assurait que les Bulgares avaient jeté d'un avion des bombes à Bazardjic, avant la déclaration de guerre de l'Autriche-Hongrie. Iorga, *Mémoires*, I, p. 343. Les Mémoires rédigés en langue française du ministre de Roumanie à Sofia, Derussi, n'ont pas encore été publiés.

[3] Pour ce que le général Christescu avait constaté, voy. la déclaration du général Averescu, *ibid.*, p. 309.

[4] L'état-major, loc. cit., p. 173.

[5] *Ibid.*, p. 575.

[6] Voy. ce que dit le général Teodorescu sur ces réservistes et sur ces militaires; L'état-major, loc. cit., p. 575 et suiv. L'artillerie n'avait pas les

www.dacoromanica.ro

armée était ainsi destinée à devenir la proie — dans un terrible massacre de groupes dispersés, après la première rupture de la ligne de défense — d'attaques dirigées d'après le système allemand, fondé sur une si longue expérience et d'une précision mathématique [1]. Cependant, avant la panique et la catastrophe, qui devaient se produire à cause de l'attaque de la population elle-même en grande partie d'origine bulgare, la défense fut énergique, les actes d'héroïsme personnel innombrables et les pertes causées à l'ennemi très importantes [2]. Quoiqu'il en soit, le désastre s'était produit; un grand nombre de prisonniers qui devaient être traités, même les officiers supérieurs et les colonels, avec la dernière brutalité, étant frappés avec des verges jusqu'à l'agonie, lorsqu'ils refusaient de travailler aux chaussées bulgares, tombèrent entre les mains des vainqueurs (24 août).

C'était un Charleroi roumain, plus humiliant par le grand nombre des pertes. Avec son sang-froid habituel, le général Averescu note: « Je ne vois pas de conséquences graves ». Il ne pouvait pas prévoir à ce moment l'abandon de Silistrie, dans une retraite malheureuse ordonnée par le centre, ni ce qui allait suivre en ce qui concerne la résistance contre l'entrée des Bulgares dans la Dobroudja méridionale, annexée en 1913 [3]. Mais le général fut témoin de l'état d'esprit que

servants nécessaires. Le service de cavalerie manquait complètement. De même l'aviation, le ballon captif bulgare pouvant surveiller tout le champ de bataille, l'artillerie restant sans munitions. Il y avait des officiers qui « voyaient pour la première fois le canon ». Tout ceci à cause de l'illusion que les Bulgares ne risqueraient pas d'attaque sérieuse.

[1] Averescu, ouvr. cité, pp. 21—22 (Les déclarations du général Teodorescu); Dabija, ouvr. cité; l'état-major, *Doc. anexe*, p. 536 et suiv. Les Allemands envoyèrent des troupes de Macédoine en automobiles; p. 584.

[2] L'état-major, loc. cit., pp. 542 (Il y a eu onze attaques), 565. On employa du côté des Bulgares la méthode des drapeaux blancs; *ibid.*, p. 579. Pour le traitement odieux des prisonniers par les organes militaires bulgares, voy. les notes de Topârceanu et de tel peintre pris. Cf. pour cette lutte, le général Dumitrescu-Osicianu, *Turtucaia*, Bucarest, 1921; Nicolae Cibin, *Războiul nostru*; plus loin, le colonel Constantin Zagoritz, *Turtucaia*, Ploești, 1937.

[3] Le commandement général en Dobroudja passa, sur ordre du roi, à Zaiantchikovski; L'état-major, loc. cit., pp. 623—624. A côté de lui, com-

www.dacoromanica.ro

la nouvelle de la défaite produisit à l'état-major et dans les cercles dirigeants: dans cette nervosité, dans cette crainte des conséquences, qui ne pouvaient pas se produire si vite, et dans ce manque de mesures, résidera la principale cause de l'insuccès d'une guerre qui avait été commencée, avec tant de confiance, par des troupes qui ne demandaient qu'à être conduites d'une façon intelligente à la victoire.

Pour corriger la situation sur le front du Sud, on avait pris, à la fin du premier mois des hostilités, la mesure d'attirer sur la rive droite, par une puissante démonstration, les troupes bulgares maintenant si confiantes. Ceci au moment où, à Bucarest, on croyait possible la reprise de Turtucaia par où les Bulgares voulaient passer le Danube [1]. Le général Averescu était rappelé des Carpathes pour «faire face à une invasion éventuelle du Sud entre les rivières de Mostiştе et de l'Olt» [2]. Donc, après avoir espéré marcher sur Budapest, on en arrivait maintenant à concentrer la guerre à peine commencée sur la défense de Bucarest. Et les Bulgares répondaient, à un bombardement roumain de revanche pour les dégâts causés par l'attaque de leur artillerie [3], par la destruction de la ville de Giurgiu.

Le général Averescu dut recommander en Transylvanie une défensive, appuyée sur l'action russe. En même temps, au-delà du Danube, sur un terrain qui ne pouvait pas être défendu «pas à pas», on dirigerait toutes les forces d'une armée encore intacte et ainsi on exciterait *Sarrail* à l'attaque par le Sud. Mais tout devait être fait le plus rapidement possible [4].

Pour entreprendre «la démonstration», destinée, non pas tant à défendre la Dobroudja qui,—d'après le plan du commandant allemand de Bulgarie, Mackensen, poussé toujours au-delà de ses premières intentions par le nationalisme bul-

mandait le général Hartel. Le 2 septembre, le général Averescu recevait le commandement de la 3-ème armée et de la Dobroudja; *ibid.*, p. 661, n° 420.

[1] Voy. l'État-major, *Doc. anexe*, I. p. 384 et suiv., et II, pp. 9—10, n° 6.

[2] Averescu, ouvr. cité, p. 23.

[3] L'État-major, ouvr. cité, p. 385 et suiv.

[4] Averescu, ouvr. cité, p. 29 et suiv.

www.dacoromanica.ro

gare — devait être immédiatement envahie [1], que pour protéger Bucarest, certains ministres, Jean Brătianu en tête, qui avaient perdu toute maîtrise d'une situation qu'ils s'étaient imaginé avec légèreté être totalement différente, s'adressèrent donc au général Averescu, jusque-là commandant d'une armée d'invasion. A sa place, par une erreur formidable et inexplicable, on nomma pour la Transylvanie le très vieux général de réserve, un théoricien, Crăiniceanu, créateur de cette armée chaotique de caractère populaire, avec des réservistes et des miliciens mélangés aux éléments préparés à combattre [2]. Averescu obtint une formation d'une valeur tout à fait inférieure, « de troupes mélangées », rassemblées de tous côtés, dont le modeste rôle n'avait été jusque-là que de surveiller un ennemi qu'on croyait incapable de prendre l'offensive. Il y avait quatre divisions qui, d'après son appréciation compétente, se réduisaient en fait à une seule, dans le vrai sens du mot. Comme moyens de défense contre les moniteurs autrichiens, qui guettaient à l'abri, il y avait une flotille au sujet de laquelle le commandant, contre-amiral Bălescu [3], disait qu'« elle ne pouvait donner aucun concours », et contre l'aviation ennemie, qui depuis plusieurs semaines répandait la terreur sur Bucarest, ville non défendue, quelques aviateurs français, qui paraissaient être plutôt des excursionnistes.

C'est dans ces conditions, que commença cette action de Flămânda, qui était en fait la seule idée stratégique dans tout le développement d'une guerre vite brisée dans de simples incidents [4]. De la Dobroudja venait la nouvelle qu'au lieu

[1] Voy. les Mémoires de celui-ci et la critique mentionnée de N. Iorga.

[2] Il y avait en réalité un bon chef d'état-major dans le général Nicolas Măldărescu. Là-bas luttaient les généraux Razu et Cotescu.

[3] Averescu, ouvr. cité, pp. 32—36. Cf. aussi la brochure de l'amiral Negrescu, [qui commandait en 1916; Bălescu en à pris le commandement vers la fin de la guerre] Note éd.

[4] Le général bulgare Tocheff écrit: « Si l'opération avait réussi, elle se serait répercutée de la pire façon sur les opérations de la Dobroudja et même sur le front de Salonique... Si les Roumains avaient réussi à élargir leur tête de pont et à faire passer d'autres unités au-delà du Danube, nous nous serions trouvés dans une impasse. Ludendorf aussi lui-même », Averescu, *Operațiile dela Flămânda*, Bucarest, 1926, p. 8.

www.dacoromanica.ro

Fig. 51. — Le général, puis maréchal, Alex. Averescu.

www.dacoromanica.ro

du concours attendu, Zaiantchikovski, — qui plus tard aura le courage de chercher à donner des explications dans un travail paru après la guerre, — s'était retiré à vingt kilomètres, la valeur de ses troupes étant certainement supérieure à celle qu'il avait décrite lui-même, dans un ordre du jour aux « lâches » — c'est son propre terme — qu'il commandait [1].

Le 18 août, le Danube était passé [2], le pont fut construit sous le bombardement et au milieu d'une terrible tempête, qui arriva à le briser en trois fragments [3]. Mais, après le passage de deux divisions, les moniteurs autrichiens — alors qu'on avait aussi l'intention d'attaquer Turtucaia [4], — arrêtèrent la communication [5]. On aurait pu cependant continuer cette avance qui répandait l'effroi si, à cause du même commandement confus de nos troupes, l'ennemi n'avait réussi à rompre le front du Nord.

Zaiantchikovski, invité par Averescu, préparait un coup dans la Dobroudja, employant ses dernières réserves [6], mais le général russe observait que les Bulgares ne se retiraient pas, malgré le passage des Roumains sur la rive droite, par ce qu' « une démonstration » — car il n'était question que de cela — « qui dure, n'est pas dangereuse pour un ennemi expérimenté ». Mais là, on gagna aussi par l'héroïsme des chasseurs du 9-ème régiment, la victoire d'*Amzacea ;* les Bulgares,

[1] On demandait, à celui qui se trouvait pris par une tentative si hardie, de quitter ses troupes pour inspecter le front de la Dobroudja, qui cependant arriva, grâce à des commandants comme le général Rasoviceanu, à se fixer, causant de grandes pertes à l'ennemi. La désapprobation du Quartier général russe qui recommandait le passage ultérieur du Danube à Rahova ; Averescu, *Notiţe*, p. 42. Le conseiller français lui-même, croyait qu'on allait au désastre et Filipescu aussi ; *ibid.*

[2] Cf. aussi Iorga, *Mémoires*, I, p. 92.

[3] Cf. la déclaration de l'amiral Negrescu dans Iorga, *Mémoires*, I, p. 257.

[4] État-major, loc. cit., p. 47. Rapport d'Averescu (20 septembre) : « Nous en étions arrivés à la conclusion que notre escadre du Danube aurait pu participer à l'action de la 3-ème armée contre Turtucaia ; avec ce concours, la construction du second pont à Oltenița-Turtucaia était considérée comme assurée ».

[5] État-major, loc. cit., II, p. 12 et suiv. Pour l'insuffisance de l'aviation, *ibid.*, pp. 38—39.

[6] *Ibid.*, pp. 49—50.

www.dacoromanica.ro

qui n'avaient pas une couverture allemande, s'enfuyaient en désordre [1]. Une nouvelle offensive qui durera cinq jours devait commencer le 18 septembre, avec la participation des héroïques Serbes du colonel Hagitch [2], et le général Hartel pouvait annoncer une nouvelle victoire le 20 [3], à *Topraisar* [4]. Roumains, Russes et Serbes combattaient maintenant contre une armée d'invasion qui avait cru trop facilement atteindre le but: on comptait au contraire sur la possibilité de chasser les envahisseurs [5]. L'action s'arrêta pourtant à cause de la même situation sur le front Nord, dès le 23 [6].

Maintenant cependant, la troisième armée étant obligée de défendre cette frontière des Carpathes qu'on avait à peine passée, le général Averescu obtint la mission d'arrêter l'invasion, avec sa seconde armée. Elle sera retardée, bien qu'avec des troupes en plein désordre [7], qui resteront pendant des jours sur la position, et sans réserve pendant deux mois entiers. Dès le début, le nouveau commandant avait recommandé «la résistance opiniâtre, sans la moindre hésitation». Ludendorff, auquel on avait confié la mission de regagner la Transylvanie, notait, vers la mi-septembre, la crainte du côté de la 2-ème armée [8].

---

[1] Le rapport du général Zaiantchikovski, *ibid.*, p. 51, n° 46. Les mémoires du colonel Chrystodoulo notent que, dans les rencontres avec les Bulgares, les alliés russes n'étaient pas attaqués par ceux-ci, et que les Bulgares avaient des motifs de croire qu'ils ne seraient jamais attaqués. On laissait toujours retomber les périls d'une lutte sur les seuls Roumains. Il va jusqu'à supposer que dès le début il y avait eu une entente entre ces deux armées slaves qui devaient s'affronter et se battre. Les détails que donne le colonel Chrystodoulo sont pleins d'enseignements et méritent d'être pris en considération.

[2] *Ibid.*, p. 63.

[3] *Ibid.*, p. 69 et suiv.

[4] Observations du colonel Rasoviceanu, dans Iorga, *Mémoires*, I, p. 173.

[5] État-major, loc. cit., p. 74, n° 64.

[6] *Ibid.*, p. 75, n° 65. «Le groupe des armées du Sud» était maintenant dissous; *ibid.*, n° 66.

[7] Un ordre de rapprochement entre la 1ère et la seconde armée; *ibid.*, pp. 389—391 (29—30 août). L'ordre du général Crăiniceanu (1er septembre); *ibid.*, pp. 415—416. L'ennemi reconnaissait la «pression puissante» de l'armée de Prezan; *ibid.*, pp. 394—396. On avait en vue aussi une collaboration avec les Russes à Vatra-Dorna; *ibid.*, p. 406, n° 232.

[8] Mémoires cités, p. 59.

www.dacoromanica.ro

Avant même la retraite de Braşov, où on combattit dans les rues, non sans des preuves d'héroïsme [1], de même surtout que dans la vallée de l'Olt, le général Popovici [2], détaché d'une autre armée, et accablé, — malgré ses efforts et des attaques aussi imprudentes que celle du colonel Moşoiu à Orlat [3], — par l'offensive parfaitement préparée de Falkenheyn, les mesures pour obliger les armées roumaines à la retraite avaient été préparées en quelques jours: elle se fit sur plusieurs points, car ces troupes n'avaient pas de cohésion [4] et pas de ligne de résistance [5] (15 septembre).

Concernant cette retraite, certainement trop précipitée, même lorsqu'elle eut lieu en bon ordre, comme dans l'armée du général Prezan, dont le commandement fut cependant irréprochable, le général Averescu fait cette observation d'une critique amère mais justifiée: «Autant on avait marché avec lenteur, quand il n'y avait pas de difficultés à vaincre, autant on hâta la retraite, aussitôt que les difficultés se produisirent» [6]. À Oituz, n'était restée que la cavalerie qui renouvela bientôt, avec le capitaine Filitti et l'héroïque vieux sergent volontaire Donici, le geste des cuirassés de Reichshoffen contre l'artillerie.

De son côté, le général Razu redescendait vers Câmpulung, où se produisit ensuite, pendant de longues semaines, une résistance opiniâtre, qui n'était pas soutenue par les habitants effrayés et dispersés sur la colline du Măţieş. Quant

---

[1] Voy. Lüdendorff, *Mémoires*, p. 45 et suiv.

[2] Ce général, malheureux, mais plein de tempérament, promettait de «répéter Léonidas aux Thermopyles»; État-major, loc. cit., p. 177, n° 580.

[3] Voy. sa justification, *ibid.*, p. 133 et suiv. La principale raison de ses échecs et de ses sacrifices énormes consistait dans le fait qu'on combattait comme en 1877, sans prendre de précautions qui auraient ménagé les troupes, lesquelles du reste s'offraient toujours à un combat mortel, sans objection et conservant le même élan.

[4] Averescu, *Notiţe*, p. 49.

[5] Voy. pour cette lutte de Jii, *ibid.*, p. 96 et suiv.

[6] Ouvr. cité, p. 52 Cf. les mémoires de Falkenhayn, trad. roumaine de Budiş et C. Frank, pp. 19, 41—42, 46, 55, surtout p. 60: «Le grand quartier roumain a agi jusqu'ici, d une façon extrêmement hésitante et peu sûre».

www.dacoromanica.ro

au passage par Tabla Buții (district de Prahova), où on laissa des tombes amoncelées, Averescu faisait observer: « Le général Niculescu, commandant de la troisième division, s'est montré au-dessous de toute attente; il a semé l'alarme jusqu'au grand quartier général [1], — ce qui, il faut ajouter, n'était pas chose si difficile. Sur la ligne du Jii, le colonel Cocorescu, plein de confiance et d'esprit offensif, prenait des mesures de défense avec ce qu'il avait pu réunir de la débandade du général Popovici, qui s'était montré totalement incapable de dominer la situation [2].

Tout de même, on croyait qu'une division russe [3] était assurée comme réserve. Le général Berthelot, homme d'une confiance inébranlable, incarnant les meilleures traditions de l'armée française, apparaissait [4], et ce n'était pas trop tôt, pour soutenir par son expérience, acquise sur le front occidental, une armée dont « l'admirable désorganisation » aurait été critiquée par lui, à son arrivée, bien que, d'après les rapports du général Averescu, et même du général C. Teodorescu, ce n'était plus à découvrir. Le premier de ces commandants, esprit attentif et sûr de lui, faisait les plus grands efforts pour créer, dans les Carpathes aussi, l'ordre qui manquait.

On préparait une attaque roumaine à Nămăești: un ordre de l'état-major, dont la confiance n'avait pas été ébranlée par tant d'erreurs, empêchait cette seconde tentative de donner à une armée encore nombreuse, composée d'admirables soldats, la possibilité de cette offensive que ses chefs n'avaient pas osé prendre [5]. C'était le moment où se décidait la retraite dans toute l'Olténie et dans une partie de la Valachie, les habitants partant en masse pour un exil, d'où la plupart ne devaient jamais revenir.

---

[1] *Ibid.*, p. 53.

[2] État-major, loc. cit., p. 97 et suiv.

[3] Averescu, ouvr. cité, pp. 53—54. Cf. pour la disposition des Russes, les déclarations de Berthelot; Iorga, loc. cit., p. 78.

[4] État-major, loc. cit., p. 54.

[5] *Ibid.*, pp. 54—56. Des tirailleurs russes avaient été envoyés dans la Dobroudja, ce qu'ils acceptèrent avec la plus grande joie.

www.dacoromanica.ro

Mais bien qu'un quart de l'armée roumaine ait dû quitter le front [1], un sentiment qui n'existait pas jusque-là dans la totale inexpérience de la guerre moderne pénétrait maintenant aussi dans le commandement qui, s'il ne pouvait plus penser à regagner les positions perdues à un moment de panique, prit la charge de conserver avec opiniâtreté autant qu'on pouvait du sol de la patrie envahie; les ordres du général Culcer, flétrissant la faiblesse de la 11-ème division devant un ennemi inférieur en nombre, durent provoquer une réaction dans les esprits des coupables [2]. Le colonel Cocorescu [3] qui commandait 20.000 hommes, avec 83 canons, leur parlait ainsi, le 10 septembre: « Avec ces forces d'infanterie et d'artillerie, comparées à celles de l'ennemi et à sa situation désavantageuse par rapport à nous, nous mériterions tous, non pas d'être fusillés, mais empalés, si nous ne réussissions pas à rejeter l'adversaire et à regagner nos anciennes positions: la colline de Blidar, la colline de Bran, la cîme du Muncel, Obroca et la vallée du Jiiu roumain. Telle est ma décision, elle doit être réalisée, même s'il nous fallait tous mourir, autant pour les intérêts du pays et de la nation roumaine que pour effacer la honte des journées des 1-er, 2, 3 et 4 septembre (ancien style), à laquelle nous sommes condamnés tant par les commandements supérieurs que par toute la nation » [4]. Quant à « l'âme roumaine » de Bucarest, cette ville habituée aux succès faciles de la politique, et énivrée par le souvenir de la campagne aisée de 1913, à laquelle s'ajoutait l'indifférence totale d'un gouvernement effrayé devant l'état d'esprit à l'arrière du front, elle n'avait aucune énergie, se laissant décourager dans son ignorance, par chaque mention des retraites nécessaires dans les bulletins insuffisamment explicites du quartier général.

[1] *Ibid.*, p. 73.

[2] État-major, loc. cit., p. 103 et suiv.

[3] Le général Averescu contestait cependant les mérites militaires de Cocorescu sur le Jiiu; Iorga, ouvr. cité, V, p. 317. Cf. aussi les observations du général Anastasiu, *Războiul pentru întregirea neamului, studiu critic*, Bucarest, 1937.

[4] État-major, loc. cit., p. 107.

www.dacoromanica.ro

Mais, avec sa confiance inébranlable dans les vertus de son armée, le roi Ferdinand lui-même, s'adressant à la seconde armée, ordonna qu'on ne parlât pas de retraite, l'ennemi fatigué pouvant être facilement contourné (il était question de la manœuvre allemande de *simuler* des attaques latérales). On combattra donc « pas à pas, en contre-attaquant continuellement », « jusqu'à l'extrême limite des forces humaines ». « Toute défection, toute idée de retraite non motivée par la pression réelle de l'ennemi, doit être réprimée par la peine capitale ». Et il citait le cas de la II-e armée, qui avait encore presque 70.000 hommes et qui, s'étant recueillie sous son chef, le général Prezan, secondé par l'intelligence si distinguée de son chef d'état-major, le colonel Jean Antonescu, avait réussi à libérer le territoire envahi [1]. Le général Averescu faisait observer à ceux qui n'avaient pas de confiance ni d'élan que « *chaque point de terrain cédé est une partie du territoire sacré de la patrie*, et il parlait de « l'existence même de notre pays » qui est en danger [2]. « User » [3] l'offensive allemande dans les montagnes où la supériorité écrasante de l'artillerie lourde ne pouvait pas fonctionner, ceci était comme dans le « grignotage » de Joffre, la formule des longues luttes qui s'ouvraient maintenant et devaient durer des mois, pour la défense des Carpathes, sur toute leur étendue, par une armée qui ne pouvait pas changer les combattants par suite du manque de réserves.

Cependant, on alla plus loin, dans ce grand malheur de la retraite en désordre du dernier point de cette Transyl-

[1] Averescu, ouvr. cité, p. 58. La réponse du général Averescu, *ibid.*, pp. 59—60. « La retraite est le dernier moyen auquel on recourt lorsqu'on a épuisé totalement tous les autres moyens qui sont à la disposition d'une défense courageuse »; p. 63. Le général était même d'avis que l'armée du Nord pourrait « regagner les débouchés perdus de la montagne, au moins vers la plaine du Ciuc », *ibid.*, p. 61. Sans doute, c'était une erreur lorsqu'on soumit aussitôt les commandants roumains, comme des coupables, aux conseils du général Berthelot, qui donnait la résonnance d'une subordination inadmissible; *ibid.*, pp. 71—72. Cf. *ibid.*, pp. 72—73. Mais aussi des officiers russes d'artillerie; *ibid.*, pp. 88—89.

[2] *Ibid.*, p. 63.

[3] *Ibid.*, p. 64.

www.dacoromanica.ro

vanie où l'élément roumain, maintenant compromis, était à la discrétion de maîtres pleins d'une fureur de vengeance pour leur propre fuite honteuse.

À ce moment le front de la Dobroudja lui-même ne pouvait pas être maintenu. La fureur des Bulgares, mûs par l'élan national pour «la libération» de la province, fit qu'on trouva nécessaire de se retirer au-delà de la ligne Cernavoda-Constantza [1].

On chercha en effet à risquer une nouvelle offensive, celle du général Pătrașcu, dans le pays des Szekler [2]; mais il fallut l'arrêter [3]. À la fin du mois, un général d'un admirable optimisme, Jérémie Grigorescu, devait prendre des mesures pour défendre à l'ennemi l'entrée par la vallée du Cașin [4]: de fait, les envahisseurs furent arrêtés à Grozești [5]. Mais, à Vatra-Dorna, sur le nord-ouest, les Russes n'avançaient pas. Là il y avait des troupes austro-hongroises, alors que l'effort des Allemands, le seul qui fut sérieux, se dirigeait vers les défilés valaques, donc vers Bucarest. Critiquant le pessimisme trop habituel du commandement roumain, le général Alexeiev montrait qu'on ne pouvait pas envoyer de nouvelles troupes russes dans cette région [6].

Les espérances du colonel Cocorescu à Jiiu ne s'étaient pas réalisées. Il pouvait annoncer, produisant un grand enthousiasme à Bucarest, qu'il avait détruit la division bavaroise qui avait passé les montagnes dans son secteur; mais bientôt de grandes forces allemandes pénétrèrent, brisant sa résistance, jusqu'au milieu de l'Olténie [7]. Le général Ave-

[1] État-major, loc. cit., p. 188 et suiv.

[2] *Ibid.*, p. 205, n° 204.

[3] *Ibid.*, p. 290, n° 304.

[4] *Ibid.*, p. 292, n° 307.

[5] *Ibid.*, p. 306, n° 314. Voy. la belle lettre de confiance du colonel Zadic; *ibid.*, p. 301 et suiv.

[6] *Ibid.*, pp. 324—325. Des encouragements de la part du tzar lui-même; *ibid.*, pp. 327—328.

[7] Des fêtes avaient été organisées par les Allemands à Brașov pour cacher les préparatifs de leur revanche; Mémoires de Falkenhayn, ouvr. cité, p. 136. La mort du prince Henri de Bavière; *ibid.*, p. 137. Pour la bataille du Jiiu, *ibid.*, p. 144 et suiv. Seul le succès aux défilés de Surduc put aider à Orșova les Hongrois du général Zsivo; *ibid.*, pp. 152—153.

www.dacoromanica.ro

rescu finissait ce triste bilan au commencement de novembre par ces paroles: « Je suis convaincu que tous ces malheurs auraient pu être évités. Sans avoir fait une guerre brillante, à cause de notre faible préparation, cependant nous aurions pu faire une guerre honorable » [1]. Constatant aussi l'occupation de Craiova, il observait, avec sa cruauté habituelle, mais avec raison: « Les forces principales se retirent, poussées seulement par des patrouilles ennemies; ceci donne la mesure de l'état moral des troupes » [2]. Il ne croyait pas à l'apparition miraculeuse, qu'on annonçait, du secours russe; il lui semblait seulement qu'une attaque du côté de Bran et de Predeal, contre Braşov, aurait pu dégager l'Olténie [3]. L'armée roumaine était forcée cependant d'abandonner cette ligne pour préparer une retraite générale sur la ligne du Cricov [4].

À ce moment, le commandant de cette récupération de la Transylvanie par les Centraux devait cependant reconnaître que « chaque montagne doit être prise d'assaut » [5], et que « l'ennemi s'est battu partout avec bravoure » [6].

L'illusion du général Berthelot qu'on pouvait faire sur l'Argeş « une nouvelle Marne » s'imposa. Le général Prezan annonçait même une nouvelle offensive vers Costeşti ou vers Alexandria, donc vers le Danube [7]. On en arriva à la bataille sur le Neajlov, — près de Călugăreni de Michel-le-Brave. Les troupes de Falkenhayn s'étaient réunies à celles de Makensen qui avaient enfin passé, après beaucoup d'hésitations, déterminées par le mauvais esprit et la préparation insuffisante des Bulgares, reconnue par Mackensen, du côté de Zimnicea. Des Turcs aussi combattaient à côté des Alle-

---

[1] Averescu, ouvr. cité, p. 96.
[2] *Ibid.*, p. 96.
[3] *Ibid.*, pp. 96—97.
[4] *Ibid.*, p. 98.
[5] Falkenhayn, loc. cit.
[6] État-major, loc. cit., p. 142. La retraite se fera « d'une façon extraordinairement habile », pendant la nuit du 15 au 16 novembre; les mémoires de Falkenhayn, p. 167. Mais « tous ces mouvements d'avance et de retraite ont créé un mélange des unités et une situation de faiblesse et d'insécurité »; p. 157.
[7] Averescu, ouvr. cité, p. 102.

www.dacoromanica.ro

mands et de ces Bulgares, toujours critiqués par celui-là même qui les avait organisés et qui les conduisait au combat sous le couvert de son artillerie. On avait trouvé le plan de la bataille sur des officiers roumains capturés [1]. Malgré une résistance opiniâtre, la principale force de la Roumanie fut ainsi vaincue [2].

On arriva donc, après que l'état-major, — qui n'avait fait que contribuer continuellement au chaos, sans qu'on eût écarté au moins le général Iliescu, ancien collègue et ami du président du Conseil, — se fut retiré à Buzău, sur l'ordre d'abandonner aussi la vallée de la Prahova pour que, au milieu de l'exode douloureux d'une population entière, comme à l'époque des anciennes invasions, toute l'armée, autant qu'elle avait pu se sauver et se retrouver, se dirigeât vers la Moldavie [3]. Les deux divisions russes, qu'on avait envoyées enfin, ne pouvaient qu'être spectatrices d'un désastre que du reste leur intervention, venue à temps, n'aurait pas pu empêcher, parce que la cause ne résidait pas seulement dans l'armement, qui ne correspondait plus, et dans les informations d'une superficialité enfantine, mais dans l'état d'esprit d'une population dont la classe dominante, comme à Craiova, restait trop souvent insensible à la déroute, étant corrompue par une poli-

[1] L'information que nous avons trouvée dans un journal américain sur les plans découverts est confirmée par le roi Ferdinand; Iorga, *Mémoires*, I, p. 117. Le nom des officiers pris est donné par le général Alexandre Socec dans la brochure *Episod din bătălia de pe Argeş (Neajlov)*, Bucarest, 1922, p. 31: C'était les capitaines Epure et Bărcan. Cf. Falkenhain, ouvr. cité, pp. 173—174, et mémoires cités de Mackensen.

[2] Le général Averescu présente toutes ces dernières tentatives comme mal préparées. Ce n'était plus une vraie armée, sauf la division du général Lambru (il y avait aussi une division de miliciens), alors que les Allemands venaient, « avec une précision scientifique absolue, comme aux manœuvres ». Le général Socec, qui sera dégradé sous l'accusation d'avoir déserté, mais le procès fut repris à Bucarest, n'était coupable en rien, comme l'a déclaré du reste l'officier français qu'on lui avait adjoint; Iorga, loc. cit., pp. 317—318. Voy. aussi le commandant Jean G. Trofin, *Studiu analitic resumativ asupra războiului mondial, 1914—1918*, Bucarest, 1937, p. 262 et suiv.

[3] Au départ, on mit le feu aux sondes. Le général Grigorescu l'avait demandé aussi; État-major, loc. cit., p. 136.

www.dacoromanica.ro

tique d'ascension facile, d'une situation prise d'assaut, sans mérite et sans travail, et les classes inférieures, par les conséquences naturelles de la concentration de tout l'intérêt sur cette politique seule, avaient été laissées dans les ténèbres les plus profondes.

Le général Averescu se plaignait en même temps qu'après l'effondrement des derniers espoirs de résister, l'entrée des Allemands à Bucarest — présentée par eux comme une formidable forteresse défendue qu'ils auraient « conquise » — étant imminente, le programme d'avenir, autant qu'on peut parler d'un programme, contenait l'abdication des initiatives roumaines, non seulement entre les mains du véritable ami, qu'il a été jusqu'au bout, *le général Berthelot*, mais aussi entre celles des Russes, qui bientôt occuperont cette Moldavie, leur commandant étant adjoint à la direction plutôt nominale du roi Ferdinand.

En fait, une autre vraie base ne pouvait pas être trouvée. Le président du Conseil avait perdu, depuis longtemps, toute confiance intérieure, et il déclarait ouvertement que ce serait un bonheur si on pouvait obtenir la paix. Son frère, l'homme actif qu'était Vintilă Brătianu, et capable de remplir toutes les missions qu'on lui aurait confiées, était un excellent organisateur au ministère de la Guerre, qu'on lui avait donné, mais ce n'était pas de son tempérament calme et minutieux qu'on pouvait gagner une animation. Paralysés par le malheur, après avoir attendu un grand et rapide triomphe, les autres ministres étaient absolument inexistants; personne ne les vit à l'armée, Jean Brătianu lui-même malgré l'admirable exemple de son père en 1877, ne visita pas le front, pour amener avec lui une confiance et un courage qui lui manquaient du reste à lui-même. Non encouragé, s'appuyant seulement sur l'âme d'acier de la reine Marie, inébranlable dans ses convictions, d'un essor prophétique, le roi, informé et souvent d'une façon totalement erronnée, renfermait dans son âme d'élite le mystère de sa foi absolue, sans avoir l'occasion ni la possibilité de la faire partager à une classe politique déchue, ni à une armée, qui attendait

www.dacoromanica.ro

Fig. 52. — Vintilă Brătianu.

www.dacoromanica.ro

seulement une parole pouvant la faire ressusciter. Le départ vers Jassy de la famille royale, à la dernière heure, devait être fait, non dans l'ombre muette d'un voyage précipité, mais avec tout ce qui, dans de pareils moments, peut consoler ceux qu'on a dû abandonner, et donner aux autres les sentiments dont il faut entourer, aux heures de suprême malheur, le souverain du pays et le symbole vivant de la nation.

Dans un désordre absolu, on ne pensait même pas à rassembler à Jassy où, depuis longtemps, on avait pris quelques mesures pour les loger, les membres d'un Parlement sans lequel, de la façon dont il était composé, et dans l'état moral où l'avait conduit le malheur, l'État roumain ne pouvait s'exprimer que par les ministres sur lesquels reposait une responsabilité, dont ils ne sentaient pas assez le terrible poids. On laissait à chacun le soin de sa propre personne. Brătianu avait déclaré à Take Ionescu, qui lui objectait la situation des Serbes à Corfou, que la présence du Parlement n'était pas nécessaire, de même que les Belges aussi ont cru qu'ils ne doivent s'appuyer sur le leur [1], — mais dans quelles conditions s'était produite chez eux l'évacuation !

Mais le comble des erreurs impardonnables résidait en ceci qu'en abandonnant Bucarest, on créait officiellement, ce qui ne s'était produit ni en Belgique, ni dans la France envahie, ni dans la Serbie, noyées par le déluge allemand, austro-hongrois et bulgare, une sorte de sous-gouvernement auxiliaire de l'occupation étrangère dans le vaste territoire, plus de la moitié du pays, dont on avait abaissé le drapeau national. Ainsi, par une entente que n'expliquent pas assez les mémoires de Marghiloman, celui-ci avait été laissé dans la capitale comme représentant de la Croix-Rouge, qui ne pouvait fonctionner qu'au nom d'un gouvernement libre, et sous la défense d'une armée. Lupu Costachi, qui signait Kostaki, lourd boyard moldave, qui jusqu'à la fin ne se rendit pas compte de la situation fausse dans laquelle était placée son honnêteté et son patriotisme d'une espèce particulière,

[1] Déclaration de Take Ionescu en 1921 ; Iorga, ouvr. cité, p. 142.

www.dacoromanica.ro

fut chargé, comme gérant du ministère de l'Intérieur [1], de représenter, d'une façon bizarre, le gouvernement envers l'occupation étrangère, conception absurde et monstrueuse que, bien entendu, les Centraux, dominés et réfreinés par les Allemands, acceptèrent avec joie, comme la véritable préface d'une paix qu'ils étaient prêts à signer dans les conditions de leur victoire, en apparence complète, avec cette Roumanie « traîtresse » qui devait être punie. Dès avant le départ des ministres, — le roi avait quitté Bucarest le 13 novembre, — Lupu Costachi, cette bizarre « espèce de premier ministre », comme le nomme un adhérent [2], commença à gouverner. Dans les séances du Parlement de Jassy, un ami de Stere, révélait que celui-ci, — « chef » de son groupement, et ennemi décidé de la guerre — avait été créé, par une mesure incompréhensible de Jean Brătianu, colonel auxiliaire juridique dans une armée où il n'avait jamais servi, et laissé à Bucarest expressément, comme un élément de liaison. Enfin, le professeur Alex. Tzigara-Samurcaș, lui aussi un adversaire connu de la politique de guerre, chargé de prendre soin des propriétés royales, avait obtenu du ministre de l'Instruction publique un congé formel, mais dans ce but seulement, et non pas pour se mettre, dès le lendemain, au service des occupants, recevant, avec une inconscience sans égale, la charge de préfet de la police civile [3]. Il acceptait — en quelle qualité ? — le

[1] Insistance personnelle de Morțun, répétée trois fois. Prudent, Jean Brătianu évita une audience. Il semble qu'à côté des plis laissés par Morțun personnellement, contenant l'autorisation de fonctionner de Lupu Costachi (Moniteur Officiel, 1916, n° 185), et sa circulaire à l'administration (!), il avait laissé aussi une proclamation imprimée pour la capitulation de Bucarest dont était chargé le général Mustață. Ceci quelques jours avant le départ du ministre. Lupu Costachi a dénoncé l'existence des ordres « à prendre des mesures graves contre des personnes d'importance, appartenant à différents partis politiques ». On renonça à l'idée. Démètre Nenițescu devait garder « les locaux dépendant du ministère de la Guerre » (!). Le gérant s'attribua le droit de nommer des préfets, et on pouvait se demander au nom de qui et à qui ils pourraient prêter serment.

[2] Gane, ouvr. cité, p. 146. À la base de ces récits, il y a les mémoires de Lupu Costachi.

[3] Marghiloman, ouvr. cité, II, p. 302; Tzigara-Samurcaș, *Mărturisiri silite*, p. 52. On peut voir les types de ceux qui accueillirent les occupants dans

www.dacoromanica.ro

lendemain de l'occupation de Bucarest par Mackensen, une offre de paix qu'il transmit à Lupu Costachi, et celui-ci à Carp, —qu'on avait fait venir presque de force, de sa terre de Moldavie dans la capitale —par le moyen de ses amis [1] et celui-ci eut le bon sens de l'écarter. La capitulation de de Bucarest se fit dans une forme ridicule, manquant de toute dignité, par ce général de cavalerie, l'inculte Mustață, qui avait reçu lui-même de quelque part une mission secrète, et la manifestation de joie de la part des familles des sujets des Centraux, emprisonnées jusque-là, a pu être interprétée comme un accueil amical de la part d'une population qui se tiendra enfermée dans les maisons, luttant pendant des mois avec toutes les difficultés et les humiliations de l'occupation.

La tentative de fixer le front, qui était maintenant roumano-russe, sur la rivière de Râmnic ne réussit pas. Les Russes, qui luttaient pour la première fois sur ce front, se retirèrent vers le Siret, sur les instructions secrètes qu'ils avaient reçues. En dépit des promesses formelles, données au général Averescu par le général Rigoza, commandant de ces alliés, qui se considéraient, et n'hésitaient pas à le dire, comme des maitres, Focșani dut être évacué. En hâte, par des marches de nuit épuisantes, une armée brisée par la fatigue, mais qui avait réussi à se sauver, se dirigeait vers Milcov. Du côté de la montagne, le colonel Alexandre Sturdza, fils de l'ancien président du Conseil, montrait une hâte bizarre, qui s'expliqua plus tard par la psychose russophobe qui l'avait saisi, d'exécuter une retraite non justifiée, *et les Austro-Allemands pénétraient dans cet espace qui n'était pas défendu.* Au lieu de l'écarter, on mit une division à la disposition de celui qui devait passer à l'ennemi [2].

---

la revue allemande *Rumänien in Wort und Bild*, I, n° 23, p. 3: ce sont des étrangers et les derniers des misérables. « La préfecture de police roumaine »; p. 18.

[1] Marghiloman, ouvr. cité, II, pp. 338—342.

[2] Averescu, ouvr. cité, pp. 118—119.

www.dacoromanica.ro

Pendant ce temps, le reste du Parlement commençait ses séances à Jassy. Le message ne faisait que constater la triste réalité au-delà de laquelle on pouvait voir — Brăila ayant été perdue — des épreuves encore plus douloureuses. Le roi conservait cependant sa foi entière, que, quoiqu'il arrive la victoire finale récompensera d'aussi lourds sacrifices. Ce qu'on voyait d'une armée, cruellement éprouvée par un hiver subitement aggravé, n'était pas de nature à encourager qui que ce soit, et tous les malheurs, auxquels le typhus exanthématique apporté par les troupes russes s'était ajouté, semblaient s'être abattus sur les défenseurs d'une juste cause. Et cependant ce n'était pas encore assez pour imposer une solidarité nationale si nécessaire! Ceux des conservateurs qui n'étaient pas restés, avec Maiorescu, Marghiloman, Arion, Nenițescu, à Bucarest, — Filipescu était mort de douleur pendant les jours du bombardement de Bucarest, et très restreint fut le nombre de ceux qui accompagnèrent son cercueil, —un Michel Cantacuzène, (son frère Grégoire restant sous l'occupation), Démètre Greceanu, qui était chez lui à Jassy, puis Take Ionescu, complètement détruit moralement par la catastrophe, et son ami D sescu, pressé de passer la frontière vers l'Occident, pensaient à forcer leur entrée au ministère, mais surtout à la succession des libéraux. Parmi ceux-ci Duca prévoyait certains nouveaux malheurs et Basile Morțun prenait, sans disposer de la moindre autorité, la présidence de la Chambre, alors que Jean Brătianu restait continuellement enfermé dans sa maison de retraite. Certains membres du parti, comme l'ancien ministre Orleanu, resté la Galatzi, l'avaient abandonné. Parmi les jeunes, certains, comme Georges Diamandi, le docteur Lupu et quelques autres adhérents, en arriveront, aussitôt que la révolution éclatera en Russie, —d'où Brătianu, accompagné par le prince Charles, reviendra avec la certitude qu'on ne pouvait craindre aucun changement intérieur, —à croire à la possibilité d'une nouvelle organisation demi-socialiste qu'ils appelaient le parti du Travail. Et dans l'ombre, employant la médiation d'un homme très occupé, Barbu Ştirbei, on pensait à une nouvelle formation de gouvernement à caractère

www.dacoromanica.ro

plutôt militaire, avec le général Averescu, dont les préoccupations en ce moment étaient tout autres: celles qu'elles devaient être [1].

Au milieu du découragement général, le professeur Iorga, à la Chambre, — le journal *Neamul Romanesc* avait réapparu dans les conditions les plus discrètes, — exhortait, par des exemples cueillis dans les pires époques du passé, à la résistance jusqu'au bout, insistant pour qu'on ne réalisât pas le plan désastreux accepté par le président du Conseil, et préconisé par son frère, Vintilă Brătianu, d'envoyer à l'abri au-delà du Pruth, la famille royale, le gouvernement, l'armée, la jeunesse, préparant pour le roi une maison à Kharkov en Russie. Et il rappelait les paroles historiques de Pierre Rareș, au moment de sa défaite la plus complète, que « nous serons ce que nous avons été et plus que cela » [2].

En ce moment les discussions devant la commission de la propriété, présidée par le métropolite de Moldavie Pimen se poursuivaient. La déclaration du grand propriétaire Paul Brătășanu, ami de Take Ionescu, fut profondément touchante. Les conservateurs voulaient accorder seulement un droit de servitute pour les pacages. Michel Cantacuzène s'opposait, pour le pétrole, à la solution d'État, à laquelle les libéraux voulaient mêler encore une société co-intéressée. On tenta de sauver la situation des absentistes, dont il fallait, d'après le projet de loi, exproprier toute la surface cultivable. Par Argetoianu, on proposait le paiement en or, au moyen d'un emprunt spécial, des expropriés [3]. Alexandre Constantinescu, qui s'affirmait de plus en plus comme un élément très utile, cherchait des solutions juridiques. L'immixtion des Brătianu dans les débats fut sans importance,

[1] Averescu, ouvr. cité, p. 123 et suiv. Une place principale devait être accordée au diplomate de carrière Mișu, un ami convaincu des Centraux. Les offres furent renouvelées en mars; *ibid.*, pp. 139—143. Elles furent faites par les conservateurs du clan des Cantacuzène; *ibid.*, p. 144.

[2] Iorga, *Discursuri parlamentare*, II.

[3] Les conservateurs résistant, le roi leur dira qu'il procédera comme en 1864. Take Ionescu aurait répondu qu'après 1864 était venu 1866 (c'est à dire le détrônement). Iorga, ouvr. cité, I, pp. 67—68.

www.dacoromanica.ro

bien que le premier ministre, préoccupé maintenant d'un autre problème, eût eu des moments d'appel émouvant à la concorde [1].

Mais, dans le Parlement, les conservateurs, de même que les membres du parti du travail — l'ancien socialiste de Paris, Georges Diamandy, le chef, vêtu comme un travailleur russe, prenant des airs de Kerenski — s'adonnaient à des scènes les plus sauvages pour empêcher le vote des réformes, alors que le roi déclarait qu'il était décidé, au besoin, à les imposer par un coup d'État. Alexandre Cuza lui-même, ancien partisan de la réforme agraire, se trouvait parmi les adversaires de celle-ci [2], de même que l'éloquent professeur jassiote, Mathieu Cantacuzène. Le Sénat ne voulait pas se rassembler pour discuter. On en arriva dès lors à l'idée d'un gouvernement Ştirbei ou du général Averescu, ayant comme collaborateurs Michel Cantacuzène, le dr. Jean Cantacuzène bactériologue, le poète Octavian Goga — déjà commençaient à arriver les prisonniers transylvains de Russie, profondément impressionnants — et même le dr. Angelescu [3]. Le spectacle honteux, dégradant pour toute une classe politique, que rien ne pouvait rappeler au devoir national, continuait au mois de juin [4].

En même temps, le groupe de Jassy appartenant à Stere, s'agitait séparément, dans une attitude de trahison ouverte. On arriva, en juin, à une crise ministérielle pour obtenir la parité des deux partis dans le ministère, crise provoquée par la démission des membres conservateurs, avec les projets les plus bizarres de réfection du pays [5]. Take Ionescu partira pour l'Occident. N. Iorga refusa d'entrer dans un tel monde politique comme ministre responsable [6].

Ce qu'il y avait de plus important, en attendant un concours plus puissant des Russes, — autour duquel, du côté

[1] *Ibid.*, p. 11—15.

[2] *Ibid.*, pp. 15—19, 20—22, 25, 42.

[3] *Ibid.*, pp. 33—35, 40.

[4] *Ibid.*, pp. 30, 31, 32—33, 34, 35—37, 38. Take Ionescu parlait des droits des Juifs et de la séparation de l'Église de l'État; *ibid.*, pp. 35—36, 39.

[5] *Ibid.*, pp. 44—45, 50—51.

[6] *Ibid.*, pp. 55—57, 57—59, 60—66.

www.dacoromanica.ro

de certains cercles de Russie, on tissait de bizarres projets de partage de la Roumanie et une paix séparée avec l'Autriche-Hongrie [1], — c'était la réfection, sur d'autres bases, avec le concours des amis français, d'une armée qui, dès le printemps suivant, devait reprendre l'offensive. Le roi et la reine vinrent sur le front à Onești, aussitôt après le jour de l'an, apportant les premières consolations et les premiers espoirs.

L'espoir en ce qui concerne la Russie avait été rendue vaine par la révolution de Pétrograd, provoquée par la faim et par le manque total de prévision du gouvernement, auquel on attribuait même l'intention d'empêcher, par une révolte facile à réprimer, la révolution menaçante. L'armée passa du côté des insurgés. Des éléments d'une pensée politique plutôt légère, un Rodzianko, un Gutchkov, un Lwov, un Miliukov se trouvaient là, croyant que, par des phrases, surtout comme celles de l'avocat Kerenski, on pouvait dominer une pareille situation (mars 1917). La douma qui devait conduire fut aussitôt vaincue par ce «Soviet des ouvriers», qui s'était à peine organisé sur une base marxiste comme en 1905. Sans aucune résistance, dans son wagon sur le front, n'étant pas soutenu par son oncle qui était un rival, le grand-duc Nicolas, fils du grand-duc du même nom en 1877—1878, qui avait le commandement suprême de l'armée, le tzar, faible d'esprit, abdiquait en faveur de son fils malade Alexis, la régence devant aller à son frère, Michel qui, indiqué ensuite comme monarque, se retira. Un gouvernement provisoire se forma, puis rapidement le pouvoir passa de fait entre les mains du Soviet. Le Soviet à son tour annula les liens hiérarchiques dans l'armée qu'il jeta ainsi en pleine anarchie, car les soldats entendaient gouverner, eux aussi, par de petits soviets, dans leurs unités.

Aussitôt, une action semblable se produisit dans le million de Russes se trouvant en Moldavie. Leur camp de So-

[1] C. Gane, ouvr. cité, pp. 561—564, d'après Charles Stirénon. *Le mystère roumain et la défection russe*, Paris, 1928, pp. 207—208, 220—227, et quelques déclarations de Marghiloman au Parlement, en 1918.

www.dacoromanica.ro

cola projeta de risquer un coup par lequel le roi et la famille royale seraient pris et amenés en Russie, pour y subir un sort pareil à celui de la dynastie russe. On essaya, pour parer à ce coup, une entente avec les Russes de la part du nouveau parti du travail, et une députation alla les chercher dans leur camp, et un avertissement de la part des amis de Diamandy fut adressé au public roumain. Le ministère se trouvait dans un état d'inaction complète et Duca se frottait les mains en disant: « Un roi populaire arrêté au milieu de sa capitale... ». S'échappant de la pièce, où il était arrêté et où il feignait d'être malade, le chef socialiste d'origine bulgare, Racovski, avait proclamé la république roumaine sur le socle de la statue du prince Cuza. Le général N. Petala, commandant les troupes de Jassy, déclarait qu'il n'entendait pas prendre la responsabilité de la situation. N. Iorga ne trouva pas plus de décision chez Take Ionescu qui, comme d'habitude, était complètement défait.

On sollicita les ministres des alliés: Saint-Aulaire, Barclay, Fasciotti, de se présenter au palais royal et ils se montrèrent disposés à le faire. N. Iorga proposait au roi d'aller sur le front; et comme il n'y avait personne pour rédiger une proclamation pour l'armée, il l'écrivit lui-même dans la paume de sa main, au milieu de la rue. Par cette proclamation, rappelant l'exemple d'Étienne-le-Grand, qui distribuait des terres à ses fidèles soldats, on promettait une participation à la propriété de la terre, que Jean Brătianu, craignant l'opposition des conservateurs, avait d'abord refusée, malgré les nouvelles qui arrivaient sur des troubles en préparation. Le souverain ajoutait dans cette proclamation la perspective d'un changement de la loi électorale, qui conduirait ensuite au suffrage universel, pour lequel cependant les masses profondes n'étaient pas préparées; et on ne leur donnera pas même plus tard l'éducation nécessaire [1].

Donc, d'un côté, l'action des révolutionnaires fut empêchée aussi par les efforts du chargé d'affaires américain, le professeur colonel Andrews. Et, de l'autre, *le roi appa-*

[1] Cf. aussi Iorga, ouvr. cité, p. 128.

www.dacoromanica.ro

raissait le 23 avril sur le front avec la nouvelle des réformes qui devaient être réalisées après avoir arraché le territoire aux ennemis [1].

Au mois de mai, l'armée refaite, qui fut visitée aussi par le ministre socialiste des munitions en France, Albert Thomas [2], ainsi que par un autre ministre socialiste de Belgique, Vandervelde [3], qui la trouvèrent complètement ressuscitée, ayant les munitions nécessaires et animée du plus haut sentiment de confiance, était prête à combattre. Un conseil de guerre se rassembla le 30 du mois pour fixer les conditions de l'offensive qu'on pouvait déclencher pour venger le passé et récupérer le territoire [4].

Pour exécuter un plan que le général Averescu n'avait pas voulu, et que Brătianu — qui avait été occupé pendant tout un mois du problème ministériel, odieux et ridicule, presque criminel, — déclarait lui-même, sans aucun enthousiasme, être imposé par les alliés d'Occident, tandis qu'il continuait à recommander à tout le monde de partir pour la Russie [5],

[1] Voy. aussi Averescu, ouvr. cité, pp. 146—147. Le général Averescu affirme que, le 22 mars d'abord, le roi lui aurait parlé à Bacău de l'impropriation. C'est possible. Mais il est bien sûr que le 22/23 avril, lorsque fut lue la proclamation, le départ du roi de Jassy n'était pas causé par crainte d'un « mouvement antidynastique », qui aurait été une « farce », les choses étant exagérées par les trop zélés et provoquant une « panique non justifiée »; *ibid.*, pp. 150—151. Là encore, on parle d'« un moment de faiblesse »; s'adressant à lui, le général, dans « une mise en scène malhabile », comme « à un point d'appui » (, p. 151—152), dont en ce moment il ne pouvait pas être question. Voy. aussi p. 154: « un ébranlement de notre organisation politique ». Cf. « Une alarme n'ayant pas de fondement », p. 155. Mais on avait parlé au général d'un pacte, qui n'avait pas existé, en rapport avec la visite chez les Russes du « parti du Travail », qui de fait cherchait seulement à se faire valoir. Le général promit de catéchiser l'un des membres de ce parti qu'il connaissait, Tilică Ioanid; *ibid.*, p. 156.

[2] Iorga, *Mémoires*, I, p. 9; *ibid.*, p. 66. Récit du général Mărgineanu; *ibid.*, pp. 126—128.

[3] *Ibid.*, pp. 28—29, 30—31, 32.

[4] Averescu, ouvr. cité, pp. 162—164.

[5] Iorga, *Mémoires*, I, pp. 66—67, 72—74. La panique s'étendit jusqu'à la Cour, malgré l'attitude digne du roi et de la reine; *ibid.*, pp. 67—68, 72. Les politiciens s'enfuyaient en masse à Odessa. Cf. aussi les Mémoires de la reine Marie, qui semblent avoir été, par endroits, retouchés.

www.dacoromanica.ro

on commença par l'exécution de la partie qui était réservée aux Roumains, attaquant, le 10 juillet, « dans des conditions presque égales, les meilleurs soldats du monde »[1]. Le général Averescu était sûr de la victoire qu'il gagna avec une parfaite préparation préalable et une sûreté mathématique dans tous les mouvements, à *Mărăşti*, dans le district de Putna, aidé par le général Mărgineanu, fils d'un professeur de dessin de Botoşani, d'origine transylvaine. Après d'admirables attaques directes, au milieu de la joie des durs paysans, sur les âpres rebords des collines, les puissantes lignes de défense furent abandonnées par les troupes ennemies, qui se retiraient en désordre. *C'était la première vraie et pleine victoire roumaine*. À Jassy, elle ne fut comprise par personne: certains cercles politiques étaient même mécontents.

Mais l'autre partie du programme, confiée à la première armée, fut ajournée pour le motif que le général Brusilov, qui avait commencé son offensive en Boucovine, devant conduire des troupes totalement indisciplinées, s'était arrêté. Le grand rêve de regagner les foyers se dissipait ainsi. Le général Averescu, qui ne croyait pas à la possibilité d'une victoire sur l'autre front, jugera cette « suspension » comme une bonne fortune[2].

Cet arrêt des Russes provoqua à Jassy une panique pareille à celle de Bucarest en novembre 1916. De nouveau se présenta l'idée de l'évacuation de la Moldavie pour se perdre dans les steppes russes. On prenait des mesures pour restreindre les résultats de la bataille à peine gagnée. Dans le conseil des Ministres du 25 juillet, avec la participation des généraux Averescu et Prezan, le ministre Emmanuel Porumbaru, chargé par Brătianu, présentait la situation comme perdue, les alliés désirant échapper à ce « poids » qu'auraient été les Roumains. Le nouveau ministre de la Guerre, un timide général Iancovescu, était convaincu qu'aucun secours ne pourrait venir de la part des Russes, chez lesquels, en

[1] Averescu, ouvr. cité, p. 170.
[2] *Ibid.*, p. 177.

www.dacoromanica.ro

For M^r Jorga
with the wish that our country
should rise strengthened and cleansed
out of disaster

Marie
1916

December 6th

Jassy

Fig. 53.

www.dacoromanica.ro

effet, s'étaient produits des troubles inquiétants, suivis de la retraite du gouvernement des «cadets»; et Duca n'avait d'autre souci que celui que l'armée, étant de fait animée d'un autre esprit, ne voudrait pas passer le Pruth.

Pour le moment, le général Averescu, avec la cavalerie du général Schina, montrait qu'on pouvait s'opposer avec succès, à Coşna, à Cireşoaia, à Sticlăria, à l'offensive austro-allemande qui s'était révélée puissante; mais cette offensive arrivait à pénétrer dans la bourgade de Panciu; celle où les Russes, dominés par la propagande pacifiste et anarchiste, ne résistaient pas. Alors, pour la première fois, Jean Brătianu, accompagné d'Alexandre Constantinescu, éternel optimiste, parut sur le front, mais pas pour apporter une note de confiance [1]. Le 27 août, avec ce que pouvaient encore donner les Russes, la nouvelle offensive de la seconde armée commença sous les yeux du roi (à Cireşoaia, à la colline du Porc, à Varniţa; la témérité du colonel Cantacuzène provoqua de graves pertes) [2].

Mais dès le 24 juillet, s'était produite *la formidable attaque allemande* [*de Mărăşeşti*] destinée à rompre le front roumano-russe, à prendre possession de la Moldavie qui, d'après Carp, dans une recommandation aux visiteurs, appartenant aux ennemis de son pays, devait être «nettoyée» des Roumains, de même que des Russes, et ouvrir le chemin vers Odessa [3]. Il y avait maintenant la nécessité d'une lutte à vie et à mort.

Bien que les Austro-Allemands eussent été en infériorité numérique, les Russes furent repoussés et se retirèrent. Mais les positions perdues furent occupées par les Roumains, dont l'action était alors même en plein développement. Les Autrichiens poussaient Mackensen à un coup décisif qui pourrait venger la honte de Mărăşti et assurer le pays des Szekler contre une nouvelle invasion roumaine. Il s'ensuivit une série de chocs furieux qui durèrent pendant tout un mois, se ter-

[1] *Ibid.*, p. 190 et suiv.
[2] *Ibid.*, p. 203.
[3] Iorga, *Memorii*, I, p. 99.

www.dacoromanica.ro

minant seulement le 29 août. Les Allemands avaient perdu, tant en morts qu'en blessés, pas moins de 47.000 hommes, trois divisions roumaines avaient été détruites, soit 26.800 hommes, et les Russes perdaient naturellement un peu moins, par le fait qu'ils avaient abandonné le front. Dans ce formidable massacre, si l'ennemi apportait une parfaite unité d'action et un bon moral, du côté des Roumains on put répondre, brisant leurs projets, par une fureur d'attaque comme celle des « chemises blanches », les soldats sous la chaleur du soleil ayant jeté leurs uniformes et attaquant en bras de chemises, ou comme la téméraire attaque que conduisit le major de réserve, l'ingénieur Nicolas Miclescu et, par une présentation sublime au sacrifice, comme celle des chasseurs du colonel Rasoviceanu, qui se jetèrent sur les fils barbelés, qui n'avaient pas pu être détruits par l'artillerie, pour s'ouvrir un chemin [1].

On avait cependant perdu une grande étendue de terrain, gagnée par l'effort tenace des Centraux [2]; mais, derrière la nouvelle ligne, les forces roumaines, avec ce qu'on avait pu conserver des Russes, restaient comme une ceinture de fer devant les Austro-Allemands, dont l'offensive avait échoué. Par l'action continuelle du général Averescu, sur son propre compte, s'était produit la terreur des Autrichiens, qui avait poussé Mackensen vers *Mărășești*, au lieu de le laisser passer par-dessus la faible défense de la sixième armée russe [3]. Le grand mérite de cette résistance opiniâtre, qui sauva la Moldavie, est dû à l'expérience du général *Christescu*, remplacé cependant à cause d'un conflit avec les Russes [4], et à l'optimisme offensif du général *Jérémie Grigorescu*, qui malheu-

[1] Le récit de Rasoviceanu, dans Iorga, *Mémoires*, I, pp. 106—107, 108. Son appréciation sur la situation de la 2-ème armée; *ibid.*, p. 118.

[2] Les Centraux parlaient de 11.000 prisonniers, 35 canons; Iorga, loc. cit., p. 84. Les affirmations présentées en passant par Mackensen, qui croyait pouvoir mentionner un succès, comme terrain occupé, et une proie qui ne lui avait pas été donnée par les Roumains, dans les notes citées du même. Les officiers supérieurs allemands reconnaissaient « *la défaite* »; Marghiloman, ouvr. cité, III, pp. 113—114.

[3] Dabija, ouvr. cité.

[4] Iorga, *Mémoires*, I, p. 82.

www.dacoromanica.ro

reusement était le grand ennemi de son camarade Averescu [1]: Grigorescu proclama sa «chance» invincible, déclarant, qu'étant donné sa «vision intérieure et sa rapide décision», il ne craignait pas même Mackensen et qu'il dominait les Russes aussi que quoi qu'il arrive, «il pouvait conserver au roi dix districts et une tête de pont» [2].

À la bataille avait participé aussi le prince Charles, qui aurait fait l'éloge [de la prouesse] des «petits» plutôt que de celle des «grands»; il se montrait convaincu que la Transylvanie serait reprise, et il promettait que «de même que jusque-là il a cherché à faire quelque chose pour le pays, dorénavant il consacrera tout son travail au bien de la Patrie» [3].

Dans le territoire occupé, on se croyait si sûr du coup de Mackensen, présenté sans raison, dans certaines œuvres militaires allemandes comme seulement accidentel, que le métropolite primat Conon Arămescu-Donici, vieillard borné et presque tombé en enfance, lançait une proclamation aux soldats, assurant que, sous l'étranger, on vit bien. Et Stere, qui se présentait comme un futur dictateur dans une autre Roumanie, recommandait déjà l'union à l'Autriche-Hongrie. Là, à Bucarest, on avait ajouté à Lupu Costachi toute une série de gérants des ministères: avec l'ancien président de la Ligue Culturale, Virgile Arion, Nenițescu et le docteur Antipa, membre de l'Académie Roumaine et intime du roi Ferdinand. Des préfets roumains avaient accepté de se charger de l'administration; l'un d'eux, Jean C. Filitti prit la direction du théâtre. À ce moment, paraissait le journal de Stere, uni à l'auteur de nouvelles Pătrășcanu, ennemi acharné de la guerre, et au journaliste juif, Braunstein-Brănișteanu: l'ignoble journal était jeté dans les tranchées [4]. On a vu l'ap-

[1] *Ibid.*, p. 138.

[2] *Ibid.* Cf. la déclaration du général Popescu qu'on appelait «Sanitaire»; *ibid.*, p. 138.

[3] *Ibid.*, p. 137. La reine «espérait que Dieu lui prêterait assez de santé, de bon sens et d'énergie pour mener à bien l'œuvre qu'elle avait entreprise»; *ibid.*, p. 150.

[4] Iorga, *Mémoires*, I, p. 236.

www.dacoromanica.ro

probation donnée par Carp à l'attaque allemande; à ce moment Maiorescu, avec lequel il n'avait pas repris les relations, s'éteignait dans l'obscurité: on assure que les dernières paroles du prudent vieillard auraient été la désapprobation de l'action de Carp contre la dynastie et de l'intention de Marghiloman de se former un parti par les malheurs du pays.

Désapprouvé par Carp, qui discutait le budget de l'occupation avec Mackensen [1], Marghiloman allait jusqu'à des relations de société avec les occupants. L'octogénaire ancien chef des conservateurs demandait, à côté du « nettoyage » de la Moldavie, « l'expulsion de la dynastie », conservant la royauté que Sterre allait offrir à un fils de Guillaume II [2]. Après la bataille de Mărășești, l'empereur allemand était venu en Roumanie, recueillant de profondes révérences et donnant une épingle de cravate au préfet de police, le professeur Tzigara-Samurcaș; parlant avec mépris du roi Ferdinand, celui-ci s'exprimait ainsi dans une conversation: « Peut-être nous reverrons-nous, et alors celui qui aura honte ce ne sera pas moi » [3].

Pendant ce temps, [retiré à Odessa], Racovschi disposait du sort des Roumains réfugiés là-bas par lâcheté, politiciens de tous les partis [4], et faisait paraître le journal communiste « La Lutte », qu'on envoyait par les soldats russes à Jassy.

Dans cette capitale de refuge, la situation était depuis longtemps considérée comme perdue: les évacués étaient restés, pour la plupart, dans leurs endroits de refuge. L'opinion se justifia lorsque, à la fin d'octobre, le chef des « maximalistes », des « bolchevistes » russes, Ulianov-Lenin — destiné à être le dieu du nouveau régime, qui était resté caché pendant

[1] Carp avait inséré dans l'officieux *Bukarester Tageblatt* qu'il ne désirait pas que son nom fût placé à côté de celui de son ancien ami; Gane, loc. cit., p. 558.

[2] Marghiloman, *Mémoires*, III, pp. 60—62, 273; Gane, loc. cit., pp. 558—559.

[3] Iorga, loc. cit., p. 133. Il alla, après une visite à Sofia, sur le front de l'Ouest moldave. L'opinion du roi Ferdinand sur le tzar bulgare; *ibid.*, p. 140.

[4] Pour leur attitude scandaleuse, *ibid.*, p. 118. Cf. aussi *ibid.*, p. 149.

www.dacoromanica.ro

longtemps après avoir été envoyé par les Allemands — devenait le maître absolu de la Russie révolutionnaire, écartant le caractère théâtral et purement théorique de Kerenski [1]. Ce «gouvernement militaire révolutionnaire» des soviets, proclamait «la paix démocratique immédiate» et «le partage immédiat des terres».

Le 18 novembre Brătianu réunissait, sous la présidence du roi et en sa présence, un conseil militaire avec les généraux Averescu, Prezan, Grigorescu, et le ministre de la Guerre Iancovescu. Discutant la question d'un armistice, qui pourrait être imposé par les circonstances, et avec une retraite des troupes russes, il affirmait que la victoire appartiendrait cependant aux alliés de la Roumanie, auxquels aussi, dans l'intérêt du pays, il fallait conserver la fidélité. Il en arriva à dire que, pour l'armée roumaine, il n'admettait pas l'armistice. On décida de conserver les positions tenues par les Russes, autant que les Russes les tiendraient, et s'ils partaient, de fixer la ligne roumaine à Bârlad, conservant Jassy. Le général Berthelot participa à la discussion, mais pas le commandant russe, Chtcherbatchev; et il exprimait sa conviction que, si le gouvernement russe ne veut pas continuer la guerre, on pourrait faire une Ukraine capable de continuer la lutte [2]. Brătianu se ralliera à cette attitude envers les Ukrainiens [3], dont on vit bientôt à Jassy les bizarres costumes reproduisant ceux du XVIIIe siècle.

Le 21 Chtcherbatchev demandait qu'on arrête les hostilités; et ainsi, le 22, le Conseil des ministres, formait une délégation composée de quatre généraux: le général Lupescu et le colonel Condiescu [4], pour l'armistice roumain. Le ministre de France et les officiers français étaient décidément contre ce pas [5]. Alors, le général Averescu ne voulant pas

[1] Description colorée de celui-ci par le général Iancovescu, qui l'avait vu en Russie; *ibid.*, p. 143.

[2] Averescu, ouvr. cité, pp. 246—248.

[3] *Ibid.*, p. 261.

[4] Iorga, *Mémoires*, loc. cit., p. 177 et suiv. Sur leur conduite (photographies avec les Allemands, célébration de l'armistice, etc.), *ibid.*, pp. 185—186.

[5] *Ibid.*, p. 182. Une lettre de Saint-Aulaire, à N. Iorga; *ibid.*, p. 186.

www.dacoromanica.ro

rester sous le commandement de son camarade Prezan demanda un congé.

La situation d'armistice fut confirmée par une convention, le 26, alors que sur le front russe commençaient les discussions de Brest-Litovsk [1]. On posait, en décembre, la question de savoir quelles seraient les dernières mesures prises pour liquider une guerre qu'on considérait comme perdue. Mais le roi était convaincu qu'«une victoire gagnée par de pareils moyens ne peut pas être durable, tout le développement du passé nous le montre» [2].

Il ne pouvait pas être question d'une convocation sérieuse du Parlement qui fasse entendre aussi d'autres voix que celle de Brătianu, parlant au nom de ses collègues et des généraux qui continuaient leurs anciennes rivalités. D'Odessa arrivait maintenant des hommes politiques comme Jean Grădişteanu et C. Argetoianu, et les généraux Crăiniceanu et Lambru, qui annonçaient, sous l'influence de l'atmosphère russe, au moment où se posait la question du roi, que si le ministère s'obstinait à rester, ils feraient une révolution [3].

L'armée russe s'était transformée maintenant en bandes qui travaillaient pour leur propre compte. Pendant qu'on pillait partout, le jeune étudiant qui, à Kronstadt, avait fait bouillir dans les chaudrons les officiers de la flotte russe, Rachal, et sa concubine, une autre étudiante, occupaient le quartier général russe de Jassy et préparaient l'arrestation du général Chtcherbatchev; mais, quand ils se présentèrent chez le commandant russe, ils y trouvèrent les chasseurs du colonel Rasoviceanu [4]. Le gouvernement procéda d'une façon décidée, par-dessus l'opposition de Take Ionescu, qui donna sa démission, contre les bolchevistes, qui détruisaient tout l'ordre et toute la sécurité du pays: en dehors de quelques scènes à Folticeni, à Galatz, le désarmement fut pratiqué facilement.

---

[1] *Ibid.*, p. 250 et suiv.
[2] *Ibid.*, p. 180.
[3] *Ibid.*, p. 167. Cf. aussi *ibid.*, pp. 170, 174.
[4] *Ibid.*, pp. 174—175, 188 et suiv., 191 et suiv., 199, 200, et surtout 303—304.

www.dacoromanica.ro

Les revendications territoriales, aux dépens de la Roumanie, qui devait être poussée rapidement à une paix de châtiment, apparaissaient. Alors que le ministre des Affaires étrangères de Bulgarie promettait, «dans quelques jours», l'annexion de la Dobroudja, qui avait été demandée sous une forme «de désannexion», par un congrès «national dobroudjien», réuni à Babadag, et que Radoslavoff présentait cette déclaration au Sobranie, dans les délégations austro-hongroises, plusieurs députés magyars prétendaient que la Hongrie soit assurée par le recul de la frontière au-delà de la région des montagnes.

Or le Parlement, enfin réuni de nouveau, continuait l'attitude honteuse dont ces Assemblées, sans mérite pour l'unité nationale et à peine convaincues de voter les réformes, avaient formé, en grande partie, surtout après le commencement de la guerre, leur existence. Le parti du Travail, avec le concours de Jean Grădișteanu et même d'Alexandre Cuza, séparé de son ancien ami Iorga, criait devant le roi contre le gouvernement de «déserteurs» (oubliant que Jean Grădișteanu avait fui à Odessa), et qu'ils méritaient «d'être pendus». L'un des énergumènes portait l'uniforme et la décoration de la bravoure. Le roi s'arrêta un moment, pour suivre, avec un sourire méprisant, la lecture du message de la fatalité roumaine. La reine était présente, les princesses, les diplomates alliés, la mission française, les généraux revenus du front.

Alors que Iorga criait «vive la bonne éducation», on sortait les révolvers. Jean Brătianu, malade, avait eu l'intention de faire constater le manque de parlementaires et l'ajournement des séances. Mais ses ennemis, avides de pouvoir, ne désarmaient pas: le parti du Travail lançait un appel au pays, se déclarant «libre d'accomplir, par n'importe quelle voie, son devoir comme organe de contrôle et de protestation contre les actes du gouvernement». La première séance fut déshonorée par les plus grossières injures, à la troupe d'attaque s'ajoutant, malheureusement, un général aussi qui avait eu, à côté de Scărișoreanu, le plus beau rôle dans le combat de Neajlov, Lambru. Dans les loges, des Anglais, un officier

www.dacoromanica.ro

américain [1]. Il ne manquait pas les liens secrets avec les auxiliaires bucarestois de l'occupation.

Les conservateurs, de leur côté, recommandaient le départ du roi, du gouvernement et du Parlement, l'armée devant prendre la résolution qu'elle croirait bonne. Take Ionescu annonçait par un télégramme au « *Petit Parisien* » qu'on irait, jusqu'en Sibérie même, pour conserver la fidélité envers l'Entente [2].

Du côté des quelques gouvernementaux, qui avaient plus de tempérament, on demandait de se restreindre à quatre districts, ce qu'on a appelé « le triangle de la mort », pour une résistance *in extremis*. Mais une grande partie des libéraux était d'avis qu'on passe du côté des Centraux, et les insultes ne manquèrent pas contre le roi et surtout contre la reine. Parmi les Français commença à se dissiper l'illusior de l'Ukraine, combattant avec ses soldats ridicules, bien que Berthelot eût demandé qu'on conservât le front [3]. Parmi les officiers, commençait à s'organiser, cherchant un chef politique, un mouvement pour refuser le passage dans cette fantastique Ukraine. Et les bolchevistes, furieux du désarmement des troupes russes, demandaient que la Roumanie soit châtiée, et son ministre à Pétrograd, Constantin Diamandy, arrivera à être arrêté; seule l'intervention du corps diplomatique de l'Entente put amener sa libération.

Ils pouvaient se plaindre aussi de l'occupation en Bessarabie, accomplie d'une façon discrète par des troupes envoyées à Leova, à Ungheni, sur le Pruth, cette province se trouvant en pleine anarchie sociale, et les paysans « moldaves »

[1] Iorga, loc. cit., pp. 204—207.

[2] Voy. la déclaration formelle dans son discours, *Politica externă a României, chestiunea Banatului*, p. 25.

[3] Iorga, loc. cit., pp. 213—214, 237. Berthelot désirait qu'on appelle les nouveaux contingents qui autrement deviendraient des éléments de dissolution sociale. Il était sûr que les Américains viendraient sur le front occidental et que la situation en serait essentiellement améliorée. Grigorescu était pour le plan français; *ibid.*, p. 216. Berthelot se sentait offensé par un ordre du jour d'Averescu; *ibid.*, p. 242; cf. Averescu, ouvr. cité, pp. 275—277.

www.dacoromanica.ro

attaquant les maisons de campagne de la noblesse internationale, pour qu'ensuite des luttes se produisent pour la proie entre les dévastateurs. Les chefs roumains de la province n'avaient pas demandé l'apparition des garde-frontières du général Broșteanu; mais l'action de pénétration, non sans rapport aussi avec le projet ukrainien, s'était faite sous prétexte que les Roumains défendent leurs dépôts de provisions, qui étaient sans doute en danger [1].

L'état d'esprit dans cette *Moldavie d'au-delà du Pruth* — qui avait donné, à côté de la publication périodique d'un Georges Madan, « le Moldave », et de celle de Pan Halipa (pseudonyme « Pintilie Cobolteanu »), et d'un organe d'église l'« Éclaireur », du prêtre Gurie Grosu, et qui cherchait des rapports avec le pays libre par le vieux Gavriliță, fier de ses liens de famille avec le grand métropolite Benjamin Costachi [2], — était depuis longtemps décidément révolutionnaire, aussi dans d'autres couches que celle des paysans. Dans l'armée russe elle-même s'était formé un élément national, encore trop peu sûr de lui-même et ayant des préventions contre ce pays de « boïars » qu'était la Roumanie. Tour à tour, parurent à Jassy: le prêtre Alexis Mateevici, poète par la grâce de Dieu, qui chantera un hymne à sa langue moldave, puis Jean Buzdugan, lui-même doué de talent poétique, Murafa, chef énergique du mouvement, Jean Pelivan, qui avait jadis visité les établissements culturels à directive irrédentiste, de Vălenii-de-Munte, Vladimir Cristi, Étienne Ciobanu,

[1] Pour le Conseil de guerre du 3 janvier 1918, avec la discussion passionnée entre les généraux Averescu et Berthelot, Averescu, ouvr. cité, p. 278; cf. *ibid.*, pp. 281—282.

[2] Voy. Iorga, *Pagini despre Basarabia de azi*; Ghibu, *De la Basarabia rusească la Basarabia românească*, Cluj, 1926. Une lettre de Tokio, d'un missionnaire orthodoxe envoyé par la Russie au Japon, où il avait traduit en langue japonaise l'Évangile, dans les documents recueillis par le prêtre Paul Mihailovici, *Fapte trecute și Basarabeni uitați*, pp. 52—53. Leurs rapports étaient étroits avec N. Iorga qui, comme secrétaire de la Ligue, avait fait imprimer à Chișinău aussi une anthologie en lettres cyrilliennes, par un professeur jassiote, établi là, P. Constantinescu. [Pages d'histoire roumaine paraissent, à Soroca aussi, en 1918, par le professeur N. A. Constantinescu, dans le journal local « *Deșteptarea* » («Le Réveil»), imprimé avec les mêmes caractères. Note éd.].

www.dacoromanica.ro

historien, Cazacliu, Ţanţu. Une réaction russe avait amené l'assassinat, dans une vigne près de Chişinău, de Murafa et de son ami, Hodorcgea; le prêtre Burac fut tué aussi. Presque en même temps, Mateevici, malade, mourait.

Mais l'essor nationaliste allait là-bas encore plus loin: un « Comité de soldats bessarabiens » se forma en novembre, tenant ses séances dans le foyer bessarabien de Jassy, créé par Nicolas Iorga, en 1912, alors qu'au milieu de la désertion russe, sur le front de la deuxième armée, un colonel Ştirbu et d'autres Bessarabiens rivalisaient comme esprit d'offensive avec les soldats de la Roumanie. La propagande révolutionnaire anti-roumaine de Cătărău, le bizarre jeune homme qui avait fait, quelques années auparavant, sauter le secrétaire de l'évêché orthodoxe de langue magyare, imposé aux Roumains de Hongrie, à Hajdû-Dorogh, et depuis lors avait traversé le monde entier jusque dans l'île de Ceylan, ne réussissait pas.

Il y avait aussi d'autres éléments, gagnés par la contagion maximaliste. En vain on leur prêchait, par des éléments roumains, qui au milieu de la disparition de tout ordre s'étaient fixés à Chişinău, d'anciens nationalistes du royaume, comme le professeur Démètre Munteanu-Râmnic, et l'instituteur Démètre V. Ţoni, puis des Transylvains venus des prisonniers ou des réfugiés en pays libre, avec à leur tête Onisiphore Ghibu de Sălişte, formé à l'Université de Bucarest, qui feront paraître, avec le concours du gouvernement roumain, un beau journal à Chişinău, « Ardealul », poursuivant les mêmes buts que « *Neamul Românesc* de N. Iorga et que « La Roumanie », journal du quartier général, jusqu'au moment où ce journal s'est complètement politiqué. Des hommes simples et actifs se laissèrent gagner, empressés de s'approprier la connaissance des lettres latines, et heureux d'être éclairés sur les buts suprêmes de leur nation; mais les autres résistaient; au contraire, le Juif Pinkelsohn, de Bălţi, lançait un appel à la lutte contre « le despote étranger », qui vient mettre sous le joug « les paysans libres » de Bessarabie, leur reprenant la terre [1].

[1] Iorga, ouvr. cité, p. 252.

www.dacoromanica.ro

Ainsi, le train militaire arrivé à Chișinău, au mois de janvier 1918, fut reçu par des balles de mitrailleuses. Les soldats furent traînés par les rues. La ville dut donc être occupée par force, alors que la garnison bolchevisée de Bender-Tighinea se préparait à saluer, avec les boulets de son artillerie, les envahisseurs roumains [1]. Le « Conseil du pays », *(Sfatul Țării)*, dont le président était Pelivan, qui avait pris en mains le gouvernement du pays anarchisé, fut menacé un moment; le général Prezan dut donc s'adresser, par une proclamation, à toutes les nations de cette Bessarabie, formée maintenant en « République moldave », pour leur assurer qu'il n'était question que d'une occupation provisoire, ce qui ne ressortait pas cependant d'une autre déclaration, celle du général Broșteanu. Et le journal « La Transylvanie », qui avait réapparu aussitôt, sous le titre de la « Nouvelle Roumanie », présentait l'intervention des troupes roumains comme un premier acte d'union nationale, dont la perfection est attendue. De sa retraite au fond de la Russie, le romancier Jean Agârbiceanu, un Transylvain, se préparait à venir, avec tant d'autres prisonniers roumains, si nombreux, au milieu desquels il y avait aussi le prêtre boucovinien d'une haute inspiration chrétienne, Constantin Morariu, dans cette Bessarabie, revenue à sa nationalité.

Mais toute cette action était attaquée, furieusement, par Stere, qui préparait son apparition à Jassy et à Chișinău comme facteur décisif et le seul appelé, aussitôt qu'on arriverait à la paix, dont on avait parlé avec insistance. Dans ce guêpier de misères morales et d'intrigues criminelles de Bucarest, un Jean Iarca, un Pompilius Ioanițescu, de Buzău, demandaient dans l'autre organe subventionné par les occupants, « La Gazette de Bucarest », une « Assemblée nationale » pour créer une autre Roumanie [2].

[1] Voy. les explications données par le professeur Murgoci; Iorga, ouvr. cité, pp. 280—281.

[2] À la « Fondation Charles Ier », dont le directeur était le préfet de police Tzigara-Samurcaș, on célébrait l'union scientifique entre les occupants et les occupés; *ibid.*, p. 253; cf. les remarques bucarestoises de V. Drăghiceanu et Cancicov. Et, à Jassy, le journaliste Joldea Rădulescu commençait la publication d'un journal révolutionnaire, *Le Temps*.

www.dacoromanica.ro

À ce moment, la situation bessarabienne étant consolidée aussi par la prise des villes: Bender, avec le sacrifice du sang [1], mais non sans une revanche passagère des Russes [2], et d'Ismaïl, de sorte que, pour l'anniversaire de l'ancienne union des Principautés, 24 janvier 1917, on pouvait proclamer « l'Indépendance » du pays; il se produisit la pression autrichienne séparée, sans rapport avec les Allemands qui entendaient cependant conserver la direction, sur le roi Ferdinand, auquel on envoyait maintenant, en mission secrète, l'ancien attaché militaire de Bucarest, le colonel Randa, apportant des instructions de la part de l'empereur et roi, Charles. En même temps, de son côté, Mackensen se plaignait de certaines violations des conditions de l'armistice [3].

Jean Brătianu, qui conservait l'espoir que des changements sur le front occidental mèneraient à la victoire finale, eut cependant l'habileté de passer la main à un autre, et précisément à celui qui était accusé de présenter seulement des critiques et soulever des obstacles, à celui qui, depuis longtemps, prétendait que tout avait été, au moins en ce qui concerne les opérations militaires, mal acheminé et conduit: le général Averescu. Le 26 janvier 1918, il présenta donc sa démission, promettant tout son concours, mais rejetant toute responsabilité pour ce qui se passerait. *Le roi se plaignit dans le dernier Conseil que, « poussé par les partis à la guerre, il n'avait pas été soutenu par eux, avec loyauté, jusqu'à la fin,* et que de la part des conservateurs on préférait les suggestions étrangères, allant jusqu'à une nouvelle recommandation du passage en Russie [4], (alors qu'à Paris les émigrés étaient reçus solennellement à la Chambre des Députés). Vintilă Brătianu était pour une politique de « tergiversations »; mais Jean Brătianu refusa de déclarer qu'il ne conclurait la paix dans aucun cas, ce qu'on ne pouvait pas demander

[1] Proclamation du général Broșteanu; Iorga, loc. cit., p. 256.

[2] Voy. *ibid.*, pp. 257—258.

[3] Averescu, ouvr. cité, pp. 283—284.

[4] Les déclarations du ministre des Finances, N. Titulescu; Iorga, loc. cit., p. 271.

www.dacoromanica.ro

à un homme d'État [1], tout en étant lui-même pour cette tergiversation, comme il le dira sans être contredit, dans le conseil de Couronne suivant [2]. Plus tard, déclarant qu'il a refusé la paix séparée, il fera observer qu'il avait ajouté aussi ne pouvoir l'admettre si, dans certains circonstances, elle devait être conclue par d'autres, s'il aurait été question d'abandoner le roi et la dynastie et de céder autre chose que la nouvelle Dobroudja [3].

Pris à l'improviste, le nouveau président du Conseil n'avait, parmi les hommes politiques, personne autour de lui. Il recourut donc au conservateur le plus opiniâtre, jusqu'à l'idée de la révolution, — et qui avait formé une « Union parlementaire » [4] d'opposition, — Constantin Argetoianu, à l'ancien junimiste, le professeur Michel Seulescu, au spécialiste dans le domaine de l'agriculture, Garoflid, adversaire de l'expropriation, à côté du général à l'attitude la plus correcte pendant la guerre, Culcer. Le roi qui avait des sympathies pour le magistrat Corneliu Manolescu-Râmniceanu le proposa; mais il refusa. Comme Seulescu, engagé envers Marghiloman n'accepta pas, le ministère fut complété par des personnes de métier, comme le magistrat inoffensif, le doux bibliophile Constantin Sărățeanu, colonel de réserve auquel, comme par ironie, on avait confié le ministère de l'intérieur, comme le gros marchand Niculescu, et le très populaire membre du Conseil de la Coopération, Fotin Enescu, destiné à une mort prochaine. Le dilettante d'une élégance suprême qu'était le professeur Mathieu Cantacuzène, jurisconsulte, fut gagné par certains liens de famille, pour l'Instruction publique. Conservant à la Guerre le général Iancovescu, on réservait les Affaires étrangères à Mișu, envoyé

[1] *Ibid.*

[2] Voy. plus loin.

[3] Voy. aussi les explications du général Iancovescu: « Désertion de leur devoir de la part des anciens ministres, qui ne voulaient pas aller jusqu'au bout »; Iorga, loc. cit., pp. 278—279. Une autre déclaration de Brătianu; *ibid.*, p. 293.

[4] Les statuts dans le journal *Le Temps*, de janvier.

www.dacoromanica.ro

par le roi, au-delà de la frontière, en mission secrète, qui n'a jamais été expliquée. Le président du Conseil, pris au piège qu'on lui avait tendu, fait lui-même, dans ses mémoires, la critique de cette distribution de portefeuilles [1].

Comme les Allemands avaient admis seulement une prolongation de quarante-huit heures du terme pour la décision, deux officiers et un diplomate furent envoyés à Bucarest pour demander un nouvel ajournement de vingt autres heures, « pour que le ministère soit complété » (on obtint seulement neuf heures). Ils durent pressentir Marghiloman et proposer une rencontre entre Mackensen et le général qui était président du Conseil [2].

Au Parlement, c'est-à-dire dans le fragment qui n'était pas parti à l'étranger et qu'on avait pu réunir, le général devait recueillir, au « conciliabule » qu'il avait désiré, les applaudissements du parti du Travail, heureux d'avoir renversé le gouvernement, mais aussi les paroles strictement pesées de Jean Brătianu, et l'opposition décidée de ceux qui n'admettaient pas une inclinaison pour les Centraux, tendance que paraissait garantir la nouvelle formation. De fait, *Averescu nourrisait l'espoir vain de pouvoir conclure une paix sans amputation, et sans dommages apportés à l'économie nationale* [3]. Dès lors, on pouvait savoir qu'il n'était question de rien moins que de la perte totale de la Dobroudja, des défilés des Carpathes, et d'un régime économique de contrainte, offrant, en guise de compensation, seulement la Bessarabie méridionale » [4].

Cependant, le président du Conseil voulut essayer personnellement la conquête de l'impossible, par ses anciennes relations à Berlin où il avait été attaché militaire, et par son

[1] Iorga, loc. cit., p. 287. Il avait été question aussi d'Alexandre Constantinescu; *ibid.*, pp. 262—263. Du professeur Meissner, un junimiste; *ibid.*, p. 263. De Ştirbei; *ibid.*, p. 265.

[2] *Ibid.*, pp. 287—288.

[3] Déclarations faites à Alexandre Lapedatu, qui demandait son appui pour faire une légion de Transylvains en Italie; *ibid.*, pp. 271—272.

[4] *Ibid.*, p. 273. Voy. les déclarations d'Argetoianu, en 1927; *ibid.*, V, pp. 211—212.

www.dacoromanica.ro

grand prestige de guerrier, par cette espèce d'internationale militaire, constituée par-dessus toutes les guerres. Descendant à Buftea, la propriété de Ştirbei, où se trouvait le maréchal allemand, on lui parla aussitôt de cessions territoriales comprenant aussi la Dobroudja, mais permettant aux Roumains un accès à la mer, avec la perspective de limiter cette perte territoriale seulement à ce qui avait été ajouté en 1913, alors qu'on pourrait forcer les Autrichiens à conserver l'ancienne frontière du Nord. En échange, on maintenait la condition d'écarter le roi — Averescu demanda de pouvoir parler à l'empereur à Berlin, ayant reçu de celui-ci, par Hugues, une réponse qui pouvait tranquilliser, — et *on permettait à une armée, dont le concours était désiré, les opérations qu'elle voudrait en Bessarabie.* Plus réservé, n'étant pas lié par ce qu'un militaire doit à l'autre, fut le ministre d'Allemagne, Kühlmann; mais Czernin restait intransigeant, poussé par le désir de vengeance, et demandait une entrevue au roi « vaincu » [1].

Elle lui fut accordée. Le ministre austro-hongrois fut reçu par Ferdinand Ier dans son wagon, à Răcăciuni. L'ami de François-Ferdinand et directeur du jeune monarque austro-hongrois, fut particulièrement grossier [2], *prétendant l'abdication ou l'acceptation des conditions autrichiennes.* On ajoutait que sans cette acceptation, les deux empereurs lui retireraient leur appui [3], à lui et à toute sa dynastie.

La sommation d'accepter les préliminaires devenait de plus en plus urgente. Un conseil de Couronne fut convoqué le 17 février pour décider. Y furent invités, à côté des mi-

[1] Averescu, ouvr. cité, pp. 294—295.

[2] *Ibid.*, p. 295: « Inflexible et manquant de déférence ». Encore une fois, la sommation de répondre en quarante-huit heures. Barbu Ştirbei était d'avis d'envoyer quelqu'un chez l'empereur et une permission dans ce sens fut demandée à Vienne; *ibid.*

[3] Iorga, loc. cit., p. 289; V. p. 82. Cf. Czernin, *Mémoires.* Pour le passage de l'hégémonie pendant les négociations de Mackensen à Kühlmann et Czernin, voy. Ludendorf, *Meine Kriegserinnerungen*, 1914—1918. Cf. aussi Gane, ouvr. cité, p. 572: La liste des conditions écrite par la reine .

www.dacoromanica.ro

nistres et des présidents des Assemblées, Basile Morţun et Porumbaru, des libéraux: Jean Brătianu, Pherekyde et Alexandre Constantinescu, des conservateurs: Take Ionescu, Michel Cantacuzène et Greceanu. Prenant la parole, le roi parla de l'entrevue avec Czernin, seulement de l'abandon de la Dobroudja, avec la consolation d'un condominium indéfini, la question de la frontière du Nord resta indéterminée, sans qu'on eût insisté sur ce point que du reste les Hongrois réclamaient. Le président du Conseil parla ensuite, montrant ce qui résultait des conversations de Buftea. Il ne semblait pas qu'on puisse refuser, n'étant pas capables d'une défense militaire, ces conditions, de fait une seule nette et absolue: la renonciation, non sans certaines modalités réparatrices, à la Dobroudja. Mais, il était disposé, s'il ne réussissait pas dans sa mission, à laisser la place à d'autres [1].

Jean Brătianu admettait l'acceptation de ces prétentions terribles, mais à une condition: que le gouvernement et les deux partis en prennent la responsabilité; autrement, il ne resterait que la possibilité d'une démonstration suprême par un nouveau combat, avec toutes les suites qu'il pourrait entraîner: « bien que vaincus jusqu'au bout, nous sauverons l'honneur, n'ayant pas cédé sans verser de sang, lorsqu'on nous demandait un membre du corps du pays, même ses poumons ». À qui veut faire autrement, il n'opposera pas de résistance, « en tant que Roumain », mais il ne pourra pas l'approuver. Pour cette mission, il croyait que « ceux de l'autre côté comme M. Marghiloman ou d'autres » seraient plus capables d'obtenir un adoucissement des conditions. Mais, si ce gouvernement reste, qu'on fasse — et l'exemple du général bulgare Tochef à Bucarest, en 1913, se dressait devant lui — le geste de ne plus rien discuter, acceptant en bloc une paix dictée par la force, comme une « protestation morale en face de l'humanité entière ». Et, bien informé, il prévoyait aussi d'autres conditions qui s'ajouteraient: « dans la question du Danube,

[1] Cette dernière partie se trouve seulement dans le très court résumé d'Averescu, *Notiţe zilnice*, p. 296, et non dans le procès-verbal, rédigé par les libéraux, que nous avons donné dans *Rev. ist.*, 1932, n° 7—9.

www.dacoromanica.ro

du pétrole et des céréales »[1]. On ne pouvait pas parler d'une façon plus honnête et plus noble. Pherekyde ajoutait que les alliés tiendraient compte de tout ce qui avait été fait, et observeraient leurs engagements à la paix.

Take Ionescu, en son propre nom, répéta la proposition de se retirer au fond de la Russie, avec le roi et le gouvernement, « dans le but de pouvoir sauver l'existence de l'État ». Mais, avec sa timidité habituelle, il reconnaissait que « si le gouvernement n'est pas d'accord sur cela, on ne peut pas suivre d'autre voie, et il ne reste que celle des négociations de paix ». De son côté, Greceanu était pour la même solution, mais avec en plus la solidarité exigée par Brătianu. Pour Mathieu Cantacuzène, rien ne semblait humiliant dans une pareille paix; attaquant « les classes dirigeantes », il tenait au moins à ce qu'on conservât l'armée.

De la part de l'armée, représentée seulement par le ministre de la Guerre, on montrait que les munitions et « la subsistance » existent seulement pour quinze jours: pour les munitions, du moment que la Russie est ennemie et opposée à la guerre, il n'y a rien à faire. Le général Culcer parla dans le même sens. Le président du Conseil affirma ensuite la même chose, regrettant que son prédécesseur ne lui accorde pas sa garantie pour la solution de la paix. Brătianu regrettait qu'on n'ait pas appelé aussi le général Prezan comme chef d'état-major; mais le roi assura qu'il n'avait pas d'autre opinion. Brătianu finit par l'observation qu'une résistance conduite par lui perdrait toute sa force devant la désapprobation du général Averescu. Avec raison il ajoutait que *pour rompre, à la fin de la guerre, cette paix, il valait mieux que les deux partis eussent refusé leur adhésion*[2].

[1] Il n'est pas exact le résumé en cinq mots donné dans *Notiţe :* « Brătianu est pour la reprise de la résistance ». Brătianu exprimait de cette façon pittoresque son opinion envers Iorga: « Donnons l'argent aux brigands que nous avons rencontrés dans la forêt, jusqu'au plus proche poste de gendarmerie »; loc. cit., p. 293.

[2] Plus tard, le général Averescu déclarait que, devant le roi, Brătianu aurait dit que nous ne pouvions pas détruire l'armée dans l'exil; et Averescu le félicita pour cette opinion; Iorga, loc. cit., p. 309.

www.dacoromanica.ro

Le gouvernement décidera, avait dit le roi. Le communiqué fut publié, le soir même, le dernier terme de l'armistice, montrant qu'Averescu prenait sur lui seul toute la responsabilité [1].

Cette décision contre laquelle la reine protesta devant le président du Conseil, devait, d'après l'opinion du roi « constitutionnel », passer encore une fois devant un conseil de Couronne; et l'héritier du trône demanda à être présent; ce qui était naturel puisqu'il avait pris part au Conseil de 1916 et avait participé, comme officier supérieur, aux actions militaires.

À cette occasion, le roi, constatant que le gouvernement n'avait pas voulu s'associer aux partis politiques pour la résistance qu'ils avaient recommandée, exprimait, de même que Brătianu, sa douleur pour la perte territoriale, y compris ces « poumons », suivant l'expression de l'ancien président du Conseil, que représentait la Dobroudja.

Après que le général Averescu eut montré qu'il avait averti l'ennemi que les conditions préliminaires avaient été acceptées, Brătianu revint sur ses déclarations; et on lui répondit que Marghiloman et ses amis ne pouvaient pas être appelés, étant contre la dynastie, — ce qui, en ce qui concerne Marghiloman personnellement, n'était pas vrai, comme l'a fait observer Brătianu; en vérité, le groupe carpiste de Lupu Costachi avait cette prétention, étant combattu par C. C. Arion et Marghiloman [2], tandis que Théodore Rosetti avait refusé toute dignité chez les étrangers, déclarant que, pour ses quatre-vingt trois ans, toute persécution lui était indifférente [3]. Le président du Conseil ajoutait que le danger se présentait de perdre aussi la Bessarabie, au nord de laquelle avaient pénétré deux divisions autrichiennes. L'an-

[1] Le résumé donné dans les notes infirme la dénégation d'authenticité à la page 297, note. Cf. ce qu'a déclaré Brătianu à Iorga, loc. cit., p. 293. Pour les conditions dans lesquelles j'avais obtenu la copie de ces actes, *ibid.*, p. 313.

[2] *Ibid.*, p. 277. Carp avait publié une lettre adressée au roi demandant l'abdication.

[3] Gane, ouvr. cité, II, p. 123.

www.dacoromanica.ro

cienne inimitié de Take Ionescu envers Marghiloman lui fit rejeter la solution d'un appel fait à ce dernier.

A ce moment même, un télégramme des Centraux montrait que le point de vue austro-hongrois, soutenu par la diplomatie allemande, avait vaincu; car il était question des « rectifications de frontière dans les montagnes », de la transformation de l'armée, dont on démobiliserait cinq divisions, en une simple « troupe de police » contre les bolchéviques, ouvrant ainsi la voie aux troupes austro-allemandes par la Moldavie et la Bessarabie, en Ukraine. C'était comme un châtiment et une première leçon pour le retard de la réponse.

Devant cette violation de la parole donnée, le général Averescu dut admettre « que de nouveau toute la question est en discussion ». Brătianu releva que de pareilles prétentions découlent de l'acceptation du principe des cessions territoriales. Et naturellement l'opinion de Take Ionescu ne pouvait pas être autre, quoique sans cette précision et ce courage. D'après la demande du président du Conseil qui désirait avoir des informations, un troisième conseil fut fixé pour le 19.

Cette fois, et malgré l'opposition du gouvernement, on convoqua aussi les généraux connus comme partisans du dernier geste de résistance: Prezan, Grigorescu, Văitoianu, (les deux premiers étaient des ennemis personnels d'Averescu, ils avaient manifesté leur opinion dans l'après-midi de la journée précédente, à un conseil des ministres), l'intendant général ajoutant qu'il n'avait pas de quoi nourrir l'armée. Le roi annonçant que ces conditions avaient été acceptées par le gouvernement, faisait observer, les larmes aux yeux, que « dans cette nuit, son âme avait éprouvé la plus grande souffrance morale de toute sa vie; mais que cependant il espérait que des cendres d'aujourd'hui sortirait demain, pour sa digne nation, une fleur digne d'elle ».

Pour le général Averescu, il n'y avait pas d'autre moyen de sauver la dynastie et l'acquisition de la Bessarabie. Jean Brătianu donna des précisions sur les conditions de sa retraite: il croyait que son successeur conserverait des rapports avec les alliés, et regarderait comme provisoire tout ce qu'on

www.dacoromanica.ro

conclurait avec l'ennemi; son conseil avait été que le général, n'ayant pas de servitudes politiques et aucun passé d'inimitié envers les Centraux, « ne laisse pas son epée dans l'antichambre ».

Alors, le président du Conseil, confirmant, montra qu'il avait imposé la démission à Garoflid qui, en fait de politique étrangère était pour une autre orientation; mais devant l'impression qu'il avait donnée en janvier, il avait été forcé par les circonstances, de passer à d'autres points de vue, que Brătianu contesta immédiatement.

Enfin, l'intervention du prince Charles permit à la reine Marie de parler au nom des femmes roumaines, croyant que « dans ce pays, on trouvera un homme d'État qui aidera le roi à ne pas signer une paix humiliante ». Le roi proféra alors des paroles qui n'ont pas été recueillies [1].

Les généraux parlèrent ensuite. Le général Prezan, invoquant aussi le fait que, avant l'armistice, on avait entendu le canon roumain à Târgul Ocna, déclarait ouvertement «au nom de l'armée, qu'il avait la volonté et la puissance de lutter ». Le général Grigorescu ajouta que « l'armée qui était sous son commandement, officiers et soldats, était toujours prête aux ordres de son roi ».

Après le conseil, dans le même sens et d'après les mêmes informations, Iorga s'adressait au roi en l'implorant « de rejeter, quoi qu'il puisse arriver, les conditions qu'on posait aujourd'hui et surtout celles qui concernaient le déchirement, fût-il seulement provisoire dans notre pensée, du territoire de la patrie » [2]. Aujourd'hui même, on pouvait poser la question de savoir si, étant occupés par la préparation des derniers coups en Occident, les Centraux auraient attaqué [3].

[1] D'après les notes de Marghiloman, mais pas dans le protocole du général Averescu, qui avait démissionné, p. 299. Le prince lui avait parlé de « l'élan de la jeunesse » comme excuse; Averescu, ouvr. cité, p. 300. Voy. aussi l'assertion: « Du reste, on me dira que le roi n'avait pas répondu, mais l'avait touché lui-même, sur la main ».

[2] Loc. cit., pp. 287—288. La reine avait demandé qu'on lui posât la question de savoir s'il prendrait la responsabilité; ce qui était impossible; *ibid.*, p. 288.

[3] *Ibid.*, pp. 290—292.

www.dacoromanica.ro

Il y eut aussi une sorte de séance de la Chambre, contre la volonté de Morțun, bien décidé à la paix, et ayant la satisfaction de « s'être débarrassé de Take Ionescu ». Argetoianu et les deux généraux du gouvernement — sauf Averescu — étaient présents. Tous les germanophiles de tous les clans étaient venus avec la décision furieuse de combattre leurs adversaires. Argetoianu montra qu'on conservait au moins « l'existence morale de l'État roumain ». Delavrancea déploya en vain toutes les ressources de son éloquence. Ne pouvant pas, avec si peu de membres, prendre une décision, les adversaires de la politique du gouvernement rédigèrent, sur la demande de Iorga, une dernière intervention auprès du souverain, pour qu'on n'accepte pas les amputations. En même temps, toute la presse achetée, « Le Temps », « L'Appel » dirigés par les pamphlétistes Cocea et I. Voinea, plus le juif Hefter, puis « L'Action roumaine », de même que « La Tribune » et « L'Arène » de Hefter seul, hurlaient contre les partisans de la guerre.

Le même jour, la démission du gouvernement, blessé par les paroles de l'héritier du trône, ayant été rejetée, Argetoianu, auquel s'étaient adjoints deux diplomates protocolaires et les officiers généraux Lupescu et Mircescu, partait pour Buftea dans le but de parfaire les négociations. Les préliminaires furent acceptés avec des changements aggravants, l'acceptation « en principe » du changement de la frontière du Nord, « des mesures correspondant à la situation sur le terrain économique », la démobilisation, sous le contrôle de Mackensen, de huit divisions, puis de toute l'armée, après la paix conclue avec la Russie: on prévoyait aussi le départ des troupes roumaines de Suceava.

Le lendemain même, un nouveau conseil de Couronne, celui du 24 février, dut être convoqué après la plainte du général Berthelot que le gouvernement aurait pris l'odieux engagement de permettre aux Centraux d'empêcher la retraite libre par l'Autriche-Hongrie des missions alliées qui n'avaient aucune raison de rester. Le roi se montra profondément blessé par ces prétentions nouvelles, tendant vers le même but, d'une quarantaine de deux semaines; et il n'ad-

www.dacoromanica.ro

mettait pas, quoiqu'il en puisse résulter, « le sacrifice de l'honneur militaire et d'État ». Maintenant, les missions reçurent de chez elles l'ordre de passer en Russie, et Averescu expliquait qu'il avait seulement cherché à retarder le passage des Allemands vers Odessa ce qui aurait pu provoquer un conflit. La question pouvait s'arranger, sans la demande de Michel Cantacuzène, de revenir à la situation de guerre, sous le gouvernement, qu'il déclarait avoir prêt, d'un autre général, « avec des hommes qui sont pour la résistance armée ». Le général Prezan demandait qu'au cas où on couperait le chemin aux missions, « les Roumains emploient les armes » [1].

Le 24, les missions partaient, tard dans la nuit, non pas de Jassy, pour éviter des démonstrations, mais de Socola, très peu de personnes étant averties des intentions de cette séparation, après une longue, difficile et douloureuse collaboration, qui avait eu ses heures de bonheur et de joie. On avait donné au général Berthelot, — qui répondit, trés ému — des adresses solennelles et des signes de souvenir. Maintenant, dans la petite gare presque déserte, apparut la reine avec ses enfants; puis le roi lui-même d'un pays devenu neutre. Une profonde douleur était imprimée sur le visage de celui qui avait été nourri de tant d'amertume. Parmi les ministres, seul le général Iancovescu était venu.

Le lendemain, quelques dames essayèrent une manifestation au palais de la reine qui sortit sur le balcon; on décida de poursuivre les manifestations. De fait, le gouvernement montrait une direction qui devait éloigner de lui toutes les âmes. Mais il ne gagna pas de cette façon l'assurance d'une durée, qui dépendait pourtant du roi plus d'une fois offensé, et qui ne pouvait pas oublier.

Cependant, le président du Conseil ne s'attendait pas à une chute prochaine, lorsqu'il se présenta, le 25 février, devant le Parlement, dont certains membres avaient été rassemblés, malgré les nombreux départs pour l'étranger auxquels

[1] *Rev. ist.*, loc. cit. Averescu, ouvr. cité, pp. 301—302, 326 et suiv. Une déclaration française (de Mailly); Iorga, ouvr. cité, pp. 93—94. Grigorescu l'avait dénoncé.

www.dacoromanica.ro

s'ajouteront, sous peu, ceux exigés par les Centraux. On présentait aussi la tragédie de ces négociations, devant ceux qui, en tant qu'ils appartenaient à la coalition anti-libérale, étaient disposés à applaudir bruyamment. Lorsqu'il fut question, — après avoir mentionné l'abandon de la Dobroudja, mais avec le droit d'employer le port de Constantza, — de « cessions territoriales » dans les montagnes, le président, qui était Porumbaru, se crut obligé de corriger: « rectifications de frontière ». On précisa que les troupes austro-allemandes qui voulaient passer par le Sud de la Moldavie emploieraient seulement la voie de Reni. En ce qui concernait la Bessarabie, on déclara que la Roumanie aussi, qui en fait devait être déchirée, était contre les annexions, et que pour ce motif on attendrait, de la part des Bessarabiens eux-mêmes, un « acte spontané », — mais les Centraux considéraient les délégués bessarabiens, le président Jean Inculeț, professeur de mathématiques, et le médecin Ciugureanu, tous deux préparés à l'union [1] avec la Roumanie, comme faisant partie de l'Ukraine [2]; mais on avait promis au gouvernement bolchéviste que les troupes pourraient être retirées et remplacées par des éléments locaux [3]. En définitive, si cette situation avait été tolérée par tous, les alliés pouvaient se rendre compte que personne n'avait accepté sincèrement un pareil résultat. Il n'y eut aucune discussion: Jean Brătianu, Take Ionescu étaient absents [4].

Aussitôt, on apprit le reste des conditions terribles qui avaient été, pendant si longtemps, cachées au général Averescu: le monopole du pétrole, tout au plus avec une participation roumaine, celui de l'exportation des céréales, le contrôle des chemins de fer, la disparition de la Commission européenne du Danube, l'annexion, — en commençant par l'Ouest — de Vârciorova, de la partie supérieure de la vallée

[1] Averescu, ouvr. cité, p. 309; Iorga, ouvr. cité, pp. 306—307, 309.

[2] *Ibid.*, p. 301.

[3] Iorga, ouvr. cité, II, p. 25 (dénonciation de C. C. Arion, le 13 juin, au nouveau Parlement).

[4] *Ibid.*, I, pp. 298—299.

www.dacoromanica.ro

du Jiu, de la Prahova jusqu'au dessus de Sinaïa [1], de la partie moldave jusqu'à Târgul-Ocna, de même que la montagne de Ceahlău, du coin de montagne des Dorne jusqu'à Câmpulung. Et même, dans la forme la plus large, il était question de Severin et de Târgul-Jiu, de Câmpulung et de Sinaïa, de Moinești (à cause des puits de pétrole) et de Târgul-Ocna, de la propriété de la Couronne à Mălini, dans le district de Suceava, du monastère de Slatina, avec les tombeaux des Lăpușneanu (dans cette région, trente-cinq villages et trente mille hommes), de Vereşti, d'où partait la ligne de chemin de fer de Botoșani, et de la partie supérieure du district de Dorohoiu [2]. Severin, avec ses chantiers, appartiendra aux Austro-Hongrois [3]. Ceci à côté de la création d'un centre économique allemand à Giurgiu, et de l'indigénat en bloc de tous les Juifs [4].

Alors, devant cet accroissement continuel des prétentions, le roi invita Marghiloman chez lui, contre la volonté du gouvernement [5]. Aussitôt, le 27, le président du Conseil demanda au souverain une preuve publique du fait qu'il lui conservait sa confiance, et on lui répondit que, dans de pareils liens, il y avait aussi un « fluide » qui, dans ce cas,

[1] *Ibid.*, p. 302.

[2] *Ibid.*, p. 340.

[3] *Ibid.*, p. 323. Pour les frontières, *ibid.*, pp. 327—333.

[4] *Ibid.*, p. 333.

[5] Averescu, ouvr. cité, p. 306 et suiv. Cf. Iorga, loc. cit., p. 302. Marghiloman avait déclaré aux Allemands aussi, en décembre, qu'il continuait à être pour la dynastie; *Mémoires*, III, p. 244. Il combattait aussi l'idée d'une régence pour deux ans, que ceux-ci lui communiquaient; *ibid.*, pp. 259—260. Carp était pour l'installation, comme roi, d'un fils de Guillaume II; *ibid.*, pp. 262—263. Aussitôt, Marghiloman lui-même hésitait: *ibid.*, p. 270 et suiv., et cf. *ibid.*, p. 277. Il discutait alors, en janvier, avec Mackensen qui, comme roi, parmi les fils de l'empereur allemand devait être placé; *ibid.*, pp. 283—284. C. C. Arion négociait, en janvier, à Focșani, avec Mitilineu, délégué par le roi; *ibid.*, pp. 287, 296. De fait, l'attitude des Allemands dans la question dynastique avait empêché la discussion d'un autre changement dynastique; *ibid.*, pp. 312, 327—328, 337, 356. Seul Carp résistait; *ibid.*, pp. 314—315, 371. La dernière attitude de Marghiloman, en février; *ibid.*, pp. 346—348. Il avait défendu d'une façon permanente la Dobroudja.

www.dacoromanica.ro

manque [1]. Sa démission ne fut pas acceptée immédiatement, mais on demanda de retirer les pouvoirs donnés à Argetoianu, qui était dans le territoire occupé, discutant avec la diplomatie des maîtres de la situation [2].

Marghiloman [3], qui avait fait en automne des déclarations d'attachement étroit aux Allemands, parut, le 12 mars, non encore appuyé par Stere, qu'il appela aussitôt, — bien qu'il ait su que ce dernier avait insisté pour « un projet d'alliance personnelle avec l'empereur Guillaume », qui déléguerait à Bucarest un « vice-roi » [4], — pour l'envoyer en Bessarabie. Il se vantait que, s'il avait été appelé dès le début, il aurait sauvé la Dobroudja, qui n'aurait pas été donnée aux Bulgares, lesquels demandaient aussi le sud de la Bessarabie, avec ses colonies bulgares [5], mais par une décision ultérieure, cette [Dobroudja] sera confiée, d'une façon solidaire, aux quatre alliés. Comme le roi, auquel on avait présenté une véritable liste de proscription qu'il rejeta, craignait qu'on ne lui imposât, parmi les ministres, un Virgil Arion, un Carp, il se décida à recevoir Marghiloman, plus acceptable aussi pour les alliés, surtout parce qu'il avait promis de ne pas sauter aussitôt dans une autre politique étrangère, et d'accepter aux Affaires étrangères Mișu, vieux germanophile, mais plus élastique [6]. On voit les sentiments qu'il avait à ce moment, envers ceux qui l'avaient humilié, par cette déclaration au cours d'une con-

[1] Averescu, ouvr. cité, pp. 307—309.

[2] Informations sur ces discussions, dans Marghiloman, loc. cit.

[3] Dans ses Mémoires l'archiduc Joseph assure que Marghiloman, Gh. Ştirbei et Maiorescu (?) lui auraient offert la couronne de Roumanie, qu'il aurait refusée en tant que bon Magyar.

[4] Marghiloman, loc. cit., p. 286: ce serait comme en « Australie et au Canada », cf. aussi *ibid.*, pp. 294, 340, 345. Il parle des « misérables de Jassy »; *ibid.*, p. 342.

[5] Iorga, loc. cit., p. 310. Cf. les déclarations du roi; *ibid.* (un territoire de 20 km en profondeur). Marghiloman décrit sa conversation avec le roi; loc. cit., pp. 401—402.

[6] Iorga, loc. cit., pp. 309—310 (déclarations du roi). Marghiloman prétend qu'il aurait demandé aux Russes une nouvelle politique envers les Allemands, et que, sans l'autoriser à employer ceci, le souverain lui aurait répondu: « cela se fera »; loc. cit., p. 401.

www.dacoromanica.ro

versation avec Iorga: « Je n'ai haï personne, mais puisque les choses vont ainsi, eh! bien, j'en suis arrivé à haïr la nation dont je suis né »[1].

Marghiloman, qui était parti en territoire occupé, dut consulter ses amis étrangers avant d'accepter; mais il se heurta à une nouvelle preuve de persécution de la part de ceux-ci qui, invoquant « l'instabilité des gouvernements roumains », et se reportant aussi aux « sympathies témoignées par la famille royale à la mission française », « se réservaient de surveiller eux-mêmes l'accomplissement des conditions de la paix», ce qui signifiait qu'ils maintiendraient l'occupation avec 80.000 hommes[2]. Cependant avec C. Arion, Michel Seulescu, Garoflid, le professeur Siméon Mehedinți, qui avait mené une campagne suivie dans son journal populaire contre la guerre, le général Hârjeu à la Guerre, fut formé, le 19 mars, *un ministère destiné à n'obtenir, lui non plus, presque rien*[3]. On avait laissé, pour les négociations, le même Argetoianu, disposé à aider le nouveau gouvernement, — ainsi que le faisait, dans « l'instabilité des gouvernements roumains », et se rapportant à des termes peu conformes à son orgueil connu, Stere aussi, — mais cette mission fut confiée ensuite à C. C. Arion et à Pierre Missir. Plus loin aussi, Mackensen était disposé à donner son aide, en ce qui concerne la frontière des Carpathes, contre les appétits des Austro-Hongrois[4]. Et devant Marghiloman, qu'il méprisait et haïssait, maintenant surgissait de nouveau Carp, qui prétendait que lui seul pourrait gagner aussi la Dobroudja[5]. Les siens par-

[1] Iorga, loc. cit., p. 311.

[2] Télégramme allemand; *ibid.*, p. 313. Cf. Marghiloman, loc. cit., p. 403 et suiv.

[3] Cependant, Marghiloman, pour un succès douteux sur des points de détail se vantait, à son arrivée (le 18 mars), d'« avoir la meilleure paix qu'on puisse obtenir »; *ibid.*, p. 410. Il avait aussi une lettre de Czernin dans ce sens; *ibid.*, pp. 410—411.

[4] Iorga, loc. cit., p. 315. Le bruit courait qu'on y ferait un Kronland gouverné de Vienne; *ibid.*, p. 319. Installation de télégraphe et de téléphone à Jassy; *ibid.*, p. 324. Voy. aussi *ibid.*, p. 325.

[5] *Ibid.*, p. 320. Cf. surtout Marghiloman, loc. cit., pp. 471, 488, 496, 512. C. C. Arion parlait encore, même après avoir prêté serment, de la conquête

www.dacoromanica.ro

laient des conditions allemandes encore plus favorables en janvier, parmi lesquelles aurait été l'intégrité territoriale et la Bessarabie en plus, avec un droit de plébiscite en Transylvanie [1]. Et, à Jassy, devant les libéraux qui attendaient leur heure, Argetoianu et Mathieu Cantacuzène arrivaient à convaincre le général Averescu de prendre la présidence d'une « Ligue du Peuple » dont la mission aurait été de soumettre la monarchie roumaine au texte constitutionnel, de punir ceux qui ont fait la guerre d'une façon défectueuse, et d'introduire certaines réformes [2]. Le journal « Indreptarea » commençait à paraître.

Dans ces conditions, Stere, passant par-dessus les droits des initiateurs de l'union de la Bessarabie dans le Conseil du Pays *(Sfatul Ţării)*, et Marghiloman paraissant pour jeter de l'ombre sur l'importance de Stere, on arriva, après de longues discussions, l'opposition étant représentée par un seul homme, le Ruthène Tziganco, et par-dessus les hésitations de beaucoup de membres du Conseil, *au vote, avec une majorité écrasante, de l'union de la Bessarabie avec la Roumanie mutilée* (27 mars ancien style) [3].

Le roi — qui consentira à se présenter au balcon du palais à côté de celui qui avait voulu le renverser, et qu'il décora, le nommé Stere [4], — répondit, profondément ému dans

---

de la Moldavie par les Allemands, et de l'exécution du roi; *ibid.*, p. 422. Cf. aussi *ibid.*, p. 429. Marghiloman offrait aux Allemands des moniteurs roumains; *ibid.*, p. 439. Et on lui demandait aussi un concours armé; *ibid.*, p. 441. Il était question de vendre nos canons; *ibid.*, pp. 441—443.

[1] Iorga, loc. cit., p. 343.

[2] *Ibid.*, p. 321. Texte dans *Opinia* des 11 et 12 mars.

[3] Détails dans Marghiloman; loc. cit., p. 454 et suiv. Cf. Ghibu, *Cum s'a făcut Unirea*, Sibiu, 1925; Dr. Cazacu, *Moldova dintre Prut şi Nistru*; Al. Boldur, *La Bessarabie*; du même, *Unirea, 1918—1928*.

[4] Dans la *Nation Roumaine* (« Neamul Românesc »), N. Iorga demandait quels étaient les péchés que doit faire encore un homme dans ce pays, pour être exposé à l'opprobre publique. L'ex-colonel de Jean Brătianu [Stere] était si peu repentant qu'il rassembla dans un livre ses articles contre la guerre, où il demandait le châtiment de ceux qui l'avaient commencée et approuvée. Marghiloman avait reçu « dans ses bras », à la proclamation de l'Union bessarabienne, Stere, pris d'une « crise de larmes »; loc. cit., p. 459.

www.dacoromanica.ro

son grand malheur. Jean Brătianu s'associa à la joie générale et assissta, le 30, au service de la Métropolie et à la revue du 9-ème régiment de chasseurs refait et des garde-frontières.

Mais Stere, s'appuyant sur ses « mérites » envers la Bessarabie, qu'il avait quittée totalement depuis presque un quart de siècle, et à laquelle il n'apportait maintenant qu'une série de discours de théâtre, en roumain et en russe, poursuivait son but qui était de gagner une dictature révolutionnaire, sur une base de réforme sociale, par son parti socialiste radical qui gagnera aussi un organe à Jassy, le venimeux « Moment ». Elu en Bessarabie président du « Conseil du Pays », qu'il aurait été disposé à éterniser pour l'avoir toujours en main, il appelait maintenant ses Bessarabiens, dont certains lui étaient devenus dévoués jusqu'au fanatisme, à la lutte « contre les boïars » et même éventuellement, si le roi ne se confiait pas à lui, contre le roi lui-même. Son ancien ami, le docteur Cazacu, était mis à la tête du gouvernement bessarabien. On lui attachait aussi le grand narrateur Sadoveanu, qui avait oublié sa collaboration au journal de l'état-major pendant la guerre. Presque au même moment, Delavrancea, à Jassy, et le poète Coşbuc, à Bucarest, s'éteignaient.

Quelques doutes commençaient cependant à se dessiner sur le plus dangereux des aventuriers de son époque [1]. Sous la direction de ses hommes, qui cherchaient à détruire en Bessarabie toute l'œuvre des propagandistes nationalistes [2], des prêtres bessarabiens demandaient un evêque ruthène à Hotin, que Marghiloman était disposé à céder à l'Ukraine [3], et un évêque bulgare à Ismaïl. Un envoyé ukrainien, Gologane, d'origine roumaine, venait à Jassy présenter, devant Marghiloman, des réserves en ce qui concernait l'union même qu'on venait de voter [4].

[1] Iorga, loc. cit., p. 346.

[2] Des Bessarabiens comme Pântea, ancien ministre de la Guerre, dans le gouvernement bessarabien sous l'autonomie, en avaient assez de cette poussée insolente; *ibid.*, p. 361.

[3] Cf. Marghiloman, loc. cit., p. 469.

[4] Iorga, loc. cit., pp. 347—348. Des milliers d'officiers russes agissaient librement à Chişinău; *ibid.*, p. 348. Ils parlaient du nouveau tzar Michel,

www.dacoromanica.ro

Si C. C. Arion se vantait d'avoir réduit sensiblement l'avance austro-hongroise, et d'avoir gagné l'admission, par les Centraux, d'un indigénat des Juifs par catégorie, écartant aussi la condition de faire du catholicisme la seconde Église d'État [1] et si, enfin, la toute puissance de Czernin tombait, de sorte qu'il semblait que, de ce côté aussi, se dessinait une légère détente, l'âpreté de ceux qui pressaient la conclusion de la paix, dont ils avaient tant besoin pour les approvisionnements, au moment où se préparait le suprême assaut sur le front occidental, assaut auquel ils auraient désiré que le drapeau roumain lui-même participât [2], s'accroissait sans cesse. On essaya aussi à Jassy un mouvement populaire des affamés, contre la classe dirigeante qui aurait été la cause du malheur, et on pensait que ceci pourrait donner l'occasion désirée d'une extension de l'occupation sur le territoire de la Moldavie jusque-là épargné [3]. À Jassy, on réquisitionnait des maisons, on se mêlait de tout de plus en plus, et la reine ne pouvant plus voir ce spectacle, s'était réfugiée dans la montagne, à Bicaz [4].

Ainsi, fut conclue, le 7 mai 1918, l'odieuse paix de Bucarest [5]. Marghiloman la croyait définitive; interrogé par les Dobroudjiens, il déclarait qu'il ne croyait pas au miracle: qu'ils doivent donc vendre tout ce qu'ils ont, avec le seul retard qui serait nécessaire pour obtenir des prix plus élevés ! [6].

« hetman de l'Ukraine et gospodar de Moldavie » (on retournait ainsi le titre qu'avait eu, en 1680, un Duca, prince de Moldavie !) Cf. Marghiloman, loc. cit., p. 481.

[1] Iorga, loc. cit., p. 340.

[2] Plus tard, Argetoianu a affirmé que le général Averescu l'aurait accepté. Rien dans le caractère du général ne justifiait un pareil soupçon. Mais nous avons vu ce qu'avait donné et ce qu'était prêt à donner Marghiloman.

[3] Marghiloman, loc. cit., p. 508 et suiv.; Iorga, loc. cit., p. 345.

[4] Marghiloman note les gestes d'indignation et les prophéties de « revanche »; loc. cit., p. 405. Cf. *ibid.*, pp. 483—484.

[5] Pour la réponse du roi au télégramme qu'il annonçait, et la nécessité qui s'imposait de changer quelques termes, voy. les déclarations de Ştirbei; Iorga, loc. cit., p. 335. Marghiloman montre comment il a effacé un mot et changé la ponctuation; loc. cit., p. 513. Mais il était resté « le moment douloureux ».

[6] Iorga, loc. cit., pp. 365—366. La protestation des Dobroudjiens, avec le poète I. N. Roman en tête, fut écrite par Iorga.

www.dacoromanica.ro

Le roi seul maintenait sa conviction que rien n'était perdu d'une façon définitive; et la reine était sûre qu'« il y a une flamme qui ne peut pas mourir »[1]. De fait, si les âmes honnêtes et droites pouvaient encore vivre, c'était seulement parce qu'elles attendaient ce miracle, auquel Marghiloman se refusait à croire, et que les ennemis de leur propre pays considéraient avec effroi et terreur.

Des élections forcées, auxquelles la plupart des électeurs s'abstinrent, devaient sortir le Parlement d'une nouvelle série de scandales, sous prétexte que, suivant le désir des Allemands, les Brătianu et leurs acolytes doivent être punis, — à l'égard de Take Ionescu, parti avec les premières séries d'expulsés volontaires, on avait passé plus légèrement. À Bucarest, le journal le « Drapeau » de Marghiloman, était en lutte avec la « Renaissance », journal de Lupu Costachi. Le roi, appelé de Bicaz, fut forcé de lire son douloureux message, rappelant les faits d'armes maintenant finis, devant des personnes qui le haïssaient et qui auraient désiré pouvoir le renverser (3 juin). Grégoire Cantacuzène, agitateur contre la guerre, refusé d'abord par le souverain, était entré de force dans le ministère[2]. À ce moment, Stere, en conflit avec le Conseil du Pays bessarabien, le fermait par un de ses gestes habituels de despotisme. Venu à Jassy, il criait à la Chambre des Députés que la guerre aurait pu être empêchée par la volonté de la rue. Pendant son absence, on en arrivait, pour rétablir l'ordre en Bessarabie, à y envoyer le général Văitoianu[3].

Le Parlement ratifia, le 15 juin, le traité, faiblement combattu par quelques-uns seulement des adversaires, surtout du parti du travail, qui avaient pu y pénétrer. Quelques jours après, le roi était attaqué ouvertement, et Marghiloman disait que, si par cette concession on avait pu sauver la Dobroudja le souverain aurait fait « le geste sauveur ». Des calomnies misérables étaient forgées contre la reine qui décli-

[1] *Ibid.*, p. 367.
[2] Voy. Marghiloman, loc. cit., p. 548.
[3] Voy. aussi Iorga, ouvr. cité, II, pp. 22, 42—43.

www.dacoromanica.ro

rait dans une conversation: « Je peux aller tout droit à Dieu, lui montrant ce que j'ai fait et la façon dont j'ai vécu, quels sont les services que j'ai rendus, dans des temps si difficiles, à mon pays » [1]. Le 25 du mois on votait, au milieu des injures les plus grossières, la mise en jugement du ministère Brătianu, et les libéraux parlèrent avec courage, niant la légalité des Assemblées. On pratiquait des confiscations dans les maisons des anciens ministres. On travaillait à détruire les établissements de crédit, la Banque Nationale.

En même temps, on mettait à exécution les points du traité, votant l'indigénat des juifs en bloc. On imposa au roi d'accepter la loi d'amnistie [2].

Mais, dès ce mois de juillet, la grande offensive franco-anglaise à Montdidier amenait C. C. Arion à dire publiquement que le moment approchait peut-être où il faudrait parler autrement au banc des ministres. Et le roi pouvait répondre de cette façon, le 13 août, à un télégramme: « Sur la voie difficile des souffrances que j'ai traversées depuis longtemps, nous serons guidés par l'espoir et la confiance dans les forces de vie de notre chère nation » [3]. Et Pelivan, vainquant la candidature de Virgile Arion, pouvait crier, dans une telle Chambre: « Vive le roi d'aujourd'hui, et l'empereur de demain ! » Marghiloman, se vantant d'avoir ajouté la Bessarabie au royaume, osait parler de cette grande Roumanie que lui, il représentait. Mais P. P. Carp apparaissait à Jassy comme s'il était venu pour donner personnellement le signal du renversement du trône [4]...

Les Centraux paraissaient ne pas prévoir ce qui devait se passer. Dans les délégations, le nouveau chancelier austro-hongrois, Burian, cet Arménien magyarisé, ayant des ancêtres en Moldavie, répondait à une question concernant l'agitation roumaine, qu'en effet, quelque chose s'est passé « dans la partie non occupée de la Roumanie », mais qu'on

[1] *Ibid.*, p. 33.
[2] Marghiloman, ouvr. cité, IV, pp. 13, 15.
[3] *Ibid.*, p. 54.
[4] Iorga, loc. cit., p. 57.

www.dacoromanica.ro

a pris les mesures de rigueur. On avait imposé l'amnistie de tous les traîtres; mais cette fois le rapport lui-même avait été une protestation indignée. Néanmoins, on ira jusqu'à arrêter Alexandre Constantinescu. Et, alors que Tisza disposé à reconnaître maintenant l'autonomie des nationalités, était prêt à céder à l'Italie ce qu'elle était arrivée à conquérir, il continuait à menacer la Roumanie, méprisée, à chaque mouvement qu'elle osait faire [1].

Dès la première moitié de septembre on disait, bien qu'une démission de Marghiloman eût été refusée peu auparavant, avec des paroles aimables [2], que le roi, qui était revenu de Bicaz, pensait à un ministère de généraux, présidé par Coandă, qui avait été le représentant de la Roumanie à l'état-major russe, — militaire très cultivé, francophile permanent, ayant aussi épousé une Française, ancien aide de camp royal. Les Bulgares, de nouveau attaqués en Macédoine, ne voulaient plus combattre; les Serbes avançaient vers Skoplje-Scupi. Il était évident que, sur tous les fronts, la bataille décisive approchait et qu'elle serait contre les Centraux. Bientôt, le président Wilson, devenu l'arbitre de la paix sur la base du droit d'auto-détermination, proclamée aussi par les Bolchéviques, demandait son application aux nations d'Autriche et de Hongrie.

On pouvait parler ainsi d'un nouveau ministère Averescu et du retour à l'idée d'un ministère présidé par le magistrat Manolescu-Râmniceanu.

Marghiloman essaya de lutter. Il entreprit des négociations pour la reprise de la Dobroudja [3]. C. C. Arion, de

[1] Mais, en octobre, nouvelle mission de Randa.

[2] Marghiloman, lieu cité, pp. 16—17.

[3] D'une façon plus large dans ses *Mémoires*, IV, p. 52 et suiv. Mais il entendait que la Dobroudja, restituée par trois des quatre Etats qui se l'étaient partagée, les Bulgares reprenant le territoire annexé par la Roumanie en 1913, soit défendue par les Roumains, dans certains cas contre leurs anciens alliés; p. 57 et suiv. Marghiloman demandait au roi de renoncer à la Transylvanie; *ibid.*, pp. 69—85. Et il voulait imposer (à ce moment!) la ratification de la paix de Bucarest; *ibid.*, pp. 69—70.

www.dacoromanica.ro

son côté, parlait à ses amis d'une autonomie possible des Roumains de Hongrie [1]. On lui opposait la nécessité de proclamer *l'union roumaine* [2] *que maintenant même les réfugiés de Paris tenaient toujours à l'ordre du jour.* La façon dont les ministres étaient maintenant traités par le roi fut évidente à la cérémonie pour le repos de l'âme du petit prince Mircea, mort à Cotroceni, au commencement de la guerre, alors que le palais était bombardé par les avions allemands [3]. Ils étaient salués dans la rue par des huées, et les partis francophiles organisaient des manifestations que personne n'avait le courage d'arrêter: l'une, partant de la place de l'Union, comprenait, à côté des étudiants, des officiers en uniforme. En vain les représentants de l'occupation allemande jettaient le défi, cherchant des conflits à exploiter. Le général Averescu fut porté sur les bras à la légation d'Amérique, d'autres acclamaient Jean Brătianu (21 octobre). Les Français étaient partout ovationnés. *Une assemblee à Chișinău se déclara pour l'union générale des Roumains, abandonnant aussi l'autonomie bessarabienne qu'on avait voulu garder jusque-là* [4]. A Bucarest, les anciennes craintes avaient disparu: comme le bruit courait que, sur la rive droite du Danube, où était déjà arrivée la cavalerie française, des officiers s'en étaient détachés et se trouvaient à l'hôtel Athénée Palace, il se produisit une immense poussée de la foule qui se moquait de la police et même de la troupe allemande.

A ce moment, Vienne étant à la disposition des démobilisés, de même que Prague, le sous-lieutenant Maniu pouvait commander en leur nom au ministre de la Guerre [5]. La retraite des Austro-Allemands s'étendait de tous les côtés. *De fait, la Transylvanie elle-même appartenait aux démobilisés, qui criaient: «Vive la grande Roumanie». De la Boucovine,* où les Ukrainiens cherchaient à proclammer comme roi national

[1] A ce moment, trois membres de l'Académie Roumaine osaient proposer l'élection de Stere; Iorga, loc. cit., p. 81.

[2] *Ibid.*, pp. 86—88.

[3] *Ibid.*, p. 88.

[4] *Ibid.*, pp. 89—92, 93.

[5] Déclarations de Maniu; Marghiloman, ouvr. cité, V, p. 52.

www.dacoromanica.ro

l'archiduc Guillaume, *on demandait l'entrée des troupes roumaines, depuis longtemps attendues*: Iancu Flondor, l'ancien chef des nationaux de la province, semblait être maintenant le chef du pays [1]. *Les soldats du général Zadic purent passer la frontière*, avec la permission du président du Conseil, totalement vaincu par les événements, qui criait au Sénat, lui aussi, à côté de ceux contre lesquels il avait combattu pendant deux ans: « Vive la grande Roumanie ! » [2].

Mais, le 24 octobre (6 novembre), il dut, sans trop d'amertume, quitter le pouvoir [3] confié à Coandă, qui s'adjoignit les généraux Grigorescu et Văitoianu; à côté de ministres civils il y avait, avec des Bessarabiens, Fotin Enescu, l'ingénieur Saligny, Démètre Buzdugan, Alexandre Cotescu, le financier Oscar Chiriacescu, Poni acceptant de nouveau l'Instruction publique, mais pensant à résoudre la question rurale.

Le premier acte historique sous ce régime fut d'accourir à l'aide des Boucoviniens qui voyaient Cernăuți occupé par les Ukrainiens, —Aurel Onciu, resté le même qu'à l'époque où il demandait l'union de la Roumanie avec la Monarchie, affirmait à Jassy, où on ne savait pas quel était son passé, que, sur la base d'une ancienne entente avec Marghiloman, les armées roumaines n'ont droit qu'à la partie Sud de la province. Il ne fut pas reçu par le roi, et avec le peu qu'il pou-

[1] Les renseignements sur cette situation, Iorga, loc. cit., p. 124. Un simulacre d'opposition des Ukrainiens de Coțmani. Le métropolite Vladimir de Repta, très affaibli, et qui avait été un ancien austrophile timide, sera amené difficilement à Jassy; *ibid*, pp. 124—125. Pour le rôle du professeur Sextile Puşcariu et de ses élèves trop négligés, une déclaration; *ibid.*, p. 131. Cf. aussi la collection de témoignages publiée par M. Nistor, en 1938. Marghiloman avait commencé d'abord par promettre des armes, car les troupes roumaines n'auraient pu intervenir qu'en cas de révolution, pour protéger les sujets roumains; *Mémoires*, loc. cit., pp. 109—110. Ce ne fut que le 23 octobre de l'ancien style qu'on ordonna, sur la demande même des gendarmes autrichiens de Suceava, l'occupation de la ville; *ibid.*, p. 114.

[2] À Paris, le gérant de la légation se moquait cependant des efforts du Comité roumain en France; Marghiloman, ouvr. cité, V, p. 19.

[3] Description de l'audience, dans Marghiloman, *ibid.*, p. 117 et suiv. Le roi aurait déclaré que les ministres de l'Entente s'étaient plaints de l'occupation de la Boucovine.

www.dacoromanica.ro

vait ajouter comme armée, le souverain donna aux Buocoviniens ce qu'il fallait pour écarter la tentative ruthène [1].

Le second acte historique fut le décret de mobilisation générale, au moment où les Français passaient par Zimnicea. Les Transylvains envoyés par Théodore Mihali: le lieutenant Popovici et l'avocat Boeru, puis le professeur Nicolas Bălan, le futur métropolite de Transylvanie, et le capitaine Nicolas Precup, avec le professeur Silviu Dragomir [2], *demandaient, eux aussi, que les troupes roumaines entrent chez eux.* Un comité national, sous la direction effective d'Étienne Cicio Pop, s'était formé à Arad, demandant le départ des organes hongrois de Transylvanie. De la part du comité vinrent ensuite à Jassy deux jeunes gens, Crișan et Roxin. Venu des Balkans, le général Franchet d'Esperey fixa le Mureș comme ligne de démarcation entre les Roumains et les Hongrois. Cependant, Mackensen avait rejeté avec mépris la sommation de partir; mais il dut se soumettre sous peu à la même recommandation de la part de son pays lui-même, qui était réduit à la dernière extrémité. Emmenant le butin pris en Roumanie, il se dirigea vers Budapest, où il devait être mis sous garde, alors que les soldats roumains, nus pieds et mal vêtus, passaient les montagnes de Moldavie pour apporter en Transylvanie la nouvelle de la libération définitive.

Sous ce gouvernement favorable eut lieu, le 9 novembre, la commémoration de Michel le Brave, devant le crâne même du héros, rapporté de Russie, béni à la Métropole devant le roi et la famille royale [3], ainsi que devant les officiers alliés. Tous assistèrent le soir, dans la salle des fêtes de l'Université, aussi à une autre commémoration, celle de la conquête même de la Transylvanie par l'ancien prince, où Iorga tint un discours. Le service divin eut un profond écho dans toutes les âmes conquises par l'essor héroïque semblant partir de ces reliques vagabondes, qui revenaient

[1] *Ibid.*, pp. 101—103.

[2] Octavian Goga a montré qu'ils n'étaient pas venus de la part du parti national.

[3] « Le désordre » dont parle Marghiloman (loc. cit., p. 146) n'a jamais existé.

www.dacoromanica.ro

dans la terre libérée pour leur repos éternel, selon la « volonté des Écritures », ainsi que le disait, d'une façon prophétique, l'inscription sur le sarcophage de marbre élevé, quelques années auparavant, lorsque ceci paraissait seulement un idéal lointain. La cérémonie de l'offre, par Flondor et Nistor, de la Boucovine libérée au souverain roumain, suivit.

Seulement, le mois ne finit pas sans que, devant une foule immense, sortie de l'enfer des humiliations prolongées, Ferdinand Ier et la reine Marie, ayant à leurs côtés le général Berthelot et les chefs des soldats auxquels manquait le grand facteur d'organisation qu'avait été le vainqueur de Mărăşti, pris habilement dans la trame d'une politique qui l'empêchait d'appartenir à toute la nation reconnaissante, faisaient leur entrée dans la capitale profanée pendant si longtemps.

Le souverain devint bientôt aussi roi de la Transylvanie libérée. Appuyés par l'avance, bien que lente, à cause des terribles pénuries de toutes sortes, des troupes roumaines, les chefs des Roumains transylvains qui conservaient encore comme président le très vieux Georges Pop de Băseşti, depuis longtemps sans aucun rôle, choisirent *Alba-Julia*, la capitale de Michel-le-Brave, pour y proclamer l'Union avec la Roumanie. En présence du général d'administration State Leonte et de Halippa, du côté des Bessarabiens, et du côté des Bucoviniens, du philolcgue Alexis Procopovici (élève de Sextilius Puşcariu considéré, celui-ci, comme le nouvel Aron Pumnul pour la jeunesse de Boucovine), ils se laissèrent entraîner à des discussions qui menaçaient de se prolonger. Sous l'influence du tempérament de Jules Maniu, le chef présomptif du parti, dominant par sa froide volonté, on aurait désiré une autonomie, demandée aussi par les socialistes. Mais la foule en décidait autrement; cette foule de milliers de paysans qui s'étaient rassemblés et se rendaient compte de l'état du pays, où, comme à Beiuş, la fureur du nationalisme hongrois aux abois faisait des victimes, parmi lesquelles: Ciordaş et son compagnon; et, d'un autre côté, les Serbes qui étaient entrés à Timişoara considéraient le Banat

www.dacoromanica.ro

comme annexé à leur pays [1]. Après des discours comme celui de Jean Agârbiceanu, le grand narrateur transylvain, qui avait été témoin de la lutte et des souffrances des Roumains dans le pays libre, *d'immenses acclamations saluèrent l'Union sans conditions*. Le siège métropolitain étant vacant après la mort de Mangra, l'élégant évêque de Caransebeș, Miron, jadis Elie Cristea, fils de paysans du district de Bistrița, et ancien maître d'école rurale, conduisait la délégation [2].

[1] Les députés banatiens ne purent venir à Alba-Julia.

[2] Témoignage de Leonte et de Procopovici; Iorga, loc. cit., à cette date, pp. 126—127. Cf. aussi I. Clopoțel, *La Révolution de 1918 et l'union de la Transylvanie avec la Roumanie*, Cluj, 1926. Pour la situation de l'Église de Transylvanie, les témoignages plus récents déjà cités de l'archimandrite Roșca. Pour la préparation contre les exigences impérieuses et répétées des Centraux, à l'égard d'une armée roumaine prête à remplir son rôle en toutes circonstances, voy. aussi les notes du ministre de la Guerre, le général Hârjeu, dans *Lui Alexandru Marghiloman*, Bucarest, 1924 (avec des notes sur ce qu'avait fait pour l'armée ce même Marghiloman, en 1913, et sur ce qui manquait à l'armée en 1916 et aussi après son retour au pouvoir), pp. 5 et suiv., 33 et suiv. 37. Pour toute la guerre aussi, le commandant André Nasta, *Războiul mondial, 1914—1916*, Timișoara, 1923, et le travail de M. Kirițescu paru sous deux formes: *Istoria războiului pentru întregirea României și ocuparea Budapestei*, 1916—1919 (1-ère éd. Bucarest, 1922—1924), et dans une édition française: *La Roumanie dans la guerre mondiale* (1916—1919, Bucarest, 1927).

www.dacoromanica.ro

LIVRE III

EFFORT POUR LA CONSOLIDATION DE L'ÉTAT ROUMAIN UNI

www.dacoromanica.ro

CHAPITRE I

LE PROBLÈME DE LA PAIX ET DES ALLIANCES

Dans la guerre du monde entier la victoire ne pouvait pas être gagnée par un seul. Au moment de la récompense pour le droit qui avait été poursuivi par les armes, chacun devait avoir une place correspondant sans doute à sa victoire, — car d'autres étaient appelés seulement au sacrifice qu'ils savaient, ou qu'ils devinaient être sûr, — mais, conformément aussi à tout ce qu'on avait jeté dans la balance, à toutes les souffrances et les pertes.

Mais de tous côtés venaient des demandes, quelquefois sur le même objet, de sorte que la paix qui devait être conclue — après que la Bulgarie, dont le roi était maintenant en exil, et la Turquie avaient quitté la lutte, après que l'Autriche-Hongrie était en pleine révolution de dissolution, et depuis que l'Allemagne, jadis si pleine de confiance, en était arrivée à un armistice sollicité et que Guillaume II avait passé la frontière en Hollande, — cette paix devait être particulièrement difficile, bien qu'en définitive s'imposait comme arbitre, du fait que son apport avait été décisif, la décision du penseur et historien qu'était le président américain Wilson.

La présence à la tête du gouvernement français de l'opiniâtre Breton Clémenceau qui, passant aussi par-dessus la tête de Poincaré, avait gagné la victoire par la fermeté de sa foi, n'était pas cependant, par certains côtés de son tempérament violent, une garantie pour une entente rapide et prudente entre les oppositions qui devaient se produire, et Lloyd George, d'un caractère semblable, ne présentait pas plus de

www.dacoromanica.ro

sérénité. Il n'y avait plus un Alexandre Ier de Russie, un Napoléon III, un Bismarck, comme aux autres congrès européens pour représenter celui dont personne ne pouvait enfreindre la volonté; et enfin, l'ancienne «Europe» du «concert» avait disparu, avec les sept grandes Puissances au-delà desquelles il y avait seulement de faibles voix de plaintes. Maintenant dans l'oeuvre commune, à laquelle les petits avaient eu la partie la plus difficile et avaient, parfois, déterminé le résultat par leur intervention et leur persistance, tant d'États étaient nécessairement convoqués eux aussi, et leurs intérêts étaient très souvent opposés. À cela s'ajoutait aussi le fait que, parce que la guerre commencée par les États pour des buts politiques s'était transformée en une guerre de nations, — et comme ces nations, cherchant la forme de leur liberté, avaient quelquefois des chefs si dignes du respect général, comme le penseur Masaryk, représentant des Tchèques, de ce qu'on apelait maintenant la Tchéco-Slovaquie, Masaryk, qui avait paru aussi à Jassy aux moments les plus difficiles, avec la décision parfaite d'une vision précise, — la mission [des diplomates] qui consultaient pour la première fois les hommes de science, (comme ce fut le cas, pour les frontières roumaines, du savant géographe français Emmanuel de Martonne), en devenait encore plus délicate. De grandes formations séculaires comme l'Autriche-Hongrie devaient se dissoudre par le processus même de dissolution intérieure et d'anarchie complète; et il fallait trouver, aux éléments vivants qui s'étaient affirmés, une stabilisation. Et cette stabilisation qu'aucun esprit prévoyant, — après les immenses souffrances de la guerre technique contre les civils aussi affamés, — ne pouvait admettre comme un provisorat hâtif, se heurtait à ces interpénétrations, à cette pénétration réciproque souvent indissoluble, résultant des conquêtes et des colonisations anciennes et nouvelles, des processus naturels ou voulus de dénationalisation après une longue vie commune, de l'habitude contractée, par des races différentes, de vivre dans cette communauté, et enfin des nécessités économiques indestructibles qui s'étaient imposées.

www.dacoromanica.ro

À ce congrès ne pouvait évidemment pas se présenter un gouvernement roumain composé de généraux, de fonctionnaires, et de retraités, bien que les membres du cabinet Coandă, nommé pour affirmer le retour de la Roumanie dans la grande famille des vainqueurs, s'occupât sérieusement de ses décrets-lois, — le Parlement Marghiloman ayant été déclaré inexistant, — des futures élections, sous lesquelles se glissa, comme aussi dans la nomination des fonctionnaires, la persistante volonté des libéraux; Coandă s'intéressa même à l'œuvre des réformes, gâtée sous le gouvernement conservateur par les idées agraires pratiques, mais certainement injustes, de Garoflid, œuvre qu'un Poni, avec sa vaste expérience, pouvait comprendre dans ses détails qui devaient être maintenant légiférés autrement. Il fallait donc congédier le provisorat ministériel qui se faisait des illusions sur l'avenir. Parmi ceux qui partirent à l'improviste, certains officiers le firent avec le sentiment d'avoir accompli un ordre suprême: seul Grigorescu considéra cette mesure de caractère politique comme une offense et, excité par l'exemple du général Averescu, il essaya d'un groupement de parti composé d'autres mécontents [1], que du reste sa maladie et sa mort prématurée firent dissoudre.

Il semble que le roi ait demandé à Jean Brătianu un ministère national, contenant aussi des éléments pris parmi les chefs transylvains, qui avaient déjà paru à Bucarest [2], et avec Iorga. Les premiers donnèrent quelques ministres sans influence, comme Vaida Voévode, Maniu, Étienne C. Pop, et Basile Goldiș, ancien professeur d'histoire et homme de conceptions théoriques; quant à Iorga, il refusa sa participation à un cabinet que la nature dictatoriale de Jean Brătianu entendait comme devant se soumettre à ses seuls suggestions.

Ainsi le nouveau ministère fut formé de personnalités connues, parmi lesquelles beaucoup, comme Jean G. Duca, n'avaient pas eu, surtout pendant les derniers temps, con-

[1] Voy. Iorga, loc. cit., p. 146.

[2] Les libéraux avaient essayé dès l'assemblée d'Alba-Julia, par leurs agents, de gagner le nouveau facteur politique transylvain dont ils ne soupçonnaient pas même les ambitions, pour le moment cachées.

www.dacoromanica.ro

fiance dans le résultat final. Il manquait seulement le doux Porumbaru, qui certainement n'avait eu aucune culpabilité, et Morţun, dont la totale insuffisance avait été prouvée. Mais on conservait Pherekyde qui avait évité, lui aussi, toute immixtion dans les affaires de la Guerre; et Alexandre Constantinescu, le seul qui, par sa conviction, son action et sa capacité avait mérité sa place. L'Intérieur avait été confié à Georges Mârzescu, un jeune, dans la maison duquel, à Jassy, le parti avait tenu ses séances, et qui, sous la pression des événements, avait terminé une maturité politique extraordinaire, étant certainement le plus compréhensif et le plus autoritaire des jeunes libéraux. Le grand souci de ce ministère était celui de la reconnaissance de la Roumanie comme belligérante. La Boucovine était représentée par *J. Nistor* et la Bessarabie par Inculeţ. Depuis longtemps, un professeur, *Alexandre Lapedatu*, avait été envoyé à Paris pour donner des informations; et la Bessarabie aura comme représentant officiel de son autonomie *Jean Pelivan*. Mais pour vaincre les grandes difficultés, il fallait d'autres efforts.

Brătianu, dans son orgueil, voulait une seule chose: la Roumanie devait réclamer l'accomplissement des promesses précises faites en 1914, et personne ne pourrait prendre en son nom l'engagement de changer ses frontières. Il ne voulait pas savoir que Take Ionescu avait déjà négocié avec Pachitch, le chef d'une Yougoslavie, — dans laquelle, par leur volonté proclamée solennellement, étaient entrés aussi les Croates et les Slovènes, — et qu'il avait consenti à un partage du Banat. Toutes relations avaient cessé avec ceux de Paris, entre lesquels des hommes comme Thomas Stelian, parmi les libéraux, comme le professeur Ermile Pangrati, à côté des intimes du chef des conservateurs, comme Paul Brătăşanu, et parmi les Transylvains, sans influence dans l'action politique entreprise, Octavian Goga, venu d'Odessa. Un groupe de Roumains qui se considéraient et s'étaient intitulés « le vrai gouvernement du pays » après les négociations de paix, étaient ainsi totalement négligés, passant par dessus tout ce qu'ils avaient pu admettre et promettre [1].

[1] Voy. aussi Xeni, *Take Ionescu*, Cf. R. Seişanu, *Take Ionescu*. Et la brochure récente de Georges Brătianu, qui veut excuser l'attitude de son père au

www.dacoromanica.ro

On n'employait pas même, pour les rapports avec l'Italie, les liens qu'y avaient établis les chefs de la Légion roumaine, composée de prisonniers austro-hongrois, comme Valère Pop, et le professeur Siméon Mândrescu [1]. Sur la question du Banat, partagé entre Roumains et Serbes, il avait refusé au chargé d'affaires yougoslave, un ami, après le départ du dur Marincovitch, Anastasievitch, d'origine sans doute roumaine, toute discussion. *Il est vrai que d'autre part, le Banat se trouvait sous la terreur des occupants serbes* [2], l'armée serbe qui ne put être que difficilement amenée à quitter la région de Lugoj et de Caransebeş, conserva bien tard Timişoara même, malgré l'intervention de Berthelot [3]. *On répondit, du côté des Roumains, en présentant à Paris aussi la question des Roumains du Timoc*, et Pachitch répliqua que: pour le moment, il est question du partage de la Hongrie et non de celui de la Serbie. De son côté, Brătianu, à Belgrade, où il avait dû s'arrêter, ignorant Protitch le lieutenant de Pachitch, avait cherché à obtenir une cession totale du Banat de la part du roi Alexandre, qui le renvoya à son ministre et demandait, certainement ironiquement, s'il ne consentirait pas à lui laisser au moins la zone de défense de Belgrade [4].

Avec son traité en poche, —après que Victor Antonescu eut réussi à le faire admettre comme valable par Clémen-

Congrès de la paix, même s'il s'était mis par-dessus ces réclamations, que nous venons de présenter dans le texte, à la tête d'une vraie coalition d'opposition qui devait lui susciter, de la part de Clémenceau et des autres facteurs dirigeants, une adversité correspondante. Le moment même de cette publication, *au milieu d'une nouvelle guerre*, pendant laquelle l'opinion publique roumaine était restée fidèle à ses souvenirs et à ses devoirs de gratitude, n'était certainement pas un acte de discrétion et de délicatesse.

[1] Voy. surtout l'article du premier, dans *Revue de Transylvanie*, III, 1938, et le livre de l'autre sur son activité en Italie.

[2] Voy. les déclarations d'Etienne C. Pop, qui parle aussi de son rôle dans l'écartement de la tentative des Magyares de garder néanmoins cette province; Iorga, loc. cit., pp. 150—151. Cf. Mihail Gropşianu, *Revoluţia anului 1918 din Oraviţa-Caraş şi proclamaţia întregirii naţiunii române, Oraviţa, la 4 Noemvrie 1918*, Timişoara, 1935; aussi la brochure, parue à Paris, de M. Sévère Bocu sur le Banat: *La question du Banat*, 1919,

[3] Iorga, loc. cit., p. 155.

[4] Les déclarations de Take Ionescu en 1922; Iorga, ouvr. cité, III, pp. 265-266.

www.dacoromanica.ro

ceau [1], — le président du Conseil était parti seul et sûr à Paris, où les Roumains eux-mêmes lui avaient préparé un très mauvais accueil, que ses façons impérieuses transformèrent, chez certains facteurs étrangers, en une adversité ouverte, contraire aux vrais intérêts du pays.

Pendant son absence, et il n'avait pas même laissé un remplaçant avec autorité, mais heureusement il y avait le nouvel état-major de l'armée, la situation en Transylvanie n'était pas décidée. *La ligne française avait été passée par les troupes roumaines, complètement refaites par un nouveau miracle des énergies cachées de la race, et elles étaient bien équipées.* On avança, mais non sans résistance, pendant ce dur mois de janvier 1919, vers le lointain point à l'ouest de Zălau, sans y être autorisé par personne. Dans certains coins, comme à Petroşani, centre des mines de charbon, la population magyare résistait énergiquement. Et, à Pest, le commissaire français Vyx, complètement gagné par les Hongrois, envoyait l'ordre de conserver en Transylvanie l'administration hongroise [2]. L'apparition à Vârşeţ, à Arad, à Cluj, de quelques officiers français paraissait être destinée à rappeler les Roumains aux limites fixées; à Arad, on avait permis au général hongrois Soss de passer, devant les officiers français, la revue de ses troupes avides de revanche et de reconquête; à Şiria, il y eut un vrai massacre des Roumains, de même qu'à Vaşcău. Zălau fut réoccupé momentanément par les Hongrois et sur les rives du Criş blanc, étaient repoussées les gardes roumaines formées par les démobilisés transylvains. Une enquête américaine s'ajouta elle aussi [3]. À Oradea commandait encore un général Kratochvil, qui avait fait chercher le chef rou-

[1] *Ibid.*, p. 126.

[2] Voy. les explications du général Mărdărescu, *Campania pentru desrobirea Ardealului şi ocupaţia Budapestei (1918—1919)*, Bucarest.

[3] Les missions scientifiques de Nicholas Roosevelt et Coolidge; Iorga, loc. cit., p. 170. Le premier montrait à Iorga que « la Roumanie a toujours eu les sympathies et l'admiration de l'Amérique; et l'Amérique désire qu'elle réalise ses aspirations nationales »; *ibid.*, p. 171. Bien différente était l'attitude du commissaire militaire américain à Budapest, dont les calomnies brutales sont rejetées par le général Mărdărescu (voy. plus haut note 2).

www.dacoromanica.ro

main, Aurel Lazăr, l'une des plus belles figures de Roumain de cette région, pour lui préparer la même fin qu'au martyr de Béiuş. Parmi les ministres transylvains, — en ce moment même, s'était éteint le vieux président de leur parti, (février 1919), — on était arrivé à un état de vraie panique; en février également on arrêta M-me Clara Maniu, la mère du chef transylvain, avec sa fille et sa nièce. Parmi les Transylvains, des appréhensions pour l'avenir étaient ressenties à Sibiu, car l'appui moral des troupes françaises manquait totalement.

On arriva difficilement à une nouvelle ligne de démarcation qui laissait cependant de côté les villes de l'ouest: Satul-Mare, Oradea, Careii-Mari et Arad, où se préparait, avec les Szekler féroces, l'attaque contre les Roumains [1]. *Mais les Saxons, qui avaient voté la réunion à la Roumanie, envoyaient à Bucarest une mission pour assurer de leur loyauté* [2]. Les représentants de ces Allemands de Transylvanie avaient laissé à Iorga pleine latitude pour supprimer tout ce qui lui semblait dépasser les convenances momentanées, en fait de réforme nationale, et il usa de cette permission [3].

Et, dans la question de la Boucovine, on pouvait observer un fléchissement à l'avantage des Ruthènes, qui existait même aussi, pour certaines parties au-delà du Pruth, chez les nouveaux gouvernants roumains [4]. L'état de siège s'imposa dans cette province.

Dans la Dobroudja on avait permis l'entrée des troupes roumaines, en dépit de l'ancien bruit que l'Entente avait reconnu aux Bulgares le droit de souveraineté au Sud de la ligne Cobadin. Mais la population bulgare considérait la présence d'une armée vaincue comme un simple provisorat,

[1] Les assurances de Berthelot; *ibid.*, pp. 167—169. Lui était resté le même, interdisant le drapeau hongrois à Braşov; mais Franchet d'Esperey n'avait pas toujours la même attitude; *ibid.*, pp. 169—170, 171—172.

[2] Iorga, p. 159. Leur brochure a été imprimée avec une préface de Iorga.

[3] [Phrase ajoutée par l'auteur dans la traduction française] (Note éd.).

[4] *Ibid.*, p. 155. D. Ţopa, *Românismul în regiunea dintre Prut şi Nistru din fosta Bucovină*, Bucarest, 1928.

www.dacoromanica.ro

et les Anglais qui étaient présents, s'appuyant sur l'idée de race, se montraient favorables à cette attitude; même des officiers français prenaient la défense des représentants d'une conquête récente.

À la fin, des infiltrations bolchévistes se produisirent au nord de la Bessarabie, et le général Poetaș fut leur victime, ainsi qu'une centaine des siens: trois villages payèrent pour ce crime. Mais à Nădăbăuți il fallut livrer un vrai combat contre les bandes qui avaient des mitrailleuses et des canons. À un moment on perdit la possession de Hotin. Le nombre des rebelles morts s'éleva à deux mille, en grande partie des villageois ruthènes et roumains; on saisit leur matériel de guerre [1]. Pendant ce temps l'action française qui n'atteignit pas son but, continuait au-delà du Dniestre pour établir l'Ukraine des Alliés, et on employa aussi des troupes roumaines, comme à Tiraspol. Derrière la résistance bessarabienne, il y avait les grands propriétaires russes; à leur tête, un Krupensky, un Schmidt, de même que la propagande de l'antisémite nationaliste russe Pourichkevitch, maintenant à Odessa [2]. Les soldats français envoyés étaient, comme beaucoup de leurs camarades de Jassy et de Bucarest, complètement bolchévisés, et ils attaquaient même les Roumains.

À Paris, Brătianu avait trouvé le chaos. Créateur d'une « Ligue des Nations », Wilson croyait pouvoir dominer toutes les divergences par le moyen de laisser à cette création, encore mal organisée, le soin des frontières. À la demande du ministre roumain de faire exécuter les traités, on répondit par son renvoi à la « Commission des experts ». Il fallut que le général Văitoianu aille à Paris présenter des informations nouvelles sur les intrigues contre la Roumanie. L'officieux libéral l' « Avenir » *(Viitorul)* en était arrivé à dénoncer publiquement la Conférence comme n'étant pas favorable aux Roumains. L'intervention personnelle de la reine, qui acquit

[1] Voy. aussi Iorga, loc. cit., p. 154; les déclarations du colonel Antonescu, sous-chef de l'état major.

[2] Berthelot était contre l'action en Russie; ses déclarations, *ibid.*, p. 167.

www.dacoromanica.ro

des amitiés précieuses, vint au secours de Brătianu qui reconnaissait que lui seul ne pouvait pas atteindre son but [1].

Pendant que la Conférence de la paix, qui n'avait pas trouvé de chef, ajournait ses décisions, l'esprit de vengeance des Hongrois préparait une grande offensive. Le gouvernement de Karoly, partisan peu sérieux de l'Entente, qui avait déchaîné le révolution radicale contre l'ancien régime, se retirait, en guise de protestation contre la ligne de démarcation, annonçant le déchirement territorial; et il permettait au communiste Bela Kún, fils de petit marchand juif de Transylvanie, de se saisir du pouvoir pour une œuvre de réfection de la Hongrie millénaire, fût-ce même sous le drapeau rouge, qui devait amener une entente avec les bolchéviques russes et une attaque contre la Roumanie du côté de l'Est. Parmi les défenseurs de ce communisme magyar, il y avait du reste, en dehors du chef même, beaucoup des éléments choisis parmi les prisonniers et envoyés de Russie pour ce but même. Lénine, chef du gouvernement russe, était salué par ce Budapest communiste comme « le chef du révolutionnarisme international ».

Pour le moment, pendant que le prince Charles visitait la Transylvanie, les troupes hongroises entraient à Oradea et prenaient possession de tout le Bihor, chassant l'évêque Radu, jetant en prison le vicaire Ciorogaru, menaçant et déportant. L'initiative du roi, gravement offensé par ces violences, et qui avait maintenant à sa disposition 130.000 hommes bien préparés, sous une *conduite unique, celle du général Presan et du colonel Antonescu*, amena, vers la mi-avril, une intervention militaire, avec la décision de passer par-dessus cette ligne de démarcation, derrière laquelle s'était organisée l'attaque. « J'ai observé », disait Ferdinand Ier au général français Franchet d'Esperey, « tout ce que réclamait la loyauté; mais il y a quelque chose au-dessus de la loyauté: le souci de la propre dignité » [2]. Avec peu de pertes, on arriva jusqu'à

[1] « Je n'aime pas les gens qui pleurent », disait Clémenceau à la reine en parlant de Brătianu; *ibid.*, p. 193 (déclarations du 22 avril).

[2] *Ibid.*, pp. 189—190.

www.dacoromanica.ro

Soborşin, l'avant-garde se dirigeant vers les villes refusées jusqu'alors; on occupa aussi Satul-Mare, puis *Debreczin*, *Bekes-Csaba*, mais pas Arad. À ce moment Pherekyde [1] parlait du chemin libre qui s'était ouvert, au moins aux Roumains, vers Budapest, et le roi le confirmait le jour du 10 mai.

De fait, à Paris, reconnaissant aussi les autres droits des Roumains, les villes n'étaient pas encore accordées, *attribuant cependant à la Roumanie Hustul dans le Maramuresch*, et, dans le Banat, Bazias, tandis que les Serbes gagnaient Panciova et Biserica-Albă [2].

Brătianu était désespéré. On parlait maintenant d'un coup roumain dans le Banat. On cherchait l'organisation de certains mouvements de protestation à Bucarest, le gouvernement allant jusqu'à l'idée de retirer sa déclaration de Paris et même de restituer son mandat. Mais, en Boucovine, étant donnée la pénétration du bolchevisme en Galicie, on avancerait vers *Colomeia* et *Stanislavov*, dans l'ancienne *Pocutie* d'Étienne-le-Grand, d'Alexandre-le-Bon et de Pierre Rareş, qui devait être, pendant quelque temps, occupée par les Roumains. Le futur roi Habsbourg d'Ukraine fut amené comme prisonnier à Bucarest.

Mais l'avance roumaine fut arrêtée après une sommation des Alliés sur le front de l'Ouest à Solnok, où on avait rencontré quelques résistance. Tandis qu'on occupait enfin *Arad*, contre la volonté des officiers français, qui avaient été logés dans la forteresse [3], la Tisa ne put pas être passée et il fallut ajourner le défilé annoncé dans la capitale de la Hongrie. Une bonne armée disciplinée, pleine d'enthousiasme national, se dressa devant les Roumains. Mais, pour animer les troupes de ce front occidental, le roi et la reine allèrent visiter les nouveaux territoires occupés, jusqu'à Orade, Careii-Mari et Baia Mare, où ils furent reçus avec un grand enthousiasme, même par la population non roumaine qui redoutait une installation permanente des bolcheviques [4].

[1] Il parlait aux siens, ainsi que nous l'assure son fils, de la « guerre déclarée à la Hongrie ».

[2] Lettre de Lapedatu; *ibid.*, p. 192.

[3] Informations données par Goldiş; *ibid.*, p. 205.

[4] Témoignage du roi; *ibid.*, pp. 213—214.

www.dacoromanica.ro

Pour le moment cependant, il fallait que les Roumains aillent appuyer les Tchécoslovaques puissamment attaqués qui se retiraient. On ne prévoyait pas qu'un second coup pouvait concerner la Roumanie elle-même. Les grands soucis venaient d'ailleurs. Une nouvelle décision du Conseil de Paris ramenait la question du Danube, imposait le paiement afférant de la dette austro-hongroise, le respect du droit des nationalités, conditions que le roi ne consentait à aucun prix à admettre dans leur totalité [1]. En même temps, *le gouvernement communiste de Budapest était reconnu à Paris et, par lui, on fit aux Roumains la sommation d'avoir à revenir à l'ancienne ligne de démarcation.*

Dès le mois de juillet 1919, à la suite du refus, le dictateur juif de la Hongrie rouge déclencha l'offensive, « au nom de la Conférence » [2], en même temps qu'on essayait à Bucarest même, un mouvement communiste [3]. Par deux lignes de pénétration, à Szolnok et à Tokaj, les troupes hongroises se déversaient tumultueusement vers la Transylvanie. On avait cru au commencement que les déloger des deux pointes était très facile; il fallut que, de nouveau, le couple royal aille montrer, sur le lieu de ces combats difficiles, sa confiance admirable, de nature mystique. On arriva ainsi, après une période de grands soucis, à la victoire plénière [4]: quatre divisions hongroises capitulaient. Rien ne put empêcher ensuite *la tumultueuse avance de la cavalerie roumaine sous le général Rusescu qui, au commencement du mois d'août (1919), faisait enfin son entrée à Budapest*, sauvant toute une bourgeoisie qui avait été jusque là terrorisée. Quelques jours après, toute

[1] *Ibid.*, pp. 216—217. En ce qui concerne la Bessarabie, même après la faillite de la tentative « blanche » de l'amiral Koltchag, le Conseil de Paris écoutait le Russe Maklakov. Les Américains avaient proposé à Brătianu un plébiscite qu'il refusa; *ibid.*, p. 226.

[2] Pour ces luttes, aussi le témoignage du général Rasoviceanu; *ibid.*, pp. 222—223. Le ministre de France prévoyait cependant la possibilité que Budapest soit occupé par des Serbes et des Français; *ibid.*, p. 233. Cf. aussi Marghiloman, ouvr. cité, IV, p. 377.

[3] Iorga, loc. cit., p. 233.

[4] Pour le rôle que s'attribuait Al. Constantinescu, dans cette avance, voy. ses déclarations, *ibid.*, p. 226.

www.dacoromanica.ro

l'armée du général Mărdărescu prenait son quartier général dans la capitale de la Hongrie, où elle devait trouver une autre inimitié: *la jalousie des Alliés, qui avaient fait des calculs bien différents que renversait cette catastrophe politique, sans aucun horizon*: Le colonel italien Romanelli rivalisera dans ses piques journalières avec Vyx, et avec un commissaire américain dont les mémoires, parus après sa mort, contiennent les falsifications les plus hardies dans une forme brutalement offensante, contre une nation qui pouvait se payer maintenant non seulement des derniers comptes, mais des dettes qui dataient de plusieurs siècles [1]. On envoya à Bucarest même le colonel anglais Yates, avec la sommation de rentrer dans la légalité conventionnelle. Toute réquisition était interdite; le butin pris aux Centraux devant être considéré comme «un gage commun».

La réponse de Brătianu qui, dans ces formes de protestation était d'une dignité supérieure, fut très belle mais, dans sa forme ironique, cassante, elle ne pouvait apporter aucun profit réel. Le sentiment de haute dignité du roi soutint cependant jusqu'au bout cette action de résistance dans laquelle il y avait surtout, pour le président du Conseil, la blessure de l'homme tout puissant qui était revenu de Paris comme un vaincu, à cause de l'opposition des autres, mais aussi à cause de son propre défaut de ne pouvoir jamais discuter avec personne et de ne pas renoncer à la formule sur laquelle, sans avoir consulté au moins ses amis les plus intimes, il s'était arrêté. Il est sûr que, dans une situation générale comme celle du mois de septembre 1919, et avec le bouillonnement continuel des passions sociales, entretenu par plusieurs sources, — sur lesquelles nous reviendrons — il n'était pas tout-à-fait indispensable de chercher d'autres ennemis.

On en arrivera ainsi à une vraie psychose générale en ce qui concerne les clauses de Paris où cependant, *par les traités de 1920, de Saint-Germain pour l'Autriche, de Trianon pour la Hongrie, on établissait pour les Roumains*, sinon sur la base

[1] Voy. la réponse citée du général Mărdărescu.

www.dacoromanica.ro

du traité conclu en 1914 avec Brătianu, du moins *sur les opinions des experts géographes, des frontières contenant la Transylvanie, la plaine à l'Occident jusqu'au-delà d'Orade et d'Arad, et la plus grande partie des Roumains de ces régions*. Très peu nombreux étaient ceux qui, au commencement, comme Iorga, avaient cette opinion que *les minorités, qu'il était question d'accueillir comme protégées par des Puissances du dehors, qui ne pouvaient jamais intervenir solidairement* — et du reste aucun homme de bon sens et aucun vrai nationaliste ne pouvait penser à leur interdire le droit de conserver non seulement leur langue, mais aussi leur conscience, — « *peuvent être prises dans une vie économique et financière puissante* », mais que « si nous ne savons pas le faire, nous n'aurons pas mérité la grande Roumanie » [1].

Brătianu alla jusqu'au bout, se retirant (en octobre). Et il ne laissa pas le pouvoir entre les mains de Cornelius Manolescu-Râmniceanu, qu'il considérait comme peu sûr, celui dont on avait parlé aussi à Jassy; mais, formant un ministère de généraux, avec un seul civil à la Justice, Emile Miclescu, il prit soin, à un moment où beaucoup de chefs militaires de la guerre se dirigeaient vers les clubs, qu'ils conservent des rapports avec son parti [2]. En réalité, le nouveau président du Conseil, le général Văitoianu, prenant sa retraite, se joignait à cette puissante organisation [3]. On connaissait l'amitié qui unissait le digne combattant qu'avait été le général Popescu (le Sanitaire) à Alexandre Constantinescu. De tels liens ne manquaient assurément pas au général placé à l'Instruction publique, Lupescu. L'Agriculture était cependant confiée au général Popovici, qui n'avait pas d'attaches politiques.

Pendant que les élections étaient, dans une atmosphère asphyxiante [4], la principale occupation de tous, on donnait,

[1] Déclarations faites par Iorga au colonel Anderson, chef de la Mission américaine, le 19 septembre; *ibid.*, pp. 248—249.

[2] Voy. le chapitre *Evolution politique du suffrage universel.*

[3] L'opposition des Takistes et des partisans du général Averescu avait dénoncé ce général comme ayant été proposé jadis Président du club libéral de Focşani. Cf. l'attitude de Marghiloman, loc. cit.; p. 388.

[4] Voy. le même chapitre cité plus haut, note 1.

www.dacoromanica.ro

au nom du Comité de Paris, l'assurance qu'on consentirait à « interpréter » les clauses qui donnaient des soucis; mais, en même temps, on demandait impérieusement que les Roumains quittent Budapest et présentent des comptes pour les réquisitions, acceptant même un contrôle.

Le slogan des conditions imposées par le Conseil de Paris sera employé sans cesse pendant ces élections tumultueuses, les seuls sincères étant Cuza, qui avait repris les rapports rompus dans le Parlement de 1916—1918 avec Iorga, et ses adhérents, lorsqu'ils voyaient dans ce programme d'avenir, dirigé contre les « petites » nations, une faveur pour les Juifs, qui allait jusqu'à interdire le jugement des procès le samedi. Quand la nouvelle « Assemblée nationale » fut ouverte, le message, applaudi aux passages concernant les Alliés et surtout la France, passa sous silence ce qui concernait les conditions dont l'acceptation ou le rejet était laissé au compte des élus, mais non sans souligner le droit de la Roumanie. La résistance fut cependant continuellement nourrie par les libéraux, qui avaient gagné aussi Inculeț et Nistor, ministres des provinces réunies. Collaborateur jusque-là de Brătianu, à Paris, Vaida, même lorsqu'il se montrait disposé à signer cet acte, —recommandé chaleureusement par Iorga, « comme étant la seule décision possible», —ne pouvait pas oublier les humiliations subies au cours des discussions avec les chefs des grands Alliés. Et Maniu croyait que, si les États ne peuvent pas s'entendre, on pourrait tenter un accord d'une nation à l'autre, par l'envoi dans ce sens, à Paris, d'une délégation du Parlement [1]. Enfin, le chargé d'affaires de France, Cambon, montrait en particulier que tout pouvait s'arranger, —car il était question seulement d'une « déclaration » sur la signature, après laquelle viendraient « les formules » —que le retrait des troupes sur la Tisza devait être accepté, mais on n'imposait pas de terme, ajoutant que l'amiral Horthy, nouveau régent à Budapest, où l'occupation roumaine n'avait pas pu influencer dans le sens de la formation d'un gouvernement plus traitable, n'était pas capable

[1] *Ibid.*, p. 274.

www.dacoromanica.ro

d'attaquer; il n'oubliait pas d'observer aussi que «la résistance» mettrait en discussion la situation des Roumains en Bessarabie, où ils ne sont que «tolérés». En même temps, les Serbes, eux aussi atteints par des conditions désagréables, s'approchaient du moment de la signature [1].

Mais, sans la déclaration qu'il avait l'intention de présenter, le gouvernement Văitoianu donna sa démission, le 28 novembre, sur cette question des conditions, pour rédiger ensuite une note qui dut être refaite [2].

Dans la crise qui s'était ainsi ouverte les Transylvains auraient voulu plutôt un gouvernement Iorga, sur la base du «bloc», dont on parlera plus loin, pour prendre sur lui la responsabilité de la signature. Comme cette proposition répétée ne fut pas acceptée, pas plus que celle qui fut faite par Inculeț, Maniu essaya de tergiverser; et il allait jusqu'à l'idée qu'il se pourrait qu'après le refus définitif de la Roumanie, les ministres des grands Alliés quittent le pays [3]. Dès le début même de décembre, il dut admettre cependant la signature, déclarant en particulier qu'il y avait crû dès le commencement, mais n'avait pas voulu qu'on croit que de pareilles conditions devaient été acceptées immédiatement. Le même jour, et en dépit de la note Văitoianu, le roi lui-même accepta la seule solution possible, et il ajouta en plaisantant que tout le conflit était venu «des deux boucs qui s'étaient cogné les cornes»: Brătianu et Clémenceau, mais «la pilule amère avait été ointe aussi d'amertume» [4]. Mais Maniu, dont la qualité de chef des Transylvains ne s'appuyait sur aucune élection, préféra passer la main à Vaida qu'il supposait être plus apte à une pareille mission, aussi à cause de l'horizon plus vaste et surtout de la connaissance des choses d'Occident qu'il avait gagnée récemment à Paris. Dans le pro-

[1] *Ibid.*, p. 276. Goldiș croyait que Horthy attaquerait dans un mois; *ibid.*

[2] *Ibid.*, p. 281.

[3] *Ibid.*, p. 280.

[4] Déclarations du roi à Iorga; *ibid.*, pp. 282—283. Brătianu déjà avait rompu l'entente pour que des vaisseaux français viennent draguer des mines dans la Mer Noire; *ibid.*, p. 293. Vintilă Brătianu combattra le projet concernant les «wagons britanniques»; *ibid.*, p. 304.

www.dacoromanica.ro

gramme qui fut lu au Parlement, le nouveau président du Conseil [Alex. Vaida-Voevod], excusant la signature, appuya sur le fait que, dans toutes les circonstances, la primauté appartient à la vitalité d'une nation. L'opinion contraire, énoncée dans un grand discours, qui dura deux séances, de la part de Jean Brătianu, fut un acte d'accusation contre ceux qui auraient voulu expressément, non pas imposer leur autorité envers un pays plus petit, resté récalcitrant, mais chercher l'humiliation de la Roumanie, et il reviendra à l'assaut. Au Sénat, Pherekyde provoqua un grand tumulte quand il voulut montrer que, par la signature, le roi n'a plus cette couronne souveraine qui lui avait été donnée par la nation. Et le roi lui-même, répondant à l'adresse de la Chambre, eut des paroles dures pour les Alliés.

Aussitôt après, pour résoudre la question de Bessarabie, Vaida partit en Occident, et ses visites à Paris et à Londres lui gagnèrent les sympathies qui étaient nécessaires pour obtenir une reconnaissance de la situation roumaine dans le pays au-delà du Pruth. Mais, rencontrant de la résistance de la part de Lloyd George, qui était d'avis que c'était une question à résoudre entre Roumains et Russes, il demanda l'appui de Millerand [1]. L'acte de reconnaissance n'était pas encore le traité, qui viendra seulement après que les troupes roumaines se seront retirées de Hongrie. Deux signatures manquaient: celle de l'Italie et celle du Japon [2].

Sous prétexte de discuter la question des prisonniers roumains, le président du Conseil envoya à Copenhague un écrivain, Démètre Ciotori, pour chercher à s'entendre avec les bolcheviques eux-mêmes [3]. Comme le général Prezan croyait qu'en cas d'attaque de leur part on ne pourrait pas opposer une longue résistance, il était aussi pour la paix que Tchi-

[1] Lettre de Vaida; *ibid.*, p. 336. Le germanophile furieux qu'était le secrétaire aux Affaires étrangères, N. Docan, maintenu par tous les régimes, et qui promettait de laisser ses collections au Musée de Budapest, arrêta cependant quelque temps la nouvelle du succès.

[2] [Cf. Vas. Stoica, « *Mizeriile unei ratificări* », art. dans « *Câmpia Libertății* », I, nr. 3 1944]. Note éd.

[3] *Ibid.*, p. 333.

www.dacoromanica.ro

tcherin offrait [1]. Le 6 mars 1919, le Parlement célébrait la reconnaissance de l'Union avec la Bessarabie, aux habitants paysans de laquelle on était sur le point d'accorder une large loi d'impropriation (10—11) [2].

Quelques jours après cependant, le gouvernement Averescu s'installait et le Parlement était dissous [3].

Ceci se passait à un moment où la frontière même de la Transylvanie n'avait pas été assurée, car les Hongrois s'efforçaient de conserver au moins Satul-Mare [4]. Le nouveau ministre des Affaires étrangères, le romancier Duiliu Zamfirescu, se montrait totalement désorienté en ce qui concerne la vraie religion des Saxons qu'il supposait catholiques, et les frontières du Maramourech, qui étaient encore en discussion. Elu président de la Chambre, cet ancien germanophile glissa dans son discours que le moment viendrait où les Alliés ne seraient plus des alliés.

La situation extérieure restait donc assez incertaine. Par la marche des bolcheviques contre Varsovie le sort de la Pologne arrivait à être en discussion. Entrant dans le ministère après les élections, Take Ionescu, influencé par des conseils d'Occident et représentant d'une politique d'alliance assurée, se montra disposé à accorder aux Polonais menacés, bien qu'aucun acte d'alliance n'existât avec eux, un secours militaire, ce qui déplut à la majorité; et, dès le début, sur la question de l'orientation extérieure, une différence nette et absolue se produisit entre le chef du gouvernement et celui qui, ne pouvant pas, à cause de son manque de popularité personnelle, prendre lui-même le pouvoir, ne se sentait lié par aucun point de programme à l'homme envers lequel il se considérait comme un collaborateur sur le même plan,

[1] *Ibid.*, pp. 345—346. Il fut question à un certain moment d'une mission d'Inculeț par Paris et Copenhague. Le ministre roumain à Varsovie reçut l'ordre de participer aux discussions des Russes avec leurs anciens suj ts; *ibid.*, p. 446.

[2] Cf. *ibid.*, pp. 354, 356.

[3] Voy. le chapitre suivant.

[4] Déclarations de Lapedatu; Iorga, ouvr. cité, III, p. 9.

www.dacoromanica.ro

et non pas comme un subordonné, ni comme un client. Dans cette question cependant, comme dans toutes les autres, il avait contre lui, par instinct plutôt que par conviction, le roi lui-même. Comme de plus en plus il s'avérait que les orateurs manquaient dans ce Parlement de médiocres, il n'avait été invité à opter pour cette collaboration, que pour tenir tête — ce qu'il fit du reste avec une parfaite loyauté — aux attaques violentes de l'opposition [1].

Avant cette résistance improvisée des Polonais, conduite par l'énergie du président Pilsudski, le créateur même de cette nouvelle Pologne, avec le concours patriotique de la population, mais non moins aussi grâce aux conseils du général français Weygand, ce qui amena le rejet de la cavalerie russe en marge même de la capitale, la crainte d'une attaque russe se dessina aussi à la frontière de la Bessarabie: elle était attendue par le ministre de la Guerre lui-même, le général Răşcanu, pour le mois d'août. De fait, dans la situation où ils se trouvaient, n'étant reconnus par personne, les bolcheviques étaient prêts à négocier avec le gouvernement roumain, où il l'aurait voulu, assurant qu'il n'aurait pas à le regretter; ceci impliquait cependant l'abandon du projet polonais et le refus de la demande formelle faite par les Anglo-Français. Le roi avait été consulté sur ce point; et le souvenir des offenses venues des grands Alliés le rendait indécis. Plus décidés se seraient montrés maintenant, par-dessus leur politique récente, les libéraux, qui auraient cependant posé des conditions. On arriva ainsi seulement à la déclaration du 9 août faite par le président du Conseil qui, niant toute demande de la part de quiconque, d'un secours militaire, se bornait à déclarer que les Roumains sauront défendre leurs frontières. De fait, à un certain moment on avait cru nécessaire d'évacuer Hotin, et certaines personnes croyaient qu'on ferait de même pour Cetatea-Albă.

Il était évident que la nouvelle Roumanie n'était pas consolidée, pas même par des rapports extérieurs [2]. Les Anglo-

[1] La majorité, au fond germanophile, ayant aussi l'appui de Marghiloman, accusait le passé de germanophilie de Vaida lui-même; *ibid.*, pp. 47—48.

[2] Offres du démocrate hongrois Oscar Iàszi., *ibid.*, pp. 83—84.

www.dacoromanica.ro

Français s'adressaient à elle seulement à des moments de grande nécessité [1], — ainsi le maréchal Joffre fut envoyé à Bucarest, — pendant que les Anglais étaient suspectés de vouloir faire de Sulina, aux bouches du Danube un nouveau Chypre. D'un autre côté, il ne pouvait pas être question, pour la Roumanie, d'une conciliation réelle avec ses anciens ennemis hongrois.

On a même cru qu'au moment décisif on n'aurait pas, avec une armée diminuée par une démobilisation démagogique jusqu'au chiffre de 180.000 hommes, les forces nécessaires. La question du Banat [2] et le souvenir du conflit de Paris, empêchaient une entente cependant nécessaire avec la Yougoslavie. Et malgré les anciennes propositions faites à Jassy par Masaryk, maintenant président de la république Tchécoslovaque, les relations avec le nouvel État étaient presque inexistantes, pendant ces jours du mois d'août, quand le professeur Edouard Bénès, l'homme le plus influent après le président de la république, apparaissait à Bucarest pour des tentatives d'alliance. Zamfirescu l'offensa, en parlant, dans le discours par lequel il l'accueillait à la Chambre, du talent musical des Tchécoslovaques. Mais le roi, qui connaissait bien la situation intérieure de ce pays, avec le danger social des agitations allemandes et la propagande séparatiste du clergé catholique chez les Slovaques [3], lui offrit un dîner et le traita avec une attention toute particulière [4]. Quand ensuite on fit aussi au Parlement la réception de Joffre, Jean Brătianu avait le droit de parler, par-dessus le conflit pour « les conditions », du mérite d'avoir conclu le traité avec ceux dont, la Roumanie sous l'influence de Take Ionescu, se rapprochait de nouveau [5].

Mais sans demander à la Roumanie un sacrifice, auquel elle ne se serait pas facilement décidée, la victoire polonaise

[1] Paléologue avait préparé un traité franco-bulgare; *ibid.*, p. 79.

[2] Take Ionescu montrait s'être entendu à Belgrade pour un échange de communes; *ibid.*, p. 168.

[3] Ses déclarations; *ibid.*, p. 63.

[4] *Ibid.*, pp. 59—60. Conversation avec Bénès, en mai 1923; *ibid.*, p. 81.

[5] *Ibid.*, pp. 60—61.

www.dacoromanica.ro

se produisit [1]. En échange, sur la base des discussions avec Bénès, « *la petite Entente* », baptisée de cette façon par Take Ionescu, s'était formée au grand mécontentement des Polonais [2]. Le roi tarda cependant à signer le traité [3], et Jean Brătianu dira publiquement, dans le Banat, qu'il faut revenir à l'idée du Banat intégral [4]. En ce qui concerne les Tchécoslovaques, *l'ignorance du gouvernement leur fit obtenir, sans aucune condition ni garantie, pour ce qu'ils appelaient les « Russes subcarpathiques », qui leur avaient été confiés, les si beaux villages roumains historiques, comme Apşa*, le berceau de la grande famille des Mihályi [5].

La dualité dans un ministère compromis empêchait de conclure quelque chose avec les Soviets [6]. Mais, en rapport avec l'ami de Take Ionescu, l'avocat intelligent, inventif et, avant tout, extraordinairement personel, *Nicolae Titulescu*, qui poursuivait depuis longtemps une politique propre qui se serait intitulée radicale, *on négociait, par Ciotori, avec Krassine, envoyé par les Soviets* [7]. Ciotori viendra à Bucarest et ira officiellement à Reval; Averescu déclarant qu'il n'y a pas d'autre entente avec la Pologne que la conven-

[1] Voy. la description due à l'attaché militaire roumain, le colonel Dimitrescu; *ibid.*, pp. 79—80.

[2] *Ibid.*, p. 67. Aussi la visite à Prague du dr. Lupu; *ibid.*, pp. 69—70. Voy. aussi les déclarations du chargé d'affaires polonais, Morawski; *ibid.*, p. 70. Voyage sans but du ministre des Affaires étrangères; ouvr. cité, p. 89. Take Ionescu était prêt à s'embarquer dans une représentation militaire des Roumains en Arménie; *ibid.*, pp. 100—101, 102 (refus du roi).

[3] *Ibid.*, p. 141.

[4] Cf. l'attitude à Paris de Take Ionescu qui avait été disposé à des concessions et d'Octavian Goga, intransigeant en sa qualité de Transylvain; *ibid.*, p. 131. Sur la signature des traités, Take Ionescu voulant d'abord celui avec la Tchécoslovaquie, ses déclarations; *ibid.*, p. 195.

[5] *Ibid.*, p. 177.

[6] Déclaration du roi; *ibid.*, pp. 102—103.

[7] *Ibid.*, pp. 107—108. Ciotori parlait d'une « convention de neutralité » avec les Soviets, qui aurait été conclue de fait en février, et non plus par Take Ionescu, qui avait déclaré que la Roumanie était en guerre avec la Russie. En même temps, le colonel canadien Boyle, chargé par la Cour, négociait avec les (Russes) Blancs; *ibid.*, p. 108. Observations du général Popovici sur le manque de mesures militaires en Bessarabie; *ibid.*, p. 113. Mais le roi se déclarait rassuré; *ibid.*, pp. 115—116.

www.dacoromanica.ro

tion pour deux ans, qui assurait la défense commune contre une attaque russe [1].

Alors, en mars 1921, se produisit le coup risqué de l'ancien empereur et roi Charles, qui revint réclamer son trône à Budapest. Take Ionescu s'empressa de déclarer que l'acceptation de ce fait accompli serait impossible. Et le roi lui-même déclarait en particulier que, tant que les États successoraux ne seraient pas consolidés, il ne pourrait pas être question de cette acceptation, d'autant moins que le régent Horthy avait été amené à déclarer qu'il ne reconnaissait pas « la mutilation » de son pays. Le Habsbourg devra donc partir aussitôt, Horthy n'étant guère disposé à lui céder la place [2].

Dans ces circonstances, Take Ionescu qui croyait le bolchévisme fini [3], vainquit Averescu en ce qui concerne les alliances et, sans abandonner une base qui demandait à être d'abord renforcée, il signait aussi le traité défensif avec la Pologne qu'était venu demander le ministre des Affaires étrangères de la République, le prince Sapieha. Il était question pour le moment, seulement de cette défense en commun contre l'attaque russe, mais en y ajoutant que les deux parties se communiqueraient les nouveaux pactes qu'elles concluraient, ayant le droit de conserver leurs anciennes alliances, comme appui de la situation créée par des traités, entre autres le traité de la Pologne avec l'Angleterre. En ce qui concerne l'intrus qu'était le Habsbourg, les Polonais pourraient intervenir comme médiateurs: *la Petite Entente ne pouvait pas le tolérer, mais on demanderait aussi l'opinion des grands Alliés*. De fait, comme dans le gouvernement roumain il y avait deux directions, il fallut l'opposition irréductible faite par Prague et par Belgrade pour le départ de Charles de Habsbourg.

[1] *Ibid.*, p. 130.

[2] Un conflit se produisit aussi avec le roi au sujet de la taxe sur les marchandises allemandes qu'on lui avait imposée; *ibid.*, p. 148. Au Sénat, le socialiste boucovinien Grigorovici s'écriait: « Vive l'Allemagne »; *ibid.*, p. 149. Et Mathieu Cantacuzène, depuis longtemps démissionnaire, faisait une démonstration pour les Allemands; *ibid.*

[3] *Ibid.*, p. 154.

www.dacoromanica.ro

Les rapports avec la Pologne seront ensuite confirmés, sous le nouveau gouvernement de Brătianu, par la visite à Sinaia, en août 1922, du président Pilsudski [1]. Celle des parlementaires polonais, en novembre 1925, n'apportera pas plus d'amitié que celle qu'ils avaient trouvée [2]. Une seconde visite du maréchal polonais se produira en septembre 1928; celui qui était le chef de son pays devant revenir ensuite pour des raisons de santé, mais aussi, comme en 1930, pour des buts politiques. Son grand projet était maintenant: *une entente avec la Russie à laquelle devait adhérer aussi la Roumanie*, et la formation, sous l'hégémonie polonaise, d'un groupe d'États allant de la Finlande jusqu'au Bosphore.

Mais les mesures militaires tardaient d'une façon inquiétante, ainsi que le général Pétain [3] l'avait constaté sur place. Comme les grands problèmes se posaient à la fin de l'année 1922, à la conférence de Lausanne, pour la paix gréco-turque, le nouveau ministre des Affaires étrangères, Duca, dut y aller aussi, pour défendre les intérêts de la Roumanie aux Détroits. À cette occasion, on parla de la Bessarabie que Tchitcherin déclarait n'avoir pas l'intention de réclamer si seulement la Roumanie abandonnait son trésor envoyé à Moscou pendant la guerre, et que les Soviets avaient vendu [4]. C'était un simple stratagème car les Russes n'avaient au fond rien cédé; les négociations reprises à Vienne avec Krestinski, en 1924, ne mèneront à rien [5]. Pendant cette année, lorsque fut présenté un projet de léger changement de la frontière du Banat, on entendit à la Chambre des protestations qui menaçaient d'une guerre contre les Serbes [6]. Le

[1] Les Polonais se plaindront des rapports de la Roumanie avec Prague; *ibid.*, IV, p. 119.

[2] *Ibid.*, pp. 16—17.

[3] *Ibid.*, pp. 17—18. La réponse du général Mărdărescu; *ibid.*, p. 18. Opinion du roi; *ibid.*, pp. 24—25. Cf. aussi *ibid.*, pp. 36, 48—49, 61, 103 (général Samsonovici), 140, 161; V, 23, 91 (question de la commande des Fokker).

[4] *Ibid.*, pp. 52—53. Cf. *ibid.*, p. 76.

[5] *Ibid.*, pp. 144—145.

[6] *Ibid.*, pp. 115, 116, 118 (explications de Vaida à la Chambre le 25 décembre, par le discours de Duca; *ibid.*, p. 119). Le souci de la dignité de l'État était

www.dacoromanica.ro

gouvernement de Brătianu ne finira pas sans une révolte sauvage, incitée par des bolcheviques, dans la Bessarabie méridionale, à Tatar-Bunar et qui fut cruellement étouffée [1].

De fait, les relations bonnes et durables étaient seulement celles établies par Take Ionescu. Une nouvelle visite d'Albert Thomas, qui avait eu tant d'influence sur l'offensive de 1917, fut considérée avec quelque indifférence, Brătianu ayant défendu de recevoir le ministre français en pleine séance [2]. Pour certaines mises au point, il fallut que Bénès apparaisse de nouveau à Bucarest; car le président du Conseil était, en principe, contre une alliance considérée comme l'œuvre exclusive et personnelle de Take Ionescu [3].

Le nouveau gouvernement Averescu, installé en 1926, après la mort imprévue de Take Ionescu, eut un plus grand rôle dans l'établissement définitif de la politique de la Roumanie. Le général se montrait très froid envers les Français qui, de leur côté, ne montraient aucun intérêt pour une collaboration politique. Les rapports avec l'Italie lui paraissaient pouvoir remplacer toute autre alliance. Voyageant personnellement à Rome, il réussit à obtenir un traité qui assurait aux Roumains un appui « politico-diplomatique », donc pas militaire, s'ils venaient à être attaqués. En ce qui concerne la Bessarabie, la reconnaissance italienne viendrait sûrement si « la politique générale » de l'Italie le permettait, car tout aurait été une question de « temps et d'opportunité ». Quand on apprit ce si pauvre résultat, le président du Conseil fut violemment attaqué, tant par les libéraux que par le parti paysan, qui était alors prêt à une fusion avec les nationaux de Transylvanie, sous la présidence de Maniu; de cette faute de politique extérieure se prévalurent surtout les libéraux qui, au mo-

si négligé que, pour une affaire de bons du Trésor non payés, le roi fut empêché par l'Italie de faire le voyage qu'il avait désiré à Rome; *ibid.*, p. 134. Cf. *ibid.* pp. 140—141, 143.

[1] *Ibid.*, pp. 183 et suiv., 193. Le général Popovici montrait de nouveau la mauvaise préparation militaire; *ibid.*, pp. 197—198.

[2] *Ibid.*, pp. 191—192.

[3] *Ibid.*, pp. 210—211. En même temps, Bénès refusait les relations personnelles avec les membres de l'opposition.

www.dacoromanica.ro

ment de leur retraite, avaient assuré qu'il reviendraient dans quelques mois. La seule approbation de cette direction, sinon aussi du résultat, vint de la part de Iorga, ce qui amena un rapprochement avec le général qu'il avait âprement combattu dès les jours de Jassy. Enfin, le duc de Spoleto vint, en novembre, pour faire oublier l'offense antérieure, rendre visite au roi gravement malade et dont la venue pour le printemps suivant n'était maintenant qu'une simple illusion [1].

À la réouverture du Parlement, en novembre, on put applaudir les deux traités: avec l'Italie, de même qu'avec la France, prête à accorder aussi un emprunt [2]; le général Badoglio était présent, et on lui fit plus tard un don national en Bessarabie [3]. Suivit, en mars 1927, la reconnaissance sincère et plénière, par Mussolini, de la réunion de la Bessarabie: et elle fut portée par l'Italie à la connaissance de Kameniev, l'ambassadeur des Soviets à Rome [4]. Lorsque la flotte française vint à Constantza, tous les partis se réunirent pour un hommage national [5]. Le nouveau Ministre de France, Clinchant, cherchait des rapports politiques que, depuis la mission de Saint-Aulaire, avec des bureaucrates comme Daeschner ou de Billy, la France n'avait eus avec personne.

Mais, en même temps, Averescu avait vu à Genève le ministre allemand Stresemann, qui lui avait semblé être un homme avec lequel on pourrait s'entendre et qui désirait la reprise des relations. Il pensait, vers la fin d'une administration qu'il ne supposait pas devoir être si courte, à un emprunt en Allemagne, avec la solution des questions financières qui traînaient depuis la guerre [6].

[1] *Ibid.*, pp. 162—163.

[2] *Ibid.*, V, p. 306.

[3] En juin 1929, visite du ministre italien Italo Balbo; *ibid.*, p. 349.

[4] Mais, ensuite, des difficultés intervinrent pour le traité de commerce à cause des mitrailleuses envoyées aux Hongrois. Il en résulta une polémique que regrettait le ministre d'Italie, Durazzo, prêt à partir. Mais à Bucarest on représentait au théâtre national la tragédie du sénateur Corradini, qui était présent, « Giulio Cesare ».-Une visite d'étudiants italiens dans les Carpathes; *ibid.*, p. 296.

[5] Moins bon fut l'accueil du gouvernement, en mai 1927, au général Berthelot.

[6] *Ibid.*, p. 308. Cf. surtout les déclarations du général; *ibid.*, pp. 305—306.

www.dacoromanica.ro

Le gouvernement Maniu, installé en décembre, chercha un appui financier en France, par le ministre Michel Popovici; et il rencontra de grandes difficultés. Il fallut accepter un contrôleur français, le savant financier Rist, qui se montra effrayé par ce qu'il pouvait constater [1]; le contrôle s'établira aussi dans les Chemins de fer par un expert français, Leverve. La somme qu'on obtint ne pouvait être employée, qu'en dehors du budget, pour « des buts productifs ». Pour les dépenses courantes, on conclut une convention avec un consortium suédois, auquel on céda le monopole des allumettes.

Le même cabinet, pressé sans doute de prouver une capacité qu'on lui déniait, obtint des Soviets un protocole qu'il interprétait au-delà de ce qu'il signifiait. Les efforts de l'envoyé roumain, Charles Davilla, pour amener une déclaration dans la question de la Bessarabie furent cependant vains: on lui offrait un plébiscite; on n'obtint pas même, sinon le trésor, les objets d'art, les papiers qui étaient restés, même ceux des particuliers; ceux-ci retourneront beaucoup plus tard, mais sans le trésor, ni les objets de prix.

Dans l'incertitude générale du monde, avec ces pactes qui se faisaient et se défaisaient pour travailler ensuite à des ententes tout aussi peu sincères et durables, il était difficile qu'un État qui n'avait ni puissance financière, ni puissance militaire de premier rang, trouvât une base politique en dehors des ententes purement défensives avec ses voisins, sans arriver, au moins pour la Roumanie, après tant d'années d'alliance avec la Tchécoslovaquie et la Yougoslavie, à une organisation des intérêts économiques communs et à des échanges culturels. Les trois parties, ayant des intérêts pour la plupart divergents, ainsi que cela ne tardera pas à s'avérer, se bornaient à une convention militaire que les chefs mêmes du gouvernement ne connaissaient pas, et dont l'exécution contenait tous les dangers des actions combinées envers les

[1] *Ibid.*, p. 339. Cf. *ibid.*, pp. 307, 349, 367. Voy. aussi *ibid.*, pp. 305—306. Michel Popovici introduisit une loi sévère de la comptabilité de l'État. En mai 1928, visite de l'ancien ministre français Loucheur, puis celle de Saint-Aulaire, qui fut reçu avec reconnaissance.

www.dacoromanica.ro

coups d'un ennemi unitaire et préparé. Avant qu'en Tchécoslovaquie les partis de gauche, qui se perpétuaient au gouvernement, eussent cherché la principale assurance dans les liens avec les Soviets et avec la Yougoslavie, soumise à un autre régime yougoslave après la mort tragique du roi Alexandre, et qu'on arrivât, — aussi par-dessus les sympathies anglaises du prince régent Paul, élevé en Grande-Bretagne — aux rapports du nouveau ministre des Affaires étrangères, homme d'une âpre énergie, Stoiadinovitch, par des glissements successifs, avec l'Italie d'abord, et l'Allemagne ensuite, avant tout cela donc, on avait pu voir, comme lors de l'apparition de Charles de Habsbourg, combien il était difficile d'arriver à ce que les chancelleries s'entendent. Les rencontres annuelles entre les trois ministres des Affaires étrangères, tantôt dans une capitale, tantôt dans l'autre, ne servaient qu'à chercher, parfois *post festum*, une solution concernant les problèmes du moment. Ceci malgré l'intérêt évident d'être ensemble contre l'irrédentisme hongrois, jusqu'au moment où, par la médiation italienne, on donna, de Budapest, aux Yougoslaves seuls, des assurances que Stoiadinovitch crut avoir trouvées dans les Saintes Écritures elles-mêmes.

Le manque de solidarité s'avéra surtout après la mort du roi Ferdinand, qui était resté « le loyal » aussi envers ses anciens alliés d'Occident, moins loyaux envers lui, et pour lesquels, — croyant que leur hégémonie était assurée après avoir désarmé les Allemands vaincus, — la Roumanie n'avait qu'un intérêt économique et financier, son désordre dans ce domaine étant considéré sans aucune générosité. Le roi de la guerre n'allait pas aller, dans ses relations avec son ancienne patrie allemande, au-delà de la reprise des relations de famille, aussi avec son frère qui, pendant ces jours difficiles, aurait consenti à le remplacer. Après l'opportunisme libéral, la douce politique dans le gouvernement national-paysan du professeur Georges Mironescu, qui eut le portefeuille des Affaires étrangères sous la régence, ne put et ne voulut pas, même devant les incertitudes de l'intérieur, chercher quelque chose de nouveau qui, du reste, ne s'offrait de nulle part, *dans cette triste Europe d'après guerre.*

www.dacoromanica.ro

Quand cette phase de faiblesse sur tous les terrains se termina, le roi Charles II donna un apport personnel d'énergie fière et d'initiative, de valeur représentative aussi, à la politique extérieure du pays. Du reste, dans la vie générale de l'Europe, par *l'avènement de Hitler à un pouvoir, plus absolu que celui des Hohenzollern*, les problèmes se posaient maintenant tout autrement que dans la diplomatie aux portes ouvertes, celle des rencontres de ministres qui donnaient facilement, d'un jour à l'autre, des solutions aux questions les plus difficiles et même, en première ligne, à celles qui étaient insolubles.

Après le départ du régime Maniu (avril 1931), sous lequel, cherchant à éclaircir la situation intérieure, on ne put rien faire dans l'autre domaine, le *gouvernement Iorga*, installant aux Affaires étrangères Démètre Ghica, un ancien diplomate ayant des rapports les plus larges, se trouva devant des manques de contact, comme c'était le cas avec *Mussolini, qui pensait à une hégémonie appuyée sur la Hongrie et l'Autriche en Europe centrale*: on refusa aussi la prorogation de la clause militaire du traité obtenu par le gouvernement Averescu, les rapports devant se limiter à la neutralité réciproque, — le Message de novembre 1931 affirmait la nécessité d'une collaboration avec les Alliés. Devant la pression qu'exercèrent, dans une certaine contingence, la France avec un gouvernement de gauche, et la Pologne, où commandaient en même temps le ministre des Affaires étrangères, Zaleski, et le chef du cabinet du maréchal Pilsudski, le colonel Beck, on ne put refuser la demande de ces alliés d'arriver à une entente avec les Soviets. On leur présenta, comme base d'un pacte de non aggression, une formule dans laquelle était comprise la Bessarabie, sans que son nom soit prononcé Le prononçant avec franchise, les Russes, par leur délégué à Riga, accepté comme lieu de rencontre, délégué qui était un jeune et brutal Bulgare manquant de toute expérience, refusèrent d'accepter ces termes, mais n'en présentèrent pas d'autres; de l'autre côté, de Paris, ainsi que de la part du ministre polonais Zaleski, on donnait maintenant des conseils qui montraient assez qu'il n'était plus question

www.dacoromanica.ro

d'une idée à laquelle on aurait tenu. Ainsi les choses furent traînées en longueur, malgré l'intervention personnelle, par deux fois et avec toute insistance, de la grande autorité du maréchal Pilsudski.

Titulescu, ancien ministre des Finances des libéraux à Jassy, s'étant de plus en plus séparé de Take Ionescu pour s'associer à Bucarest, pour le même département des Finances, à Averescu, avait pris le poste de ministre de Roumanie à Londres, poste qui, malgré toute son importance, ne correspondait pas à une si grande ambition, continuellement agitée, s'appuyant sur des dons oratoires peu communs. Le nouveau roi avait voulu lui confier le pouvoir mais, n'ayant pas rencontré l'adhésion de tous les chefs de partis qui devaient lui être subordonnés, Titulescu était revenu—parce que Iorga n'avait pas voulu lui confier le portefeuille des Affaires étrangères—à sa place dans la diplomatie (à Londres), attendant de renverser le gouvernement.

La situation qu'il s'était acquise dans le nouvel organe international de la Société des Nations, à Genève, lui servira pendant longtemps de base pour sa tendance à avoir, d'une façon permanente, la conduite des rapports de la Roumanie avec l'étranger. Dans la nouvelle formation Vaida (juin 1932), n'ayant pas la situation qu'il aurait désirée, Titulescu dénonça donc avec passion, sortant comme d'habitude des limites de son strict devoir, la politique du président du Conseil, qui serait allée trop loin envers la Russie. A cette occasion, il protestait contre ce qu'il appelait « la formule Iorga », dans laquelle n'était comprise que la proposition, présentée d'une façon non officielle, dans une simple conversation avec le ministre de Pologne à Bucarest, le comte Szembek, de parler (dans le pacte qu'il était question de conclure) seulement des « conflits passés, présents et futurs ». Du reste, en juillet 1932, la Pologne abandonnait son grand projet de ligne unitaire partant d'Abo aux Balkans, et signait elle seule le pacte de non-agression avec les Soviets.

En octobre de cette même année, après le refus de négocier avec les Russes à Vienne, commençait, sous le gouvernement Maniu, l'ère de Titulescu comme « chancellier ».

www.dacoromanica.ro

Titulescu fut particulièrement plein de prévenances envers les mêmes Soviets, obtenant du ministre des Affaires étrangères de Moscou, Litvinov, qu'il considérait comme son ami personnel, les rapports basés sur la souveraineté réciproque (juin 1934), et arrivant ensuite, avec le même, d'après les indications du diplomate gréco-français Politis, aussi à une entente appuyée sur la subtilité juridique, impressionante à première vue, de la définition de la « non-agression ». Accusé en 1935 d'aller jusqu'à accepter un passage des troupes russes par le Nord du pays, dans le but de secourir la Tchécoslovaquie, Titulescu dut déclarer au Parlement, s'inclinant devant « la grande nation » de l'Est, qu'il n'avait signé aucune convention militaire avec les Soviets. Mais des aviateurs russes furent reçus pendant cette même année à Bucarest; plus tard (1937), dans un travail historique bien informé, le Ministre de Tchécoslovaquie à Bucarest, Jean Cheba, qui dut quitter le pays pour lequel il avait travaillé avec sincérité, cherchera à présenter une Roumanie qui serait dirigée contre la Pologne et vers la Russie.

En même temps, à la grande satisfaction de ces mêmes cercles russes, on donna à la Petite Entente un sens beaucoup plus large et plus profond. *Le ministre de Roumanie voyait dans cette alliance le moyen d'intervenir avec prestige dans toutes les questions européennes*, dans lesquelles, après avoir proposé, dans une conférence faite au Parlement de Berlin, un projet d'organisation générale, il croyait pouvoir acquérir l'influence d'une nouvelle grande Puissance. Ayant gagné dans le gouvernement libéral de Georges Tătărăscu l'adhésion du président du Conseil, il faisait adopter la forme d'une action absolument unitaire, les Roumains devant se sentir en première ligne « citoyens de la Petite Entente ».

Les relations avec la France paraissaient essentiellement renforcées par la visite à Bucarest, en juin 1934, du ministre des Affaires étrangères de France, Louis Barthou, qui visita aussi la Yougoslavie, partant, à la veille même de la visite fatale en France du roi Alexandre, auprès duquel il trouva la mort, avec la conviction que dans ces régions il existe un organisme qui peut être considéré comme historique.

www.dacoromanica.ro

La guerre de l'Italie en Afrique, qu'avait cherché à éviter la sagesse du président du Conseil Laval, mettait cependant la Société des Nations, où l'Angleterre avait amené tous ses dépendants, ses clients, devant un problème d'une gravité extraordinaire. Titulescu pensa que les engagements de la Roumanie lui imposaient d'être un ennemi permanent et,— étant donné son tempérament irritable, de rare violence,—du droit de l'Italie, pendant longtemps offensée et humiliée, comme une nation restée, avec son énorme accroissement de population, sans colonies, de gagner pour sa culture latine et romaine *l'Abyssinie*, si archaïquement arriérée: le droit de l'empereur d'imitation byzantine, le Negus Hailè-Selasiè, dont le passé maculé de sang n'était susceptible d'inspirer à personne une sympathie sincère. Le ministre roumain appuiera les *sanctions offensantes*, refusant avec opiniâtreté cette exportation du pétrole, sans lequel les Italiens semblaient devoir arrêter leur offensive technique foudroyante et naturellement irrésistible, jusqu'à des gestes, que l'Italie ne pourra jamais oublier.

C'était le moment où s'était passé aussi *le glissement yougoslave*, que ne put pas compenser la visite, sans suites politiques, du couple royal bulgare à Bucarest, qui amena dans ce pays latin de l'Est la fille de Victor-Emmanuel. Mais, en ce qui concerne un *pacte balkanique*, désiré par la Grèce qui s'était entendue, abandonnant toutes revendications nationales en Asie Mineure, sacrifiant les églises et rappelant des hommes fixés là depuis plusieurs milliers d'années, pour une amitie solide avec la nouvelle Turquie révolutionnaire de Moustapha Kémal, l'européanisateur Atatürk,— ce pacte se forma aussi par-dessus tout ce qui avait séparé dans le passé les Serbes des Grecs, comme une nouvelle alliance, dont les éloges seront célébrés par le ministre roumain, aussi à Sofia, qu'il avait cru pouvoir arracher au strict lien, scellé aussi au point de vue dynastique, avec l'Italie, qui protégeait l'Albanie du roi Ahmed Zog.

Devant la nouvelle situation créée par l'établissement à Berlin de l'autocratie populaire hitlérienne, les alliés de la Roumanie avaient cherché à s'assurer son amitié. Après avoir

www.dacoromanica.ro

reçu, en mai 1936, le maréchal Franchet d'Esperey, le monde politique roumain était très flatté de pouvoir accueillir à Bucarest, pour les fêtes du sixième anniversaire du retour de Charles II, Bénès en sa nouvelle qualité de président de la République tchécoslovaque, qui, se sentant de plus en plus menacé, cherchait à accumuler des assurances pour sa patrie, et le régent yougoslave. Le roi de Roumanie fut reçu, quelques mois après, à Prague, avec les plus chaleureuses preuves de sympathie qui comprenaient aussi l'espoir d'un appui, qui ne put cependant pas être donné dans les jours difficiles qu'on attendait.

Le « chancellier » roumain avait donné sa démission dès le mois de juillet 1936, à la suite d'une nouvelle tentative, réussie, de le débarquer; ainsi fut épargné à Titulescu la mission difficile de revenir, avec une décision qui n'était plus à sa place, sur les lignes tracées de sa politique.

Son successeur Victor Antonescu, un ancien ami du strict lien avec la France, venu jadis en avion à Jassy en qualité de courrier militaire improvisé de Clémenceau, au moment de la défection russe, puis pendant plusieurs années ministre à Paris, où il avait des liens précieux dans les cercles financiers, prouva qu'on pouvait tout aussi bien, par un autre que le « dictateur », — qui venait de tomber — et qui fut en danger de mort par suite de cette catastrophe, — entretenir et même renforcer les relations dont on avait besoin et cela sans gestes risqués, capables d'accroître le nombre déjà suffisamment élevé des ennemis de la Roumanie.

Le prestige royal, bientôt manifesté d'une façon brillante à l'occasion de cette visite à Prague, en octobre 1936, aida essentiellement au succès de la nouvelle orientation. Si Antonescu se crut obligé de voter à Genève pour la représentation de l'Abyssinie, — « pour ne pas rester avec la Hongrie et l'Albanie », — on arriva à un traité de commerce avec l'Italie. Mussolini qui avait arrêté la visite à Bucarest de l'ancien ministre de l'Instruction publique, Ercole, mais avait répondu cependant à une brochure dans laquelle le professeur Iorga lui avait présenté les droits roumains en Tran-

www.dacoromanica.ro

sylvanie, faisait savoir à Bucarest que, sans retirer sa déclaration de Milan favorable à la Hongrie, il reconnaissait que la Roumanie était l'État le plus solide au point de vue national, parmi les membres de la Petite Entente.

Les Tchécoslovaques, placés devant la visite de V. Antonescu à Varsovie, précédant celle de l'héritier du trône roumain, qui annonçait la visite du président Mostchicki à Bucarest, (juin 1937), — et l'apparition à Varsovie du roi Charles suivit, avaient fait tout ce qui était en leur pouvoir pour affirmer le lien conclu dès le début par Bénès avec Take Ionescu. De là aussi la séance du Parlement de Bucarest où, invités par le président de la Chambre roumaine, N. N. Săveanu, les représentants des Parlements de Prague et de Belgrade (novembre 1936) parlèrent dans les termes les plus chaleureux. Les chefs d'état-major de la Petite Entente eurent eux aussi, à cette date, une rencontre dans la capitale de la Roumanie. Mais jamais l'irrédentisme hongrois, auquel on opposait en Roumanie une Ligue antirévisionniste, n'avait été nulle part plus vivant qu'alors, obtenant les sympathies de larges cercles parlementaires anglais, la duchesse d'Atholl, membre du parlement britannique, rappelait cependant la lutte des Roumains à côté des Anglais, mais admettant que la révision serait admissible si « elle était demandée librement par une population compacte ». Il se manifestait dans l'officieux « Pester Lloyd », de même que dans les déclarations du président du Conseil hongrois, Bethlen, qui six ans auparavant avait cherché cependant une rencontre secrète avec le roi de Roumanie à Timişoara. Et, au-delà du Danube, d'excellents liens de fraternité slave s'établissaient entre Yougoslaves et Bulgares, avec des manifestations qui ne pouvaient que soulever des inquiétudes à Bucarest, d'autant plus que bientôt l'exemple du succès hongrois réveilla des espoirs à Sofia et que des bandes de comitadjis réapparurent dans la Dobroudja inférieure.

Une visite du roi, à Paris, en juillet 1937, et peu après l'apparition à Bucarest du ministre des Affaires étrangères de France, Delbos, cherchaient à montrer que la Roumanie

www.dacoromanica.ro

ne se détachait pas de la France, le roi désirant cependant visiblement établir des rapports directs avec l'Angleterre, à laquelle il annonça sa visite qui fut ajournée par les circonstances critiques de l'Europe, mais, quelques mois après, pendant l'automne de 1938, son accueil à Londres eut le caractère d'une grande manifestation politique, saluée chaleureusement par tout un monde anglais de toutes les classes. Mais ceci ne signifiait pas aussi ce rapprochement de la Russie qu'on avait tant désiré en France, sous le régime socialiste présidé par Blum. En vain on cherchait, du côté russe, par des preuves de sympathie comme l'envoi des restes de Demetrius Cantémir, et du tableau de Franz Francken II, représentant Michel-le-Brave à Prague, par l'entremise de l'amical ministre des Soviets Ostrovski, d'arriver à d'autres rapports. D'un côté, il y avait l'ancienne appréhension, de l'autre des suspicions qui prendront une forme désagréable à la disparition du chargé d'affaires russe de Bucarest qui, de fait, s'était tout simplement enfui en Occident. Dès lors, quand il semblait que Moscou cherchait un conflit, les relations étaient restées seulement celles d'un paisible voisinage.

Mais les anciennes bases avaient disparu, comme cela fut prouvé aussi lorsque l'Allemagne occupa l'Autriche et lorsque Stoiadinovitch, qui avait été reçu à Berlin comme un souverain se déclarait charmé, et la Tchécoslovaquie, sentant un frisson de mort, se contentait de simples déclarations d'ajournement d'un danger qui, dès le lendemain, s'avéra par l'agitation des deux millions et demi d'Allemands des Sudètes et par la victoire foudroyante des revendications allemandes, qui brisa si cruellement l'unité de l'État fondé en 1919, par les Alliés, en rapport avec leurs intérêts d'avenir. Ceci sans que, dans une Allemagne continuellement annexionniste, dont l'organisation militaire avec des chefs de nation et des chefs de région, mettant *à la disposition de la représentation diplomatique de Bucarest tous les Allemands de Roumanie* et appuyant ouvertement les « nazis » de Roumanie de deux nuances, ceux du groupe de Cuza-Goga et surtout ceux du populaire agitateur Cornelius Codreanu, qui, ar-

www.dacoromanica.ro

borant des uniformes et des insignes semblables, et des normes d'organisation copiées, pour ne plus dire, annonçait le changement immédiat de la politique extérieure du pays, destiné à entrer dans le corset de fer d'un nouvel ordre européen émanant de Berlin.

Déjà en octobre 1935, on avait entendu, dans une grande réunion nationale de Milan, la voix du dictateur italien demandant lui aussi « la justice » pour la Hongrie alliée; dans la capitale de laquelle, enivrée d'espérances, il amènera le roi-empereur lui-même faire une visite. Mais, après l'occupation de la « marche » autrichienne, en 1938, se produisit la crise de Tchécoslovaquie, provoquée par Hitler. Bénès ne put la vaincre et se retira. Tandis que l'État polonais s'étendait du côté de la Silésie, la Hongrie révisionniste obtenait — par-dessus les décisions de Munich, où le président du Conseil anglais Chamberlain était apparu comme un noble pacificateur, avec le président du Conseil Daladier, qui avait rétabli l'ordre politique en France et qui acceptèrent le principe des restitutions territoriales, — une grande partie de la Slovaquie, manifestant aussi la décision de gagner le Maramourech ruthène, avec son îlot de Roumains, dans le but de créer un couloir vers la Pologne amie. Une nouvelle offensive de prétentions se préparait aussi à l'Ouest de la Roumanie.

Quelques mois après, Hitler sous la signature du nouveau président de Prague, le magistrat Hacha, dont toute l'action reste entourée de mystère, annexa, sans coup férir, la Bohême et la Moravie, acceptant le « protectorat » sur une *Slovaquie* qui s'était détachée de l'union avec les Tchèques. La Hongrie, qui jouissait aussi de l'appui de *la Pologne désireuse d'avoir le nouveau couloir*, et de celui de l'Italie, qui s'attachait au dernier appui dans l'Europe centrale, confisquée par l'autre membre de « l'axe » central, jetait ses troupes, mobilisées depuis longtemps, sur ce Maramourech déclaré indépendant, mais en pleine révolution, et prenait à l'égard de la Roumanie, à laquelle depuis des mois, par des moyens non officiels, on annonçait une large amputation, une attitude qui eut le grand avantage de forcer le gouverne-

www.dacoromanica.ro

ment roumain d'Armand Călinescu, sous l'impulsion du roi et avec les vieux conseillers du royaume, à la mobilisation de dix contingents qui, accomplie avec un extraordinaire élan, par les paysans, dans la Transylvanie menacée aussi, montra que dans ce pays il n'y a pas de place pour des annexions acceptées (mars-avril 1939).

En même temps que l'établissement à Berlin du dictateur qui commençait cette annexion vaste et hardie, qui ne devait pas s'arrêter là, — et après qu'on eut arraché à la Tchécoslovaquie les territoires habités par les Allemands, la solution par la conquête donnée au problème intégral de ce pays montrait qu'on passait à la conception du saint Empire romain-germanique et de « l'espace vital », d'une si large interprétation nationale, — *surgissait donc d'autres problèmes d'une terrible menace pour tout droit et pour toute indépendance si chèrement acquise*, pour l'affrontement desquels il faudra autre chose que ce qui avait suffi jusque-là: le talent et le charme personnel. L'attitude seule contre cette nouvelle posture de l'Allemagne ne pouvait amener aucun résultat; il fallut accepter des liens économiques avec l'Allemagne qui devront être interprétés conformément aux intérêts de la Roumanie, sans renoncer à d'autres collaborations qui s'étaient aussitôt offertes, d'Angletterre et de France, au lendemain de la surprise de l'installation des Italiens en Albanie, d'où avait été écarté le roi soupçonné d'être peu sûr.

Deux systèmes européens s'opposaient, avec des provocations oratoires pouvant déclencher, à tout moment, *le cataclysme universel de la guerre*. Une puissante énergie morale, un esprit de sacrifice absolu pour gagner une meilleure préparation technique restent les seuls moyens de sauver un État de la perte de son indépendance, et une nation, de la confusion des nouvelles formations internationales de domination en même temps économique et politique. Le culte de l'honneur, indispensable aux nations dignes de vivre, doit s'unir à l'observation la plus attentive des circonstances et à leur emploi le plus intelligent.

www.dacoromanica.ro

CHAPITRE II

LA MONARCHIE DES LUTTES DE PARTIS AVANT CHARLES II

Malgré la chute inattendue du quasi-dictateur yougoslave (février 1939), malgré les assurances anglo-françaises et le refreinement momentané de la tentative de surprise hongroise, en mars, la prudence la plus élémentaire, de même que les intérêts économiques qu'on peut facilement apprécier, devaient donc imposer à la Roumanie, sous un régime qui, comme on le verra, avait été changé dès le début de l'année 1938, une politique d'expectation jusqu'à un éclaircissement — par les ententes désirées par l'Angleterre, ou même par la vraie catastrophe que devait être une nouvelle guerre, — de la situation générale menacée, pendant des années, aussi des suites de la guerre civile espagnole, et des revendications italiennes inattendues, contre la France, dans la Méditerranée.

Ceci demandait cependant un autre régime intérieur que celui de la guerre civile entre les partis.

Au lendemain du traité d'amitié avec la France (1937), la Roumanie n'était pas en 1938, même de loin aussi forte qu'elle aurait pu l'être par le nombre et la valeur de sa population; ceci à cause du déclanchement, dès la création même de la Roumanie unie, de luttes intestines les plus violentes, sans but, sans autorité et sans aucun souci des intérêts nationaux.

Réduites aux proportions qu'elles méritent dans la présentation d'un développement national pendant deux mille ans, elles se résument de la façon suivante, avant l'avènement d'un souverain jeune, conscient de son droit, ainsi que de

www.dacoromanica.ro

la possibilité d'être écouté sous n'importe quelle forme, et malgré les concessions qu'il s'était décidé, au début, à faire à *la démocratie traditionnelle d'en haut, opposée en fait à cette démocratie d'en bas qui, elle seule, avait permis à cette nation de résister à toutes les tempêtes.*

Il est nécessaire d'analyser l'origine, la forme, les méthodes des luttes intérieures qui continuaient, pour pouvoir passer ensuite aux trois grandes divisions de cette agitation qui dura presque vingt ans, de 1919 à 1938, et qui après la mort du roi Ferdinand le pacificateur, conduira à la dictature transylvaine, installée en 1927, puis au changement total du régime.

Lorsque Jean I. Brătianu—lui l'homme sans contact avec le public, se renfermant dans un cercle spécial d'amis et de devoués — prit le gouvernement d'un pays qui lui était si peu connu, dans l'ancien royaume même, ainsi que celui d'un pays encore plus inconnu pour lui dans ses provinces où, en ce qui concerne la Transylvanie seule, il avait été poussé plutôt par une curiosité de touriste national, il se cachait non seulement la résistance qu'il rencontrera chaque fois qu'il tentera de nouveau un essai de dictature, —mais sans la grâce ni l'élasticité d'esprit, la profonde bonté de cœur qu'avait eu son grand père, —mais surtout l'état même de son parti.

Les vieux qui avaient servi le « Vizir » étaient morts, ou sur le point de s'en aller, et depuis longtemps le nouveau chef se montrait peu disposé à écouter les conseils de leur expérience. Costinescu mourut en juin 1921, sans que lui, le confiant dans la victoire, ait eu ensuite une participation aux affaires publiques. Totalement laissé de côté, considéré comme un ennemi, accepté avec estime et sympathie surtout par ses adversaires, Stelian, encore en pleine vigueur, disparaît en octobre 1925. Pherekyde, le mentor jadis utile des jeunes Brătianu, celui qui avait concentré l'autorité, après que le président du Conseil fut blessé par un fanatique, survécut peu, et mourut en janvier 1920. Avec la perte d'Alexandre Constantinescu, auquel on devait le retour au pouvoir du parti, mais qui, attaqué par Vintilă Brătianu, fut con-

www.dacoromanica.ro

traint de donner sa démission, s'en allait encore un des connaisseurs profonds des situations: il cessa de vivre en novembre 1926. Le général Văitoianu, qui avait tant aidé à combattre la signature de 1919 fut, de fait, laissé de côté.

Pendant la première année qui suivit le retour de Jassy, on avait espéré une large popularité reconnaissante pour « le créateur de la grande Roumanie », qui avait imposé le vote du principe de l'expropriation et du suffrage universel. C'est avec ce slogan qu'avaient été faites les élections du général Văitoianu, aidé par le colonel Manolescu, comme secrétaire général à l'Intérieur.

Le résultat fut une grande défaite au profit des hommes nouveaux, ou supposés tels. Beaucoup plus pénétrant, le roi l'avait prévue peut-être; en tout cas, en 1921, il pourra s'exprimer de cette façon, sur un instrument de gouvernement qu'il rappellera ensuite pour quatre ans, comme on le verra, seulement parce que d'autres ne pouvaient pas lui donner une meilleure base, et surtout parce que *le monde politique n'avait pas le patriotisme nécessaire pour offrir ce ministère national que Ferdinand Ier désira jusqu'au dernier moment d'une vie de souffrance*. Il se déclarait dès cette date convaincu des défauts du glorieux parti: « car l'ancienne génération s'en est allée et les nouveaux sont, là aussi comme ailleurs, les membres d'une génération faible; la politique moderne demande des coalitions de groupements qui doivent être surveillés de près » [1].

Le chef du parti, qui déplaisait au souverain aussi pour sa « nonchalence » qu'il avait conservée même après les épreuves terribles de la guerre, ne paraissait guère convaincu, dans sa « magnificence », de cette grande vérité. Contraint à une opposition assez longue, il n'était pas troublé par le regret de n'avoir pas pu accomplir un programme, qui était assez vague et dont la précision et l'exécution étaient laissées volontiers à d'autres, — à Constantinescu, à son frère Vintilă, — voyant avec son intelligence les erreurs et ne faisant rien pour les

[1] Iorga, *Mémoires*, IV, p. 39. Pour le ministère du « bloc » et les conditions dans lesquelles il s'était formé en 1919, voy. le chapitre précédent.

www.dacoromanica.ro

corriger. L'activité d'un Parlement d'adversaires, ayant au banc ministériel, ses rivaux vainqueurs, le blessa douloureusement. Et ainsi, pendant cette année 1921, il refusa de prendre part aux séances de la Chambre, au milieu de laquelle il ne serait pas descendu jusqu'à combattre. Du reste, l'impopularité irrémédiable de sa formation était en continuel accroissement. Il fallut alors de grands efforts pour faire élire à Bucarest le plus actif, mais non le plus sûr de ses informateurs quotidiens, le nerveux Jean G. Duca; tandis qu'à Bucarest aussi, Vintilă Brătianu ne réussissait pas.

Quand le gouvernement Averescu, miné lui aussi par des intrigues et depuis longtemps rongé jusque dans ses racines par les frictions avec les takistes, dut se retirer, à la suite d'une maladresse dont on parlera dans la suite, en élucidant les difficultés de direction que, du reste, le général, impérieux et naïf en même temps, se créait seul (janvier 1922), Brătianu, *conseillé de nouveau par le roi de chercher une base de collaboration*, consentit enfin à des négociations que, dès le début, il méprisa; et comme les jeunes autour de lui craignaient d'être éclipsés dans une collaboration avec des personnes d'une plus haute autorité, il passa par-dessus les recommandations insistantes de Constantinescu [1], et forma avec quelques associés d'au-delà des montagnes, de la valeur d'un Aurel Cosma, Banatien, un ministère d'intimes, où Constantinescu lui-même était toléré, et où on laissait au général Văitoianu la responsabilité pleine de danger, étant donnée la situation électorale, du ministère de l'Intérieur. En outre, à côté de Mârzescu, qui commençait à manifester des tendances justifiées d'autonomie, et qui apportait, au milieu des arrivistes, brillants souvent, mais toujours superficiels, une sorte de gravité moldave traditionnelle, on trouve les amis de toujours: Duca, Basile Sasu, Constantin Banu, avec l'adjonction, à la Justice, d'un ancien takiste, Jean Théodore Florescu. On ajoutera, en 1923, l'ingénieur Tancrède Constantinescu, l'ancien professeur N. N. Săveanu, le fils d'un fidèle « satrape » du vieux Brătianu.

[1] Iorga, loc. cit,, p. 287.

www.dacoromanica.ro

Ce qui devait sortir des élections, c'était une Constituante, un caractère des nouvelles Assemblées que le message du mois de mars devait affirmer par deux fois. Car tout ce qu'on avait fait jusque-là était considéré par l'esprit dominateur et exclusiviste de Jean Brătianu, comme de simples tentatives sans valeur et des errements dangereux. Il n'admit jamais la continuité des efforts, au sujet desquels à chaque occasion, les gouvernants d'hier ou de demain auraient été consultés, et on aurait conservé — du moins pour que le rôle de la Couronne ait un sens, de cette Couronne qui ne peut pas sauter d'une extrémité à l'autre, — la part réalisée par les efforts des autres, dans ce monde humain où personne ne peut détenir la vérité entière.

Le pire encore c'est qu'il permit que des lois soient faites par un ministre ou un autre sans former cependant un système sorti des discussions du Conseil des ministres et avec l'approbation du roi. Ainsi Constantinescu changea par un règlement le sens de la loi Averescu sur la question agraire, Vintilă Brătianu fit de même pour la loi financière, destinée à transformer en moyens réalisables les théories françaises des «cédules» et les calculs infinis, pour une nation illettrée, en partie, — théories légiférées par Titulescu, — ou la loi sur les mines, et un autre ministre pour la loi administrative, ou enfin pour les lois scolaires du dr. Constantin Angelescu, et la loi sur l'Église, pleine de souvenirs transylvains, à la façon de Şaguna, de l'historien Alexandre Lapedatu.

Brătianu voulait la *Constitution* que ses adversaires lui refusaient en principe, s'étant presque tous coalisés. Une *Constitution dans la rédaction de laquelle le roi n'aurait qu'une très faible part*, demandant cependant qu'on conserve les rapports dynastiques avec la branche allemande. Privé de connaissances juridiques, le président du Conseil ne put prendre aucune initiative. La nouvelle loi fondamentale, appuyée sur l'acte de 1866, sortit des combinaisons de C. Disescu, un ancien takiste maintenant totalement vieilli, qui était, aussi comme professeur, depuis longtemps complètement vieilli.

Reçu par une opposition sauvage, avec des hurlements et des injures, — aussi du côté de ceux entrés récemment dans

www.dacoromanica.ro

l'État roumain et qui n'avaient pas vécu sous la Constitution de ceux qui avaient renversé Cuza ! — il passa pardessus ces manifestations avec l'habituelle ironie crispée de sa figure, autrement maigre et insolente. Il avait le succès. De quelle façon serait appliquée et développée cette Constitution de 1922, cela ne l'intéressait pas. Quant aux adversaires, il les qualifiait de « chiens qui aboient après son automobile ».

Dorénavant, le vrai chef du gouvernement, sous le « monarque ministériel » isolé, sera le créateur de lois et d'entreprises qu'était Vintilă Brătianu, strictement lié à son devoir et menant une vie de Spartiate torturé. Il était dominé par l'idée de créer la nouvelle vie économique de la Roumanie et de placer à sa tête son parti, pressé à des actions cointéressées dans lesquelles ce parti n'apportait ni la compréhension technique, ni les capitaux, ni l'initiative, ni trop souvent l'honnêteté. Avec des étrangers, comme le ministre tchécoslovaque Weverka ou Jay, celui d'Amérique, on arrivait, à cause de cet exclusivisme économique et financier, à des conflits ouverts et quelquefois même violents. L'affaire de fraude des passeports jeta une ombre profonde sur la moralité de quelques facteurs importants du parti. La convention avec la Banque Nationale, qui avantageait les membres du parti, fut sévèrement critiquée.

Le Parlement, peu fréquenté par d'autres que ceux qui en guettaient la succession et croyaient pouvoir l'activer par des scandales odieux, devint seulement une machine inerte. La clôture des sessions se faisait par des coups de surprise, comme en 1923 et 1925.

Il était évident qu'un pareil régime ne se maintenait que par la tolérance royale. Les élections communales que Brătianu crut pouvoir faire, le montrèrent. Pour être sûr que le chaos n'arriverait pas, Ferdinand Ier demanda, pendant cette dernière année 1925, qu'on votât une loi électorale qui, d'après le système fasciste, assurait une prime au parti qui aurait 40% des voix, devant être compté pour 60%. Alexandre Constantinescu la fabriqua secrètement; elle fut déposée par un coup de surprise, au bout de la quatrième année de gouvernement.

www.dacoromanica.ro

Ainsi, Jean Brătianu se retira, après être allé jusqu'où il avait voulu; et ainsi il avait confirmé sa déclaration orgueilleuse que le parti libéral, c'est-à-dire, lui, le maître absolu de ce parti, vient au pouvoir et quitte le pouvoir quand il lui plait. Autour de lui on estimait qu'il n'était question, en fait, que de quelques mois de vacances plus ou moins mérités.

Ils auraient été prolongés peut-être si la santé du roi, depuis longtemps ébranlée [1], qui d'abord avait été soigné pour une phlébite (mars 1925), puis soumis à une opération d'hémorroïdes (septembre), et ensuite, quelques mois après, on reconnut atteint d'un cancer aux intestins, n'avait fait prévoir une fin prochaine, avec des conséquences incalculables. Depuis longtemps déjà, *le chef du puissant parti sans popularité* avait pensé à ce qui pourrait se passer sous un nouveau règne, et il avait utilisé certaines circonstances d'intimité, exploitées rapidement et avec grossièreté, dans la famille royale [2], pour mettre l'héritier du trône dans une situation qui pourrait l'amener à renoncer à ses droits. Au conseil de Couronne, réuni à l'improviste à Sinaia, beaucoup de ceux qui y avaient été convoqués n'ayant aucune idée de ce qui devait être discuté, Brătianu parut, près du souverain, dès lors gravement atteint, comme un maître qui couvrait totalement les autres représentants d'une opposition, dans laquelle chaque parti était prêt à toutes les concessions pour arriver au pouvoir. On avait pris le 31 décembre 1925, contre les dernières résistances d'une conscience royale torturée, la décision dont on avait besoin. La Couronne ne pouvait pas passer par-dessus une renonciation obtenue avec habileté et par-dessus une décision qui avait été présentée comme venant de tous les partis, malgré la seule opposition intransigeante du *professeur Iorga, alors le chef le plus âgé du parti national de coalition.*

[1] Dès 1921, il se sentait très fatigué; Iorga, ouvr. cité, III, p. 179.

[2] Aussi l'intrigue en rapport avec l'aviation qui avait été confiée à la surveillance, certainement compétente, du prince (janvier 1925); voy. *ibid.*, V, p. 34.

www.dacoromanica.ro

L'héritage passa donc sur le fils né du mariage du prince Charles avec Hélène, princesse de Grèce, un enfant, auquel on avait donné le nom du Michel-le-Brave. Dans la régence, d'après la volonté du roi, profondément ébranlé et attristé, entraient des personnes sur lesquelles cependant Brătianu ne pouvait pas compter totalement: *le prince Nicolas*, l'oncle du *prince héritier*, qui était plutôt le représentant de la reine, qui elle-même aurait désiré la régence; *le patriarche Miron*, qui avait des rapports transylvains avec tous les groupements de sa première patrie, et même le *magistrat Buzdugan*, ancien ministre, qui bien que décidé à affirmer son indépendance, ne pouvait pas être considéré comme sûr. L'enfant, roi sera proclamé devant un Parlement disposé à toutes les acceptations. Il fallut donc qu'à son installation la régence trouve un ministère constitué par le créateur même de ce régime qui était Jean Brătianu.

Cependant, dans les tortures indicibles de sa maladie, qui devait se terminer par la pneumonie des agonisants, le noble roi Ferdinand qui, d'après la formule révélée ensuite par le général Averescu: « *ni jamais, ni à tout prix* » [1], désirait le retour, dans certaines conditions, de son fils, résista à cette pression faite pour installer en effet une autre dynastie que la sienne. De nouveau il essaya, — après avoir vainement appelé tout le monde autour de sa décision, maintenant moins assurée, de maintenir l'acte qui changeait la succession — *le ministère national*, que recommandait de même son gendre, le roi Alexandre de Yougoslavie, qui parlait aussi de l'absence de chefs dans sa formation [2]. Le général Averescu, dont les changements d'attitude seront présentés plus

[1] *Ibid.*, p. 252 et suiv. (Le procès-verbal du procès Manoilescu a été arrêté par la censure).

[2] *Ibid.*, p. 200 (avril 1927). Mais, pendant ses derniers jours le roi, parlant sur le compte du prince exilé, disait avec mélancolie: « N'est-ce pas qu'il avait des qualités? »; *ibid.*, pp. 343—344. Du reste, sondé à Paris, sur ordre du général Averescu, par le fidèle colonel Manolescu, le prince déclarait qu'il était « prêt, devant les circonstances actuelles, à se mettre au service du pays » sans conditions; *ibid.*, p. 178 (janvier 1927). Il était question d'envoyer le roi malade à Taormina, en Sicile; *ibid.*, p. 191.

www.dacoromanica.ro

loin, ne crut pas saisir, dans les paroles du malade, une volonté ferme qui devrait être menée jusqu'au bout. Il laissera oublier cette proposition; elle réapparut cependant, impérieuse, en mai 1927. Le ministre de l'Intérieur, Goga, essaya d'en empêcher la connaissance par des confiscations de journaux; mais le président du Conseil intervint avec des excuses envers les personnes blessées. Et il admit la solution, recommandée par Iorga, d'un conseil des chefs de partis à la Présidence. Ces chefs de partis s'abstinrent cependant presque tous. Après une courte entrevue à Scroviște, la maison de campagne où le roi avait cherché un allègement à ses souffrances, Averescu revenait à Bucarest pour trouver le décret de nomination de Barbu Ştirbei, ancien candidat, au-dessus des partis, pour un ministère plus ou moins national [1].

Dans ce ministère entraient des Transylvains comme Michel Popovici, des membres du parti paysan, comme le dr. Lupu, et des libéraux. On alla, avec l'idée naïve d'une durée assurée, jusqu'à la préparation d'élections qui devaient être libres. Les frictions qu'on pouvait attendre se produisirent cependant; et Ştirbei, dénué d'expérience, ou s'étant dès lors entendu avec son beau-frère Jean Brătianu, se servit d'un appareil administratif purement libéral; et un éclaircissement de la situation fut hâté par la soif inestinguible d'un gouvernement exclusif de parti.

Le 22 juin, Ştirbei trouva la formule de retrait: qu'on ne peut pas faire des élections sur les listes différentes des membres du Cabinet. Quelques semaines avant qu'à Sinaia la dernière goutte de force abandonne le martyr royal résigné, l'installation du chef libéral et de ses amis, de ses clients et de ses sujets disciplinés, pour lesquels il était tout, s'accomplit. *Le nouveau régne de Michel Ier* [2], *sous la garde des régents, commençait le 19 juillet 1927.* Jean Brătianu parlait, le 26 du même mois, au Parlement, de « l'acte incontestable ».

[1] De même en 1925 (*ibid.*, p. 109), en 1927 (*ibid.*, pp. 291—292), en 1928, en 1929 (*ibid.*, pp. 295, 337).

[2] Le général Averescu avait pensé à un lien plus étroit avec le passé, préférant le titre de Michel II; Iorga, loc. cit.

www.dacoromanica.ro

Rien ne manquait pour un gouvernement sans obstacles de Brătianu [1], jusqu'au terme qu'il se serait fixé lui-même. Mais le sort, plus puissant que toutes les habiletés humaines, avait aussi ses décisions. Depuis longtemps malade, bien qu'il cherchât à le cacher, et récemment ébranlé par l'acquittement de Michel Manoilescu, mis en jugement d'une façon imprudente, pour ses rapports avec le prince Charles, rapports qui n'avaient rien de subversif (novembre), *Jean Brătianu*, atteint d'une maladie de la gorge qu'on n'avait pas considérée d'abord comme sérieuse, ne put résister. À l'aube d'un jour gris d'hiver, le 24 novembre de cette année tragique, *il terminait une domination sans égale comme autorité dans la longue série des cabinets ministériels d'une époque qui continuait à s'intituler «constitutionnelle»*.

Dès le lendemain, on put voir que son héritage était si fragile qu'il tombera, sinon au premier coup, n'ayant aucun appui de la part du pays, mais aussitôt après la création d'une atmosphère révolutionnaire qu'on pouvait attendre de toutes les impatiences exaspérées. Son frère Vintilă, qui lui succéda, s'empressa d'expliquer qu'en même temps que celui, qui n'avait pas encore été mis en terre, se terminait un système dont il n'entendait pas prendre lui-même la responsabilité. Il cherchait partout des alliés, demandant une seule chose: la reconnaissance «de l'acte du 4 janvier», œuvre de son ambitieuse famille. Dans le Parlement à peine élu, il ne trouva, pendant presque un an, aucun appui véritable: l'idée d'une crise rapprochée dominait une majorité qui s'était complètement usée dans l'espace de quatre ans du dernier gouvernement et n'avait pas eu le temps de se refaire. C'était un gouvernement de condamnés qui devinaient le moment rapproché de l'expiation. L'éclat des fêtes commémoratives de Constantza, ordonnées par la régence, — qui avait demandé dès le début des concours de tous les côtés, ayant comme un devoir transmis par le roi défunt, l'idée du ministère na-

[1] Pendant l'absence de Iorga, Argetoianu avait essayé, en janvier 1926, même une entente entre tous les partis d'opposition pour un front unique; il fut brisé par la résistance tenace de l'ambition de Stere.

www.dacoromanica.ro

tional, — ne put tromper aucun esprit clairvoyant. On fit comprendre au nouveau président du Conseil, qui n'était pas arrivé à développer un programme, le désir qu'il se retire pour qu'on puisse tenter une concentration de forces nouvelles. Après quelques jours d'une lutte qui doit être présentée sous un autre rapport, il dut voir, étant lui-même très fatigué et portant en lui, avec une terrible tension, la maladie due à ses fatigues sans exemple, l'installation du gouvernement qu'il aurait le moins désiré, celui du parti des nationaux-paysans qui étaient dominés par l'idée d'une transformation révolutionnaire totale, et il les considérait comme le produit amorphe et anarchique d'états d'esprit révolutionnaires, désordonnés, que son frère aîné n'avait su dominer que par les moyens administratifs, à l'époque des d'élections forcées (novembre 1928).

Avant de suivre une action totalement désorientée de la part de ceux qui avaient été appelés au pouvoir, ainsi qu'ils l'avaient désiré depuis longtemps, — mais la régence le faisait malgré elle, au moins en ce qui concerne le prince régent, sinon aussi le chef de l'Église orthodoxe, — ces états d'esprit eux-mêmes dont l'instinct, pendant longtemps étouffé, se dirigeait avidement vers les formes nouvelles, doivent être poursuivis, et cela avec tout le bien et surtout beaucoup de mal qu'avait apporté, dans la politique, l'ignorance et l'inexpérience de ces « masses », dont une certaine théorie voulait faire les chefs mêmes de la vie politique d'un pays à peine formé.

L'occupation germano-autrichienne [de 1916—18] avait laissé des traces aussi dans l'âme des foules. Sans doute rêvaient-elles de « la Roumanie qui revient », — sentiment profond, pareil à celui qui, sur le front, avait poussé les leurs à la mort, — mais on leur avait parlé, de la part des maîtres mêmes, qui les menaient au travail le fouet à la main, les considérant comme un troupeau bon seulement pour labourer, que tout le mal vient donc de mauvais « boïars », de « ciocoi » roumains eux-mêmes, et ainsi se levaient les souvenirs de la terrible révolte de 1907. Il était encore plus facile d'exciter

www.dacoromanica.ro

les ouvriers. D'un autre côté, en Moldavie, si la propagande russe n'avait rien gagné parmi les soldats, elle n'avait pas pu rester vaine dans les villages malheureux à ce point que, dans leur terrible misère, les enfants des femmes qui travaillaient aux champs pour nourrir deux armées, et de plus les réfugiés, à côté des habitants de cette région même, naissaient sans ongles: le poète Vlahuță, dans son amour infini pour la nation, signalait ces agitations dès 1915, exhortant à des réformes urgentes et sérieuses.

Ainsi, quelques semaines après le retour du couple royal, en décembre 1919, des groupes d'ouvriers, excités aussi par certains soldats français qui s'étaient adonnés à des manifestations socialistes, se dirigèrent vers le palais, proclamant la république sociale. Ils ne se laissèrent pas même intimider par la présence des chasseurs du colonel Rasoviceanu qu'ils attaquèrent. Il fallut tirer, et le sang roumain arrosa les rues, indiciblement poudreuses, d'une capitale totalement sauvage. Lorsque, pour gagner les fonctionnaires, le ministre Mârzescu augmenta les salaires, le résultat fut, comme on pouvait s'y attendre, une hausse des prix ce qui atteignit naturellement davantage ces mêmes classes pauvres qu'avait extorqué le régime des Centraux, si avide à tout découvrir. C'était tout ce qu'il fallait pour que se produisît une série de phénomènes révolutionnaires, auxquels les gouvernements qui se succédèrent n'apportèrent pas l'attention nécessaire.

Les mouvements, au milieu desquels on ne pouvait pas distinguer entre le socialisme qui se levait et la pénétration du communisme, se succédèrent à Bucarest et ailleurs, pendant tout le cours de l'année du retour de Moldavie. Grèves aux Chemins de fer, en pleine déliquescence, après les dévastations commises par les anciens maîtres, puis aux Postes, aux Usines électriques, à la Régie des monopoles, même celle des balayeurs de rues, et plus tard aussi aux tramways. Non seulement des troubles étaient signalés à Galatz et à Ploești, le centre du pétrole, à Dej, à Sighet, mais un comité s'était formé sur les vaisseaux de guerre, et les soldats demandaient à être démobilisés; un régiment d'Ukrainiens se révolta à Cernăuți, en novembre, des troupes

www.dacoromanica.ro

de Vasluiu, de Suceava étant employées pour les apaiser (novembre); un cas analogue se passa en Transylvanie, où eut lieu une attaque contre les officiers. Après la retraite des libéraux, en 1919, le gouvernement si calomnié du bloc crut qu'on ne pouvait pas interdire subitement les démonstrations, fût-ce même sous le drapeau rouge, pour la commémoration d'un de leurs chefs, Frimu, démonstrations qui ne dégénérèrent pas en actes de violence, mais ceci servit au Palais comme point principal d'accusation contre le ministre de l'Intérieur du nouveau cabinet, « le bolchevique » Lupu, sur le compte duquel on mettait des lettres fabriquées, les suspicions allant du reste jusqu'au président de la nouvelle Chambre, Iorga. Le souverain, informé de cette façon, mettait tout son espoir dans « un gouvernement fort, appuyé sur un Parlement unitaire » [1].

Réorganisé, le parti socialiste — où on rencontrera de placides intellectuels roumains, bons seulement pour des déclarations, comme Thomas Dragu, Titel Petrescu, le jeune Lupu Costachi, des ouvriers de Jassy apportant avec eux la longue souffrance de leur classe, quelques dilettantes du socialisme à cravate rouge, ayant capital et gouvernante en famille, comme le fabricant de couvertures Cristescu de Bucarest, et des Juifs de Moldavie, comme le dr. Ghelerter, des Transylvains, à fond nationaliste, comme Flueraș et Jumanca (pas un Rosnovanu), de même qu'était nationaliste, au fond, le très cultivé Bucovinien Grigorovici, quelques dénationalisés de Transylvanie, comme Daszkál, quelques Hongrois purs, mais d'une belle âme comme Cizer, quelques Juifs de Boucovine ou de l'ancien royaume comme Moscovici, lui aussi d'une culture distinguée, ou comme Pistiner, d'âpres bulgares fanatiques comme Boris Stefanov qui sera tué, et Dascalov; mais aucun Russe; la direction des communistes ayant été confiée, par Rakovski, à son aide de camp Bujor, — se réunissait dans cette compagnie, utilisant une irritation populaire que ce parti n'avait pas suscitée et ne pouvait pas dominer. Par la voix de Dragu, on avait déclaré

[1] *Ibid.*, p. 290.

www.dacoromanica.ro

ne pas reconnaître le premier Parlement de la grande Roumanie. A Jassy, on essaya d'un « Club international ».

Les ouvriers, totalement indisciplinés, n'étaient pas du même avis. Sous le premier gouvernement Averescu commença une lutte entre les rouges et les jaunes, ceux-ci soutenus naturellement par la police. Les jaunes disparurent et les rouges organisèrent, — au désespoir du général Văleanu, ministre qui ne se rendait pas compte que la discipline de l'armée est une chose et que celle de la société civile en est une autre, et pour la plus grande désillusion du « premier ministre » du Travail, l'avocat et professeur, laborieux, cultivé et d'excellentes intentions, Grégoire Trancu-Jassy, — de violentes manifestations. Les vociférations de milliers de fonctionnaires de la poste, mêlés à d'autres éléments sociaux, s'entendaient jusqu'à la salle de l'Athénée où, pendant longtemps, furent tenues les séances de la Chambre. On essaya de gagner les soldats.

On procéda, moins par le ministre de l'Intérieur, Argetoianu, à l'ambition duquel de pareilles méthodes n'avaient pas été totalement étrangères, que par le président du Conseil lui-même, à l'écrasement, par la force, de ce mouvement rédouté. Attirés au club, derrière le Palaïs royal, les socialistes furent arrêtés et condamnés jusqu'à cinq ans de réclusion; leurs députés furent compris eux-mêmes dans la mesure (aussi à Cernăuți), alors qu'on introduisait la censure des journaux et qu'on envoyait les rebelles au régiment.

La réponse fut le terrible attentat au Sénat, préparé par un terroriste juif d'une façon diabolique: l'évêque d'Orade, Radu, fut tué, le ministre Greceanu mourut des suites de ses blessures, le général Coandă et l'évêque Niphon furent gravement blessés.

Le parti ne se releva jamais de cette répression, pas même lorsqu'en juillet 1928, sous un gouvernement de gauche, on tira aux mines de charbon de Petroșani, et en août 1929, sous le même régime, à Lupeni.

Plus inquiétant paraissait le mécontentement des paysans. D'un côté, ils étaient excités par des hommes de parti, qui

www.dacoromanica.ro

les amenaient par le train, de façon à ce qu'ils puissent croire, comme pour la seconde assemblée populaire d'Alba-Julia, contre le gouvernement Vintilă Brătianu, que le train était mis gratuitement à leur disposition pour la marche sur Bucarest, — presque tous les politiciens l'ont essayé, et avec le même insuccès ! — et les appelaient à leur aide, surtout en Transylvanie, mais aussi en Bessarabie. Après l'action antisémite à laquelle on recourut, de même qu'en Moldavie et en Boucovine, on arriva parmi les Banatiens à crier: « Sus şuba, sus opinca »[1], et, parmi les Transylvains: « À bas les messieurs, à bas les contributions, à bas les voleurs de la Roumanie ! »[2]. Mais, quand on s'adressait à eux avec compréhension, ils déclaraient que, dans le croisement d'épées des politiciens, les paysans sont « comme l'herbe au vent »[3].

Les socialistes ne donnaient pas une mystique; les paysans la trouvèrent seuls. Beaucoup de Bessarabiens voyaient dans le charlatan religieux Innocent, avec ses églises souterraines et des orgies comme celles de Raspoutine pour « le pardon des péchés », un nouveau Jésus[4]. Dans la même Bessarabie, restée encore dans de profondes ténèbres, le nouveau calendrier introduit par l'Église sous l'influence des évêques transylvains vit paraître, pour appuyer l'ancien calendrier, des défenseurs à longue crinière, aux yeux d'illuminés, portant au cou la croix et les icones, en main la « Pascalie »[5] qui, aidés de prêtres russes, ennemis de l'État roumain, mais aussi de moines-errants suspects, excitaient non seulement à l'abandon des églises, à l'érection de nouvelles maisons de prières, mais aussi à la résistance contre les autorités, allant jusqu'à une vraie révolution sociale. « Le stylisme » (pour l'ancien style), à partir de 1925, soutenu aussi par quelques hommes politiques comme le dr. Lupu, arriva à être un terrible moyen de rompre la solidarité religieuse des Roumains de la campagne, auxquels on prêchait, non sans résultat, « la loi du

[1] « Haut le manteau fourré, haut la sandale ». En 1921.
[2] En 1928.
[3] Voy. Iorga, ouvr. cité, V, p. 228.
[4] Voy. Popovschi, *Inochentismul.*
[5] Calendrier perpétuel pour la date de Pâques.

www.dacoromanica.ro

samedi », le sabatisme, venu d'Allemagne et de Hongrie, la nouvelle religion des « adventistes », protéjés du dehors, par une solidarité internationale. Beaucoup plus tard viendra un moment où des visionnaires paraîtront, déclarant avoir vu Dieu, « le vieillard », et d'autres visages divins; si Petrache Lupu, du village de Maglavit sur le Danube, prêcheur et thaumaturge, avait voulu faire une révolution, il y aurait réussi mieux que n'importe lequel des politiciens qui s'y entendent en fait de troubles.

Ce qu'était l' « Innokentisme », le « stylisme », même l'« adventisme » pour les ignorants des villages, arriva à être cet *antisémitisme violent*, détruisant sans vouloir ni pouvoir créer, dans le milieu des étudiants qui n'avaient pas fini leurs études, et surtout ne les avaient pas vérifiées par une difficile synthèse personnelle, luttant avec la vie elle-même; et tout un commerce roumain, — accablé par la concurrence malhonnête des boutiquiers juifs, appuyés par leurs richards, eux-mêmes en rapports avec la juiverie internationale, prête à aider, — accourut soutenir le mouvement. Comme, dans leurs merveilleuse poussée, les Juifs, dans l'ancien Royaume également, — car, en Boucovine, ils étaient maîtres depuis longtemps dans ces domaines, — pénétraient dans le barreau, dans le corps médical, dans des métiers comme l'architecture, dans des situations scolaires, jusqu'à l'Université, toute une jeunesse arrêtée dans son ascension chercha son refuge dans les différentes associations antisémites. La tentative des Juifs, dès 1920 [1], avec le vieux traducteur de Shakespeare, Adolphe Stern, avec l'agitateur inlassable, Fildermann, avec quelques uns même des rabins, de s'organiser comme parti national juif, ne pouvait qu'attiser plus encore le mécontentement des esprits. *Une presse juive*, cachée ou sincère, avec les puissants journaux bucarestois, « Le Matin » *(Dimineața)*, « La Vérité » *(Adevărul)*, avec leurs feuilles de chou à Jassy, « L'Opinion », « Le Monde », représentant une certaine « dé-

[1] Des candidatures isolées: celle du professeur David Emanuel, de l'écrivain Henri Sanielevici dès 1919.

www.dacoromanica.ro

mocratie » universelle, et exploitant aussi les partis dans leur besoin de réclame journalière, *avait une attitude de combat qui, plus d'une fois, a eu un rôle de provocation.*

Sur la question des cadavres à disséquer que les Juifs refusaient à leur jeunesse de la faculté de Médecine, pour des motifs religieux, le mouvement partit en décembre 1922, à Cluj, à Bucarest, à Jassy. Dans cette dernière ville, où les chrétiens n'étaient seulement, après la ruine d'une splendide aristocratie, que des fonctionnaires et des faubouriens, oubliés dans des coins de la ville, les faubourgs Ciurchi et Tătărași s'étaient levés tout-à-coup, avec une immixtion évidente des Allemands qui préparaient la conquête hitlérienne, et développèrent ensuite leur programme de revendications, les drapeaux noirs portant la croix gammée, le signe de combat « aryen » de la « svastika ». On organisa ces « centuries » qui se confondront bientôt dans une « légion »; du reste, sur les cocardes portées par ces jeunes gens, on lisait, en allemand: « *Die Juden hinaus* ! ».

Le courant que certains hommes politiques croyaient utile à leurs intérêts, pour aider à renverser le gouvernement ou, de la part du gouvernement, pour attirer l'attention de l'action de l'opposition d'un autre côté, continuait sans avoir trouvé de chef. L'ancien antisémitisme théorique et intellectuel, fondamentalement pacifique —que n'avait plus représenté, pendant des années, Cuza non plus, séparé de Iorga sur la base du programme irréalisable maintenant, après l'indigénat en masse des Juifs, sur lequel on ne pouvait plus revenir— était de beaucoup dépassé. Dès l'époque de la guerre, le professeur Jean Zelinschi, d'origine ruthène de Boucovine, mais qui, dès ses années d'école avait passé au nationalisme roumain —en se faisant nommer Zelea et, comme descendant d'une famille de garde-forestiers, s'était adjoint le qualificatif de Codreanu,[1] —avait déclaré à son chef Cuza qu'il se considérait comme devant commencer une action séparée, en tête de laquelle il établit son fils aîné, Cornelius, qui avait reçu une éducation dans ce sens. Mais tant que se produi-

[1] Codru signifie forêt.

www.dacoromanica.ro

sirent aussi d'autres mouvements parallèles, comme celui de l'officier Băgulescu, plus tard attaché militaire de Roumanie au Japon, il ne fut pas question d'une subordination absolue envers ce jeune homme, qui avait participé aux scènes de Jassy et qui, avec ses camarades, avait enduré en prison préventive, les brutalités du préfet de police Manciu, lequel n'était qu'un ancien camarade d'antisémitisme plus âgé [1].

Suivirent des manifestations au Théâtre National de Bucarest contre une pièce historique de Iorga, considéré comme un ennemi, ainsi que la leçon en avait été faite à ces jeunes gens, après l'occupation, en août 1923, de l'Université de Jassy, en lutte avec la police, — mais à Dorohoiu les antisémites faisaient des démonstrations dans la rue, musique militaire en tête, aidés par la municipalité. Et on arriva si loin, avec la permission du gouvernement libéral, que Cornelius Z. Codreanu et son ami Jean Moța, un jeune homme intelligent et brave, fils du prêtre d'Orăștie, — dont les faits nationaux-culturels, ainsi que la publication du journal « La Liberté » et d'un supplément populaire, avait été totalement oubliés par les profiteurs politiques de la guerre; — s'étaient présentés chez Jean Brătianu lui-même, en plein Conseil des ministres, pour demander le châtiment du capitaliste juif Anhauch, et la proclamation à l'Université d'un « numerus clausus », avec l'exclusion des Juifs des Universités, car sinon, ils commenceraient pour leur propre compte « le mouvement de libération » et de justice. Le président du Conseil, avec son esprit ironique, se borna à sourire de cette sommation et tout s'arrêta là. Naturellement, on commença à parler de « la peine de mort » contre quelques uns des ministres. Un journaliste juif, Rosenthal, fut frappé gravement à la tête par le jeune avocat Alexandre Bacalcglu. On annonçait ouvertement qu'à chaque attaque contre le mouvement, on ré-

[1] Le livre publié sous le nom de Cornelius Z. Codreanu, et qui a été traduit par un intérêt explicable, en italien et en allemand, provoquant des sympathies même dans certains cercles français, est, étant donné le manque de préparation du jeune auteur, une œuvre collective. Voy. plus récemment le livre des frères Tharaud sur cette mystique, qu'ils ont le tort de prendre au sérieux, malgré les informations prises sur place.

www.dacoromanica.ro

pondrait par une « exécution ». En effet, pendant le procès à Jassy de Cornelius Z. Codreanu, celui-ci tira et Manciu s'abattit; deux agents de police furent en même temps blessés (octobre 1923). À Bucarest, le crime fut célébré comme un acte d'héroïsme et le cri de « mort aux Juifs » retentit librement par les rues. Fier de l'exploit accompli par son fils, le vieux Boucovinien rappelait que sa famille avait donné à la nation « trois générations de Codreanu ».

Cette fois aussi, Jean Brătianu ne trouva que des protestations vagues assurant que l'ordre sera gardé, et on y répondit par les scènes de Cluj et de Timişoara, et celle de Bucarest, au premier anniversaire du mouvement. L'opinion publique approuvait. Un nouveau procès, celui de Moţa, qui avait tué un collègue « traître », se termina par un acquittement (1924), de même que celui qui, à Severin, rendit la liberté au chef. Trois ans après les premières manifestations, « la Légion » pouvait faire imprimer des timbres poste à l'effigie du « capitaine ». Lorsque, pendant cette même année 1925, on célébra à Blaj la commémoration habituelle de l'acte du 3 mai 1848, une manifestation de fauteurs de troubles demanda, devant les ministres présents, l'acquittement de l'accusé de Jassy. Lorsque ce désir eut été satisfait, Cornelius Z. Codreanu, félicité par des évêques, des généraux, célébra, son mariage avec la soeur de Moţa à Focşani: il entrait au son de la musique militaire, à la tête de près de 2.000 chariots paysans, monté sur un cheval blanc, comme Michel-le-Brave à Alba-Julia, et portant en main la masse d'armes princière; on donna à la place où s'était déroulé ce spectacle le nom de Champ de la Liberté. Soixante enfants furent baptisés ce jour-là du nom de Cornelius. Comme à Jassy le professeur Cuza eut à souffrir d'une aggression, l'étudiant Urziceanu tira sur le Juif qui avait offensé son maître. Et, en automne, jusqu'à Dorohoiu, on annonçait que des ponts seraient jetés sur le Dniestr pour chasser du pays tous les Juifs; dans le district de Vaslui, se produisit un choc avec l'armée qui laissa un mort parmi les paysans. Satisfaits d'une année si bien remplie, les vainqueurs installaient leur club à Bucarest dans la rue de la Victoire, devant

www.dacoromanica.ro

le Palais royal. Ceci en attendant les dévastations dont se rendit coupable le congrès d'étudiants à Oradea (1927).

L'oeuvre de châtiment atteignit aussi des étrangers connus pour leurs sympathies communistes, comme les Français Guernut et Barbusse le romancier; le moment viendra où un homme aussi vénérable que le Belge Lafontaine et sa femme, venus pour un congrès international à Bucarest, seront hués et conspués dans la rue: ils ne protestèrent pas (1930).

Le calme fut cependant rétabli pour quelque temps: comme recteur à Bucarest, Iorga réussit à gagner une grande partie des vrais étudiants (1929), mais sous le nouveau règne les scènes sanglantes devaient se répéter.

D'un autre côté, le mouvement fasciste préparait des armements secrets avec tout l'appareil de stylets qui, à un certain moment, devaient être plantés dans le sein des « tyrans ». Des généraux de la guerre, aussi pleins de mérite et respectés que Broşteanu et Holban, furent considérés comme favorables à ce mouvement révolutionnaire. Pendant qu'en Transylvanie le doux rêveur Amos Frâncu s'intitulant modestement « roi des Mots », ornait de larges rubans tricolores la poitrine des adhérents de ce qu'il appelait « la Fraternité de la Croix », l'élan vers une autre vie politique du fils de Nicolas Filipescu, Grégoire, et de quelques amis conservateurs, comme Nicolas Miclescu et le combattant de Mărăşeşti, Costin Sturdza, ressuscitait, pour un nouveau groupement politique, le nom terrible de Vlad l'Empaleur (1929). Des généraux et d'autres officiers supérieurs à la retraite, fondaient, avec un médiocre professeur de philosophie à leur tête, un « Culte de la Patrie » qui, plus d'une fois, se laissa entraîner à des mouvements de rue.

Devant eux, les minoritaires donnaient continuellement une leçon de discipline, de tenue et d'ordre, sous des régimes qui, du reste, — malgré les idées scolaires du dr. Angelescu, et des vantardises concernant l'unification nationale qui serait bientôt réalisée comme celles de Goga, — ne cherchèrent pas à suivre les traditions de persécution et de procès

www.dacoromanica.ro

de la domination hongroise. Des rapprochements culturels s'étant produits avec des pièces roumaines représentées à Cluj par des acteurs hongrois qui furent invités ensuite à la Ligue Culturale de Bucarest; le congrès de la Ligue à Târgul Mureșului fut salué par les minoritaires hongrois, une Marie Berde, du pays des Szeklers, romancière distinguée, s'intéressant à la littérature roumaine.

Le parti hongrois des nobles, devant lequel plus tard seulement se lèvera un parti de caractère populaire, disposé à une autre entente avec les Roumains que celle des pactes électoraux, avait à sa tête un Bethlen, un Josika (Roumain d'origine) et comme secrétaire, Viller, du pays des Szekler, qui avait épousé une Roumaine: ce parti espérait, en 1920, gagner quelque chose comme une autonomie pour arriver ensuite au pacte de Ciucea, qui devait rester non exécuté, avec Octavian Goga. Les Églises magyares: catholique, calviniste, unitaire, étaient un plus puissant appui pour la nation que cette organisation, de fait très faible, de sorte que, quelquefois, sa représentation dans le Parlement ne correspondait pas au nombre de la population: au Sénat roumain, l'évêque Majláth parut enfin en 1921, mais non l'évêque banatien, Glattfelder, dont l'attitude détermina son départ, ni le magnat Szechény, évêque d'Orade, qui aimait paraître au milieu des solennités de l'État dans une soutane usée.

En ce qui concerne l'activité des Saxons, obéissants à la conduite de leur évêque et prêts, même avant l'époque hitlérienne, à une action commune avec les catholiques souabes du Banat, avec les colons de la Bessarabie méridionale, avec n'importe quels éléments allemands, ce groupe national, toujours préoccupé par la situation électorale, dirigée par un Schullerus, par un Hans Otto Roth, par un Binder et Konnert, par un Brandsch, après le départ en Allemagne d'un chef aussi doué et honnête que Lutz Korodi, conservait son attitude de 1918 envers l'État roumain. Ceux-ci demandaient seulement qu'on laisse leurs écoles tranquilles même lorsque « la population » demandait l'école d'État, et qu'on leur accorde l'appui de l'administration pour encaisser leurs taxes scolaires. L'historien G. Müller voulait même une

www.dacoromanica.ro

Université, un institut d'études, mais Iorga consentit à parler en allemand aux cours de Sibiu, en 1923 [1], où il avait été invité. Les chefs des Saxons parurent même au congrès d'Argeș de la Ligue Culturale, alors que les Souabes penchaient vers le germanophile Marghiloman, dont ils formaient le seul appui électoral.

Comme manifestation commune des nationalités, excepté les Ruthènes de Boucovine, irréconciliables, on vit leurs chefs, au couronnement en 1922, alors que le clergé de l'Église unie ne crut pas devoir entrer dans la cathédrale orthodoxe, et un Congrès des jeunes minoritaires présenta, en 1925, des hommages à la reine.

Il est vrai, comme on le verra, que même sans les moyens du « capitaine » et des hommes à « stylets », des partis sérieux, ayant des hommes de mérite à leur tête, cultivaient, en vue d'obtenir plus vite le pouvoir, les mêmes méthodes pour s'imposer.

Deux d'entre eux seront en lutte avec les libéraux, pour la domination, sur une Roumanie qui devrait renaître non seulement des mauvaises habitudes, mais aussi des bonnes institutions du passé. Tout ce qui s'était formé auparavant, pour poursuivre un renouvellement, *comme les nationalistes culturels de Iorga*, et tout ce qui s'était produit après la guerre par les ambitions éveillées, tout essor vers l'idéal et tout assaut de vanité dut entrer dans le sentier malheureusement très tortueux de ces grands groupements « de gouvernement ». Sans compter les épaves qui étaient partout acceptées.

D'un côté, *le général Averescu* uni à Constantin Argetoianu, aux généraux Văleanu et Coandă, à Mathieu Cantacuzène [2], dont se rapprocha Take Ionescu, qui avait compris que le parti conservateur était bien mort, et qui essayait de lui substituer, d'après les nouveaux goûts, un parti démo-

[1] Pour le désir d'autonomie nationale de Brandsch; *ibid.*, II, p. 374.

[2] Mort en 1928 seulement. Il était revenu en été de Paris, avec des illusions qui se dissipèrent bientôt.

www.dacoromanica.ro

crate avec un programme nouveau. Il était question aussi d'un « conservatisme national ». La même chose se passa à plusieurs reprises avec *Marghiloman*, tombé du haut de toutes ses espérances, mais qui était toujours très considéré à la Cour, comme celui qui s'était déclaré pendant une séance de la Chambre « le chien fidèle au pied du trône », et gardant avec une belle prestance tous ses moyens oratoires [1]. Quelques éléments transylvains: Théodore Mihali, Tăslăuanu, qui avait jadis conduit la revue « Luceafărul », Victor Bontescu de Hațeg, — pendant que le prêtre Lucaciu, totalement épuisé, s'orientait vers les libéraux, — préféraient cette « Ligue du Peuple » devenue un grand parti et extraordinairement populaire, dont le chef représentait le mythe avec infiniment plus de droit que les autres amateurs de dictature, sur les bases nouvelles fixées par un Mussolini, puis par un Hitler. En Boucovine, l'ancien chef Flondor avait offert une alliance à titre de parité, et un apport bessarabien ne manquera pas à la Ligue, bien que, comme nous le verrons, ces deux régions cherchèrent à maintenir le plus longtemps possible leurs partis séparés.

Il ne faut pas oublier que les nationalités, aucunement disposées à des revendications violentes, méritaient, elles aussi, l'attention.

Après s'être consulté avec Take Ionescu [2], le général, qui croyait qu'on avait passé par-dessus son droit de gouverner, refusa, en 1919, d'être candidat. Certaines personnes employèrent son nom pour se faire élire; mais la plupart des électeurs, surtout dans l'ancien Royaume, cherchaient d'autres candidats parmi ceux qui se présentaient décidément contre les libéraux. Averescu fut étonné de se trouver devant ce groupe d'inconnus, dont les origines devront être examinées; pendant longtemps, jusqu'à d'autres preuves élec-

[1] Pendant les élections de 1919, il s'était présenté seul, déclarant qu'il avait aidé le peuple et avait « sauvé l'armée ». En décembre cependant, il cherchait un rapprochement avec les nationaux de Transylvanie. En 1923, C. C. Arion mourut.

[2] En ce moment, le toujours enthousiaste Paul Brătășanu faisait, à un âge si avancé, une sommation formelle au roi.

www.dacoromanica.ro

Fig. 54. — Jean Flondor (Boucovine).

www.dacoromanica.ro

torales, qui ne pouvaient plus être contestées, il les considéra comme des usurpateurs. Resté lui-même en dehors du Parlement, ainsi que son principal associé, Averescu dut juger tout ce qui avait été fait là-bas, — par-dessus les maladresses du début, les passions sorties d'un long gouvernement libéral, et des erreurs récentes de la guerre, — comme une série d'actions révolutionnaires, sans lien entre elles. Il était blessé encore du fait que, énivrés de succès, tous ces innovateurs si confiants passaient par-dessus sa gloire et sa valeur personnelle. De là l'apparence, elle aussi révolutionnaire, de son action, avec tout ce que pouvait lui donner, dans ce sens de la violence, sinon Take Ionescu, du moins Flondor, en lutte chez lui, en Boucovine, avec le professeur Jean Nistor et, énervé d'une pareille prétention, *Octavian Goga* aussi, qui, sans s'attacher encore à quelqu'un, croyait que l'heure était venue pour que soit appelé celui qui, dans son activité poétique, avait été le prophète de la réalisation miraculeuse qui avait été accomplie: il était sûr de pouvoir donner au pays uni *la dictature de son génie politique*, opinion qu'il conservera jusqu'au bout, la défendant avec tout le charme d'une éloquence nouvelle et riche en images. D'ailleurs, Goldiș aussi disait à haute voix que, si on n'ajourne pas d'un mois les élections pour laisser le temps nécessaire à la propagande, le général recourra à la révolution [1].

Mais, au commencement de décembre, le glorieux général fut prié d'entrer dans le ministère formé par *le bloc* des parlementaires des « provinces » avec le nouveau parti « paysan » de l'ancienne Roumanie, et avec les nationalistes de Iorga, maintenant assez nombreux, dont Cuza s'était maintenant détaché. Il admit que ces Assemblées avaient un rôle constitutionnel et il ne s'arrêta pas même devant un programme qui n'était pas le sien. Mais, lorsque Iorga, qui suspectait les sentiments du général envers le Parlement, se fit élire président de la Chambre, contre Goldiș, déclarant qu'il agit ainsi pour défendre la Constituante aussi contre «l'anarchie», mais non moins contre « la dictature », le général, —

[1] Iorga, ouvr. cité, II, p. 248 (septembre 1919).

www.dacoromanica.ro

qui pensait maintenant que tous ces nouveaux élus ne sont que « des contingents » devant s'ajouter à son ancienne armée et se préparait à introduire aussi d'autres éléments fidèles dans le gouvernement, pour renforcer une situation encore si frêle, — présenta sa démission au grand mécontentement du roi, qui avait désiré cette association. Le souverain, qui n'avait pas admis que le dr. Lupu soit appelé au département de l'Intérieur, devenu libre par cette démission, mais qui, en même temps, conservait ses suspicions à l'égard de Take Ionescu, commença à observer qu'on parlait trop et sans mesure dans ce Parlement, qui entendait prendre son rôle trop au sérieux.

Sans aucune opposition du gouvernement, le général fut élu à Orăștie, en février 1920, alors que Take Ionescu lui-même arrivait enfin à réussir, dans un lointain cercle du Maramouresh. Le premier, sûr de l'appui du roi, attendait son heure, bien que l'impatience de ses aides de camp le menait à des ententes secrètes avec les socialistes de Moscovici, qui les dénoncèrent, disant qu'il avait été question aussi d'une nouvelle dynastie anglaise, de sorte qu'on était allé chercher l'appui des invalides et celui de quelques régiments [1].

En l'absence du président du Conseil, Vaida, qui était allé à Paris et à Londres pour la question des frontières, Averescu obtint du roi qu'il écarte un régime qui s'était à peine habitué aux affaires et ne pouvait être jugé, pas même au point de vue des tendances, et que garantissait, comme fidèle à la Couronne, l'autorité et l'influence de Iorga. Au commencement, le général ne demandait pas la dissolution du Parlement qui fut seulement ajourné, mais lorsque Maniu, avec lequel le nouveau président du Conseil se croyait d'accord, prit la parole pour le combattre, et que la lutte devint plus passionnée quand s'y adjoignit le chef du parti paysan, Jean Mihalache, — le maître d'école primaire devenu capitaine de réserve — Averescu, habitué à être obéi, — et il déclarait que chaque membre d'un parti peut avoir des opinions individuelles, mais que devant le commandant il se dresse de-

[1] *Ibid.*, III, p. 101.

www.dacoromanica.ro

bout, « la main au bonnet », — insista auprès du roi pour qu'on lui permettre de ne plus prolonger ses tentatives d'un gouvernement avec « de pareilles gens » [1].

Aussitôt après des élections, entachées naturellement de tout ce que peut donner le fanatisme pour un chef aimé, on chercha, pour conduire la politique extérieure, un directeur dans Take Ionescu (juin). La situation de Marghiloman lui-même, qui continuait à penser à un gouvernement de sa part, s'était tellement améliorée que celui qui avait été sous son régime, à Jassy, président de la Chambre, dans laquelle le roi avait été plusieurs fois insulté pouvait être invité à un dîner solennel au Palais. Avant la lutte électorale, malgré toute l'influence de Goga dans le gouvernement, les nationaux de Transylvanie, dont la désorientation sera exposée, avaient négocié eux-mêmes avec celui qui avait écarté un régime pris pour la plus grande part de leurs rangs. Il y eut un moment où le roi put croire que son désir permanent de ministère de coalition s'accomplirait, ministère dans l'action duquel, désirant une calme vie privée, ainsi qu'il l'avait toujours souhaité, il aurait évité de se mêler.

Mais, en dehors de l'action violente de « l'opposition nationale », contre laquelle on appela l'armée à la Chambre, et on procéda à des exclusions, le gouvernement du général —qui s'empressa de faire examiner, le problème de l'impropriation, sous la direction du conservateur Garoflid, sans cesse attaqué par les hommes de gauche d'un parti de provenance presque révolutionnaire, —avait en lui-même, par la cooptation de Take Ionescu, un germe de discorde continuelle. À côté de la tendance de l'ancien chef conservateur de prendre sur lui seul la conduite de cette Roumanie, à la création de laquelle il avait travaillé avec tant de fidélité et de zèle, sûr aussi de l'appui qu'il trouverait chez les grands Alliés, il existait encore une différence profonde, en ce qui concernait l'orientation extérieure; le président du Conseil étant pour les offres russes et non sans quelque tendance

[1] En août, démissionnait Mathieu Cantacuzène. La situation vue de l'autre côté, plus loin, p. 571 et suiv.

www.dacoromanica.ro

vers l'Allemagne, tandis que Take Ionescu restait, avec sa Petite Entente, l'ennemi de la révolution victorieuse au-delà du Dniestr et l'ancien fidèle de la France; de son côté, le roi le considérait comme « servile » à l'égard des Alliés et lié par certains intérêts du dehors. Il y avait au fond, chez cet orateur habitué aux applaudissements, un certain mépris envers ce Parlement composé d'ignorants et d'énergumènes.

On arriva donc, après que ce ministère eut accompli sa mission sociale par le vote de la loi agraire, à la même situation qu'en février 1921. Take Ionescu disait clairement que, sans l'appréhension que les libéraux reviennent au pouvoir [1], il donnerait sa démission, sachant que son successeur serait Titulescu. Le roi lui-même qui, en juillet, avait cherché à réconcilier les nationaux transylvains avec le gouvernement [2], et qui réclamait, avec raison, dans sa réponse à l'Adresse de 1922, sa part personnelle dans la réforme agraire, avait perdu confiance dans le cabinet formé en mars 1920 [3]. Et, d'une façon pittoresque, il résumait ainsi la situation: « l'incapacité de l'opposition devant un gouvernement incapable » [4]. L'unification par la mise à l'écart du *Conseil dirigeant* de Transylvanie, qui s'attribuait, même après la guerre, un rôle d'administration autonome, lui paraissait « hâtive et stupide » [5]. Bien que, lorsqu'on lui proposa un nouveau conseil de Couronne, il fit observer, en plaisantant, que ce serait une scène de « Roman du renard » (et il le citait en allemand), il caressait encore son idée de ministère de coalition avec une hégémonie de l'ancien royaume [6]. Jusque-là, il avait visité la Bessarabie jusqu'à Cetatea Albă, et la Boucovine.

Mais la corruption s'unissait à la brutalité, sous un chef qui personnellement était d'une honnêteté parfaite, et avait les fines manières d'un homme du monde.

---

[1] Le prince Carol considérait Brătianu, ainsi qu' il le répétera ensuite, comme étant le seul « homme d'État »; Iorga, ouvr. cité, III, pp. 196—197.
[2] *Ibid.*, p. 45.
[3] *Ibid.*, pp. 63—64.
[4] *Ibid.*, p. 100.
[5] *Ibid.*, p. 103.
[6] *Ibid.*, pp. 102—103.

www.dacoromanica.ro

Le gouvernement devait tomber l'année suivante. Une loi qui favorisait ses partisans dans la réorganisation des Usines Reșița, dans le Banat, fut combattue avec acharnement, et du banc ministériel on entendit une de ces inconvenances auxquelles, dans les pires moments, était resté étranger le parlementarisme de la génération qui avait maintenant presque totalement disparu. On demanda au roi, qui était pressé d'aller soigner sa santé, la mise à l'écart de ce régime. La décision fut retardée jusqu'en octobre. Alors, comme il avait introduit dans le message un nouvel appel à la collaboration, ce passage fut considéré avec indignation par un chef de gouvernement qui n'entendait que l'administration d'un seul parti, absolument discipliné. On entendit à la Chambre le cri de « Vive le Président à vie du Royaume de Roumanie ». Devant de pareilles offenses, le roi se montra capable de réagir. Take Ionescu accepta la présidence du Conseil qu'on lui avait imposée (décembre 1921).

Il espérait pouvoir obtenir une certaine majorité qu'il demanda aussi en s'adressant aux nationaux de Transylvanie: il n'avait pas le décret de dissolution et il savait ne pas pouvoir l'obtenir. L'ostracisme prononcé par Charles Ier pesait encore sur lui. Après une prorogation qu'avait aussi employée le général Averescu, il attendit son sort. Pour demander le vote de blâme, on employa, avec une cruauté raffinée, l'un des procédés les plus ignobles d'une intellectualité profondément corrompue et après un pareil acte d'accusation, ce vote de blâme, il l'eut enfin.

Take Ionescu, qui s'était entouré de quelques anciens amis personnels, car le parti conservateur de jadis n'était qu'une intimité, presqu'un cercle secret de souvenirs sans espérance, lutta, en compagnie du professeur Iorga, pour le succès douteux de ce qu'ils appelaient les « listes de citoyens », qui furent écrasées par les méthodes libérales, puis il quitta peu après le pays, qui ne voulait plus de lui. Il mourut subitement, en Italie (juin 1922). Incapable d'avoir voix à la succession des gouvernements, Marghiloman, son ancien adversaire, vécut encore jusqu'en 1925 et, sous le gouvernement de Jean Brătianu, le manque complet d'orientation et

www.dacoromanica.ro

l'indifférence morale absolue firent qu'à la Chambre des Députés la séance fut levée en signe de deuil pour la disparition du « traître ».

Les libéraux prirent l'héritage de Take Ionescu, dont les derniers adhérents, après s'être offerts à Iorga, échouèrent chez les nationaux de Transylvanie. Le général Averescu dut assister, sans pouvoir résister, à ces quatre ans de règne despotique de la part de celui qu'il avait aidé, en 1920, à échapper au régime, odieux pour lui, du bloc d'innovation. Les Brătianu considéraient avec indifférence les tentatives d'imitation de Mussolini avec les 10.000 paysans appelés à Bucarest (1923), manœuvre qu'apprirent aussitôt les autres. Quand le général arrivera de nouveau au pouvoir, (avril 1926) après la lutte commune, à côté des nationaux et du parti paysan, contre le gouvernement libéral agonisant, association qui fut rompue par des candidatures séparées, de sorte que le roi ne put pas imposer un nouveau gouvernement composé de tous les associés, il l'aura seulement avec l'aide d'Alexandre Constantinescu, qui avait réussi à écarter la succession qu'on croyait sûre, des nationaux, y compris Iorga et Argetoianu. Mais il n'était, dans de pareilles circonstances, que le vicaire du grand parti [libéral], d'une stricte et sûre discipline, qui avait consenti à entrer, pour un terme très court, en vacances.

L'essor de 1920 manquait à cette association pour le pouvoir, qui était soutenue seulement par le prestige du général. De fait, la note de ce nouveau gouvernement était donnée par Octave Goga, obsédé par l'idée de la dictature [1]. Le désir de faire paraître, le 10 mai 1927, le général à la Chambre dans le bel uniforme de l'époque de la guerre déplut et inquiéta; on parlait de conspiration en province. Nous avons montré dans quelles conditions [2] Jean Brătianu, pressé par l'état de santé du roi, reprit pour lui, par-dessus la brève parenthèse du gouvernement Ştirbei, la situation à laquelle il croyait avoir seul droit.

[1] C'est au dr. Angelescu, qui se plaignait des brutalités électorales, qu'il dit: «Que voulez-vous, Docteur, si le roi m'a ordonné de vaincre dans les élections !».

[2] Le roi avait exprimé le désir du ministère national avant son départ pour Scroviste (27 mai); et il le répéta par écrit quatre jours plus tard.

www.dacoromanica.ro

Ce qui suivit jusqu'à la fin de la régence peut être facilement compris. L'espérance que le gouvernement Averescu ne pouvait pas durer, avait donné, depuis longtemps, à Constantin Argetoianu, entouré d'une foule d'intrigants de parti, le conseil de chercher un avenir ailleurs: d'abord avec Iorga, puis avec Maniu, pour s'arrêter quelque temps dans ce qu'il appelait « la maison honnête » du parti libéral, juste au moment où ce parti était accusé des affaires les plus évidentes. Goga, devenu principal lieutenant et héritier *in spe* du parti, qui contenait assez d'hommes de valeur, et plus tard, quand il recueillera les restes politiques du parti de Marghiloman, croyait pouvoir rester, avant de chercher une autre constellation. Mais, pour revenir au pouvoir, le général tenta, dès 1927[1], une association avec Iorga et ainsi, en 1928, au départ de Vintilă Brătianu, la régence fut avertie par les deux alliés que le gouvernement de l'un d'eux aurait l'appui sincère de l'autre. L'assaut des nationaux paysans, qui avaient enfin réussi à être un seul parti, au moins en apparence, gagna cependant la victoire, par des liens préparés depuis longtemps. La tentative de créer un autre ordre d'État que celui des libéraux avait été ainsi déjouée par le succès d'une véritable révolution au profit de ceux dont l'attitude avait été, pendant les derniers temps, celle de vrais rebelles.

Il reste, pour expliquer *la triste vie politique intérieure sous le roi de l'Union*, qui ne fut pas épargné un seul moment dans sa discrétion et ses souffrances, par les plus sauvages mêlées pour le pouvoir, à suivre la lutte, riche en transformations, des groupements de démocratie populaire, simulée seulement de la part des Transylvains, et d'un credo fanatique de la part des idéologues de l'autre branche, et ensuite la façon suivant laquelle, après la victoire, ils surent réaliser leurs promesses.

Les premiers qui partirent en lutte, en 1919, pour une nouvelle organisation de l'État, organisation que la concep-

[1] Iorga, ouvr. cité, V, pp. 242—251.

www.dacoromanica.ro

tion traditionnaliste et organique de Iorga ne croyait pas nécessaire, furent les membres du parti paysan. Un parti « paysan » n'était pas une innovation. Il avait été prêché par un Dobrescu-Argeş, qui n'eut pas la même chance que ceux qui l'imitèrent. Avant la guerre, il avait été proposé à Iorga par quelqu'un qui avait été quelque temps à côté de lui, sur la base des idées de Michel Kogălniceanu, cet éloquent et vivant instituteur du district de Muşcel, Jean Mihalache; et on lui répondit par un refus décidé d'accepter le parti de classe. Vers la fin de la guerre, pendant laquelle Mihalache avait renforcé ses espérances, l'offre fut répétée à Bucarest, pour rencontrer le même refus. Maintenant cependant il était question d'une simple collaboration. Le parti s'était gagné aussi un credo théorique que les connaissances de l'intelligent instituteur portant le costume populaire recommandé par Haret, comme ministre, n'aurait pas pu concevoir. Il y avait dans ce programme des idées économico-sociales allemandes, venant des études à Berlin des nouveaux associés: Jean Răducanu et Virgile Madgearu qui, sous-secrétaire à Jassy, parlait dès lors de l'imminence d'une révolution qui devait amener le salut: élu secrétaire du parti, il développa une activité extraordinaire pour son organisation dans un milieu rural excité par les intrigues des gouvernements, quand ils étaient sur le point de partir. Madgearu lui-même proposa, en octobre 1919, une collaboration à Iorga qui renouvela son refus. D'anciens socialistes, comme le professeur Bujor de Jassy se ralliaient au nouveau mouvement, le compromettant quelquefois par la véhémence de leurs déclarations comme celle-ci: « C'est de l'Orient que vient la lumière ». Parmi les premiers points du programme, il y avait aussi la démobilisation générale. On cherchera sans cesse des liens internationaux: à Sofia, à Prague, tout en échaffaudant un programme de réalisations radicales. Tout ceci avait pour conséquence que le roi les considérait avec appréhension, et pendant l'automne de l'année 1921 il dira: « Le parti paysan est composé en fait de bourgeois », et sur l'un d'entre eux, économiste formé à l'étranger: « Que sait-il du parfum de la terre? ».

www.dacoromanica.ro

Pendant ce temps, les Transylvains auxquels Maniu commençait à imposer une autorité exclusive, déclarant un peu plus tard que c'est lui le parti, et que c'est d'après son ordre que tout doit être fait, restaient peu disciplinés et, —exceptant même la politique personnelle de Goga, —aussi désorientés. Entrant dans le ministère de Brătianu, les uns, comme Étienne C. Pop, voulaient, dès le début, en janvier 1919, une Constituante pour le nouveau pays, qui devait recevoir leur sceau. *C'était l'ancien exclusivisme transylvain, nourri d'éloges prodigués jusque-là par l'ancien royaume, qui n'avait pas assez la conscience de son rôle.* Dès lors même, un Jean Grădișteanu demandait un ministère Maniu. Quelques étrangers se rendaient compte cependant des dangers contenus dans cet esprit séparatiste. Dans leurs revendications, les chefs s'appuyaient aussi sur la base de leur province natale. Et ils avaient à leur tête un *Conseil dirigeant* autonome à Sibiu, qui maintenait la frontière.

Mais on n'avait pas encore cherché de façon sérieuse [1] l'appui des autres nouveaux citoyens de la Roumanie, qui se tenaient à l'écart: les Boucoviniens des deux camps, —Nistor avait créé «le parti démocratique de l'Union» —des Bessarabiens chez lesquels, outre le dr. Ciugureanu, rapidement démonaitisé, Inculeț avait acquis une grande autorité et était le seul qui puisse refreiner des esprits ruraux naïfs d'un type décidément et durement révolutionnaire. L'idée de l'association des «Provinces» surgit seulement plus tard et ne put pas se maintenir.

Mais l'unité de vues continuait à manquer. Alors que Mihali était, en septembre, pour le ministère national, Goldiș, le plus cultivé des chefs transylvains, paraissait se diriger vers les libéraux, tandis qu'Étienne C. Pop, âpre nature de combattant, comme sculpté dans un roc, approuvait les réserves de Iorga. Ceci sans parler de Lucaciu, lié depuis longtemps aux libéraux. Les Banatiens se tenaient de côté.

Une manifestation d'autorité se produisit en octobre, lorsque Maniu publia le « communiqué » par lequel, tout en

[1] Voy. l'intention de septembre 1919; *ibid.*, II, p. 248. Cf. *ibid.*, pp. 255—256 (octobre).

www.dacoromanica.ro

manifestant sa gratitude envers la dynastie, il protestait contre un gouvernement « non-constitutionnel » — il parla de la Constitution, même après n'avoir pas reconnu la nouvelle Constitution de la Roumanie, parce qu'elle ne comprenait pas « les facteurs politiques du pays » —; et le roi lui répondait que « la Couronne a passé par-dessus des difficultés encore plus grandes ».

Mais, sur la question de la signature du traité, le ministère de généraux, qui avait succédé à Brătianu, se retirait. La nécessité de mettre quelque chose à sa place était urgente, non seulement pour fixer la situation internationale de la Roumanie, mais aussi pour conserver l'ordre intérieur si menacé. Après des discussions qui avaient l'air de s'éterniser, Iorga imposa « *le bloc national et démocrate* » des provinces, avec les nationalistes, le parti paysan devant s'y joindre: on forma aussi une commission pour le programme commun (25 novembre). C'était une idée qui avait été proposée d'autres côtés aussi, de même que par Nistor [1].

Goldiș ayant refusé la présidence de la Chambre, qu'il réclamera plus tard, Vaida fut élu. Mais, suivant le désir du roi, qui le préféra à Maniu, il passa à la présidence du Conseil. Celle de la Chambre fut conquise, avec le concours des Bessarabiens et des Boucoviniens aussi, mais avec celui d'une partie seulement des Transylvains, — Maniu en empêchant les autres, — par Iorga et, après avoir échoué, par suite de son discours d'inauguration, la tentative d'union avec Averescu, il dut affronter le mécontentement évident de Vaida. Cependant, les hommes de l'ancien royaume se montraient particulièrement prévenants envers leurs nouveaux camarades et, admettant un ministère avec Michel Popovici, avec l'esprit bouillonnant qu'était Aurel Vlad, et en plus Nistor et Inculeț, à côté des chefs paysans: Mihalache, Borcia, et Lupu, qui s'intitulait « social », ils votèrent, pour placer sur le siège de *Primat* de la Roumanie, l'évêque Miron de Caransebeș. Mais, dès le début, une lutte se produisit, par dessus

[1] *Ibid.*, pp. 200, 265. Leurs discussions; *ibid.*, pp. 272—273. Et de Cuza séparément; *ibid.*, p. 271.

www.dacoromanica.ro

la tête du ministre de la Guerre imposé par le roi, le général Răşcanu, entre les membres transylvains du gouvernement et le général Presan, et surtout son conseiller, le colonel Antonescu, qu'on accusait de se mêler à la vie libre des Roumains au Nord des Carpathes.

Se tenant prudemment à l'écart, après le départ de Vaida pour l'Occident, qui laissait toute la responsabilité au colosse malhabile qu'était Étienne C. Pop, Maniu travaillait en même temps, étant couvert de toute responsabilité, à la formation d'un parti de tous les Roumains à la tête duquel, avec une autorité incontestée, il entendait se placer [1]. Se rendant, après les vacances, aux fêtes de l'Université de Cluj, roumanisée maintenant, Pop était partisan d'une prorogation sans terme du Parlement jusqu'à l'arrivée de Vaida. Les séances furent cependant reprises et on forma un comité commun d'organisation, dont on donna à Maniu la satisfaction de la présidence, qu'il retint sans vouloir l'exercer. Alors que Lupu préparait la loi de la gendarmerie, et que Mihalache faisait élaborer une loi agraire plus large, que le souverain ne voudra pas accepter, l'activité des ministres transylvains se dépensait dans des mesures de pure administration et dans de vains discours. Nistor pouvait donc dire, en février: «Le mal vient des ministres des provinces: ils ne connaissent pas le pays et ne peuvent pas gouverner». C'était aussi l'opinion du roi [2].

Il demandait impérieusement, comme on l'a vu, que le gouvernement se retire, même en l'absence du président du Conseil qui ne répondait pas aux appels répétés de revenir. D'après le désir de Iorga, qui cherchait une plate-forme pour la retraite inévitable, le projet de loi agraire, que le souverain n'avait pas voulu signer, fut lu comme étant proposé par une initiative parlementaire. De nouveau *Maniu adopta une attitude de désapprobation ouverte.* Quand le nouveau ministère Averescu se présenta, il prit cependant la première

[1] *Ibid.*, pp. 289—290. Le 29 décembre; on avait proclamé solennellement l'Union, sans qu'il eût cru devoir prendre la parole.

[2] *Ibid.*, pp. 338—339. Maniu refusa l'action pour le parti unitaire; *ibid.*, p. 347.

www.dacoromanica.ro

place pour l'attaque. Mais il était évident qu'il ne défendait pas sa cause. Cette cause était celle de continuer, avec des éléments attirés d'ailleurs, l'ancien parti national de Transylvanie devenu maître du pays. Les décisions d'Alba-Julia, le Conseil de Sibiu, une simple Constituante de ratification, étaient les points auxquels il tenait.

Revenu après la chute de son cabinet, Vaida lui-même observa une parfaite réserve, prêt à s'entendre avec les nouveaux chefs du gouvernement. Le comité qui avait été formé fut dissous, par la retraite de Maniu, qui ne tint pas compte du désir de solidarisation, manifesté lors d'un dîner pour former le parti qui devait présenter les revendications populaires dans un esprit purement national. Dans la défense du régime de novembre, des hésitations s'étaient produites du reste chez les représentants des autres provinces: d'après l'insistance expresse du roi, Inculeț et Nistor étaient restés dans le nouveau cabinet Averescu.

Dès le lendemain, le 2 Avril, Goga, ministre de l'Intérieur, avait dissous le *Conseil dirigeant*, du reste compromis par ses abus. Acclamé par la foule, Vaida parla alors de « sa tactique », de sa « démocratie » qu'il entendait conserver. Les élections au cours desquelles Averescu n'avait pas promis ce qu'on avait désiré, demandaient une autre explication.

Elle fut tentée dans une grande assemblée à Alba-Julia. Après beaucoup de discussions, avec la présentation d'un programme, et l'affirmation, par Goldiș, que le parti national de Transylvanie étant aussi « le plus paysan » [1] devait « s'étendre », on arriva, —sous la pression de la jeunesse, —à une formule de « collaboration avec les partis démocratiques, qui ont les mêmes idées et le même système ». On avait refusé jusqu'à l'expression d' « opposition unie ». On maintint seulement un cartel électoral par endroits.

Dans le nouveau Parlement, une « union » s'imposa cependant, bien que Maniu eût conservé l'illusion de pouvoir

[1] On demandait au dr. Lupu une simple inscription. Mais, les nationaux de Transylvanie nourrissaient l'appréhension que le parti paysan de l'ancien royaume ne tende pas la main à ceux qui avaient essayé en Transylvanie un parti sous ce nom.

www.dacoromanica.ro

s'annexer ses collaborateurs. Mais des négociations séparées se tramaient de tous côtés, les membres du parti paysan, de leur part, demandant à ce que, dans le titre du parti unique leur dénomination sociale soit maintenue. Il ne manquait du reste pas de fils qui allaient vers Averescu.

Ce qui devait arrêter la fusion était cependant le rôle qu'avait gagné, chez ceux du parti paysan, qu'il considérait comme inférieurs sous tous les rapports, l'opiniâtre et mystérieux Stere. Le rôle qu'il jouait provoqua ainsi le retrait du parti paysan de l'association qu'on était arrivé à connaître sous le nom de « Fédération nationale ». En juillet 1921 Stere s'était glissé dans le club du parti qu'il entendait dominer. Les documents écrits de sa trahison avec Berlin ayant été apportés deux fois à la Chambre, Maniu dut reconnaître l'acte criminel.

De son côté, Jean Brătianu était disposé alors, en 1921, à collaborer avec les nationaux et avec les autres représentants des provinces, mais pas avec le parti paysan. On a vu comment, sur une question de mandats, le plan proposé et désiré par le roi tomba. Les Transylvains répondirent par la décision de se renfermer dans leur Transylvanie (1922), alors que, plus d'une fois, par la visite de l' « Association » *(Astra)* à Bucarest, par le pélerinage des évêques à Putna, cette Transylvanie montrait ne pas comprendre la nécessité d'une séparation non amicale. Michel Popovici proposait même d'ouvrir, à Alba-Julia, un contre-parlement, car Maniu avait déclaré au souverain qu'il ne reconnaissait pas le produit des élections falsifiées. De nouvelles négociations avec le général Averescu n'amenèrent aucun résultat. On avait commencé à introduire un drapeau transylvain avec les couleurs posées à rebours.

La fusion avec le parti paysan était maintenant conclue, lorsque Stere, solidement enraciné dans un parti qui n'était pas le sien, la rompit (1923). D'autres négociations qui traînèrent pendant longtemps avaient commencé [1], d'après la

[1] [Entre le parti transylvain et celui national-démocrate de N. Iorga]. Note éd.

www.dacoromanica.ro

suggestion d'Argetoianu associé à Iorga, et elles mèneront à une situation ambigüe (janvier 1925), situation dans laquelle la direction lui était promise [à Iorga], en même temps qu'à Maniu, qui travailla de telle façon que, dans le domaine pratique, il puisse l'attirer entièrement à lui.

La perspective de la succession des libéraux était maintenant assurée. Le roi rencontra, chez Michel Cantacuzène, Maniu, qui n'avait pas voulu demander audience, et la promit par Argetoianu. Iorga fut amené à proposer un gouvernement Maniu. Mais on lui présenta une liste, sans les membres du parti paysan qui devaient être des associés. Et, de leur côté, les membres du parti paysan présentèrent au roi une liste dans laquelle manquaient leur futur associé. On a prétendu plus tard avoir découvert le décret de nomination, qui fut déchiré ensuite, du chef du parti national. Celui-ci se trouva surpris devant l'installation au pouvoir du général Averescu qui avait attiré, sur le désir du roi, trois Transylvains: Goldiș, Jean Lupaș, Jean Lapedatu (mars 1926).

Menacé un moment de rester seul, Maniu, qui disait d'une façon pittoresque qu'il croyait déjà « avoir eu l'oiseau sous son bonnet », se refit, au point de vue politique, en Transylvanie parmi les siens. Après des mésintelligences dans les élections, les adhérents de Iorga étant écartés avec soin, Maniu prit, d'accord avec Argetoianu et avec Lupu, qui devait avoir le même sort, c'est-à-dire être exclu, toutes les mesures pour la fusion avec le parti paysan, qui fut votée en septembre, même sans avoir convoqué le congrès du parti fusionné dans une simple séance de comité.

C'était maintenant un parti, mais pas une capacité de gouverner.

Le nouveau gouvernement de Brătianu parut apporter l'entente des membres de l'opposition. Elle ne pouvait pas être acceptée par les partis pondérés, lorsque les autres appelaient la Transylvanie à la révolution, et lorsqu'on annonçait l'arrivée de milliers de paysans à Bucarest, où des mesures avaient été prises pour permettre que d'autres mouvements pareils se produisent (mars 1928).

www.dacoromanica.ro

Bientôt la régence n'eut plus d'énergie, après que son vrai chef Buzdugan fut décédé (octobre 1929), et qu'il fut remplacé — contre le désir de la reine, qui voulait pour elle-même la régence, et la proposition, qui ne réussira pas, d'élire le général Presan, — par un proche parent de Michel Popovici, le magistrat Constantin Sărățeanu, ce paisible bibliophile dont il a été question plus haut. Et cette élection provoqua de graves mécontentements, sans accroître en rien l'autorité du Conseil suprême. Après que la mort de Jean Brătianu eut libéré les associés de 1926 de tout ce qu'il pouvait représenter comme danger, le faible gouvernement de son frère Vintilă ouvrait toutes les espérances. Ce fut en vain qu'on présenta à la régence la solution d'un gouvernement Averescu-Iorga. Elle céda et appela Maniu seul au pouvoir.

Le triomphe fut d'une vulgarité sans exemple, provoquant des scènes qui se rapprochaient de l'anarchie. Vingt et un ministres défilaient, avec Sévère Dan, Bocu, le dr. Dobrescu compromis, D. R. Ioanițescu, habile organisateur des masses, qui prouva pouvoir être aussi un bon spécialiste comme sous-secrétaire. Stere osa viser la présidence de la Chambre.

Mais on vit assez vite que conquérir le pouvoir ne signifiait pas aussi pouvoir l'exercer. La situation financière était catastrophique; il fallut accepter les conditions draconiennes de cet emprunt surveillé, aux conditions duquel le gouvernement sut se soustraire pour remplir les simples vides du budget ordinaire. Le président du Conseil figurait solennellement mais ne gouvernait pas.

Le calme se maintenait difficilement. Les étudiants barricadés en avril à la Société des étudiants en Médecine et en Lettres, combattaient contre l'armée.

D'un autre côté, le rôle de Stere s'affirmait de plus en plus important, s'appuyant sur ses fanatiques adhérents de Bessarabie, avec lesquels il déclarait qu'au besoin il était prêt à fonder un nouveau et «véritable parti paysan». À Jassy, en 1922, on lui avait demandé de revenir comme professeur à l'Université. Il osa vouloir imposer une nouvelle loi administrative de caractère nettement soviétique, à la régence qui

www.dacoromanica.ro

réussit à obtenir des changements, mais seulement sous la menace que le gouvernement serait forcé de partir (1929). Il fallut des manifestations au Théâtre National et au Sénat, pour que celui qui a tenu à laisser à la postérité, par une longue série de mémoires dictés dans une forme romancée, l'histoire en grande partie falsifiée de sa vie, soit rappelé au sens d'une réalité qu'il feignait d'oublier.

En même temps, les rapports avec le prince Charles, qui se trouvait à l'étranger, continuaient aussi du côté d'Averescu et de Goga qui déclarait que « la régence ne fonctionne pas ». En Transylvanie, les paysans qui occupaient les trains sans vouloir payer criaient: « Que le gouvernement soit changé aujourd'hui » et: « Maniu aujourd'hui et ici ! ».

Vers le 7 juin, pendant la nuit, un avion amenait à Cotroceni celui dans lequel certains des hommes politiques, et Iorga lui-même, pour qu'on ne viole les serments, voyait *le régent unique*, mais qui se considérait dès ce moment comme étant Charles II roi de Roumanie.

www.dacoromanica.ro

CHAPITRE III

LE NOUVEAU ROI ET L'AGONIE DES PARTIS

Charles II apportait, avec l'expérience de sa vie à l'étranger, un puissant tempérament d'initiative et de domination, avec lequel devait s'entendre dès le début une caste d'hommes politiques et de politiciens ordinaires habitués, encore plus sous la faible régence, à commander, en bas (au pays) et si possible aussi en haut (au souverain).

Il y avait cependant aussi un héritage de son père qui avait hésité, quand il avait été question d'appliquer tout un programme, dont il avait annoncé les points plusieurs fois, montrant qu'il n'était pas question d'idées ni de projets éphémères. Le désir d'avoir un ministère national, exprimé au premier contact avec le monde politique, ne quittera jamais le nouveau roi [1]; et, naturellement, il ne pouvait pas être question de délégués choisis d'après leur rapport électoral ou leur virtuosité dans les intrigues, qui se nouaient et se dénouaient sans cesse, mais d'hommes ayant une valeur personnelle, de la compétence et de la puissance de travail. Même l'ordre constitutionnel [2], auquel le roi Ferdinand lui-même n'avait pas été trop attaché, il voulait le changer: moins de députés, et issus d'ailleurs que de la psychose des foules et, qu'au Sénat, la Couronne elle-même ait le droit de nommer. La politique de «haine» devait disparaître [3], cette politique contre laquelle, quelques années auparavant, on

[1] Aussi dans le Message de novembre 1936.

[2] Dès 1922, le jurisconsulte Istrate Micescu croyait que le roi pouvait prendre l'initiative du changement; Iorga, ouvr. cité, III, p. 296.

[3] Février 1933.

www.dacoromanica.ro

avait crié à Timişoara, au congrès de la Ligue Culturale: « A bas la haine ! ». Le roi ne se plia pas devant le parti puissant; mais il craignait d'acquérir l'appui de ceux qui n'avaient pas pu gagner sa faveur dans le pays lui-même: « Quel dommage », dira-t-il en 1933, « que les hommes qui peuvent gouverner n'aient pas de parti et que ceux qui ont un parti ne puissent pas gouverner ! ».

Comme programme de gouvernement, en 1937, Charles II fixait celui-ci: avant tout, le soin de l'armée qu'il avait trouvée, malgré les belles revues de Chişinău et de Constantza, presque totalement dépourvue de moyens techniques; le soin des routes, dont le nombre très restreint empêchait toute vraie vie économique [1], le soin de la santé publique qui était déplorable dans le pays des plus terribles mortalités infantiles, de la tuberculose et de la syphilis endémique. À peine arrivé, *il déclarait préférer à la dictature une action solidaire pour la réfection économique* [2]. Collaboration, union fraternelle étaient demandées par le message de l'automne de cette année. En mai 1932, il parla de la concentration réduite, préparant la grande concentration. Le souverain aurait voulu des conseils présidés par lui qui apportait toujours une information sûre et de bonnes suggestions [3]. En matière de lois, qu'elles soient plus rares et meilleures, car les vraies lois viennent d'après le désir de la population. Mais la culture ne doit pas être seulement dans les écoles, mais dans toute l'œuvre littéraire, et c'est pourquoi, aux cours d'été de Vălenii-de-Munte, il déclarait, dès le début, qu'il voulait imiter l'œuvre de Constantin Brâncoveanu: d'après un vœu qui fut réalisé dès lors, des Fondations royales furent créées dans ce but qui, même si elles étaient parfois mal acheminées et conduites, cherchèrent qu'aux frais de l'État, soit accomplie une œuvre qui échappe tout au moins aux changements du personnel et des directions du parti. Dans une société, dont le politicianisme se nourrissait des fruits secs d'un enseignement qui fabriquait

[1] Les paysans jadis forcés par la loi de les entretenir ne s'en occupaient plus: « L'État les a prises sur lui »...

[2] 3 septembre 1930.

[3] Juin 1931.

www.dacoromanica.ro

sans cesse des bacheliers, des licenciés, des docteurs, le roi voulait une bonne école primaire pour le peuple, quelques intellectuels au-dessus [1]. Ceux qui auraient fini les Universités, dont les cours seraient obligatoires devraient passer, avant d'occuper des fonctions, un examen d'État. Dans tout cela, le lien avec le passé devait être conservé, car « tout l'avenir d'un pays doit se baser sur ce qu'on peut tirer de la tradition des ancêtres » [2]. Et, en mars 1931, il fixait les étapes mêmes du gouvernement qu'il avait en vue: « Toute chose en son temps. On essaiera une concentration de partis et, si elle ne réussit pas, on emploiera d'autres méthodes, mais alors le roi aura le droit, lui, et lui seul, de proclamer la patrie en danger ».

On procéda de cette façon pour en arriver, après sept ans révolus d'un règne particulièrement difficile, par-dessus tous les éléments d'anarchie accumulés, à ces « autres méthodes » qui apparaissent, en ce qui concerne la pensée du souverain, et sur la base de l'expérience patiente, qui avait été accomplie, comme explicables.

Classant les situations et les événements par catégories, comme dans le chapitre précédent, ils se présentent ainsi:

La situation était presque aussi inquiétante qu'après la guerre. Avec des économistes dans le ministère, mais ayant seulement la préoccupation de l'emprunt sauveur, les agriculteurs d'Olténie devaient formuler eux-mêmes des revendications économiques et financières, déclarant que, si on n'en tenait pas compte, ils ne pouvaient plus continuer à travailler [3]. Les chefs d'industrie voulaient un parlement économique [4]. Les agitations recommençaient comme en 1919: aux Chemins de fer, au pétrole [5]. Des bandes apparaissaient sur la grande route à Cernăuți, et même dans la banlieue de Bucarest. Une situation qui ne cessera qu'après la ré-

[1] Avril 1931.
[2] Février 1931.
[3] Février 1931.
[4] Février 1931.
[5] Janvier 1931, février 1933.

www.dacoromanica.ro

forme complète de la gendarmerie rurale et celle de la police de Bucarest par le colonel Marinescu. Dans la capitale, il n'y avait, en novembre 1930, pas moins de 2.000 chômeurs, et c'est seulement sous le gouvernement Iorga qu'on défendit, non sans secourir ces malheureux, les processions dans la rue, sous la poussée des partis de désordre. Les bandits du district de la Dâmbovița, Tomescu et Munteanu, s'étaient gagné une sorte de réputation. Il s'y ajoutait la crise des dettes accumulées sur la population rurale: en Boucovine, où on s'attendait à une révolte, dans le district pauvre de Gorj, mais aussi dans les riches régions de plaines de l'Olténie. Le communisme ressuscitait et cherchait des liens dans l'armée. *Une crise morale s'ajoutait, avérée par la littérature moderniste, maladive et pornographique, appartenant à l'école d'un ancien moine* Teodorescu-Arghezi, contre lequel commença seulement en 1937 une réaction appuyée par le ministère de l'Éducation nationale, par les professeurs, l'Église et, enfin, par l'Académie Roumaine.

On observait également une agitation dans la paisible populaion saxonne, surtout depuis que Hitler avait atteint son but; l'évêque Pacha et le parlementaire Kräuter allaient à Berlin, et *on couronnait à Sibiu, comme un défi, le monument consacré à Falkenhayn*, le vainqueur des Roumains pendant la grande guerre [1]. Dans le pays des Szeklers, paraissait l'ancien ministre hongrois Huszar, évidemment pour des agitaticns [2]. Le ministre de Hongrie à Bucarest, s'était permis d'entrer directement en rapports avec les écoles hongroises de Roumanie [3]. Dans la Dobroudja du Sud, un Dontcheff remuait l'irrédentisme bulgare et, en 1931, le président du Conseil, Iorga, recevait une intervention formelle de la part du ministre de Bulgarie, Pomenov, avec la plainte qu'on persécute officiellement les siens d'après la suggestion des « Koutsovalaques » [4], —les splendides Roumains fixés là

[1] Au début de 1934.

[2] Août 1931. En décembre de cette même année, se formait « le bloc magyar économique ».

[3] Juillet 1931.

[4] En août 1931, une visite, sans doute politique, de Venizelos à Bucarest. On signera un traité de commerce avec la Grèce.

www.dacoromanica.ro

pour devenir, de pâtres qu'ils avaient été, non seulement des agriculteurs, mais aussi des pêcheurs, — la note ajoutait que le gouvernement de Sofia ne pouvait pas rester insensible: on lui répondit que les ministres roumains n'étaient responsables que devant le roi, le Parlement et l'opinion publique des pays civilisés [1]. Et, quant aux Koutsovalaques, il demanda qu'on lui désigne cette nation, dont il n'avait jamais entendu parler. Lorsqu'en mars 1934, arriva le pacte balkanique, le roi de Bulgarie répondit aussitôt par une visite à Berlin [2].

Comment les partis considéraient-ils cette situation inquiétante sous tant de rapports, — sans mentionner celui de *l'accroissement incessant de l'hitlérisme roumain* qui, à cause de son importance et du rôle qu'il eut dans le coup d'état de février 1938, avec lequel finit cette narration, — devra être exposée séparément.

Le roi pensa d'abord à un ministère de coalition, ayant en vue trois personnes qu'il croyait, en quelque sorte, en dehors du jeu habituel de la politique: *Presan* qui, de même qu'Averescu, fut nommé, maréchal, *Titulescu* «le chancelier» et le professeur *Iorga*. Mais la mission confiée au premier qui, s'étant empressé de demander l'opinion de Vintilă Brătianu, furieusement opposé à la restauration, qui l'accepta aussitôt son neveu Georges, jeune historien de mérite et professeur, qui en arriva ensuite à se proclamer chef du parti, rencontra un refus, et tomba. Sans passer aux deux autres personnages considérés comme méritant la confiance, le roi revint donc à Maniu qui, à cause des conditions dans lesquelles avait été accompli le changement de règne, avait démissionné quelques jours après. Pour le moment, le jeune souverain avait pensé au vrai coup, celui de mettre à la tête du gouvernement J. Mihalache.

Le nouveau cabinet Maniu écarta quelques uns des ministres: Voicu Nițescu, journaliste de Brașov, d'un bon passé,

[1] Septembre 1931.

[2] En 1932, le maréchal Pilsudski demandait une entente avec les Soviets.

www.dacoromanica.ro

lorsqu'il était le chef des prisonniers en Russie, Răducanu, Ioanițescu et Mirto, de même qu'Iunian, avocat très éloquent, à cause du rôle qu'il avait joué dans la restauration. Mais cette formation de vacance ne pouvait pas durer, car le président du Conseil qui, à la mort de Buzdugan, avait rempli les fonctions royales, n'était pas disposé à une transaction. Le doux professeur Mironescu prit la place de celui qui avait invoqué un motif de santé (octobre).

On se trouva cependant devant une situation financière si mauvaise qu'on dut chercher à la caisse des Chemins de Fer et dans les dépôts des particuliers, à la Caisse des Dépôts, le moyen de payer les fonctionnaires. On supputait le déficit à des sommes fantastiques qui, vérifiées par Argetoianu sous le gouvernement de Iorga, furent beaucoup réduites. Malgré l'emprunt de désespoir, conclu en février 1931, une vraie panique régnait au milieu des ministres; on encassait à peine 30 millions par mois et une partie des soldats durent être renvoyés dans leurs foyers. Pour « avoir saboté l'emprunt », le gouverneur de la Banque Nationale, Burillianu fut écarté. Ainsi, la démission du ministre Michel Manoilescu, théoricien distingué et jeune homme de grande prestance, qui avait subi des offenses de la part du Parlement, fut considérée comme un véritable allègement.

Le roi recourut, pour la seconde fois, à sa solution: ministère de coalition. Ayant appelé les chefs de partis, grands et petits, il leur lut une déclaration par laquelle il taxait de mauvais patriotes tous ceux qui ne voulaient pas aider Titulescu auquel il avait confié cette mission. Mais celui-ci demanda que les chefs eux-mêmes entrent dans son cabinet. Le vice-président devant être Iorga qui avait assuré que le ton de la déclaration royale lui imposait d'accepter, de même qu'il avait dit à Presan qu'il était prêt à prendre le « ministère que personne ne voudrait accepter ». Comme Maniu refusa son concours, le président d'un gouvernement qui n'avait pas pu être formé, se retira et le roi fit un appel chaleureux à *Iorga* qui, devant les perspectives financières terribles, s'adjoignit Argetoianu, aux Finances, malgré les mauvais souvenirs du passé, lui confiant, pour les élections

www.dacoromanica.ro

seules, le ministère de l'Intérieur où cependant celui-ci insista pour rester.

Gouvernement de sacrifice, ce cabinet écarta le second préfet, électeur, introduit par la loi administrative de Stere; imposa un ordre strict, fit dissoudre le Parlement, faisant comprendre qu'il ne pouvait pas travailler avec un ministère qui entendait restituer à la Couronne les droits qui lui avaient été ravis depuis longtemps, et inaugurait, sur de nouvelles bases, *un régime de travail dans des formes organiques*. Réussissant, par la loi électorale de la prime, à s'assurer une majorité, composée non seulement d'amis politiques, auxquels s'étaient adjoints les membres de la ligue « Vlad Ţepeş », qui devint ensuite, devant le problème de la conversion des dettes, un nouveau « parti conservateur », mais aussi des délégués des corporations et des associations, qui ne surent pas répondre à ces appels. Il entreprit dès le début, en grande hâte, son œuvre qui fut continuée pendant la session d'automne. Le buget fut amputé d'un tiers, sans désorganiser aucune branche de l'État, et on commença l'étude des lois fondamentales: celle des écoles, en première ligne de l'Université, des routes (l'ingénieur Vâlcovici), de l'armée (le général Amza), de la santé publique (le dr. Jean Cantacuzène, le célèbre bactériologue), des revenus fiscaux, le monopole de la vente de l'alcool (Argetoianu et Zamfir Brătescu), de la valorisation des céréales (l'agronome Gh. Ionescu-Siseşti) [1].

Mais malgré ces terribles économies, les difficultés financières n'avaient pas disparu. La solution résidait seulement dans l'intégration et l'organisation des puissances productrices de la nation, ce qui ne pouvait pas être fait d'un jour à l'autre. Une surveillance plus stricte des encaissements qui, comme on a pu le voir par la suite, pouvait amener une amélioration, ne fut pas assez observée, par un ministre qui avait pris aussi un autre département, et qui, cherchant à remplacer l'emprunt ordinaire que le président du Conseil avait refusé,

[1] Manoilescu, qui avait été d'abord ministre du commerce préféra être nommé gouverneur de la Banque Nationale, mais, pour des motifs personnels, il ne put conserver sa place.

www.dacoromanica.ro

par un autre appui à l'étranger, fut absent pendant quelque temps. Une grande crise des banques juives, organisées sans de solides garanties (Berkovitz, Blank) menaça d'entraîner aussi la « Banque Roumaine » des libéraux qui, dirigée par des hommes honnêtes et intelligents, put résister, non sans le secours apporté par un fonds spécial de l'État.

La conversion des dettes voulue par le roi s'était accomplie ; mais elle s'étendit aussi à des classes urbaines, et la collaboration de tous les partis l'amena à une forme confuse et hybride, à travers laquelle on voyait trop facilement les intérêts particuliers.

Le mécontentement des retraités, qui avaient été atteints par une réduction de triste opportunité et celui des fonctionnaires qui, même sous le gouvernement passé, n'avaient pas été satisfaits, furent exploités par le politicianisme courant, prêt à renverser un ministère, interrompant une œuvre féconde, sans avoir eux-mêmes de solution, et par une *presse généralement vénale qui abusait de la crédulité publique.* Des intrigues intérieures avaient affaibli le ministère. Le roi appela, en mai 1932, un conseil des ministres, auquel il posa le problème du paiement des reliquats mêmes, que personne n'aurait pu couvrir avec les soldes antérieurs. De nouvelles économies furent présentées par le président du Conseil qui demanda cependant qu'un certain délai lui soit assuré. Ceci ayant été refusé, il présenta sa démission, recommandant au souverain, à l'encontre du programme même du nouveau règne, d'appeler un des grands partis qui prétendaient pouvoir résoudre le problème.

Le roi avait parlé d'un nouveau ministère Titulescu avec le parti paysan, quand Iorga, en se retirant, avait recommandé les libéraux, qui avaient perdu tout récemment leur chef (mort en 1930). Mais ceux-ci n'étaient pas encore rentrés dans les grâces de celui auquel ils avaient offert, au commencement, une simple « expectative patriotique ». Cette fois encore, « le chancelier » ne put pas former un gouvernement et, comme l'attitude de fronde de Maniu continuait, malgré tous les efforts tentés pour l'imposer, Vaida revint comme président du Conseil, lui qui avait été forcé de partir douze ans auparavant.

www.dacoromanica.ro

Plein de confiance, il accepta. Le ministre des Finances qui était Mironescu paya avec des monnaies de billion de Michel Ier et un financier habile, Constantin Angelescu, lui ouvrit, à la Banque Nationale, où il était revenu, un large crédit. Ainsi put se maintenir une formation peu solide, allant même jusqu'à une révision de la conversion, jusqu'au moment où Maniu put être enfin gagné comme président. Mais on arrivera à la solution radicale, de fait très sage, de payer dans les limites des encaissements [1].

Le nouveau ministère Maniu eut recours à la Société des Nations, avec laquelle Madgearu, qui ne voyait que le choix entre sa tutelle et la révolution rouge, alla négocier à Genève. On imposait au Parlement l'approbation de cet abandon de l'indépendance financière; mais, avant que la loi puisse être terminée, car la Société elle-même tergiversait, il se produisit un nouveau coup. Mihalache, se croyant offensé par les hommes de confiance du roi: le préfet de police et le chef de gendarmerie, démissionna; et le chef du gouvernement n'attendait que cette occasion pour revenir à son occupation favorite de protestation et de conspiration.

Un troisième gouvernement Vaida, sous lequel le dr. Lupu dénonça les fraudes commises à l'armement par Seletzki, le procurateur des usines Skoda, qui déjà sous le gouvernement précédent avait pris sur elles la dotation de l'armée, — et ceci amena des révélations compromettantes pour le neveu de Maniu, Romulus Boilă, — réussit à introduire un nouveau changement dans la loi de la conversion des dettes. Une grande manifestation de paysans fut organisée en mai 1933, le lendemain du moment où le ministre des Finances avait apporté la convention établie avec la Société des Nations; mais, en septembre, Mihalache qui sera proclamé chef du parti en novembre, passait lui aussi ses légions en revue. Pendant ce temps, Vaida fut invité à quitter le pouvoir.

Ce n'est que plus tard que les deux anciens amis transylvains purent arriver à une réconciliation (septembre 1934), après quoi, suivant certaines suggestions, Vaida qui ne pou-

[1] Septembre 1932.

www.dacoromanica.ro

vait pas accepter le programme de Maniu, de janvier 1935, avec « l'État paysan », « la nationalisation des industries de base », « la dévalorisation », fonda son parti sur une autre base, *celle des revendications auxquelles le peuple « valaque », oppressé et dépouillé pendant des siècles, a droit dans un pays formé et réuni par lui :* au mois de mars, les deux groupements des frères ennemis se heurtaient, dans une rencontre sanglante, sous les yeux des minoritaires, à Sibiu. Dans la lutte avec ce qu'ils appelaient « l'envahissement des Roumains de l'ancien royaume », ni l'un ni l'autre de ces groupements — et dans celui de Mihalache-Maniu il y avait aussi le perpétuel changement entre les deux chefs à la rampe de la présidence — ne devait plus revenir au pouvoir. En octobre 1937, le pouvoir ayant été offert à Vaida, comme chef d'un ministère de coalition, celui qui était maintenant le chef des « nationalistes » refusa, montrant qu'il pouvait gouverner seul, mais aussitôt après avoir vérifié la situation, il consentit à un simple cartel, avec un nouveau ministère libéral, le second — et formellement le quatrième — sous un règne qui se dirigeait maintenant vers la dernière solution annoncée depuis sept ans.

Une audience de Vintilă Brătianu au palais avait eu lieu dès juillet 1930, franchissant le précipice qui séparait le nouveau roi, du parti qui avait le plus long passé, et incontestablement les plus grands mérites. Quatre mois après, en novembre, il adoptait cette formule « l'expectative bienveillante et patriotique », et demandait la dissolution du Parlement de la restauration. Mais, le 22 décembre de la même année, quelques semaines après de si grands changements, le chef des libéraux, — contre lequel s'était élevé un courant qui se croyait sûr de l'appui royal, dans la personne du neveu de Vintilă, et une vilaine polémique éclatait entre les deux camps, — était terrassé par la maladie. Son successeur, admis aussi par un troisième frère, Constantin (Dinu) Brătianu, fut Jean Georges Duca.

Pendant trois ans, le nouveau chef, auquel manquaient les qualités de hardiesse qui maintenant en arrivait à dé-

www.dacoromanica.ro

cider dans tout le pays, attendit, dans une attitude de parfaite loyauté, le moment où son parti serait mis de nouveau à l'épreuve. Appelé au pouvoir en novembre 1933, il ne se cachait pas les difficultés qu'il rencontrerait par suite de l'esprit anarchique que les siens avaient toléré pendant si longtemps. Le lendemain, après avoir terminé des élections brutales et sanglantes, les fanatiques appartenant à la « Garde de Fer » l'exécutaient sur le perron, rempli de monde, de la gare de Sinaia (décembre 1933). Des arrestations trop nombreuses et des libérations en proportion suivirent, sans déraciner le mal.

Après quelques jours, pendant lesquels l'intérimat fut tenu par le ministre de l'Instruction publique, le dr. C. Angelescu, la présidence fut confiée, non pas au chef élu immédiatement par les libéraux, Constantin (Dinu) Brătianu, mais au jeune ministre Georges Tătărescu, nationaliste de l'époque du « Semeur », et jadis ennemi de l'idée de parti selon l'interprétation roumaine. Par ailleurs, les ministres de Duca étaient restés à leur place, mélange de jeunes et de vieux, qui ne pouvaient travailler ensemble qu'avec difficulté, l'ingouvernable Titulescu y restant.

Le roi n'avait pas encore énoncé son programme contenu dans la formule: armée, routes, santé; mais il fut soutenu vigoureusement, sous le nouveau régime, qui déclara a dernière formule de la conversion des dettes définitive. Pour l'armée, concluant des conventions favorables avec les Tchécoslovaques, qui jusque là avaient demandé à être payés en monnaie forte, on décida un accroissement de l'armement qui devait coûter 28 milliards en dix ans (avril 1935), il fut mis sous la surveillance directe du président du Conseil, et poursuivi avec succès. Des routes furent créées, surtout en Bessarabie, sous les soins d'Inculeț, qui était devenu le facteur décisif dans le parti et dans le ministère. Et le dr. Costinescu, fils d'Emile, commença une nouvelle organisation d'hôpitaux ruraux.

Ceci au milieu de grandes difficultés suscitées aussi par la haine acharnée de Georges Brătianu qui, se présentant comme e sauveur attendu par le pays, appela lui aussi ses

www.dacoromanica.ro

armées paysannes à une grande démonstration à Bucarest. Son oncle Constantin ne lui était pas défavorable, et il aurait dit à un moment aux membres du cabinet: « Vous êtes des ministres, mais pas un gouvernement ».

Non sans habileté, Tătărescu put glisser jusqu'en novembre 1937, où le roi, poursuivi par l'idée des ministères forts par leur union, offrit le pouvoir à Mihalache, de nouveau chef du parti paysan, mais à condition qu'il accepte l'accord avec Vaida, — et l'offre fut rejetée des deux côtés, — il obtint toutefois la mission de former un nouveau ministère libéral, lié par un cartel électoral avec Vaida, et obligé à une collaboration, qui devait être définie après les élections, avec Iorga, alors parti à l'étranger.

Dans ces élections, le gouvernement qui, avec l'ingénieur Franasovici à l'Intérieur (à la place d'Inculeț, resté vice-président sans portefeuille), était sûr de la victoire, ne put gagner les quarante pour cent. Il avait été vaincu par le parti paysan, encore fort, malgré le départ du contingent présidé par Vaida et par la Garde de Fer, qui vainquit dans un très grand nombre de collèges.

Il faut faire maintenant un retour en arrière pour poursuivre le développement de cette forme appuyée par les *États dictatoriaux* et trouver l'explication de cette surprise foudroyante qui brisa tous les calculs.

Les mouvements révolutionnaires n'avaient été en fait jamais arrêtés d'une façon complète, ni dans d'autres directions. Une institutrice de Cetatea-Albă annonçait, en 1931, l'apparition du drapeau rouge entre les mains des Russes. Un « professeur » Nicolas Ciobanu, appelait à la lutte les étudiants communistes de Bucarest. Jassy était un des centres de l'agitation sociale et les Juifs de Bessarabie complotaient partout pour les Soviets. Mais le régime de Iorga invalida les mandats parlementaires d'un Laurent Pătrășcanu et d'un Aladar. À côté, jusqu'à la conversion, l'agitation des paysans continuait pendant cette même année 1931: ceux de Boucovine se rassemblaient par milliers à Suceava et, pour un conflit de terre, ceux de l'Olténie menaçaient d'incendier le

www.dacoromanica.ro

couvent-monument de Brâncoveanu à Hurezi [1]. Seuls les stylistes se maintinrent sur leur position, et en 1937 ils essayèrent de prendre d'assaut la capitale de district Piatra-Neamțului, de sorte qu'il fallut tirer.

Enfin, l'agitation du parvenitisme, dans le vêtement mystique à la mode, se manifestait sous tout espèce de formes: le professeur bucarestois Grégoire Forțu rêva d'être, lui aussi, un sauveur et, tirant à droite et à gauche les balles de son révolver, il gagna des adeptes. Le commandant Precup gagna un certain nombre de jeunes militaires pour usurper le pouvoir et le passer ensuite, quand il le croyait utile, au chef du parti qu'il aurait préféré. Les généraux Dragu et Panaitescu avaient commencé une action moins violente dès 1931.

Le danger évident qui venait de l'invasion juive en cours d'accroissement s'ajoutait à cela, et les juifs employaient de grands capitaux venant de l'étranger, d'où ils étaient exclus par le nationalisme.[2] Les grands boulevards bucarestois se couvrirent d'immenses gratte-ciel possédés par eux, employant même des architectes juifs très à la mode. Les grands magasins, qui vendaient des meubles fabriqués au-delà des montagnes dans de grandes entreprises industrielles juives, écartaient de toute concurrence les artisans roumains de plus en plus appauvris. En Moldavie, les Juifs bessarabiens, maîtres exclusifs dans leur province, s'ajoutaient aux anciens Juifs qui, *eux aussi, éprouvaient une répulsion pour ces envahisseurs si étrangers.* Tout cela à un moment où la presse, les maisons d'édition, les librairies, présentaient au public *une littérature en grande partie immorale et presque toujours morbide* qui, avec le concours de critiques payés ou inconscients, arrivait à écarter les écrivains jadis lus et empêchait l'apparition des éléments sains.

Le problème fut résolu par Iorga, de la façon la plus décidée, au congrès de Jassy de la Ligue Culturale (juin 1937), et en novembre, une assemblée de la Ligue à Bucarest, inscrivit à son programme l'appui pratique des Roumains dans

[1] Iorga, loc. cit., le 31 mars.
[2] De l'Allemagne.

www.dacoromanica.ro

la lutte difficile menée pour conserver leur place. Le Patriarche lui-même avait dû reconnaître publiquement le danger mortel qui venait de ce côté.

L'ancien antisémitisme moldave de A. C. Cuza avait été adopté par Octavian Goga, qui, en 1932, quittait le maréchal Averescu, formant une organisation tout aussi agraire que celle d'Argetoianu qui, de nouveau libre, cherchait une plateforme. En juillet 1935, des serments solennels furent prononcés dans l'Église métropolitaine de Jassy, et une campagne dans tout le pays, avec de grandes démonstrations contre le parti paysan à Bucarest, montra que ce nouveau parti « national-chrétien », avec ses « chemises bleues », portant la croix allemande avec « ses lanciers » (le nom vient des initiales de l'ancienne dénomination « Ligue antisémite nationale chrétienne), peut soulever ces « masses » sans lesquelles on croyait, depuis quelque temps, qu'on ne pouvait rien construire. Certaines élections, comme à Severin, ne furent pas faites sans verser de sang dans le conflit avec « les chemises blanches » du parti paysan, et dans le district de Prahova une branche des libéraux exhibait « les chemises jaunes ». Il était question d'un changement de Constitution, d'après le désir du roi, invoqué comme patron. Avec son éloquence magnifique, le poète Goga parlait des légions qu'il peut tirer de terre, des foudres qu'il peut déchaîner et toute une jeunesse désirant l'action, — mais pas dans les anciens partis où toutes les places étaient occupées avec férocité, — étant charmée par ses belles images rhétoriques, s'empressait de s'inscrire dans cette formation paramilitaire.

Mais la concurrence faite par ce parti ne pouvait pas vaincre la popularité agressive, appuyée sur des menaces et des cris, du « légionnarisme » codreniste, avec son charme mystique et son prestige aventureux. Dès le mois de juillet 1930, le ministre du parti « paysan » Constantin Angelescu, qui resta ensuite étroitement lié à Vaida, échappa à peine à la mort: un Macédonien avait déchargé, dans le local même du ministère, les balles de son révolver sur le ministre. Lorsque, pendant l'année suivante, l'assaut avec des troupes préparées

www.dacoromanica.ro

dans ce but, et plus tard avec un groupe qui s'intitulait de « la mort », trouva devant lui la résistance d'un gouvernement d'autorité, on cria contre ceux qui « veulent le sang des Roumains ». À ce moment, à Rădăuți, se produisaient des excès antisémites, et après que Iorga eut abandonné le rectorat, se vérifièrent les paroles du ministre professeur Costăchescu, que les Universités, avec leurs cours souvent interrompus par des grèves politiques, « se cognent la tête contre les murs ». *On imposait une religion de l'assassinat* par ordre, et certains étudiants se suicidaient pour éviter le crime; interrogés, ceux qui étaient séduits jusqu'au fanatisme, identifiaient leur penchant à l'attitude du soldat qui *doit* tuer. L'ancien cri « Vive Cuza » fut rapidement remplacé par celui de « vive le capitaine ». L'interdiction de « La légion de l'Archange Michel » prononcée dans le conseil des Ministres du Cabinet Iorga, par Argetoianu, n'eut pas de suite.

En 1931, Codreanu fils fut élu à Neamț; on put voir cet être chétif et maigre, revêtu du costume populaire, à la place de l'homme redouté: il ne savait que présenter, à un auditoire extrêmement réduit, des morceaux de pain moisi pour montrer quelle est la misère du peuple. On lui adjoignit son père, élu par le même moyen des camions comme sortis de terre, avec des propagandistes armés, dans le district de Tutova. D'ailleurs là, dans l'enceinte de la Chambre, ils se présentaient comme des nationalistes avancés, assez doucereux, qui demandaient seulement la tolérance.

À la fin de l'année, dans le congrès des étudiants de Sibiu, sous le régime Vaida, qui protégeait avec imprudence et finançait cet assaut, apparut même un envoyé de l'Allemagne hitlérienne, Lotz, de même que jadis on festoyait les représentants de la race latine: « le capitaine » déclara qu'aussitôt arrivé au pouvoir, il amènerait « en vingt-quatre heures » la Roumanie arrachée à l'alliance, humiliante, avec « les communistes de Blum », aux côtés de l'Allemagne, d'où, en ce moment, Goga et le jeune Brătianu étaient revenus avec l'assurance, — contredite par les cartes secrètes des annexions futures, — que les appétits révisionnistes de la Hongrie ne seront pas encouragés, comme le faisait Rome, abandonnée

www.dacoromanica.ro

maintenant par les « totalitaires » roumains. Cornelius Codreanu faisait, l'année suivante, une visite à Berlin pour mieux étudier le programme.

En mars 1932, après de nouveaux troubles d'étudiants, le vieux Zelea fut arrêté. Mais le mouvement, continuant à proférer des sentences de mort, cherchait pour ses adhérents eux-mêmes le martyre: « le tombeau est l'unité de mesure », « il faut deux cents tombeaux avant la victoire », proclamait le chef. Et son père, ce professeur à la retraite, répondait, à des insultes adressées à son fils, traité d'assassin, que lui-même tuera quiconque oserait offenser celui-ci. L'année ne se termina pas sans que le Théâtre National de Cernăuți fût occupé par les étudiants, et le système de barricades se répéta en 1933, à la Faculté de droit de Bucarest.

Le gouvernement libéral en arriva à se rendre compte du danger et une série de mesures furent décrétées sans passer à une exécution sérieuse. Après la lutte au couteau contre les adhérents de Cuza, à Jassy, et la marche solennelle dans le district de Muscel, dans un village, sur l'ordre du père de Codreanu, qui déclarait qu' à n'importe quel moment il pourrait déclencher la révolution, il semblait qu'une accalmie se fût produite. Un des aides de camp du chef, Stelescu, qui était arrivé à être élu député, se détacha d'eux et dévoila certains mystères.

Mais, au congrès de Târgul-Mureș, 3.000 étudiants, parfaitement disciplinés, défilaient devant le vieux général *Cantacuzène, proclamé chef du parti* d'apparence constitutionnel, qui se faisait appeler « Tout pour le pays ». Partout, aidant de fait les paysans, on créait des camps, on construisait, sans l'autorisation de quiconque, des routes, des églises, des maisons, d'après une tactique nouvelle et originale.

Des hommes de labeur, attirés par des perspectives séduisantes, entraient dans la Légion, prêtaient serment sur « le sac de terre de Mărăști et de Mărășești » et se mettaient, sans conditions, sous les ordres du « capitaine »; parmi eux, à côté de professeurs universitaires et d'officiers supérieurs en retraite, Michel Manoilescu, qui proclama devant le Sénat que l'avenir appartenait à son nouveau chef. La confiance de

www.dacoromanica.ro

celui-ci s'accrut tellement que le roi fut averti que, si on ordonne à l'armée de combattre à côté des « franc-maçons » de France, les soldats tireront sur les officiers. On donnait des ordres à la Poste, aux différentes autorités, où cette seconde armée avait ses fidèles, par des légionnaires en uniforme, ayant le révolver en poche. Les sentences de mort se répandaient partout.

Un groupe alla en Espagne combattre contre les communistes, et il le fit avec bravoure. Deux d'entre eux tombèrent, le vrai chef par l'intelligence, Moța, et l'ancien chef de cabinet de Maniu, Basile Marin. Le général Cantacuzène ramena les corps de ces braves par Berlin, où leur furent rendus des honneurs solennels. Le long du pays, des milliers de personnes étaient rangées sur le chemin du cortège, et la cérémonie à Bucarest fut profondément impressionnante. Les ministres d'Italie et d'Allemagne crurent devoir y assister, fût-ce même comme simples particuliers, ce qui donna l'occasion de discours au Parlement, et entraîna un conflit diplomatique. Le gouvernement avait été rappelé à son devoir (fèvrier 1937). Le recteur de Jassy, Traian Bratu fut attaqué de nuit par des inconnus, et mutilé.

On essaya un dérivatif en créant les *prémilitaires*, et la garde du pays *(Străjeri)* à laquelle furent rattachées toutes les écoles. On imposa à la jeunesse, comme en Bulgarie, en Allemagne, le travail pour la société. Une nouvelle loi de l'enseignement supérieur se retournait pourtant plutôt contre les professeurs. Le chef du Centre des étudiants à Bucarest déclarait cependant qu'il s'élève par-dessus l'État. L'état de siège fut voté, en mars 1937, au cours de la nuit, et A. C. Cuza esquissa le geste patriotique d'interdire désormais l'uniforme aux siens.

Appelé à un moment donné comme le sauveur possible de cette affreuse anarchie, le maréchal Averescu invita les partis à un conciliabule, mais ne fut pas écouté. Sur un lit d'hôpital, l'ancien député légionnaire Stelescu était traversé par les balles et mutilé à la hache, après sa mort.

On crut, lorsque tombèrent les libéraux, que le moment était arrivé pour paraître en pleine lumière. On vit alors le

www.dacoromanica.ro

grand succès électoral de quelques centaines de milliers de votes venus de la part de quiconque avait une douleur à exprimer ou un espoir à caresser.

Le moment promis en 1930, par le roi, approchait cependant. Comme une mesure d'introduction, le gouvernement Tătărescu céda la place au cabinet Goga, l'associé moldave, A. C. Cuza étant pour la forme, « chef suprême », comme il l'avait désiré, mais n'ayant aucune mission à accomplir et étant abandonné sur une ligne morte, mais son énergique fils Georges Cuza obtint un ministère, celui du Commerce. Le poète crut que l'heure de la révolution nationale foudroyante était enfin venue. Elle se fit cependant d'une façon si maladroite, — bien qu'on lui eût donné des auxiliaires expérimentés, comme l'ancien membre du parti paysan, Armand Călinescu, et que le ministère de la Guerre ait été confié au général Antonescu, avec un auxiliaire sûr, le général Paul Teodorescu, — que des protestations surgirent même de l'étranger.

Ainsi le coup qui avait tardé pendant tant d'années se produisit. *Le patriarche Miron fut nommé, le 10 février 1938, chef d'un gouvernement renfermant des hommes pris dans plusieurs partis* mais ayant la garantie morale de sept anciens présidents du Conseil (en dehors de Maniu et de Goga). Avec eux, fut rédigée le 22 du mois, par Istrate Micescu, ancien ministre des Affaires étrangères dans le cabinet même de Goga, *une nouvelle Constitution qui donnait au roi les pouvoirs* qu'il désirait, et renforçait l'autorité de l'État.

Avec cette décision, finissait la vie [de politique par les partis] de l'ancienne Roumanie, dont les partis étaient dissous par un décret-loi. La nouvelle ère devait avoir la valeur que lui donneraient les hommes d'élite appelés à la servir.

En avril, les patrons âgés du nouveau régime [1] furent nommés conseillers royaux, et on leur adjoignt le général

[1] Averescu s'éteignait quelques mois après; le corps du glorieux général fut placé dans le grand mausolée des combattants de Mărăşti.

www.dacoromanica.ro

Fig. 55. — Le patriarche Miron.

www.dacoromanica.ro

Presan, Argetoianu et le fidèle général Ballif. Le ministère, auquel s'ajoutèrent, après le départ des libéraux, en dehors de l'intelligent financier Mircea Cancicov, qui passera la main à Mitiță Constantinescu, gouverneur de la Banque Nationale, puis ministre du Commerce, quelques jeunes membres du parti paysan (Ralea, Ghelmegeanu, plus tard Pierre Andrei) et ensuite, pour l'Armement, Victor Slăvescu (les généraux auxquels était confiée la défense nationale furent plusieurs fois changés), eut cependant une mission difficile, plus à cause de la résistance acharnée de Maniu, qu'à cause du mécontentement de la plupart des libéraux, mais l'adversaire dangereux était surtout représenté par la « Garde de Fer » qui s'était crue enfin arrivée au pouvoir, avec une popularité égalant son incapacité.

Pour des insultes par écrit, envoyées par un émissaire spécial, d'après un système qui avait été trop longtemps toléré, à un ministre en exercice[1], Cornelius Codreanu, qui devait continuer à gouverner à côté, fut condamné à quelques jours de prison mais ensuite, dans un nouveau procès, qui fut public, où il prouva son peu de moyens, même en fait d'attitude, il subit une nouvelle et longue condamnation qui ne se terminera que par sa mort, dans des conditions sur lesquelles, pour le moment, on ne peut pas s'arrêter[2], mais que les siens crurent venger quelque temps après, en assassinant, en plein jour, Armand Călinescu.

Le calme avait paru d'abord s'être rétabli, mais aussitôt se produisirent des contingences encourageantes en fait de politique extérieure; l'agitation avait recommencé avec des bombes à la synagogue de Timișoara, des tentatives d'incendier les meules de foin dans les champs, avec ce grave attentat contre le recteur de Cluj, Ștefănescu-Goangă, et les scènes de Cernăutzi, où on tira sur un énergique magistrat militaire. Peu après, ayant prouvé que l'appareil d'État fonctionnait, un communiqué annonça l'exécution, dans ces con-

[1] Le [professeur N. Iorga]. Note éd.

[2] [L'auteur avait protesté à l'Athénée Roumain, à l'occasion des funérailles de Călinescu, contre la sanglante vengeance politique exercée par le gouvernement]. Note éd.

www.dacoromanica.ro

ditions, des assassins de Duca et de Stelescu, et même du chef du mouvement, dont la libération avaient été demandée, voire même appuyée par des pressions étrangères.

Pour conjurer le danger qu'on croyait surtout, grâce à cet appui extérieur, devoir durer encore, on ajouta par décret — après avoir retardé la loi électorale, ce qu'on crut devoir réclamer: un équivalent du Parlement, le dernier, dissous, ne pouvant pas être reconstitué, — aux formations prémilitaires et de Străjeri, un « Front de la Renaissance Nationale » formé de membres nommés, ayant le droit exclusif d'être candidats. Un nouveau gouvernement Tătărăscu remplaça, par-dessus le provisorat du général Argeşeanu et d'Argetoianu, le président du Conseil tombé en défendant l'ordre public.

Cet ordre établi, capable, avec un maniement intelligent, de plusieurs formes succesives, fut confirmé, deux mois après les dernières mesures, par l'unanimité grandiose avec laquelle répondirent à l'appel les foules paysannes, prêtes à prendre à la gorge l'ennemi étranger, qui menaçait d'un envahissement et d'une mutilation de la patrie.

Ceux qui avaient créé le pays se levaient donc, après un millénium, pendant lequel ils étaient restés la base inébranlable, pour le défendre contre n'importe qui.

www.dacoromanica.ro

TABLEAU CHRONOLOGIQUE DES ÉVÉNEMENTS[1]

ENTRE 1866 — 1940

I. LES SOUVERAINS

Lieutenance princière: N. Golescu, L. Catargi, Col. Haralamb, 11/23 fév.-8/20 avril 1866.
CHARLES I de Hohenzollern-Sigmaringen, *prince* (Domn) 8/20 avril 1866-, *roi* de Roumanie 14/26 mars 1881—28 sept. (10 oct.) 1914.
FERDINAND I, 28 sept. (10 oct.) 1914—20 juillet n. style 1927.
MIHAI I, mineur sous *Régence:* 20 juin 1927—7 juin 1930.
CHARLES II, 8 juin 1930—6 sept. 1940.
MIHAI I, 6 sept. 1940, sous la *dictature* du gén. Jean Antonescu, ensuite « maréchal »; roi constitutionnel depuis 23 août 1944.

II. LES ÉVÉNEMENTS

1866 11/23 fév. Renversement d'Alexandre Cuza par une conspiration, 24 f. (7 mars). Refus du comte Philippe de Flandre d'accepter le trône.
10/19 mars. La Conférence de Paris, confirme l'Union, et l'idée du « prince étranger ».
18/30 mars. Jean Brătianu offre le trône au pr. Charles à Dusseldorf.
1/14 avril. Création de la « Societé littéraire roumaine » (Académie Roumaine).
2/15 avril. Révolte antiunioniste à Jassy.
8/20 avril. Plébiscite qui élut le prince Charles.
10/22 mai. Entrée du prince Charles à Bucarest. Ministère Lascare Catargi (Conservateurs et libéraux).

---

[1] Par N. A. Constantinescu, chargé par L'Académie Roumaine avec la publication des trois derniers volumes de cet ouvrage de N. Iorga.

www.dacoromanica.ro

29 j. (11 juillet). La Constitution est votée. La Constituante dissoute le 6 juillet.
15/27 juillet. Ministère Jean Ghica: Échange de lettres avec le Vizir
7 - 8 (19/20) oct. pour la reconnaissance du prince sur la base de la suzeraineté du Sultan.
9/21 oct. Charles I part pour la visite à Constantinople, j.-à 18/30.
nov. Parlement élu: 1/3 consérvateurs, 1/3 libéraux, 1/3 Cuzistes.

1867 8/20 janv. Notes des Puissances réconnaissant le prince Charles.
21 fév. (5 m.) Ministère de coalition C. Kretzulescu-J. Brătianu.
1/13 mars. Apparition de la revue « Convorbiri Literare ».
mars. Mission de G. Ştirbei à Vienne pour la convention économique.
21 m. (2 avril). Concession Barkley pour la voie ferrée Giurgiu-Buc.
14/26 avril. Introduction du nouveau système monétaire.
29 juin (10 juil.). Cabinet Şt. Golescu, suivi par N. Golescu — Jean Brătianu toujours à l'Intérieur.
— Union forcée de la Transylvanie à la Hongrie, comme suite du pacte dualiste de l'Autriche avec la Hongrie; lourdes conséquences pour les Roumaines.
— Voyage de Desjardins, qui publie « Les Juifs en Moldavie ».
— Des bandes bulgares, organisées en Roumanie, passent le Danube.
— Le « Statut Organique » de Şaguna pour l'Église Ortodoxe transylvaine (avec titre de Métropole de l'an 1864), approuvé par un Synode (et par l'Empereur en 1869).
— Début de constructions des voies ferrées; concessions Offenheim et Strousberg.

1868 mai. La réforme de l'armée roumaine.
22 oct. (4 nov.). Ligne Bucarest-Giurgiu ouverte au trafic; le 3/15 déc. ligne ouverte Burdujeni-Roman.
16/28 nov. Ministère Dem. Ghica avec M. Kogălniceanu. Conservateurs et libéraux modérés, avec un nouveau Parlement.

1869 29 m. (9 avr.). Inauguration du service postal complet en Roumanie.
août. Entrevue de Charles I avec le tzar à Livadia en Crimée.
sept. Voyage de Charles I en Occident, visitant les Cours de Vienne, Florence, Paris. — Mariage le 3/15 nov. à Neuwied avec la princesse Elisabeth. Arrivée du couple princier à Bucarest le 12/24 nov.

1870 27 janv. (8 f.). Ministères éphémères: Al. Golescu (sans couleur p.), Manolache Kostake Epureanu (junimiste), J. Ghica (18/30 déc.).
26 mars (5 avr.). Troubles à Ploieşti et à 8/20 août la République de 24 heures à Ploeşti.

1871 1/13 mars. Protocole de Londres, annulant la « neutralité de la Mer Noire ».
11/23 mars. Ministère conservateur Lascare Catargi, évitant l'abdication du prince, après le tumulte de rue anti-allemand (Café Slătineanu).

1872 23 mai. Parlement conservateur (avec les « Junimistes » j.-à 31 mars 1876.
Lois des Contrats agricoles astreignant les paysans à un *servage* pire que celui qui avait été aboli par Cuza.

www.dacoromanica.ro

1873 6/18 avril. Création du Crédit foncier rural. En 1874 le Crédit foncier urbain.

1874 janv. Projets d'indépendance. Rencontre de Charles I avec les trois empereurs alliés, à Vienne et à Ems (juin et juillet).
mai. Visite à Bucarest de Milan prince de Serbie.
oct. Grandes manoeuvres de l'armée roumaine (50.000 h.), après le voyage du prince à Londres (sept.).
9/21 nov. Inauguration de la statue de Michel le Brave.

1875 9/16 juillet. Premier traité de commerce, avec l'Autriche-Hongrie. Le second en 1876 avec la Russie.
sept. Centenaire autrichien du rapt de la Boucovine. Buste de Grégoire Ghica Voévod, donné par Charles I à la ville de Jassy.

1870—1876. — Grand changement dans l'état des esprits en Roumanie. Le nouveau crédo national dans les révues, les brochures de Xenopol, la poésie d'Eminescu, les novelles de Slavici, le journal d'Anderco. Études critiques de T. Maiorescu.

1876 — Agitations et troubles nationaux dans la Pén. des Balkans. Atrocités turques.
1/13 avril. Demission du ministère. L. Catargiu. Triomphe de l'opposition unie. Succèdent deux formations éphémères jusqu'au 21 juillet (2 août): Ministère J. Brătianu.

1876 1/13 juillet. Sérbie et Monténégro déclarent la guerre à la Turquie.
21 sept. (3 oct.). Mission de J. Brătianu à Livadia en vue de la prochaine guerre.
12/24 déc. Constitution de Midhat-Pacha, promulguée par le Sutan: on y assimile la Roumanie aux provinces turques.

1877 7/19 janv. La Turquie repousse les propositions de la Conférence des ambassadeurs et supprime la Constitution.
31 mars (11 avril). Mobilisation de l'armée roumaine.
4/16 avril. Convention pour le passage de l'armée russe; 12/24 avril, elle passe la frontière.
10/22 mai. Proclamation solennelle de l'*indépendance de la Roumanie*, et participation à la guerre contre l'Empire Ottoman. La participation est réfusée (17/29) par le tzar.
15/27 juin. Passage du Danube à Sistov par les troupes russes; le 8 et 18 juillet v. st. battus à Plevna.
20 août (1 sept.). Passage du Danube par les troupes roumaines, après l'appel fait par le grand-duc le 19/31 juillet, au prince Charles, qui reçoit le commandement des troupes russo-roumaines autour de Plevna.

1877 30 août (11 sept.). Assaut général à Plevna; capture de la redoute Grivitza no. 1 par les Roumains; capture de Rahova le 7/19 nov.
28 nov. (10 déc.). Prise de Plevna; 3/15 déc. la Serbie entre en guerre, les troupes roumaines cernent Vidin le 12/24 janv. 1878 et s'emparent de Smârdan.

1878 19/31 janv. Armistices signé à Andrinople par le grand-duc.

www.dacoromanica.ro

1878 3/15 mars. Traité de San-Stefano entre le Turquie et la Russie.
3/15 févr. Circulaire de Kogălniceanu adressée aux grandes Puissances pour reconnaître l'indépendance. Suit le conflit diplomatique avec le tzar, jusqu'au Congrès de Berlin, qui reconnaît l'indépendance (23 juin/4 juillet), et cède la Bessarabie à la Russie en échange de la Dobroudja.
1878 1/13 oct. L'administration roumaine se retire de Bessarabie.
14/26 nov. Les troupes roumaines prennent possession de la Dobroudja.
1879 6/9 août (18—21). Révision de l'article 7 de la Constitution (contre les Juifs).
Achévement du grand réseau de Chemins de fer.
1880 février. Reconnaissance de l'indépendance par les Puissances.
11/23 avril. Création de la Banque Nationale et de la Caisse d'Épargne.
9/21 nov. Règlement de la succession au trône du prince Ferdinand.
1880—1883. Débat diplomatique contre le droit de surveillance et police de l'Autriche-Hongrie sur le Danube de Portes de fer jusqu'à Brăila: droit reconnu par la Conférence de Londres 10 mars 1883, non reconnu par nous.
1881 14/26 mars. Proclamation du Royaume de Roumanie.
10/22 mai. Couronnement du roi Charles I et de la reine Elisabeth.
12/24 mai. Conférence nationale roum. à Sibiu pour un nouveau programme politique fondé sur la demande de l'autonomie.
1882 — Rachat des Chemins de fer par l'État de la Société des actionnaires constituée le 26 janv. (7 février).
Loi des contrats agricoles, modifiant celle de 1872 (un soulagement).
1883 5/17 juin. Inauguration de la statue d'Étienne le Grand à Jassy. Le toast irridentiste de Pierre Grădişteanu.
18/30 août. Traité secret avec l'Autriche-Hongrie et protocole secret de l'Allemagne adhérant à celui-ci. En 1881, adhésion de la Serbie (—1893), en 1882 de l'Italie, à la Duplice. Rencontre de I. C. Brătianu avec Bismarck à Gastein, 8 sept. n. st., après celle avec Kalnoky à Vienne.
avril. Constituante pour la Réforme électorale (les 3 collèges): C. A. Rosetti, Dem. Brătianu, M. Kogălniceanu s'éloignent de I. Brătianu. L. Catargi et Vernescu fondent le parti «libéral-conservateur».
— Après 1883, jusqu'en 1914, Bucarest devient, au point de vue diplomatique, un «tremplin pour ambassadeurs».
1884 8/20 juin. Révision de la Constitution par les Chambres (9 articles): les 3 collèges, etc.
août. Voyage du couple royal en Occident.
1885 avril. Autocéphalie de l'Église Roumaine, reconnue par le Patriarcat de Constantinople.
6/18 sept. Union de la Roumélie à la Bulgarie; guerre serbo-bulgare et paix serbo-bulgare à Bucarest en 1886.
1887 Organisation de la résistence nationale en Transylvanie contre l'oeuvre de magyarisation.

www.dacoromanica.ro

1888 mars. Nouveau voyage du couple royal en Occident.
19/31 mars. Fin du long gouvernement libéral de I. C. Brătianu (12 ans).
23 m. (4 a.). Ministère « junimiste » de Th. Rosetti, avec Pierre Carp; Chambres dissoutes le 8/20 sept.
2/14—12/24 avril. Révoltes paysannes en quelques districts de Valachie; répression.
14/26 oct. Élections avec majorité du parti « libéral-conservateur » L. Catargi-Vernescu.
12/24 nov. Cabinet Th. Rosetti-Vernescu, continué par les Ministères liberaux-conservateurs: L. Catargi-Vernescu 29 mars/10 avr. 1889) Gén. Manu (5 nov.), général J. Em. Florescu (21 févr. 1891).

1889 19 avr. (1 mai). Arrivée du prince Ferdinand dans le pays, proclamé membre du Sénat (14 mars).

1890 24 janv. (7 f.). Création de la « Ligue Culturale ».

1891 27 nov. (9 d.). Ministère conservateur L. Catargi-P. Carp. La concentration conservatrice des Conservateurs, séparés de Vernescu, avec les « junimistes », donne un gouvernement stable et créateur de bonnes lois et institutions.
— Loi hongroise sur les « Kindergarten » (en 1903 il y en aura: en Transylvanie: 390 avec 233.000 enfants dont la moitié non-magyars).

1892 mai. Une grande délégation, 300 pers., J. Rațiu en tête, porte à Vienne le *Mémorandum*, contenant les griefs des Roumains du royaume de H., qui fut restitué sans être lu. La délégation est fêtée par Karl Lueger le maire de Vienne.
Agitations en Roumanie, organisées par la Ligue Culturale, (président Grégoire C. Brătianu.)
29 dec. (10 janv. 1893). Mariage du prince héritier Ferdinand avec Marie de Coburg.

1893 juillet. Prolongation du traité avec la Triplice, par Al. Lahovari.
— Intervention, en faveur des Transylvains, de Dem. A. Sturdza (chef du Parti libéral de juin 1892), dans le Parlement.

1894 3/15—25 mai (6 j.). Procès à Cluj des « Mémorandistes », Condamnation pour avoir publié le Mémorandum réfusé par l'Empereur; précédée de « vandalismes » sur les Roumains dans les villes.
juin. Dissolution par le gouv. magyar du Parti National Roumain.
— La Commision Européenne du Danube ouvre le Canal de Sulina à la navigation.

1895 14/26 mars. Inauguration de la « Fondation roi Charles I » à Bucarest (commencée en 1891).
25 juil. (4 a.). Rencontre à Ischl du roi et de François-Joseph.
août. Congrès politique des nationalités à Buda-Pest. présidé par G. Pop de Băsești.
14/26 sept. Inauguration du Pont sur le Danube « Carol I » (comm. en 1890). On entreprend les grandes constructions du port Constantza.
16/28 sept. Visite de François Joseph en Roumanie, après avoir inauguré le Canal des Portes de Fer.

www.dacoromanica.ro

3/15 oct. Démission de L. Catargiu. Ministère libéral de D. A. Sturdza; sa rétractation dans la « question nationale ».

1896 mars. Création de l'Administration des Écoles (Casa Şcoalelor).
20 mai (1 j.) et 21 nov. Conflit du gouvernement avec le métropolite Gennadius.
11/23 nov. Cabinet P. S. Aurélian pour solutionner la crise.

1897 27 mars. Ministère D. A. Sturdza (avec Sp. Haret et Ionel Brătianu).

1898 — Voyage du roi en Russie avec le prince Ferdinand.

1899 31 mars (12 avril). Démission de D. A. Sturdza sur la « question nationale » et ministère conservateur 11/23 avril G. Gr. Cantacuzène. Disette et crise financière.

1900 7/20 juil. Cabinet « junimiste » — conservateur de Pierre Carp, renversé par Take Ionescu resté en dehors. Consolidation du parti libéral avec les « drapelistes » d'Aurélian et les socialistes Radovici-Morțun.

1901 14/27 fév. Ministère libéral D. A. Sturdza avec Sp. Haret et Ionel Brătianu. Régime de strictes économies. Sp. Haret organise la coopération rurale, et fonde la revue « Sămănătorul ».
juin. Convention militaire avec la Triplice.

1902 — Création dela « Casa Bisericei ». Le roi visite le théâtre de la guerre de 1877 (Plevna).

1904 4 juillet. Commémoration d'Étienne le Grand das tout le pays.
22 déc. (4 j. 1905). Démission de D. A. Sturdza sous l'action de l'« occulta ». Ministère conservateur Georges Gr. Cantacuzène, animé par Take Ionescu.

1900—1905. Début du nouveau siècle: Une nouvelle génération se manifeste dans la création littéraire: Barbe Delavrancea, Al. Vlahuță, G. Coșbuc, M. Sadoveanu, I. L. Caragiale; peintres: Andreescu et N. Grigorescu. N. Iorga, directeur din « Sămănătorul » proclame le nouveau crédo littéraire. Créations économiques: les instituteurs de Haret organisent les banques et coopératives rurales. Dans l'histoire: les oeuvrs de A. Xenopol, I. Bogdan, Dem. Onciul, N. Iorga.

1905 — Les Roumains de Hongrie rentrent dans l'activité politique donnant 15 députés (réduits ensuite par l'oppression à 5).
Le nationalisme rajeunit dans les provinces subjuguées avec: J. Maniu et Al. Vaida, députés en 1906, Aug. Bunea, Oct. Goga et ceux de « Luceafărul » en Transylvanie; avec J. Flondor, J. Nistor, G. Tofan, C. Morariu, en Boucovine; avec Gavriliță, Pan. Halipa, I. Pelivan, I. Inculeț, Alex. Mateevici, en Bessarabie.
Le Sultan reconnaît la nationalité roumaine en Turquie.

1906 13/26 mars. Manifestation de rue au Théâtre National: l'action de N. Iorga contre la falsification de l'âme roumaine des élites.
Action « poporaniste » de C. Stere par « Viața Românească ».
24 mai (7 j.) « Basarabia » revue de la jeunesse moldave à Chișinău.
1/14 mai commence de paraître « Neamul Românesc » de N. Iorga, portant le nouveau crédo politique.

www.dacoromanica.ro

10/24 mai-déc. Exposition Nationale à Bucarest, jubilé de 40 ans de règne de Charles I.
oct. Présages d'une révolution paysanne (en 1904 le prof. Basilescu parle du « volcan » sous nos pieds, 1905 Sp. Haret, de « l'extrême urgence des réformes »; oct. le prof. Seulescu demande des réformes.

1907 15/28 mars. Grand soulèvement des paysans dans tout le pays.
25 mars (7 avr.). G. Gr. Cantacuzène se démet, remplacé par D. A. Sturdza, avec Ionel Brătianu à l'Intérieur. N. Iorga élu député. Fusion des conservateurs et des « junimistes » (avril).
déc. Lois contre les trusts agraires; lois sur les Contrats agricoles.
— Lois scolaires d'Apponyi, en Hongrie, pour la magyarisation.

1908 3/28 juillet. Révolution des « Jeunes Turcs » en Turquie: un Roumain ministre dans le gouvern. constitutionnel de Constantinople.
— Take Ionescu fonde le parti « conservateur-démocrat », situé en adversaire du « nationalisme démocrate » de N. Iorga-A. C. Cuza.
15/28 (juil.). Première année des « Cours d'été » à Vălenii-de-Munte.

1908 27 déc. (9 janv. 1909). J. I. C. Brătianu remplace D. A. Sturdza comme Président du Conseil et chef du parti libéral.

1909 — Visite de Fr.-Ferdinand à Sinaia.

1910 janv. Le roumain admis dans les mairies du district Câmpulung (Boucovine).
mars. Grandes donations de B. Stroescu, bessarabien, pour soutenir les écoles roumaines de Transylvanie. Grande conférence politique à Sibiu du Parti National — trahison du vicaire B. Mangra. Dans les élections 5 députés roumains seulement reussissent à la suite des violences et falsifications du gouv. hongrois (mai).
23 avril (6 mai). Constitution du parti Nationaliste-Démocrate de N. Iorga.
29 déc. (12 janv. 1911). Démission du Cabinet Brătianu.

1911 janv. Ministère « junimiste-conservateur » de P. Carp.
— Message de neutralité dans la « question balkanique ».
— Conflit du gouvernement avec l'opposition libérale-« takiste » sur la question des « Tramways » de Bucarest.

1912 13/26 mars. Traité serbo-bulgare et convention gréco-bulgare (29 mai).
28 mars (11 avril). Démission de P. Carp, vaincu sur la question des Tramways, remplacé par Titu Maiorescu allié à Take Ionescu.
13/26 oct. Guerre balkanique (en nov. le front avance à Chataldja, déc. Conférence de paix à Londres).
nov. Conrad de Hoetzendorf obtient une nouvelle Convention militaire avec la Triplice.
nov.-déc. Efforts diplomatiques à Londres pour des compensations en Péninsule (Silistrie). Échec de Take Ionescu à Londres.

1913 23 janv. (8 f.). Coup d'État en Turquie, provoqué par la révolte d'Enver-Bey; la guerre balkanique recommence.
mai. La Silistrie et une bande de territoire obtenue dans une Conférence à Petersburg. Discorde et rupture entre les Alliés balkaniques (juin).

www.dacoromanica.ro

3/16 juillet. Mobilisation de l'armée roumaine. Passage du Danube contre la Bulgarie. Appel du roi Ferdinand au roi Charles I pour l'armistice (17/30 juillet).
18—28 juillet (1—10 août) Paix de Bucarest, présidence de T. Maiorescu et annexion du « Quadrilatère ».

1914 5/18 janv. Ministère libéral de Ionel Brătianu.
28 juin. Meurtre de l'archiduc Fr. Ferdinand à Sarajevo. Début de la guerre mondiale.
3/16 août. Le Conseil de couronne à Sinaia décide la neutralité de la Roumanie.
27 sept. (10 oct.). Mort du roi Charles I. Avènement du roi Ferdinand I.
18 sept. (1 oct.). Convention secrète de neutralité amicale envers la Russie.

1915 mai. Entrée de l'Italie dans la guerre.

1916 4/17 août. Traité politique avec la Quadruple Entente.
15/28 août. Entrée de la Roumanie dans la Guerre mondiale: offensive en Transylvanie.
24 août (6 sept.). Chute de Turtucaia. 19 sept. (2 oct.). Opérations à Flămânda.
6/19—23 sept. (6 oct.). Offensive allemande et retraite roumaine en Transylvanie.
27 octobre. Bataille de Jiu 16—18 nov. battaille d'Argeş et Retraite de l'armée roumaine vers la Moldavie.

1917 fév.-avril. Réorganisation de l'armée roumaine en Moldavie.
29 juin. Révision de la Constitution : 3 articles relatifs à l'expropriation et au suffrage universel.
10/23 juillet. Offensive d'Averescu à Mărăşti.
24 juillet (6 août). Offensive de Mackensen échuoée à Mărăşeşti.
6/19 août. Offensive ennemie à Oituz, jusqu'au 22 août (4 sept.).
23—27 oct. (6—10 n.). Un congrès des soldats à Chişinău proclame l'*autonomie* de la Bessarabie; « Sfatul Ţării » élu, s'ouvre le 21 nov.
7 nov. Victoire de la révolution communiste en Russie, suivie de l'armistice russo-allemand de Brest-Litovsk.
26 nov. (9 dec.). Armistice roumain de Focşani.

1918 13/26 janv. Entrée des troupes roumaines en Bessarabie, invitées (le 5 janvier).
23 janv. (5 f.). Ultimatum de Mackensen, pour les négociations de paix. Démission de J. Brătianu (26 janv.) suivie du Ministère Al. Averescu, pour la paix.
24 janv. (6 f.). Indépendance de la République Bessarabie, votée par le « Sfatul Ţării », J. Inculeţ, Président.
5/18 févr. Préliminaires de paix à Buftea, signées le 20 févr. (5 m.).
5/18 mars. Ministère Al. Marghiloman, pour la paix avec les Puissances Centrales.
27 mars (9 avr.). Union de la Bessarabie, votée par le « Sfatul Ţării ».
7/20 mai. Paix de Bucarest, dictée par les Puissances Centrales.

www.dacoromanica.ro

18/31 oct. Les Roumains de Hongrie décident leur séparation (Discours de Al. Vaida dans le Parlement de Budapest.
24 oct. (6 n.). Ministère gén. Coandă. Les Français à Rustchuk. Intervention armée en Boucovine. Mobilisation de l'armée roumaine le 28 oct. (10 n.).
29 oct. (11 n.). Armistice général.
7/20 nov. L'armée roumaine passe en Transylvanie, après Mackensen.
15/28 nov. Union de Boucovine, votée par le Congrès de Cernăuți.
15/28 nov. Entrée solennelle du roi et de la reine à Bucarest.
1/14 déc. Union de Transylvanie, Banat, votée à Alba-Iulia. Institution du Conseil Dirigeant pour la Transylvanie formé de 15 membres, présidé par Jules Maniu; supprimé le 2/15 avril 1920.
déc. Agitations sociales à Bucarest, provoquées par la crise. Elles continueront pendant toute l'année 1919 avec des grèves et troubles de rue.

1919 janv. Ministère Ionel Brătianu (sans Parlement).
5/18 janv. Congrès de Paix à Versailles.
3/16 avril. Agresion hongroise de Bela Kun; riposte de l'armée roumaine par l'offensive de 5/18 avril, jusqu'à Tissa (18 a./1 mai).
15/28 juin. Traité de paix à *Versailles*, avec l'Allemagne.
5/18 juil. Seconde agression de Bela Kun à Tissa. Offensive roumaine 7/20 jusqu'à 22 juillet (4 août) occupation de Budapest.
28 août (10 s.). Paix de S-t Germain avec l'Autriche. Refus de signer de J. Brătianu.
14/27 sept. Ministère Al. Văitoianu après démission de I. Brătianu.
nov. Élections pour le I-er parlement de la Roumanie Unie. Majorité du « bloc » Iorga-Mihalache et Nationaux des provinces unies.
25 nov. (8 déc.). Ministère du « Bloc de la Fédération Nationale » présidé par Alex. Vaida.
14/27 nov. Traité de Neuilly avec la Bulgarie.
8/21 déc. Alex. Vaida signe les traités de paix.

1920 mars. Ministère Al. Averescu avec Take Ionescu aux Affaires étrangères, après démission de Vaida. Élections: 50%, du total, au « Parti du Peuple ».
22 mai (4 juin). Paix de Trianon de l'Entente avec la Hongrie.
oct. Averescu inaugure les impropriations des paysans.
14/28 oct. Les Puissances ratifient l'union de la Bessarabie (Convention de Paris).

1921 3 mars. Convention défensive avec la Pologne, renouvellée tous les 5 ans: 1926, 1931, 1936.
mars. Tentative de Charles de Habsbuorg pour le trône de Vienne.
avril-juin. Formation de la « Petite Entente »: 23 avr. traité avec la Tchékoslovaquie, 7 juin avec la Yougoslavie — par Take Ionescu.
juillet-déc. Répression de l'agitation socialiste.
déc. Démission d'Averescu. Cabinet Take Ionescu, pour un mois.

1922 janv. Ministère libéral Ionel Brătianu. Parlement libéral 1922—1926.

www.dacoromanica.ro

juin. Mort de Take Ionescu.
août. Visite à Sinaia de Pilsudski, Président de la Pologne.
déc. Début du mouvement antisémite dans les villes universitaires.

1923 29 mars. Grande révision de la Constitution de 1866 : 52 articles modifiés, 7 adjoints.
mai (?). Défilé politique de 10.000 paysans pour Averescu.
15 oct. Couronement du roi Ferdinand I et de la reine Marie à Alba Iulia.

1924 avril. Premier Congrès d'études byzantines à Bucarest.

1925 23 fév. Création du Patriarcat roumain — Miron Christea premier patriarche. Agitations « stylistes » pendant l'année.
févr. Fusion passagère des partis: « national-trans. » (J. Maniu) et nationaliste-démocrate de N. Iorga.
31 déc. Conseil de Couronne excluant le prince Charles et instituant la Régence pour la succession. Acte de 4 janvier 1926.

1926 mars. Ministère Al. Averescu. Parlement avec majorité du Parti du Peuple.
oct. Fusion des partis : « National-trans. » et « paysan », sans Iorga.

1927 10 mars. L'Italie ratifie la Convention de Paris visant l'union de la Bessarabie.
5 juin. Ministère mixte Barbe Ştirbey, jusqu'à 22 juin.
22 juin. Ministère libéral Ionel Brătianu. Élections 7—18 juillet.
20 juillet. Mort du roi Ferdinand I. Avènement du roi mineur Michel I. Installation de la Régence: Patriarche Miron Christea, prince Nicolas, G. Buzdugan.
25 oct. Arrestation de M. Manoilescu, porteur de lettres du prince Charles, retiré à l'étranger, pour les chefs des partis.
24 nov. Mort de Ionel Brătianu, Vintilă Brătianu lui succède comme chef du parti libéral et Président du Conseil.

1928 nov. Ministère national-paysan Jules Maniu-J. Mihalache.

1929 N. Iorga, recteur à l'Université de Bucarest apaise en partie les agitations des étudiants.
Création de la Ligue « Vlad Ţepeş » par Gr. N. Filipescu.

1930 8 juin. Avènement de Charles II.
oct. Démission de Jules Maniu. Cabinet G. Mironescu.

1931 févr. Crise financière aiguë. Emprunts. Démission du cabinet en avril, la crise politique continue 2 semaines.
avril. Ministère de « techniciens » N. Iorga-C. Argetoianu. Élections avec 47% pour le gouvernement. Loi de la Conversion des dettes agricoles.

1932 31 mai. Démission de N. Iorga en face de la crise financière accrue. Ministère « nat.-paysan » Al. Vaida. Éléctions avec 40% pour le gouvernement. Pacte avec U.R.S.S. proposé par N. Titulescu.
17 oct. Démission du Ministère Vaida sur le thème du pacte-Cabinet Jules Maniu, avec N. Titulescu aux Aff. étrangères, j-à 12 janv.

1933 1933. 14 janv. Ministère Al. Vaida « national-paysan ».
3—4 juil. Pacte de non-agression avec la Russie Soviétique, s. à Londres.

www.dacoromanica.ro

On pose les bases de l'Entente Balkanique (créée 9 février 1934).
— Éclate le scandale « Skoda » (fraudes dans les fournitures d'armement.
14 nov. Ministère libéral I. G. Duca. Élections avec 51% pour le gouv.
29 déc. Meurtre de I. G. Duca à Sinaia. Dinu Brătianu devient chef du parti.

1934 5 janv. Ministère libéral G. Tătărescu avec N. Titulescu aux Affaires étrangères.
25 janv. Visite du roi Boris II en Roumanie.
17 juillet. Reprise des relations avec la Russie Soviétique.
3 oct. Rencontre sur le Danube entre les rois: Charles II et Boris II.
19 mai : gouvernement de dictature en Bulgarie.

1935 — Programme de J. Maniu basé sur l'« État paysan ». Scission du parti nat.-paysan: Al. Vaida organise son parti: « Front roumain ».

1935 15 juillet. Organisation du parti « National-Chrétien » A. C. Cuza-Octavian Goga.

1936 29 août. Remaniement du Ministère, sans N. Titulescu.

1937 février. État de siège à cause des agitations du parti des Légionnaires
3 mars. Fermeture des Universités et suppression de la Franc-maçonnerie.
2 avril. Inauguration de l'Institut d'Histoire universelle de N. Iorga.
déc. Ministère J. Tătărescu avec Al. Vaida — leur chute dans les élections.
déc. Ministère « National-Chrétien » Oct. Goga-A. C. Cuza.

1937 Visite de Moscicki, Président de Pologne en Roumanie.
Visite du roi Charles II à Paris (chez le Président Lebrun).

1938 10 février. Coup d'État de Charles II instituant le régime de dictature avec un Ministère au-dessus des partis, qui sont supprimés, et basé sur une *Constitution autoritaire*, promulguée le 22 février, approuvée par un plébiscite.

1938 Ministère Armand Călinescu.

1939 Ministère Georges Tătărescu.

1940 6 Sept. Abdication forçée du roi Charles II. Avènement du roi Michel II.

www.dacoromanica.ro

TABLE DES ILLUSTRATIONS

	Page.
Fig. 1.—Le Comte Philippe de Flandre	8—9
Fig. 2.—Le général Haralamb	8—9
Fig. 3.—Lascare Catargiu	24—25
Fig. 4.—Charles I-er à l'ouverture du premier Parlement	34—35
Fig. 5.—Charles I-er	40—41
Fig. 6.—Pierre Carp	64—65
Fig. 7.—Le métropolite Alex. Sterca Şuluţiu	86—87
Fig. 8.—Nicolas Popea, évêque de Caransebeş	86—87
Fig. 9.—Bogdan P. Hasdeu	106—107
Fig. 10.—La princesse Elisabeth de Roumanie, ensuite reine, (Carmen-Sylva)	123—124
Fig. 11.—Jean Ghica	140—141
Fig. 12.—Le général Jean Em. Florescu	144—145
Fig. 13.—Basile Boerescu	158—159
Fig. 14.—Basile Conta	160—161
Fig. 15.—Emmanuel Costache-Epureanu	160—161
Fig. 16.—Tite Maiorescu	166—167
Fig. 17.—A. D. Xenopol	168—169
Fig. 18.—M. Eminescu	170—171
Fig. 19.—Le grand narrateur I. Creangă, l'ami d'Eminescu	174—175
Fig. 20.—Théodore Rosetti	176—177
Fig. 21.—Jean Brătianu	202—203
Fig. 22.—C. A. Rosetti	214—215
Fig. 23.—N. Grigorescu: Dorobantz (l'infantériste)	236—237
Fig. 24.—Le tzar Alexandre II et Charles I devant Plevna (d'après un dessin rus)	238—239
Fig. 25.—Le général Cerchez	242—243
Fig. 26.—N. Grigorescu: La journée de Smârdan	244—245
Fig. 27.—La reine Elisabeth	272—273
Fig. 28.—Jean Raţiu	284—285
Fig. 29.—J. L. Caragiale	292—293
Fig. 30.—Alexandre Lahovari	298—299
Fig. 31.—Lascare Catargiu	298—299
Fig. 32.—Le métropolite Silvestre Morariu, de Boucovine	306—307

www.dacoromanica.ro

Page.

Fig. 33.—D. A. Sturdza . . . . . 314—315
Fig. 34.—Nicolas Filipescu . . . . . 324—325
Fig. 35.—Georges Gr. Cantacuzène . . . . . 329—330
Fig. 36.—Barbe Delavrancea . . . . . 332—333
Fig. 37.—Alexandre Vlahuță . . . . . 334—335
Fig. 38.—Georges Coşbuc . . . . . 334—335
Fig. 39.—N. Grigorescu (autoportrait) . . . . . 336—337
Fig. 40.—N. Grigorescu: Le pastoureau . . . . . 338—339
Fig. 41.—Georges Tofan . . . . . 342—343
Fig. 42.—Le prêtre Constantin Morariu . . . . . 342—343
Fig. 43.—Octavian Goga . . . . . 344—345
Fig. 44.—Le roi Charles I-er . . . . . 352—353
Fig. 45.—Take Ionescu . . . . . 382—383
Fig. 46.—La reine Elisabeth (Carmen-Sylva) . . . . . 414—415
Fig. 47.—Le prince Ferdinand et la princesse Marie . . . . 416—417
Fig. 48.—Le prêtre Basile Lucaci . . . . . 420—421
Fig. 49.—Jean J. C. Brătianu . . . . . 428—429
Fig. 50.—Le roi Ferdinand I en uniforme de campagne . . . 430—431
Fig. 51.—Le général, puis maréchal, Alex. Averescu . . . . . 436—437
Fig. 52.—Vintilă Brătianu . . . . . 446—447
Fig. 53.—La reine Marie . . . . . 456—457
Fig. 54.—Jean Flondor . . . . . 554—555
Fig. 55.—Le patriarche Miron . . . . . 588—589

www.dacoromanica.ro

TABLE DES MATIÈRES

LIVRE I

L'EFFORT POUR L'INDÉPENDANCE

		Page.
Chapitre	I.—Le conflit avec les Puissances garantes	7
Chapitre	II.—La faillite des clubs	41
Chapitre	III.—Personnages et courants nouveaux dans la culture et la politique roumaines	52
Chapitre	IV.—La question roumaine et l'amitié austro-hongroise .	74
Chapitre	V. Mise à l'épreuve de l'amitié austro-hongroise en Roumanie	98
Chapitre	VI.—La crise de l'entente avec l'Autriche Hongrie . . .	111
Chapitre	VII.—L'armistice intérieur	144
Chapitre	VIII.—Un nouveau Credo national	160
Chapitre	IX.—La neutralité roumaine dans le conflit balcanique .	178
Chapitre	X.—La guerre d'indépendance	222
Chapitre	XI.—Consolidation intérieure et oeuvre de création nationale	259
Chapitre	XII.—Vingt ans de domination de la Couronne	295

LIVRE II

EFFORT POUR L'UNITÉ NATIONALE

Chapitre	I.—Les impulsions de la nouvelle génération	333
Chapitre	II.—La Roumanie et la crise balcanique	378
Chapitre	III.—La tragédie glorieuse du roi Charles 1913—1914 . .	391
Chapitre	IV.—La guerre de la volonté nationale	405

www.dacoromanica.ro

LIVRE III

EFFORT POUR LA CONSOLIDATION DE L'ÉTAT ROUMAIN UNI

Page.

Chapitre I.—Le problème de la paix et des alliances 497
Chapitre II.—La monarchie des luttes de partis avant Charles II . 532
Chapitre III.—Le nouveau roi et l'agonie des partis 571

TABLEAU CHRONOLOGIQUE DES ÉVÉNEMENTS entre 1866—1940
I Les souverains
II Les événements 591

TABLE DES ILLUSTRATIONS 603

TABLE DES MATIÈRES 605

www.dacoromanica.ro

MONITORUL OFICIAL ŞI
IMPRIMERIILE STATULUI
IMPRIMERIA NAŢIONALĂ
BUCUREŞTI — 1945.

C. 24.534.

www.dacoromanica.ro